

Michel BERGÈS

Professeur des universités, Agrégé de science politique
Université de Bordeaux IV Montesquieu

(1997)

VICHY CONTRE MOUNIER. Les non-conformistes face aux années 40

Un document produit en version numérique par Réjeanne Toussaint, ouvrière
bénévole, Chomedey, Ville Laval, Québec
[Page web personnelle](#). Courriel: rtoussaint@aei.ca

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>
Une bibliothèque fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay, sociologue

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par Réjeanne Toussaint, bénévole,
Courriel: rtoussaint@aei.ca

à partir de :

Michel BERGÈS

VICHY CONTRE MOUNIER. Les non-conformistes face aux années 40.

Paris : Economica, 1997, 406 pp. Publication du Centre d'analyse politique,
no 3.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 31 décembre 2008 de diffuser
ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriel : michel.berges@free.fr

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word
2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

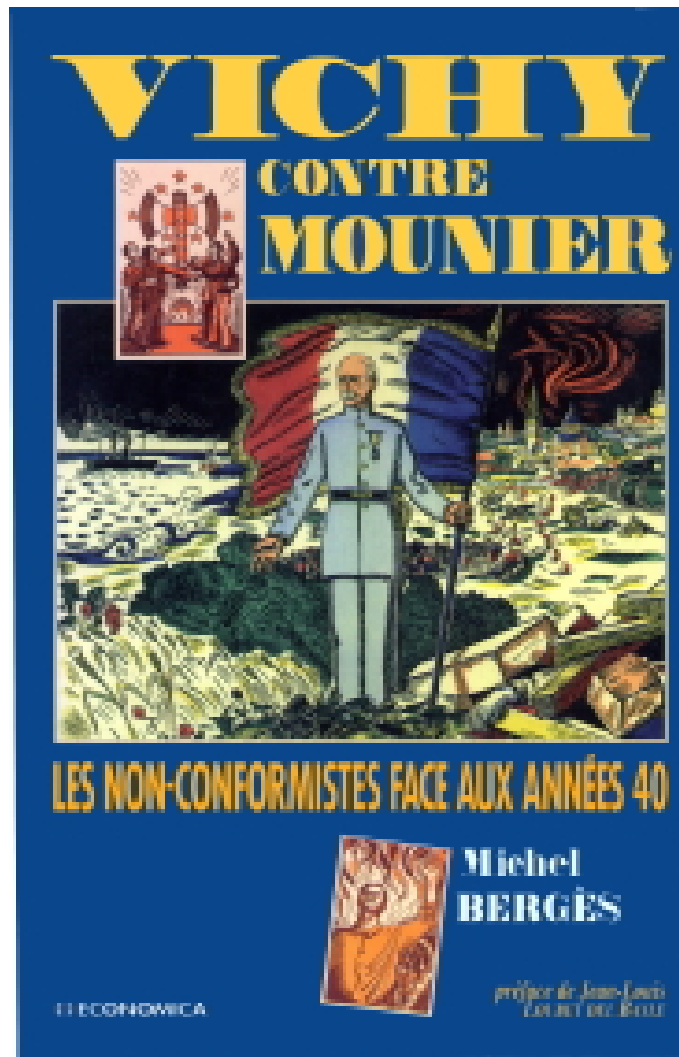
Édition numérique réalisée le 16 juin 2009 à Chicoutimi, Ville
de Saguenay, province de Québec, Canada.



Michel BERGÈS

Professeur des universités, Agrégé de science politique
Université de Bordeaux IV Montesquieu

VICHY CONTRE MOUNIER.
Les non-conformistes face aux années 40.



Paris : Economica, 1997, 406 pp. Publication du Centre d'analyse politique, no 3.

Table des matières

[Quatrième de couverture](#)

[Remerciements](#)

[Préface](#)

[Introduction](#)

Première partie. **Vichy et la culture**

Chapitre I. Une culture d'État

- I. [Une politique de la jeunesse et de la culture](#)
- II. [L'association "Jeune France"](#)
- III. [Emmanuel Mounier face à Vichy](#)
- IV. [Emmanuel Mounier, conseiller de "Jeune France"](#)

Chapitre II. Culture qui roule n'amasse pas mousse

- I. [Les premières difficultés de "Jeune France"](#)
- II. [L'offensive des "Catholiques durs"](#)
- III. [L'éviction de Mounier et la suspicion contre "Jeune France"](#)
- IV. [La contre-attaque manquée de Pierre Schaeffer et Paul Flamand](#)
- V. [La liquidation de "Jeune France"](#)

Deuxième partie. **Le front anti-personnaliste à vichy**

Chapitre I. Le front humaniste chrétien fascisant

- I. [Le triangle du Moulin de Labarthète - Pucheu-Marion](#)
- II. [Les visées de Pucheu sur la jeunesse](#)
- III. [Les rapprochements au Conseil national](#)

Chapitre II. Le front commun des nationaux autoritaires

- I. [Le bailleur de fonds propagandiste Paul Marion](#)
- II. [Le ralliement des non-conformistes droitiers](#)
- III. [La revue théorique de la révolution nationale : idées](#)

Chapitre III. La fin du scénario non-conformiste

- I. [Mounier face à la police de Bousquet](#)
- II. [L'ultime affrontement Fabrègues-Mounier](#)

Troisième partie.

Le non-conformisme des années 40

Chapitre I. Culture, religion et politique

- I. [Jeune France : Tradition ou modernité culturelle ?](#)
- II. [Emmanuel Mounier : Catholicisme ou politique ?](#)

Chapitre II. L'ambivalence du "non-conformisme"

- I. [Un rapport ambigu au politique](#)
- II. [Les non-conformistes à l'épreuve de Vichy](#)
- III. [Le non-conformisme : une idéologie "pamphlétaire" ?](#)

Chapitre III. Non-conformisme et fascisme

- I. [Fascisme "blanc" et révolution nationale](#)
- II. [Révolution nationale et autoritarisme européen](#)

Sources et bibliographie

- I. [Sources orales](#)
- II. [Sources manuscrites](#)
- III. [Sources imprimées](#)
 - 1. Revues, Publications contemporaines, Mémoires d'acteurs
 - 2. Articles, études, ouvrages historiographiques

INDEX

Table des figures

- [Figure 1.](#) Les "maisons de jeunesse" du Secrétariat général.
- Figure 2. [Organigramme du Secrétariat à la jeunesse](#)
- [Figure 3.](#) Organigramme de "Jeune France" (1941)
- Figure 4. [Schéma de la logique d'interactions entre les trois pôles du pouvoir vichyssois impliqués dans les questions de culture et de jeunesse.](#)
- [Figure 5.](#) Organigramme du Secrétariat général à l'information et à la propagande en 1941.
- Figure 6. [Lecture sociologique du fonctionnement de *Jeune France*](#) : deux conceptions hétérogènes de la culture.
- [Figure 7.](#) Du non-conformisme des années 30 au non-conformisme des années 40
- Figure 8. [Les convergences des néo-maurrassiens et des "non-conformistes", Janvier 1941 - novembre 1942](#)

VICHY CONTRE MOUNIER.
Les non-conformistes face aux années 40.

QUATRIÈME DE COUVERTURE

[Retour à la table des matières](#)

Cet ouvrage est né de la découverte d'archives policières datant de 1941. Leur contenu devrait mettre un point final aux controverses sur l'engagement d'Emmanuel Mounier pendant l'Occupation. Au-delà du cas du fondateur personneliste d'Esprit, est analysée la politique culturelle de Vichy de 1940 à 1942 et, en particulier, l'association Jeune France, dirigée par Pierre Schaeffer et Paul Flamand. Comment concilier culture et propagande ? Comment lier les artistes à l'État ? Comment diffuser l'art vers le peuple, nonobstant un contexte de dictature ?

Contre le personnelisme se dressa un « non-conformisme » communautariste, pilier de la Révolution nationale. À la construction de ce que ses thuriféraires désignèrent comme une forme de « fascisme blanc », participèrent notamment Jean de Fabrègues, mentor du jeune François Mitterrand, admirateur de Primo de Rivera, Paul Marion et Pierre Pucheu, tenants d'un humanisme chrétien autoritaire.

Le réseau Intellectuel non-conformiste, profondément divisé et hétérogène, est situé dans une perspective comparatiste. Entre christianisme et politique, reproduit-il l'idéologie fasciste ? Fait-il partie de ces « discours pamphlétaires » sensibles aux thèmes de la chute, de la décadence, sceptiques sur la liberté tragique des hommes dans un contexte de crise de civilisation ? Ou d'une famille politique plus ancienne, celle d'un intégrisme chrétien refoulé, rejetant la pensée individualiste et démocratique ?

Cette étude a obtenu le prix des thèses en science politique du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en 1995. Préfacée par Jean-Louis Loubet del Bayle, elle poursuit l'enquête pionnière de celui-ci, parue en 1969.



Michel BERGÈS, professeur de science politique à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV, est codirecteur du Centre d'Analyse politique comparée et membre du Centre d'Études et de Recherches sur la Police de l'IEP de Toulouse. Il a publié chez l'Harmattan, en 1995, une *Histoire du Syndicalisme policier en France*.

VICHY CONTRE MOUNIER.
Les non-conformistes face aux années 40.

REMERCIEMENTS

[Retour à la table des matières](#)

Cette étude n'aurait pu être menée à son terme sans le détachement accordé par la Section 40 et le Directeur des Sciences Humaines du CNRS, Alain d'Iribarne, complété, pour la dernière année de recherche, par une intégration à l'Institut d'Études Politiques de Toulouse due à la compréhension d'André Cabanis, son directeur.

À Toulouse, je dois beaucoup à mon ami et directeur de Thèse de Science politique, Jean-Louis Loubet del Bayle, historien des "non-conformistes", qui a relu patiemment la version initiale de l'ouvrage. Grâce à un échange de tous les instants, il en a enrichi le contenu intellectuel de façon décisive.

À Bordeaux, Jean-Louis Seurin, non-conformiste des années 50, politologue des idées et des systèmes politiques, m'a ouvert sa collection quasi-complète de la revue *Esprit*. Jean-François Médard, disciple conséquent de Le Corbusier à Pessac, et Bruno Clemenceau, historien des idées politiques, ont alimenté les discussions méthodologiques et théoriques. Jacques Ellul, du groupe *Esprit*, m'a révélé, au cours de rencontres pessacaises, la mentalité d'une génération intellectuelle si proche et si lointaine. Joseph Sarthoulet, disciple bordelais de Mounier et démocrate-chrétien, a témoigné, au sens plein du terme, des valeurs ^{Personnalistes.} Jean Lagénie, de jeune France de Bordeaux, Marc Granet, secrétaire particulier du maire Adrien Marquet, Georges Lamirand, secrétaire général à la

Jeunesse de Vichy, Raymond Courtot, son délégué régional d'Aquitaine, m'ont confié des témoignages humains irremplaçables.

À Paris, je suis particulièrement redevable à Brigitte Blanc, Conservatrice à la Section contemporaine des Archives nationales, qui a facilité les découvertes documentaires. Franc Panijel a apporté des critiques et des compléments informationnels décisifs. Michel Winock a encouragé la recherche et discuté de façon stimulante la théorie du "fascisme blanc". Hervé Coutau-Bégarie a amicalement su rendre publiable le manuscrit initial.

À tous s'adresse ma gratitude.

VICHY CONTRE MOUNIER.
Les non-conformistes face aux années 40.

PRÉFACE

Jean-Louis LOUBET DEL BAYLE

Directeur du Département de Science Politique et de Sociologie
de l'Université des Sciences Sociales de Toulouse

[Retour à la table des matières](#)

"Dix ans après". Tel pourrait être pour l'auteur de ces lignes le titre du livre de Michel Bergès. En effet, on est amené à retrouver dans ces pages, qui concernent plus particulièrement l'histoire du premier Vichy, celui des années 40-42, les noms d'un certain nombre de jeunes intellectuels qui avaient plus ou moins appartenu, dix ans plus tôt, à la nébuleuse des "non-conformistes des années 30", c'est-à-dire à ce mouvement de réflexion intellectuelle qui, à l'orée des années 30, s'était constitué autour d'un certain nombre de groupes et de revues, avec l'ambition de renouveler la façon d'aborder les problèmes de la société moderne, en se plaçant délibérément en marge des courants intellectuels ou politiques établis ¹. C'est ainsi qu'à côté du fondateur d'Esprit et de certains de ses amis on voit apparaître au fil du récit de Michel Bergès d'anciens responsables de la jeune Droite comme d'anciens membres du groupe Ordre Nouveau.

Par là, le travail archivistique de Michel Bergès confirme ce qu'une étude plus superficielle permettait de pressentir, à savoir que l'histoire intellectuelle, idéologique et politique des années 1940-44 - que cette histoire soit celle de

¹ Cf. Jean-Louis Loubet del Bayle, Les non-conformistes des années 30. Une tentative de renouvellement de la pensée politique française, Paris, Le Seuil, 1969 (réédition 1987).

Vichy ou celle de la Résistance - ne peut pas s'écrire sans envisager le rôle qu'y ont joué, de façon plus ou moins directe, ces "non-conformistes des années 30" et les idées qu'ils représentaient. À Vichy, on en a par exemple une illustration avec la revue Idées, fondée en 1941 par un ancien de la Jeune Droite des années 30, qui affirmait dès son premier éditorial sa volonté de réunir "quelques uns de ceux qui, avant guerre déjà, exprimèrent dans divers organes le souci d'une renaissance française".

Se côtoyèrent en effet dans cette entreprise, notamment au cours de sa première année, d'anciens responsables de la jeune Droite et des hommes dont certains venaient de la mouvance d'Esprit, souvent via la Troisième Force et le Frontisme de Gaston Bergery. Le phénomène est encore plus net dans le Vichy des années 40-41, lorsque l'on recense, comme le fait Michel Bergès, les noms de ceux qui furent alors plus ou moins mêlés aux activités du Secrétariat à la jeunesse et des organismes qu'il contrôlait, comme le mouvement des Compagnons de France ou l'association jeune France.

De ce fait, Michel Bergès est conduit à accorder une place importante au "non-conformisme des années 30" pour éclairer la généalogie des orientations idéologiques de la Révolution nationale. On notera cependant qu'il a tendance à élargir l'application de ce concept au delà de la période 1930-34, pour désigner par là l'ensemble des initiatives foisonnantes qui, en marge des forces politiques établies, tentèrent de s'exprimer tout au long de la décennie des années 30. Ce choix est justifié par une évocation très riche et très documentée des expressions multiples de ce "non-conformisme", mais on constatera que ce que le concept gagne ainsi en extension se paie par une certaine imprécision et une certaine hétérogénéité, en amenant en particulier Michel Bergès à distinguer un non-conformisme "de droite" et un non-conformisme "de gauche".

Sur ce point, l'intérêt et l'originalité de la recherche de Michel Bergès sont de souligner que la présence dans les allées du pouvoir d'un certain nombre d'anciens non-conformistes des années 30 n'entraîna pas la reconstitution du fragile "front commun" que l'on avait cru voir se constituer dans les années 1932-33. En fait, cette cohabitation traduit plutôt la variété des collaborations dont bénéficia le Secrétariat à la jeunesse dans les premiers mois de son existence, en attirant des hommes venus d'horizons politiques, idéologiques et intellectuels divers, chaque personnalité ou chaque groupe espérant plus ou moins consciemment faire

prévaloir ses propres perspectives, Les documents d'archives découverts par Michel Bergès montrent en effet, pièces en mains, que la présence à Vichy de certains anciens responsables de la Jeune Droite, d'Esprit ou de l'Ordre Nouveau ne s'est pas accompagnée d'une convergence de leurs engagements, mais, bien au contraire, d'une lutte d'influence dans laquelle se mêlèrent l'opposition des idées et la rivalité des hommes.

En étudiant ces conflits d'idées, de groupes et d'hommes, Michel Bergès est amené à apporter une contribution décisive à un débat quelque peu artificiel qui s'est ouvert, il y a quelques années, sur les rapports de Mounier avec le régime de Vichy en 1940-41 et sur les "compromissions" qui auraient été les siennes. Les éléments déjà connus de cette question - les textes publiés dans la revue et les carnets personnels de Mounier, sa mise à l'écart de l'équipe des Compagnons et de l'École d'Uriage dès le printemps 1941, l'interdiction de la publication d'Esprit en août, l'arrestation de Mounier en janvier 1942 - auraient dû étouffer dans l'oeuf une controverse aux justifications fragiles.

En tout cas, cette fragilité se trouve ici confirmée de manière éclatante par Michel Bergès, à travers l'analyse de documents émanant de l'intérieur même de l'administration vichyssoise, qui révèlent à la fois la tentative d'entrisme de Mounier jusqu'en février-mars 1941, puis l'action idéologico-politico-policrière qui va être menée au cours de l'année 1941, à l'instigation du Cabinet du ministre de l'Intérieur Pucheu, pour contenir puis s'opposer à son influence. Après l'analyse de ces documents, il est clair que, si une certaine ambiguïté a pu caractériser le comportement de Mounier dans les tout premiers mois du régime de Vichy - une ambiguïté peut-être un peu plus accentuée que ne l'indique Michel Bergès - dès janvier 1941, en revanche, il se trouve en butte à un ostracisme qui va aller en s'accroissant jusqu'à son arrestation.

Durant l'été 1941, à l'intérieur de l'association culturelle Jeune France, l'opposition à Mounier va se structurer, en relation avec le Cabinet de Pucheu, autour de Jean de Fabrègues, qui venait d'être libéré de son camp de prisonniers et avait été l'animateur de plusieurs revues de la Jeune Droite au cours des années 30. Les informations sur cette opposition Mounier-Fabrègues fournies par Michel Bergès permettent de cerner les composantes idéologiques et intellectuelles de leur affrontement par rapport à leurs références "personnalistes" plus ou moins communes du début des années 30. Le Mounier de 1941 reste fidèle à la vision d'une société " pluraliste", fondée sur la libre spontanéité des personnes et des

ciété " pluraliste", fondée sur la libre spontanéité des personnes et des groupes, gérée par un État minimal. En revanche, Jean de Fabrègues, tout en ne semblant pas renier sur le plan théorique la référence à une société "communautaire", qui serait bâtie sur la libre articulation des groupes sociaux naturels, considère, au nom du "réalisme", qu'un État fort est provisoirement nécessaire, dans le contexte des années 40, pour reconstituer ces communautés naturelles moribondes. Cette conception, légitimant l'autoritarisme du régime de Vichy par la référence à l'idée d'une sorte de "dictature de transition", est perceptible, de manière plus ou moins explicite, dans les lettres de Jean de Fabrègues comme dans les textes de la revue *Idées*. Par là les héritiers de la Jeune Droite d'avant guerre en venaient d'ailleurs à ce paradoxe de vouloir réaliser une révolution à finalité "communautaire" et non-étatiste par des moyens étatiques.

C'est donc dans le rapport au politique et dans l'importance qui lui est accordée que semble s'enraciner la principale opposition entre les anciens non-conformistes des années 30, avec la résurgence du "politique d'abord" maurrassien chez les anciens de la jeune Droite. Selon Michel Bergès, ce différend ne s'explique pas seulement par des raisons conjoncturelles. Il a des racines plus profondes, de nature philosophique et théologique, concernant la façon de concevoir l'engagement et les rapports du spirituel et du temporel. Ceci dit, cette hypothèse, qui illustre le souci de Michel Bergès de ne pas limiter son travail à des perspectives simplement descriptives et événementielles, peut susciter la discussion, notamment lorsqu'elle tend à réduire le problème à un affrontement brutal et un peu manichéen entre ce qui serait un retour au "politique d'abord" de Jean de Fabrègues et la fidélité au spirituel d'abord" de Mounier.

En effet, cette opposition paraît quelque peu excessive, notamment parce que, s'il existe un point sur lequel s'accordaient tous les non-conformistes des années 30, c'est bien sur l'idée d'une nécessaire "incarnation" du spirituel, que symbolisait notamment leur commune référence à Péguy. Dès lors, ce souci d'incarner le spirituel dans l'histoire en train de se faire explique pour une part aussi bien l'engagement vichyssois de Jean de Fabrègues que les tentatives de Mounier pour influencer les premières orientations du nouveau régime en 1940 et son engagement, ensuite, dans la Résistance. Si les choix concrets de Fabrègues et Mounier sont alors différents, cette différence ne semble pas traduire des conceptions radicalement opposées de l'engagement en tant que tel. D'ailleurs, dans les années de l'immédiat après-guerre, les positions des deux hommes

l'immédiat après-guerre, les positions des deux hommes paraîtront s'inverser : Jean de Fabrègues accordera la priorité à un engagement spirituel et religieux, en devenant le rédacteur en chef de l'hebdomadaire La France Catholique, tandis que Mounier, de 1944 à 1949, semblera sacrifier une part de son intransigeance spirituelle à un "politique d'abord" s'exprimant à travers un "philocommunisme" ² justifié par le souci de l'efficacité de son engagement révolutionnaire et par la volonté de rester présent au mouvement de l'histoire que lui semblait incarner le communisme.

Sur le plan philosophique, on peut aussi rester réservé devant l'interprétation assez univoque que donne Michel Bergès de la place relativement importante qui fut celle du néothomisme dans le mouvement des idées de l'avant-Deuxième Guerre mondiale. En évoquant surtout son influence sur certains des représentants de la jeune Droite, il privilégie en effet de manière un peu excessive une interprétation "communautariste" de celui-ci, sans prendre en compte les orientations et l'itinéraire plus complexe, par exemple, d'un philosophe comme Jacques Maritain, qui en fut le chef de file durant l'entre-deux-guerres. Or celui-ci, après avoir influencé par ses écrits du début des années 20 un Jean de Fabrègues ou un Jean-Pierre Maxence, à une époque où il se trouvait aux marges de l'Action française, joua aussi un rôle important dans la fondation d'Esprit, en devenant dans les années suivantes le défenseur d'un "humanisme intégral", qui peut être considéré comme une branche thomiste ou néothomiste du personnalisme des années 30.

Telles sont quelques-unes des nombreuses réflexions que peut susciter la lecture de ces pages en mettant en évidence la richesse foisonnante du travail de Michel Bergès, qui, il faut le souligner, ne se borne pas seulement à une étude analytique et descriptive du "cas Mounier". En effet, s'il est vrai que cette recherche a eu pour point de départ la découverte du dossier jeune France dans les archives du ministère de l'Intérieur, elle a conduit Michel Bergès bien au delà, en l'amenant notamment à évoquer de manière détaillée, et souvent inédite, les orientations de la politique culturelle et de la politique de la jeunesse du régime de Vichy, ou en le poussant à réviser certaines idées reçues sur le rôle politique et idéologique du tandem Pucheu-Marion par rapport à l'entourage du chef de l'État français.

² L'expression est de Michel Winock, Histoire politique de la revue Esprit (1930-1950), Paris, Le Seuil, 1975, p. 292. Cf. aussi ibid., pp. 245-314, passim. Voir en outre : Tony Judt, Un passé imparfait, Paris, Fayard, 1992.

Cet élargissement des perspectives l'a en outre entraîné à s'interroger sur le débat récurrent relatif au caractère "fasciste" ou non du régime de Vichy, de même qu'est aussi abordé, comme on l'a vu, le problème des fondements de l'engagement politique, avec en arrière-plan la question des rapports du religieux et du politique, du spirituel et du temporel.

Même si l'on n'est pas toujours totalement convaincu par certaines de ses analyses et si l'on peut être tenté, ici ou là, de discuter tel ou tel de ses points de vue, sur toutes ces questions -elles sont diverses et importantes -, les analyses du politologue-historien qu'est Michel Bergès apportent des vues neuves et suggestives.

Jean-Louis LOUBET DEL BAYLE

Directeur du Département de Science Politique et de Sociologie de l'Université des Sciences Sociales de Toulouse

**VICHY CONTRE MOUNIER.
Les non-conformistes face aux années 40.**

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

Emmanuel Mounier fut-il "fasciste", alors que Vichy, revisité par l'historiographie consacrée, ne le serait point ?

Il y a quelque temps, dans une polémique parisienne, qui en poursuivait une plus ancienne, le fondateur-directeur d'Esprit, qualifié au passage de "Heidegger français", fut accusé d'avoir été le "ministre de la Culture de Vichy" ³. Un historien israélien a également prétendu que, sans être favorable au fascisme, Mounier l'était tout de même un peu, "sans le savoir", et rejoignait sur de nombreux points, comme le dénigrement de la démocratie représentative, les analyses de la jeune Droite des années 30, des revues Réaction, Combat, Ordre Nouveau. Le fait que tous ces "fascistes spiritualistes", avoués ou honteux, se soient retrouvés ensemble dans le premier Vichy ne plaiderait-il pas pour cette thèse ⁴ ?

³ Marc Fumaroli, L'État culturel. Essai sur une religion moderne, Paris, De Fallois, 1991, notamment pp. 91-113. Dans un autre genre, où l'amalgame est plus poussé, cf. de Bernard-Henry Lévy, L'idéologie française, Paris, Grasset, 1981.

⁴ Zeev Sternhell, "Emmanuel Mounier et la contestation de la démocratie libérale dans la France des années trente", Revue française de science politique, décembre 1984, vol. 34, pp. 1141-1180, Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France, Paris, Le Seuil, 1985, pp. 234-288, 299-317. Quant à l'amalgame de tous les non-conformistes des années 30, cf. pp. 301-311.

Un historien suisse, dans le même sens, a soutenu que Mounier, bien que se référant à des valeurs opposées, avait reconnu l'authenticité de l'élan spirituel des jeunes fascistes, de leur volonté de purification contre un monde vermoûlu. Il avait pris avec eux une "communauté de direction", même s'il jugeait leur action concrète déplorable et oppressive ⁵, Ce "compagnon de route de la gauche" aurait aussi manifesté, selon ce dernier, une "volonté de dialogue" et un "souci de communication" en acceptant de se rendre à Rome au Congrès sur les corporations, en mai 1935, à l'invitation de l'Institut fasciste de la Culture. Cela, en compagnie de non-conformistes français, dont Jean de Fabrègues, Thierry Maulnier, représentants des Jeunes Droites, Robert Aron, Claude Chevalley et René Dupuis, d'Ordre Nouveau, Georges Roditi, Paul Marion, de L'Homme Nouveau, André Ullmann, Louis-Emile Galey, d'Esprit, Pierre Gimon, des Jeunesses patriotes, Pierre Ganivet. Mounier ne tint-il pas encore une conférence en 1934 devant des étudiants nazis ? Ne rencontra-t-il pas dans un camp de jeunes en Belgique des membres de la "Hitlerjugend" à l'été 1936 ? Ne publia-t-il pas en novembre 1936 un bref article sur le personnalisme dans Les Cahiers franco-allemands d'Abetz ? Ne demanda-t-il pas enfin, en 1939, à l'attaché culturel de l'ambassade de Paris d'échanger des numéros d'Esprit contre des revues allemandes ?

Philippe Burin, qui règle le cas Mounier en trois pages, refuse de considérer que cela pouvait constituer une activité normale pour un directeur de revue catholique, attaché à prêcher la bonne parole face à un adversaire antipersonnaliste, à enregistrer des "témoignages", à dialoguer ouvertement et de façon critique, au nom d'une conception chrétienne de la dignité de toute personne et d'une présence engagée au monde. Il avance une interprétation : ce serait par pacifisme, par peur de la guerre, et aussi pour "préserver la crédibilité de leurs propres espérances de rénovation" que les personnalistes, comme par vertige, auraient été "fascinés" collectivement par les fascismes. Cet auteur parle encore "d'identification partielle", de "sentiment de parenté", de "séduction" ("généralement inavouée"), "d'attraction" dans le "champ magnétique des fascismes". Un fascisme inconscient, occulte et occulté en quelque sorte.

⁵ Philippe Burin, *La dérive fasciste. Doriot, Déat, Bergery (1933-1945)*, Paris, Le Seuil, 1986, pp. 88-90, 340-341, notes 58-62, p. 466.

Étranges métaphores physiques (la "magnétisation" et la "nébuleuse fascistoïde"), parfois complétées par une image biologiste de la "contamination" ou de la "contagion" d'un bouillon de culture et d'une "culture" propice - de droite ou de gauche - par un "virus" venant de l'étranger (le fascisme saisi en tant que "maladie" et modèle abstrait ne pouvant venir que de l'étranger). Tout cela ne dénote-t-il pas une conception "naturaliste" des modes de diffusion des idées politiques, si tant est que le "personnalisme" puisse être comparé au fascisme ? Burin poursuit : Mounier et les fascismes n'eurent-ils pas les mêmes adversaires déclarés, ne désirèrent-ils pas ensemble une "communauté solidaire de certaines valeurs irrationnelles d'action et de fraternités collectives", ne partagèrent-ils pas un même respect de la "mystique du chef", une même "foi en la jeunesse", une commune "âme de personnalisme" ? Le clou final : subissant "l'éblouissement de l'été 1940", le directeur d'Esprit aurait fait partie de ces hommes de gauche qui connurent "un lamentable aboutissement" en prenant Hitler pour un héros de l'histoire européenne porteur de "délivrance", et le régime de Vichy, amené par la défaite, pour un heu de rénovation possible (Mounier aurait accueilli le nouvel ordre français "comme la base sur laquelle pourrait être construit avec son appui et celui de ses amis l'édifice du nouvel âge").

Le cas du philosophe, soupçonné ainsi implicitement d'avoir jeté aux orties son personnalisme catholique, soulève un problème d'interprétation. Nonobstant les chroniques et la correspondance publiées du philosophe, lumineuses en soi ⁶, en dépit de l'ouvrage de Jean-Louis Loubet del Bayle sur "les non-conformistes des années 30" ⁷, de l'étude de Michel Winock sur l'histoire de la revue Esprit ⁸, ou du travail de Bernard Comte sur l'École d'Uriage et sur l'attitude de Mounier en 1940 ⁹, les contempteurs persistent dans l'amalgame. Quelle réponse donner à des

⁶ Emmanuel Mounier, Oeuvres, tome 4, Entretiens, Paris, Le Seuil, 1963.

⁷ Jean-Louis Loubet del Bayle, Les non-conformistes des années 30. Une tentative de renouvellement de la pensée politique française, Paris, Le Seuil, 1969, notamment pp. 161-164.

⁸ Michel Winock, Histoire politique de la revue Esprit (1930-1950), Paris, Le Seuil, 1975.

⁹ Bernard Comte, Une utopie combattante. L'École des cadres d'Uriage (1940-1941), Paris, Fayard, 1991 ; "Emmanuel Mounier devant Vichy et la Révolution nationale en 1940-1941 : l'histoire réinterprétée", Revue de l'Histoire de l'Église de France, tome LXXI, 1985 ; "Mounier à Lyon (1940-

jugements aussi expéditifs ? Si une relecture attentive de ses écrits permet déjà de mieux comprendre son comportement, on peut aujourd'hui trouver des compléments d'information décisifs dans les archives de Vichy. Ouvertes récemment, celles-ci contiennent des documents inédits d'un extrême intérêt, qui effacent les polémiques spéculatives et les procès d'intention, en révélant des faits avérés. C'est cette approche que l'on se propose de privilégier ici.

Né à Grenoble en 1905, fils d'un préparateur en pharmacie ¹⁰ de socialisation catholique, Emmanuel Mounier avait eu le courage de refuser, en temps de crise, son poste d'agrégé de philosophie obtenu en 1928 pour fonder, autour de 27 ans, après avoir fréquenté divers cercles catholiques, la revue *Esprit*. Ce laboratoire d'idées allait servir de repère à de nombreux jeunes de la génération des années 30 et 40, au-delà d'ailleurs du catholicisme intellectuel. On n'est cependant jamais maître de sa réputation posthume. L'engagement de Mounier en est-il la cause ? Jusqu'à sa mort brutale en 1950, ce dernier s'efforça, dans une période fertile en événements, de confronter un catholicisme de la liberté et de la personne humaine (le fameux "personnalisme") avec la politique, en essayant de ne jamais rattacher celui-ci à celle-là, ou de l'en déduire (mais la réciproque n'est pas vrai). Oublié des éditeurs des années 80-90, le philosophe-éditorialiste, en dehors de la littérature comme des sciences humaines, à la façon de nombreux pamphlétaires de son époque, traverse aujourd'hui le Styx.

Il est très difficile d'affronter le jugement des générations ultérieures. Les herméneutiques historiographiques actuelles ne se montrent-elles pas plus sévères pour un penseur que l'on ne lit plus guère, ou que l'on consulte de façon superficielle, qui n'a passé que quelques mois dans des institutions périphériques de Vichy afin d'y défendre ses valeurs, que pour un ancien président de la République, qui appartient de fait, lui, au camp des hagiographes de la Révolution nationale en 1942-1943 ? Pourtant, François Mitterrand, qu'incidemment, nous retrouverons dans cet ouvrage proche des adversaires du personnalisme, qui a

1942). De la réparation d'*Esprit* au procès de Combat", *Bulletin des amis d'Emmanuel Mounier*, 77, mars 1992, pp. 3-13.

¹⁰ Dans un entretien avec Jean-Louis Loubet del Bayle en 1966, le philosophe Jean Guilton, ami de jeunesse de Mounier, expliquera par la situation professionnelle frustrante de son père les orientations ultérieures de sa réflexion en matière économique et sociale.

longtemps dissimulé ses positions vichyssoises, a rejoint la Résistance plus tard que Mounier, engagé lui très tôt en 1940 à Lyon. Le philosophe, s'interroge Michel Winock, serait-il devenu le "bouc émissaire de notre passé imparfait" ¹¹ ? Pour quelle raison ?

Sa pensée, le personnalisme, a influencé maints représentants des élites françaises de son temps. Ses jugements sur le pouvoir constituent un enjeu idéologique de longue durée. Plusieurs décennies après, les mésinterprétations le concernant peuvent s'expliquer par le fait que l'on se heurte ici, une fois encore, au "syndrome de Vichy". Mounier dérange en raison du poids symbolique de la période et des lieux de pouvoir évoqués dans lesquels il s'est effectivement engagé. À cause aussi de sa tentative de confronter un code éthique et religieux au monde désincarné du politique. Bref, de mêler mystique et politique. Mounier sert à la fois de paratonnerre et d'écran de fumée. D'autres personnages surgissent autour de son action pédagogique et culturelle. Le silence sur ces derniers a été longtemps de rigueur. Ne touche-t-on pas à la République des Lettres, à l'intellocratie médiatique, à certains parangons culturels de Vichy ? Ne charge-t-on pas Mounier pour les décharger eux ? Bel exemple de dissonance cognitive liée à la relégitimation a posteriori de ceux qui ont intérêt à faire oublier leur passé. Position aussi déformante que, à l'autre bout, le conformisme moralisateur des projections militantes de la génération intellectuelle des années 80-90, qui a beau jeu de juger les hommes hors les faits.

Ici, les militances contre Vichy, constructions mentales cinquante ans après, se méprennent sur l'engagement dans la Résistance. Beaucoup ne voient point qu'il s'est agi d'un acte difficile, progressif pour certains, fulgurant pour d'autres. Il y eut plusieurs formes de résistance, plusieurs camps, issus de tous les bords politiques, souvent, au niveau des élites, de l'intérieur de Vichy même. Certains tentèrent d'organiser leur propre jeu à Alger, contre Londres. Mais le patriotisme vichyssois, maréchaliste, giraudiste, darlaniste, les réactions antiallemandes sont-elles de la "résistance" ? Au sens organique et institutionnel du terme, non, tant qu'il n'y eut pas de rattachement effectif ou de contacts avec les autorités gaullistes. Mais moralement, ou politiquement ? Les Allemands et les ultras

¹¹ Michel Winock, "Vichy et le cas Emmanuel Mounier", L'Histoire, mars 1995, n° 186, p. 53.

firent-ils la différence ? Des hommes issus du camp de la soumission à l'Armistice, s'engagèrent "sur le tard" dans les actions et les organisations spécifiquement gaullistes pour participer à la libération du pays ¹². Beaucoup le firent progressivement, en gardant un temps des accointances avec leur milieu vichyssois d'origine, leur profession officielle, leurs anciens amis. Faut-il établir, cinquante ans après, une grille par ordre croissant, dévalorisant ceux qui ne se sont engagés "qu'en" 1942 ou 1943 ? Voire qu'au début de 1944 ? Y avait-il foule dans les rangs des premiers résistants en 1940 ?

Rappelons que les reconnaissances d'appartenance certifiée à la Résistance officielle retiennent un engagement de six mois avant le débarquement du 6 juin 1944. Autre élément d'appréciation : à la BBC, le 8 janvier 1942, le lieutenant-colonel Tissier avait demandé aux fonctionnaires et aux magistrats demeurés en poste en France, de conserver la confiance apparente de leur administration, d'organiser au besoin la grève du zèle, facilitée par l'enchevêtrement des nouvelles réglementations, de constituer clandestinement des contre-dossiers, de se méfier de leurs propres collègues et amis. Bref, de ne pas quitter la France et de se montrer discret. Pour la Résistance gaulliste, rester à Vichy, même à certains postes répressifs d'exécution, ne constituait pas une faute ou un acte répréhensible. En janvier 1942, les premières consignes d'épuration administrative données à Jean Moulin par De Gaulle stipulaient que pour être placé à la Libération sur la liste des indésirables, un fonctionnaire devait avoir manifesté ouvertement de la haine à l'égard des gaullistes, fait étalage de sentiments germanophiles ou commis des brutalités (pour la police), avoir exercé une action "nuisible au pays ou répressive vis-à-vis des patriotes" ¹³, mais point avoir seulement exécuté les ordres de ses chefs.

René Cassin, compagnon du Général De Gaulle à Londres des juin 1940, a rappelé quant à lui opportunément, dans ses mémoires, les modalités d'adhésion à la Résistance des différentes catégories de Français. Afin de lui remonter le moral, il les présenta à un De Gaulle dépressif, un soir de juillet 1940, alors que ce

¹² Pierre Péan a bien analysé le problème dans son ouvrage sur François Mitterrand, *Une jeunesse française*, Paris, Fayard, 1994, notamment pp. 257-

¹³ 258 par Charles-Louis Foulon, *Le pouvoir en province à la Libération*, Paris, Presses de la FNSP, 1975.

dernier s'interrogeait sur la légitimité de son aventure¹⁴. Viendraient successivement au gaullisme, lui expliqua-t-il, d'abord les marins et les montagnards, ces hommes solitaires face aux éléments immuables de la nature, enclins à l'introspection, éloignés des lieux de pouvoir au fond de leurs territoires, sensibles au sens du permanent. Puis, ceux dont les conceptions sociales, le sens de l'honneur, l'amour de la liberté, seraient heurtés par le pouvoir pétainiste : les intellectuels, les salariés, les mineurs, les ouvriers, les petits paysans, les prêtres de campagne. Puis, les lésés du régime : les fonctionnaires révoqués, les déçus du maréchalisme. Puis, les gros propriétaires, les milieux d'affaires, les notables. En dernier, les militaires et les officiers, trop habitués à obéir. Mais beaucoup s'engageraient, progressivement. Et tous représenteraient en bloc, au delà des dates de leur décision, sans qu'il y ait à les discriminer, les forces vives de la France libre. Ces propos, prononcés en situation, face aux incertitudes de l'année 1940, donnent une juste mesure du problème de l'engagement dans la période en question, souvent traité de façon déformante, cinquante ans après, par les "juges suppléants de la vallée de Josapha", selon l'expression de Lucien Febvre dans *Combats pour l'Histoire*.

Mounier sert donc de cible à des intellectuels qui, quelque part, règlent des comptes avec les valeurs qu'il incarna. Il semble être victime de la convergence de deux modes inversés de traitement du réel historique de cette période : celui du désir d'oubli de leur passé par les uns, celui des reconstructions présentes et anachroniques du passé par les autres.

Cependant, la polémique concernant le passage du philosophe personnaliste dans des institutions pédagogiques, journalistiques et culturelles de Vichy, au delà d'une éventuelle "compromission" avec un régime considéré comme illégitime, a le mérite de nous interroger sur l'homogénéité d'une idéologie non-conformiste dans les années 30, sur son rapport au pouvoir dans les années 40, de même que sur l'existence d'un "fascisme" spécifiquement français. Et incidemment, sur le premier Vichy et le contenu de ses politiques culturelles. Comment apprécier l'influence du courant plus ou moins inspiré par Mounier pour ce qui est des questions de jeunesse, de réforme sociale, du rapport entre christianisme et politique, du diagnostic de "crise de civilisation", des enjeux de l'esprit et de la

¹⁴ René Cassin, *Les hommes partis de rien*, Paris, Plon, 1975 pp. 128-129.

culture dans une société de masse perçue déjà à l'époque comme technicisée, matérialiste, individualiste ? Autant d'éléments intéressants pour la compréhension contemporaine des idées politiques dans une période de "crise" et d'effondrement des valeurs. Le cas Mounier soulève aussi un problème théorique important : quelles relations établir entre les idéologies, le champ philosophique et la sphère religieuse, ici entre catholicisme et politique ?

Par hasard, un jour de novembre 1992, aux Archives nationales, l'ouverture d'une liasse contenant les papiers du Cabinet du ministre de l'Intérieur de Vichy pour la période 1941-1942, parmi divers cartons sur l'étatisation de la police, nous a révélé un dossier intitulé "Jeune France"¹⁵. Or c'est dans cette association culturelle, créée le 22 novembre 1940, qu'Emmanuel Mounier s'était particulièrement engagé pour défendre sa conception de la culture. La liasse en question, qui livrait notamment de nombreuses notes d'André Chérier, chargé au Cabinet de Pucheu des questions de jeunesse en 1941-1942, apportait des indications extrêmement précieuses sur ces problèmes de même que sur le rapport avec Vichy de cette nébuleuse idéologique que représente le réseau intellectuel des "non-conformistes", duquel d'ailleurs les auteurs critiques séparent symptomatiquement Mounier. Que contiennent donc ces documents ?

Nous suivrons ici, en respectant les faits et les représentations des acteurs en situation, une démarche de micro-histoire. Le dossier Mounier servira de fil directeur dans une première partie, complété par la lecture des oeuvres du fondateur d'Esprit et de sa revue. Mais aussi par l'exploitation d'archives et de témoignages inédits sur la politique culturelle de Vichy, comme par une certaine révision des apports historiographiques à ce sujet.

Nous dépasserons ensuite, dans une deuxième partie, l'étude du cas considéré, pour recomposer plus largement le fonctionnement du réseau "non-conformiste" de 1940 à 1942, dont l'histoire détaillée a été écrite par Jean-Louis Loubet del Bayle pour les années 30. Ce que l'on pourrait appeler l'affaire Mounier, au premier abord limitée, révèle en effet le bouillonnement de la vie politique de la zone non-occupée dans une période charnière du "premier Vichy", d'août 1941 à novembre 1942. Elle dévoile les querelles du cénacle non-conformiste et permet

¹⁵ Archives nationales, Série ELA., liasses 3686 à 3696.

d'affiner certains développements de l'historiographie du sujet¹⁶. Elle éclaire aussi, à travers la pratique des indicateurs, des écoutes téléphoniques et de la censure postale, que livrent les documents Chérier (les vieilles méthodes policières !), la bataille sans merci des différents clans en lutte pour le pouvoir, ici en matière de jeunesse et de culture. On comprend mieux les intentions et les orientations doctrinales des non-conformistes droitiers, dont certains étaient parfois pour Mounier des amis ou alliés de la veille. Regroupés dès février 1941 autour de Pierre Pucheu et de Paul Marion (Secrétaire général à l'Information et à la Propagande), proches du Cabinet civil de Pétain, ceux-ci se sont montrés les plus farouches adversaires du "personnalisme" mouniériste, tout en contribuant à l'élaboration théorique de la Révolution nationale. Selon quels contenus et quelles modalités ?

Dans une troisième partie, après le déploiement d'une analyse historique inductive, nous reviendrons sur l'interprétation des faits analysés. La méthode qualitative mise en oeuvre pour aborder ce sujet est fondée sur la compréhension, au sens weberien de reconstruction de la rationalité des acteurs selon leurs valeurs. À partir d'un point de vue subjectiviste et culturaliste, proche de celui d'un Lucien Febvre en matière d'histoire culturelle, attaché à la tentative de reconstruction de la grille sensible et intellectuelle des acteurs observés, elle implique un effacement momentané de l'observateur. Mais celui-ci, à partir d'une problématique politologique sur les idées politiques et les réseaux intellectuels, se

¹⁶ L'étude de référence sur le sujet reste la thèse de Véronique Chabrol (à paraître), *Jeune France. Une expérience de recherche et de décentralisation culturelle* (novembre 1940-mars 1942), Université de Paris III, 1974, que l'auteur, fille de Paul Flamand, dirigeant de Jeune France en zone occupée, a résumée dans les deux articles suivants : "Jeune France, un "maillon manquant" pour l'histoire de la décentralisation culturelle", in *Cahiers de l'Animation*, n° 53, 1985, pp. 85-94, "L'ambition de Jeune France", in *La vie culturelle sous Vichy*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1990. Une des premières publications internes concernant Jeune France est le tome II des *Cahiers d'un homme de bon vouloir*, de Jean Lagénie, consacré à "Jeune France Aquitaine", Bordeaux, dactylographié, juin 1976 (aimablement communiqué par l'auteur, mémoire vivante du théâtre français). On trouvera des informations complémentaires dans Christian Faure, *Le pouvoir culturel de Vichy. Folklore et Révolution nationale (1940-1944)*, Lyon, PUL et Éditions du CNRS, 1989, pp. 57-62, Serge Added, *Le théâtre. Les années Vichy*, Paris, Ramsay, 1992, pp. 203-225, Laurence Bertrand Dorléac, *L'art de la défaite (1940-1944)*, Paris, Le Seuil, 1993, pp. 223-243.

blématique politologique sur les idées politiques et les réseaux intellectuels, se doit d'élargir les perspectives et de confronter in fine son objet avec d'autres approches. Donc, ici, point d'opposition entre les faits et les interprétations. Des moments d'analyse, une démarche en spirale, qui se déploient du micro vers le macro, en passant par divers niveaux de grossissement du réel. Un terrain étroit d'abord. Un espace-temps séquentiel. Une vie, singulière. Un système de sens. Puis le monde d'un réseau. Après, des ensembles plus vastes. Des familles de pensée. Un continent idéologique. On dépasse alors un individuel vertigineux, où l'on pourrait s'enfermer, s'engloutir. Les focales de l'objectif s'ouvrent et se ferment, s'adaptent aux interactions, à la fluidité, comme aux cristallisations d'un instant. Surgit, entre l'isolat des monades irréductibles et les structures collectives, une "identité politique" mouvante. Le "non-conformisme". Espace affectif et intellectuel d'une génération à jamais disparue ?

Ouvrons sans plus attendre le dossier de police de Jeune France et d'Emmanuel Mounier, première étape d'une évolution progressive vers des interrogations de plus en plus générales, imposées par la logique contenue dans les documents découverts.

Première partie

VICHY

ET LA CULTURE

[Retour à la table des matières](#)

[Retour à la table des matières](#)

Le procès de ce que certains appellent les "compromissions" d'Emmanuel Mounier peut s'expliquer - en dehors de la réputation d'Esprit de novembre 1940 à août 1941 - par le rôle qui fut le sien au sein de l'association Jeune France. Comme on l'a vu dans l'introduction, c'est la découverte de documents inédits d'origine policière sur l'histoire de cet organisme qui est à l'origine de cette recherche.

Ceci dit, pour comprendre la portée et la signification des liens que Mounier a pu avoir avec cette association, il importe de préciser ce que furent les objectifs de Jeune France, en en restituant la création et le développement par rapport à la politique de la jeunesse du régime de Vichy, mais aussi par rapport à ce qu'on appellerait aujourd'hui sa politique culturelle. En effet, Jeune France a été conçue comme un des éléments-clé de ces politiques, et l'étude de son fonctionnement est très révélatrice des ambiguïtés qui ont caractérisé en ces matières les orientations du premier Vichy, celui des années 1940-1942. Par ailleurs, pour prendre l'exacte mesure de cet engagement de Mounier et comprendre l'esprit dans lequel il est intervenu, il paraît aussi nécessaire de se référer aux conceptions du directeur d'Esprit concernant l'action et les rapports à la politique, à la pédagogie, à l'art et à la culture, tels qu'il avait été amené à les exposer au cours de l'avant-guerre. Ces éclairages permettront une approche du "cas Mounier" restituée dans la perspective des équivoques et des confusions qui ont accompagné les premiers mois du régime de Vichy. On tentera d'échapper par là aux simplismes qui caractérisent souvent aujourd'hui la réflexion sur les événements de cette période, en montrant, a contrario, ce qu'ont été la complexité des choix et la diversité des itinéraires individuels face au nouveau régime qui s'instaurait.

La variété parfois contradictoire des préoccupations des animateurs de jeune France et l'évolution parallèle de la politique du gouvernement de Vichy allaient progressivement provoquer des clarifications et des reclassements qui pesèrent inévitablement sur l'association. Mounier se retrouva ainsi, dès le début de 1941, au coeur d'un réseau d'intrigues ébranlant aussi bien l'équilibre interne de l'organisation que ses rapports avec ses tuteurs gouvernementaux. C'est pourquoi, après avoir décrit dans un premier chapitre la création de l'association culturelle vichyssoise et ses liens avec le philosophe, on évoquera ensuite la crise qui eut finalement raison d'elle après un an et demi d'existence.

Première partie : Vichy et la culture

Chapitre I

UNE CULTURE D'ÉTAT

[Retour à la table des matières](#)

Vichy n'a jamais eu de politique culturelle, au sens où l'on entend cette expression de nos jours. L'historien ne peut repérer que des mesures échelonnées, ponctuelles, d'orientation corporatiste, des services éclatés et non coordonnés, des plans tirés sur la comète du long terme, mais non réalisés. Le mot de "culture" n'y a jamais vraiment fait recette. Plus souvent parla-t-on, à longueur de discours et de publications officielles, d'art, voire de loisirs artistiques ou populaires. En revanche, résonnèrent davantage les mots de jeunesse ou de Révolution nationale, avec lesquels on conjugua parfois, de façon contradictoire, le mot culture, depuis les services du tout nouveau Secrétariat général à la Jeunesse (I). C'est en effet sous la tutelle de cet organisme que se créa l'association Jeune France, au coeur des relations entre culture et jeunesse, dont on étudiera d'abord dans quel esprit se déploya son action spécifiquement "culturelle" (II). Après avoir précisé la portée de son engagement par rapport au régime de Vichy (III), on s'interrogera ensuite sur ce que fut la contribution d'Emmanuel Mounier à la naissance et aux activités de ce mouvement (IV).

I - UNE POLITIQUE DE LA JEUNESSE ET DE LA CULTURE

[Retour à la table des matières](#)

Le seul "ministre" de la Culture que l'on pourrait découvrir à Vichy, en le cherchant bien, est Louis Hautecoeur, qui remplaça Georges Huisman (embarqué à Bordeaux sur le Massilia le 17 juin 1940) à la tête de la Direction des Beaux-Arts du ministère de l'Éducation nationale (transformée symptomatiquement en "Secrétariat général" en 1941). Ce normalien, ancien conservateur de musée, professeur à l'École du Louvre et à l'École Nationale Supérieure des Beaux-Arts, traversa toutes les tempêtes gouvernementales jusqu'à avril 1944 (date de son remplacement par Georges Hilaire). En technicien, il se plaça sous la tutelle des ministres de l'Éducation successifs (Mireaux, qui le nomma, Ripert, Chevalier, Carcopino et Abel Bonnard), sans parvenir, comme il le souhaitait, à scinder sa direction en trois services distincts, l'un consacré aux arts plastiques, l'autre au théâtre et à la littérature, le dernier à la musique, cela en raison de l'hostilité permanente du ministère des Finances. Il proposa également en janvier 1942 un projet d'équipement artistique national jamais réalisé ¹⁷. Quelle fut la politique de ce fidèle pétainiste ? En matière d'arts plastiques, Laurence Bertrand Dorléac la considère comme académique, élitiste et rétrograde ¹⁸. Ce "secrétaire général", qui appliqua au monde artistique les mesures ségréatives de Vichy à l'encontre des israélites, développa surtout pour mettre en oeuvre l'idéologie communautariste de la Révolution nationale, des corporations artistiques sectorialisées. Ainsi furent créés un Ordre des architectes (le 31 décembre 1940),

¹⁷ Serge Added, *Le théâtre dans les années Vichy*, Paris, Ramsay, 1992, p. 32.

¹⁸ Laurence Bertrand Dorléac, *L'art de la défaite (1940-1944)*, Paris, Le Seuil, 1993, p. 140. Cf. Également de cet auteur : "L'ordre des artistes et l'utopie corporatiste : les tentatives de régir la scène artistique française (juin 1940-août 1944)", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janvier-mars 1990, pp. 64-87.

un Comité d'organisation des arts graphiques et plastiques (le 7 juillet 1941), un Comité d'organisation des entreprises et des spectacles (le 27 décembre 1943), un Comité d'organisation de la musique ¹⁹ (fondé le 24 mars 1942, puis transformé en Comité professionnel de l'Art musical et de l'enseignement libre de la musique le 14 octobre 1943).

Au niveau de la musique, justement, surgit le nom d'un grand conseiller du prince en matière culturelle : le pianiste Alfred Cortot. Ce dernier, directeur de l'École normale de musique, interprète mondialement célèbre, faillit remplacer Hauteceur à la Direction des Beaux-Arts. Rivaud, ministre de l'Éducation en juin 1940, l'avait nommé temporairement "Haut-Commissaire aux Beaux-Arts". En juillet suivant, le Premier ministre de la jeunesse et des Sports, Ybarnégaray, lui avait proposé un poste de directeur artistique des services de la jeunesse. Le successeur de ce dernier, Georges Lamirand, en fit un de ses chargés de mission pour les questions culturelles. On le présenta même comme le responsable des "services artistiques" du Secrétariat général à la jeunesse. En octobre 1940, Cortot publia une lettre ouverte aux jeunes dans *Voici la France*. Contre les "à peu près", pour refaire le pays, il y prônait le vieux culte des arts et lançait cette sorte d'esquisse officielle de politique culturelle :

"Je rêve, pour ma part, de voir s'élever, ici et là, sur le territoire français, des Maisons de Jeunes où, dans les veillées, on vous aiderait à évoquer les enseignements de la beauté sous ses divers aspects. Ni bricolage ni dilettantisme dans ces réunions, où alterneraient chansons de métier ou de terroir, danses et légendes régionales, travaux d'artisanat, projections de tableaux et de monuments, auditions musicales, apprentissage des disciplines chorales. N'oubliez pas que la beauté est dans l'oeil de celui qui regarde. Apprenez donc à regarder, à entendre, à comprendre. Adoptez une belle devise : "Plus est en nous". Et n'oubliez pas que l'on ne chante pas toujours parce que l'on est joyeux, mais aussi parce que l'on est courageux ²⁰.

¹⁹ Ce Comité, Présidé par Alfred Cortot, comprenait Germaine Lubin, Henri Rabaud, Claude Delvincourt, Charles Münch, Marguerite Long, Jacques Thibaud, Joseph Calvet, Marcel Dupré pour le Comité directeur, et comme membres, parmi d'autres, Tony Aubin, Francis Poulenc, Roger Ducasse, Jean Doyen, Jean Hubeau, Pierre Fournier, Pierre Pasquier, Maurice Duruflé, Olivier Messiaen... Cf. Bernard Gavoty, Alfred Cortot, Paris, Buchet-Chastel, 1977, pp. 161-162.

²⁰ Cité par Bernard Gavoty, *ibidem*, p. 158.

Membre du Conseil national en 1941, conseiller technique du ministère de l'Éducation nationale pour la musique en 1942, membre de la Commission d'étude des questions de jeunesse du Conseil national, réunie du 5 au 12 mars 1942, Cortot participa activement à la création du Comité d'organisation professionnelle de la musique qu'il présida, de même qu'à celle des jeunesses musicales de France, fondées en 1942 par René Nicolly, résolument apolitiques. Il donna, souvent en présence de l'occupant, de nombreux concerts officiels, notamment au profit du Secours national, et accepta en juin et novembre 1942 une tournée en Allemagne avec le violoniste Jacques Thibault, à l'invitation du chef de la Philharmonie de Berlin, Fürtwangler, ce qui lui permit de jouer dans des camps pour les prisonniers français. Elitiste, aristocrate même, Alfred Cortot n'en négligea pas pour autant la vulgarisation et la pratique élargie des formes artistiques. Par exemple, dans les revues officielles du Commissariat général aux Sports, il défendit la place du chant choral populaire dans "l'éducation générale" que voulait mettre en oeuvre Jean Borotra. La discipline chorale complétant le geste sportif de tous les athlètes en herbe, ne renouerait-elle pas avec le modèle grec de l'exercice du rythme, dans l'ambiance de "nos beaux refrains régionaux" de terroir et de métier, dans la joie du plein air, dans une communion communautaire, en un "coude à coude mental" bien encadré par des moniteurs ?

Le 30 décembre 1940, un communiqué de l'agence Havas fit savoir officiellement que le gouvernement avait fait appel au grand interprète pour étudier le programme culturel que le gouvernement comptait offrir à la jeunesse française, un programme qui fut ainsi présenté :

"Ses projets sont multiples. Celui auquel il tient le plus, ce sont les maisons de la jeunesse, qui doivent être construites à côté de chaque terrain d'éducation physique : la France en comptera un jour 17 000, éparées à travers tout son territoire, dans la métropole et outre-mer.

Cependant, dit Monsieur Cortot, je considérerai la chose comme certaine, le jour où la première surgira avec sa valeur d'exemple, dessinée, construite, décorée, par ceux-là même à qui elle sera destinée.

Monsieur Alfred Cortot, qui d'Amsterdam à Buenos-Aires, a servi pendant trente ans la culture et la musique française, songe aussi à redonner à notre musique populaire la place qu'elle a perdue. Ainsi il remet en vigueur les chansons du territoire, les danses issues de notre sol ; il lance l'idée d'un théâtre spontané, d'une nouvelle "Commedia del Arte", avec son jaillissement continu, qui fera de lui le théâtre vrai, celui de la

son jaillissement continu, qui fera de lui le théâtre vrai, celui de la France nouvelle".

Alfred Cortot, négligé par l'historiographie des politiques culturelles de Vichy, fut donc un temps, à l'ombre de Hautecoeur, l'inspirateur officieux, symbolique, qui apporta le prestige de son nom aux velléités d'action ministérielle. C'est lui qui, responsable de "l'initiation artistique" au Secrétariat général à la jeunesse, allait encore encourager le mouvement culturel Jeune France dont il fut l'un des premiers conseillers artistiques.

Les conditions de création, d'organisation, de fonctionnement, comme les objectifs du groupe Jeune France sont aujourd'hui connus, grâce aux travaux de Véronique Chabrol. L'association reflète bien, dans sa forme et ses contenus, les tendances comme les contradictions du Secrétariat à la Jeunesse de Georges Lamirand, qui favorisa et agréa la création du mouvement. Celui-ci fut en fait son organisme officiel en matière de diffusion de la culture auprès des jeunes.

Le réseau de sociabilité qui favorisa l'émergence de l'association est celui qui occupa à Vichy, dès juillet 1940, les postes de la nouvelle administration de la Jeunesse. Convergèrent là, réunis par Paul Baudouin ²¹, des jeunes intellectuels marqués par des orientations catholiques spécifiques, posées dès les années 20 et 30, (bien repérées par Wilfred D. Halls et par Bernard Comte ²² : celles des équipes sociales de Robert Garric, mouvement chrétien d'échanges intellectuels et d'action sociale (fondé en 1919), les Scouts de France (des Pères Doncoeur et Forestier), et, surtout, le scoutisme routier (dont les dirigeants, Pierre Goutet,

²¹ Paul Baudouin (1894-1965) : polytechnicien, inspecteur des Finances, directeur de la Banque d'Indochine, expert financier, ami du Comte Ciano, il avait côtoyé aussi l'Action française, tout en étant très catholique. Secrétaire d'État aux Affaires étrangères de Paul Reynaud, en mars 1940, il fut nommé par Pétain ministre des Affaires étrangères le 16 juin, poste qu'il conserva jusqu'à Montoire. Il devint secrétaire d'État à la Présidence du Conseil chargé de la Jeunesse et de la Légion, enfin de l'Information, avant de quitter le gouvernement le 2 janvier 1941. Il se montra un des principaux architectes de la nouvelle administration de la jeunesse en 1940. À la frange de la démocratie libérale, il se fit dès 1938 le propagandiste d'un redressement moral et hiérarchique, mêlant la foi laïque et la foi chrétienne, dont le fer de lance devait être une jeunesse rénovée.

²² Bernard Comte, Une utopie combattante. L'école des cadres d'Uriage, op. cit., pp. 27-49.

premier directeur de la Jeunesse de juillet 1940 à janvier 1941, Pierre Schaeffer, fondateur de Radio jeunesse et de jeune France, et Paul Flamand, membre de la coopérative éditrice des Poitevins). Plutôt "apolitiques" ("j'étais en fait en dehors de toute action politique. Ce qui m'intéressait, c'était le social. La politique, j'en avais une frousse terrible", nous déclarera Georges Lamirand en 1986²³), influencés par La Revue des Jeunes de Robert Garric, par l'idéologie de militaires bâtisseurs comme Lyautey (qui marqua aussi La Porte du Theil, créateur des Chantiers de jeunesse en juillet 40, ou Dunoyer de Segonzac, fondateur de l'École des chefs de La Fauconnière puis d'Uriage), ces intellectuels sont plus des réalistes que des artistes, des gestionnaires, des hommes d'action que des penseurs.

Certains avaient fréquenté dans les années d'avant-guerre des cercles technocratiques (autour d'Ernest Mercier ou de Raoul Dautry notamment), plus que des partis. Elitistes, antidémocrates, nationalistes, ils ne sont pas antirépublicains : certains sont passés par le moule des grandes écoles et sa logique de compétition intellectuelle (Normale supérieure pour Henri Dhavernas, chef des Compagnons de France, Polytechnique pour Pierre Schaeffer, Centrale pour Lamirand). Leur christianisme est viril, "intégral", charnel, communautaire, volontaire, éducateur, péguyste, indépendant, conquérants²⁴. Selon le témoignage de Pierre Schaeffer, ces jeunes préfèrent la vie et la liberté, aux vieux modèles de l'autorité ecclésiastique. Leur engagement relève plutôt des mouvements de jeunesse des années trente, incluant l'autonomie des groupes de jeunes, la découverte de la nature et la mixité, que des modèles compassés, paternalistes, des patronages catholiques ou des oeuvres diocésaines de la fin du XIXe siècle. Schaeffer, dans ses mémoires, parle de "laïcité pratique" d'inspiration catholique pour désigner ces enthousiasmes, et il insiste sur l'importance de cette "seconde vie" que lui apportèrent le scoutisme actif et l'intégration dans les équipes sociales nancéiennes. Beaucoup de ces jeunes étudiants n'étaient-ils pas coupés du monde par l'univers abstrait des grandes écoles ? Il se souvient bien du "malaise

²³ Entretien avec Georges Lamirand, à son domicile parisien le 13 juin 1986, en présence de Raymond Courtot, délégué régional à la jeunesse en Aquitaine, de février 1941 à décembre 1942. Nous donnons entre parenthèses certains extraits de cette entrevue enregistrée.

²⁴ Bernard Comte, Une utopie combattante, L'école des cadres d'Uriage, op. cit., p. 40.

existentiel" qui le traversa, lui et ses camarades, partagés de façon "schizoïde" entre le savoir et la vie, en un "divorce fondamental", difficile à combler ²⁵. Vichy, dans les hésitations et les tâtonnements du début, permettait soudain, à l'appel des copains, d'entrer dans l'action, d'affronter la "vraie vie" face à des circonstances difficiles, de bousculer d'un seul coup les blocages passés et de jeter un défi, face à l'humiliation intériorisée de la défaite. Mais pour y faire quoi ? Dans l'immédiat, l'occasion se présentait de s'engager dans le nouveau Secrétariat à la Jeunesse autour de Paul Baudouin. Ceux qui avaient été les premiers disponibles allaient être rejoints par d'autres dans les services confiés à Georges Lamirand le 25 septembre 1940. Dans quelles conditions ce dernier prit-il ses nouvelles fonctions ?

Lamirand était né à Toulouse, le 12 juin 1899. Ses grands parents paternels étaient instituteurs (sa grand-mère appartenait à la famille La Tour d'Auvergne). Il hérita d'un double modèle de socialisation, républicain par son père, catholique par sa mère. Son père Jean-Baptiste, originaire de Saint-Sauves dans le Puy-de-Dôme, d'esprit scientifique (reçu major de Normale supérieure), fut professeur de physique-chimie au Lycée de Toulouse, puis dans la capitale au Lycée Saint-Louis en 1904, avant d'être nommé inspecteur général de l'enseignement à 35 ans, par le Recteur de Paris. Sa mère, Jeanne, très pieuse, qui fréquentait les cercles dominicains, était la fille du célèbre organiste Guiraud (elle mourut très tôt). Après des études à Paris au Lycée Henri IV (où il eut notamment pour ami Léo Lagrange), il réussit le concours de Centrale (préparé pendant un an à Louis-le-Grand) et devint Ingénieur des Arts et Manufactures, tout en passant une licence en droit de l'Université de Paris. Mobilisé en 1918, il servit peu de temps avant l'Armistice en tant qu'enseigne d'artillerie. Il obtint un premier poste d'Ingénieur aux Hauts-Fourneaux des Aciéries de Denain-Anzin et Béthune en 1923, puis à celles de Pompey en 1928 (nommé là ingénieur principal dans l'usine qui abrita la première section jociste de France). Très jeune, il milita dans les équipes sociales de Robert Garric, qui devait devenir son ami intime. On le choisit comme vice-président du mouvement au niveau national. Il y défendit l'action sociale, notamment en favorisant l'institution de cours du soir pour les travailleurs et d'une formation professionnelle pour les jeunes apprentis. Par l'aumônier de la JEC de Nancy, le Père Lejeune, il rencontra le maréchal Lyautey en 1931, et lui dédicença

²⁵ Pierre Schaeffer, *Les antennes de Jéricho*, Paris, Stock, 1978, pp. 152-153.

un article destiné à La Revue des Jeunes de Garric sur le rôle social de l'ingénieur. Lyautey, qui l'avait invité à déjeuner, lui ordonna d'en faire un ouvrage qu'il préfaça avec le directeur de Centrale. Dans ce livre, Lamirand cite souvent le Père de Sertillanges, son directeur de conscience et son ami. Il fréquenta aussi divers cercles technocratiques, comme Le Redressement français d'Ernest Mercier, où il prononça des conférences.

À la déclaration de guerre, en 1939, Lamirand, revenu à Paris, où il dirigeait le personnel des Messageries Hachette, fut mobilisé comme officier d'artillerie (il sera commandant à l'Annistice) à Lothringen, où on le chargea de l'évacuation des usines. Raoul Dautry, ministre de l'Armement le convoqua et le promut séance tenante Ingénieur général, avec la mission de réorganiser très vite diverses unités. Selon son témoignage, avec un réseau d'amis de Centrale, il redressa la situation en trois mois. Dautry lui offrit ensuite le poste de directeur d'une usine de guerre de Moulins. Venant le visiter un jour en compagnie de Louis Renault, ce dernier, séduit par son efficacité, proposa de le nommer directeur de ses usines de Billancourt, ce qu'il accepta. Un jour de septembre 1940, Georges Lamirand reçut un coup de fil du général de La Laurencie, lui indiquant que le chef de l'État souhaitait le voir immédiatement à Vichy. Il partit le soir même en wagon-lit, après en avoir référé à son patron.

Pétain le reçut le lendemain. Il avait décidé de lui confier la jeunesse. L'ingénieur, sidéré, ne put refuser. L'ordre était comminatoire. Mais il lui fallait obtenir l'accord de Louis Renault. Ce dernier, contacté téléphoniquement, arriva aussitôt Pour récupérer son homme de confiance. Une discussion interminable s'engagea avec le maréchal. L'industriel tenait tête. Le chef de l'État obtint qu'il le lui "prêtât" un mois ("pour commencer", chuchota ce dernier en se tournant vers Lamirand). L'aventure allait durer trente mois...

Lamirand ne reçut aucune consigne précise de la part de Pétain qui lui déclara d'entrée :

"J'ai décidé de vous confier la jeunesse de France. D'après ce que je sais sur vous, vous connaissez les questions sociales et les problèmes de jeunesse. Ce que vous ferez, ce sera bien. La seule chose que je vous demande, c'est de me tenir au courant".

Ainsi adoubé, comme un chevalier, de façon charismatique, il allait lancer sa croisade maréchaliste dans tout le pays (seule politique dont il fût capable, dirent les mauvaises langues). Lui qui patronna l'association jeune France et encouragea sa fondation, choisit des options très propagandistes en matière de politique de la jeunesse.

À son entrée en fonction, Lamirand ne fit que confirmer les orientations déjà engagées par l'équipe précédente d'Ybarnégaray et du général d'Harcourt, consolidées par Pierre Goutet, titulaire de la Direction de la jeunesse, et supervisées par Paul Baudouin. Il défendit l'institution des Chantiers, menacée et en situation matérielle difficile, conserva les Compagnons de France (qu'il jugeait cependant trop "mystiques" et peu réalistes)²⁶. Il hérita aussi de structures créées en faveur des jeunes chômeurs et réfugiés de 17 à 20 ans : les Centres ruraux de jeunesse et leurs homologues urbains, les "ateliers de jeunesse", dont l'encadrement commençait à être assumé par les premiers Centres régionaux de chefs et moniteurs. Les objectifs furent fixés dès la prise de fonction : encadrer et reclasser professionnellement les jeunes, leur donner une formation civique au service de la communauté (en les faisant par exemple participer à des travaux de défrichage au sein du Secours national dirigé par Robert Garric à Royat), une formation physique mais aussi une formation culturelle et de propagande, pour les attirer dans les centres nouvellement créés. Celle-ci était ainsi présentée dans les circulaires envoyées aux préfets :

"Tous les jeunes doivent être à même de cultiver leur esprit et d'enrichir leur personnalité. La jeunesse doit tenir sa place et jouer un rôle dans toutes les manifestations intellectuelles et artistiques : presse, théâtre, cinéma, radio".

Dans le premier mois suivant sa nomination, Lamirand étudie la situation, consulte, fait des visites de terrains. Il doit "mettre de l'ordre dans la maison" et dégager de grandes lignes d'action. Il ne prend contact avec la presse, pour

²⁶ Georges Lamirand a dressé lui-même un historique et un bilan de son action lors de la séance du 5 mars 1942 devant la Commission d'étude des questions de Jeunesse du Conseil national. Cf. Archives nationales, A G II 440 Dossier C. Nous avons suivi celle-ci également à partir des dossiers concernant l'action du Secrétariat général à la jeunesse contenus dans les Archives départementales de la Gironde (série continue).

présenter celles-ci, que le 8 novembre 1940. Pour lui, le problème premier est celui du chômage et du désœuvrement des jeunes qui "errent dans les rues". Le second est celui de constituer une équipe, représentative de toutes les professions ("ouvriers, paysans, étudiants, ingénieurs, industriels, médecins, artistes"), généreuse, volontaire, éloignée des "clans et des égoïsmes", dirigée par "un seul chef d'orchestre". Sans bouleverser l'équipe mise en place en juillet 1940, c'est, selon son témoignage, avec Robert Garric qu'il étoffera son administration ("ensemble nous avons cherché des hommes auxquels nous devons faire appel"). La difficulté consistait à recruter dans les deux zones, et à articuler l'administration centrale de Vichy avec les bureaux de Paris (rappelons ici qu'une ordonnance allemande du 28 août 1940 avait interdit en zone occupée les mouvements de jeunesse à caractère paramilitaire, comme les Compagnons, les Chantiers, les Scouts, mais aussi la JOC). Lamirand plaça à la tête de la délégation parisienne Maurice Rohrbach, qu'il avait apprécié aux Messageries Hachette quand il en dirigeait le personnel. Il nomma directeur de son Cabinet Guinet, un camarade de promotion de Centrale (qui lui avait incidemment téléphoné de Lyon pour lui annoncer la naissance d'un enfant). Ses crédits lui furent accordés selon son témoignage sans difficulté par un autre camarade des grandes Écoles, ministre des Finances ("grâce à Bouthillier, j'ai eu beaucoup de chance, j'ai eu tout ce que j'ai voulu"). Ceci est d'autant plus à noter que son collègue Jean Borotra, Commissaire général aux Sports, affirmera l'inverse au sujet de "l'avare Bouthillier" dont il se souvient qu'il devait lui arracher ses millions²⁷. Le tableau ci-après présente les budgets du Secrétariat général (ordinaires et extraordinaires, y compris les dépenses d'Alsace-Lorraine), comparés à ceux du Commissariat général aux Sports, des Chantiers de Jeunesse, des Beaux-Arts et de l'Éducation nationale.

²⁷ Cf. le témoignage de Jean Borotra dans *Le gouvernement de Vichy - 1940-1942*, colloque sous la direction de René Rémond, Paris, Armand Colin-FNSP, 1972, p. 287.

	1940	1941	1942	1943	1944
Secrétariat à la jeunesse		non précisé	140 824 408F	196 356 651F	200 873 805F
Travaux anti-chômage SEJ		768 870 174F	870 827 134F	779 726 972F	1 343 023 307F
Éducation générale et Sports	164 785 232F	212 281 979F	539 702 338F	597 810 769F	620 131 683F
Chantiers de jeunesse		1 393 833 220F	1 631 655 461F	1 734 437 838F	1 130 696 877F
Beaux-Arts	233 598 544F	326 887 265F	415 467 541F	467 597 542F	522 031 489F
Éducation nationale	4 640 629 093F	5 063 148 236F	6 524 723 884F	8 227 282 268F	10 556 126 650F

Pour ce qui est du seul Secrétariat général à la Jeunesse, précisons que la structure des dépenses, quasiment identique de 1940 à 1944, donna la priorité, dans un ordre décroissant aux subventions (entre 56% et 73%), aux frais de matériel et de fonctionnement des services (entre 9% et 16%), aux frais de personnel (11% à 13%), aux dépenses diverses (4% à 14%), aux travaux (1% à 3%) et aux charges sociales (0,6%). Ces chiffres montrent les limites organisationnelles de la nouvelle administration, qui réalisa peu directement, et se contenta surtout de distribuer des fonds à des mouvements de jeunesse ayant statut d'association-loi 1901. Trois fois moins financé que le Commissariat général aux Sports, avec des budgets inférieurs à ceux des Chantiers de Jeunesse, Lamirand allait de ce fait peser d'un poids très relatif sur les processus décisionnels du gouvernement de Vichy. Son ministère, orienté autour du contrôle et de la coordination des mouvements, fut surtout celui de la parole, de la symbolique maréchaliste, compensatoire et contagieuse.

La méthode de cet "enfant chéri" de Pétain, rencontré lors du repas dominical, consistait en une sorte d'apostolat visant à sauver la jeunesse du chômage, à la détacher de l'influence des mouvements de collaboration et des allemands en zone occupée, à la dissuader aussi de suivre les voies multiformes de la dissidence gaulliste, ce "crime contre la Patrie" qui tentait tant de jeunes "patriotes égarés". Il fallait "occuper le terrain", être présent, libérer un enthousiasme verbal, lyrique, afin de capter la passion si facile à conquérir des jeunes.

D'où la prédominance des activités de propagande, des voyages entamés dès décembre 1940 en zone libre (Toulouse, Marseille, Tarbes, Pau...). Pour la zone occupée, le Général von Stülpnagel accepta ces tournées, contre toute attente, car la politique des militaires allemands, précise Rita Thalmann, était de limiter l'influence de l'Église ²⁸ : il fallait cependant éviter l'effervescence de la jeunesse ainsi canalisée, malgré une hostilité systématique à l'encontre des mouvements catholiques. Lors des voyages du secrétaire général à Rouen, Dieppe, Le Havre, Bordeaux... se répétèrent des discours improvisés, construits à l'identique. Même mise en scène lors des déplacements : un homme sportif, bondissant, souriant

²⁸ Rita Thalmann, *La mise au pas. Idéologie et stratégie sécuritaire dans la France occupée*, Paris, Fayard, 1991, pp. 85-116, sur le contrôle allemand en zone occupée de l'Église catholique, et des politiques de la jeunesse et de l'enseignement.

revêtu d'une canadienne au col fourré, chaussé de bottes ou de souliers ferrés, avec culotte de cheval. Un aviateur de l'aéropostale qui va prendre son envol. Les allocutions se succèdent, comme les visites-éclair dans les bistrots, les mains serrées dans les rues aux passants, les interpellations généreuses, démagogiques, galvanisantes... Des mots pour ne rien dire. Une politique de la présence. Des gestes. Et des discours néoreligieux, des homélies. Idéologie affective compensatoire. Les jeunes acclament l'orateur, agitent des mouchoirs ("qui jaillissent au dessus de la masse des têtes blondes ou brunes comme un vol de mouettes" ²⁹). Partout des chants ou des danses accompagnent les cérémonies tricolores, ornées de francisques géantes, de slogans, de portraits du vieux chef, de drapeaux qui claquent. L'immense mise en scène devait faire oublier bien des choses. Pucheu, ministre de l'Intérieur, dira de cet adversaire, dans ses mémoires, qu'il était "beau garçon, beau parleur, beau flatteur, toujours attentif à paraître l'ami de tout le monde" ³⁰. Propagande "fasciste" ou messes politiques néocatholiques en plein air ?

A la Radio française de Vichy, le 25 avril 41, le secrétaire général considéra la collaboration comme un apport, avec son génie propre, de la France à "la construction du nouvel édifice européen", "nécessaire au siècle de la radio et de l'avion" (euphémisation laconique). Prétexte pour répéter, comme chaque fois, que ce qui comptait, c'était, derrière "le seul chef", "vénééré", "indiscuté", "providentiel", qui décide solitairement, la mise en oeuvre de la Révolution nationale. Celle-ci ? Une "véritable révolution sociale dans l'ordre et dans le calme", exigeant discipline, hiérarchie, ruptures et constructions, sens de la solidarité, de la collectivité, non de l'intrigue, avec pour mots d'ordre : "croire, obéir, combattre", dans "l'union", "vers l'unité". À Marseille, le 11 mai 1941, emporté par son lyrisme, Georges Lamirand déclara devant les jeunes rassemblés que la collaboration ne devait être appliquée que comme un stratagème, un "bon tour" à jouer aux Allemands. Après ces propos, le Préfet lui déclara qu'il avait été "bien imprudent". Un rapport de la police politique allemande de Paris nota cet

²⁹ Compte-rendu de la visite de Georges Lamirand, *Le Petit Dauphinois*, 9 mars 1941, cité par Pierre Giolitto, *Histoire de la jeunesse sous Vichy*, Paris, Perrin, 1991, p. 449.

³⁰ Pierre Pucheu, *Ma vie*, Paris, Amiot-Dumont, 1948, p. 292.

élan de sincérité ³¹. Transmis aux autorités militaires par Helinut Knochen, chef du BDS, ce document policier, après avoir insisté sur sa conception strictement catholique de l'organisation de la Jeunesse, stigmatisait en ces termes la condescendance du secrétaire général envers certains jeunes "indésirables" :

"Bien que Lamirand, dans des entretiens, notamment avec des Allemands, ait critiqué sévèrement le Cardinal Gerlier de Lyon, il est pourtant aligné sur une vision du monde catholique (...). Avant la Guerre, Lamirand était un meneur actif des jeunesses catholiques dans le sud de la France. Dans ses fonctions actuelles, il ne reconnaît officiellement que l'association de jeunesse chrétienne. Particulièrement les chefs des Unions catholiques "Jeunesse Ouvrière chrétienne" et "Jeunesse Étudiante Chrétienne" lui sont dévoués aveuglément. La "Staatsjugend" (jeunesse d'État) qu'il veut instaurer en France, il ne peut se la représenter philosophiquement et organisationnellement que catholique. Pour ses réalisations dans le domaine de l'assistance publique de la jeunesse, il a écarté le modèle du vice-président de la Phalange espagnole, le Père Rodriguez. De plus, à ce sujet, il est significatif que le siège de "la jeunesse de France", notamment les ateliers de jeunesse, se trouve dans les Écoles dirigées par les jésuites à Paris, 5 Rue de Madrid (...).

Pour les étudiants de couleur, Lamirand a fondé un "Foyer Colonial" dans un "Centre féminin", et, de même, dans le Camp de jeunesse de Mérignac, furent accueillis des nègres et des négresses. A Toulouse, en avril 1941, Lamirand fut reçu non seulement par les "Scouts de France" (interdits et dissous en Zone occupée), mais aussi et surtout par les "Éclaireurs Israélites", une organisation de Jeunesse juive" ³².

Plus de quarante ans après, l'intéressé nous a présenté sa doctrine comme "très simple" :

"La dominante de mon action, c'était l'amour. Je voulais apprendre aux jeunes à s'aimer, à ne pas se battre les uns contre les autres, à marcher ensemble. Pour moi, les jeunes, c'était le lendemain. Nous étions dans une épreuve terrible. Il y avait l'occupant, le boche, qui était là. Ce que nous devons faire, c'est que la jeunesse de France ait confiance dans l'avenir. Et qu'elle se décide à gagner la partie" ³³.

³¹ Centre de Documentation Juive Contemporaine, LXXX VII-1, rapport du BDS de Paris au MBF du 24 mars 1942, pp. 108-111.

³² Ibid., p. 111.

³³ Entretien enregistré avec Georges Lamirand, 13 juin 1986.

Faire acclamer Pétain partout, comme un étendard, promouvoir la Révolution nationale, jamais définie sinon comme "la volonté du Maréchal", c'était, selon celui qui se désigna lui-même comme "le représentant du Maréchal auprès de la jeunesse française", redonner confiance en la France, perpétuer son existence, prendre une revanche sur la réalité de l'occupation, tendre tous les ressorts psychologiques du pays, particulièrement en zone occupée, pour faire face au défi de la défaite :

"C'était une espérance, point un endoctrinement ou une idéologie d'État".

Dans un entretien, le délégué régional à la Jeunesse d'Aquitaine, Raymond Courtot, nous décrira la méthode Lamirand en des termes, empreints d'une certaine distanciation critique, accompagnés de quelques réserves :

"Il y avait pas mal de monde au Secrétariat général, des services, du personnel, des étiquettes, sans d'ailleurs que les gens sachent ce que l'on attendait d'eux, beaucoup de cafouillages et très peu d'idées claires. Georges Lamirand était du côté ecclésiastique, mais avec prudence. C'était un homme de grande bonne volonté, pur d'intention, diplomate de tempérament, brillant orateur. On pouvait l'écouter pendant une heure avec satisfaction, mais on ne pouvait pas résumer l'intervention. Il avait l'art de parler pour ne rien dire. Un grand art... celui d'enfiler agréablement des mots abstraits sans portée précise. Il n'y a jamais eu de doctrine. Le Secrétariat général, c'était une montagne qui accouche d'une souris.

Les voyages constituaient une opération d'ordre politique. Il fallait lire les discours de propagande entre les lignes. Lamirand donnait des gages d'un côté, et en retirait de l'autre. Il apaisait les occupants et rassurait les autorités religieuses. A mon sens, il s'est efforcé d'occuper le terrain pour que celui-ci ne soit point accaparé par les totalitaires qui voulaient enrégimenter la jeunesse à la façon hitlérienne ou mussolinienne. On fait tout ce qu'il faut pour faire semblant de..., ça donnera ce que ça donnera. Quand j'ai compris, j'ai décidé de faire autre chose" ³⁴.

³⁴ Entretien enregistré avec Raymond Courtot, Paris, 4 avril 1985. Ce dernier (qui nous fit rencontrer Georges Lamirand en juin 1986, par rapport auquel il se démarqua sous l'Occupation), était avocat au Barreau de Belfort. Membre du Comité régional puis national de l'ACJF, candidat antifront-populaire aux élections législatives de 1936, il fit en 1940 acte de candidature pour un poste de délégué régional à la jeunesse, sur la recommandation de Tixier-Vignancourt, alors responsable de la censure cinématographique au Secrétariat général à l'Information et à la Propagande. Reçu par Georges

Pétain, lui, attaché dès 1934 à une tutelle éducative sur la jeunesse ³⁵, avait défini la marche à suivre en la matière dans l'appel du 13 août 1940 (travaux de "rajeunissement du pays" dans les chantiers : "aménagement des forêts, des camps, des stades, construction de maisons de la jeunesse dans les villages" ; maintien des mouvements existants : "leur originalité sera respectée, leur action sera encouragée, étendue et complétée par des initiatives nouvelles" ³⁶). Pierre Goutet, le premier, à la Direction des Jeunes du Secrétariat, s'efforça de dégager une doctrine en consultant de façon pluraliste les autorités ecclésiastiques et les responsables des divers mouvements, envisageant déjà un projet de Charte de la jeunesse (retiré en décembre, en raison des protestations), mais aussi un contrôle des associations ainsi que la construction de "maisons de jeunes" cantonales

Lamirand, il se vit proposer le poste de la Loire, mais préféra celui de Bordeaux. Là, il prit ses fonctions en janvier 1941, heureux d'avoir pour Archevêque Mgr. Felin, dont il avait lui-même dirigé un patronage du temps où celui-ci était prêtre à Belfort, avant 1935. Lassé par le manque de moyens, Raymond Courtot souhaita quitter ses fonctions en 1942. Georges Pelorson, nommé secrétaire général-adjoint de la Jeunesse pour la zone occupée, en fit son directeur de la Formation des jeunes pour cette zone, en remplacement de Loysel (auquel Courtot s'était très violemment heurté). Jusqu'en mai 1943, il partagea son temps entre Paris et la délégation d'Aquitaine. C'est Raymond Courtot qui révéla le jeune Félix Ollivier-Martin, de Poitiers (futur remplaçant de Lamirand en mai 1943), en le nommant directeur de l'École des Cadres de la Chapelle-en-Serval à la place de Lavastine ("un fou littéraire qui refaisait le monde dans le vide le plus total"), qui avec une équipe "délirante" avait remplacé Jacques Bousquet nommé directeur de Cabinet du ministre de l'Éducation Abel Bonnard en avril 1942. Raymond Courtot, fervent maréchaliste, tint à la jeunesse de Bordeaux des conférences très Révolution nationale, par exemple une sur le "péril juif", le samedi 9 mai 1942 (où il affirma que les Juifs étaient "une Nation et une Race différente des races et des nations au sein desquelles ils vivent", désireuse d'assumer une domination mondiale en affaiblissement spirituellement les peuples et en avachissant l'Autorité), une autre sur les dangers de la barbarie "communo-bolchévique" hostile à la civilisation chrétienne, qui se termina aux cris de "Vive le Maréchal, Vive la France, Vive l'Empire", le 12 novembre 1942. Il deviendra délégué à l'Information d'Aquitaine, à la demande du Préfet régional Maurice Sabatier qui le fera entrer dans la carrière préfectorale fin 1943 (directeur de Cabinet, puis sous-préfet de Dax en 1944).

³⁵ Philippe Pétain, Paroles aux Français, Lyon, Lardanchet, 1941 : "La formation de la jeunesse Française", 1934, pp. 3-9.

³⁶ Ibid., p. 67.

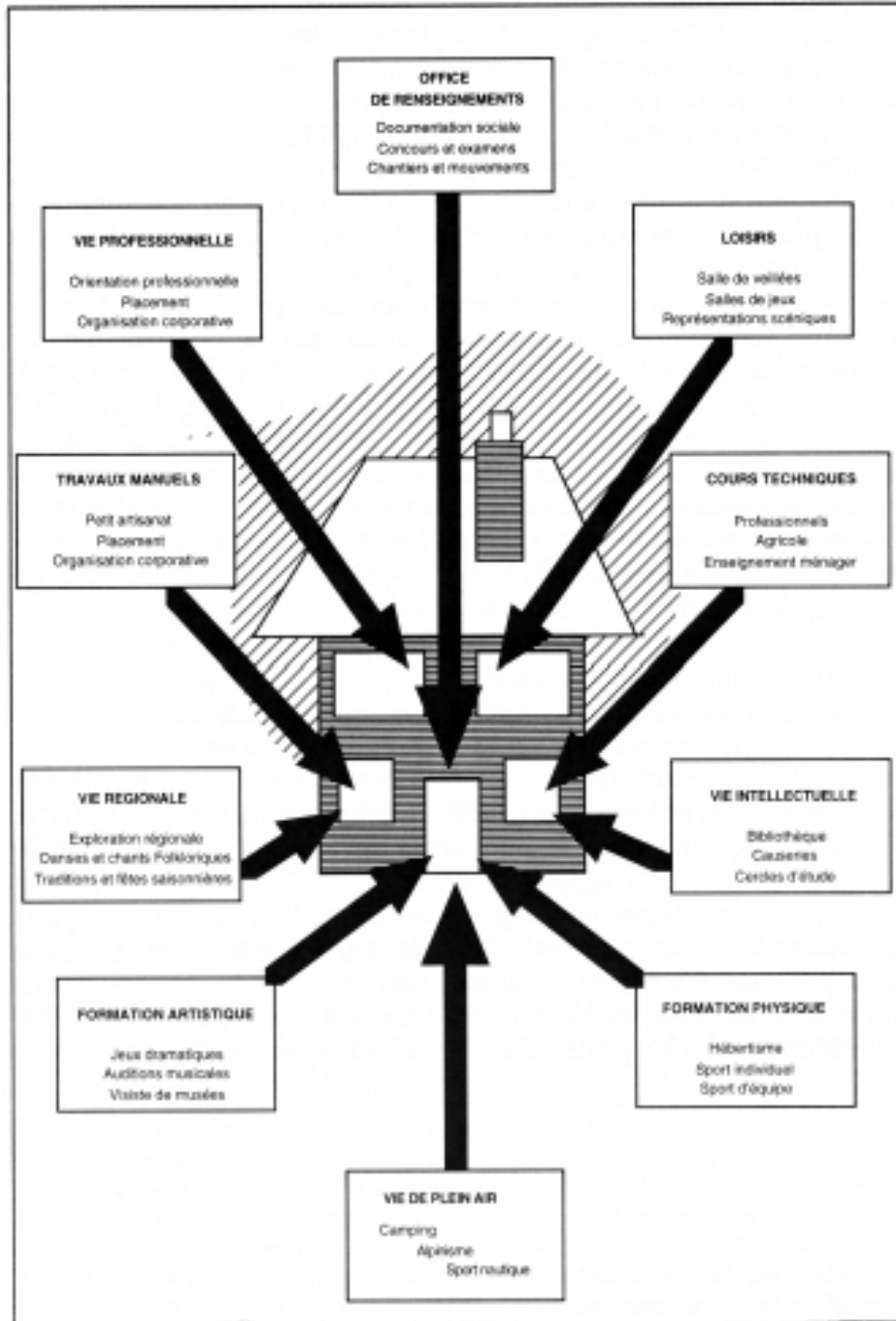
(décrites dans le tableau ci-après), si chères à Alfred Cortot ³⁷. Ces maisons, dont Goutet et Lamirand voulurent rendre la fréquentation obligatoire pour tous les jeunes non-adhérents à des mouvements, furent présentées par les brochures officielles comme des espaces de formation du corps et de l'esprit, et non comme des "lieux de loisir", à la manière des cafés et des cinémas. Les slogans du Front populaire, les mots d'ordre de Léo Lagrange, étaient bannis désormais. Respectant convictions et croyances, ces équipements du pouvoir devaient réunir les jeunes, leur enseigner la vie en commun, en "équipe", dans des locaux non-standard, respectant l'architecture régionale. Multifonctionnelles, elles devaient constituer un des premiers cercles culturels de proximité, délivrant dans les quartiers et les communes formation professionnelle, physique, manuelle, folklorique, artistique. Sous la conduite d'un directeur, ces pépinières devaient permettre aussi de repérer les "chefs" aptes et désireux de servir, susceptibles d'effectuer des stages dans les écoles de cadres régionales, pour constituer les futures "élites" de la Révolution nationale. En zone sud, près de 55 furent réalisées, les Allemands ne les ayant autorisées en zone nord que dans les villes de plus de 100 000 habitants et dans les ports, sous l'appellation de "centres sociaux".

³⁷ Bernard Comte, Une utopie combattante..., op. cit., pp. 47-49 et 99-100.

Figure 1.

Les "maisons de jeunesse" du Secrétariat général

[Retour à la table des matières](#)

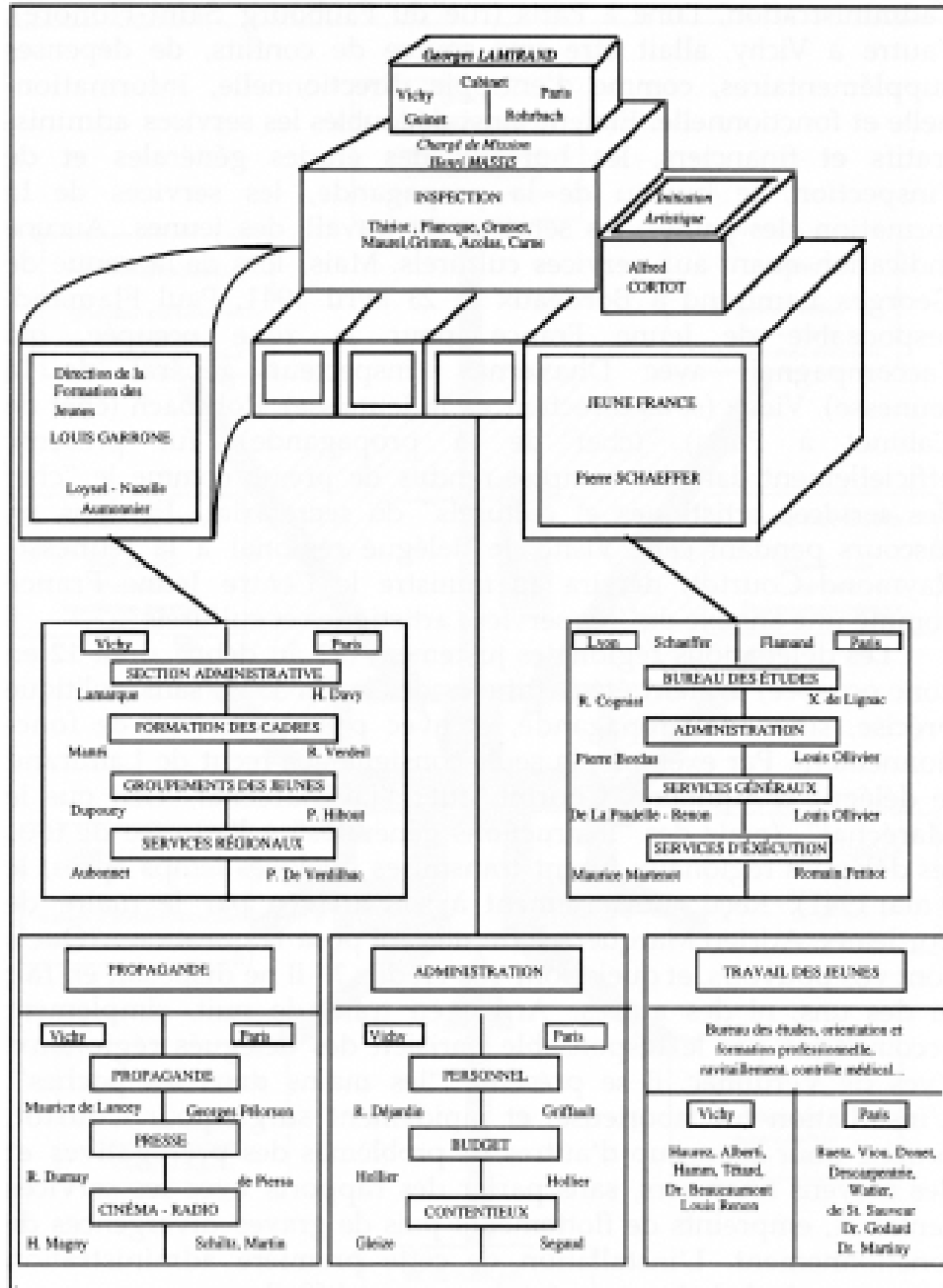


L'organigramme du Secrétariat général en 1941 (cf. tableau ci-après) révèle la diversité des fonctions à assumer. La division de l'administration, l'une à Paris (rue du Faubourg Saint-Honoré), l'autre à Vichy, allait être une source de conflits, de dépenses supplémentaires, comme d'entropie directionnelle, informationnelle et fonctionnelle. Étaient ainsi dédoublés les services administratifs et financiers, les bureaux des études générales et de l'inspection, le bureau de la propagande, les services de la formation des jeunes, les services du travail des jeunes. Aucune indication quant aux services culturels. Mais, lors de la venue de Georges Lamirand à Bordeaux le 23 avril 1941, Paul Flamand, responsable de jeune France pour la zone occupée, qui l'accompagnait avec Dhavernas (inspecteur général de la jeunesse), Vieux (sous-directeur de la jeunesse), Rohrbach (chef de Cabinet à Paris), (chef de la propagande), fut présenté officiellement dans les comptes-rendus de presse comme le "chef des services artistiques et culturels" du secrétariat. Et dans un discours pendant cette visite, le délégué régional à la Jeunesse, Raymond Courtot, décrira au ministre le Centre Jeune France comme une annexe de "ses services artistiques et culturels".

Les délégations régionales justement (22 au début, dont 12 en zone occupée) avaient été instituées dès la fin 1940, sans politique précise, sinon de propagande, et avec peu de moyens de fonctionnement. Par exemple, la seule consigne que reçut de Lamirand le délégué d'Aquitaine, Courtot, fut : "Le Maréchal, rien que le Maréchal", (mais des "instructions générales" à l'adresse de tous les délégués régionaux furent transmises quelques temps après, le 9 mai 1941). Reçu courtoisement à son arrivée par le maire de Bordeaux, Adrien Marquet, ce dernier lui posa la question : "Quels sont vos pouvoirs, et quels sont vos crédits ? " Il ne disposait en fait ni des uns, ni des autres. Arrivé en train de nuit, simplement accompagné par le responsable parisien des délégués régionaux, Yves de Verdilhac, il se présenta "les mains dans les poches". L'installation fut laborieuse, et rapidement surgit pour Courtot, comme pour beaucoup d'autres, le problèmes des prérogatives et des moyens financiers, sans parler des rapports avec les services centraux, empreints de flottements puis de graves divergences de fonctionnement. L'installation de cette première administration déconcentrée de la Jeunesse fut donc assez difficile.

Figure 2.
Organigramme du Secrétariat à la jeunesse

[Retour à la table des matières](#)



Chaque délégué, assisté de quatre adjoints, pour la formation, pour le travail des jeunes, pour la propagande, pour les tâches administratives, dirigeait des délégués départementaux (37 pour la zone Nord, 37 pour la zone Sud). C'est en collaboration avec Robert Garric que Georges Lamirand choisit ses hommes, puisés dans le milieu de l'ACJF, des équipes sociales, du mouvement Scout..., sur recommandations amicales, comme dans tout bon réseau de clientèle.

Les cadres des divers organismes (centres ruraux, ateliers urbains, maisons de jeunes), comme ceux des mouvements de jeunes agréés, étaient formés dans des écoles régionales spécialisées (19 en 1941 dont 9 en zone libre), voire dans les trois écoles nationales de cadres (Uriage en zone non-occupée, La Chapelle-en-Serval en zone occupée, et Ecully pour les cadres féminins). Fin 1941, près de 16 000 stagiaires (10 000 en zone Sud, 6 000 en zone Nord) avaient fréquenté les structures de formation officielles de la jeunesse (non compris les Chantiers) ³⁸.

Quel que soit le secteur concerné, le Secrétariat général n'eut pas vraiment les moyens humains de remplir tout de suite les tâches qu'il s'était fixées. Ne pouvant prendre directement en charge dans le détail son programme d'action, avec ses fonctionnaires propres, il utilisa stratégiquement la méthode des relais, ainsi définie par une directive officielle d'octobre 1940 :

"L'État doit utiliser tous les mouvements de jeunesse existants ou en formation à condition qu'ils s'engagent à travailler dans un sens national et en étroite collaboration avec le Secrétariat général.

En conséquence :

A) Il est nécessaire d'entrer en contact, d'encourager et de soutenir tous les mouvements qui groupent authentiquement des jeunes et veulent collaborer à la reconstruction nationale.

B) Mais, quel qu'ait été leur but antérieur (sportif, éducatif, politique, etc.) toutes les associations devront viser à la fois les quatre buts énumérés ci-dessus (formation et reclassement professionnel, formation civique et service social, formation physique, formation culturelle et propagande des jeunes), et employer à cela des moyens adaptés.

³⁸ Renseignements officiels communiqués par Georges Lamirand lors de son audition devant la Commission d'étude des questions de jeunesse du Conseil national, le 5 mars 1942. Archives nationales, A G II 440, dossier C.

C) Chaque mouvement gardera néanmoins sa personnalité propre et pourra collaborer à l'oeuvre commune avec des méthodes et dans un esprit qui lui seront particuliers.

D) Le ministère exercera un contrôle sérieux sur les activités des différents Mouvements et leur donnera des directives. il promulguera une Charte de la Jeunesse qui fixera la part des mouvements de jeunesse dans la reconstruction nationale et assurera l'indispensable unité de doctrine et d'action.

E) Ce qui est exigé des mouvements existants (qui devront se transformer ou se fusionner conformément aux principes posés ci-dessus) sera également exigé de tous les mouvements qui se créeront ultérieurement. Le Secrétariat général n'admettra plus de mouvement nouveau qui n'ait sa raison d'être (ou qui vienne seulement doubler inutilement un mouvement déjà existant), de mouvement purement revendicatif sans apporter sa part à la construction, de mouvement de jeunesse purement sportif ou purement intellectuel" ³⁹.

C'était là une façon dirigiste et tactique d'imposer une ligne aux associations existantes, mais surtout de contrôler étroitement les nouvelles créations, et donc d'empêcher le développement d'organismes fascisants, favorables à une jeunesse unique, que le Secrétariat général refusait de légitimer. C'est dans ce sens que l'agrément sera instauré et utilisé en 1941, d'après le témoignage a posteriori de Michel Dupouey, directeur du bureau des groupements aux services centraux de Vichy ⁴⁰.

Pour ce qui est de la politique culturelle à l'adresse des jeunes, les directives du Secrétariat insistèrent sur la nécessité de la présence de la jeunesse dans la presse, à la radio, au cinéma. Les périodiques furent invités à lui consacrer une rubrique, différente de la rubrique sportive. La jeunesse devait de plus avoir sa propre presse, son théâtre, sa musique... On peut noter encore cette préoccupation :

"Le Secrétariat général s'intéresse à diverses réalisations en ce sens tant en zone libre qu'en zone occupée. Le Secrétariat étudiera également les moyens d'organiser des bibliothèques dans les "Centres" et "Ateliers",

³⁹ Source : Archives départementales de la Gironde, série continue, dossier sur le Secrétariat général à la Jeunesse du Cabinet du Préfet.

⁴⁰ Le Bureau des Mouvements de Jeunesse au Secrétariat d'État à la Jeunesse, "Éducation Populaire et Jeunesse dans la France de Vichy", Les Cahiers de l'Animation, n° 49-50, 1985, p. 34.

d'y utiliser le disque et le film, de favoriser le régionalisme et le chant populaire, etc.

Par la jeunesse, la culture se répandra dans tous les milieux et tous les métiers, par elle se reforge une communauté nationale" ⁴¹.

Signalons au passage un des nombreux projets culturels laissés sans suite : en juillet 1941, un acousticien, Jean Farget, et un architecte, Jean Pierchon, soumièrent au Secrétariat général à la Jeunesse un plan de construction de "théâtres de la jeunesse" destinés à être élevés en plein air par les Chantiers. Farget, disciple de l'acousticien Gustave Lyon (concepteur des conques acoustiques), se donnait pour modèle à la fois les théâtres de la Grèce antique et ceux construits par l'Allemagne nazie (qui ouvrit 202 théâtres de nature) ou l'Italie mussolinienne. Georges Lamirand, dans un entretien avec la presse écrite, marqua un très vif intérêt pour ces équipements qui devaient favoriser rapidement la formation culturelle et artistique de la jeunesse, en "vivifiant la vie communautaire", mais au service d'un "art de haute tenue", fondé notamment sur une rénovation du théâtre. C'était la solution idéale destinée à se substituer aux kiosques à musique (ces "champignons sans acoustique"), aux orphéons ou aux théâtres de verdure à l'ancienne, hérités du siècle précédent, friand d'auditions de musique populaire. Les nouveaux équipements transformeraient aussi les contenus : finis désormais "vaudevilles graveleux" et "fanfares tonitruantes". Place à l'art vivant, régénéré, de qualité... En fait, le projet sombra dans les cartons du Secrétariat. Velléités pour velléitaires, une fois encore ⁴².

Au-delà de ces tentatives d'équipement, les lignes d'action affichées dès les directives générales de fin septembre 1940 résumaient les fonctions que Jeune France (un projet réussi cette fois) allait se proposer de remplir. De fait, ce nouveau mouvement, institué et défini selon les modalités de contrôle du Secrétariat, devint son organisme officiel de diffusion culturelle et de propagande auprès des jeunes. Non sans certaines ambiguïtés et difficultés.

⁴¹ Archives départementales de la Gironde, série continue, Directives générales du Secrétariat général à la Jeunesse transmises aux préfets de la zone occupée.

⁴² France de Bordeaux et du Sud-Ouest, 17 juillet 1941, interview de Jean Farget.

II - L'ASSOCIATION "JEUNE FRANCE"

[Retour à la table des matières](#)

On ne peut comprendre l'histoire de l'association Jeune France sans évoquer son inventeur, Pierre Schaeffer. Né à Nancy en août 1910, de parents musiciens, fréquentant les patronages catholiques de la ville, celui-ci ressentit très vite les limites du dogmatisme de l'Église. C'est dans les équipes sociales de Garric (où il rencontra Georges Lamirand, un temps nancéien), qu'il s'ouvrit au monde et à la politique. Ce boursier républicain réussit le concours de l'École polytechnique en 1929, devint Ingénieur des PTT détaché à la radio nationale en 1936. Mais il retrouva d'une certaine manière le modèle culturel familial en se passionnant pour le théâtre (fréquentant la Compagnie parisienne de l'Arc-en-Ciel) et pour la littérature (il publia en 1938 un roman, Clothaire Nicole). Il créa également à l'École polytechnique un groupe de scouts routiers ("le clan des Rois Mages"), se lia à la Communauté des Poitevins (fondée par Paul Flamand, coopérative d'édition à l'origine des Éditions du Seuil), participa à un groupe d'action civique et de réflexion intellectuelle après 1938 (qui publia le cahier mensuel Départ), auquel s'associa un jeune avocat au Conseil d'État, Pierre Goutet, futur directeur de la Jeunesse ⁴³. Démobilisé à Toulouse en 1940, après une guerre-éclair en tant que "sapeur-télégraphiste", il décida de "rejoindre les copains" à Vichy dès qu'il apprit qu'ils étaient engagés dans la nouvelle administration de la Jeunesse ⁴⁴. Il décrira plus tard celle-ci comme une pétaudière, "un camp de scouts" où l'on bivouaquait dans des chambres d'hôtels en improvisant un ordre chrétien ici bas, en quête de "tâches rédemptrices" pour racheter "la déchéance française". La Radio nationale désirant lancer, en accord avec le directeur de la jeunesse Goutet, une émission - Radio jeunesse - Schaeffer, se porta volontaire pour l'organiser.

La première émission, fort juvénile, débuta le 15 août 1940. Elle devint rapidement quotidienne, de midi quinze à midi trente, depuis le studio du Casino.

⁴³ Bernard Comte, *Une utopie combattante...*, op. cit., pp. 42-43.

⁴⁴ Pierre Schaeffer, *Les antennes de Jéricho*, op. cit., pp. 281-282.

Très désinvolte, Schaeffer dresse, quarante ans après, un bilan amusé de cette première expérience "dérisoire" : il n'y avait rien à dire. Juste des "parlotes". L'ami Pierre Goutet, grand prêtre de la Jeunesse, se vit offrir de lancer un message à cette population lointaine qu'il était censé diriger. Mais peu de politique : des petites nouvelles, l'échange d'adresses de réfugiés, des rubriques de bricolage, de recettes, un courrier des auditeurs, des poèmes, des chansons... Surtout pas trop de culture ("A Vichy, ça aurait détonné"). Surveillé par les hommes du Cabinet de Pétain attentifs aux effets de propagande, Radio Jeunesse, encouragé par Goutet puis par Georges Lamirand, envisageait de servir de liaison entre les divers mouvements, mais la prudence du Secrétariat limita l'entreprise. Une série d'émissions du 14 au 20 octobre 1940 confia au pianiste Alfred Cortot, parrain de l'association, le soin de lire, "verset par verset", en sept séquences journalières, le message du 11 octobre de Pétain sur "l'ordre nouveau", agrémenté de commentaires redondants et de chants (ce qui déplut fortement à des membres du Secrétariat à l'Information et à l'entourage de Pétain). Le contenu de ces émissions de propagande spontanée et esthétisée, heureusement édité aux "Publications de la Jeune France", montre une adhésion totale et rapide (trois mois après l'Armistice) aux principes de l'État nouveau, sous lequel la jeunesse était appelée à se ranger, dirigée par les élites scouts et Compagnons ("à l'oeuvre, frères scouts, la route est ouverte"), aux ordres du chef ("Monsieur le Maréchal nous vous disons merci"). Pierre Schaeffer présenta après la dernière émission aux jeunes auditeurs l'équipe qui avait assumé le travail, sans être citée jusque là ("pour réagir contre l'individualisme et la publicité") : les réalisateurs, Pierre Barbier, Maurice Jacquemon, Albert Ollivier, "le maître Alfred Cortot", qui prêta sa voix à Pétain, les compositeurs Daniel Lesur et Pierre Delay, Jean-Henri Blanchon, le metteur en ondes, l'opérateur Joseph Bernard, les meneurs de jeux, Jean Paqui, André Burgère, Ollivier Hussenot et les Comédiens routiers, le groupe choral de Radio-jeunesse, l'orchestre Bailly, les équipes dramatiques des Compagnons et des Scouts de France. Le jeune directeur déclara à la fin :

"Tout devient facile, tout devient lumineux, quand on a la foi dans ce qu'on fait et dans ceux avec qui on le fait. Ce qu'on fait : rebâtir la France ; ceux avec qui on le fait : vous, mes camarades, nos chefs, le Maréchal.

Nous avons naguère trop souffert de vivre parmi des gens qui ne croyaient à rien, ni en eux-mêmes, ni aux Français, ni à la France, ni en un dieu ou un honneur qui vaille de vivre et de mourir.

Tout cela c'est fini.

Nous autres, nous le déclarons sans modestie, nous avons la foi.
Monsieur le Maréchal, nous vous disons merci".

Écoutons brièvement, selon la grille des auditeurs de Radio Jeunesse, la "profonde et satisfaite bêtise" maréchaliste, ou l'émotion qui se dégage du "Chant de la jeune France" écrit par Pierre Schaeffer et composé par Pierre Delay (au piano son déchiffrement fait entendre une sorte de choral religieux assez harmonieux) :

"Sous les cloches de fête, Nous sommes nés
Sous le glas des défaites, Nos vingt ans ont sonné
Debout Jeunes de France, Levez le front
En nous luit l'espérance des années qui viendront
Refrain :
Si la France est meurtrie,
Ses gars vaillants et ses filles jolies
Lui feront ce serment
Nous te relèverons" ⁴⁵.

Les amis engagés à la Radio, regroupés en équipe communautaire, étaient ceux que Schaeffer avait rencontrés antérieurement dans le mouvement scout ou aux équipes sociales (ainsi : Paul Flamand pour l'antenne de Paris, Olivier Hussenot, Maurice Jacquemon, les Comédiens routiers pour les déclamations poétiques ou théâtrales...). Mais, par esprit d'ouverture, Schaeffer convia également Emmanuel Mounier, qu'il rencontra à l'occasion, à lui fournir un journaliste technicien de la radio et de "sensibilité Front populaire". Mounier écrivit aussitôt à son ami Roger Leenhardt, qui se trouvait réfugié à Pau. Cet ancien rédacteur à la Préfecture de Police de Paris, détaché au bureau politique du Cabinet du préfet en 1934, avait été intéressé par les mouvements non-conformistes des années trente. Par son beau-frère, Roger Breuilh, il avait connu Ordre Nouveau, la revue d'Aron et Dandieu. Il fut intégré à Esprit par Mounier

⁴⁵ Radio-Jeunesse, Réponse des Jeunes au message du Maréchal, Publication de la Jeune France, Sequana Editeur (s.d., s. 1.).

pour s'occuper de la rubrique Cinéma. Protestant, agnostique, à la recherche d'un "personnalisme non chrétien", il tint également, vu ses compétences professionnelles, la rubrique de politique intérieure de la revue, qu'il amena à se rapprocher plus ou moins du Front populaire. Munichois, contre Mounier, pacifiste, collaborateur avec son ami Pierre-Aimé Touchard de l'hebdomadaire *Le Voltigeur*, démobilisé à Montpellier, se trouvant de ce fait isolé et sans ressources à l'été 1940, il accepta la proposition de Schaeffer à Mounier et se rendit à Vichy. Là, il découvre que le Secrétariat à la Jeunesse est monopolisé par les non-conformistes des années 30, anciens camarades d'Esprit, d'Ordre Nouveau et de La Flèche (le mouvement de Bergery). À Radio jeunesse, il se lie d'amitié avec Pierre Barbier (d'Esprit, comme lui), Albert Ollivier (ancien d'Ordre Nouveau), et avec Claude Roy (littérateur de la jeune Droite). Schaeffer, "simple et chaleureux", accueille cordialement cet ancien "Front populaire" qui lui avoue vouloir obtenir au plus vite un passeport pour quitter le pays.

L'automne "doré" de 1940 passé dans le Vichy des halls d'hôtel et des salons de thé grise au début la bande de copains de Radio Jeunesse, rassemblée là aussi par "la politique du ventre" (il fallait bien vivre). Dans les réunions, circule le vocabulaire d'avant 36 : "ni droite, ni gauche" ⁴⁶, revigoré par la nouvelle donne de l'après-défaite. Un temps sont oubliées les divergences ou les vieilles querelles. Des possibilités d'action surgissent des rencontres. Mais très vite, les esprits s'épuisent devant les perspectives frileuses et bêtifiantes de Radio Jeunesse, critiquées lors de la transmission des messages maréchalesques rabâchés et commentés. Comme l'écrivait Schaeffer dans une plaquette de présentation de Jeune France, les jeunes écrivains et artistes ne se sentaient pas à l'aise dans "un poste d'information politique". Et, ajoute Roger Leenhardt dans ses mémoires, ils éprouvaient aussi l'ennui de ce "village sinistre" qu'était devenu Vichy à l'approche de l'hiver : finies les franches rigolades et les enthousiasmes du début. Les intellectuels parisiens, confinés dans la vie provinciale, peu stimulante culturellement, engluée dans la "pastorale" folklorique de la Révolution nationale, souhaitaient "prendre le large" ⁴⁷. Pierre Schaeffer décrit ainsi son désir de dépasser l'expérience puérile de Radio jeunesse :

⁴⁶ Roger Leenhardt, *Les yeux ouverts. Entretiens avec Jean Lacouture*, Paris, Le Seuil, 1979.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 134.

"Mieux valait s'arrêter. J'avais sans doute compris que tout cela n'était ni très sérieux ni très vivable. L'ère des mouvements de jeunesse, d'ailleurs, déclinait, et la radio - c'était visible - n'était pas une bonne affaire. Mais je savais maintenant à quelle porte du Secrétariat à la jeunesse il allait falloir frapper pour fonder Jeune France" ⁴⁸.

Les discussions de ce dernier avec Leenhardt, Roy, Ollivier, Flamand, allaient permettre d'envisager un projet de plus vaste envergure qui eut l'assentiment d'Alfred Cortot, de Goutet et de Lamirand : un mouvement culturel destiné à rassembler les artistes regroupés en zone non-occupée, dont beaucoup se trouvaient au chômage, pour les intégrer dans une politique culturelle nouvelle, en faveur de la jeunesse, qui coïncidait avec les objectifs du Secrétariat général.

Schaeffer, personnalité "dominante" du groupe, est décrit amicalement par Roger Leenhardt comme un créateur d'entreprise qui avait le don de trouver crédits et collaborateurs au nez et à la barbe des bureaux officiels. Véritable pyrotechnicien administratif, survolant de très haut les questions d'argent, d'idéologie ou de pouvoir, Schaeffer était un pragmatique efficace, baroque, diplomate sans être politicien, "virant de bord avec aisance", opportuniste pour sauver coûte que coûte son entreprise. Conformément aux directives personnelles de Lamirand, qui lui laissa carte blanche pourvu qu'il respecte les consignes données aux nouveaux mouvements, il décida la création de Jeune France (du nom d'un cénacle de quatre jeunes compositeurs d'avant-guerre encouragés par Alfred Cortot : Messiaen, Jolivet, Lesur et Baudrier).

Les objectifs explicites de l'association ? Une plaquette officielle éditée par le mouvement, intitulée "Principes, Directions, Esprit", les expose clairement. Il s'agissait de permettre aux artistes de vivre leur vocation, d'inspirer et d'exprimer les aspirations de la jeunesse en illuminant la cité "hors du Plan politique", " en dehors des discordes classiques". Ferveur neuve, combat, "à la suite du Maréchal", d'une génération unie, consciente de son rôle par rapport aux générations passées et aux oeuvres qu'elles ont laissées. La tâche de Jeune France ne pouvait être décrétée, car il n'y a jamais de culture "sur ordre", de lois suscitant le talent. Le texte ajoutait :

⁴⁸ Pierre Schaeffer, Les antennes de Jéricho, op. cit., p. 285.

"Il serait non seulement dangereux, mais absurde, de constituer les arts et la culture en services de propagande, d'imaginer les artistes, les intellectuels et les éducateurs venant chercher leurs thèmes d'inspiration à quelque bureau central" ⁴⁹.

Il semble qu'Emmanuel Mounier aida Schaeffer à la rédaction de cette plaquette dans la seconde quinzaine de juillet 1941 ⁵⁰ (des définitions mouniériennes de la culture, posées dès l'avant-guerre, s'y retrouvent textuellement, nous le confirmerons). En tout cas, le texte dut faire grincer des dents dans les cénacles maréchalesques : il se démarquait explicitement de toute politique, prétendant créer des cadres par en haut, "en quelques mois", sans tenir compte des valeurs individuelles qui ne s'épanouissent que dans la "saine émulation" et la liberté créatrice (trace indélébile de l'esprit indépendant des boursiers de la République ?). Le mouvement revendiquait haut et fort la liberté et la gratuité de l'art, la "dignité de la culture", le désintéressement pédagogique, la qualité, la pureté, la complémentarité entre les tâches de création, d'animation et d'éducation. Mais, sans programme pédagogique ou esthétique, verbeux, préétabli, homogène, dicté du sommet. Le rattachement aux organismes vichyssois officiels fut présenté en ces termes :

"En permettant à ses fondateurs de créer le Mouvement Jeune France, en lui donnant les moyens matériels d'exister, en les plaçant sous l'égide du Secrétariat général à la Jeunesse tout d'abord, ensuite sous le patronage du Secrétariat d'État à l'Éducation Nationale et à la Jeunesse, le gouvernement du Maréchal marquait sa volonté de promouvoir dans les jeunes générations un renouveau artistique et culturel. En donnant à ce Mouvement la forme d'une association libre de s'administrer et responsable de son action, il marquait aussi sa volonté de placer artistes et éducateurs dans le climat désintéressé qui leur convient".

Jeune France refusait par ailleurs tout "jeunisme" coupant la jeunesse des autres générations. Il fallait l'aider à exister avant de l'embrigader au service du pays. Pas "d'art des jeunes", mais un "art jeune" puisé aux sources traditionnelles. Tâche de longue durée dépassant la situation de guerre, enrichie des expériences

⁴⁹ Jeune France. Principes, Directions, Esprit, plaquette officielle du mouvement que nous a communiquée Jean Lagénie, responsable à Bordeaux de la Maison Jeune France.

⁵⁰ Emmanuel Mounier, Oeuvres, op. cit., tome 4, p. 711, entretien du 28 juillet 1941.

passées, peu soucieuse d'effets immédiats, donc dénuée "de tout esprit politique" (ces passages portent incontestablement la marque de Mounier). Sur le plan de l'action, il s'agissait à la fois d'aider la constitution de groupes d'artistes et d'artisans libres à la recherche de publics, et d'apporter aux divers organismes de jeunesse des animateurs culturels qualifiés.

L'association se fixait d'abord une fonction animatrice auprès des groupes professionnels de jeunes artistes et intellectuels. Là, sans illusion, les fondateurs expriment leur crainte que le caractère administratif de l'entreprise effraie les créateurs solitaires et attire à l'inverse les médiocres. Le texte de la plaquette laisse transparaître la conscience des contradictions de l'entreprise : une nécessité tactique imposait une organisation libre par rapport au pouvoir, condition nécessaire pour conquérir une audience et éviter une désertion immédiate des milieux intellectuels et artistiques ("Un organisme plus officiel que Jeune France serait plus mal placé encore. Il ne servirait que les fonctions et non les personnes"). Mais comment échapper à "l'ombre hideuse de la neutralité" ? En adoptant ce principe organisationnel : rassembler avant tout des réseaux d'amis, des groupes, et non des individualités solitaires. D'où ce principe fonctionnel : "Ni art indépendant, ni art dirigé, ni art neutre, ni art unique".

Refus des chapelles confinées dans de "petites cours", rejet d'un art pour l'art devenu sa propre fin, comme d'un art prolétaire ou d'un art prophétique, hypocritement divin et libérateur, malgré ses allégeances sociales et financières. Priorité aux tendances marquées mais hétérogènes, sincères et de qualité, à la libre concurrence et à l'émulation dans la liberté. La réussite dépendait aussi des moyens matériels concrètement employés et de la construction d'un public élargi. Elle passait par un "rééquipement des métiers d'art", par la création de troupes théâtrales, d'équipes d'architectes, de groupes choraux et instrumentaux, de revues littéraires et poétiques. Elle devait susciter, aider, coordonner, non fabriquer ou diriger. Il fallait par ailleurs rééduquer les publics gâtés par la "mortelle médiocrité" des média de la culture mécanique de masse, qui captait la jeunesse.

La fonction éducative de l'association se donnait comme objectif, pour réussir, de relier l'art à l'ensemble des activités humaines, non de l'en isoler. Loin de tout hermétisme ou abstraction, l'art pouvait et devait devenir populaire à la condition de disposer d'animateurs compétents, inspirés et chaleureux. Il fallait dépasser les improvisations des moniteurs de camps et des " meneurs de jeu", comme la technique désincarnée des écoles d'art spécialisées et des conservatoires, fermée à

nique désincarnée des écoles d'art spécialisées et des conservatoires, fermée à toute spiritualité. Le mouvement visait les animateurs de la jeunesse, les professeurs, les instituteurs, les cadres des mouvements, les moniteurs militaires, les enseignants et élèves des écoles d'art. Il proposait de promouvoir des pédagogies actives d'initiation artistique en profondeur, fondées sur la maîtrise des grands moyens d'expression, cela pour dépasser l'art vulgaire comme le "folklore réchauffé". Il restait à rassembler les moyens et à les faire partager par tous, dans un mouvement de cadres (et non de masse ou de jeunesse) qui s'adresserait surtout aux maîtres et aux animateurs.

Pour former ces derniers, des "centres nationaux de formation d'art populaire" devraient être créés et des actions de formation (de "maîtrise") organisées sous forme de stages, de sessions et de démonstrations. Sans tomber dans le verbalisme pédagogique ou dans une technicité artistique, avec le souci de changer "la couleur des jours et des coeurs", de "transfigurer la vie" quotidienne, d'échapper, par la spiritualité et l'affirmation de la complétude de l'homme, à une civilisation "trop utilitaire". Plus de "mystique des loisirs", comme du temps du Front populaire. Plus de bêtise grégaire, de mensonge sentimental, de verbiage, mais une "Révolution culturelle", traditionnelle et novatrice à la fois, dans le respect des cultures existantes, de la liberté individuelle des artistes de talent, et dans un esprit communautaire. L'art devait circuler de haut en bas et de bas en haut dans la nation, et non être l'apanage d'une élite privilégiée. L'ensemble de ces fonctions faisait de Jeune France un outil relativement indépendant, disposant d'un service de documentation, de liaisons d'information, d'un fichier d'artistes, de délégués locaux, et d'équipements adaptés (les "Maisons Jeune France"). Un exemple concret permet de résumer d'une certaine façon les objectifs généraux qu'entendait se donner le mouvement. Lors de l'ouverture de la "Maison de Bordeaux", en octobre 1941, la presse régionale donna cette description de l'entreprise et de ses fonctions :

"L'Association jeune France créée à Vichy au sein du Secrétariat général à la jeunesse a pour dessein : d'une part de grouper et d'aider les meilleurs des jeunes artistes et des jeunes écrivains, de développer la culture artistique dans les milieux populaires en particulier chez les jeunes groupés dans les centres du Secrétariat de la Jeunesse, et d'autre part de regrouper avec les vieilles traditions de chez nous, en restituant un sens communautaire aux fêtes, foires et commémorations, en remettant en honneur les valeurs authentiques et foncières de notre région : son théâtre

authentiques et foncières de notre région : son théâtre truculent et jovial, sa littérature riche en légendes évocatrices et en merveilleux contes enchanteurs, et de maintenir certains usages menacés, avec l'espoir de susciter un intérêt propice à la création d'un nouvel art populaire" ⁵¹.

Ces objectifs, ici présentés et adaptés régionalement de façon assez libre, correspondaient à ceux fixés par le Secrétariat général, désireux de développer la formation culturelle des jeunes en promouvant les fonctions d'animation ainsi qu'un art populaire.

Le texte de la plaquette officielle se montra plus vague et même plus réticent en matière de propagande. Pas une fois, n'est prononcé le vocable de Révolution nationale. On était derrière le Maréchal, mais on affirmait rester indépendant par rapport au politique. Souci tactique, explicable par la nécessité de prévenir et de ménager les susceptibilités à l'encontre de tout groupement administratif officiel des milieux artistiques et intellectuels, toujours difficiles à capter en raison de leurs tendances individualistes ? L'indépendance, en tout cas, était posée comme principe d'action.

Sur le plan organisationnel, Jeune France, mouvement d'intérêt national, se vit octroyer le statut d'association selon la Loi de 1901 (comme pour les Compagnons de France), déposée le 20 novembre 1940. La lecture du texte enregistré au Journal Officiel est éclairante sur les contraintes administratives de l'action de l'association. Celles-ci tranchent d'ailleurs avec l'indépendance affichée extérieurement dans la définition des objectifs fonctionnels. Pour ce qui est des buts (article 1), pas de surprise. Localisée provisoirement à Vichy mais ayant son siège à Paris, Jeune France a pour vocation de faire créer par les jeunes un mouvement de "rénovation" de la tradition culturelle française, en regroupant les jeunes artistes, souvent au chômage, afin de diffuser auprès des jeunes et de tous les publics des créations de qualité. Le cas échéant, en participant aux émissions de Radio Jeunesse, comme à l'action du Centre des Jeunes du Cinéma français ou à tout autre organisme de diffusion culturelle approprié (remarquons là qu'à l'origine, Jeune France fut créée pour alimenter en spectacles Radio Jeunesse, ce qui nuance le témoignage de Roger Leenhardt, et rappelons que Pierre Schaeffer ne quittera la direction de cette dernière qu'en mai 1941).

⁵¹ France de Bordeaux et du Sud-Ouest, 17 octobre 1941.

Les membres bienfaiteurs, fondateurs ou adhérents, devaient, conformément aux textes ségrégationnistes fixant les conditions d'accession dans la fonction publique (article 1 de la "Loi" du 17 juillet 1940, article 1 de la "Loi" du 14 août 1940, articles 1 et 3 de la "Loi" du 3 octobre 1940) n'être ni étrangers, ni juifs (article 3), ne pas avoir été condamnés, être présentés par deux parrains et subir "une période d'essai" d'un mois avant d'être agréés par le conseil d'administration. On dépasse là le cadre d'une simple association avec libre adhésion. Remarquons au passage l'imprégnation de l'antisémitisme d'État en cours à Vichy dès 1940, même dans des lieux qui auraient pu éviter l'infiltration subreptice de cette idéologie. Un conseil d'administration de douze membres dirigeait l'organisme. Celui-ci devait inclure obligatoirement quatre représentants du ministère de l'Éducation et de la Jeunesse (soit un tiers du conseil), et huit élus (au scrutin secret) par l'assemblée générale. Ce conseil, au début, comptait Pierre Schaeffer, "chef du service de propagande par le spectacle et la radio", Paul Flamand, Albert Ollivier, tous trois délégués du Secrétariat à la jeunesse, ainsi que Pierre Barbier, Maurice Jacquemon, Daniel Lesur et Claude Roy⁵². L'instance dirigeante décidait du remplacement des membres en cas de vacance et choisissait le bureau (Patrice de la Tour du Pin, prisonnier en Allemagne, apparenté à un des idéologues inspirateurs du nouveau régime, le présidait, assisté de Pierre Schaeffer, vice-président, Paul Flamand, secrétaire, et Pierre Barbier, trésorier). Le président (coopté sans en avoir été informé et, par force, absent puisque prisonnier) et le vice-président (Schaeffer) devaient être choisis parmi les représentants du Secrétariat à l'Éducation et à la Jeunesse. Un haut comité de représentants des ministères concernés et des grands organismes nationaux avec lesquels travaillait Jeune France devait suivre les activités de l'association, aidé par des artistes notoires désignés par le Secrétariat sur proposition du conseil d'administration (Alfred Cortot, Jacques Copeau et Jacques Baudouin - architecte - furent les premiers). Les réunions (donnant lieu à procès-verbaux) de ce dernier n'étant que trimestrielles, de fait, le bureau (c'est-à-dire Pierre Schaeffer) pilotait l'association. L'assemblée générale, annuelle, examinait la gestion du conseil et la création de "comités locaux" décidés par celui-ci. Le président ou le vice-président pouvaient déléguer une partie de leurs pouvoirs sur approbation du conseil. Ce dernier et l'assemblée générale décidaient de la création des centres nommés "Maisons

⁵² Véronique Chabrol, Jeune France, thèse citée, p. 21.

Provinciales Jeune France", confiés à des directeurs responsables. Les recettes comprenaient le montant des cotisations, les subventions de l'État, des collectivités locales et des établissements publics, des rentrées diverses (dont celles des manifestations). Une comptabilité au jour le jour devait être tenue pour les deniers et pour les matières. Les statuts pouvaient être modifiés par le conseil ou l'assemblée générale (un dixième des membres), à la majorité des deux tiers des présents. En cas de dissolution, l'assemblée générale devait désigner un ou plusieurs liquidateurs et l'actif mis en liquidation était dévolu par décision du Secrétariat d'État à l'Éducation et à la Jeunesse. L'article 18 stipulait que toutes les délibérations de l'assemblée concernant la modification des statuts devait être adressées au ministère de l'Éducation, mais aussi à celui de l'Intérieur, n'étant "valables qu'après l'approbation du gouvernement". Les registres de l'association, les pièces comptables étaient à présenter sans déplacement à toute réquisition du Secrétariat d'État à l'Éducation, du ministère de l'Intérieur, ou à tout fonctionnaire accrédité par eux. Enfin, les articles 20 et 21 stipulaient que les ministères concernés (l'Éducation et l'Intérieur) avaient le droit de visiter ou de faire visiter par leurs délégués les établissements fondés par l'association, de se faire rendre compte de leur fonctionnement, et de se faire communiquer pour les approuver tous les règlements intérieurs préparés par le conseil d'administration et adoptés par l'assemblée générale. Bel exemple, sur le papier, d'une association para-administrative, dépendante théoriquement de l'autorité de tutelle, le Secrétariat à la jeunesse. Mais le contrôle imposé était a posteriori. Dans les faits, Schaeffer et ses amis du bureau eurent une autonomie considérable, qui posa rapidement problème.

Le statut associatif, retenu pour le contrôle de tous les mouvements de jeunesse, devait entraîner des facilités de gestion budgétaire (pour des paiements mensuels, circonstanciels, opération par opération), une souplesse administrative indispensable dans l'administration de la culture, des manifestations, des spectacles, des troupes, des équipements. Il allait aussi avaliser les avances financières à Georges Lamirand pour réaliser promptement ses tournées en province. L'historienne de l'association, Véronique Chabrol, évalue à environ 15 millions de francs la subvention attribuée par les divers services étatiques ⁵³ (c'est-à-dire un dixième environ du budget du Secrétariat général), mais il ne s'agit pas là de données budgétaires complètes. En fait, la contribution des ministères ⁵³ Ibid., p. 22.

données budgétaires complètes. En fait, la contribution des ministères (qui reste à calculer précisément), fut versée mensuellement, de façon empirique et évolutive selon les problèmes que dut affronter Jeune France. Source de faiblesse, qui pèsera lourd au moment du bilan, et que suggère, à sa manière, Roger Leenhardt dans ses mémoires, qui voit en Pierre Schaeffer un inventeur administrativement "baroque", fantaisiste dans ses organigrammes, humoriste dans ses notes de service. L'intéressé décrira, lui, en ces termes son entregent ministériel, indispensable pour assumer l'intendance de Jeune France :

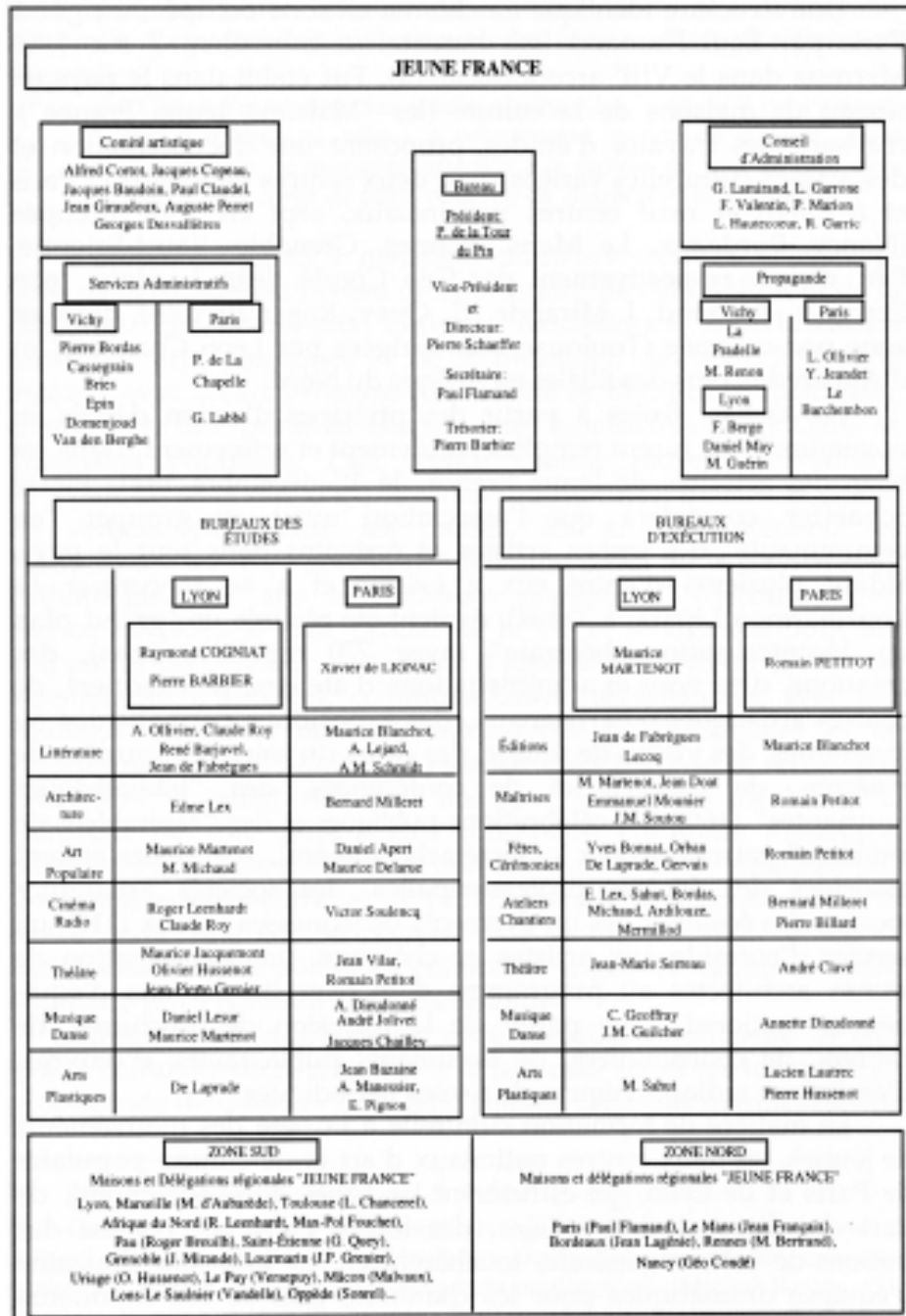
"Au Secrétariat à la jeunesse, j'allai à peine visiter le bon Georges Lamirand, occupé qu'il était à ses homélies maréchalesques, et c'est tout juste si j'allai rendre compte à mon ex-chef routier, avocat au Conseil d'État, Pierre Goutet, qui travaillait d'arrache-pied à une introuvable doctrine de la jeunesse. je filais droit à la porte dérobée qui donnait sur le contrôle des dépenses engagées, j'y trouvais un nommé Dujardin (en fait Déjardin) qui comprit mieux que personne et aussitôt de quoi il s'agissait : il me donna immédiatement le pouvoir que les autres m'auraient mesuré chichement, et donc l'argent que les autres ne m'auraient pas donné du tout et avec l'argent, aussitôt, les gazogènes, les troupes de théâtres, un peu de charbon pour les ateliers d'artisanat, des cantines, des crédits pour l'aménagement à Lyon d'un couvent désaffecté de carmélites transformé en base opérationnelle" ⁵⁴.

Loin de paraître fantaisiste, l'organigramme fonctionnel de l'association pour 1941 est en fait proche de celui du Secrétariat général à la jeunesse (cf. tableau ci-après) : un siège social à Vichy (6 place d'Allier) ; une organisation pour la zone non-occupée, installée à Lyon, supervisée par Pierre Schaeffer, composée de services généraux et de propagande, de services administratifs et financiers, d'un bureau des études (prenant par secteurs artistiques les décisions, élaborant un plan de travail, préparant les rencontres, et établissant un jury compétent pour apprécier les demandes de subventions) et d'un service des exécutions, divisé en fonctions : publications, manifestations, suivi des ateliers et des chantiers artistiques, formation en "maîtrises" réservées à des moniteurs et à des élèves sélectionnés.

⁵⁴ Pierre Schaeffer, Les antennes de Jéricho, op. cit., p. 275.

Figure 3.
Organigramme de "Jeune France" (1941)

[Retour à la table des matières](#)



Une structure identique fonctionna en zone occupée, dirigée à Paris par Paul Flamand (ses bureaux se trouvaient 7 rue Jean Mermoz dans le VIII^e arrondissement). Fut établi dans le pays un réseau de maisons de la culture (les "Maisons Jeune France"), réalisant des travaux d'études, proposant une documentation et des actions culturelles variées, avec deux centres nationaux (à Paris et à Lyon) et neuf centres provinciaux, sept en zone occupée (Nancy, Bordeaux, Le Mans, Rennes, Grenoble, Saint-Etienne, Pau, dirigés respectivement par Géo Condé, Jean Lagénie, Jean Français, Bertrand, J. Mirande, G. Quey, Roger Breuilh), deux en zone non-occupée (Toulouse, Aix, dirigées par Léon Chancerel et d'Aubarède), plus des filiales en Afrique du Nord.

Les tâches, fixées à partir des principes d'action définis en novembre 1940, furent remplies rapidement et activement. Dans un bilan des activités de Jeune France, le 1^{er} décembre 1941, Pierre Schaeffer constatera que l'association avait su grouper "en communauté" des jeunes artistes et écrivains dans tout le pays, aidant plusieurs d'entre eux à exister et à se rencontrer (à Lourmarin, à Lipara, à Tunis). Avaient été réalisés un "grand plan de décentralisation théâtrale" (avec 770 représentations), des créations, directions et administrations d'ateliers, de chantiers, de centres artistiques ou artisanaux, des expositions permanentes ou itinérantes, des visites de musée, des cours du soir, des tournées de théâtres, de concerts et de conférences, des "bibliothèques tournantes" (160), des célébrations publiques et des "assemblées de jeunesse" patronnées par le Secrétariat général, auxquelles étaient associées des équipes professionnelles, des sociétés artistiques locales, des écoles et des mouvements de jeunesse locaux (110), un service d'entraide aux artistes en chômage, une participation de jeunes architectes au programme d'un plan de dix ans d'équipement national, sans parler de la diffusion de brochures, de cahiers, de chansonniers, de documents publicitaires, d'oeuvres, d'émissions radiophoniques, de revues périodiques....

En matière de formation culturelle à l'usage des mouvements de jeunes, les deux centres nationaux d'art et de culture populaire de Paris et de Lyon, qui diffusèrent les bases du chant choral, de l'art des fêtes et des veillées, des loisirs culturels, comme des notions de culture générale, touchèrent en dix mois une douzaine d'équipes dramatiques pour les chantiers, plus de 150 moniteurs pour les centres régionaux de jeunesse de la zone occupée, des cadres divers des administrations ou de l'armée, plus de mille jeunes travailleurs de l'usine Rhodia-Ceta de Lyon, mais aussi des élèves de Polytechnique ou d'autres grandes écoles.

mais aussi des élèves de Polytechnique ou d'autres grandes écoles. Dans ses mémoires, Schaeffer, désinvolte, résume ainsi son entreprise culturelle qui prétendait mêler toutes les formes d'art, d'artistes et de publics :

"C'était l'invention des Affaires culturelles, sauf qu'il ne s'agissait pas d'affaires, ni même à proprement parler de culture, mais d'une sorte de mutuelle attachée à la survie de tout ce qui, sans elle, aurait crevé de faim, manqué de charbon et de gazogène" ⁵⁵.

L'utopie consistait à mélanger plusieurs modèles et conceptions de la culture, au niveau de la création, de l'animation et de la diffusion. Les beaux-arts élitistes, narcissiques, individualistes (ceux des arts plastiques et de la musique), devaient faire bon ménage avec un art pédagogique revisité (à dominante théâtrale), comme avec des formes artistiques plus "populaires" (sic). Dans sa dimension populaire, l'art, conçu comme moyen de culture, devenait un réservoir d'expressions multiformes, mêlant le chant, les veillées paysannes, les danses, les arts et métiers, les "coutumes", les fêtes ancestrales (comme celles de la Saint-Jean), l'ethnologie, les "arts et traditions populaires" (découverts en France en 1936). Il était proche de la vie et se donnait pour but d'apporter du bonheur, non dénué d'accents folkloristes (avec "les assemblades"), agrestes, communautaires, régionalistes, avec une idéologie du sol et du sang entrecoupée de pèlerinages et de grandes messes catholiques de plein air ("les fêtes de la terre" par exemple) ⁵⁶. Il fallait redonner une âme à un pays meurtri à la recherche de son unité. Cette conception culturelle mélangée, pluraliste, impulsée par la direction de Jeune France, dominée par des hommes de théâtre et de radio, prenait en quelque sorte la relève, avec une équipe nouvelle, de la massification et de la nationalisation des politiques culturelles engagées depuis le Front populaire (on y reviendra en conclusion).

Un fait reste indiscutable : cette association officielle de diffusion culturelle du Secrétariat à la Jeunesse servit les tournées de propagande de Georges Lamirand comme certaines manifestations d'orientation maréchaliste ou entrant dans la politique symbolique du régime, cela jusqu'à juin 1942. Lors de la Fête de

⁵⁵ Pierre Schaeffer, *Les antennes de Jéricho*, op. cit., p. 275.

⁵⁶ On peut consulter sur ce thème l'ouvrage de Christian Faure, *Le projet culturel de Vichy. Folklore et Révolution nationale*, op. cit. Nous avons également abordé ce thème dans un article exploratoire : Michel Bergès, "Le provincialisme pétainiste", *Amiras, Repères*, Aix en Provence, n° 3, 1975, pp. 29-38.

Jeanne d'Arc (dans la semaine du 11 mai 1941), la Radio nationale diffusa ainsi pendant sept jours une oeuvre jeune France de deux librettistes - Pierre Schaeffer et Pierre Barbier - et de sept compositeurs - Louis Beyts, Georges Dandelot, Raymond Loucheur, Tony Aubin, Jacques Chailley, Pierre Capdevielle, André Jolivet. À Noël, lors de la Fête des mères, le 1er mai, à Pâques... des célébrations collectives furent organisées dans plusieurs villes à partir de plans conçus par des metteurs en scène de l'association. Yves Bonnat, responsable des manifestations collectives à Jeune France, fut le grand ordonnateur des tournées de propagande de Georges Lamirand, accompagnées chaque fois d'assemblées de jeunesse et de spectacles assumés par les artistes de l'association, dont les soirées ou les rencontres s'achevaient par "l'hymne du Maréchal". A Bordeaux, lors de la Fête de la Jeunesse d'Aquitaine, les animateurs de Jeune France (Jean Lagénie, Gaston Poulet, Marc Oraison, Louis Teyssandier, Robert Ducos, Maurice Duverger, jeune juriste très Révolution nationale, acteur de la troupe de théâtre "Les Compagnons du bon vouloir" dirigée par Lagénie, qui sera le cercle initiateur de la future Maison Jeune France de la ville) furent invités à la table du secrétaire général, le soir du mercredi 23 avril 1941 ⁵⁷. Et pour couronner la visite bordelaise du 28 mai au 2 juin 1942 du chef de la Jeunesse française, les artistes de l'association donnèrent une représentation officielle en présence de toutes les autorités. Accompagnement de la symbolique maréchaliste et pétainiste, art au service du politique, comme des rassemblements de jeunesse, art fait par des jeunes contre tout académisme traditionnel ou avant-gardiste, mais art libre, non-politique dans sa forme et ses contenus. Artistes à la solde ? Oui, mais pour exister en tant que tels, pour faire vivre leur art et essayer d'en vivre. Chez certains cependant, le chemin artistique ne fut qu'une façon détournée d'entrer en politique : à Bordeaux comme dans tout le pays, Jeune France eut à subir les récupérations de jeunes politiciens masques, dont les jeux mesquins allaient nuire au développement de l'institution, elle-même ambiguë dans ses relations avec le pouvoir.

En tout cas, l'entreprise reposait, pour réussir avec une telle diversité de modèles, sur un réseau de réseaux, conformément au principe organisationnel hostile au recrutement d'individualités isolées. Cela devait la légitimer, lui donner l'assise nécessaire à l'accomplissement de sa mission officielle. Pierre Schaeffer prit le parti, dès le début, d'ouvrir le mouvement aux tendances créatives et

⁵⁷ France de Bordeaux et du Sud-Ouest, 25 avril 1941.

intellectuelles les plus représentatives et les plus dynamiques. C'est lui qui appela Emmanuel Mounier à participer à Jeune France. Avant de voir dans quelles conditions, il convient d'examiner l'attitude de celui-ci envers les politiques de la jeunesse et de la culture du premier Vichy.

III - EMMANUEL MOUNIER FACE À VICHY

[Retour à la table des matières](#)

On ne peut sérieusement analyser l'engagement du fondateur d'Esprit sans rappeler les principes qui ont guidé son action. En fait, ceux-ci étaient déjà posés intégralement dans ses écrits antérieurs, notamment dans Révolution personaliste et communautaire, publié en 1935, ou dans le Manifeste au service du personalisme de 1936. Mounier toujours fidèle à ses valeurs antiétatistes, refuse de se mouler dans les discours du pouvoir. Il ne se compromet pas avec Vichy en s'adaptant. Il s'engage selon un rapport au politique défini au début des années 30. Encore faut-il, pour le comprendre, consulter ses écrits d'avant-guerre. Explicitement, les valeurs personalistes y apparaissent par essence comme totalement inconciliables avec l'idéologie de la Révolution nationale, avec le fascisme et avec le communisme.

La réflexion du philosophe part certes du constat, psychologiquement ressenti par une grande partie de l'opinion (et par toutes les forces organisées de la Résistance intérieure), que la défaite va entraîner une rupture sans précédent. À cause des événements, on passe "d'une France à l'autre". Comme l'écrit Jean Lacroix, dans un éditorial de novembre 1940 :

"Quoi qu'il arrive désormais, un monde est mort qui ne renaîtra pas. Le reconnaître et l'accepter est la condition de toute action efficace".

La "révolution" que nombre de mouvements avaient pressentie, est soudain à l'ordre du jour, enfantée douloureusement dans un pays meurtri, stupéfait, chancelant, exsangue. Un bilan ne va pas manquer d'être fait, dans tous les camps, tant au niveau des responsabilités de la catastrophe militaire, qu'à celui des

au niveau des responsabilités de la catastrophe militaire, qu'à celui des mesures de redressement à prendre, malgré la dure réalité de l'occupation. L'enjeu est historique, mais il se réalise dans des conditions qui n'avaient pas été prévues par les non-conformistes : cette "révolution vraie" se fera-t-elle sous la pression de l'ennemi ? Et l'ennemi, c'est plus que jamais le fascisme, présent sur le sol national, défini dès les premiers numéros d'Esprit de 1932 et dans le Manifeste de 1936, comme un mouvement antipersonnaliste, totalitaire, irrationnel, imbu de la puissance du collectif national ("césarien ou wagnérien") ⁵⁸.

Face à la réalité de l'occupation et de la défaite, une seule solution : l'engagement, fondement des valeurs personalistes et de leurs "principes d'action". Mais l'action, seul moyen pour lutter contre la démission, la lâcheté, le conformisme, ne peut être assimilée à une "illusion d'action". Face aux événements, quels qu'ils soient, l'engagement d'Emmanuel Mounier n'est explicitement ni "réaliste" (il refuse toute "tactique improvisée"), ni idéaliste (c'est-à-dire verbeux, écrivassier, velléitaire). Il écarte les réactions sans lendemain, poussées par les instincts, les enthousiasmes éphémères, les idéologies ou l'agitation, comme les confuses "unions sacrées". Il n'est pas une "adhésion", une "solution apprise". Il engage l'homme tout entier. L'action doit être réfléchie ("être pour faire, connaître pour agir"), bannir toute haine, mobiliser tous les moyens spirituels, la méditation, la retraite, dans le dépouillement et l'ascèse, sans jamais utiliser les armes de l'adversaire. Il s'agit, écrit Mounier dans le Manifeste de 1936, d'infiltrer les organes vitaux sclérosés, de déposer les germes, d'activer les ferments d'un renouveau, dans de petites "cellules discontinues". Action de pénétration progressive, de longue durée, fonctionnant à travers les répercussions du rayonnement personaliste et de l'enchaînement des engagements dans des lieux stratégiques. Face à un État tyrannique, conformément à la théologie catholique (celle de Saint Thomas, Suarez, Lehmkuhl, Cathrein, Castelein), la résistance passive et active, légale ou illégale, voire en dernière instance la violence, sont envisageables. La situation de mars 1933 justifiait déjà de tels

⁵⁸ Sur la définition du fascisme selon Emmanuel Mounier il faut se référer au Manifeste au service du personalisme, Oeuvres, tome 1, op. cit., pp. 499-507. Cf. également Michel Winock, Histoire politique de la revue Esprit, op. cit., pp. 81-87.

comportements aux yeux du philosophe⁵⁹, alors, a fortiori, celle de 1940. Mounier avait posé sur le papier, bien avant 1940, toutes les catégories de sensibilité et d'analyse justifiant une attitude de résistance à Vichy.

S'engager dans cette perspective, poursuit-il, c'est aussi rechercher sans concession la vérité, la sincérité, la fidélité. C'est assumer une présence à la souffrance du monde, à la misère. C'est témoigner. C'est surtout se battre contre le mal en se gardant des diverses formes d'indifférence (la tolérance, l'indulgence, la soumission silencieuse au pouvoir et aux institutions en place...). C'est affirmer ses valeurs avec sévérité et intransigeance, hors des loisirs et des beaux discours. Cela implique de nouvelles formes d'action : le refus de toute politique partisane, des engagements baroques, des agitations illusoire, nerveuses, irréalistes (celles des "courtiers et maquignons en spiritualité"). Agir politiquement, ce n'est pas chercher à prendre le pouvoir, à conserver ou à réformer les institutions en place (les institutions ne font pas les hommes pour Mounier). Ce n'est pas non plus se dispenser d'un modèle de comportement moral et intellectuel, en refusant d'écarter les fins au profit des moyens, toujours les mêmes : le mensonge, la haine, la ruse, la violence.

L'action personaliste implique une rupture avec tout ordre établi, une vigilance critique de tout instant. Il faut dénoncer avec courage ce qui doit l'être. Cette révolution de l'homme sur lui-même, vécue et recommencée par chacun, partagée en communion avec d'autres, entraîne des formes multiples et graduées de "non-participation" aux manifestations officielles, aux déroulements institutionnels, aux procédures routinières des pouvoirs. Tantôt de "simples abstentions", une désobéissance passive (grève du travail, de l'impôt, du sang, du "lien de fidélité aux lois injustes ou à l'État comme tel"). Tantôt des actes de "sabotage", de "boycottage". Tantôt la solution extrême : se retirer d'un jeu collectif, "brûler ses vaisseaux", héroïsme utile parfois, qui doit tenir compte cependant de la réalité des entourages et de la responsabilité vis-à-vis d'autrui. La vigilance doit s'exercer constamment par rapport aux partis politiques, à l'État - quel qu'il soit -, mais aussi par rapport aux mouvements plus informels,

⁵⁹ Emmanuel Mounier, *Oeuvres*, op. cit., tome 1, *Révolution personaliste et communautaire, Rupture entre l'ordre chrétien et le désordre établi*, p. 387.

notamment de jeunesse. Ces principes d'action "révolutionnaire" ne furent pas fixés sous l'emprise psychologique de la défaite, mais bien dès 1933-1934 ⁶⁰.

Au lendemain du 6 février 1934, un éditorial prémonitoire de Mounier, tirant "les leçons de l'émeute", opposa de façon irréductible la révolution personaliste aux mythes politiques de droite (notamment le "mythe de l'Ordre") et de gauche, avec leurs simulacres, leur sentimentalité, leur mensonge ("le dieu propre des combats modernes"). Contre toute action impatiente, à la solde des oligarchies politiques, au-delà des accidents de régime, le philosophe s'imposait un travail en profondeur, dans la durée (pour vingt, cinquante ou cent ans). Pour lui, qui écrit en 1934, les échéances de la "révolution spirituelle" sont lointaines, quels que soient les événements futurs. Tout en reconnaissant qu'occuper une fonction même neutre dans un système de pouvoir entraîne toujours une participation aux "fautes" de celui-ci ⁶¹, il n'en donnait pas moins ces consignes pour un engagement politique conséquent :

"Refuser l'entraînement aveugle des mystiques sommaires, techniques, politiques, pseudo-spiritualistes, qui se présentent ou vont se présenter non sans attraits extérieurs, dont le principal est la tentation de servir sans vouloir et sans penser. Se faire une âme libre et des moeurs de liberté responsable. Se faire un coeur assez ferme pour que cette vision sévère n'y glisse pas le découragement, assez simple pour qu'il ne s'y raidisse pas dans le pharisaïsme, assez aimant pour qu'il n'en abandonne pas la joie" ⁶².

Au nom des "valeurs spirituelles françaises" (définies comme le sens de la liberté individuelle, de la responsabilité, la résistance aux pesanteurs sociales et aux mystiques totalitaires), Mounier rejetait fermement le "mythe de l'ordre" et tous les "mythicules" qui en découlaient : les mythes nationalistes, racistes, culturalistes., les louanges des élites, des classes dirigeantes, de l'autorité ⁶³... Sans prétendre être des "purs", des "élites", les hommes d'Esprit devaient se battre contre le fascisme "pseudo-spirituel", qu'il soit rouge (le stalinisme), brun, ou noir. Il affirmait déjà en 1934 cette ligne politique d'action :

⁶⁰ Emmanuel Mounier, Oeuvres, op. cit., tome 1, Révolution personaliste et communautaire, p. 339-368 notamment.

⁶¹ Ibid., p. 354.

⁶² Ibid., p. 368.

⁶³ Ibid., p. 339.

"Nous avons notre place partout où la dictature spirituelle menace" ⁶⁴.

La fidélité à ces engagements d'avant-guerre allait se révéler totale. Selon lui, un intellectuel personnaliste conséquent de la zone "libre" se voyait tenu d'assumer plusieurs refus.

D'abord celui de l'attentisme : on ne peut pas attendre, répète à plusieurs reprises Mounier, que le sort des armes ait tranché sur le plan international (fin 1940, la situation était encore ouverte). La France ne peut espérer son salut ni de l'Allemagne, ni de l'Angleterre, écrit-il en janvier 1941 ⁶⁵. On ne peut non plus se réfugier derrière un miracle, un "christianisme de catacombes", ou un "ghetto confessionnel" (catholique ou juif), susceptible de s'accommoder du racisme ambiant. Il faut écarter toute attitude qui se réfugierait dans une solitude spirituelle, intellectualiste et morale détachée du politique. Par ailleurs, s'engager, ce n'est pas prendre des positions "défensives", à la manière des démocrates chrétiens ou des bergerystes, qui n'avaient à la bouche, avant-guerre, que des slogans de mobilisation négative ("défense de la démocratie", "antifascisme", "anticommunisme"...). Il faut se battre sans concession, sans conciliation spirituelle "mortelle" ("je ne concède rien. Je ne ruse en rien. Ou la ruse n'est que pour faire passer l'épée" ⁶⁶), avec une conscience de "mobilisé". L'enjeu de cet engagement ? C'est la lutte contre le nazisme, danger le plus imminent, le plus proche, sans cesse menaçant, qui risque de "contaminer" subtilement l'âme française, même celle des cercles officieux de la Résistance, mais surtout celle de la jeunesse. Le philosophe exprime haut et fort un "non" vigoureux à toute "infiltration spirituelle de l'esprit du vainqueur" ⁶⁷. Tous les "anti-collaborationnistes" doivent s'unir, même si des "problèmes" surgiront entre eux (notamment avec les "nationalistes" ⁶⁸). La difficulté, c'est que la France vaincue de 1940 est une France morcelée, matériellement et spirituellement : Mounier, contrairement aux pétainistes, qui ne parleront que d'une France "une", distingue

⁶⁴ Ibid., p. 350.

⁶⁵ Emmanuel Mounier, "Programme pour le mouvement de jeunesse français", *Esprit*, janvier 1941, p. 162.

⁶⁶ E. Mounier, *Oeuvres*, tome 4, op. cit., p. 697, lettre du 9 mars 1941 à Georges Zérapha.

⁶⁷ Ibid., p. 695, lettre à Étienne Borne du 22 février 1941.

⁶⁸ Ibid., p. 700, Entretien XI, 30 mars 1941.

ainsi cinq "tronçons" : la France "libre" de Vichy, la France occupée de Paris, la France des camps de prisonniers, la France gaulliste et de la résistance, la France de l'Empire. Selon les lieux, l'engagement personaliste ne revêt pas les mêmes formes ni les mêmes contenus. Mais il doit avoir le même sens : celui d'une "guerre sans merci", dans toutes ses dimensions spirituelles, pédagogiques et politiques, contre l'esprit hitlérien. Si, en présence de l'ennemi et en tenant compte de l'éclatement du pays, on ne peut prétendre "refaire la France", il faut, pour le tronçon de la zone libre,

"travailler à maintenir français ce petit tiers dont nous avons la garde, à y lutter contre les intoxications subtiles, à y former des hommes pour demain, des collaborations toutes prêtes pour le jour de la vraie Relève" ⁶⁹.

Pour cela, c'est vers la jeunesse qu'il faut se tourner, c'est dans les "activités naissantes" en matière de jeunesse lancées depuis Vichy qu'il faut mener le combat. Afin d'assurer, dans une perspective de longue durée, la construction d'une "révolution vraie", d'une "civilisation nouvelle", incarnant les principes chrétiens, contre le moralisme et l'étatisme de la Révolution nationale.

Le devoir des hommes d'*Esprit* est donc de faire bénéficier de leur réflexion des années 30 contre "le monde habitué" la génération nouvelle, avec laquelle ils doivent collaborer. Le passage de témoin est une mission essentielle, dans la fidélité au personalisme, qui apparaît comme la "mystique" la plus élaborée pour inspirer "une révolution au service de l'homme", "totale", c'est-à-dire spirituelle, intellectuelle, morale, culturelle et esthétique. Cela, affirme à la barbe du pouvoir le numéro de janvier 1941, sans prétention, avec l'humilité d'une "revue pauvre", qui ne veut être l'instrument d'aucun arrivisme, d'aucun parti, d'aucune chapelle ⁷⁰. Dans quel esprit précisément ?

Vis-à-vis du nouvel "État français", de tout parti ou de tout mouvement, mais aussi vis-à-vis de la Résistance, le principe premier (affirmé déjà dans les numéros d'avant-guerre) est celui de la séparation entre l'État et la Nation, comme entre le pouvoir (dont il faut toujours se méfier, quel qu'il soit) et l'autorité (au service des personnes). Emmanuel Mounier et Jean Lacroix, pesant chaque mot, le rappellent dans des articles programmatiques de novembre 1940. Les formules,

⁶⁹ Ibid., p. 702.

⁷⁰ Emmanuel Mounier, "Aux jeunes français", *Esprit*, janvier 1941, p. 129.

les analyses utilisées reposent sur les principes du *Manifeste au service du personnalisme*. * Mounier n'a pas attendu la situation de 1940 pour parler de discrédit du politique, de la nécessité d'une "spiritualité politique", de la prédominance de la patrie, de la nation, de la communauté spirituelle sur l'État, des fausses universalités du nationalisme et de l'étatisme (qui "identifie finalement la nation à l'État", du démocratism jacobin au fascisme). Il revendiquait dès 1936 un "État pluraliste" au service des personnes et une "démocratie personnaliste" (différente du parlementarisme libéral) qui serait structurée autour d'un morcellement vertical et horizontal de pouvoirs fédérés et de communautés nationales (économiques, éducatives, judiciaires...) juxtaposées et emboîtées. Le personnalisme était aussi défini comme une technique pour dégager des élites spirituelles "capables d'autorité" dans tous les milieux sociaux, afin de se garantir "contre la prétention des élites du pouvoir" ⁷¹. Il restait à passer à l'action dans tous les lieux de la zone occupée où l'application de ces principes était encore possible.

Pour endormir la censure vichyssoise (qui épluche chaque ligne de la revue), mais aussi par provocation, Mounier affirme que l'Action française avait raison quand elle parlait de "politique d'abord". Feignant un mea culpa ironique ("nous étions bien fautifs. Mais aussi, nous étions si mal éduqués"), il reconnaît qu'Esprit, par "maladie de jeunesse", ne sut pas saisir la profondeur du mal démocratique, qui rongait le pays "comme une vermine", même si des numéros d'avant-guerre avaient réfléchi sur la mort des partis, la crise de la représentation politique. Était-ce là une condamnation "inopportune", une contribution à la chasse aux sorcières démocratiques et franc-maçonnnes orchestrée par Vichy dès juillet 1940 ? Ou bien un "oubli" du concept de "démocratie personnaliste", au fondement de la pensée politique chrétienne de Mounier ? En contradiction avec cette affirmation placée en début d'article, plagiant ironiquement les positions de l'Action française, le philosophe répond plus loin en imposant à Esprit comme ligne d'action et de pensée la position inverse, fidèle aux principes personnalistes. Il faut être attentif

* [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

⁷¹ Emmanuel Mounier, *Manifeste au service du personnalisme*, Oeuvres, tome 1, op. cit., pp. 611-633. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

à l'histoire, reconnaît-il, mais aussi à "l'éternel", à une pureté "qui nous dépasse", aux valeurs permanentes, donc à

"une certaine indifférence aux dogmatismes politiques qui déconcerte ceux-là seuls qui font du politique leur suprême instancel" ⁷².

Jean Lacroix, lui, fait un pied de nez au pouvoir pétainiste dans son article intitulé "Nation et Révolution". C'est bien, en effet, d'une inversion de termes et de conception qu'il s'agit, par rapport au slogan officiel à la mode, lancé fin juillet-début août 40, de Révolution nationale. Jeux d'esprit imperceptible de subtilité ? L'auteur, comme Mounier, parle au nom de la "France réelle", pas de l'État vichyssois. Il écarte d'emblée les "grands mots" qui finiraient par "tuer" le pays. Pour lui, la révolution, que les événements permettront "peut-être" de construire, ne se fera que dans une logique spiritualiste authentique qui partira de la base, de la conscience nationale, de la Nation, et non du sommet étatique. Lacroix rappelle alors les principes du personalisme, en insistant sur l'importance de la multiplicité des organismes et des groupes dans la construction de la personne, le "danger pour la liberté individuelle" étant "la prédominance d'un groupement sur les autres". Or ce phénomène sociologique de multiplicité des groupes d'appartenance, qui fonde le pluralisme 'juridico-social', du personalisme, a pour "contrepartie" le renforcement de l'État, amorcé à Vichy. Insister sur le premier processus revenait cependant à se démarquer du second.

La réflexion et l'action personalistes, loin de coller à l'étatique, doivent "rénover le politique", localisé à la fois dans l'État et hors de l'État. C'est "dans l'abstraction de tout ce qui n'est pas étatique" que le lien recherché "obstinément" par Esprit entre le spirituel et le politique peut s'incarner. Donc, dans des formes sociales et politiques plurielles. Attentif à l'histoire d'un pays forgé par deux traditions corrélatives impossibles à édulcorer en une vague synthèse, le traditionalisme et l'individualisme (à mot couvert le catholicisme et le républicanisme), Lacroix plaide pour le maintien d'une tension vitale entre les deux pôles, autour d'une unité nationale effective, terminant par ce défi à l'État "révolutionnaire national" :

⁷² Emmanuel Mounier, "D'une France à l'autre", Esprit, novembre 1940, p. 6.

"Nous n'avions sans doute pas assez compris que la Révolution est unité, totalité. La tradition française nous gardera heureusement de tout totalitarisme spirituel. Mais sur le plan politique, économique et social, c'est aujourd'hui la nation qui commande" ⁷³.

Mounier, lui, insiste encore sur le retour des vérités pratiques de la société civile, revigorées par l'écroulement de la politique politicienne qui avait tout envahi. Cette fin du politique, imposée par les circonstances, favorise la dignité, le silence, l'abstention de la critique systématique, le retour sur soi, la responsabilité dans l'intériorité des consciences, les disciplines collectives, mais aussi la nécessité de s'unir, de fusionner. Sans oublier l'amour, la bonté, la "présence" à ceux qui souffrent ("le réfugié que je n'ai pas choisi", écrit Jean Lacroix), et à la création vive, issue des profondeurs de la conscience nationale.

Il est possible que s'atténuent ou disparaissent les vieilles polémiques, les haines, les méfiances, les incompréhensions, les formations en vase clos. L'unité de la société ne peut être ni "abstraite", ni "oppressive". Elle impose le pluralisme, le dialogue, le respect, les échanges, les critiques mutuelles de méthode, pour faire naître des "synthèses nouvelles". Dans "Unité française et pluralisme", loin de tout fatalisme, de toute idée de rédemption, de toute mystique factice, Mounier défend le "foisonnement" de cette "déesse aux cent visages" qu'est la France. Après Péguy, tout en constatant (sans plus) que l'État, qui est désireux d'unifier la Cité, "reprend son autorité en main" ("demandons à la cité un ordre raisonnable dont nous savons les limites"), il oppose, comme Jean Lacroix, l'État et la nation. Il parle clairement au nom de cette dernière ("nous qui formons la nation") et note dans ses entretiens :

"L'État français, en ce moment, et pour la durée de la guerre, est anéanti. La Nation continue, et dure (au sens bergsonien du mot), vit, change, se corrompt ou se sauve. Nous pouvons mettre entre parenthèses le problème du régime, nous ne pouvons pas mettre entre parenthèses la vie de la Nation. Sinon, elle se fera sans nous et contre nous " ⁷⁴.

⁷³ Jean Lacroix, "Nation et Révolution", *Esprit*, novembre 1940, p, 16.

⁷⁴ Emmanuel Mounier, *Oeuvre*, tome 4, pp, 702-703, Entretien XI du 30 mars 1941.

Mounier se méfie du "feu intérieur" qui dévore les États et les civilisations le jour "où ils se retournent contre l'homme" ⁷⁵. Une mise en garde voilée envisage, dans le cas d'un État "personnaliste" ("l'État n'est jamais neutre"), l'exclusion de "tout ce qui est dangereux pour la personne" (trust ou parti politique dominant par exemple), mais l'unité prônée rejette, elle aussi, toute exclusion. Les mystiques formant "la diversité française" doivent être conviées à la "révolution nécessaire", même si seront écartés certains éléments intellectuels décadents de l'avant-guerre (le "climat gidien", le "détachement valérien", le "pathos bergsonien", le conformisme politique, le dandysme littéraire narcissique...). La "bonté" demeure au sommet de cette échelle de valeurs, et la vie publique ne peut être qu'au service de l'homme. Ce mot d'ordre est enfin lancé pour résumer les orientations qui viennent d'être évoquées :

"Effort d'épuration et de désintéressement à la fois, ni l'esprit de parti, ni l'esprit de revanche, ni le raidissement idéologique, ni la confusion des idées n'y coopèrent. La poésie et l'amour y seront peut-être les plus habiles" ⁷⁶.

Beaucoup de conditions donc pour que la "révolution nécessaire" devienne une "révolution possible". Dans aucun article Esprit ne se range explicitement sous la bannière de Vichy. Il est difficile de voir dans ces principes d'action les mots d'ordre revanchards et réactionnaires de la Révolution nationale, cette "émulsion" bricolée, ce "rêve organiciste" à qui manquait "l'air, l'eau, et l'huile", prenant ses sources d'inspiration, selon du Moulin de Labarthète (orfèvre en la matière), non dans le personnalisme, mais chez Renan, La Fontaine, de Maistre, Le Play, Taine, Tourville, Bourget, La Tour du Pin, Maurras, Salazar et Barrès ⁷⁷ ?

Mounier se déclare d'ailleurs attentif aux "contresens" et aux approximations" de la nouvelle politique vichyssoise, d'autant plus que celle-ci se montre friande de certaines des formules mises à la mode par Esprit : la lutte contre l'individualisme, le sens de la responsabilité, de la communauté, la

⁷⁵ Emmanuel Mounier, "D'une France à l'autre", Esprit, novembre 1940, p. 6.

⁷⁶ Emmanuel Mounier, "Unité française et pluralisme", Esprit, janvier 1941, p. 138.

⁷⁷ Henri du Moulin de La Barthète, *Le Temps des illusions*, Genève, Editions du Cheval ailé, 1946, p. 157-160.

restauration de la fonction de chef, la rénovation de la Nation, le sens réaliste des solidarités internationales, la restauration de l'État... Le 4 août 1940, il esquisse en son for intérieur une stratégie de refus systématique de cette récupération idéologique par les hommes du pouvoir. Il indique dans ses carnets qu'il faut

"profiter des similitudes de noms entre nos valeurs et les valeurs publiquement proclamées pour y introduire, à la faveur de cette coïncidence, le contenu désirable".

Certes, en bon "citoyen" et habitant de la zone libre, Mounier reconnaît la réalité du pouvoir de Pétain et de son régime "mixte" auquel il se déclare attaché "bon gré mal gré" ⁷⁸. Devant la censure, il avance même le mot de "loyalisme naturel" ⁷⁹ et revendique la "dignité d'un grand peuple silencieux" au moment où "chacun a le regard tourné vers l'homme qui s'est chargé du drame collectif de la France" ⁸⁰ (homme dont le nom n'est pas cité). Il parle même de Révolution nationale (mais au sens d'Esprit, non au sens pétainiste) "maintenant que les mesures de premier secours ont été prises" ⁸¹. Dès le début pourtant, il est conscient des "déterminismes intérieurs" qui pèsent sur le pouvoir vichyssois. En octobre 1940, il proteste, dans sa correspondance ou dans les chroniques de ses "Entretiens", contre "l'intempérance cléricale" du ministre de l'Éducation Jacques Chevalier, bien qu'il ait été son élève à Grenoble, et qu'il fût considéré à Paris comme son disciple néobergsonien (il restera d'ailleurs toujours plus bergsonien que thomiste), avant que celui-ci ne se démarquât de lui en raison du pacifisme défendu dans Esprit. Mounier dénonce encore la "maladroite ingérence" de nombreux prêtres dans les milieux gouvernementaux. Il s'insurge, le 19 octobre, en présence de nombreux amis, contre la "dureté" et "l'injustice" du "honteux statut des juifs" qui vient de paraître ("je me sens vieilli comme par une maladie") et il se montre attentif à leur sort (par exemple à l'arrivée au camp de Gurs de dix mille juifs rhénans à la mi-novembre 1940 ou à l'expropriation des magasins juifs à Paris en janvier 1941). Le 4 avril 1941, il exprime son jugement d'ensemble sur le nouveau régime en ces termes :

⁷⁸ Emmanuel Mounier, *Oeuvres*, t.4., op. cit., p. 677, Entretien X.

⁷⁹ Emmanuel Mounier, "D'une France à l'autre", *Esprit*, novembre 1940, p. 6.

⁸⁰ *Esprit*, novembre 1940, rubrique rédigée par Mounier : La Cité. Les nouvelles conditions de la vie publique en France, p. 62.

⁸¹ *Esprit*, février 1941, Sur l'intelligence en temps de crise, p. 215.

"Ne pas perdre une occasion de faire avouer que la Révolution nationale est pour les deux tiers de ses chefs une révolution de parti et de classe, sous la réalité d'une démission nationale" ⁸².

Le 25 juillet, dans ses carnets, il note que les gens du gouvernement d'ordre moral ont peur d'oser, par "sénilité et manque de foi", comme le montrent leurs hésitations au sujet des fêtes nationales, ou lors du décès du philosophe Bergson (prix Nobel de littérature en 1928 et Chevalier de la Légion d'honneur en 1930). Ce dernier événement fut occulté par un régime qui ne voyait en lui qu'un "juif" : Bergson, mort de froid à Paris, le 4 janvier 1941 à 82 ans, était proche du catholicisme à la fin de sa vie. Mais dès que paraît le "statut", afin de "rester parmi ceux qui seront demain persécutés", comme il l'écrit lui-même dans son testament, il se démit volontairement de toutes ses fonctions universitaires et honorifiques, refusa toute exemption, se rendit en pantoufles et en robe de chambre au commissariat de Passy pour se faire "recenser" ⁸³. Mounier, admirateur de la pensée de Bergson, choqué par l'attitude de Vichy, refusa à la même date de faire partie du Comité de rassemblement pour la Révolution nationale, créé par du Moulin de Labarthète, chef du Cabinet civil de Pétain, qui le présentait ⁸⁴.

Le directeur d'Esprit reconnaît aussi, dès juillet 1940, la légitimité de la résistance et de la France gaulliste. Beaucoup de ses jeunes disciples s'ouvrent à lui de leurs sentiments gaullistes et il voit là un "excellent signe de résistance au bourrage de crâne". S'il écoute souvent la BBC chez des amis, il craint seulement qu'un prophétisme anglophile, attentiste, nuise à l'engagement immédiat. Dès novembre, il rassemble à Lyon les premiers intergroupes des amis d'Esprit et lance des réunions sur les problèmes de la liberté. Il n'accepte cependant pas de condamner Vichy en bloc ("le tout ou rien" prôné par certains de ses amis résistants), d'attendre pour agir clandestinement. Il y a encore des lieux où une expression libre peut et doit s'exposer "dans le sens de l'homme", cela, tant que

⁸² Emmanuel Mounier, *Oeuvres*, tome 4, op. cit., p. 704, Entretien XI du 4 avril 1941.

⁸³ Maurice Martin du Gard, *La Chroniques de Vichy*, Paris, Flammarion, 1948, p.152.

⁸⁴ Emmanuel Mounier, *Oeuvres*, p. 697, lettre à Georges Zérapha du 9 mars 1941.

"les jeux ne sont pas faits" et qu'il y a une ouverture possible. Cela durera ce que ça durera, la corde cassera un jour, mais il faut agir, "contre le temps, contre le doute, contre la lassitude".

Son engagement consista d'abord à faire reparaître Esprit. Ce fut chose faite seulement le 25 octobre 1940, quand les services de l'Information, tenus par un homme de Laval, Jean Montigny, donnèrent l'autorisation (en dehors de l'avis du Cabinet de Pétain ?). Commence alors pour Mounier un échange provocateur, parfois ubuesque avec les services officiels de la Censure, paranoïaques, naïfs, illogiques, peu subtils, souvent incultes. Sont refusés bien sûr des textes de Péguy sur les juifs, mais aussi... des extraits de messages de Pétain qui ne sont pas reconnus ("quand ils ne voient plus certains mots, ils sont incapables de lire le sens d'un texte"). Dans la "Suite aux mémoires d'un âne", rédigée par Marc Beigbeder, le censeur en second, aveuglé, ne verra pas "le procès du collaborationnisme des démissionnaires", et laissera passer le texte, dans lequel certains devineront les traits du chef de l'État sous la figure de l'âne. La revue paraît avec les blancs de la censure, et de nombreuses pages sont caviardées, signe évident des contraintes imposées qui sautent ainsi aux yeux d'un lecteur vigilant. Qu'importe : l'essentiel est qu'elle reparaisse et qu'elle insuffle l'esprit de la résistance personaliste. Ne fut-elle pas encouragée de toute part, malgré des difficultés nouvelles, dues notamment à l'éparpillement de l'équipe et à l'absence des anciens rédacteurs, prisonniers (comme Chastaing, d'Astorg, Fraisse, François Goguel, alias Bernard Sérempty, Miatlev, Marius Richard, Pierre Henri Simon, Villey...) ou tués (Maurice Jaubert et Georges Bonnefoy) ? Les réticents à la reparation (comme Roger Breuilh), reconnaissent vite le courage, les épines cachées, "à fleur de texte", "l'armement spirituel clandestin", l'esprit d'indépendance qui se dégage dans et derrière les lignes, les thèmes traités, les allusions, les maquillages. La revue va se répandre dans les Chantiers et les mouvements avec un succès indéniable auprès des jeunes. Certains d'entre eux, influencés par Mounier, y participeront même, renouvelant l'équipe éclatée d'avant-guerre et permettant un contact vivant avec la nouvelle génération. Le bilan sera vite positif : unir les jeunes, susciter les engagements et redonner courage, faire le lien, la "suture" avec la génération nouvelle, arrêter la poussée totalitaire dans les esprits, "balayer les pharisiens de la Révolution nationale"

(sic) ⁸⁵. Bref Esprit s'impose comme une source doctrinaire, politique mais non étatique.

Pour Mounier, la revue n'est cependant qu'un "tremplin" pour agir dans les lieux où se joue la bataille de la jeunesse ("nous ne pouvons laisser voler la jeunesse de ces milliers de garçons" ⁸⁶). Aussi, dès l'été 1940, des membres du réseau Esprit ou des sympathisants s'engagent-ils : Louis-Emile Galey (fondateur de La Revue en 1932 et initiateur de la Troisième Force) devient chef de la propagande aux Compagnons de France, à la direction desquels participe également Gaussoit. Pierre Barbier et Roger Leenhardt entrent à Radio Jeunesse. François Perroux est un temps chargé de mission au secrétariat. Le premier numéro d'Esprit qui paraît en novembre 1940 parle aussi, comme faisant partie de l'équipe, d'Armand Petitjean, qui prend des responsabilités au service de la propagande du Secrétariat, et de Jean Maze (ancien de La Flèche de Bergery).

Mounier, qui pour conserver sa liberté refuse tout poste officiel de la part du nouveau pouvoir, va prendre d'abord contact avec Georges Lamirand, sans pour autant partager les orientations de ce dernier, car il gardait toujours des réserves à l'égard de Garric et de son "replâtrage" paternaliste de la Société ⁸⁷. Informé par ses amis du réseau d'Esprit des premières mesures en matière de politique de la jeunesse, il transmet au secrétaire général un rapport rédigé en septembre, destiné à la publication, pour obtenir son aval. Lamirand le lui renvoie, avec un mot "très aimable", en souhaitant qu'il ne soit pas publié sans remaniement car ses services s'en sont largement inspirés pour définir leur ligne d'action ⁸⁸ (influence de Mounier, donc, mais pas allégeance à une politique venant de l'État, à laquelle il aurait adhéré). Le texte en question, peu cité par les contempteurs du philosophe, paraît sous le titre "Programme pour le Mouvement de Jeunesse français" dans le numéro d'Esprit de janvier 1941, avec l'autorisation de la Censure, octroyée après maintes discussions ('J'ai obtenu là aussi de passer des formules qu'à tête reposée ils ne m'auraient sans doute pas concédées'). Premier constat : pendant plusieurs mois, le Secrétariat général va devoir répondre à la situation difficile imposée aux

⁸⁵ Ibid., p. 714-715, Entretien XII du 20 août 1941.

⁸⁶ Ibid., p. 702-713, Entretien XI, 30 mars 1941.

⁸⁷ Michel Winock, *Histoire politique de la revue Esprit (1930-1950)*, op. cit., p. 36.

⁸⁸ Emmanuel Mounier, *Oeuvres*, p. 689, Entretien XI, 18 janvier 1941.

jeunes par la défaite. Le "mouvement" qui se dégage circonstanciellement au niveau des responsabilités de l'État, consiste à mettre sur pied un "service public des jeunes et du pays". Mounier, peu intéressé par les questions administratives et par la préparation des nouvelles structures, s'interpose pour définir les thèmes d'inspiration et de propagande. Il parle en personnaliste au nom des jeunes, de la Nation, pas au nom de l'État. Il pose des garde-fous.

Ce service public nouveau doit d'abord être au service des jeunes. Comment ? Certainement pas en critiquant systématiquement, comme cela est déjà monnaie courante à Vichy, l'intellectualisme, l'esthétisme, le verbalisme, ou le sentimentalisme des jeunes. On risque en effet ainsi de prôner, implicitement, l'abêtissement. Les bases données dans les Chantiers ou les Compagnons, à savoir la formation du caractère, la responsabilité, l'engagement, la fidélité, l'esprit communautaire, nécessaires au redressement moral, ne peuvent se substituer à une formation globale. On ne peut pas nier la culture au nom de ces bases. Ce qui compte avant tout, c'est "la réflexion qui fait l'homme debout". Mounier, qui, le premier, considère que penser c'est agir et s'engager, ajoute qu'il faut avant tout mettre en oeuvre

"une pensée chaque jour plus solide sur l'idéologie, la croyance toute faite, l'habitude, la confusion, les passions partisans" ⁸⁹.

On doit lucidement prendre parti, s'engager contre l'indifférence sceptique. Mais rien de bon ne débouchera du naturalisme benêt des scouts, ni des formules-slogans des jeunesses politiques, dont l'enthousiasme fonctionne à vide. Le but de tous les mouvements de jeunes, c'est d'aider ceux-ci à franchir des rites de passage, à "changer d'âge". La jeunesse n'est qu'un âge social. Ce qui prime donc pour les dirigeants des mouvements, c'est la psychologie de l'adolescent et la mise en oeuvre de pédagogies adaptées. Mounier ajoute, contre les principes dominants du Secrétariat général :

"Il y aurait danger, cédant à une sorte de bucolisme encouragé par les revers de l'intelligence et de la technique, à faire de nos garçons des gymnastes et des campeurs à vie, adonnés à un vague romantisme de la nature, qui ne serait qu'une forme manquée d'idéologie" ⁹⁰.

⁸⁹ Emmanuel Mounier, "Programme pour le mouvement de Jeunesse français", *Esprit*, janvier 1941, p. 154.

⁹⁰ Ibid., p. 155.

On ne peut pas en effet penser avec ses pieds et se satisfaire de "jeux des nuages". De même, former des jeunes, ce n'est point les enfermer dans le "jeunisme", cette idéologie puérile qui oublie dans l'adolescent la formation de l'adulte, le célibatairise et l'individualise à plaisir, sans toujours évoquer la relation familiale. Un mouvement ne peut accepter non plus la "politisation totale des adhérents", car il y aurait un danger "d'uniformisation extérieure". Il n'est qu'un "centre d'énergie" organisant des démarches sociales multiples, fondues ensemble, dans un complexe de formations variées, adaptées aux métiers et à la réalité des milieux de vie des jeunes. La jeunesse ne constitue point une catégorie sociale à part. Donc les compagnons et les équipes devront être formés dans les espaces de vie et d'activités professionnelles. Quant aux camps et aux chantiers, ils ne seront qu'un instrument de travail parmi d'autres. Il ne faut pas non plus négliger les jeunes filles. Le but à atteindre ? "Être unitaire sans faire totalitaire". Cela implique un pluralisme qui soit supérieur aux particularismes, rassemblant tous les tempéraments dans une communauté. Ainsi :

"la jeunesse ne sera pas étatisée et politisée, et cependant une fusion nationale organique s'opérera en elle et par elle" ⁹¹.

L'union devra se faire autour d'une tâche, en respectant toutes les traditions françaises, une fois abolis les "maux politiques et spirituels". Péguy, contre les "politiques parasites", souhaitait déjà regrouper toutes les mystiques, la chrétienne, la républicaine et la socialiste, pour ressourcer le pays. Mounier transpose à la situation de 40 : il faut faire de même, car il serait dangereux d'abandonner au ressentiment et à l'opposition politique la tradition socialiste et républicaine, déchargées de leurs féodalités politiciennes. La Révolution nationale en cours peut sauver ce qu'il y a de "sain" dans ces "idéologies défuntes". "L'intégration" en sera difficile, exigera prudence et rigueur, et ne tolérera aucun compromis, aucune complaisance politique. Le mouvement de jeunesse doit "sauver les France réelles". Pour réussir, face à des masses désabusées par les duperies politiques encore chaudes, il faudra un "corps de chefs" à la hauteur des circonstances, capables de lutter contre la survivance de l'esprit de classe, de la démagogie, largement représentatifs de toutes les tendances, sélectionnés sur leur valeur d'homme dans leurs lieux de vie et de travail, diffuseurs d'une culture

⁹¹ Ibid., p. 158.

vécue, socialement adaptée, non d'une culture artificielle et verbale comme celle des Universités populaires au tournant du siècle.

Dans ce rapport à l'adresse des décideurs de Vichy, Mounier, tout en parlant de Révolution nationale, plaide pour intégrer les forces vives de la Nation. Sans exclusive. Elles sont la France. Double langage, tactiquement obligé face à la Censure d'exclure les partis d'antan. Au delà cette concession, il s'agit de préciser la vision personnaliste d'une politique de la Jeunesse, afin de se différencier de ce qui commence à se faire à Vichy.

Le philosophe propose ensuite douze thèmes de propagande active au nouveau mouvement. D'abord il s'agit d'une révolution (1), donc d'une volonté, d'un effort continu de construction. Ensuite, celle-ci sera spécifiquement française (2). Elle ne pourra pas se présenter uniquement comme politique, car, d'abord civilisatrice et spirituelle, elle défend un "humanisme régénéré" (3). Elle se veut aussi communautaire et antiindividualiste (4), mais résolument en faveur de la personne humaine (5), pour une "civilisation de l'homme total" (6), hiérarchisant et mêlant le corps et l'esprit. Mounier définit ainsi au passage sa conception de la culture :

"Il faut rendre un corps à l'esprit lui-même, lui rapprendre les sentiments élémentaires, les pensées solides, sa présence aux choses et aux événements. Nous apprendrons à l'intellectuel le travail de la main, l'épreuve de l'acte, au manuel la poésie et le théâtre qui naissent de son métier ; nous introduirons la santé et la solidité dans le travail de l'esprit ; la beauté et l'amour dans le travail des corps, rapprochant ainsi les cultures, sans cesser de les diversifier, mais en menant une guerre décisive contre les cultures mutilées" ⁹².

Il faut prôner une conception de la vie engagée (7), ce qui impose un code moral d'action collective (le serment, la promesse, la fidélité), la lutte contre le dilettantisme, l'indifférence, l'irresponsabilité, le conformisme, les préjugés, l'irréflexion, les faux-fuyants, le dégonflage. Sans intempérance anarchique, chaque jeune doit accepter une vie risquée et généreuse (8), lancer une guerre contre le monde bourgeois, installé, de l'argent (9), en retrouvant la simplicité, la générosité populaire nécessaire à une révolution qui "techniquement sera hiérarchique", mais qui devrait "faire participer" le peuple. Le goût du travail bien fait, de l'oeuvre, de la beauté gratuite, de l'hygiénisme collectif (10),

⁹² Ibid., p. 163.

accompagnera le sens du commandement et de la discipline (11), qui sont liés, mais qui se séparent d'un côté au niveau de l'étatique hiérarchisé, de l'autre à celui des rapports humains, ouverts à l'égalité spirituelle des hommes, à la fraternité collective. Un équilibre nouveau doit mettre fin au "désordre égalitaire" qui a confondu les deux plans, subverti la société en société de classes. Dernier précepte : la recherche du bonheur (12), de la joie, de la fantaisie, synonymes de jeunesse. Le philosophe définit alors ainsi sa conception de l'action culturelle :

"Le Français ne chante plus, son théâtre est mort, ses fêtes sont ennuyeuses, ses monuments ternes, ses étudiants ont perdu la route du rire et de la farce. Nous redécouvrirons la chanson française, la fête collective, le théâtre issu du métier et du village, la joie de bâtir, l'ébaudissement. Car un peuple sain est un peuple bourdonnant de travail, mais c'est aussi un peuple tout couronné de fêtes, de liturgies et d'activités de jeu" ⁹³.

Le même numéro d'Esprit de janvier 1941 livrera un article de Jean-Michel Guilcher et Jean-Marie Serreau réhabilitant le chant et la danse populaire, et rendra compte d'une soirée lyonnaise de ces deux animateurs "d'art populaire", qui se retrouveront bientôt à Jeune France.

Mounier poursuit son engagement, d'abord en écrivant des papiers doctrinaux sur des "thèmes de vie" publiés dans la revue Compagnons (du mouvement des Compagnons de France), collaboration qui durera peu. Il organise à Lyon à partir de novembre 1940 des réunions intergroupes de jeunes, où sont discutées, entre autre, les orientations des mouvements. Il tient diverses conférences sur des thèmes de l'heure, notamment à l'invitation de la direction des Chantiers de Jeunesse où Esprit connut un succès certain, mais aussi devant les jeunes élites des grandes écoles, dont de nombreux cercles et amicales étaient repliés à Lyon (l'X, les Khâgneux, Science-Po, le groupe Ampère des lycéens, les Philosophes du Parc, les Jésuites de Fourvière, le Cercle Charles Péguy...). En janvier 1941, il rencontre Mgr Guerry, secrétaire de la conférence des cardinaux et archevêques, désireux de l'entretenir du pluralisme organique souhaité par les mouvements catholiques (notamment la JOC), à qui Mounier reprochait leur attachement dépassé au particularisme et à l'autonomie complète, au nom de la nécessité d'une unité organique nouvelle. Il participe surtout aux sessions de formation de l'École des cadres d'Uriage, acceptant une fonction (et non un poste) de "bachotage" des

⁹³ Ibid., p. 167.

jeunes, sans être vraiment intégré, malgré le souhait de Segonzac, au bureau d'études. Il y fera des conférences lors des stages sur la situation intellectuelle et morale du pays ("la fin de l'homme bourgeois"), et répandra dans cette école de chefs l'esprit de son réseau d'amitiés, secondé dans cette tâche par Jean Lacroix, Hubert Beuve-Méry, René de Naurois ⁹⁴...

C'est dans cet état d'esprit que Mounier allait collaborer à Jeune France, au début de 1941.

IV - EMMANUEL MOUNIER, CONSEILLER DE "JEUNE FRANCE"

[Retour à la table des matières](#)

L'intérêt d'Emmanuel Mounier pour l'art et la culture ne datait pas de 1941. Avant-guerre, des groupes d'artistes avaient constitué, avec d'autres professions intellectuelles, l'ossature des communautés des Amis d'Esprit. Et, en octobre 1934, le philosophe avait signé dans la revue une modeste "préface à une réhabilitation de l'art et de l'artiste" ⁹⁵ selon une perspective personnaliste. On peut voir dans ce texte les prémisses des propositions pour une "culture de la personne" prônées dans le Manifeste de 1936. Résumons-en les termes principaux, qui sont importants à connaître car ils eurent une influence incontestable sur une partie de l'action de Jeune France ou, du moins, contribuèrent à inciter les jeunes personnalistes à s'y engager dans un certain sens.

L'art ? C'est, affirme Mounier, un mystère de la création et un miracle humain de la rencontre, une révolte, un cri d'indépendance, une inspiration "imprévisible" et "anarchique". Comment se situe-t-il dans l'environnement moderne ? L'amélioration des conditions de vie de l'artiste ne crée pas les oeuvres. Et les génies créateurs risquent de rester très seuls s'ils ne rencontrent point les

⁹⁴ Bernard Comte, *Une utopie combattante*, op. cit., chapitre VI, pp. 173-217, notamment pp. 180-188.

⁹⁵ Emmanuel Mounier, "Préface à une réhabilitation de l'art et de l'artiste", *Esprit*, octobre 1934, *Oeuvres*, tome 1, op. cit., pp. 255-269.

misérables prolétaires, exclus de leur quête héroïque. D'autant que l'artiste est souvent lui-même prolétarisé, transformé en "déchet de la mécanisation de l'âme". Le double jeu consistant à servir les castes capitalistes et leur idéologie, l'individualisme, et à revendiquer l'indépendance, est un leurre. L'artiste n'a pas sa place dans l'univers capitaliste utilitariste. L'essence de l'art est autre. Mounier la définit ainsi :

"L'homme n'est pas fait pour l'utilité, mais pour Dieu, c'est-à-dire pour l'Inutilisable. La meilleure part de lui-même est dans ce besoin primordial, son vrai pain quotidien ; l'épanouissement d'une vie intérieure au sein d'une vie communautaire".

Les riches parvenus comme les miséreux ou les petits bourgeois ne sont pas sensibles à la transfiguration de l'âme, de la vie ou du monde, à la liberté contemplative, à la fantaisie, à la communauté de langage, de croyance, de don, nécessaires à la communion de l'art. D'où la révolte des artistes contemporains, qui a abouti soit à un anarchisme étroit, soit à une soumission "à Moscou" ou à des formules politiques de parti, prêtes à utiliser l'art et les artistes à leurs propres fins. Comment organiser cette révolte sans tomber dans de tels travers ?

Pas d'art "de valets" ou "de tour d'ivoire". Pas d'art collectif ("il n'y a pas de public"). L'artiste trouvera son salut en se confrontant à des communautés de vie. Par "un retour paysan" à l'engagement, à la banalité, à la dureté, il gagnera en sérénité, se pénétrera des émotions humaines, en dehors de toutes consignes, formules, conventions extérieures, en toute liberté. Mounier ajoute, catégoriquement :

"On ne fait pas de l'art pour le prolétariat, ou pour la révolution, pas plus qu'on ne doit faire de l'art pour la bourgeoisie. On fait de l'art pour l'homme, pour tout ce qui l'accomplit par le chemin des vraies libertés intérieures, contre tout ce qui l'asservit et le diminue".

La richesse reste à puiser dans l'âme populaire, ingénue, sincère, pure. Si l'acte de créer comme celui d'entrer en communion avec une oeuvre relèvent d'un processus irréductible à une personne, l'artiste ne s'épanouira qu'en communauté. Pour éviter les accusations de libéralisme (venant de la gauche) ou d'anarchisme (venant de la droite) il ne lui sera imposé aucun dogme, aucune formule esthétique ou politique. Le personnalisme ne revendique aucune "école d'art". Toutes les affirmations esthétiques doivent pouvoir s'affronter. On ne peut

affirmations esthétiques doivent pouvoir s'affronter. On ne peut pourtant se satisfaire d'un isolement social, moral ou intellectuel, même si souvent l'artiste s'enferme dans son art, dans un monde à lui. Il doit au contraire se positionner par rapport à des visions du monde. Les idées personalistes peuvent s'exprimer dans le langage de l'art. Mounier ajoute, contre les idéologies individualistes ou collectivistes :

"L'artiste est à la fois la parole de l'univers secret et la parole des hommes en son temps. Intermédiaire de l'un aux autres, jamais entièrement accordé ni à l'un ni aux autres, il doit tendre cependant à nouer cette double communauté avec l'univers et avec les hommes, et si possible rejoindre l'une à l'autre".

L'artiste est considéré comme le révélateur du secret le plus profond de la personne unique, irréductible dans sa conscience et dans son âme. Mais, en même temps, à l'image de tout homme, il incarne l'univers (Dieu pour les croyants), totalité qui est en lui, qui est lui. Vision chrétienne, attachée à la théorie historique de la personne et de l'Incarnation, qui concerne chacun et implique une communion communautaire autour de ces valeurs. L'artiste est un intermédiaire, humble comme tous les autres hommes, entre Dieu et les vivants de son temps. Mais il ne doit point se complaire dans l'aristocratie romantique ("de droit divin"), qui l'a fait démiurge, seul face à, et à l'égal du créateur ou de la nature, ni dans les tendances instinctives ou formalistes. Le philosophe a ces mots très durs à l'encontre de l'artiste contemporain, tenant d'une vision désincarnée, éloignée de la vie, isolée de l'objet et des hommes :

"Il a cru à la royauté de la forme, jusqu'à ce qu'il n'ait plus su promener son art qu'à la surface décorative de l'univers sensible ou de ses prestidigitations grammaticales. Il a tout accepté de soi, les caprices, les bizarreries, les perversités, en même temps qu'il refusait tout du dehors. Il a préparé, sous des apparences d'illusion, les dictatures de la formule, du pittoresque, du tape-à-l'œil et du morbide".

Sans que chaque artiste soit croyant, et prie à travers son oeuvre, en dehors d'une humilité humiliante qui l'effacerait devant des objets imposés, ou d'un orgueil narcissique qui l'asservirait à lui-même, il doit créer dans le dépouillement et la communion, rechercher une unité avec ses tourments, libérer des profondeurs.

Cet art profond sera ouvert au plus grand nombre. Mais ici se dresse la barrière de l'incompréhension, de l'impossibilité de communiquer avec un large public. Le public garde en lui des capacités d'appréciation, même pour le cinéma cet art qui lui est le plus proche. L'artiste doit-il se tourner vers le goût des petits publics autorisés, servir ses modes et ses "chapelles" (la musique étant la plus atteinte) ? Ou bien suivre les facilités du plus grand nombre ? Mounier fournit cette réponse à ce dilemme :

"Il semble donc que toute protection venue du dessus sur l'artiste soit une menace pour son art et que le problème soit à régler directement entre lui et son public. Tout le problème se reporte alors sur l'éducation et l'organisation de ce public artistique. Il faut lui donner d'abord le goût, ensuite les moyens matériels de s'intéresser à une vie poétique.

Une oeuvre immense d'éducation est à entreprendre. Elle commence à l'école maternelle, au moment où ce qu'on appelle "l'enseignement du dessin", est une première et définitive mainmise de l'académisme sur l'ingénuité de l'enfant. C'est le moment où l'école tue pour toujours le poète et l'artiste que tout homme porte en soi".

Le philosophe dénonce une des causes de cette séparation entre l'art et le public : la centralisation jacobine qui oblige les artistes à "percer" à Paris, loin des sources d'une inspiration authentique, et les livre à tous les snobismes, à toutes les castes de marchands de biens symboliques et de spectacles pour publics de masse. Il ne s'agit pas de tomber dans un art étroitement localiste ou régionaliste. Il faut décongestionner Paris, irriguer le pays des artistes, libérer les enracinements et redonner à une province étouffée le sens de l'universel. Emmanuel Mounier lance alors le mot d'ordre de "décentralisation artistique", souhaitant réveiller le public par un élargissement des lieux de réalisation artistique (musées, galeries, salles de concert...). Il écrit à ce propos :

"Il faut que l'art, comme s'il était à l'église, dans les danses et dans les fêtes populaires, comme il devrait être à l'usine, à la campagne, au foyer, dans les édifices publics, redevienne mêlé à la vie de chacun et de chaque jour. Que les paysans reprennent envie de fêter avec des danses, des chansons, des représentations, les fêtes de la terre, que les travailleurs désirent et fassent des usines belles, que la foi se débarrasse de toutes les faveurs d'une piété décadente et sache à nouveau se chanter en images. Que tout cela revienne non pas artificiellement, par la volonté de quelques pieux conservateurs de richesses déclinantes, mais par une ressource du sentiment et de la poésie. On voit comment nous travaillons directement

poésie. On voit comment nous travaillons directement pour l'art lorsque nous travaillons à renouveler l'âme de l'époque".

Le réveil des publics permettra à l'artiste de dépasser sa condition de dépendance par rapport aux hommes d'argent et au snobisme de caste. Des individus nombreux et des collectivités, voire des "coopératives de publics" (initiatives dans le théâtre et dans la presse fibre) lui passeront des commandes.

L'État pourra-t-il intervenir ? Oui, mais en termes juridiques, pas pour gérer le domaine artistique. Par l'impôt, il pourrait par exemple attribuer librement une contribution pour les entreprises artistiques et culturelles, ce qui assurerait un budget libre déterminé par le goût du public. Les artistes seraient non plus face à l'indifférence, mais à la concurrence, avec un statut susceptible d'évoluer vers un "service public progressivement organisé" leur offrant un nécessaire vital.

Pour que l'art apporte sa contribution au renouvellement spirituel qui se prépare, poursuit Mounier, deux conditions devront encore être satisfaites. D'abord le renouvellement de la critique artistique, contre les parasites multiples qui ont proliféré autour des oeuvres, alimentés par un système d'édition marchand vendant leurs bavardages et leurs futilités sur le dos des créateurs. Cela impliquera des critiques engagées, capables de refuser la promotion d'artistes médiocres qui n'existent que par les honneurs qu'ils recherchent. Ensuite, la "maison des arts" sera à réorganiser, en dépassant les genres académiques et les spécialisations éclatées, puis en dégagant une esthétique générale contre les "dictatures du snobisme". La "réhabilitation" à opérer est définie en ces termes :

"En mettant en rapport des artistes de diverses branches au sein d'un mouvement de vaste inspiration humaine, en suscitant entre eux des oeuvres communautaires où l'architecte, le peintre, le musicien, le cinéaste, le metteur en scène se soumettront à une même fin et à une libre discipline collective, nous pensons faire beaucoup pour ce rassemblement".

Ces "ambitions lointaines" formulées en octobre 1934, préfiguraient bien le bourgeonnement culturel de mai-juin 1936. Elles eurent immédiatement dans tous les milieux intellectuels, artistiques et de jeunesse, une répercussion importante. D'autant qu'en 1936, dans son Manifeste au service du personnalisme, Emmanuel Mounier s'était attaché à préciser ses conceptions en matière de culture et de politique culturelle (rappelons qu'il distingua toujours l'esprit, placé au dessus de tout acte humain, de l'art ou de la culture, plus limités eux par les pesanteurs

acte humain, de l'art ou de la culture, plus limités eux par les pesanteurs sociales). Dans quelle direction ?

Pour lui, deux conceptions doivent être rejetées. D'abord, la "culture bourgeoise", simple servante qui transforme en valets les intellectuels et les artistes, en exigeant soit leur soumission aux intérêts capitalistes, soit une recherche éperdue d'évasion du monde réel, un amusement dilettante, une érudition sans danger, un art minoritaire, une "révolte immoraliste"... Ses oeuvres expulsent la réalité de leurs contenus conventionnels. Ses savoir se séparent de la sagesse. Elle ne vise plus l'universel humain et finit dans un "vide intérieur", une déchéance auto-contemplative ("être cultivé consiste essentiellement à être lâche par élégance"). Ensuite, il met en cause la "culture dirigée", c'est-à-dire "l'étatisme culturel", tel que les fascistes ou les marxistes proposent de le distribuer à travers un monopole d'État ou de parti. La culture est alors réduite à une fonction sociale d'asservissement. Son étatisation dénature trois éléments incontournables en matière de politique culturelle, qui partent du constat d'insuffisances flagrantes. L'État doit aider, avec les collectivités locales, à la construction coûteuse d'équipements (bibliothèques, laboratoires, éditions, manifestations...). Ensuite, si le public déserte la culture, celle-ci doit aller à lui. Enfin, toute culture doit être "totale et unifiante". Ces actions nécessaires n'impliquent cependant pas que l'État ou un quelconque académisme centralisé ait vocation à diriger les artistes et les intellectuels.

La création culturelle ne peut être le fait que de personnes singulières. Un organisme pesant tuerait toute créativité au nom de l'utilité sociale, d'une idéologie, d'un "art de masse", en imposant un conformisme extérieur, une fabrication de "modèles". Situation courante dans les arts mineurs ou les arts utilitaires comme l'architecture. Mais point dans la création authentique que personne ne peut "préméditer". Pas même l'artiste, qui se prépare en contact avec "le peuple authentique", mais réalise une oeuvre en obéissant à des lois plus mystérieuses. Les collectivités ne produisent pas de la culture. Un artiste à la solde ne créera qu'un folklore (sacrifiant à un art régional les cultures universelles), une sagesse ou une mythologie. De même, au niveau du public, des mesures massives et précipitées "d'éducation populaire", apportées par une "armée de primaires", de "demi-savants", de professeurs ou de critiques autorisés ("tout le caravansérail de marchands d'instruction", "d'admiration reconnues" et de "commentaires appropriés"), rendraient impossible un élargissement de la culture.

Dans cette perspective Mounier formule cette consigne pour fonder la culture personnaliste : il faut abandonner la culture bourgeoise, se ressourcer auprès du peuple (comme Montaigne, Rabelais, Pascal, Péguy...), un peuple ouvrier, paysan, universitaire... qui a ses élites, riches de savoir réels, de formes culturelles qu'il faut aider à se réaliser, contre l'inculture et l'indifférence, contre la mécanisation des arts de masse, contre les slogans de récupération politique ou populiste. Et Mounier de conclure, commentant à sa manière les expériences de révolution culturelle du Front populaire (tout en se prémunissant ainsi par analogie contre les déviations vichyssoises à venir) :

"Il n'est de culture que métaphysique et personnelle. Métaphysique, c'est-à-dire qui vise au-dessus de l'homme, de la sensation du plaisir, de l'utilité, de la fonction sociale. Personnelle, à savoir que seul un enrichissement intérieur du sujet, et non pas un accroissement de ses savoir-faire ou de ses savoir-dire mérite le nom de culture. Cette condition commande que l'éveil culturel des temps nouveaux se fasse par rayonnement progressif des foyers indépendants et non par mesures administratives centralisées ; par lente formation, et non par accumulation hâtive.

Le régime des groupes d'initiative culturelle doit rester un régime de libre concurrence. Entre eux, l'État n'a pour fonction que de susciter l'émulation, d'encourager, d'exciter : encore doit-il être le plus possible concurrencé lui-même dans ce soin par les collectivités locales et les collectivités de travail qui contribueront à briser par leur effervescence toute tentation d'étatisme culturel.

(...) Métaphysique ; la culture trouve ainsi un principe de totalité ; devant toujours se soumettre aux vues de la personne, elle échappe en même temps au totalitarisme" ⁹⁶.

Les animateurs et les dirigeants de Jeune France allaient se souvenir en 1940 de toutes ces propositions heuristiques. On comprend mieux, à la lecture de ces écrits d'Emmanuel Mounier, que Pierre Schaeffer l'ait invité à participer à son entreprise. Convié à s'engager par le directeur de Jeune France, comment le chef de file du personnalisme allait-il réagir sur ces questions de politique culturelle dans le contexte si particulier de l'État vichyssois ? Dans ses mémoires, évoquant le rôle du fondateur d'Esprit, Schaeffer écrit d'ailleurs un peu bizarrement :

⁹⁶ Emmanuel Mounier, "La culture de la personne", Manifeste au service du personnalisme, *Oeuvres*, op. cit., tome 1, p. 578.

"Mounier était avec nous, avec quelque réticence, tandis que la nôtre s'exerçait, non sans estime, sur Uriage et Segonzac dit Le Vieux Chef" ⁹⁷.

Décrivant encore Jeune France comme "une fusée à plusieurs étages", il relève que Mounier donna surtout "des papiers plus confidentiels". Tentative de distanciation problématique ?

C'est le jeudi 23 janvier 1941 au soir, que le philosophe reçut à Lyon un télégramme de Pierre Schaeffer l'invitant à se rendre à Vichy. Son ami Leenhardt, qui travaillait à Radio-Jeunesse, lui envoya sa femme pour lui expliquer de quoi il retournait, après sa demande de renseignements sur le nouveau mouvement culturel, en vue d'une éventuelle collaboration "en toute indépendance du régime" ⁹⁸. Le réflexe de gauche de Leenhardt lui apportait, pensait-il, des garanties sur l'engagement à prendre. Par son épouse, ce dernier l'encourageait sans réserve et acceptait sans inquiétude de servir d'intermédiaire. Le mardi 28 janvier, il rencontra plusieurs fois dans la journée le fondateur de Jeune France, accompagné de Pierre Barbier. Dans une note, Mounier relate ainsi le déroulement de la conversation et explique lui-même ses "réserves" par rapport à Schaeffer :

"Un ingénieur des PTT à la tête d'un mouvement culturel, cela semble au premier abord un paradoxe. Mais la culture de Schaeffer est ample et ouverte. Il sait à la fois voir très grand, dépenser beaucoup ("ils n'osent pas dépenser leurs crédits", dit-il d'autres services de la jeunesse), et porter ses réalisations prochaines sur des voies précises, exploitées à fond. Jeune France a été créée il y a quelques semaines à peine, très heureusement en association privée (bien que fortement subventionnée), ce qui lui donne de l'indépendance et peut lui permettre de traverser les régimes. Déjà Schaeffer lui voit des développements infinis. Il voulait m'annexer au "Bureau d'études" pour la mise en chantier de cet avenir. Mais je préfère garder une situation plus libre, et, tout en travaillant, collaborer tangentiellement à Jeune France, à Uriage, etc., de manière à n'être l'homme ni d'un régime, ni d'un seul organisme.

Pour les semaines immédiates, l'accrochage se fait par théâtre, danse populaire, etc. Schaeffer ne veut pas immédiatement former quelques troupes baladeuses, mais équiper le pays en formant des maîtres de jeu,

⁹⁷ Pierre Schaeffer, *Les antennes de Jéricho*, op. cit., p. 274.

⁹⁸ Emmanuel Mounier, *Oeuvres*, tome 4, op. cit., pp. 690-691, Entretien XI, 28 janvier 1941.

suscitant des troupes, les aidant par des études sur l'histoire et les traditions locales, etc. ; bref, susciter la vie et non pas retaper un décor.

Ma collaboration est arrêtée dans les domaines suivants :

- a) Formation culturelle des cadres (histoire de la sensibilité, des idées, de la culture, formation doctrinale, etc.). Cours et organisation de cours dans les futures écoles de cadres.
- b) Tournées de recensement (ou d'inspection) des ressources culturelles d'une ville, d'une région.
- c) Préparation à plus longue portée du secteur "Maisons de culture" ⁹⁹.

Mounier, séduit, mais farouchement indépendant, même par rapport à une association comme Jeune France, fait paraître dans Esprit de février 1941 une présentation flatteuse du nouvel organisme (dans laquelle il projette la perception que lui-même s'en fait). Celui-ci, écrit-il, n'est ni une école d'art, ni une académie officielle, ni "un mouvement d'État". Il se met au service des groupements spontanés, des artistes isolés de qualité. Les groupes (comme les Comédiens routiers, les Quatre-Saisons, L'art populaire de Guilcher et Serreau à Lyon), conservent leur indépendance et leur budget. Des aides, des locaux, des relations, des cadres seront mis à la disposition de ceux qui s'engageront. L'esprit mis en avant ? Mounier ajoute qu'il est "plus difficile à définir" qu'à reconnaître. Il n'est pas nouveau, non plus, puisqu'il prétend rétablir les liens entre les artistes et le public, et rapprocher l'art de la vie quotidienne, sans tomber dans "la mystique du loisir" bouche-trou, ennuyeux, spécialisé. Seront aussi restaurées (non reconstruites de façon anachronique) les traditions provinciales, qui, en plus d'une animation artistique nationale, rendront à l'art sa dimension "populaire" au sens noble du terme. Encart publicitaire gratuit mais important pour Jeune France, qui, en associant Mounier, souhaitait capter les ressources du réseau Esprit disséminé dans tout le pays.

Une lettre dactylographiée, complétée par une annexe manuscrite sur du papier à en-tête d'Esprit, rédigée par Mounier à Lyon le 13 février 1941, et adressée à l'Hôtel du Palais à Vichy, apporte des indications sur le contenu de sa

⁹⁹ Ibid., p. 691.

tâche à Jeune France, arrêtée dans ses grandes orientations avec Pierre Schaeffer le 28 janvier ¹⁰⁰. Mounier écrit :

"Mon cher Schaeffer,

Pris par une session d'Uriage ce dernier week-end, je peux seulement aujourd'hui vous donner signe de vie.

Procédons par ordre :

1) des noms. Vous trouverez une première liste jointe, avec deux mots de notice sous chaque nom pour vous guider.

2) le Centre de Lyon. Je me suis mis en rapports avec Jacquernon. Nous allons nous attacher tout de suite à préparer la prochaine session.

3) textes choisis. Réflexion faite, je crois que fixer un choix de textes ne varierait priverait chaque lecture de ce qu'elle doit d'animation à la découverte qu'en vient de faire le lecteur. Cette sorte de compendium serait vite psychologiquement usé. Je propose

a) que pour les besoins immédiats, on fasse un recueil dont la présentation même (ronéotypée) marquerait le caractère provisoire.

b) qu'à quelques-uns nous nous mettions à la rédaction d'une bibliographie aussi abondante et variée que possible, laquelle serait imprimée, et laisserait aux lecteurs éventuels une marge importante pour le choix personnel et la découverte. On pourrait les aider en imprimant ces divers textes sous forme de petits cahiers brochés (avec pour les contemporains, des autorisations d'éditeurs) qui seraient vendus séparément, selon le choix fait. Cette bibliothèque Jeune France des textes par la brochure, pourrait s'accroître ou se renouveler d'année en année.

Pour les textes immédiats, dites-moi si vous désirez simplement référence ou copie. Dans le second cas, puis-je engager pour Jeune France des frais de copie ? Après, je pense, approbation par vous des références proposées (je connais à fond l'œuvre de Péguy. Puis en faire un choix).

4) Activité culturelle générale.

¹⁰⁰ Étrangement ce document se trouvait en original dans les papiers d'André Chérier. Comment y est-il parvenu ? A-t-il été dérobé à Schaeffer, son destinataire, ce qui laisserait supposer que des éléments hostiles agissaient déjà au coeur même de Jeune France ?

Toutes les activités culturelles de Jeune France étant abondamment occupées à l'expression par le théâtre, la danse, etc., le mieux que je puisse vous apporter est de penser et préparer l'élargissement de cette activité. Je vous enverrai courant mars un rapport détaillé sur l'ensemble de ce nouveau secteur tel qu'on peut l'envisager à proche et à lointaine échéance.

Dès maintenant il me semble important de ne pas laisser la formation des moniteurs et animateurs sans une ouverture sur une formation plus générale. Il faudrait introduire dans leurs sessions :

1) au moins un cours sur la doctrine même où s'insère leur action : exposé d'un humanisme de l'homme total ; la psychologie et l'esthétique de l'expression ; en référence au théâtre vivant, les problèmes de la joie au travail, le sens du drame, etc.

2) des cours sur certains sentiments ou certaines attitudes fondamentales, impliquées dans l'exercice même de leur art. Je cite par exemple :

- les diverses sociétés françaises (i.e. les divers publics et les diverses atmosphères) : la bourgeoisie, la paysannerie, l'ouvrier, l'artisanat, etc.
- le sentiment de la nature. Son histoire, son atrophie à notre époque. Ses déviations.
- le travail et le jeu.
- musique et culture
- * etc.

Je puis organiser quelques-uns de ces exposés, à titre d'essais, pour la prochaine session de Lyon.

Je vous propose en même temps d'organiser pour les vacances de Pâques, par exemple du Samedi des Rameaux au Mardi Saint, trois journées de travail pour l'extension de l'activité Jeune France à la formation culturelle des jeunes, pour commencer (à étendre après-guerre aux syndicats, au village, au grand public). Nous avons devant nous la grande tâche de provoquer une renaissance de la culture française, sur champ libre, afin de susciter du dehors un rajeunissement des méthodes et de l'esprit de l'Université et de l'école. Il faudra pour cela rendre souple, vivante et formatrice la conférence, mais surtout imaginer bien des formes de communication inédites de la culture.

Si vous êtes d'accord sur le principe des journées, nous nous entendrons tout de suite sur les assistants et sur la participation à leur demander. Amicalement.

J'ai procuré à Jacquemon ici un bon secrétaire du bureau d'étude local : mon ancien secrétaire de rédaction" ¹⁰¹.

Suit une liste manuscrite de noms suggérés par Mounier à Pierre Schaeffer, agrémentée de notices personnelles, qui représente une intéressante photographie du réseau Esprit à cette date : Bertrand d'Astorg ("environ 25 ans, ami de La Tour du Pin. Poésie. Du style. S'ébroue encore un peu") - Etienne Borne ("35 ans, professeur de philosophie au Lycée de Béziers, grande valeur intellectuelle. Assez franchement replié pour l'instant. Il faudra le persuader que Jeune France n'emprunte ses principes nulle part ailleurs qu'à la France. Fait au carrefour du religieux, du littéraire, du philosophique et de la réflexion sociale. Un livre sur le travail et l'homme, étude sur la religion de Bergson, sur Alain, etc., conférencier vivant") - Louis Blanchard ("30-35 ans, professeur de lettres, longs séjours à l'étranger, talent réel, poésie, essai, hanté par l'idée de la vie communautaire entre intellectuels, hors de toute intention politique, a fait sur place de l'activité JT dans le désir de former une communauté humaine, s'en est détaché quand les politiciens communistes ont essayé de dévier son action") - Roger Breuilh ("Pau, La Chartreuse, ex-pasteur, trois romans, cf. son beau-frère Leenhardt, je doute toutefois qu'il quitte son rocher spirituel") - François Bergé ("ex-attaché au musée de l'Homme, a fait plusieurs prospections provinciales pour le Musée, très versé dans tous les problèmes folklore, replié sans travail, pourrait être employé peut-être au centre dans recherches folkloriques, mais pas du tout pour l'action, est timide et replié"), Jean Blanzat ("instituteur, dans les 35 ans, ex-critique littéraire à Europe, connaît bien le meilleur des ex-milieus de gauche, mais pas une ombre d'esprit politicien") - Marc Beigbeder ("Lyon, 25 ans, étudiant en philosophie, a écrit deux pièces, des nouvelles, très accroché par l'idée Jeune France, je le mets en rapport avec Jacquemon") - Henri Chatreix ("Creuse, 45 ans, instituteur remarquable, beaucoup plus cultivé que son milieu, depuis avant la guerre, me prépare un livre qui sera la première, solide, intelligente critique de l'école laïque par un instituteur laïc, très artiste, éventuellement libre, inadapté jusqu'à la dépression nerveuse à son métier, cherche depuis de longs mois à sortir de son

¹⁰¹ Source : Archives nationales, FI A 3686 à 3696.

métier, si on lui trouve sa place, pourrait être une recrue excellente parmi les postes permanents") - Emile Dermenghem ("Arabisant et folkloriste, à utiliser à ce titre") - Max Eymond ("ex-secrétaire du service artistique chez Plon, libre actuellement, cultivé, connaît bien tout le côté typographie, illustration, arts du livre, etc., si on veut l'utiliser, faire très vite, s'apprête à repartir pour Paris") - Pierre Emmanuel ("Drôme, 27 ans, poète, licencié ès-lettres, éventuellement disponible, donne des cours dans des collèges, riche qualité poétique et humaine") - Max-Pol Fouchet ("43 Rue Lys du Parc, Alger, licencié ès-lettres, attaché aux Musées, dirige une excellente revue de poésie : Fontaine, 30 ans, grosse influence littéraire en Afrique du Nord") - Jean Grenier ("professeur au lycée de garçons, Montpellier, 40 ans, plusieurs volumes publiés, critique à la NRF, excellente orientation générale, mais jusqu'ici travaille très individuellement") - Philippe Gaussot ("Lyon, ex-militant et organisateur de la JEC, rédacteur en chef adjoint à Compagnons, mais cherchait il y a quelques temps à quitter ce poste") - Garrone ("École des Roches, un des animateurs éducatifs de l'école") ¹⁰² - Jean Lacroix ("Lyon, professeur de Khâgne, philosophie, uniquement pour contributions occasionnelles, conférences") - René Leibowitz ("81 rue Georges Clemenceau, Cannes, trentaine, musicien et critique musical à Esprit notamment, très cultivé, extrême gentillesse, libre actuellement, pourrait certainement occuper une fonction permanente et l'occuperait très bien. Je ne sais s'il est semi-israélite ou semi-étranger. Le lui demander franchement") - Gabriel Marcel ¹⁰³ ("Lycée de Montpellier, peut certainement fournir des noms étant donné les nombreux jeunes sur qui s'est exercé son influence. Son fils à Jeune France") - Henri-Irénée Marrou ("alias Davenson, Marseille, 35 ans, histoire, professeur Université Montpellier, folklore et chansons, prépare un recueil de chansons avec notation restituée, musique, prépare un "Traité de la musique") - Alexandre Marc ("35 ans, va

¹⁰² Il est intéressant de noter que Mounier indique le nom de Garrone, abonné à Esprit, plus que collaborateur assidu. Celui-ci, délégué régional à la Jeunesse en Gascogne, sera bientôt nommé par Lamirand en remplacement de Pierre Goutet au poste stratégique de la direction de la Formation des Jeunes du Secrétariat général. Mais surtout - anticipons un peu -, c'est Garrone qui (du moins Mounier le croira) contribuera à l'écarter d'Uriage et de Jeune France à l'été 1941.

¹⁰³ Gabriel Marcel, cité ici par Mounier, fut aussi une référence pour divers membres de la Jeune Droite. Il inspira en partie la revue *Civilisation* de même que son fondateur, Jean de Fabrègues, en 1938-1939.

publier un Péguy, ex-membre important d'Ordre nouveau. Très dévoué à mouvement de jeunes, libre, naturalisé, russe") - Jeromine Martinazzi ("Casablanca, Professeur de Lettres au Lycée, intelligente et dévouée, chante et fait chanter") - E. Orensa ("Tunis, 35 à 40 ans, très chic garçon, a été au centre de toutes activités littéraires et esthétiques à Tunis") - M. Soutou ("ex-secrétaire de rédaction d'Esprit, déjà retenu par Jacquemon pour le Secrétariat de Lyon) - Roger Secrétain ("même position à Orléans qu'Orensa à Tunis, même sérieux, connaît bien la ville, ouvrages de critique littéraire et poétique") - Pierre-Aimé Touchard ("Charente Inférieure, critique théâtral à Esprit, a publié "Dyonisos, Apologie pour le théâtre") - le pasteur Westphal ("Grenoble, donnerait sûrement des noms côté jeunes protestants. A été jusqu'à la guerre à la tête à Paris de la Fédération chrétienne des étudiants. S'adresser de ma part") - Marcel Reggui (professeur à Sfax, arabe aujourd'hui chrétien, catholique, très bien, très entraîneur") - Jean Gosset ("professeur Lycée Vendôme") - M. de Gandillac ("professeur Lycée d'Amiens"), ("excellents, mais à conquérir, très "zone occupée", méfiants de Vichy, etc., Touchard pourra les persuader oralement").

Certains de ces noms sont entourés à l'encre rouge par le lecteur ultérieur de la liste manuscrite (lequel, à Jeune France ou au Cabinet de Pucheu ?) : Blanchard, Breuilh, Bergé, Beigbeder, Chatreix, Eymond, Max-Pol Fouchet, Marrou, Orensa, Soutou. Le nom de René Leibowitz donne lieu à ce commentaire inquiétant dans la marge : "musique, aryen ?, E. M. le propose quand même...". En communiquant cette "première liste" Mounier, qui a saisi l'enjeu que représente Jeune France, et compris que Schaeffer dispose de beaucoup d'argent, a le souci de procurer une situation à ses amis d'Esprit, dont certains ont des difficultés. Mais il donne sur chacun d'eux (consultés directement ou indirectement avant l'envoi de la lettre) une appréciation objective. Les critères retenus, réalistes, proposent des hommes sincères, des poètes, des philosophes, des littéraires présentés comme des intellectuels en construction, malgré divers engagements d'avant-guerre. Détachés de l'ancien régime politique comme du nouveau, repliés dans des retraites spirituelles, parfois animateurs de mouvements de jeunes, tous représentent des positions philosophiques, politiques ou religieuses pluralistes : catholiques, laïques, protestants, israélites, arabisants... Remarquons la prudence de Mounier au sujet de René Leibowitz : il suggère sa candidature malgré les interdits inscrits dans l'article 3 des statuts de Jeune France et refuse la terminologie en cours à Vichy, alors que le lecteur du document

alors que le lecteur du document (vraisemblablement Chérier) manifeste en marge son antisémitisme.

Dans cette première lettre, en situation de confiance amicale avec Pierre Schaeffer, le directeur d'Esprit laisse ce dernier libre de choisir. Une autre liste dressée cette fois par le Cabinet de l'Intérieur concernant l'équipe d'Esprit "infiltrée" dans Jeune France, apporte quelques précisions sur les noms retenus, et les fonctions proposées. Même si, de par sa source, elle est sujette à caution, et incomplète, voire datée quant aux fonctions désignées, elle mérite d'être citée :

Emmanuel Mounier : en fait directeur général-adjoint (de Jeune France).

Roger Breuilh : ami d'Emmanuel Mounier. Chef du service des correspondants et des centres provinciaux, rédacteur à Esprit, actuellement chez lui à Montpellier, où il va représenter Jeune France.

Louis Blanchard, ami de Mounier, assistant de Breuilh, rédacteur à Esprit..

Henri Petit, ami d'E.M., rédacteur à Europe, édite à Europe, chef du secrétariat général des artistes (ex-bureau d'études), futur remplaçant de Mounier.

Marc Beigbeder, ami de Mounier, auteur de la "Suite aux mémoires d'un âne", lecteur au service des éditions, adjoint de Daniel May.

François Bergé, ami de Mounier, rédacteur à Esprit, chef des correspondants, ex-attaché au Musée de l'Homme.

Daniel May, ami de Mounier, chef du bureau de presse et de propagande, demi-juif, pacifiste.

Madame Michailat, secrétaire de la direction à Lyon, anarchiste militante (surprise à Vichy en train de taper un factum politique), peut-être ancienne secrétaire d'Émile Barré.

Mlle Martin, amie de Mounier, chargée des relations avec les mouvements de jeunesse et des maisons de la culture.

Henri Chatreix, ami de Mounier, instituteur, rédacteur à Esprit, aux dires de Mounier lui-même : "inadapté jusqu'à la dépression nerveuse a son milieu", pas de fonction déterminée, probablement destiné à établir les contacts avec les milieux de l'École primaire, secrétaire de rédaction de la future revue Jeune France. Roger Leenhardt, ami de Mounier, rédacteur à

Esprit, très important gaulliste, directeur du groupe Radio-Jeunesse de Marseille, chef de la branche cinéma-radio du Bureau d'études, directeur du centre de Marseille, chargé de Jeune France pour l'ensemble de l'Afrique du Nord.

Guilcher, ami de Mounier, rédacteur d'Esprit, chef de l'Institut d'art populaire de Lyon.

Jean-Marie Serreau, ami de Mounier, rédacteur à Esprit, professeur à l'Institut d'art populaire.

Ces deux derniers sont surtout des techniciens, nous semble-t-il, qui savent s'abstraire de leurs préoccupations politiques.

Henri-Irénée Marrou (alias Henri Davenson), ami de Mounier, destiné à combattre Joseph Canteloube, parce que celui-ci écrit dans *L'Action française*, encore que Canteloube soit un excellent connaisseur de la chanson populaire et que Davenson soit complètement incompetent".

Ces précisions sont utiles, au-delà de la subjectivité policière des jugements, pour permettre d'apprécier les choix de Schaeffer. Emmanuel Mounier, quant à lui, se limite donc à une aide strictement technique : l'organisation de sessions Jeune France au Centre culturel de Lyon, la constitution d'une collection d'extraits de textes de culture générale formant une bibliothèque ronéotée, la mise en oeuvre de programmes de conférences à l'intention des animateurs culturels et des moniteurs, puis, "après la guerre", de plus vastes publics (ouvriers, paysans...). Manière prudente d'occuper le terrain de la "renaissance culturelle française" sans s'aliéner à la logique univoque d'une institution, aussi intéressante soit-elle. Le pacte entre Esprit et Jeune France, se trouvait donc scellé (il faudrait vérifier l'information selon laquelle les hommes retenus, Roger Leenhardt, Max-Pol Fouchet, Pierre Emmanuel, Henri-Irénée Marrou, François Bergé, Daniel May, Jean-Marie Soutou..., auraient rencontré, avec divers artistes et Mounier, les premiers permanents de l'équipe Schaeffer à Lourmarin, en février-mars 1941¹⁰⁴).

Mounier, conseiller en dehors des instances de décision et de direction de l'association, transmet depuis Lyon divers rapports à Schaeffer. Citons par exemple celui sur l'organisation des activités culturelles générales pour la formation des futurs animateurs. Là, le philosophe, dans la suite logique des éditoriaux d'Esprit, rejette d'abord la mystique des loisirs lancée par le Front

¹⁰⁴ Michel Winock, *Histoire politique de la Revue Esprit*, op. cit., p. 222.

populaire, en regrettant le manque de formation culturelle des étudiants, délaissés par l'Université, au risque d'être abêtis par une culture de masse déshumanisée. Il faut "obliger" l'Université à suivre l'impulsion donnée par le mouvement. Les animateurs de Jeune France doivent engager une croisade de l'intelligence, former un homme total, "réveiller la culture française". Les objectifs ne peuvent être atteints que dans le long terme, "après la guerre". La préparation d'un réseau de "Maisons de la culture" impose d'abord des expériences limitées (une dans chaque maîtrise de la zone occupée). La formation peut rapprocher les activités d'expression et les pratiques pédagogiques, unies par la rencontre entre l'esprit, le cœur, la communication mimique, en dehors des discours sur l'art et de tout académisme. Les enseignants seront des artistes et vice-versa. Des thèmes de réflexion, tirés de la doctrine personaliste, enrichiront les problèmes culturels et contribueront à la définition d'une culture totale. À éviter surtout les conférences parlées ou les visites guidées sur l'histoire de l'Art, ennuyeuses au possible pour un public de jeunes, que l'on remplacera par de rapides exposés historiques sans admirations béates et forcées. Mounier privilégie une sensibilisation à des attitudes esthétiques fondamentales, dont l'apprentissage du sens des couleurs, la recherche du sens des formes ou des valeurs dans les musées ou à l'extérieur, sans oublier l'écoute musicale comparée et variée, grâce au disque. L'être, l'éducation de la sensibilité, de l'émotion, comptent plus, en matière de culture, que le savoir appris et non digéré. Une réflexion sur la réalité sociale de l'Art, sur son rapport avec la Foi, sur sa dimension historique et philosophique, complètera utilement l'esthétique pratique. La dimension de culture générale, suggère-t-il encore, appelle une réflexion morale à partir de la vie des grands hommes, à des moments importants de l'histoire culturelle (un chef des croisades, la vie de Roland, de Saint-Louis, les grands noms de la Réforme comme Coligny, d'Aubigné, *L'Hospital*, mais encore Descartes, Poussin, Saint-Just, Psichari, le Père de Foucault, Péguy, Lyautey...). En littérature, des extraits de textes de Péguy, de Montherlant, de Giono, de Saint-Exupéry, de Colette, de Marius Richard (créateur à Esprit), de Jules Romains, de Marcel Aymé, seront de bons stimulants intellectuels. Toutes ces orientations se retrouvèrent évidemment dans la plaquette de Jeune France principes, directions, esprit", où fut avancé le concept de révolution culturelle".

C'est donc dans les limites fixées dès le départ à Pierre Schaeffer qu'Emmanuel Mounier apporta sa contribution de février à juillet 1941. Celle-ci, nous allons le voir, allait être brutalement interrompue en août 1941. Et, fait qui a

lons le voir, allait être brutalement interrompue en août 1941. Et, fait qui a échappé à ceux qui feront de lui, dans leurs commentaires ultérieurs, le maître à penser unique et omnipotent du mouvement culturel, d'autres courants furent conviés par Pierre Schaeffer à l'entreprise. Véronique Chabrol insiste sur le pluralisme de l'association et constate la présence de trois autres équipes, tout autant représentées *qu'Esprit : Combat*, avec Jean Renon, Maurice Blanchot, Kléber Haedens et Claude Roy, ensuite *Ordre Nouveau*, avec Paul Flamand, Albert Ollivier et Louis Ollivier, Xavier de Lignac, sans oublier les artistes et les intellectuels venus du scoutisme routier et des équipes sociales de Garric (Olivier Hussenot, Maurice Jacquemon, les Comédiens routiers, la troupe de Jean-Pierre Grenier...) ¹⁰⁵.

La présence de tendances intellectuelles et artistiques aussi diverses, le désir d'investir des modèles culturels fort différenciés, plus ou moins compatibles avec l'application d'un mode de fonctionnement para-administratif sous la tutelle d'organismes d'État, auguraient-ils des commencements joyeux pour Jeune France ?

¹⁰⁵ Véronique Chabrol, *Jeune France*, thèse citée, pp. 27-35.

Première partie : Vichy et la culture

Chapitre II

CULTURE QUI ROULE N'AMASSE PAS MOUSSE

[Retour à la table des matières](#)

Très rapidement, la situation de l'association allait se dégrader malgré les enthousiasmes initiaux qui avaient salué sa fondation. En relation avec les problèmes d'organisation et de fonctionnement du Secrétariat à la Jeunesse, elle connut les premières difficultés dès le printemps 1941 et fit bientôt l'objet de contrôles à la fois politiques et administratifs, lourds de conséquences (I). Au mois d'août, porteuse de mauvais présages, une offensive menée par Jean de Fabrègues et le Cabinet de Pucheu se déclencha contre Jeune France (II). Au même moment, la mise à l'index d'Emmanuel Mounier s'imposa au gouvernement, et l'association devint suspecte pour le ministère de l'Intérieur (III). La contre-attaque de Pierre Schaeffer, à l'automne, ne fut qu'un feu de paille (IV). Jeune France, malgré quelques soubresauts, disparut inéluctablement, prise sous le feu d'ennemis politiques coalisés, tenants de la Révolution nationale (V).

I - LES PREMIÈRES DIFFICULTÉS DE "*JEUNE FRANCE*"

[Retour à la table des matières](#)

La rampe de lancement (le Secrétariat général à la Jeunesse) de la "fusée à plusieurs étages" qu'était Jeune France fut gravement ébranlée par les nouveaux clivages provoqués par l'arrivée de Darlan au pouvoir le 23 février 1941.

Lors de son audition devant la commission des questions de jeunesse du Conseil national, en mars 1942, Georges Lamirand expliqua que le 27 juin 1941 constitua un moment important de son administration. Selon ses dires, il fut mis "hors circuit". Ce fut en fait la date d'entrée en application de la Loi du 23 avril 1941, proposée par son ministre de tutelle, le ministre de l'Éducation nationale (le Secrétariat, après le départ de Paul Baudouin en décembre, y avait été en effet rattaché le 8 janvier). Carcopino, avec qui, quarante ans après, Lamirand déclarera ne pas avoir eu de problèmes ("Vous ferez ce que souhaitera le Maréchal" lui avait dit celui-ci, à travers une formule qui n'était sans doute pas dénuée d'arrière-pensées), avait décidé de diviser les services du Secrétariat : d'un côté, la Direction de la Formation des Jeunes (ex-Direction de la Jeunesse), confiée, en accord avec lui, à Louis Garrone (délégué régional en Gascogne), fut placée sous le contrôle direct de l'Éducation ; d'un autre, la Direction du Travail des Jeunes fut rattachée à la Direction de l'Enseignement technique, les Chantiers restant autonomes.

Faut-il voir dans cette mesure administrative une mise à l'écart relative de Lamirand, voire le désir de Darlan d'affirmer au nom de la Présidence du Conseil ses prérogatives par rapport au Cabinet civil de Pétain ? La lecture d'un communiqué officiel de l'Office français d'Information, livré à la presse le 18 juin 1941, suggère certaines nuances à ce propos. Georges Lamirand (compensation ironique et symbolique, ou réalité ?) y est présenté comme l'adjoint de Carcopino et l'homme du gouvernement (non plus du Maréchal) auprès de la jeunesse française. Ceci étant, le texte n'en ajoutait pas moins, au sujet des compétences du

se. Ceci étant, le texte n'en ajoutait pas moins, au sujet des compétences du secrétaire général, qui étaient élargies en même temps que placées sous un contrôle plus strict de Carcopino :

"Son action débordera désormais le cadre du Secrétariat général à la Jeunesse. Il contrôlera, dans toutes les organisations relevant du Secrétariat d'État, la formation sociale, civique et professionnelle des jeunes. Il reçoit du secrétaire d'État délégation permanente pour toutes les questions ressortissant à la Direction de la Formation des Jeunes ou concernant les groupements de jeunes. Il peut, de même, recevoir du secrétaire d'État délégation spéciale pour donner toutes les instructions utiles à la bonne marche des services et des institutions du Secrétariat d'État (c'est-à-dire l'Instruction Publique et la Direction de la Formation des jeunes, mais encore le Secrétariat général aux Beaux-Arts, le Secrétariat à la Jeunesse, les Chantiers de Jeunesse, le Commissariat à l'Éducation générale et aux Sports). Ainsi, la nouvelle loi assure sous l'autorité du Secrétariat d'État, pour toutes les activités intéressant la jeunesse française, les coordinations et l'unité nécessaires".

En tout cas, en mars 1942, Georges Lamirand considérera que cette mesure avait été édictée pour saper sa propre autorité. En fait, selon divers observateurs ultérieurs, Carcopino, accaparé par un projet de réforme de l'enseignement, se montra un tuteur assez lointain pour l'administration de la Jeunesse. Cela est confirmé par la lecture de ses mémoires. Son indifférence ne fut pourtant que relative.

Excédé par les attaques des membres de la nouvelle administration de la Jeunesse contre l'Université et l'École, hostile personnellement à Georges Lamirand (qui, selon lui, était inconséquent bavard et brouillon), Carcopino tenta de limiter très rapidement l'action des "boy-scouts" de l'équipe Baudouin. Après le passage au ministère de l'Éducation du philosophe clérical Jacques Chevalier, l'équipe Darlan n'eut de cesse de "bouffer du curé" et de remettre à leur place les "puceaux de sacristie" maréchalistes qui péroraient sur la Jeunesse. C'était désormais la revanche corporatiste de l'énorme machine à dominante laïque de l'Éducation nationale, qui, venant de franchir les fourches caudines de l'épuration antimaçonnique, tenait à conserver son influence sur les jeunes. Le remplacement de Pierre Goutet par Louis Garrone début 1941, l'affaire des Compagnons de France (qui dura plusieurs mois et vit l'élimination d'Henri Dhavernas du

mouvement, sous le prétexte d'un problème de corruption politico-financière ¹⁰⁶) affaiblirent incontestablement la légitimité interne du Secrétariat général. Carcopino poursuivit contre le mouvement Compagnons une enquête sur ses dépenses administratives, engagée par son prédécesseur et qui devait aboutir à un constat de gaspillage inconsidéré des deniers publics. En fait, l'ensemble de l'administration de Georges Lamirand fut financièrement suspecté, et, comme d'autres services, placé sous le contrôle tatillon du "Comité budgétaire" et de la Direction du Budget.

Très rapidement, les absences répétées du grand "chef" de la Jeunesse française eurent aussi des conséquences. Accaparé par sa mission de pèlerin propagandiste en zone occupée, présent à Paris et en province dans la semaine, impliqué à Vichy uniquement le samedi et le dimanche (pour déjeuner avec le Maréchal), Georges Lamirand délaissa la gestion des services centraux. Louis Garrone, son "ami", en aurait profité pour imposer ses vues aux écoles de cadres et aux mouvements. Bénéficiant d'une relative autonomie laissée par Carcopino, Garrone fut même considéré, un temps, comme le véritable chef de la machine administrative en zone occupée ¹⁰⁷. Dans un témoignage ultérieur, Michel Dupouey, directeur du Bureau des mouvements à Vichy, affirmera ainsi, au sujet de l'éclatement de son administration en deux zones :

"Il y avait deux administrations d'un esprit totalement différent. L'autorité du Secrétariat à la Jeunesse et aux Sports en zone occupée était en principe exercée par un Secrétariat général adjoint, mais, en fait, c'est Paris qui avait les leviers de commande" ¹⁰⁸.

À ce sujet Raymond Courtot pense, lui, que la Délégation de Paris était "très élémentaire", le Cabinet de Lamirand, plus étoffé, décidant de tout à Vichy ¹⁰⁹.

Quoi qu'il en fût, les problèmes surgirent de toutes parts. Les autoritaires ou les fascistes, au nom d'une jeunesse unique, reprochèrent aux services dans la

¹⁰⁶ Wilfred D. Halls, *Les jeunes et la politique de Vichy*, op. cit., pp. 277-289.

¹⁰⁷ Ce sont les conclusions que tire Bernard Comte dans sa thèse, *Une utopie combattante. L'École des cadres d'Uriage*, op. cit., pp. 155-156, 158-160, 313, 317, 374.

¹⁰⁸ Michel Dupouey, témoignage dans *Le gouvernement de Vichy - 1940-1942*, op. cit., pp. 289-290.

¹⁰⁹ Entretien avec Raymond Courtot, 4 avril 1985.

presse parisienne leur inconsistance. Lamirand, homme de confiance de la hiérarchie catholique (il avait fréquenté avant guerre dans la Marne le Cardinal Suhard), n'avait pas choisi par hasard Garrone comme directeur de la Formation des Jeunes. Celui-ci, né le 29 août 1900 en Savoie, avait été un élève, puis un des animateurs de la très anglo-saxonne École des Roches, fondée en 1899 à partir de la revue *La Science Sociale* par Edmond Demolins, disciple de Le Play, donc ouverte à un catholicisme social et libéral (en 1907, l'École avait pour médecin un certain docteur Carcopino). Professeur de philosophie, éducateur à l'antenne de l'École à Maslacq dans les Basses-Pyrénées, Garrone, proche également d'Esprit, était le frère d'un ecclésiastique prisonnier en Allemagne (qui allait succéder au Cardinal Saliège à Toulouse après la guerre, et devenir plus tard lui-même cardinal de Curie après Vatican II). Tous deux devinrent la cible de Pucheu et de Marion, hostiles à "la garronite", qui les jugeaient trop mous et croyaient à une sorte de complot fomenté par la hiérarchie catholique pour maintenir la jeunesse sous sa coupe. Également sous la critique des pluralistes, qui leur reprochaient leur dureté et leur velléité de contrôle étatique des mouvements et des écoles de cadres, Lamirand et Garrone, blessés dans leur désir d'autorité et de légitimation, eurent tous deux du mal à imposer leur conception "ondoyante" au cours du premier semestre 1941.

Dans son témoignage postérieur, Michel Dupouey définit, quant à lui, trois grands "adversaires" du Secrétariat général à la jeunesse. D'abord, l'Instruction publique de Carcopino, avec ses "personnages de carnaval", qui ne comprenaient rien au problème, ensuite l'administration des Finances, avec ses contrôleurs tatillons qui outrepassaient leurs prérogatives de surveillance des dépenses engagées et discutaient toujours le bien-fondé des mesures prises, enfin les Cabinets de Pucheu et de Marion, qui s'ingéraient subrepticement dans les affaires de la Jeunesse (par exemple, lors de l'élection du successeur de Dhaverna à la tête du mouvement Compagnons, le Cabinet de Pucheu fit téléphoner que l'amiral Darlan, en fait non informé de l'affaire, appuyait soi-disant personnellement la candidature d'Armand Petitjean) ¹¹⁰.

¹¹⁰ Témoignage de Michel Dupouey, *Le gouvernement de Vichy - 1940 -1942*, op. cit., p. 289-290.

Dans son bilan de mars 1942, Georges Lamirand reconnaîtra lui-même son impuissance. Il avait, certes, affirma-t-il, voulu préparer les jeunes à occuper leur place dans le pays, sans les isoler de la nation et sans les jeter en pâture aux partis politiques, en les plaçant simplement au service de la Révolution nationale. Face à la peur, aux déficiences, aux moeurs faciles, à l'alcoolisme grandissant, à la montée de l'oisiveté et de la prostitution, il avait imposé aussi une "thérapie violente", en mobilisant toutes les communautés naturelles, familiales, enseignantes, professionnelles, pour les garçons et les filles des villes ou des campagnes. La propagande, le développement des écoles de cadres, des groupes de jeunes, l'épuration des mouvements d'avant-guerre, trop nombreux et dispersés, parfois médiocres et "malsains", le développement des "maisons de jeunes", avec leurs propres écoles de cadres (à Charmagnes et Saint-Cyran), avaient été lancés sans tarder et devaient suffire à arrêter le mal. Mais, sur le terrain, au niveau des délégations régionales, les responsables ressentirent souvent l'absence de directives et de crédits. Par exemple, dans son rapport du 1er juin 1941, le délégué d'Aquitaine, Raymond Courtot, fit part de constats désabusés : l'organisation tant attendue ne venait toujours pas et tous les milieux se montraient déçus face aux beaux parleurs du Secrétariat, ces "chefs sans troupe", "sans pouvoir et sans crédits" (selon l'Archevêque, Mgr Feltin, et le maire de Bordeaux Adrien Marquet). Dans un rapport trimestriel de 1941, dressant un premier bilan de son action, ce même délégué de zone occupée, qui venait d'arrêter son action de propagande en raison de l'absence de réalisations tangibles, écrivit ainsi :

"En présence d'une certaine situation persistante au sein de l'administration centrale, je me suis posé la question de savoir s'il n'était pas préférable de me retirer d'une action qui ne m'apportait que bien peu des satisfactions morales escomptées, mais, au contraire, me donnait bien des déceptions (lutte avec les comités de gestion, Sully et J.N. en particulier, dualité d'autorité génératrice de désordre, paralysant les initiatives, déroutant les cadres...). Après mûre réflexion, j'ai décidé qu'au service de la Révolution nationale, il était de mon devoir de demeurer là où le sort m'avait placé en attendant des jours meilleurs pour la "jeunesse" ¹¹¹.

Emmanuel Mounier, quant à lui, censuré et éliminé de la revue du mouvement Compagnons en novembre 1940, périodique en proie déjà aux velléités de

¹¹¹ Raymond Courtot, "Rapport trimestriel sur l'activité de la délégation régionale" 1941 (communiqué par l'auteur).

contrôle d'éléments fascisants dès le second numéro, fut lui-même frappé par la gravité de la crise interne qui ébranla les services de la jeunesse début 1941. Dès le 23 janvier, date de sa rencontre avec Pierre Schaeffer, il revint édifié de ce qu'il avait observé et entendu à Vichy. Finies les illusions sur les possibilités d'action ouvertes en collaboration avec des administrateurs qu'il avait considérés au début comme volontaires et sains, malgré quelques "lourdeurs d'idées". Il écrivit dans ses carnets, le 28 janvier 1941 :

"Tout est devenu d'une telle instabilité à Vichy, des plus hauts postes aux plus bas (je ne reconnais plus personne à "la jeunesse") que les milieux où l'on travaille à une tâche précise, comme Radio Jeunesse, Jeune France, fixent leur tâche sans plus s'occuper du reste. Ailleurs on intrigue, on papote, et par-dessus le tout, le Maréchal croit à la pureté. Très vaseux, le nouveau personnel de la "Jeunesse"..."

Les "Compagnons" se traînent vers leur ruine. A Clermont, ils ont une réputation de voyous, et leur délégué provincial est serré de près pour des affaires d'argent. On les voit maintenant errer dans les rues, bras ballants, sans tenue, comme le troufion du dimanche. Le centre pue l'intrigue, l'esprit politicard, la combine, la méfiance généralisée. Pas un type bien que j'y aie connu au début qui n'en soit pas parti dégoûté, ou prêt à en partir. Le grand mouvement qui devait tout dévorer" ¹¹².

C'est dans cet état d'esprit désabusé qu'il collabora à l'action culturelle de Pierre Schaeffer. Le contexte de son engagement en faveur des jeunes, en fonction des tâches morales et pédagogiques qu'il s'était assignées, s'était donc transformé considérablement par rapport à l'été ou à l'automne 1940.

Pour Jeune France, dès le début, la situation devint délicate. L'association, en contrecoup des difficultés de son Secrétariat général de tutelle, de surcroît un rien provocatrice à l'égard de l'École et de l'Université, allait connaître des difficultés, internes et externes.

Le caractère composite des membres parrainés, la division de son administration et de ses actions en deux zones relativement autonomes, compliquèrent son fonctionnement. Dans ses mémoires, Pierre Schaeffer parle de deux courants opposant les partisans des "moyens" et ceux des "fins". Les

¹¹² Emmanuel Mounier, *Oeuvres*, tome 4, op. cit., pp. 691-692, Entretien XI, 28 janvier 1941.

premiers, attachés aux "idées simplettes" des mouvements de jeunesse, parlaient de salut public, à défaut de salut éternel, et considéraient que l'art devait avoir des fondements et une portée populaire. Il devait aider les gens à vivre, à organiser leur loisir, à embellir leur existence individuelle et collective. La sensibilisation artistique, les arts proches de l'artisanat, le folklore, les veillées... se trouvaient relégitimés et prenaient place à côté des arts majeurs. Pour les seconds, individualistes, défenseurs de la vocation de l'artiste, l'art élitiste de qualité constituait une fin en soi, libérée de toute réalité sociale. Schaeffer, comme Mounier, avec ses amis scouts routiers, restait minoritaire en zone sud. La zone nord, menée par Paul Flamand, rechignait par rapport à cette orientation. Selon ses souvenirs a posteriori, le directeur eut à subir les sarcasmes ou les critiques des "parisiens" de l'association, qui, comme Armand Petitjean (sorte de Malraux au petit pied dont nous reparlerons) un temps rattaché à Jeune France, lui reprochaient de "cafouiller" sans doctrine ni programme, ou encore celles de Claude Roy, Albert Ollivier, Roger Leenhardt, Paul Flamand (qui lui faisait "les gros yeux"), Maurice Blanchot, Xavier de Lignac, Maurice de Jacquemon, "censeurs impitoyables" de ses idées, au nom de "l'intégrité de l'artiste", de la créativité, de la séparation plus ou moins absolue entre l'artiste et le public, ou le peuple. Lutte symbolique de bourgeois élitistes contre des petits bourgeois populistes issus du scoutisme ? Peur de certains de s'afficher ostensiblement dans les allées du nouveau pouvoir ? Schaeffer continua cependant à entretenir les rêves des uns et des autres, comme il le dit quarante ans après, non sans quelque aigreur :

"C'est donc avec humilité que je retournais chez le contrôleur des dépenses engagées pour alimenter tout ce petit monde et préserver de toute détérioration, comme de toute sujétion populaire, ces nobles créateurs, ces écrivains altiers" ¹¹³.

Les commentateurs ultérieurs repéreront dans Jeune France plusieurs conceptions de la culture : communautaire, propagandiste, folkloriste, traditionaliste, créative, moderniste... En fait toutes les tendances allaient cohabiter, chacun projetant sur l'association ses conceptions culturelles et ses modèles de socialisation personnels. Le débat restait ouvert, preuve d'une

¹¹³ Pierre Schaeffer, *Les antennes de Jéricho*, op. cit., p. 277.

indépendance relative de fonctionnement. Les problèmes furent plus importants sur le plan administratif et politique.

Échaudé par l'affaire du mouvement Compagnons, sur la sellette depuis janvier 1941, Georges Lamirand décida de contrôler plus étroitement la gestion des associations para-administratives placées sous sa tutelle. Celle-ci ne représentait-elle pas la part la plus importante de son budget annuel ? Jeune France n'allait pas échapper à la règle, d'autant que le directeur des Beaux-Arts, Louis Hauteœur, conservateur hostile à cette entreprise parallèle, novatrice et provocatrice, de même que Jérôme Carcopino, souhaitaient établir un contrôle plus strict sur les institutions nouvelles de la jeunesse. Au printemps 1941, affirme Véronique Chabrol, Lamirand demanda à Schaeffer de modifier la structure du conseil d'administration de Jeune France, en imposant que deux tiers, et non plus un tiers, des membres représentent le Secrétariat. Déjardin, chef de la comptabilité, ainsi que Louis Garrone, directeur de la Formation des Jeunes, entrèrent au bureau. On parla même de placer l'association sous la coupe des services de la Propagande ou de celui dirigé par Alfred Cortot, des Initiatives Artistiques. Pierre Schaeffer fit des concessions en révisant la composition du comité directeur, où, à côté d'Alfred Cortot, Jacques Copeau, Georges Desvallières, Paul Claudel, Jean Giraudoux et Auguste Perret, siégèrent Lamirand et Garrone, Paul Marion (Secrétaire à l'Information), François Valentin (président de la Légion des Combattants), Robert Garric et Louis Hauteœur. Le 5 juillet, ces modifications de statuts furent enregistrées au Journal Officiel.

Carcopino décida de son côté une inspection de Jeune France au début de l'été, confiée à l'Inspecteur Arnaud, des services administratifs de l'Éducation nationale. Celui-ci émit des critiques sur l'organisation et la gestion du mouvement, mais, selon une lettre ultérieure de Pierre Schaeffer, l'association fut encouragée à poursuivre sa tâche. A l'été, le Comité budgétaire, au nom du ministère des Finances et de la très redoutée Direction du Budget, décida de son côté de contrôler Jeune France. Un conseiller référendaire de la Cour des Comptes, Sarget, rendit un rapport très sévère après l'examen des comptes des services de Lyon. Il conclut à la mauvaise tenue des livres, au dépassement des budgets prévisionnels, à l'inopportunité et au caractère inconsidéré de nombreuses dépenses de bâtiments, de matériels, de subventions aux troupes théâtrales et aux artistes, à l'absence de contrôle financier, à une trop grande autonomie des administrateurs, qui avait occasionné certains détournements de fonds ¹¹⁴. Dans

occasionné certains détournements de fonds ¹¹⁴. Dans son cinquième voeu adressé à Carcopino, le Comité budgétaire exigea une réforme immédiate de l'organisation et des activités de l'association, sous peine de lui supprimer les crédits pour l'exercice de 1942. Le ministre de l'Éducation allait décider que l'association ne toucherait pour la zone libre qu'une subvention de 550 000 francs au lieu des 720 000 attribués jusque là, ce qui n'allait pas manquer d'avoir des conséquences importantes pour la suite de son fonctionnement. Dans une lettre du 1er décembre 1941, Pierre Schaeffer regretta que ledit rapport ne lui ait point été communiqué, alors qu'il circulait sous forme d'extraits tendancieux dans les milieux gouvernementaux de Vichy, ce qui fut immédiatement dommageable à l'image du mouvement. Mais le directeur de Jeune France, habile à déjouer les chausse-trappes administratives, crut trouver certaines ripostes organisationnelles, du genre de celle (qui allait peser lourd ultérieurement) de transférer à Lyon son bureau de dirigeant, en laissant à Vichy une petite antenne. Il fut cependant pris au dépourvu sur un plan plus politique.

Premier problème : Emmanuel Mounier devint rapidement persona non grata dans les sphères dirigeantes à Vichy. Déjà suspecté dans le mouvement Compagnons en novembre 1940, désabusé par les hommes de la jeunesse dès la fin janvier 1941, il fut écarté du "Bureau d'études" de l'École des cadres d'Uriage que Segonzac, lui-même suspect depuis un tonitruant discours du 22 mars 1941 ¹¹⁵, avait constitué sur le papier sans le consulter. Le ou les responsables ? Georges Lamirand, toujours prudent et hésitant ? Louis Garrone, cet ancien ami d'Esprit que Mounier, peut-être non informé sur sa trajectoire administrative depuis décembre, avait proposé à Pierre Schaeffer pour participer à Jeune France ? Dans son Entretien du 13 avril 1941, le philosophe reconnaît que les "supérieurs immédiats" ne formulèrent aucun reproche explicite devant Segonzac. Il soupçonne seulement à ce moment l'influence hostile, au Cabinet de Pétain, d'Henri Massis. Mais, à cette date, il n'est pourtant pas encore interdit en tant que conférencier de l'École. Pouvait-il poursuivre ses activités à Jeune France, association invitée elle-même du 1er au 3 mars à Uriage lors d'un accueil officiel des mouvements de jeunesse ? En pleine session organisée du 7 au 12 juillet par Garrone à Uriage pour les délégués régionaux, les directeurs d'écoles de cadres et

¹¹⁴ Véronique Chabrol, thèse citée, p. 194.

¹¹⁵ Bernard Comte, *Une utopie combattante...*, op. cit., p. 375.

des fonctionnaires de la jeunesse, parut, le 10 juillet, dans *L'Action française* un article de Pierre Boutang, qui désignait Emmanuel Mounier comme "l'ennemi de Barrès". Il lui reprochait aussi la confusion de son esprit et dénonçait le danger de ses idées pour la Révolution nationale.

Peut-être conscient des difficultés qu'allait lui poser la présence du pédagogue personnaliste dans son mouvement, Pierre Schaeffer décida opportunément le 3 juillet de confier une mission à un maître à penser concurrent de Mounier, Jean de Fabrègues.

Né le 8 janvier 1906 d'un père radical et anticlérical, fonctionnaire au ministère des Postes, et d'une mère profondément catholique, cet ancien militant actif de l'Action française (qu'il quitta fin 1930) fut un des chefs de file de la jeune Droite des années trente. Ami de Thierry Maulnier et de Jean-Pierre Maxence notamment, plus philosophe que politique cependant, il avait aussi, en intellectuel chrétien, entretenu des relations personnelles suivies avec Jacques Maritain et Georges Bernanos (ce dernier avait collaboré à *Réaction pour l'ordre* en 1932). Prisonnier dans les Vosges en 1940, ce père de quatre enfants venait juste d'être libéré de son camp d'Edelbach (Oflag XVII JA). Ballotté entre des idées non-conformistes, des positions maurrassiennes ancrées sur l'autorité et l'ordre, amplifiées par un pessimisme fondamental, proche aussi du néothomisme de l'Église catholique, il n'avait vécu la Révolution nationale, de 1940 à juillet 1941, que de façon filtrée et indirecte. Comment allait-il se positionner à son retour ?

Schaeffer, informé de sa libération par certains de ses disciples, comme Claude Roy et Jean Renon, anciens de Combat, demanda aussitôt à Fabrègues de s'associer à Jeune France en ces termes :

"Monsieur,

Je n'ai jamais eu l'occasion de vous rencontrer, mais j'ai toujours suivi avec beaucoup d'intérêt l'œuvre que vous avez menée successivement à *La Revue du Siècle*, à *Combat* et à *Civilisation*... Plusieurs de mes collaborateurs, tout particulièrement Claude Roy et Jean Renon, m'ont souvent parlé de vous.

C'est avec plaisir que j'ai appris votre libération. J'ignore quels sont vos projets, mais je crois savoir que vous viendrez passer quelques jours à Vichy. Je serais très heureux d'avoir un long entretien avec vous afin de

vous exposer l'oeuvre que, depuis l'armistice, nous avons entreprise à l'association Jeune France.

Je désirerais vivement que vous acceptiez de collaborer avec nous. Nous avons besoin d'hommes qui aient déjà eu, comme vous, le souci d'une rénovation culturelle de la France. Je sais également quel rassembleur d'hommes vous avez été. Aussi nous semblez-vous tout désigné pour prendre place au sein de notre association. Vous y apporteriez le fruit de vos expériences et *toute l'influence que vous représentez auprès d'une large fraction de la jeunesse ainsi que des milieux intellectuels, artistiques et universitaires.*

Vous auriez toute possibilité, à Jeune France, de poursuivre l'action que vous avez menée pendant l'entre-deux-guerres. Vous nous aideriez puissamment dans le regroupement des artistes que nous avons entrepris et, dans le domaine de nos Éditions et de notre future revue, vous pourriez employer votre grande compétence.

Les questions d'enseignement qui vous ont toujours intéressé sont au premier plan de nos préoccupations et vous seriez un conseiller précieux et certainement un maître dans les Maîtrises que nous formons à l'heure actuelle" ¹¹⁶ (souligné par nous).

Avec une documentation publicitaire jointe, fut transmise à l'intéressé une invitation de rencontre à Vichy le mardi 8 juillet, ou, à un moment ultérieur de sa convenance, afin d'établir une "collaboration très étroite".

Cette lettre pourrait suggérer qu'à cette date, pour le directeur général de Jeune France, Mounier, jusque là responsable des maîtrises, n'était plus le seul conseiller intellectuel de référence. Peut-être n'a-t-il voulu tout simplement qu'étoffer son équipe et bénéficier par relais et répercussion des ressources que le chef d'un véritable réseau de sociabilité intellectuelle et artistique était susceptible de drainer vers l'association. Reconnaissons l'habileté tactique de ce démiurge administratif et relationnel, influent par l'argent qu'il avait su "dégoter" à la barbe des bureaux de Vichy. Mais toute méthode de gestion des hommes a ses revers. Schaeffer ne se doutait pas qu'en intégrant Fabrègues, aux suggestions de Roy et

¹¹⁶ Lettre communiquée par Jean-Louis Loubet del Bayle, découverte dans les archives privées de l'intéressé par Véronique Chavagnac, auteur d'une thèse sur Jean de Fabrègues. *Persistance et originalité d'une tradition catholique de droite pendant l'Entre-Deux-Guerres*, IEP Paris, 1993.

de Renon, il venait de faire entrer le loup dans la bergerie et de condamner par là-même sa propre entreprise.

II - L'OFFENSIVE DES "CATHOLIQUES DURS"

[Retour à la table des matières](#)

Après sa libération d'Autriche, Jean de Fabrègues s'était installé à Lyon au Model Hôtel. Ce créateur invétéré de revues (*Réaction pour l'ordre* en 1930-1932, *La Revue du Siècle* en 1932-1934, *La Revue du XXe siècle* en 1935, *Combat* en 1936-1939, *Civilisation* en 1938-1939), venait de subir la loi de cette société si particulière des camps de prisonniers, où il fallait se battre quotidiennement pour la survie. Les réformes de Vichy, reçues en écho, avaient été filtrées, dans la perception qu'il avait pu en avoir, par la censure, mais aussi par les valeurs et les normes du camp. Fabrègues ne fut-il pas rédacteur du journal de son stalag (*Canard en KG*), paru le 18 janvier 1941 ? Dans un numéro du 15 mars, il y avait publié un article sur l'ancien non-conformiste de gauche Paul Marion, récemment nommé secrétaire à l'Information. En avril, il y avait plaidé l'adhésion sans réserve au "Comité de Rassemblement pour la Révolution nationale", fondé par Henri du Moulin de Labarthète. Dans le camp, il s'était forgé une doctrine politique fondée sur les principes d'ordre et d'autorité incarnés par le chef du nouvel État, qu'une élite d'honneur devait mettre en application au plus vite dans le pays. Il fallait d'abord agir, plus que penser pour penser. Finie la primauté du "spirituel" sur le temporel ?

Début juillet, hésitant à reprendre ses activités d'éditeur à Paris, Fabrègues accepta l'invitation de Schaeffer à Vichy, et prit, pour la zone sud, la responsabilité des éditions de Jeune France. Le 23 août (date que l'on peut reconstituer par critique interne), il écrivit à son ami Robert Loustau qui habitait Saint-Etienne. Ce polytechnicien du groupe "X Crise", membre d'Ordre Nouveau, était quant à lui passé brièvement aux Croix de Feu puis au Parti

passé brièvement aux Croix de Feu puis au Parti Populaire Français de Doriot (en compagnie précisément de Fabrègues, Pucheu et Marion). En 1940, Paul Baudouin l'avait pris comme directeur de Cabinet. Spécialiste des questions sociales, il rédigea le discours de Pétain prononcé à Saint-Etienne le 1er mars 1941, et devint le conseiller occulte de Pucheu, secrétaire d'État à la Production industrielle le 23 février 1941, puis ministre de l'Intérieur le 18 juillet suivant.

Les papiers d'André Chérier, chef adjoint, responsable des questions de jeunesse au Cabinet de Pucheu, contiennent la lettre suivante, assez explosive, qui concerne la situation de Jeune France. À peine entré dans le mouvement, on y voit Fabrègues livrer à un de ses amis politiques d'avant-guerre ses premières impressions en ces termes :

"Depuis quinze jours, je vais de surprise en surprise. Je m'aperçois que ce lieu de diffusion d'une culture nationale, et particulièrement populaire, qui soit en accord avec les principes de la Révolution nationale, est en réalité entre les mains d'une véritable bande de démocrates chrétiens et autres "spiritualistes" déchaînés.

Ne vous y trompez pas : je n'ai rien renié de l'essentiel de mes idées. Je suis catholique toujours, et toujours convaincu qu'un gouvernement d'autorité modéré par des institutions fortes (syndicales, corporatistes, régionales) doit être notre but. Mais quoi ? Cela, c'est un gouvernement normal, pour un pays normal, en temps normal. Or qu'est la France aujourd'hui ? Une poussière, un pays démembré : on nous parle, dans ces milieux démocrates chrétiens et "spiritualistes", de "protéger la personne humaine", "l'autonomie de la pensée", les "structures organiques de la Cité" ; on nous dit même qu'il faut laisser à ces "structures" le soin de refaire la France. Je vous assure que je n'en crois pas mes oreilles. J'ai passé ma captivité à créer dans les camps d'officiers un mouvement politique pour la Révolution nationale, tout axé sur la lutte contre l'individualisme et la restauration du sens de l'autorité. Qu'est-ce que je trouve, en rentrant, installé au lieu où la Révolution nationale veut créer son effort culturel, cet individualisme même et le refus de l'autorité. On attend tout de ses "personnes humaines" et de ces "structures organiques" qui, au pied de la lettre, n'existent plus en France, et que l'autorité doit reconstruire. Je n'en suis pas revenu encore. Il y a ici un service de "culture générale" : qui en est maître ? Qui donne des "directives" à l'ensemble de Jeune France, et par la bande, aux écoles de cadres ? Monsieur Emmanuel Mounier, directeur d'Esprit, hier allié des "maisons de la culture", aujourd'hui faisant paraître dans sa revue des textes attaquant pratiquement le Maréchal ; il dit ouvertement son "non-conformisme politique" et s'entoure de toute la bande de ceux qui (ils le disent) "attendent l'avènement du communisme" et "espèrent en avoir le

moins de dommage possible". Il est question de faire paraître une revue Jeune France. C'est Monsieur Mounier qui doit en faire l'éditorial. Le service de direction de Jeune France, c'est toujours Monsieur Mounier. Je ne comprends plus. La Révolution nationale tient-elle à mettre ses ennemis au lieu où ils peuvent lui faire le plus de mal ?

J'ai voulu savoir si nous étions toujours d'accord comme nous l'avions toujours été, même dans nos évolutions après le PPF. Je vous demande de me le faire connaître. Je vous demande aussi de faire savoir à Pucheu - au besoin en lui transmettant cette lettre et son contenu - ce qui se passe ici. Pour moi, je suis décidé à ne pas couvrir de mon nom pareille marchandise. Si l'on envisage une modification de l'atmosphère, alors je ne demande qu'à travailler à l'avènement d'une culture populaire nationale et j'ai déjà sur ce point des contacts passionnants avec des milieux syndicalistes - mais j'aimerais savoir à quoi m'en tenir."

En post-scriptum, Jean de Fabrègues ajoutait :

"On a ici une volonté très nette d'écarter les jeunes de la politique. On écrit par exemple : "Le Français attache trop d'importance à la politique" (thème de veillée par Emmanuel Mounier, et l'on ne précise par quelle politique). Ainsi nous prépare-t-on des hommes émasculés, incomplets. Il faut qu'ils fassent de la politique, mais constructive : qu'ils fassent la politique de la France.

Si bien qu'au total, sous le manteau de la Révolution nationale, on maintient les gens hors de la construction de cette Révolution nationale, la remplaçant par des logomachies telles que "nous voulons une civilisation de l'homme total... l'amour de la vie engagée" - tout cela est fort bien - mais il y a d'abord la France à reconstruire, la vie à réapprendre.

On baigne, dans tout ce milieu, dans une eau tiède qui est fort loin de la vie. Il est sans cesse question des "droits de la pensée", etc. je pense qu'il est vrai qu'il y a des droits de la pensée, mais en parler de cette manière, c'est supposer qu'il y a séparation, et même antinomie, entre l'esprit et la vie - or, si cela était, jamais l'esprit n'aurait raison contre la vie -. C'est au nom de notre attachement même aux valeurs spirituelles que nous devons refuser ces positions : c'est admettre déjà qu'il y a fossé entre esprit et vie".

L'auteur révélait ainsi ses propres valeurs en termes maurrassiens, teintés peut-être aussi de nietzschéisme. Au nom de valeurs prétendument spirituelles, il lance que l'esprit ne peut avoir raison contre "la vie". "Catholique toujours", n'est pas "catholique d'abord". On est à l'opposé du Mounier de 1940 qui, dans Esprit,

plaidait pour une sensibilité à "l'éternel", à l'au-delà du politique. La doctrine mise en avant par Fabrègues ? C'est celle de Maurras, souhaitant un État d'autorité équilibré par des pouvoirs corporatifs et régionaux. Comme chez le théoricien "divinement surpris" de La Seule France, sont prônés la restauration de l'autorité, l'ordre II pour l'ordre" (la "vie" nietzschéenne ?), posés comme des priorités avant toute morale de l'esprit. L'esprit doit suivre la vie et non lui dicter ses scrupules. L'individualisme de la pensée, le libéralisme spirituel, ne sont plus de mise. Mounier et son personnalisme, amalgamés à la démocratie chrétienne, sont réduits à de l'individualisme spirituel. Importante encore la confirmation, au hasard de la plume, de l'appartenance commune au premier PPF avec Loustau.

Cette lettre contre Mounier, envoyée pour être transmise directement ou indirectement au ministre de l'Intérieur Pucheu, se terminait par une demande de rencontre, afin de parler encore de l'action menée dans les camps de prisonniers et de la Légion.

Frappé par ces révélations amicales et spontanées, qui venaient confirmer la suspicion à l'encontre d'Emmanuel Mounier qui s'était déjà concrétisée (anticipons un peu) par l'interdiction d'Esprit tombée le 20 août, trois jours avant, sur ordre de Marion, Robert Loustau décida d'écrire à Pucheu le jour même. Voici cette lettre, qui montre son rôle personnel, mais surtout la répercussion immédiate de la dénonciation du danger "Mounier" dans Jeune France, comme l'importance du ralliement de son informateur à la cause du ministre de l'Intérieur, désireux à cette date de renforcer ses positions (signalons pour la compréhension du document que Paringaux était le directeur de Cabinet de Pucheu à Vichy et que Dhavernas, premier chef du mouvement Compagnons écarté en janvier 1941, avait été récupéré lui aussi par Pucheu comme "chargé de mission" à la délégation parisienne de l'Intérieur)

"Mon cher Pierre

Je reçois à l'instant la lettre de Fabrègues que je te transmets. Il vient me voir demain. J'aurai avec lui un entretien et je te l'enverrai. Il prendra rendez-vous avec Paringaux.

Fabrègues a été fait prisonnier. Il vient d'être renvoyé comme père de quatre enfants. Sa lettre montre qu'il est en complète communion de pensée avec nous. De plus, c'est un catholique solide, du genre dur, d'une moralité parfaite et d'un grand et tenace dévouement à ses idées.

Il a de forts appuis dans le milieu catholique avec lequel il faut travailler. Fabrègues est à mettre en relation avec Dhavernas. Il faut lui confier le soin de rédiger une doctrine de la jeunesse française.

Je te rappelle qu'il a été au PPF et qu'il l'a quitté presque en même temps que nous, écoeuré par Jacques Doriot et par la pornographie de Fernandez. Il me paraît intéressant de nous l'attacher et d'appuyer sa tendance.

Tu verras dans sa lettre le terrible danger "Mounier". Il faut s'attaquer au bolchevisme chrétien des PD avec vigueur. Vive la communauté humaine fraternelle et durement disciplinée et merde pour la personne humaine d'Emmanuel Mounier. Voilà le mot d'ordre.

Bien à toi"

Deux jours plus tard, le 25, après une rencontre la veille avec Jean de Fabrègues, Loustau envoya cette nouvelle lettre à Pucheu :

"J'ai eu la visite de Jean de Fabrègues, de retour de captivité. Il a été au PPF et l'a quitté en même temps que nous. Il est à Jeune France et il est épouvanté de la tendance démocrassouillarde chrétienne qui y règne. Il est fervent catholique, mais de type dur. Je t'ai envoyé à Vichy la lettre qu'il m'a écrite.

C'est tout à fait un des hommes qu'il nous faut pour reprendre la question jeunesse côté catholique. Il demandera à Paringaux un rendez-vous pour te voir à Vichy à partir de Jeudi.

Je lui ai demandé de rédiger un papier de doctrine fixant la position des jeunes catholiques dans la Révolution nationale. Je verrai ce papier, j'y travaillerai et nous en parlerons".

L'intervention de Fabrègues a bien pour conséquence (sinon pour intention) de signaler à Pucheu, via Loustau ce que ce dernier appelle "le terrible danger Mounier". Conclusion ? Le ministre devra traiter le suspect et les siens "avec vigueur". Les choses n'allaient pas traîner. Les mobiles de la répression annoncée ? Une opposition doctrinale irréductible : de façon remarquablement explicite, Loustau oppose la "communauté humaine" du communautarisme vichyssois, à la "personne humaine" de Mounier. Relevons au passage l'intérêt insistant pour la récupération d'un catholique "dur" comme Fabrègues. Le clan Pucheu pouvait utiliser ce chef de file comme relais d'influence : son ralliement se réalisait spontanément sur les principes d'une Révolution nationale néocatholique. De fait, en prenant contact avec l'équipe de celui qui était tout de même le

contact avec l'équipe de celui qui était tout de même le ministre de la police, Fabrègues s'engageait. Il s'érigait aussi en autorité, en expert et en réformateur sur les questions de jeunesse (on lui demanda aussitôt de rédiger une note doctrinale). La réaction de Loustau indiquait en pointillé l'intention de Pucheu de construire une société d'autorité "à la française", respectant la dominante catholique qu'il fallait se concilier à tout prix.

Fabrègues, lui, ne perdit pas de temps. Le vendredi 29 août, il contacta par lettre Paringaux. Après un rappel de la rencontre avec Loustau, il en résume ainsi le contenu, précisant plus avant ses intentions et son désir d'action :

"Voici les préoccupations, les étonnements, les déceptions dont je me suis entretenu avec Loustau et sur quoi nous sommes tombés d'accord (qui me paraissent d'ailleurs commander des lignes d'action sur lesquelles aussi, je dois, paraît-il, rencontrer les vôtres).

I. J'ai expliqué à Loustau comment nous avons constitué dans les camps une organisation de formation politique cherchant le recrutement d'une "aristocratie humaine" devant se pénétrer des principes de la Révolution nationale et la prendre en mains. Élite choisie, aussi élite attachant la plus grande importance à définir une doctrine de reconstruction qu'elle trouvait dans les discours du Maréchal : redressement intellectuel d'abord, opposition à l'individualisme, c'est-à-dire primauté du sens communautaire, résolution de la question prolétarienne, nationalisme renouvelé et "ouvert", nécessité d'une élite nouvelle et d'une rigoureuse autorité, etc. Je suis rentré avec un certain nombre de gens qui travaillaient à cette organisation : je dois dire que nous n'avons pas trouvé encore le lieu où nous raccrocher, où retrouver cet égal sens d'une formation et d'une élite sûre et autoritaire qui permette de parer aux nécessités les plus pressées.

II. Cependant, c'est surtout dans l'ordre de mes préoccupations les plus personnelles que j'allais être le plus gravement inquiet : avant la guerre, je dirigeais avec mon ami Thierry Maulnier la revue *Combat* ; j'avais fondé avec Albert Rivaud, Daniel Halévy (jusqu'à ce que, comme Loustau, je quitte le PPF), le mouvement *Civilisation*. J'avais fait pendant un temps la page d'idées de *L'Europe*, etc. Or je trouvais le milieu des idées tout occupé par des gens qui vivaient dans le plus impénitent des libéralismes : démocrates chrétiens ou "pluralistes" sans bornes qui donnaient ce ton aux cadres des Chantiers ou de tels milieux de la jeunesse ; grande presse parisienne réfugiée à Lyon qui, avec les gens du *Figaro*, du *Temps* et Thierry Maulnier lui-même, rejoignait le vieux libéralisme intellectuel genre Duhamel, etc. Pauvres gens qui parlent à ce pays où il n'y a plus ni "personnes", ni "pensée", mais rien qu'une atomique poussière de la personne ou de liberté de pensée. je n'en croyais pas mes yeux, moi qui,

de liberté de pensée. je n'en croyais pas mes yeux, moi qui, comme mes camarades restés en Allemagne, voyais un rôle premier à l'intelligence : dégager la doctrine de la Révolution nationale et tracer les routes où s'engagerait l'autorité.

HI. Cette seconde préoccupation que je viens de vous dire, elle s'incarnait dans le combat que je sentais bien dans les mouvements de jeunesse ; tous les problèmes : idées, cadres, y étant dominés par elle - mais ceci nous entraînerait trop loin et je pense que nous en reparlerons.

À peine avais-je le pied posé sur le sol de France qu'on me demandait d'entrer à l'association Jeune France "pour y reprendre - m'écrivait-on - l'activité que j'avais avant la guerre à *Combat* et à *Civilisation*. Jusqu'à présent, je n'ai guère pu y avoir une telle activité, mais au contraire constater que l'influence démocrate-chrétienne y était déterminante. Mais je pense que ce n'est là qu'un aspect d'un problème plus vaste. C'est de lui dont j'espère pouvoir m'entretenir comme me l'a annoncé Loustau, avec vous et Pucheu un jour prochain.

Veillez me croire, cher Monsieur, très amicalement vôtre, en souvenir de la première réunion du PPF à Wagram - hier - si loin".

Les confidences de Fabrègues à Loustau dévoilent une prétention politique agissante, qui tranche avec l'humilité et la discrétion de Mounier, tout aussi combatif pourtant, mais dans un autre sens. La doctrine de la soi-disant "élite" concilie à sa manière les exigences d'une réforme spirituelle, affirmée dès l'avant-guerre, et la prédominance envahissante de celle posée "dans les discours du Maréchal". Suivismes donc, à l'opposé, là encore, du combat solitaire, en dehors de l'État, mené par Mounier justement contre cet esprit autoritaire. Fabrègues se distancie aussi de Thierry Maulnier qu'il considère comme trop pénétré, dans sa retraite lyonnaise, du mauvais esprit "libéral" (alors que celui-ci était plus que jamais, nous y reviendrons, éditorialiste à *L'Action française* et côtoyait le Cabinet civil de Pétain). Fabrègues se montre encore très dur contre les intellectuels : pour lui, à cette date, les circonstances font qu'il n'y a plus de "personnes" et de "pensée", que tout est à reconstruire. De telles affirmations, hostiles aux positions mouniériennes reposant sur les postulats inverses, renforçaient la doctrine du "politique d'abord", la soumission au pouvoir vichyssois. Au nom de l'efficacité politique imposée par les circonstances.

Les contacts pris par un homme dont Schaeffer attendait beaucoup pour le succès de son mouvement culturel, inauguraient une offensive sourde contre l'association, menée par Fabrègues, encouragée par Pucheu et son Cabinet. Celle-

sociation, menée par Fabrègues, encouragée par Pucheu et son Cabinet. Celle-ci commença début septembre par des réunions secrètes à Vichy, entre les anciens de Combat présents à Jeune France et l'état-major du ministre de l'Intérieur. La première d'entre elles réunit, sous l'impulsion de Fabrègues, Kléber Haedens, Jean Renon (Secrétaire général de l'association à Vichy), René Barjavel, directeur du service des éditions de Jeune France, et un nommé Toulouse. Le samedi 6 septembre, à Lyon, les comploteurs transmirent à André Chérier une note envisageant à la demande de celui-ci et de Loustau la reconstitution de Jeune France avec une nouvelle équipe.

Dans ce document collectif, corrigé de la main de Jean de Fabrègues, est affirmé d'abord le lien entre la culture, l'art, le style et une "atmosphère de vie dynamique" (accents nietzschéens, semble-t-il), capable de grandeur. Les artistes comme les animateurs culturels ne doivent pas s'isoler de celle-ci, sous peine de s'enfermer dans un art mineur, de surface, comme le folklorisme de la danse, du chant ou de l'artisanat. Jeune France ne peut pas s'écarter de l'élan qui emporte la France nouvelle. Le critère de sélection des artistes sera celui de la qualité technique, mais le centre d'impulsion de la politique culturelle doit être "baigné" du sens de la vie à insuffler à la France. Le texte précise ainsi l'orientation générale à suivre :

"Il ne peut y avoir ici ni "libéralisme intellectuel", ni "non-conformisme politique" qui tienne. Il faut coller à la Révolution nationale".

Pour cela, l'association établira le lien vivant entre les milieux artistiques et culturels et l'esprit de la Révolution nationale. Certes, elle restera un mouvement intellectuel et artistique propre, sans défendre un art d'État, car elle n'est pas un organisme administratif. Elle n'imposera point à l'État des canons esthétiques ou intellectuels. Donc, elle ne diffusera pas un "style" Jeune France, ne formera pas d'école littéraire ou un quelconque "art nouveau". Elle n'a pas à créer des courants, des oeuvres, des artistes, à gérer des galeries, ou des maisons d'éditions, à inventer un fonctionnarisme des arts et des artistes. Cela serait stérilisant pour tout le monde. L'association doit seulement suggérer une atmosphère, mettre en relation des idées et certains milieux, en valorisant à la fois les élites et les "élites de la masse".

Ses actions s'inscrivent dans l'immédiat et dans le futur, et doivent être commandées par la révolution en cours. Elle répondra tout d'abord aux demandes de la Révolution nationale. Comment ? En fournissant aux mouvements de jeunes agréés "un ameublement" de leurs loisirs qui préfigure la culture à naître. Elle devra donner aussi aux manifestations de la Révolution nationale le cadre, l'atmosphère, la qualité exigés de réunions collectives où se mêleront "la culture de l'âme" et le "goût populaire". Dans le futur elle donnera à l'art "le sens de la vie", et au peuple le sens de la beauté artistique. Il faudra pour atteindre ces objectifs généraux connaître les ressources des techniques artistiques du pays, évaluer les demandes et les besoins, éviter l'art de commande. Tout en s'appuyant scrupuleusement sur les conseils des maîtres de chaque technique, enrichis aux traditions héritées du passé glorieux. Il faudra écarter tout "art populaire", tout "art jeune", en rénovant les métiers d'art, mais surtout en diffusant "l'art tout court", porteur d'élévation. Quant à l'organisation, un centre de décision regroupant les sept ou huit secteurs artistiques principaux devra évaluer chacun d'eux, dresser un inventaire des possibilités, préparer un plan d'action et des liaisons entre les artistes et les milieux demandeurs, municipalités, syndicats, associations de jeunes... Quelques services techniques assureront dans l'immédiat les manifestations collectives comme les cérémonies de la Légion. La direction sera entre les mains d'un petit état-major en contact étroit avec toutes les instances des divers organismes assurant la direction intellectuelle de la Révolution nationale et ses réalisations (Propagande, Information, jeunesse, Intérieur...), ceux chargés de la diffusion culturelle (notamment les instituteurs) et les espaces de la culture nouvelle (les milieux de travail, le syndicalisme...). Jeune France n'est en fait qu'un "canal de diffusion d'un esprit", un "moyen de mise en contact", et un "état-major". Une revue l'aidera dans son influence, qui passera aussi par des conférences, organisées en liaison avec les services de l'Information et de la Propagande, avec les directions des Beaux-Arts et celles de l'Instruction publique (pour la partie histoire de l'art), avec ceux du Secrétariat à la Jeunesse, les écoles de cadres et les maisons de jeunes. Ces conférences renseigneront les auditeurs sur l'état de la tradition française dans les différents secteurs artistiques, tout en orientant la pensée et la culture française vers la notion de vie, "qui correspond à la Révolution nationale". L'organisation insistera enfin sur la création de "bureaux de voyages" culturels et sur les visites des grands lieux de culture de l'art et de la vie française, sans oublier l'encouragement aux éditions et aux collections d'art.

Instrument de propagande intégré à la Révolution nationale donc, définition à l'envers de ce que l'association de Pierre Schaeffer n'avait point voulu être franchement.

Dans une lettre annexe à Chérier, Jean de Fabrègues considéra comme nécessaire un remaniement complet du personnel en poste, dans l'esprit indiqué. Il proposa de conserver le contact avec les grands maîtres, tout en limitant le personnel administratif et en définissant mieux les fonctions officielles. Les artistes, quant à eux, devaient établir des contacts suivis avec l'association, passant "à son service à mi-temps". Il révéla qu'il venait d'avoir à Lyon une longue conversation avec Schaeffer, au cours de laquelle il lui avait fait part de l'impression étrange que lui avait donné la présence de tant "d'anarchisme chrétien" à *Jeune France*. Il n'obtint de l'intéressé aucune "réaction nette" et sortit de la conversation avec le sentiment que le trouble régnait plus que jamais. Si la situation n'était pas éclaircie fin septembre, il était décidé à transporter son activité ailleurs.

Il transmit une note complémentaire précisant les décisions arrêtées en commun avec ses amis. Il rappela à Chérier, son interlocuteur au Cabinet de Pucheu, que son plan de réforme de l'association n'était qu'une base pour la constitution d'une nouvelle équipe afin de travailler dans le sens indiqué. Il fallait prévoir, ajouta-t-il, un comité supérieur qui ne serait pas une assemblée de vague patronage, mais un conseil consulté régulièrement pour définir les directions culturelles et esthétiques. Il avança là les noms de Jacques Copeau, de l'architecte Perret, du sculpteur Marcel Gimard, du peintre Derain, de l'affichiste Cassandre, de Paul Claudel, et, pour les métiers d'art, de Duchartre. L'association devait être gérée par une direction et un comité directeur restreint, comprenant un responsable par secteur artistique, assisté d'un suppléant : par exemple Perret pour l'architecture (doublé de l'urbaniste Guy Prat et un architecte à désigner), Alexandre Arnoux (avec Barjavel) pour le cinéma, Daniel Lesur pour la musique, Marcel Gimard (avec Jean de La Prade) pour les arts plastiques, Kléber Haedens pour les lettres, Jacques Copeau pour le théâtre (doublé de René Vincent côté critique et Marie-Hélène Dasté, côté troupes), Philippe Verdier pour les relations avec les écoles françaises d'art, de La Farge pour les liens avec les milieux régionalistes (dont il présidait la Fédération). Jean de Fabrègues proposa de consulter Chérier, avec Kléber Haedens, pour arrêter des décisions, la semaine suivante. Il ajouta enfin, après avoir informé son interlocuteur que Larnirand souhaitait s'entretenir

après avoir informé son interlocuteur que Larnirand souhaitait s'entretenir avec lui à Vichy :

"J'aurais aimé, lors de notre rencontre, vous parler plus généralement de la Jeunesse. Je crois que nous tomberons d'accord sur ce qu'il importe actuellement.

1) de substituer une direction *autoritaire*, désireuse de *former* la jeunesse à un rôle *politique*, à l'indifférentisme apolitique pratiqué actuellement sous la direction démocrate-chrétienne.

2) d'aller doucement dans cette substitution et de mesurer une action qui ne doit pas être *destructive* mais de *redressement*.

3) d'éviter de paraître remplacer une coterie anarchisante par une coterie totalitaire, mais au contraire, de garder tout ce qu'on pourra des anciens cadres, dès lors qu'ils sont conscients de l'erreur "pluraliste". En effet, il est du plus grand intérêt de ne pas perdre ces nombreux cadres, excellents, d'origine scout ou catholique, qui videraient nos cadres en partant, de ne pas les rejeter ainsi dans les bras de l'adversaire, faussant totalement le sens du redressement que nous souhaitons.

C'est pourquoi il me semble que, démocrates chrétiens et "pluralistes" déchaînés une fois vidés, il doit pouvoir naître un front de tout ce qui, conscient de la nécessité d'une propagande autoritaire et politique de la jeunesse, ne veut rien heurter cependant du tissu réel et traditionnel de la civilisation française : autorité, unité de la formation des cadres et à la base (maisons de jeunes), nécessité de la préparation au *devoir communautaire politique*, c'est un programme auquel nous devons pouvoir rallier beaucoup de gens".

Malgré des précautions tactiques nécessaires pour ne pas détruire les actions et l'organisation déjà efficaces de Jeune France, cette offensive en règle révélait les intentions de ses instigateurs : transformer le mouvement en instrument politique de propagande. Une expression de cette lettre est importante, qui résume la stratégie convergente entre Fabrègues et ses interlocuteurs : celle de "front" des autoritaires. Quelle conception de la jeunesse ceux-ci partagent-ils ? Les deux camps rejettent une "jeunesse unique" sur le modèle hitlérien ou mussolnien (projet dont on affuble souvent Pucheu et Marion). Ils prônent plutôt une politique de propagande et d'alignement étatique, l'inculcation d'une doctrine autoritaire, l'unité de la formation des cadres des mouvements, et, à la base, une sensibilisation aux devoirs communautaires. Le tout dans le respect, non du pluralisme (mot banni), mais de la pluralité des mouvements existants, issus du

banni), mais de la pluralité des mouvements existants, issus du passé de la "civilisation chrétienne" française. Cela revenait à respecter, sans rien résoudre mais en essayant de la dépasser, l'indépendance relative des mouvements catholiques, irréductible pour la hiérarchie ecclésiale.

En tout cas, l'ancien non-conformiste d'avant-guerre Fabrègues refusait en cet été 1941 le non-conformisme politique mouniériste, au nom d'une Révolution nationale conforme. Pour lui, dont les réactions tenaient pour une part à l'idéologie compensatoire des camps de prisonniers, l'esprit devait se plier aux nécessités de "la vie", du pouvoir, des circonstances, de la raison d'État, se soumettre au politique, religieusement incarné par le vieux Maréchal. Les compères de la veille, anciens du PPF, étaient déterminés à mettre en pratique leurs conceptions "humanistes-chrétiennes-autoritaires". Leur hostilité contre Mounier, qui les rassembla tactiquement mais aussi doctrinalement, donne une bonne mesure de l'efficacité et des risques de la voie que s'était tracée le philosophe en 1940, pour sauver la jeunesse de l'imprégnation totalitaire. Celle-ci, sous la forme d'une idéologie éclectique, "révolutionnaire" et nationale, déployée par le pouvoir dans l'espace de la zone non-occupée, impliquait le rejet d'une théorie authentiquement personaliste, malgré les références parfois explicites mais calculées à celle-ci. On comprend mieux que Mounier n'ait laissé passé aucun détournement de mots. Il n'est pas étonnant non plus que les pétainistes l'aient traité "d'ennemi" (dixit Fabrègues dans sa lettre du 23 août). N'était-ce pas là l'aveu que les autoritaires redoutaient son influence ?

Comme souvent, la logique politique allait porter jusqu'à leur terme les conséquences de l'engagement de chacun. On peut émettre l'hypothèse que l'intervention de Fabrègues auprès de Pucheu contribua à favoriser l'élimination de Mounier de Jeune France, comme elle fut un facteur d'aggravation de la situation de l'association culturelle, placée désormais sous la surveillance de la police vichyssoise. L'intervention du clan des autoritaires n'est toutefois compréhensible que dans le contexte du durcissement intérieur du régime à partir de juin 1941. Celui-ci explique aussi la suspicion croissante contre Emmanuel Mounier qui avait commencé bien avant le 23 août.

III - L'ÉVICTION DE MOUNIER ET LA SUSPICION CONTRE "*JEUNE FRANCE*"

[Retour à la table des matières](#)

Le mois d'août 1941 marque un tournant important dans l'histoire politique de Vichy. Sur le plan extérieur, en raison de l'attaque de l'U.R.S.S. par les armées hitlériennes le 22 juin 1941, lourde de retombées pour la Résistance française (par exemple avec l'attentat du 21 août contre un officier allemand par celui qui allait devenir le colonel Fabien). Mais aussi au niveau intérieur. Un an après son appel du 17 juin 1940, un peu plus d'un mois après son discours du 8 juillet sur la Constitution (où le "peuple souverain" de la tradition libérale et républicaine fut escamoté au profit d'un "peuple dont les droits dérivent des devoirs", hiérarchisé en fonction des "services rendus à la communauté", conseillé par "un petit nombre", commandé par quelques uns et gouverné par un seul chef), Pétain s'adressa au pays, le 12 août dans un message "grave" et inquiet :

"De plusieurs régions de France, je sens se lever depuis quelques semaines un vent mauvais. L'inquiétude gagne les esprits, le doute s'empare des âmes. L'autorité de mon gouvernement est discutée ; les ordres sont souvent mal exécutés. Dans une atmosphère de faux bruits et d'intrigues, les forces de relèvement sont découragées ; d'autres tentent de se substituer à elles, qui n'ont ni leur noblesse, ni leur désintéressement. Mon patronage est invoqué trop souvent, même contre le gouvernement, pour justifier de prétendues entreprises de salut, qui ne sont, en fait, que des appels à l'indiscipline. Un véritable malaise atteint le peuple français".

Les causes ? Le désordre des idées et des choses, attisé par la propagande gaulliste, le caractère toujours provisoire de la convention d'armistice, mais surtout, la lenteur de réalisation de la Révolution nationale. Celle-ci est sabotée par les partisans de "l'ancien régime", notamment les francs-maçons, les notables partisans revanchards, les fonctionnaires établis ("à décimer"), comme par "les serviteurs des trusts" qui ont détourné à leur profit les comités d'organisation économique ou le ravitaillement. Pour en sortir il faudra attendre le retour des prisonniers ("meilleur ciment de la Révolution nationale"), le rétablissement du gouvernement à Paris, l'obéissance de tous aux ordres donnés. Une politique

ment à Paris, l'obéissance de tous aux ordres donnés. Une politique repoussée aux calendes ?

En fait, Pétain et son entourage rapproché (le Cabinet civil, sorte de boîte noire décisionnelle dirigée par Henri du Moulin de Labarthète) ont à se défendre depuis la fin juillet sur plusieurs fronts : celui de l'opinion, qui vacille déjà et que le gouvernement suit à "colin-maillard", celui des collaborationnistes parisiens qui tirent à boulet rouge sur le gouvernement (par exemple le 1er août, Déat, dans *L'Oeuvre* dénonce violemment l'entreprise "d'avortement" de Vichy ¹¹⁷), celui aussi du clan "de la Banque Worms", mené par Jacques Barnaud et Pierre Pucheu, avec Paul Marion, Lehideux, Benoist-Méchin, dont il faut contrôler les ambitions. Pétain doit affermir sa propre autorité (" L'autorité ne vient plus d'en bas ; elle est proprement celle que je confie ou que je délègue...") : il organise un remaniement ministériel. L'amiral Darlan garde sa confiance, mais le chef de l'État insiste sur le fait que l'opinion "ne s'est montrée ni toujours favorable ni toujours équitable" à son égard : façon de le remettre à sa place et face à ses propres louvoisements, lui qui ne gouvernait pas, selon du Moulin, mais avançait "à la godille" entre les remous. Le 18 juillet, surchargé par la tâche, n'avait-il pas dû abandonner le ministère de l'intérieur qu'il s'était octroyé le 28 février avec les Affaires étrangères et la Guerre ? Il avait proposé la fonction, tactiquement, à du Moulin, mais celui-ci, homme du cardinal, chef de gouvernement occulte, confident de Pétain, avait décliné l'offre. Pucheu, lui, aux dires de du Moulin, se jeta littéralement sur ce poste pourtant très exposé ¹¹⁸, et, lors du remaniement du 12 août, il réussit à faire accorder à Paul Marion, son ancien adjoint à la Production industrielle chargé auprès de Darlan de l'information, le titre de secrétaire général à l'information et à la Propagande. Pétain prétendit encore laisser toute initiative au gouvernement qui "l'entourait" (façon imagée de se démarquer de celui-ci), mais il lui imposa "une ligne très nette" ("voici ce que j'ai décidé").

Douze mesures accompagnèrent cet avertissement général, dont l'interdiction en "zone libre" de tous les partis et activités politiques (ceci notamment pour décapiter les mouvements collaborationnistes), la suppression de l'indemnité parlementaire (contre les notables), l'élimination des francs-maçons de la fonction

¹¹⁷ Marc Ferro, *Pétain*, Paris, Fayard, 1975, p. 336.

¹¹⁸ Henri du Moulin de La Barhète, *Le temps des illusions*, op. cit., pp. 351-352.

publique, la mise au pas de la Légion (meilleur instrument de la Révolution nationale à subordonner étroitement aux ordres du gouvernement), le doublement des moyens d'action de la police ("dont la discipline et la loyauté doivent garantir l'ordre"), la création de "commissaires du pouvoir" pour contrôler l'application sur le terrain des ordres du sommet et leur conformité aux principes de la Révolution nationale, le renforcement des pouvoirs préfectoraux, l'instauration d'un serment de fidélité de tous les ministres et hauts fonctionnaires au chef de l'État en personne. Le texte du discours, inspiré et préparé, semble-t-il, par du Moulin (c'est lui qui aurait suggéré notamment la création des commissaires du pouvoir et qui se méfiait de la Légion ¹¹⁹) révèle une certaine crispation. La même impression se retrouve à la lecture du message du 19 août au Conseil d'État ("Il faut se prononcer. On est avec moi ou contre moi (...) Un peuple libre est celui où chacun est sujet de la loi et où la loi est plus puissante que tout le monde"), ou dans la lettre du 20 août sur la réorganisation administrative annonçant une organisation provinciale (aussitôt prise de cours par les mesures du gouvernement Darlan).

La "philippique du 12 août" fut différemment perçue par les acteurs-spectateurs de la scène vichysoise. Dans les allées du pouvoir, certains se gaussèrent de la suppression de l'indemnité des parlementaires. Maurice Martin du Gard fut attentif pendant l'allocution de Pétain, "longue et confuse", au ton emprunté de celui-ci ("on eût dit qu'il récitait une leçon qu'il n'avait pas bien apprise, comme s'il avait le sentiment qu'on lui faisait faire une sottise"). Il en sortit convaincu que les mesures annoncées désuniraient encore un peu plus le pays ¹²⁰. Les francs-maçons deviendraient revanchards et le serment ferait sentir aux fonctionnaires que l'on doutait d'eux. Le conseiller politique de Darlan, Henri Moysset, calme à l'ordinaire, s'offusqua ainsi des mesures irréfléchies des "phalangistes" qui se dissimulaient derrière ce "songe d'Athalie" de Pétain :

"L'Amiral a laissé faire, il n'a rien dit. Peut-être n'a-t-il pas lu le texte avant l'enregistrement ? Dislocation, dissolution, révocation, mouchardages, les

¹¹⁹ Ibid., p. 290.

¹²⁰ Maurice Martin du Gard, *La Chronique de Vichy*, op. cit., p. 221.

cadres en poussière, ah, vous m'en donnerez des nouvelles. Les misérables gamins. Ils se croient toujours place de la Concorde le 6 février" ¹²¹.

N'était-ce pas là une façon d'accuser du Moulin, "le phalangiste" qui jouait à la révolution et se trouvait effectivement à la Concorde le 6 février 1934 ? Texte lourd de sens aussi sur la dyarchie dissolvante au sommet de l'État vichyssois.

L'autre pôle de décision (la Vice-Présidence du Conseil et les différents ministres) sentit passer "le vent mauvais" et réagit en conséquence. La "bande" à Pucheu allait monter en première ligne. Le ministre de l'Intérieur frais émoulu, devant les intendants de police, réunis à Vichy pour la première fois le 13 août, montra qu'il avait bien reçu le message. Il déclara fièrement à ces fonctionnaires au titre ronflant, emprunté à l'Ancien régime monarchiste, qui, comme l'ensemble de la préfectorale, étaient "dans leurs petits souliers" :

"Je suis au ministère de l'Intérieur pour donner non seulement une bonne administration, mais aussi une bonne politique. Qu'est-ce que cela veut dire ? Évidemment pas de préparer des élections comme au temps passé. Mais ceci signifie que, par un effort prolongé et incessant, nous devons assurer au gouvernement du Maréchal et à l'État français tel que le Maréchal l'a conçu, une base solide, fortement organisée, qui permettra de donner aux jeunes hommes une formation civique meilleure que celle que nous avons reçue. Mais vous direz que cela est loin de la police ? Je réponds non, car, dans une nation qui doit réunir l'unanimité totale, il est nécessaire que les fonctionnaires soient des partisans convaincus et d'ardents propagandistes" ¹²².

Même son de cloche dans le discours du Garde des Sceaux Joseph Barthélémy à Vichy, le 18 août :

"Nous ne pouvons plus nous contenter à l'égard du Maréchal d'une fidélité conditionnelle. C'est une fidélité absolue que l'on doit exiger et que doivent lui vouer tous ceux, petits et grands qui ont l'honneur de servir sous ses ordres. Il faut non seulement qu'ils suivent, mais qu'ils l'accompagnent, jour après jour, dans sa tâche écrasante. Cette sorte d'attentisme qui était de bonne règle dans le cadre de l'État, doit désormais disparaître. Il faut se compromettre pour le Maréchal. Nous ne pouvons plus nous payer le luxe d'avoir une politique intérieure réticente ou

¹²¹ Ibid.

¹²² Communiqué Havas-OFI, in *La Liberté du Sud-Ouest*, Bordeaux, 14 août 1941.

divisée. Il n'est plus permis à aucun interprète de la volonté du Maréchal Pétain d'exécuter ses ordres avec faiblesse en laissant croire par son attitude qu'un retour aux "anciennes choses" est possible ou désiré".

Chaque ministère répondait donc à la demande de serment personnel exigé par Pétain. La politique intérieure allait s'en ressentir.

Une nuance doit être apportée par rapport à l'importance du tournant du 12 août. C'est l'amiral Darlan qui, à sa manière, avait pris lui-même les devants. Comme s'il s'agissait d'une concurrence interne entre les deux pôles du pouvoir vichyssois, le discours de Pétain ne fut peut-être qu'une réponse, une parade symbolique de la part de son Cabinet à des mesures prises initialement par le vice-président du Conseil dès le mois de juin 1941.

D'abord, à son initiative, l'atmosphère s'était alourdie pour les israélites. La "Loi" du 2 juin 1941 leur avait infligé un "statut" nouveau par rapport au texte du 3 octobre 1940, encore plus draconien et ségrégatif (il étendait la notion incertaine de "race", usitée dans le premier texte, à celle de "religion juive"), accompagné d'une autre "loi" prescrivant un "recensement" bientôt suivi d'exclusions dans l'accès à l'enseignement supérieur (texte du 21 juin).

Le 12 juin, Darlan avait adressé une circulaire aux préfets exigeant la répression de "la moindre tentative d'agitation", en vue de "construire sous le signe du relèvement national" (ce n'était pas tout à fait, notons-le, la Révolution nationale pétainiste). Ces hauts fonctionnaires, considérés comme "les pionniers du nouveau régime" et de "l'oeuvre d'assainissement" désormais entamée sans répit", reçurent cette consigne :

"Tous ceux qui paraissent inaptes à collaborer au redressement national doivent être éliminés des cadres de la vie publique" ¹²³.

Il leur était encore demandé de réprimer l'attitude négative ou les manoeuvres des nostalgiques des "errements" anciens, de ne donner aucune suite aux lettres anonymes de dénonciation, préjudiciables à "une saine gestion des affaires publiques". Ils devaient aussi s'engager sur le terrain en organisant de fréquentes visites dans leur circonscription et en rapportant de façon véridique les

¹²³ La dite circulaire fut communiquée à la presse par l'Agence OFI, France de Bordeaux et du Sud-Ouest, samedi 14 juin 1941.

observations qu'ils en tireraient. Une nuance était cependant introduite, qui révèle le désir de Darlan de s'appuyer sur la haute fonction publique existante pour appliquer sa politique, contre les administrations parallèles et les centres de décision truffés des créatures d'un clan pétainiste de plus en plus crispé et envahissant :

"Il n'est d'exclusive qui tienne devant la manifestation d'un dévouement sincère à la nation et à l'ordre nouveau établi par le Maréchal. Les préfets, que leurs fonctions placent au dessus des querelles périmées et des passions partisans sont les seuls juges et les seuls garants de ce relèvement. Il y aura des places pour toutes les volontés dans la nation restaurée et redressée" (souligné par nous).

L'administration devait donc montrer des preuves de fidélité au gouvernement.

Darlan cherchait à maîtriser la machine étatique, à lui impulser son autorité, à améliorer aussi son efficacité. D'où le réalisme des mesures prises dès cette date, comme la création de préfetures régionales, d'intendances de police et d'économie, qui furent mises en place contre l'utopie maurrassienne des "provinces" et des "gouverneurs", jetée sur le papier par le Cabinet civil de Pétain et le Conseil national.

Le 11 juillet, encore ministre de l'Intérieur, Darlan déclarait la dissolution de tout groupement et association jugé incompatible avec "l'intérêt général du pays" ("Loi" du 11 juillet 1941). Le lendemain, paraissait un communiqué OFI émanant de la Vice-Présidence du Conseil. Rarement cité, ce texte faisait plus que préfigurer le durcissement du mois d'août. Il s'agissait de s'assurer la soumission de l'administration de l'Intérieur ; peut-être aussi de la protéger des ingérences politiciennes locales et nationales, dont les thuriféraires de la Révolution nationale se montraient friands en prétendant l'épurer ou se substituer à elle. En voici le contenu, confié à l'ensemble de la presse du pays, significatif de la nouvelle atmosphère au sommet de l'État :

"Poursuivant le cours des réformes, l'amiral Darlan, ministre de l'Intérieur veut doter ses préfetures d'un personnel actif et compétent, entièrement dévoué à la cause de l'État nouveau.

Une Loi du 2 novembre 1940 a fait des employés de préfecture et de sous-préfecture un personnel d'État. A l'ancien cadre d'administration, la

loi a substitué un cadre national unique dans lequel les compétences, les valeurs seront sévèrement à l'abri de toute influence locale. Les mouvements de personnel se feront de préfecture à préfecture. Ils se feront dans l'intérêt du service, d'autres se feront aussi dans l'intérêt même des fonctionnaires.

Dans l'intérêt du service, des mesures viennent d'être prises, mesures d'élimination d'une part, en ce qui concerne les fonctionnaires qui sont restés trop attachés à une politique qui s'est révélée néfaste au pays ; mesures de mutations d'autre part, en ce qui concerne les fonctionnaires qui en dépit d'une bonne conduite évidente, sont restés personnellement trop étroitement liés à des intérêts strictement locaux.

94 fonctionnaires ont été relevés de leurs fonctions : 15 chefs de division, 37 chef de bureau, 20 rédacteurs, 22 commis.

102 agents ont été mis d'office à la retraite : 23 chefs de division, 44 chefs de bureau, 16 rédacteurs, 19 commis.

79 mutations ont été prononcées qui paraîtront demain au *Journal Officiel* : 8 chefs de division, 20 chefs de bureau, 45 rédacteurs et 6 commis.

Par contre 168 fonctionnaires sont promus à des grades supérieurs, le gouvernement marquant par là son souci de récompenser les hommes qui se sont révélés, depuis un an, au cours des circonstances particulièrement difficiles, à la hauteur de leur tâche, se montrant résolument dévoués à l'oeuvre de rénovation nationale entreprise par le Maréchal Pétain.

Les employés de préfecture et de sous-préfecture doivent savoir que le ministre secrétaire d'État à l'Intérieur, en leur témoignant une confiance de principe, ne manquera pas de reconnaître l'oeuvre de l'homme et qu'il ne prononcera des sanctions que contre ceux qui auront manifesté une mauvaise volonté redoutable. Les fonctionnaires doivent également savoir qu'ils ne seront plus liés à un département et qu'ils peuvent être appelés en quelque point du territoire à servir le pays. L'amiral saura en tout cas reconnaître le mérite" ¹²⁴.

À la suite de ces mesures, le 18 juillet 1941, le Préfet de la Seine, Charles Magny, transmet à tous les chefs de services administratifs de son département, une circulaire exigeant une lutte sans merci contre la propagande gaulliste et communiste dans les bureaux, sanctionnable par la révocation immédiate des

¹²⁴ France de Bordeaux et du Sud-Ouest, 13 juillet 1941.

coupables pris sur le fait. Toujours le 18 juillet une "loi" s'occupa aussi spécialement des "individus dangereux".

Les deux clans au pouvoir accordèrent cependant leurs violons. De concert avec le discours du 12 août, un autre texte imposa la publication au *Journal Officiel* des noms des francs-maçons, et à partir du 14 août se multiplièrent les décisions répressives concernant "l'activité communiste ou anarchiste". Allaient suivre bientôt les "Sections spéciales" des tribunaux militaires ou des cours d'appel, qui devaient statuer sans délai, sans possibilité de pourvoi et qui étaient exécutoires immédiatement dans leurs sentences. Le 23 août, lors d'un Conseil des ministres et des secrétaires d'État au cours duquel Pétain reçut des membres du gouvernement le serment de chacun d'eux qu'il avait exigé, Pucheu fit part de toutes ces mesures contre les "complots communistes", les actes de "sabotage et de terrorisme", qui impliquaient une "répression accélérée" excluant tout pardon.

À l'opposé de la logique du gouvernement au niveau de la société civile, l'Église catholique fit connaître son point de vue officiel, transmis au Vatican pour approbation. Les cardinaux et archevêques de la zone occupée choisirent la voie d'un désengagement relatif, lors d'une réunion à Paris le 24 juillet 1941 : maintien de tous les mouvements religieux dans les bornes de l'action religieuse, apostolique et sociale, "en dehors de toute politique partisane" ; opposition à toute "jeunesse unique" ("Jeunesse unie au service du pays ? Oui. Jeunesse unique ? Non"). Ce texte, dont chaque mot fut pesé, faisait-il allégeance au régime de Vichy ? Adopté en septembre par les prélats de la zone occupée, il affirmait à la fois la légitimité de Pétain et du gouvernement, mais aussi les limites morales que les catholiques devaient s'imposer, ajoutant ainsi :

"Nous voulons que sans inféodation soit pratiqué un loyalisme sincère et complet, envers les pouvoirs établis. Nous vénérons le chef de l'État et nous demandons instamment que se réalise autour de lui l'union de tous les Français. Nous encourageons les fidèles à se placer à ses côtés dans l'oeuvre de redressement qu'il a entreprise *sur l'étroit terrain de la famille, du travail, et de la patrie.*

Nous renouvelons à ce sujet l'assurance déjà plusieurs fois donnée : nous demeurons aujourd'hui plus que jamais sur *le seul plan religieux en dehors de toute politique de parti malgré les appels qui pourraient vous être adressés de quelque côté que ce soit*" (souligné par nous).

Positions balancées de continuité par rapport à la déclaration de Lyon des 5 et 6 février précédents, dans laquelle la hiérarchie ecclésiastique avait insisté sur l'indépendance des mouvements d'action catholique, sur la nature non-temporelle des groupes d'éducation, de formation et d'apostolat, et sur les "dangers de l'État éducateur" ¹²⁵.

C'est dans cette atmosphère de crise interne et de durcissement, côté gouvernemental, de prudence, côté catholique, que se situe l'opération, Fabrègues contre Jeune France. L'intellectuel de Combat, en se faisant partisan de l'ordre et de l'autorité d'abord, répondit vraisemblablement au message de Pétain du 12 août (dont on peut penser qu'il avait eu connaissance tant la répercussion fut grande dans les médias) : il dénonce les mauvais éléments, pollués par les idées de l'ancien régime, les saboteurs de la Révolution nationale. Pour les partisans du pouvoir, l'heure n'était plus en effet à l'attentisme, au refus de l'engagement, aux atermoiements. Les positions "anarchistes" de Mounier devaient être extirpées. L'équipe Pucheu, à laquelle s'associa Fabrègues par l'intermédiaire de Robert Loustau, allait traiter le cas Mounier jusqu'au bout, dans sa logique politique. Comment fut orchestré, au mois d'août, précisément, le bannissement du philosophe ? Le 28 juillet, lors d'une présentation à Uriage par Paul Claudel de sa *Jeanne au Bûcher*, Mounier travaille avec Schaeffer à la rédaction de la plaquette Jeune France. Ce dernier, bien informé (comment et par qui ?), lui affirme qu'à Vichy on envisage d'interdire *Esprit*. Le 11 août, Garrone refuse d'accepter Mounier dans le Comité de patronage du futur "Institut de psychologie et de pédagogie" de Lyon. Dans les Entretiens ou la correspondance du philosophe, il y a peu d'informations sur l'attitude de Carcopino, de Garrone ou de Lamirand (qui, lui, lui avait envoyé un mot "très aimable" en novembre précédent). Le directeur de la Formation des Jeunes, qui, à partir du 8 septembre 1941 allait tenter d'imposer son autorité sur l'École des cadres d'Uriage et sur Dunoyer de Segonzac ¹²⁶, se montra hostile, ou plutôt jugea "impossible" à partir d'une certaine date sa participation à des responsabilités pédagogiques. Mais était-ce de son propre chef, en raison du

¹²⁵ Monseigneur Guerry, *L'Église catholique en France sous l'Occupation*, Paris, Flammarion, 1947, pp. 157-159. Pour une vision complémentaire, on peut lire : Jacques Duquesne, *Les catholiques français sous l'Occupation*, Paris, Grasset, 1966, pp. 44-57.

¹²⁶ Bernard Comte, *Une utopie combattante....* op. cit., pp. 382-387.

changement de cap décidé vers le 10 août, ou bien sur ordre, soit du Cabinet du maréchal (du Moulin, pourtant disert, qui ne parle pas de Mounier dans ses mémoires, ou Roger de Saivre, chargé du suivi des questions de Jeunesse, tous deux souvent visités par Henri Massis et Thierry Maulnier ¹²⁷, soit de l'équipe de Darlan (Carcopino, Pucheu, Marion, le Cabinet de l'amiral) ? Louis Garrone avertit Schaeffer du cas Mounier vers le 5 août, sans acrimonie apparente ("Vous aussi, lui a répondu Schaeffer en souriant, vous allez faire de Mounier un croque-mitaine ? - Évidemment, vous plaisantez. Vous êtes un artiste. Mais c'est très sérieux" ¹²⁸). Schaeffer, par qui Mounier était ainsi informé, lui dit-il toute la vérité ? Dès la fin juillet, Garrone interdit encore au philosophe de publier une de ses conférences dans les brochures officielles de l'École. Ce dernier apprend encore par Dunoyer de Segonzac qu'il est désormais interdit de cours, tout comme l'Abbé de Naurois et Mgr Bruno de Solages : conséquence du "long orage" qui s'est abattu sur Uriage depuis la visite de Darlan du 2 juin. La mise au pas des services de la jeunesse commençait, semblable à celle qui toucha tous les secteurs ministériels après le discours du 12 août.

Pour *Esprit*, déjà menacé, tant par la Censure et les services de l'Information et de la Propagande, que par l'entourage maurrassien du chef de l'État, c'est le mercredi 20 août qu'Emmanuel Mounier reçut cette note laconique de Paul Marion au nom personnel de Darlan :

"Monsieur le directeur, j'ai le regret de vous faire connaître que, par décision de l'amiral de la Flotte, ministre vice-président du Conseil, la revue *Esprit* est désormais interdite en raison des tendances générales qu'elle manifeste" ¹²⁹.

En l'instant, le philosophe fut empli d'un apaisement intérieur, heureux du rayonnement de la revue qui n'avait en face d'elle en zone occupée que la doctrine concurrente de l'Action française. Il était certain d'avoir atteint ses objectifs spirituels. Voici ce qu'il ressentit :

¹²⁷ Henri du Moulin de La Barthète, *Le temps des illusions*, op. cit., p. 252.

¹²⁸ Emmanuel Mounier, *Oeuvres*, tome 4. op. cit., p. 713, Entretien XII, 20 août 1941.

¹²⁹ Ibid., p. 713-714, Entretien XII.

"Pas l'ombre d'une tristesse ou d'une amertume. Le scénario se déroule comme je l'avais prévu, voulu. Il a seulement duré six mois de plus que je ne l'aurais voulu (...). Jamais je n'ai senti Esprit si présent, si fort, si vivant que ce soir, où ils croient l'avoir tué. Je sens une jeune force monter en moi de ce mort" ¹³⁰.

Dans une lettre à ses parents, il écrit encore :

"Quelle pure joie de n'être pas du côté de la lâcheté, d'être consacré par papier officiel le frère de tous les innocents qui souffrent pour leur foi dans les camps de concentration, de tous ceux qui peuvent aujourd'hui lever leur regard sans biaiser" ¹³¹.

Qui, à Vichy, fut responsable de cette décision ? Là, Mounier parle de "deux offensives convergentes", celle des maurrassiens, menée par Henri Massis, qui attaquaient le personnalisme depuis plusieurs mois, et celle, "récente et décisive", de la nouvelle équipe Pucheu-Marion, dont il nous dit qu'elle était déterminée "à promouvoir" un État totalitaire acceptant un minimum d'humanisme chrétien" ¹³². C'est donc Paul Marion, "l'intellectuel" du groupe de la Banque Worms, que décrit férocelement du Moulin ¹³³, qui se chargea de l'opération finale contre *Esprit*. La troisième vague de l'offensive concernant Jeune France, postérieure mais complémentaire des deux autres, avait commencé fin août, on l'a vu, de l'intérieur de Jeune France, avec Jean de Fabrègues, Robert Loustau et André Chérier, de concert avec Pucheu. De la fin août jusqu'à décembre 1941, l'association culturelle allait subir une surveillance policière destinée à éliminer du mouvement son ambiance mouniériste. Police politique oblige, en dehors de la mise en place d'une équipe de substitution, tous les moyens furent employés par Pucheu et André Chérier pour se renseigner : informateurs (tout trouvés avec le clan de Fabrègues), contrôle postal de la correspondance, écoutes téléphoniques, recueil de ragots contre l'équipe dirigeante, intimidation de celle-ci...

La note suivante, non datée, transmise à Chérier, chef d'orchestre de la campagne antiMounier, donne le ton (le Renon en question, du groupe Fabrègues,

¹³⁰ Ibid., p. 713, Entretien XII, 20 août 1941.

¹³¹ Ibid., p. 713. Lettre du 15 août 1941.

¹³² Ibid., p. 718, Lettre à Xavier Schorderet, 5 octobre 1941.

¹³³ Henri du Moulin de La Barthète, *Le temps des illusions*, op. cit., pp. 339-340.

travaillait à la direction des services généraux de Jeune France pour la zone sud à Lyon) :

"Le cas de Monsieur Mounier

Monsieur Mounier devait être primitivement à Jeune France le Directeur du Service des Maîtrises, c'est-à-dire qu'il aurait été officiellement chargé de la formation culturelle de l'ensemble de la jeunesse française si Jeune France avait réussi à avoir le monopole de cette formation pour les chantiers de la Jeunesse sans compter une action plus en profondeur encore auprès des mouvements des jeunesses et des instituteurs.

Il fallut une intervention qui fut la première en date et extrêmement brutale de Monsieur Renon pour qu'échouât ce projet.

Monsieur Mounier, écarté comme directeur des Maîtrises, en fut l'inspirateur culturel. Ceci étant encore insuffisant, il obtint un ensemble de services, dit "services généraux" dont il fut le directeur, poste qu'il cumula en fait rapidement avec celui d'adjoint de Schaeffer (tout le courrier lui passait par les mains). Il avait ainsi sous ses ordres, en dehors de son action de doctrine culturelle, les secrétariats d'artistes (Bureau d'études), les correspondants de Jeune France et les Maisons provinciales, la Documentation et la Presse. Ne lui échappaient que les services proprement techniques. Constamment mis en garde par Monsieur Renon et ce fut une invasion de démocrates chrétiens, stoppée seulement par l'affaire d'Esprit. L'auteur de l'article était au service de *Jeune France*. Quand M. Mounier est parti, il toucha trois mois de préavis plus les frais de représentation pendant trois mois".

Preuve donc que l'affaire de l'interdiction *d'Esprit* avait fait du bruit dans le petit monde de la Jeunesse mais aussi au sein de l'équipe des informateurs de Chérier. Ce n'est peut-être pas un simple hasard si la première lettre de Fabrègues fut écrite le 23 août.

Nouveau grief : lors de journées d'études organisées les 24 et 25 juillet 1941 par le Secrétariat d'État à l'Information et à la Propagande, les correspondants provinciaux de Jeune France s'étaient montrés réticents pour servir de relais à la propagande en faveur du Maréchal. Cette note du 28 juillet arriva aussitôt sur le bureau d'André Chérier :

"Monsieur R. Breuilh, principal lieutenant d'Emmanuel Mounier avait pris en mains les services des correspondants à Jeune France. Son premier soin, en plein accord avec Monsieur Schaeffer, avait été de révoquer tous

les correspondants nommés avant sa prise de pouvoir. L'intention était évidente de remplacer ces correspondants par les anciens correspondants de la revue *Esprit*. D'ailleurs jamais un correspondant proposé par une personne autre qu'un ami de Mounier ne peut être nommé. Un démocrate chrétien moins marqué que Breuilh l'a remplacé : François Bergé ".

Une note non datée, dont on devine l'informateur, précise en ces termes l'attitude de Pierre Schaeffer dans le domaine politique :

"Il y a quelques semaines, alors que Monsieur Renon était dans le bureau de Pierre Schaeffer, entra un des dirigeants de la nouvelle association des Auberges de la jeunesse. Il venait en termes véhéments protester contre le fait que Monsieur Xavier Vallat ("Commissaire Général aux questions juives") exigeait que les israélites soient exclus de l'usage des auberges. Il expliqua à Pierre Schaeffer que c'était le premier pas vers l'hitlérisation de la jeunesse française. Il indiqua que Monsieur Garrone, directeur de la jeunesse, se sentant déjà fort menacé, n'osait pas intervenir brutalement, mais lui, ainsi qu'une partie de ses camarades, étaient décidés à se battre sur ce terrain et démissionneraient au besoin.

Monsieur Schaeffer, très ennuyé par la présence de Monsieur Renon, lui conseilla de revenir le lendemain ; l'autre insistant, il lui dit simplement : "ta démission ne servira à rien ; on trouvera toujours quelqu'un pour te remplacer. Tu sais bien qu'en ce moment, nous ne pouvons que plier".

Une autre note en dit long sur les conceptions de l'équipe Pucheu (son titre est lourd de sens : "de quelques juifs à *Jeune France*") :

"Les juifs ont trouvé un excellent accueil à *Jeune France*. On n'osait pas leur trouver des postes administratifs, mais ils étaient extrêmement nombreux dans les tournées organisées par *Jeune France*. Cette politique ne put pas être suivie aussi à fond que certains éléments Front populaire l'auraient souhaité, car les milieux officiels intervinrent. Cependant, il y eut un véritable scandale François Crémieux et *il fallut l'intervention du Cabinet du Maréchal* pour que ce juif, ancien militant communiste au Lycée Janson-de-Sailly, qui signait des contrats au nom de *Jeune France*, qui parlait à la Radio au nom du Secrétariat général à la Jeunesse, fût renvoyé à ses études.

À l'heure actuelle, on compte à *Jeune France* un demi-juif, Daniel May, qui, très consciencieusement fait son travail de directeur du service de presse et de documentation à Lyon. Il professe des opinions pacifistes, croit à la victoire du communisme, mais n'est pas militant. L'adjoint de l'administrateur de Lyon est le juif Bara. Il y aurait également une dame

Friedmann, mais celle-ci étant alsacienne, il ne faudrait pas qu'elle soit accusée à tort.

Quant à Mlle Pauline David, dont la famille est en Amérique, et qui professe des opinions hostiles à la Révolution nationale, Monsieur Schaeffer, récemment, n'a ni confirmé, ni infirmé le bruit selon lequel elle serait israélite" (souligné par nous).

Comme quoi, bien avant l'affaire *d'Esprit*, les partisans d'une Révolution nationale autoritaire au sein de Jeune France n'avaient point hésité à faire appel au Cabinet civil pour mettre de l'ordre dans l'association. Jusqu'à quel point alors furent-ils téléguidés par celui-ci ?

Pierre Schaeffer, épié dans ses moindres faits et gestes, est la bête noire des rapports. Une note lui reproche d'avoir simplement envoyé à Lyon, pour travailler au standard, une secrétaire dont l'amant était un aviateur anarchiste. Celle-ci fut surprise à Vichy en train de taper sur sa machine, tôt le matin et entre les heures des repas, des tracts anarchistes, et d'inciter d'autres dactylos à assister à des réunions de cette tendance. Lors d'une exposition théâtrale, un membre de Jeune France, Grange, avait proféré des propos injurieux envers Pétain ("Tenez, voilà le vieux maquereau qui, toute sa vie, a couché avec une putain et qui maintenant, veut nous apprendre ce que c'est que la famille") : informé, Pierre Schaeffer lui demanda simplement de "faire attention". Le directeur de Jeune France ayant démissionné de Radio Jeunesse, en raison de la lourdeur de sa tâche, avait placé à la tête de la station un de ses amis, Jean Thévenot. Or celui, ex-militant d'extrême-gauche, vivait avec une institutrice communiste. Ni "révolutionnaire" ni national, il était lui-même proche de Marc Sangnier, qu'il interviewa lors d'une émission. Le commandant Duvivier, directeur de la Radio, le démit de ses fonctions, "malgré toutes les manoeuvres de Monsieur Schaeffer". Ce dernier envisagea de le nommer ("avec sa maîtresse") dans les services de Jeune France à Lyon. En fait Schaeffer n'avait de cesse de réintégrer dans son association culturelle tous les éléments "indésirables" de Radio Jeunesse : Pichery et Hugon, déjà placés comme journalistes dans la caravane du Secours national, étaient devenus inspecteurs des correspondants de Jeune France en province. Autre incident concernant la radio, relevé dans un rapport : en février 1941, un professeur de l'École polytechnique, ami de Schaeffer, avait protesté contre le fait que des textes de propagande en faveur de l'armée d'Armistice aient été diffusés. Schaeffer s'amusa de cette réaction, en affirmant que son ami se souvenait de son antimilitarisme d'avant-

tion, en affirmant que son ami se souvenait de son antimilitarisme d'avant-guerre. Il lui promit, après enquête qu'aucun texte militariste ne passerait désormais dans les émissions.

Autre suspect : Roger Leenhardt. Son "cas" paraissait très inquiétant. Un télégramme à Chérier insiste sur le fait qu'il était "un des plus grands amis d'Emmanuel Mounier" et "le conseiller intime" de Pierre Schaeffer. C'est lui qui avait installé à Marseille Jeune France dans "des chambres d'hôtel de troisième ordre" (fait révélé par le conseiller Sarget lors de l'enquête de la Commission budgétaire). Le texte ajouta à son sujet, après avoir signalé sur un ton suspect ses "nombreux voyages" en Afrique du Nord :

"Gaulliste notoire, il a attiré l'attention de la police de Marseille qui surveillerait actuellement le centre local de jeune France".

Une autre note regretta que le jeune étudiant Raoul Girardet, déjà écrivain et éditorialiste à *La Revue universelle* d'Henri Massis, qui s'était présenté dans les premiers mois de février 1941 à Pierre Schaeffer pour obtenir une place à Jeune France, ait été éconduit. Le dialogue suivant, ragot de bureau une fois de plus, est rapporté à cette occasion :

"Roger Leenhardt : J'avais bien raison de te dire de ne pas le prendre. On m'a confirmé à l'Information qu'il était Action française.

Pierre Schaeffer : Rien qu'à sa tête, j'avais vu qu'il s'agissait d'un disciple de Massis".

Conclusion :

"Pierre Schaeffer écarte les nationaux, alors qu'il prétend ne pas avoir d'idées politiques".

Fait encore plus grave : l'attitude gaulliste de l'état-major lyonnais de Jeune France qui, lors du 14 juillet 1941, suivit les consignes patriotiques lancées par la Radio de Londres de célébrer coûte que coûte la fête nationale. L'incident fut ainsi dénoncé :

"Au moment du 14 juillet, l'influence démocrate-chrétienne se donnait libre cours dans Jeune France. C'est pourquoi Monsieur Pierre Schaeffer put organiser avec Emmanuel Mounier et Roger Leenhardt une fête à Lyon le 14 juillet.

Cette fête commença par une veillée le 13 au soir ; au cours de cette veillée, furent lus des textes dont un de Péguy sur le 14 juillet 1790.

Le lendemain matin, une messe en plein-air fut dite par le Père Doncoeur (ce dernier, démocrate-chrétien célèbre, fut considéré comme le Talleyrand de cette fête). Le soir, des divertissements furent donnés dans les locaux de Jeune France.

Pour ajouter à l'étrangeté de cette fête, il faut que l'on sache qu'une note de service comminatoire faisait une obligation au personnel d'assister à ces fêtes. La menace du renvoi était envisagée pour ceux qui se déroberaient.

L'écrivain Kléber Haedens, en une lettre que l'on pourra retrouver, stigmatisa de semblables procédés. Il fut d'ailleurs mis à la porte peu après.

Connaissant les opinions politiques du personnel de Jeune France à Vichy, la note relative à cette fête ne lui a jamais été adressée par Monsieur Pierre Schaeffer.

Seule l'intervention de Monsieur de La Pradelle empêcha que, conformément au désir de Monsieur Leenhardt, chaque chef de service ait à parler à son personnel de l'actualité des principes de 89".

Une autre note de délation, produite vraisemblablement par les "nationaux" introduits par Schaeffer dans les bureaux de Vichy, stigmatise ainsi la mollesse de Jeune France dans les activités de propagande (précisant implicitement ce qu'étaient ses relations avec ses services de tutelle) :

"Le secrétaire général, dès le mois de décembre 40 était désireux d'entreprendre de vastes tournées de propagande auprès de la jeunesse française. Il s'adressa à Jeune France qu'il considérait comme un de ses organes de propagande pour l'organisation des assemblées de la jeunesse. Jeune France aurait pu faire de ces assemblées des manifestations artistiques mais ayant un sens politique. Le type même de ce que Jeune France aurait pu faire a été réalisé, sans elle, par les Chantiers de la Jeunesse, au stade de Vichy. Malgré l'avis de personnes étrangères à Jeune France, Telles que M. Rolland, à l'Information, ou M. Guinet, chef de Cabinet de Monsieur Lamirand, malgré les interventions nombreuses à l'intérieur de l'association de plusieurs membres, Jeune France se cantonna dans des réunions de pur divertissement, seul, le discours du secrétaire général venait, quelques instants, apporter une substance politique aux jeunes auditoires.

Ces assemblées volontairement non-politiques furent à plusieurs reprises l'occasion de scènes navrantes, entre autre, à Montluçon et à Clermont-Ferrand. Pour cela, Monsieur Guinet et M. Jacques d'Yvoire, du Secrétariat général à la Jeunesse, donneront, sans doute, d'utiles indications".

Même accusation de refus de s'engager politiquement en faveur de la Révolution nationale dans cette autre note concernant une exposition de dessins d'enfants pour Pétain :

"Monsieur Jacques Faugeras fera parvenir prochainement une déclaration écrite où il fera savoir qu'occupant un poste important à Jeune France (il fut le premier démissionnaire de l'association), il avait proposé que Jeune France organise, à travers la France, l'exposition des dessins d'enfants offerts pour Noël au Maréchal. Il s'était mis d'accord avec les organisateurs de l'exposition de Vichy, les frais étaient minimes. Il se heurta à une opposition absolue de Pierre Schaeffer et il s'entendit répondre "que Jeune France n'avait pas à faire la propagande du Maréchal".

Un point n'échappa pas à André Chérier : l'association s'ingéniait à rechercher l'appui d'éléments "Front-populaire". Au sujet d'une rencontre Jeune France entre des poètes et des musiciens (dont nous reparlerons) qui eut lieu à Lourmarin le 19 septembre 1941, cette note lui fut transmise :

"On retrouve des gens de *Jeune France* derrière toute l'action politique camouflée de certaines revues poétiques. Bien que mis en garde, presque par bravade, Monsieur Schaeffer a invité aux journées de Lourmarin le poète communiste Aragon. Il n'est nié par personne que celui-ci a, sous le couvert de la littérature, poursuivi son action ; pour cela, il n'est besoin que de lire le numéro d'octobre de la Nouvelle Revue française dans lequel Monsieur Drieu La Rochelle a fait l'exégèse d'un texte publié de Monsieur Aragon dans la revue Fontaine".

Même suspicion à l'encontre de la revue de Jeune France en Tunisie, ainsi formulée :

"*Jeune France* en Tunisie est dirigée de Marseille par Roger Leenhardt, démocrate-chrétien et gaulliste militant. Aussi a-t-il dû fort bien choisir une partie des représentants de Jeune France en Tunisie. Quoique lançant en France deux revues, Jeune France n'a pas hésité à lancer une troisième revue paraissant à Tunis et intitulée Quatre vents. Dès le premier numéro, l'esprit politique de Jeune France s'est manifesté et *L'Action française*, dans un court entrefilet, a déjà signalé le scandale. On y trouve, entre autres choses, un article de Monsieur Philippe Soupault, grand écrivain du Front populaire, l'homme de Léon Blum à Radio-Tunis.

du Front populaire, l'homme de Léon Blum à Radio-Tunis. Dans le domaine artistique, c'est le cubisme avec Picabia qui est proposé comme exemple à la jeunesse française".

On comprend mieux ces encouragements de prudence transmis par Emmanuel Mounier à Max-Pol Fouchet, correspondant de Jeune France pour l'Afrique du Nord. Cela à propos de sa revue poétique Fontaine, épluchée attentivement par les hommes de la NRF, de L'Action française, du Secrétariat à l'Information et à la Propagande, par le Cabinet de Pucheu et par celui de Pétain :

"Bien cher Fouchet, tenir la poésie en ce moment, avec ce courage, cette jeunesse, c'est semer l'espérance. L'anti-poésie ne s'y trompe pas (...) À vos postes, les poètes. Je n'en puis dire plus, mais apprête-toi à vous défendre. Ils ne peuvent voir deux vers qu'ils ne soupçonnent, sous leurs ailes d'ange, des démons cachés. Pégase, S.O.S." ¹³⁴.

Max-Pol Fouchet, esprit libre et obstiné, recevra d'ailleurs le 24 mai 1942 une lettre de Paul Marion le mettant en garde contre les allusions politiques "transparentes" de sa revue.

Autre anicroche relevée par les adversaires de l'association. Celle-ci disposait dans les grandes villes, de délégués et, pour chaque secteur culturel, de correspondants. Dans les petites villes, il ne devait y avoir que des correspondants. Or, cette fonction, importante du fait que l'esprit d'un correspondant déterminait celui de l'association dans la ville, ne fut jamais mise sur pied. De La Pradelle avait été chargé de présenter un projet à ce sujet. Mais, selon les notes d'information entre les mains de Chérier, Pierre Schaeffer aurait refusé l'article premier stipulant que chaque correspondant était invité à déclarer fidélité au Maréchal Pétain. Même absence de loyalisme du directeur de Jeune France par un refus caractérisé d'éditer une brochure de la Légion, alors que le président légionnaire, Valentin, nancéien comme lui, avait obtenu verbalement que les correspondants de l'association soient accrédités auprès des présidents départementaux de la Légion et que Jeune France participe éventuellement aux fêtes et aux spectacles de celle-ci. Mais surtout, fait particulièrement souligné, qui fit beaucoup de bruit dans les cercles du pouvoir, Pierre Schaeffer ne collabora pas à la Fête de la Légion prévue à Vichy, alors qu'une somme importante

¹³⁴ Max-Pol Fouchet, *Un jour, je m'en souviens. Mémoire parlée*, Paris, Mercure de France, 1968, p. 97, cf. aussi p. 46.

(150000 francs) était mise à sa disposition avec des moyens de transport et toute liberté matérielle. Il alla même jusqu'à refuser à l'occasion d'indiquer son avis sur la valeur des groupes folkloriques contactés par la Légion.

Tous ces rapports policiers en disent long sur les querelles internes qui ébranlèrent Jeune France dès le début. Chérier, qui disposait par ailleurs des informations du clan Fabrègues, établit à ce propos une liste de ceux qui avaient été refusés ou rapidement écartés de l'association par Mounier et Schaeffer : Jacques Wilhelm (diplômé de Science Po et de l'École du Louvre, éditeur de collections d'Art chez Flammarion, prisonnier de stalag, élève d'Uriage, refusé sous prétexte qu'il n'avait pas "l'esprit Jeune France"), René Vincent (rédacteur en chef de Combat, personnaliste, critique littéraire, organisateur né), Raoul Girardet (étudiant en philosophie, écarté en tant que "disciple de Massis"), Yves Bonnat (rédacteur à Ce Soir, ex-organisateur des fêtes du Front populaire, ex-chef de service des manifestations à Jeune France, devenu chargé de mission), Charles Gervais (rédacteur du service des manifestations, d'opinion "Front-populaire", bon technicien. Il aurait pu ajouter Kléber Haedens, démissionné après l'affaire du 14 juillet 1941, nous le savons.

Une autre liste établie par Chérier donne les noms de tous ceux qui quittèrent Jeune France en raison de mésentente avec Pierre Schaeffer : Georges Lecocq (chef du service des éditions, parti pour divergences et incompatibilités de méthode avec Schaeffer, qu'il remplaçait à Lyon pendant son absence), Pierre Bordas (chef du service ateliers et chantiers, puis des services financiers, second personnage de l'association en zone libre, parti lui aussi pour "incompatibilité de méthode et de caractère"), Sylvain Briès (chef des services administratifs, dans l'impossibilité de travailler utilement avec l'association), Jacques Fougeras (chef du service des correspondants et des étudiants, pour incompatibilité de caractère), René Barjavel (chef du service des éditions, remplaçant de Lecocq, en désaccord sur le fonctionnement du service et écoeuré par le manque de sérieux de l'entreprise), Calvel (chef du service de presse, en incompatibilité de travail avec le directeur), de La Pradelle (délégué général de Jeune France à Vichy, en opposition politique), de Laistre (administrateur de la Maison Jeune France de Toulouse, méprisé dans les avis transmis au sommet), Maurice Blanchot et Xavier de Lignac (dirigeants de la zone occupée, qui, dans une lettre de démission "très dure", parlèrent de "carence du directeur"). Révélations importantes. Ce document montre, contrairement à certaines apologies historiographiques ultérieures ou au

contrairement à certaines apologues historiographiques ultérieures ou au silence de Pierre Schaeffer et de Roger Leenhardt dans leurs mémoires, que Jeune France fut bien agitée par des conflits politiques et personnels. Deux camps principaux s'y affrontèrent : les catholiques scouts, qui firent un bout de chemin avec les personnalistes mouniéristes, resserrés autour du très autoritaire directeur, et les membres politisés d'une droite extrême, très Révolution nationale. Reproduction à Jeune France des divisions qui partagèrent de même le Secrétariat général à la Jeunesse. La politisation avait gangrené le mouvement culturel.

En l'état, les papiers d'André Chérier n'apportent aucun détail complémentaire sur l'ordre d'élimination d'Emmanuel Mounier de Jeune France. La décision incombait-elle au ministère de l'Intérieur ou à la Direction des Jeunes du Secrétariat de Georges Lamirand, donc à Louis Garronne qui contrôlait étroitement l'administration de l'association depuis le statut du 5 juillet 1941 ? Est-ce Pierre Schaeffer, pressé par son autorité de tutelle qui lui demanda de partir ? Un doute subsiste. En tout cas, dans une lettre de justification adressée à Pucheu le 1er décembre 1941 (que nous détaillerons plus loin), Pierre Schaeffer écrit :

"Dès qu'une confusion m'apparut possible dans l'esprit du public ou celui du gouvernement (et non dans le nôtre) entre la collaboration technique à Jeune France de M. Mounier et sa position politique, il a été décidé même avant la condamnation d'Esprit de nous séparer de lui " (souligné par nous).

Schaeffer, qui rencontra Mounier vers le 25 juillet à Uriage et rédigea avec lui la plaquette sur Jeune France ("Principes, Directions, Esprit"), prit-il vraiment une décision avant le 20 août, date de l'interdiction *d'Esprit* ? Ou bien a-t-il menti tactiquement à Pucheu en décembre, peut-être pour lui prouver qu'il avait devancé les services de l'Information et de la Propagande de Marion ? En tout cas, alors que les démissionnés et les exclus (en gros le clan Fabrègues) assimilèrent dans leurs attaques Schaeffer et Mounier, le premier resta à la tête de l'association mais le second en fut écarté.

On connaît à ce sujet le témoignage du philosophe. Celui-ci eut avec Roger Leenhardt l'idée d'organiser sur les terrasses du château de Lourmarin une rencontre, sous l'égide *d'Esprit* et de Jeune France, entre poètes et musiciens, annoncée par le journal Jeune France le 6 septembre, et tenue les 19-20. Il s'agissait, non d'un colloque ou d'états-généraux, mais d'échanges libres, agrémentés d'oeuvres poétiques et musicales inédites. Côté poètes, en plus de

vres poétiques et musicales inédites. Côté poètes, en plus de Mounier et de Leenhardt, furent invités Max-Pol Fouchet, Jean Amrouche, Pierre Emmanuel, Lanza del Vasto, Pierre Seghers, Armand Guibert, Georges Neveux, Luc Estang, Maurice Fombeure, Louis Ennié, Jean Rivier, L.G. Gros, Richaud, Loys Masson, Marc Beigbeder, Paul Gilson, Roger Bellion, Roger Lannes, Jacques Prévert, Jacques Baron, C.A. Puget, Alexandre Marc, Fernand Senez, René Laporte, Aragon (celui-ci ne vint pas, en s'excusant, car Elsa Triolet n'avait point été invitée avec lui ¹³⁵... Ainsi étaient présentes les revues *Poésie 41*, *Fontaine*, *Confluences*, *Les Cahiers du Sud*. Côté musiciens, furent conviés avec Pierre Schaeffer : Pierre Audert, Claude Arrieu, Yves Baudrier, William Lemit, Henri-Irénée Marrou, Jean Martinon, Léo Preger, Mario Versepuy, Henry Barraud, Henri Tomasi, Maurice Martenot, César Geoffroy, Gabriel Marie, Robert Lopez, Jean Bernard, Daniel Lesur... Mounier n'avait en lançant cette rencontre aucune illusion : Jeune France viendrait y "jeter ses derniers feux". Ce fut le cas. La fête fut belle et folle, nous dit Max-Pol Fouchet, qui parle dans ses mémoires de cette "excellente façon d'utiliser les fonds de Vichy à des fins antivichystes", ajoutant même :

"Le soir, les moins sages se réunissaient et parcouraient les rues du village en scandant d'imprudents "Vive De Gaulle". Les gendarmes faisaient la sourde oreille" ¹³⁶.

Mais tout le monde n'eut pas le coeur à la fête. Mounier venait d'apprendre, dans l'après-midi du 18, par Roger Breuilh, qu'il était éliminé de Jeune France. C'était, selon ses propres termes, "le dénouement de la pression Garrone", que lui confirma peu après Pierre Schaeffer.

Comment interpréter l'intervention de Garrone ? Fut-elle personnelle, ou exigée par le Cabinet de Pétain et le ministère de l'Intérieur ? Il semble que le directeur de la Jeunesse avait besoin de contre-attaquer pour affermir son autorité face aux critiques de plus en plus vives de l'Intérieur auquel, depuis le remaniement du 12 août, était désormais plus ou moins rattaché le Secrétariat d'État à l'Éducation et à la Jeunesse. En réglant la question du pluralisme et du personnalisme, il prenait les devants, regagnait la confiance des maurrassiens du

¹³⁵ Roger Leenhardt, *Les yeux ouverts*, op. cit., p. 123.

¹³⁶ Max-Pol Fouchet, *Un jour, je m'en souviens*, op. cit., p. 54.

Cabinet civil, et coupait l'herbe sous les pieds à l'équipe Pucheu-Marion. Quant au bureau de Jeune France, son président en tête, il oublia de se solidariser avec Mounier, l'ami de la veille, politique du ventre et soumission à l'autorité obligeant. La démission d'office (contraire à l'article 4 des statuts formels de l'association) intervenait donc avant la première assemblée générale de Jeune France prévue pour octobre. Pierre Schaeffer rompait le pacte avec Mounier (peut-être déjà entamé officieusement par la lettre d'invitation à Jean de Fabrègues du 3 juillet ?).

Le philosophe, plus ou moins informé de ce qui s'était tramé dans l'ombre, accusa avec amertume la nouvelle. Il écrit dans son Entretien XII :

"Tant de faiblesse jointe à l'angoisse que donne aujourd'hui cette défaillance des meilleurs, ont réussi à faire ce qui n'avait pas réussi à faire l'annonce de l'interdiction *d'Esprit* : à me donner une soirée de grande tristesse. Sur la terrasse du Château, Fouchet, Seghers, parlaient de leurs revues montantes. De jeunes et grands talents, le soir, se révélaient. La vie continuait, produisait, avançait et là, avec ma revue morte et cette proscription générale, je sentais cette jeunesse me pousser vers la mort. En une heure, je vieillissais d'une génération. Il a suffi d'un clair matin pour balayer tous ces fantômes. Tout de même, cela laisse une petite ride" ¹³⁷ (souligné par nous).

Après ces lignes émouvantes, voici en quels termes étranges, qui dévoilent des critiques en filigrane, il tire le bilan de son travail avec Pierre Schaeffer :

"Mais où est Jeune France en tout cela, sinon qu'elle a donné à chacun l'argent nécessaire à son séjour, qu'aucun organisme n'aurait pu donner avant-guerre ? *Rapidité avec laquelle les êtres de liaison s'annexent ce qu'ils mettent en rapport*. X. s'emballant sur la réunion, il nous a fallu lui dire durement que Jeune France n'avait ni écrit les poèmes de ces garçons ni fondé leurs revues, ni mûri leurs drames, quand ils en avaient" ¹³⁸ (souligné par nous).

Le "X" en question n'était-il pas le polytechnicien qui dirigeait le mouvement, prompt à s'annexer ce qu'il mettait en relation ? À quel poète ou musicien, ce soir-là, Emmanuel Mounier aurait-il pu parler "durement" des orientations du mouvement ?

¹³⁷ Emmanuel Mounier, *Oeuvres*, tome 4, op. cit., p. 716, Entretien XII, 25 septembre 1941.

¹³⁸ Ibid., p. 716.

Schaeffer, considéré comme un provocateur par les nationaux réactionnaires qu'il avait intégrés dans son équipe, et qui dut sentir leur animosité, devait, pour rester à la tête de Jeune France, redresser la barre. Obéissant à Garrone par opportunité, après les condamnations d'Esprit et l'éviction de Mounier d'Uriage (mais manifestement pas d'un "commun accord" comme il le laisse entendre dans la lettre à Pucheu du 1er décembre), bon prince, il octroya au philosophe une indemnité "de trois mois". Ce dernier, réticent depuis le début ne fut pas dupe de l'évolution de l'association et de sa danse autour du pouvoir. Quelques jours après, il notait dans son Entretien XII, après la fête donnée à Lyon lors de l'Assemblée générale des 4-5 octobre, si éloignée dans la forme de la soirée de Lourmarin :

"À l'occasion de son assemblée, Jeune France recevait dans ses nouveaux locaux. Galeries de tableaux, larbins en veston blanc, buffets, soirée de musique avec le pire et le meilleur, un mois après la Jeune France miteuse, camarade et un peu pagaille qui ressemblait encore à un mouvement de jeunes. Non, c'est bien foutu, et foutu par les moyens riches. Le problème va loin. Toute notre pauvreté, à *Esprit* et dans plus d'un autre lieu, a produit dix fois plus d'hommes et fait dix fois plus de choses que leurs millions. L'idée d'écarter des jeunes écrivains et des jeunes artistes de la grande aventure de pauvreté, le va-tout de la porte qui cache tous les mystères, n'est-elle pas un fléau public" ¹³⁹ ?

Réflexion lourde de désillusions ? Emmanuel Mounier vivait dans les faits, une fois de plus, l'opposition entre deux attitudes d'engagement incompatibles, l'une tournée vers le "succès", l'égoïsme, la récupération à des fins personnelles d'actions communautaires, l'autre vers le "témoignage", impliquant "l'humilité de la présence humaine à ce qui est éternel". Jeune France perdait d'un coup son personnalisme. Ce regret, attentif au caractère des hommes, Mounier le formula sûrement en se remémorant ce qu'il avait écrit, six ans plus tôt, dans ce passage d'un numéro d'Esprit d'octobre 1934, repris dans *Révolution personaliste et communautaire* * en 1935, qui confrontait déjà les partisans du "succès" et ceux du "témoignage" dans leurs façons de s'engager :

"Les premiers sont pressés, à la remorque de leurs impatiences, et des tactiques à courte vue. Les seconds font confiance au temps et à leur foi. Les premiers ont peur de la solitude et de l'obscurité, car ils jugent le

¹³⁹ Ibid., p. 718, Entretien XX, 7 octobre 1941.

* [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

résultat au nombre. Les seconds redoutent les propagations trop rapides, qui ne peuvent être organiques ni fécondes et les amèneraient à douter de la qualité de leurs moyens. Les premiers recherchent ce que d'un mot si juste on a appelé les moyens riches, ceux qui unissent le rendement quantitatif à la facilité : lancements en grands, services somptueux, publicité, américanisation. Les seconds affectionnent les moyens pauvres (qui ne sont pas les moyens méprisables) : il y voient comme une garantie spirituelle en même temps qu'un tonique de l'effort, car ils demandent à chacun le sacrifice sans quoi il n'est pas de vrai don. Les premiers sont péremptoires. Les seconds sont modestes. Les premiers sont propriétaires de leur cause. Les seconds sont les témoins de ce qui les dépasse. Pour tout dire les premiers s'agitent à faire avant d'être, les seconds s'essayent à être pour faire, ou pour qu'il soit fait, avec ou sans eux " 140.

Le 27 septembre, dans une lettre à un ami éliminé de Jeune France, le philosophe plaida contre la tentation de s'installer, pour la fréquentation non-conformiste des avant-postes, pour l'indifférence à l'opinion des "imbéciles", des "salauds" et des "jean-foutre", pour l'humilité et l'épreuve, dans l'opiniâtreté et l'exigence, pour tous les engagements dans des expériences où la sensibilité personnelle était mise à l'épreuve et où surgissait l'inquiétude ("Le Christ aussi est mort par un malentendu" 141). Oui, le problème menait très loin. Pour lui, on ne pouvait créer, vivre authentiquement et spirituellement, qu'en dehors des manifestations extérieures et dérisoires de l'argent, de la puissance, de la bureaucratie gestionnaire, du narcissisme, de l'orgueil éphémère. Ces propos de l'âme constituent bien un réquisitoire contre ce qu'était devenu Jeune France, auréolée du prestige de l'État, assoiffée d'autorité, d'honneurs, de fêtes de cour. D'un côté, la chasse aux subventions, les relations, le verbiage, les représentations, les artistes officiels, de l'autre, les poètes, démunis dans leurs drames et leur monde intérieur. La pauvreté revendiquée, la souffrance posée comme source de création pour les humbles équipes intellectuelles, se montraient incompatibles avec le faste des politiques culturelles patronnées par l'État (a fortiori avec un poste de " ministre de fait de la Culture de Vichy").

Ces confidences, jetées avec nostalgie sur le papier, étaient un adieu silencieux à Pierre Schaeffer. L'homme-orchestre de Jeune France, en ne se

140 Emmanuel Mounier, *Révolution personaliste et communautaire*, Oeuvres, op. cit., tome 1, p. 342. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

141 Emmanuel Mounier, *Oeuvres*, op. cit., tome 4, p. 716.

solidarisant pas avec les exclus, avait vécu là, une énième fois, une des nombreuses contradictions déchaînées par son entreprise de compromis. Celle-ci, par la force des choses, - Mounier l'interpréta dans ce sens - n'était-elle pas devenue, non un instrument, mais une fin en soi ? Les papiers du Cabinet de Pucheu contiennent une liste de ceux qui, par éviction ou solidarité, quittèrent Jeune France avec Emmanuel Mounier "à la suite de l'affaire Esprit" : Roger Breuilh, Louis Blanchard, Henri Petit et Marc Beigbeder. Leur épuration administrative définitive, fut vraisemblablement entérinée par l'assemblée générale de l'association des 4 et 5 octobre 1941.

Le contenu des notes de police précitées, l'opération Fabrègues, lancée le 22 août, l'affaire Mounier, réactualisée avec la réunion de Lourmarin (Chérier ne comprit pas manifestement que celle-ci marquait une rupture entre Mounier et Schaeffer, qu'il jugeait complices), laissent supposer que le séillant directeur de Jeune France, qui se sépara au moment opportun du courant personnaliste, allait avoir à faire à forte partie. Saurait-il "virer de bord avec aisance" (comme le dit élégamment Roger Leenhardt, qui lui, resta à Jeune France) et prendre le vent du pouvoir ?

IV - LA CONTRE-ATTAQUE MANQUÉE DE PIERRE SCHAEFFER ET PAUL FLAMAND

[Retour à la table des matières](#)

L'état des pièces disponibles dans les dossiers Chérier apporte peu de précisions sur les débats et les rapports de force lors de l'assemblée générale des 4 et 5 octobre 1941. André Chérier, ainsi que le ministre de l'Intérieur, furent personnellement invités à assister aux séances, tout heureux d'être mieux à même de connaître les buts et les réalisations de Jeune France. Chérier remercia Schaeffer de son invitation (dans une lettre du 24 septembre). N'est-ce pas la preuve que la direction du mouvement avait décidé de prendre les devants après le coup de semonce de l'affaire Mounier ?

L'assemblée statutaire proprement dite fut précédée par une journée d'étude, à laquelle on convia les principaux animateurs ainsi que tous les conseillers intéressés par son action. La matinée du 4, furent discutés les objectifs, les méthodes, l'esprit, les résultats et, l'après-midi, le concept "d'art populaire", les questions de formation des cadres, les actions menées à l'égard de la jeunesse, le travail des architectes, le programme futur en faveur des jeunes. Une soirée de gala suivit les séances de travail (celle dont parle Emmanuel Mounier dans son Entretien XII). Le lendemain, après l'assemblée générale, les invités, à 11h 30, furent conviés à une "fête des vendanges". À défaut de compte-rendu précis des débats préparatoires, comme de la séance décisionnelle, on peut déduire que Pierre Schaeffer, maître dans l'art des dosages administratifs, sut préparer habilement cette réunion stratégique. Il prit tous les contacts préalables, s'assura de la majorité requise parmi les adhérents présents. Bref, il franchit cet obstacle sans encombre, désamorçant les oppositions lors de la journée de discussion. Le conseil d'administration fut réélu, les statuts légèrement modifiés selon les exigences formulées par les autorités de tutelle. Un texte conforme, sans grands changements, fut déposé au Journal Officiel le 6 octobre. Tout semblait aller pour le mieux. Le clan Fabrègues, poussé par Chérier, livra-t-il bataille à l'équipe sortante, appuyée par Georges Lamirand et Louis Garrone ? L'état de la documentation ne permet pas de répondre. Seule une lettre du 13 octobre suivant, envoyée par un ami de Jean de Fabrègues, Toulouse, à André Pucheu (frère du ministre), fait part de son échec en ces termes :

"L'offensive que nous avons engagée contre la direction actuelle de Jeune France n'a pas réussi. Malgré un faisceau d'opinions formelles réunies par Monsieur Chérier, attaché au Cabinet de votre frère, la contre-attaque des indésirables a réussi ; ils restent donc en place (...). Que la direction spirituelle de la jeunesse soit confiée à ces gens et que des subventions se chiffant par millions leur soient accordées dépasse l'imagination".

Écoeuré, l'intéressé décida de retourner à Paris, de quitter la zone non occupée ("si décevante" pour lui), et de démissionner de Jeune France, cette "affaire dirigée par des gens qui travaillent sournoisement mais sûrement contre le gouvernement du Maréchal".

Pierre Schaeffer avait-il franchi l'obstacle de l'assemblée générale sans encombre ? Son répit ne fut que de courte durée. En butte aux inspections croisées

de l'inspecteur Arnaud, du ministère de l'Éducation et de la Jeunesse, et du contrôleur des finances Sarget, il allait devoir mener une bataille sur deux fronts, décisive celle-là : l'une politique, contre les services de l'Intérieur, mis en branle par Chérier, dans la continuité de l'offensive de Jean de Fabrègues, l'autre, administrative, contre les services de Carcopino et de Hautecoeur.

André Chérier, sur ordre de Pucheu, fit placer sur table d'écoute les hauts responsables vichyssois, moyen politique non négligeable pour une maîtrise progressive de l'État. Les services officiels de la Jeunesse, qui recevaient beaucoup d'appels de leurs bureaux parisiens comme de responsables divers de mouvements de tout le territoire, constituèrent une cible privilégiée. Les hommes de Pucheu avaient depuis longtemps des visées sur les postes-clés de cette administration si importante pour les clans en lutte pour le pouvoir à Vichy : Dhavernas, des Compagnons, était passé dans leur camp, de même que Jean Maze ou Armand Petitjean (mis en avant, sans succès, pour prendre la direction du mouvement Compagnons et pressenti pour remplacer Georges Lamirand au Secrétariat général). Déjà fixé sur Jeune France, sur l'apolitisme et la gestion de Pierre Schaeffer, après l'opération Fabrègues et l'échec de l'assemblée générale du 5 octobre, il poursuivit sa surveillance. Pour lui, les notes de police précédemment citées le montrent bien, l'association était pourrie par l'esprit personnaliste de Mounier. Ce dernier écarté, il restait à épurer les cadres, et à imposer une équipe de remplacement. Chérier s'appliqua à faire courir des bruits dans tous les milieux gouvernementaux de Vichy contre l'association, en étant particulièrement attentif aux démêlés administratifs de Pierre Schaeffer qu'il suivit avec les moyens de police adaptés.

Ce dernier, rassuré par son succès du 5 octobre, accueillit difficilement les critiques formulées peu de temps après par le rapport d'inspection établi à la demande du Comité budgétaire. Dans une lettre à Jérôme Carcopino, il s'éleva contre les attaques qui de toutes parts remettaient en question son mouvement, avec pour conséquences la détérioration du climat de confiance nécessaire pour l'action, et, surtout, des menaces de brutales mesures financières. Reçu en audience par le secrétaire d'État à l'Éducation, il avait été encouragé à persévérer dans ses fonctions et on l'avait assuré qu'il obtiendrait les crédits nécessaires pour 1942. Après la publication des deux rapports d'inspection, il avait remis rapidement des propositions de réorganisation tenant compte des critiques proposées, notamment la création d'un nouveau comité directeur.

Dans une lettre du 16 novembre 1941 à Carcopino contenue dans les papiers Chérier, Schaeffer tira le bilan du fonctionnement de cette organisation rénovée, conformément aux modifications de statut du 6 octobre 1941. Ledit comité s'était avéré trop lourd. Les personnalités impliquées, absorbées par d'autres tâches, n'avaient pu intervenir efficacement. D'où le désordre de Jeune France, et son "malaise extérieur". Déjà, rappela Schaeffer, l'inspecteur Arnaud avait relevé que l'association s'était heurtée, pour l'accomplissement de sa mission, à des difficultés nombreuses qu'elle avait dû affronter sans être vraiment aidée par l'État, qui la subventionnait pourtant "à 100%" ("cette association, écrivait-il, a été pratiquement abandonnée sans directives précises et sans contrôle efficace"). Et Schaeffer d'expliquer à Carcopino que Jeune France n'avait pas de rattachement administratif ou budgétaire clair, malgré des efforts pour garder des contacts avec le Secrétariat à la Jeunesse, les Beaux-Arts, la Direction de la Formation des Jeunes, le Commissariat des Chantiers de Jeunesse, l'Éducation générale, le Cabinet du Maréchal, l'Armée et la Marine, le Commissariat au Chômage, le Secours national, la Légion, l'Information... De ces divers services, étaient venus tantôt des encouragements, tantôt des dénigrements, tantôt des "réquisitions d'urgence", en vue d'initiatives parfois "prématurées". Bref, la faute incombait à l'administration laxiste de Georges Lamirand. Après avoir précisé que les activités de l'association avaient fait l'objet de deux plaquettes ronéotées (remises à Carcopino), dont l'une consacrée à la doctrine, Schaeffer rappela au ministre que selon l'attente de Jeune France, le secrétaire aux Beaux-Arts et le Contrôleur général de la direction de son administration, avaient réuni la veille (le 15 novembre) une commission chargée de fixer définitivement les statuts de l'association, et de l'intégrer davantage dans le Secrétariat d'État.

Pierre Schaeffer révélait là sa nouvelle stratégie : menacé par l'Intérieur, contesté au sein même de l'association, il proposait, contre l'idée concédée précédemment de constituer un comité donnant des directives générales, de passer sous la tutelle administrative des Beaux-Arts et de l'Éducation nationale. Bref, contre Pucheu, Marion, et contre Lamirand et Garrone, il jouait Carcopino et Hauteceur. Il écrivit, en partie contre l'esprit de la plaquette rédigée avec Mounier en juillet précédent :

"L'expérience d'une année nous a montré, en effet, combien les interférences pouvaient être fréquentes entre nos initiatives et celles d'organismes auxquels nous avons à rendre des comptes. Il nous paraît

auxquels nous avons à rendre des comptes. Il nous paraît impossible de continuer à jouir d'une liberté théorique qui, en fait, nous amènerait à des heurts dont nous serions, chaque fois, victimes".

Lors d'un récent conseil d'administration de l'association, ajouta-t-il, il avait insisté pour que soit trouvée une "solution organique", réunissant en un seul conseil les éléments officiels et privés nécessaires à la direction, et avait même offert d'abandonner son poste de vice-président, pour créer un échelon intermédiaire entre la direction générale de l'association et la présidence de ce conseil. Il ne fallait point cependant, poursuivit Schaeffer, transformer Jeune France en une "succursale des services publics", en rendant majoritaires les représentants de l'État, qui risquaient d'être trop impératifs. Pourquoi dans ce cas créer et utiliser une association loi 1901 ? Il rappela que Jeune France ne prétendait pas se substituer à l'école, aux conservatoires, aux organismes de jeunesse. Schaeffer précisa à ce propos :

"Elle a été fondée beaucoup plus pour être un "mouvement" que pour être un organisme, pour créer un courant d'idées et un mouvement d'hommes que pour distribuer des subventions.

Si l'on veut, suivant en cela l'idée même de la Révolution nationale, apporter à l'intérieur même des institutions un souffle nouveau, si l'on veut en cela sortir de la routine administrative (ce qui n'exclut pas l'ordre et l'administration) et permettre une action plus libre et plus dynamique de la part des animateurs qui s'accommoderont toujours mal des tâches ministérielles, il faut alors maintenir l'association Jeune France, la développer dans la ligne et jouer à la fois de son indépendance et de son obédience".

Belle formule contradictoire, que Schaeffer utilisa pour justifier l'entente sur le statut arrêtée la veille, qui diminuait l'indépendance de l'association mais lui permettait, malgré tout et coûte que coûte, de poursuivre son oeuvre.

Maître-nageur dans les eaux administratives du marigot vichyssois, il ajouta - ce qui dut plaire à Carcopino - qu'il s'agissait là davantage d'une transformation de la méthode de travail, que d'un changement d'objectifs. Les principes, la direction et l'esprit fixés en octobre dans la plaquette, étaient maintenus. L'association restait un mouvement indépendant. Pour rassurer le ministre, Schaeffer lança encore :

"L'indépendance de Jeune France ne sera pas une anarchie (...), ses activités s'inséreront dans les programmes d'ensemble arrêtés par les départements ministériels".

Il s'agissait de respecter un équilibre entre l'initiative privée et l'intervention des pouvoirs publics, et vice-versa. C'est pour cela que les animateurs du mouvement, ajouta Schaeffer (sans préciser de décision collective à ce sujet), préférèrent un "rattachement officiel" (sic) plus marqué,

"persuadés, que si on leur fait confiance, ils n'en seront que mieux placés pour contribuer à l'oeuvre de rénovation nationale".

Il accepta d'avaloir une autre couleuvre : que l'on mette sous les ordres du directeur général de l'association un directeur administratif et financier ayant la confiance de l'administration, particulièrement qualifié dans la gestion des crédits (n'était-ce pas là faire douter de sa propre compétence ?). Et pour soigner son image face à Carcopino, Schaeffer insista sur sa bonne volonté personnelle :

"J'ai été amené, Monsieur le ministre, à prendre personnellement la responsabilité des récentes démarches qui ont amené au nouveau statut de l'association".

C'était peut-être avouer aussi qu'il n'avait pas dû consulter grand monde autour de lui pour agir. En tout cas, une nouvelle tactique était déployée. En cas de non-respect, acheva-t-il, de la "double notion apparemment contradictoire" de "discipline" et "d'initiative" nécessaire à un climat de confiance, sa démission s'imposerait. Dernière pirouette : Schaeffer, sûr des effets de son audace, demanda au ministre des garanties statutaires que devrait lui accorder son administration d'origine qui l'avait détaché.

Cette lettre eut les effets inverses par rapport à ceux que le directeur omnipotent de Jeune France escomptait. Elle fut même à l'origine de son éviction du mouvement. Une note d'écoute téléphonique, revêtue du saut "confidentiel" arriva sur le bureau de Chérier, résumant un appel du 19 novembre de Paul Flamand, directeur de Jeune France à Paris, à Pierre Schaeffer. En voici le contenu :

"1) Vu Lamirand à 12 h, qui venait de recevoir un coup de téléphone de M. Guinet lui disant que tout s'arrangeait. Je l'ai mis au courant des faits nouveaux ce matin et M. Lamirand a promis de téléphoner au début de cet

après-midi à M. Carcopino. M. Lamirand sera à Vichy toute la journée de jeudi, samedi ou dimanche.

Monsieur Lamirand ne veut pas envisager la possibilité d'un départ de M. Schaeffer suivi de toute l'équipe.

2) M. Flamand a vu M. Hautecoeur cet après-midi qui se montre lassé des interventions auprès de lui au sujet des propos que tu aurais, soit disant, tenus. Il m'a dit que ceux-ci étaient irréfutables, comme un rapport de police peut l'être.

Par ailleurs, il ne veut pas intervenir auprès de M. Carcopino :

1. parce que la direction administrative de Jeune France est sous la direction de Monsieur Garrone, et que c'est à ce dernier d'intervenir pour obtenir ton détachement à la jeunesse.
2. parce que, pour ce qui concerne la possibilité de collaborer avec toi, M. Hautecoeur a dit qu'il n'en pouvait rien dire parce qu'il ne te connaissait pas assez et attendait la suite des événements pour voir si oui ou non c'était possible.

Telle est, m'a-t-il dit, la substance de ce qu'il a dit, voici deux jours, au ministre.

Sur ma demande expresse, M. Hautecoeur m'a confirmé qu'il acceptait de faire très volontiers l'essai et qu'il n'élevait aucune objection de principe de te voir continuer ton rôle à Jeune France, d'autant plus que si tu abandonnes les PTT, il faut que tu aies une situation stable à Jeune France - il voit celle-ci comme Direction administrative ; Cogniat ayant la partie Beaux-Arts, et Gaillard, la musique. Je ne connais pas ce dernier, mais Cogniat étant déjà à la tête du Bureau d'études, pour lui, il n'y a pas de question. Il m'a confirmé la décision de votre dernière réunion au sujet du bureau de Direction que tu m'avais indiqué et voit notre position analogue à celle de l'expansion artistique. Ensuite, je lui ai fait un large exposé de nos travaux à propos de la zone occupée. Donc ce n'est pas M. Hautecoeur qui s'oppose en principe au renouvellement de la confiance que tu demandes à Carcopino de te faire".

Une phrase manuscrite ajouta que Schaeffer demandait à Paris une réunion le matin du 19 "pour faire bloc avec lui". Flamand l'approuve. Les deux hommes sont, semble-t-il, d'accord pour forcer la main de Carcopino, pour se ranger sous son autorité. Lamirand a été mis dans le coup et doit appuyer l'opération pour qu'elle réussisse. Mais sa situation est fragile face à Carcopino, qu'il refuse de

voir. Des informations nous manquent. Quels propos à l'emporte-pièce a bien pu tenir Schaeffer qui ont donné lieu à des rapports de police qui, manifestement, ont été transmis par Chérier et Pucheu à Carcopino et à Hautecoeur ? Le secrétaire aux Beaux-Arts voit l'association se ranger sous son aile, mais ne s'engage pas. Tout dépend de Carcopino, même si le point de vue du suspicieux Garrone, qui dirige statutairement Jeune France, reste incontournable. Le problème fait donc le tour des ministères concernés. L'affaire de la direction et du rattachement de Jeune France continue.

Le lendemain, à 10h 50, les services du contrôle téléphonique de Pucheu interceptent cet appel entre Louis Garrone, directeur de la Formation des Jeunes, et un fonctionnaire parisien de la Jeunesse, Devigne. Le texte est transcrit intégralement :

"D. Je suis alarmé depuis une visite de M. Flamand. Ca semble très grave ce qui se passe à Jeune France. Actuellement, ça tourne en affaire personnelle. Schaeffer aurait demandé à M. Carcopino de lui accorder sa confiance.

G. Ca ne se présente pas de cette façon. M. Carcopino demande un détachement. Je ne pense pas que ce soit un renvoi.

D. Si Schaeffer n'est pas maintenu, la plus grande partie de Jeune France s'en irait. Avez-vous vu ma note à ce sujet ?

G. Oui, mais je l'ai eue trop tard.

D. Je ne sais pas ce que l'on peut faire.

G. Tout dépend du ministère.

D. L'Intérieur ne peut pas intervenir dans cette affaire ?

G. Non. Je ne pense pas. En tous les cas, je vous tiendrais au courant.

D. Je suis inquiet, cette association est une des plus belles choses réalisées et je la vois tellement attaquée, allant vers sa fin...

G. Il ne faut pas désespérer.

D. Tenez-moi au courant.

G. Entendu".

Garrone, contrairement à son attitude du mois d'août 41, hostile au personnalisme, semble donc favorable à une Jeune France sous tutelle. Sous sa tutelle ? Revenons au Ministère de l'Intérieur.

Sur le bureau d'André Chérier arrivent quotidiennement notes d'écoutes téléphoniques et rapports confidentiels. Le 20 novembre, Renon, un des dissidents de Jeune France derrière Fabrègues, envoie une lettre où il précise que Pierre Schaeffer, comme si de rien n'était, continue ses intrigues, lançant même une nouvelle prospection de collaborateurs. Le clan Pucheu suit le dossier dans l'ombre. Des phrases sibyllines laissent entendre que Schaeffer estime que le 21, "journée cruciale", une solution favorable peut intervenir, mais il redoute de nouvelles complications... Le 1er décembre, le même Renon informe Chérier que le petit personnel de Jeune France est victime du directeur, qui agit en maître, "épure sa maison". Il vient d'ordonner le déménagement d'une partie du mobilier et a passé une commande de 25 000 francs pour transformer les anciens bureaux de Vichy en bar, avant son départ pour Paris.

Chérier enregistre tout ce qu'il peut accumuler contre Schaeffer. A-t-il livré certaines informations à Carcopino ? En tout cas une note du Cabinet (intitulée "une réforme de l'association Jeune France") fait le point sur la situation. La tactique de Schaeffer, qui tente, en forçant la décision, de se ranger sous la coupe du ministère de l'Éducation, est un coup dur pour l'équipe Pucheu. Selon ce texte, c'est pour "sauver sa maison" et pallier aux critiques de sa gestion, dénoncée dans les rapports des deux inspections de contrôle, que Schaeffer a fait ce choix. La conséquence en est un rattachement étroit et une subordination à la Direction générale des Beaux-Arts. Jeune France risque là de perdre son rayonnement. Schaeffer a pris une "position navrante", car elle n'était nullement exigée par le contrôleur du Comité budgétaire, qui ne se montrait pas hostile au subventionnement d'un organisme indépendant, pourvu qu'il soit "sérieux" et rende des services effectifs. On peut douter de l'avenir de l'association, car,

"les artistes marqueront une défiance certaine et le public verra avec peu de sympathie une action artistique menée par des gens ayant abdiqué toute indépendance".

Les effets seront d'autant plus désastreux, poursuit le rapport, que l'opération bénéficiera inmanquablement au directeur des Beaux-Arts. Conclusion :

"Le rattachement à l'administration des Beaux-Arts, s'il sauve le directeur général de Jeune France, sert l'intérêt personnel de M. Hauteceur qui fait ainsi échec à la Révolution nationale en privant la propagande du Maréchal d'un des moyens les plus sûrs d'atteindre le grand public. La personnalité de M. Hauteceur est le gage que Jeune France ne se livrera à

nalité de M. Hautecoeur est le gage que Jeune France ne se livrera à aucune rénovation tant artistique que culturelle dans la masse française".

Le texte insiste encore sur le fait que Schaeffer n'avait pas pris l'avis de l'assemblée générale, comme le stipulaient les statuts pour tout changement organisationnel. Il avait mis devant le fait accompli ("suivant la politique d'usage") tous les membres du conseil d'administration, jouant de surcroît des exigences d'un rattachement plus officiel pour transformer la négociation en affaire personnelle. Schaeffer d'ailleurs (cela avait été critiqué par le rapport Sarget) était à la fois directeur général de l'association et président du conseil d'administration, et, comme il représentait statutairement le gouvernement en étant de plus nommé et légitimé par lui, aucun adhérent ne pouvait discuter sa gestion. Cela ne revenait-il pas à être responsable devant... lui-même ? Le rapport ajoute :

"La solution actuelle aboutira à mener un organisme dont le développement, dans un sens de grande utilité publique paraissait probable, à la mesure mesquine d'une direction qui a fait les preuves de son incapacité".

En outre, ce nouveau petit rouage de l'Administration des Beaux-Arts n'allait-il pas être une charge supplémentaire pour le budget de l'État ?

L'Intérieur conclut à la nécessité d'une réforme. Celle-ci sauvegarderait l'indépendance de Jeune France, en mettant l'organisme "au service de la Révolution nationale". La direction devait être "satisfaisante" et défendre les idées pétainistes

"pour lesquelles l'association culturelle est un moyen de propagande d'autant plus fort qu'il n'est pas une émanation directe des services de l'État".

À la tête, il fallait placer une personnalité capable de reconstruire le mouvement. Garder Schaeffer dans le personnel de direction, impliquait qu'on le rende responsable devant un conseil d'administration dont le président serait une personnalité, éventuellement élue par l'assemblée générale, agréée par le gouvernement, "avec l'approbation du Cabinet du Maréchal" et des services de la Propagande et de l'Intérieur. On pourrait aussi nommer un directeur général, choisi par le gouvernement, en laissant à Schaeffer la direction de la zone fibre et à Flamand celle de la zone occupée, en désignant éventuellement des responsables par secteurs artistiques. Schaeffer pourrait encore être nommé aux activités concernant spécialement les jeunes. L'association devrait en tout cas satisfaire les besoins des jeunes (surtout au niveau de la formation de moniteurs), soutenir les

jeunes (surtout au niveau de la formation de moniteurs), soutenir les artistes et aider des animations culturelles, développer "la propagande de l'État" par la mise en place d'un programme de fêtes conséquent, favoriser l'action sociale ("aspect Dopo Lavoro"). Il était inutile d'entrer pour l'instant dans le détail, car une réforme devait émaner des futurs dirigeants. Le directeur n'avait pas besoin d'avoir 20 ou 30 ans : un homme d'expérience capable de redresser "un organisme administrativement incohérent", s'intéressant aux jeunes, "souscrivant entièrement à la Révolution nationale", ferait l'affaire. En fait, Jeune France ne devait pas relever, sauf pour certaines fonctions spécialisées, du Secrétariat général à la Jeunesse, mais du Cabinet de Pétain et des services de la Propagande. Il y avait cependant urgence à trouver une solution si l'on voulait éviter à tout prix d'être placé, comme le supputait la tactique de Schaeffer, "devant le fait accompli".

Ce rapport de l'Intérieur révèle crûment les enjeux que Jeune France, levier d'influence auprès du monde de l'art, représentait pour les pouvoirs concurrents.

Que pouvait faire Chérier et l'équipe Pucheu ? Rechercher l'appui du Cabinet civil, afin de tenter de court-circuiter Darlan et son équipe "administrative", de même que le conservateur Hautecoeur, sous la protection desquels Schaeffer, opportunément, avait tenté de se réfugier. Le 24 novembre, Chérier reçut comme un bulletin de triomphe la note suivante, signée, au nom de du Moulin, par Roger de Saivre, responsable des questions de jeunesse (et ancien dirigeant du groupe parisien des étudiants des Jeunesses patriotes dans les années 30) :

"Le Cabinet du Maréchal est très défavorable au renouvellement des fonctions de Monsieur Schaeffer comme directeur de l'association Jeune France.

Cette association, subventionnée et contrôlée par l'État, n'a pas donné, au cours de la gestion de Monsieur Schaeffer, des preuves d'une réelle fidélité. D'autre part, Monsieur Schaeffer est animé d'un esprit très contraire à la Révolution nationale".

L'avis, laconique, tombait du ciel politique comme une sentence. Cette lettre d'un ami, du 29 novembre, confirma son sort à Schaeffer en ces termes :

"La situation est grave, très grave pour vous. Je viens de passer deux heures avec Chérier. L'Intérieur et le Cabinet du Maréchal sont formels : ils demandent votre limogeage.

Explicitement Chérier m'a fait comprendre que l'attitude de Pucheu était la conséquence du cas Mounier. Selon lui, l'ensemble des attaques et des critiques dirigées contre l'Intérieur provient de certains milieux intellectuels démocrates-chrétiens et défenseurs d'une certaine catégorie de libertés individuelles dont Mounier est le représentant très typique, et vous l'agent d'exécution (...).

Autre accusation : on a renvoyé Mounier, dit-on, mais on conserve les hommes qu'il avait engagés et qui le remplacent. On m'a cité Bergé, May, Soutou. De là à prétendre que le renvoi de Mounier n'était qu'une manoeuvre et que nous continuons à agir sous son impulsion, il n'y a qu'un pas (...).

On vous reproche également, sous couleur d'apolitisme, de rééditer certaines erreurs d'associations libres de l'Ancienne République. On parle de Sangnier, du Sillon, etc. Or la position de l'Intérieur est formelle : un organisme comme Jeune France ne peut pas ne pas prendre position politiquement. On veut que nous devenions peu ou prou pour commencer un outil de la propagande " ¹⁴².

Il faut distinguer là les raisons apparentes, livrées par Chérier, des enjeux tactiques qui animaient l'équipe Pucheu. La protection de Mounier, reprochée à Jeune France en octobre, pourtant une affaire réglée, ne fut-elle qu'un alibi pour éliminer un directeur qui de fait, venait de se ranger sous la coupe du clan adverse, de Darlan, Carcopino et Hauteceur ? Pierre Schaeffer n'apprit pas grand chose de cette lettre. Il avait eu, en effet, une brève conversation avec Chérier lui-même, dans les bureaux de l'Intérieur à Vichy. Quels furent les propos échangés ? Chérier lui reprocha durement de ne pas avoir apporté son concours à une fête de la Légion ¹⁴³. Lui parla-t-il du contenu des rapports de police et plaça-t-il devant ses yeux les listes qu'il avait dressées et les lettres originales de Mounier ? Au fait, comment se les était-il procurées, puisque le 23 février, date où celles-ci avaient été écrites, il n'était pas encore en poste ? Avaient-elles été interceptées immédiatement par le contrôle postal sans que Schaeffer les ait reçues (ce sont des originaux), voire dérobées ultérieurement par les adversaires du mouvement

¹⁴² Document extrait des archives de Pierre Schaeffer, livré par Véronique Chabrol, *Jeune France...*, op. cit., pp. 191-192.

¹⁴³ C'est ce que rapporte Schaeffer dans ses mémoires, *Les antennes de Jéricho*, op. cit., p. 275.

dans les tiroirs de la direction, ou bien Schaeffer, afin de se justifier de sa "bonne foi", les lui avait-il remises lui-même ?

Décidé à écarter définitivement le directeur de Jeune France, Chérier, fort de la note du Cabinet du Maréchal, lui conseilla peut-être d'en référer à Pucheu. C'est à ce dernier, en tout cas, que dans une ultime pirouette, le suspect décida d'adresser une lettre d'explication. Datée du 1er décembre, envoyée de Paris, elle fut cosignée par Paul Flamand, directeur général adjoint, prétendument au nom de l'ensemble du conseil d'administration et des chefs de Service. Elle débute ainsi :

"Monsieur le ministre,

Votre attention s'est portée sur l'association Jeune France. Vous avez pris, si nous sommes bien informés, une attitude hostile à l'égard de ses animateurs. or, considérant le travail que nous avons accompli depuis un an, le rayonnement déjà grand de l'association, non seulement en zone libre, mais en zone occupée, en Afrique du Nord, et même en zone interdite, assurés de l'accueil que nous avons reçu dans les régions où ont été fondés nos centres nationaux ; Paris et Lyon, nos maisons provinciales : Bordeaux, Aix-Marseille, Toulouse, et nos filiales : Alger, Tunis et Rabat, nous sommes obligés de constater qu'à Vichy seulement, par la faute d'informations que nous savons partielles et partiales, par les manoeuvres répétées d'un petit groupe d'adversaires dont quelques uns ont agi pour des motifs personnels, notre action est constamment mise en cause.

Nous attirons votre attention, Monsieur le Ministre, sur l'injustice qu'il y aurait à condamner l'oeuvre de l'association, sans examen, et ses animateurs sans les connaître. Il n'est pas tellement, depuis l'Armistice, d'équipe cohérente qui ait osé s'attaquer à des tâches aussi épineuses que la nôtre. Cette équipe a pu faire des expériences hâtives et parfois malheureuses : son oeuvre existe. Dans un domaine où ont échoué tant d'efforts dans les vingt dernière années, Jeune France au milieu des difficultés pires, est à pied d'oeuvre. Son action ne demande qu'à s'épanouir".

Suit un bilan rapide des activités de l'association et des premiers résultats quantitatifs après un an à peine de fonctionnement. La lettre poursuit :

"Rien de tout ceci n'est connu à Vichy. Faudrait-il donc regretter la décision de quitter Vichy que le directeur général a dû prendre en juin dernier pour étendre l'activité de l'association à tout le territoire, et notamment, à Lyon et à Paris ? Le gouvernement, en effet, s'est peu soucié de donner à l'association, en dehors de l'appui financier, celui de ses directives ou de son autorité. Le crédit de Jeune France auprès des jeunes artistes et écrivains et des divers mouvements de jeunesse ne fut pas gagné

et écrivains et des divers mouvements de jeunesse ne fut pas gagné par voie d'autorité. Disons-nous qu'un tel regroupement, pour avoir été moins facile, n'en est que plus solide ?

Aussi, lorsqu'on prend ombrage de l'indépendance du mouvement Jeune France alors que tout notre effort a tendu à donner aux artistes leur vraie place dans la communauté nationale, lorsqu'on met en doute un loyalisme dont nous avons donné des preuves concrètes, lorsqu'on s'apprête à saboter un des organismes nouveaux les mieux appropriés à la rénovation nationale, nous nous indignons justement. Loyaux au gouvernement, les animateurs de Jeune France le sont aussi les uns vis-à-vis des autres. En butte à des critiques vagues et purement verbales, qui viennent de partout et de nulle part, ils demandent à ce qu'on mette en cause de façon précise leur politique ou leur gestion. Objets de multiples interventions, ils s'étonnent, croyant pouvoir s'insérer dans une hiérarchie, de ne se trouver jamais en présence d'une autorité responsable à laquelle ils aient des comptes à rendre.

En fait, Jeune France a été l'objet de deux inspections. L'une portait sur la gestion administrative et financière. Le rapport qui en a été fait et qui n'est pas exempt de critiques, comme on peut s'y attendre pour une oeuvre créée de toutes pièces en hâte et sans moyen suffisant, conclut au maintien de *Jeune France*. Or, il a été fait de ce rapport, qui, contrairement aux règles administratives, n'a jamais été communiqué aux intéressés, l'extrait le plus sommaire et le plus tendancieux. Cet extrait, largement diffusé auprès des membres du gouvernement, leur a sans doute donné sur Jeune France une opinion définitive.

Cependant, l'autre inspection, plus attentive de la part des services administratifs du Secrétariat d'État à l'Éducation nationale et à la Jeunesse, aboutissait à des encouragements et à des critiques constructives. Elle eut pour conséquence une modification des statuts de l'association, un renforcement du contrôle exercé sur elle par les pouvoirs publics et des dispositions de contrôle administratif et financier. Les dispositions sont considérées actuellement comme définitives au Secrétariat d'État à l'Éducation nationale et à la Jeunesse, à la suite d'une conférence tenue le 15 novembre à la satisfaction de tous.

Reste enfin le procès de tendance fait à Jeune France sur le plan politique, tel que je puis l'imaginer après la conversation que j'ai eue avec Monsieur Chérier : on reproche à Jeune France, à la fois sa position politique et apolitique.

Tout d'abord Jeune France serait aux mains des "démocrates-chrétiens"... L'origine de cette légende provient sans nul doute de la collaboration à *Jeune France* de Monsieur Mounier, directeur de la revue *Esprit*. Dans la pénurie d'hommes capables d'apporter à la Jeunesse un

prit. Dans la pénurie d'hommes capables d'apporter à la Jeunesse un sens pédagogique et une culture générale de la qualité de celle de Monsieur Mounier, j'avais fait appel à lui, il y a six mois, comme technicien. Lui-même n'avait promis sa collaboration qu'à titre temporaire et en dehors de toute activité politique. Or, Jeune France groupait des hommes de toutes tendances. La présence de Monsieur Mounier n'y était pas plus étonnante que celles de Messieurs Claude Roy, Albert Ollivier ou de Fabrègues. Dès qu'une confusion m'apparut possible dans l'esprit du public ou celui du gouvernement (et non dans le nôtre) entre la collaboration technique à Jeune France de Monsieur Mounier et sa position politique, il a été décidé même avant la condamnation d'Esprit de nous séparer de lui. On a dit, néanmoins, que Monsieur Mounier avait "noyauté" *Jeune France*. On a fait circuler des listes fantaisistes de collaborateurs recrutés par lui. En fait, là comme ailleurs, un examen attentif du personnel de l'association et de ses tendances dissiperait un malentendu aussi lassant que dérisoire. L'association se flatte d'avoir réuni, au lendemain de l'Armistice, une équipe à la fois unie et diverse, en dehors de toute étiquette politique. Nous mettons au défi qu'un acte, un écrit ou une parole d'un des animateurs de l'association puissent autoriser quiconque à mettre en doute notre fidélité à la Révolution nationale.

Inversement, on reproche à Jeune France de n'avoir pas pris nettement position politique.

Dois-je rappeler qu'au lendemain de l'Armistice avec ceux qui ont fondé depuis Jeune France, nous avons créé Radio jeunesse ? Qui, plus nettement que nous, a pris position, lorsqu'en huit émissions restées célèbres, et de notre seule initiative, nous apportions "la réponse des jeunes au Message du Maréchal", seul grand écho, à notre connaissance, du message du 11 octobre ?

Par la suite, nous eûmes le désir d'insérer plus largement l'action des jeunes artistes et écrivains dans l'oeuvre de la Révolution nationale. Il ne s'agissait plus alors seulement d'une tâche de propagande, mais d'oeuvre de culture, en dehors du plan politique immédiat. L'oeuvre que nous voulions entreprendre se devait être autre que la défense et illustration de la culture française. Les principes, les méthodes et l'esprit dans lesquels cette oeuvre devait s'accomplir ont été longuement définis dans une plaquette à laquelle on voudra bien se référer.

Apolitique, nous considérons cependant que l'association Jeune France fait essentiellement oeuvre civique et que ses conséquences politiques sont importantes. Le devoir premier des artistes est de créer des oeuvres valables en soi. Ils ne sauraient mieux servir l'État qu'en les créant immortelles. En dehors d'un respect aussi classique de l'art et de la culture, seul digne des grandes époques de civilisation française, Jeune France ne

gne des grandes époques de civilisation française, Jeune France ne saurait concevoir le regroupement des meilleurs.

Ajoutons bien vite qu'une association telle que la nôtre, n'a pas plus que l'État, le pouvoir de susciter le génie, ni même d'être pour si peu que ce soit dans la naissance des oeuvres. Là où commence son rôle, et c'est bien un rôle civique, c'est lorsqu'elle se penche avec plus d'efficacité et d'humanité que ne peut le faire un ministère sur les jeunes espoirs des lettres et des arts français ; lorsqu'elle permet à de petits groupes d'artistes d'avoir devant eux le temps et les moyens matériels, l'aide technique et morale qu'ils trouvent mal autrement. C'est dans un autre plan, lorsqu'elle se préoccupe de diffuser dans les masses populaires, dans les mouvements et les chantiers de jeunesse, dans l'école, à la maison, à l'usine et au village le mouvement d'art et de culture pour lequel elle forme actuellement des cadres.

Cette section n'est pas un mythe, elle est commencée. Les groupements d'artistes que Jeune France a aidés à se reconnaître et à démarrer, se comptent par dizaine. Les centres de jeunesse que ses moniteurs de chant choral, de danses populaires, des fêtes et des veillées ont animés, se comptent par centaines. Les publics touchés par ses assemblées de jeunesse de zone libre, ses célébrations nationales à Lyon et à Marseille, ses fêtes populaires de Melun, se comptent par centaines de milliers.

C'est par l'accomplissement de ce travail désintéressé que l'association fait oeuvre politique. Elle fait très exactement oeuvre de propagande lorsqu'elle envoie en Suisse "Le Rideau gris", en Afrique du Nord "Les Quatre Saisons", dans les bourgs, ses groupes de théâtre, aux chantiers de jeunesse, ses animateurs et ses moniteurs. Lorsqu'elle s'efforce de regrouper la jeunesse si éparse dans des fêtes et des célébrations communes, lorsqu'elle groupe dans ses cours du soir des jeunes sans distinction de classe, d'opinion, et de mouvement, c'est alors qu'elle prouve dans son plan que la Révolution nationale existe.

En revigorant la jeunesse, en lui donnant les moyens d'exprimer sa communauté, en s'efforçant de rendre ainsi à tout le peuple le goût des arts et de la culture, de ses traditions et de ses moeurs, Jeune France fait oeuvre de civilisation.

Si ce programme n'est pas celui que souhaite le gouvernement du Maréchal, les animateurs actuels de l'association ne sauraient continuer à y engager leur responsabilité.

En leurs noms et au mien, j'ai donc l'honneur de vous demander, Monsieur le ministre, de bien vouloir nous accorder une confiance qu'on nous a, jusqu'à présent, par trop mesurée. Nous ne saurions poursuivre dans un autre esprit, une oeuvre à laquelle nous avons donné notre coeur et

autre esprit, une oeuvre à laquelle nous avons donné notre coeur et nos forces.

La présente lettre n'est signée du vice-président et du directeur général-adjoint que pour autant qu'ils représentent le Conseil d'Administration et les chefs de Service de l'association qu'une décision finale trouvera tous solidaires".

Ce document permet de comprendre, a posteriori, le jeu de Pierre Schaeffer et de Paul Flamand, qui, les écoutes téléphoniques le montrent, semblent solidaires, l'un à Vichy, l'autre à Paris. Il faut plier devant le pouvoir qui finance l'entreprise. Après s'être voué à Lamirand, après avoir cherché, le 16 novembre, l'appui de Carcopino et des Beaux-Arts, Pierre Schaeffer et Paul Flamand, quinze jours plus tard, demandent à Pucheu de leur faire confiance. "Défi" lancé maintenant au ministre de l'Intérieur. Fallait-il, par opportunisme, sacrifier Mounier et le personnalisme pour la perpétuation de Jeune France ? L'enjeu n'était-il pas la survie financière de centaines d'artistes, de comédiens, de musiciens ? Schaeffer parle, dans ses mémoires, d' "innocents les mains pleines" ¹⁴⁴. Dans un esprit qui dut sembler à Pucheu provocateur, le directeur et son adjoint de Paris osent opposer l'action de l'association à celle, moins efficace et humaine, d'un ministère. Mais alors, pourquoi avoir envisagé de se placer sous la protection de Carcopino et de Hautecoeur ? Schaeffer et Flamand dénoncent les ragots d'un petit groupe minoritaire qui agit pour des "motifs personnels". Ils se déclarent plus Révolution nationale que quiconque. Qui pourrait prouver le contraire ? L'utilisation de Mounier, que ne peut pardonner Pucheu ? Elle n'était que technique, en dehors de toute politique. Quand celui-ci a été jugé indésirable par le gouvernement, il a été écarté, avant même la condamnation d'Esprit ! Que demander de plus ? Jeune France n'est-elle pas ouverte à toutes les tendances politiques (Schaeffer, toujours opportuniste, croyait donc que l'ouverture la plus large servirait de bouclier de protection) ? N'a-t-elle pas donné la parole à des partisans éprouvés de la Révolution nationale ? L'association est toujours restée loyale envers le gouvernement. Elle a fait de la propagande à sa manière, en s'adaptant au monde de la culture. Les critiques des inspections ont été constructives. Il en a été tenu aussitôt compte, mais le mouvement a toujours manqué de directives (c'est la faute au gouvernement du Maréchal).

¹⁴⁴ Ibid., p. 157.

Cette allégeance lourde et tardive à Pucheu révèle un fétichisme de l'oeuvre accomplie. Jeune France était bien devenue une fin en soi, loin des moyens pauvres du début. Pucheu, s'il acheva la lecture du document, dut sourire ou se courroucer à plusieurs reprises de tant de naïveté juvénile. De tant d'opportunisme mal placé. N'était-il pas le chef d'un de ces petits groupes de minoritaires qui dénigraient l'association ? Et ne possédait-il pas, lui, le ministre de la Police, des "preuves" suffisantes, préparées par Chérier, pour confondre les suspects ? La lettre, qui se terminait par la menace d'une démission collective (autre défi), ne cédait en rien sur la doctrine de l'association (définie avec Mounier, ce que Schaeffer se garda bien de révéler à Pucheu, à qui il conseilla de lire la plaquette rédigée avec le philosophe). Jeune France pouvait-elle continuer en l'état, sous la houlette du ministère de l'Éducation, et non de l'Intérieur ou de la Propagande ? Décidément, ces hurluberlus n'avaient rien compris à la nouvelle donne ! Pucheu négligea, semble-t-il, de répondre.

L'affaire allait suivre son cours, d'autant que Chérier continuait de mettre Schaeffer sur écoute (le 9 décembre, il saisit une conversation de ce dernier avec un correspondant non-identifié qui voulait être payé). Il accumula également sur son bureau tous les éléments d'information émanant des services de Carcopino, à qui appartenait la décision définitive, après la lettre du 16 novembre 1941. Il se renseigna particulièrement, tant Jeune France représentait un enjeu pour le clan Pucheu, sur la situation administrative personnelle de l'ingénieur détaché.

Ainsi un document non daté nous apprend que le directeur général de la Radio, le commandant Duvivier, qui avait accepté les 14 et 19 novembre 1940 la mise à disposition de Schaeffer pour remplir sa mission à Jeune France, souhaitait officiellement le récupérer. L'intéressé était dès lors devant un dilemme statutaire. Il pouvait "prendre le risque" (sic) de rester à la tête de Jeune France, à condition que sa position administrative soit précisée et sa mission confirmée. Jusque là, sa fonction était en quelque sorte "bénévole", puisqu'il touchait un traitement égal au montant total de ses émoluments à la Radio, agrémenté d'un certain nombre d'indemnités pour couvrir ses frais. Pour lui, l'idéal était d'être mis en service détaché à l'Éducation nationale, avec le titre de chargé de mission, et le secrétaire d'État avait le pouvoir de le nommer directeur de Jeune France. Mais une autre note supputait l'impossibilité de cette mesure, en mettant en avant l'article 68 d'une loi du 14 septembre 1941 : Carcopino devait refuser le détachement car la proportion maximum des fonctionnaires susceptibles d'être détachés était atteinte.

maximum des fonctionnaires susceptibles d'être détachés était atteinte. Cela permettait, sans aucune démission de Schaeffer, qui arriverait ainsi en "fin de mandat", de lui faire quitter Jeune France. De toute façon, la chose était d'autant plus facile à réaliser que les services de la Radio dépendaient directement de la Propagande, et donc de l'Intérieur. La solution fut-elle "soufflée" au ministre de l'Éducation ? Ou bien celui-ci, négligeant une affaire qui profondément l'agaçait et n'intéressait pas non plus Hauteceur, plia-t-il devant l'hostilité convergente du Cabinet de Pétain et de Chérier ? Que faire face à des arguments de technique administrative aussi imparables ?

À la mi-janvier 42 le jeune directeur, qualifié d'"Ingénieur de la Radio nationale", reçut cette lettre comminatoire de Carcopino :

"Je comprends mal votre demande d'explication que vous m'avez adressée par votre lettre du 13 janvier.

Vous vous plaignez d'avoir été privé de la charge de chargé de mission dont vous étiez investi au Secrétariat général de la Jeunesse. Celle-ci était incompatible avec les fonctions que vous repreniez à la Radiodiffusion Nationale. Au surplus, les éléments que j'ai trouvés dans le rapport dont j'avais chargé l'Inspecteur général Arnaud et qui m'ont éclairé sur la gestion administrative de Jeune France justifieraient, amplement, si j'avais à le faire, la décision dont vous vous plaignez.

Ma note du 22 décembre était inexacte sur un point : à cette date vous n'étiez plus vice-président puisque vous aviez cru bon sans doute pour essayer de contrevvenir à une décision que vous présumiez, de vous faire nommer président intérimaire de l'association.

Vos rapports avec Jeune France seront désormais ce que vous les ferez : il ne pourra s'agir en tout cas de rapports administratifs puisque, sur ce point, ma décision motivée par le rapport susvisé est formelle et ne saurait être remise en question".

L'aventure se terminait ainsi dans cette hypocrisie administrative dont les pouvoirs bureaucratiques ont le secret, jouant sur les subtilités des positions statutaires pour remettre un indiscipliné à sa place. L'éviction fut courtoise. On fit pression sur Duvivier pour que Schaeffer réintègre "naturellement" son administration d'origine. Le tour était joué, sans grand fracas. L'"innocent les mains pleines" s'était fait prendre par plus fort que lui.

Mais qu'allait-il advenir de Jeune France ?

V - LA LIQUIDATION DE "JEUNE FRANCE"

[Retour à la table des matières](#)

Pierre Schaeffer, qui jusque là s'était approprié la direction de l'association culturelle sans vraiment la partager collectivement, eut à subir, dès que sa disgrâce fut connue, le manque de solidarité de ses anciens camarades. Dans ses mémoires, il laisse transparaître ainsi son amertume :

"Les gens de la zone occupée applaudirent mon départ avec une satisfaction non dissimulée. Oubliant toute solidarité et jusqu'à leurs intérêts matériels, ils célébraient la victoire de leurs idées, épurées de ce qui, dans Jeune France, les chagrinait tant, l'inspiration populaire, le désir primaire d'efficacité (...). Au début de 1942, chacun s'en fut de son côté, et c'était mieux ainsi, car les engagements allaient devenir sérieux, et, pour ce qui est de jouer avec Vichy, ce n'était plus le moment" ¹⁴⁵.

Appréciation réaliste de ce qui avait été, selon ses dires, un "jeu", que quarante ans après, nonobstant les centaines d'actes tactiques d'obéissance au pouvoir auquel il s'était plié et qu'il avait servi "loyalement", il nous décrit comme une "action offensive"

"pour tirer de Vichy autant d'argent qu'on le pourrait, et sans se compromettre. Ça durerait ce que ça durerait" ¹⁴⁶.

Effectivement, les "zigzags" de Schaeffer allaient s'achever. Il s'inscrivit à un stage théâtral à Beaune, en Côte d'Or, dirigé par Jacques Copeau, avant de rejoindre la Radio parisienne repliée à Marseille. Là, il mit au clair ses idées sur l'esthétique et les techniques de ces "arts-relais" que sont la radio et le cinéma, simulacres proches de cette esthétique populaire dont il rêvait encore. Il lui fallait oublier sa disgrâce et repartir vers de nouvelles aventures : ce sera, jusqu'à l'épuration de 1944, la création à Paris du "Studio d'Essai". Ses démêlés avec le

¹⁴⁵ Ibid., p. 278.

¹⁴⁶ Ibid., p. 275.

pouvoir, autour de la culture, de la radio (plus tard de la télévision) étaient loin d'être terminés. Voici en quels termes il décrit les modalités de son départ et la fin de l'association (qui en fait allait survivre sans lui quelques mois encore, jusqu'à juillet 1942) :

"La menace vint d'autres milieux, beaucoup plus malfaisants (que le Secrétariat général à la Jeunesse) : de chez Tixier-Vignancourt, avec sa Légion, de chez Pucheu, avec les suspicions de l'Intérieur. Fin 1941, repéré chez Pucheu pour notre mauvais esprit, notamment pour avoir refusé d'apporter le concours de Jeune France à une cérémonie de la Légion, je fus révoqué. Jeune France dut se dissoudre sous le contrôle d'un commissaire du gouvernement, par ailleurs bienveillant, qui fit traîner de son mieux la liquidation, retardant ainsi le moment de couper les vivres" ¹⁴⁷.

On lui avait fait payer, dans le contexte de l'alignement autoritaire exigé par le clan pétainiste après le 12 août 1941, son désordre gestionnaire (dont la lecture de ses mémoires écrites "à rebours" donne une légère idée), son refus de faire de la propagande au premier niveau, sous la coupe d'organismes politiques. Mais, surtout, sans doute, son esprit d'indépendance. On peut apprécier celui-ci à la lecture d'un éditorial qui fut lu, semble-t-il, à Radio jeunesse (non daté), intitulé "La voie est libre". Il y affirmait hautement que l'heure était désormais "au moralisme" et au "radotage dogmatique" (sic). Selon lui, pour effectuer un changement profond dans le pays, il fallait éviter les mutations brusques. Il lança ces phrases sibyllines :

"Du jour où un ordre viril fait place à la liberté fallacieuse, au long enfantillage que nous avons connu, reviennent, même à long terme, nos chances (...). Notre première libération est d'échapper à la prison où nous sommes enfermés".

Prononcé peu avant ou juste après sa disgrâce (et soigneusement enregistré dans les papiers d'André Chérier), le discours prétendait que seule "la liberté d'esprit" pourrait se dresser face à la décadence de l'intelligence française, à l'irréalisme, à l'illogisme, à la paresse, à la lâcheté de l'esprit, aux parti-pris. Certes, il critiquait "l'éducation d'Ancien Régime", opposée aux initiatives et aux créateurs, qui avait entraîné un "nivellement des élites". Mais pour mieux prôner, contre une existence bien rangée, l'imagination, la poésie (qui trouble l'esprit),

¹⁴⁷ Ibid., pp. 275-276.

l'héroïsme, la sainteté, l'enthousiasme. La jeunesse était appelée brusquement à exister, elle qui faisait l'objet de tant de convoitises et de craintes de la part des "fonctionnaires". Non encore divisée, l'avenir lui appartenait, c'était à elle de jouer. Schaeffer, en un adieu à ses illusions et à ses rêves, y croyait encore. Il lança ce dernier défi au pouvoir vichyssois :

"Cherche-t-elle à créer des entreprises, des organismes nouveaux, des mouvements d'hommes et d'idées, on fait cercle autour d'elle, attendant allégrement ses échecs probables (...). Instant magnifique et redoutable et déjà décevant. Les pionniers d'une voie libre seront l'objet du scandale et de la contradiction. Ils trouveront des ennemis à leur droite et à leur gauche, devant et derrière eux, on les accusera à la fois de trahison et de candeur".

Une dernière fois, il eut à se justifier de son entreprise. Le 10 mars 1942, L'Action française publia un article signé par un membre du clan Fabrègues, Kléber Haedens. Ce dernier n'avait manifestement pas oublié son élimination de Jeune France après sa lettre sur "l'affaire" du 14 juillet gaulliste de 1941 (évoquée plus haut). La date de publication semble avoir été calculée, puisqu'elle coïncidait avec les séances de la Commission du Conseil national sur les questions de Jeunesse. Ne s'agissait-il pas aussi d'une attaque indirecte contre la gestion laxiste de Lamirand qui avait toléré une telle gabegie ? Cet homme du clan des autoritaires accusa Jeune France d'avoir été dès ses débuts "vague" et "confuse". Sa "doctrine artistique" n'était que la perpétuation de l'esprit "Front-populaire", prônant un "art des masses", périmé, vieillot. L'association, confiée à des jeunes sans expérience, changea sans cesse d'objectifs, de rattachements administratifs, de personnels, de chefs de service. Les meilleurs collaborateurs, qui adressèrent des suggestions, furent démissionnés, le directeur ne gardant que ses fidèles amis, comme Mounier. Le mouvement fut alors en proie à ce que Thierry Maulnier appela "la revanche des médiocres", qui se gargarisaient de mots incompris, notamment de folklorisme. Les sommets atteints ? Des "veillées" et des feux de camps, "au pays de Racine et de Molière", sans oublier la pantomime et la farce. Des dépenses inutiles firent illusion, comme l'achat d'immeubles délabrés ou de camions, des voyages en avion, des frais de vaisselle... jusqu'aux deux inspections gouvernementales qui montrèrent l'incompétence de la direction. Et l'article de dénoncer ainsi le directeur de l'association :

"La direction de Jeune France fut alors retirée à M. Pierre Schaeffer, lequel fut rappelé au poste qu'il occupait précédemment à la Radiodiffusion Nationale. On nous affirme que, malgré cela, Monsieur Schaeffer continue à convoquer à Lyon le Conseil d'Administration de l'association, qu'il préside, et qu'il invite les chefs de service à se solidariser avec lui et à donner leur démission collective. Les déplacements de ce directeur obstiné se font dans une voiture de l'association.

Monsieur Schaeffer présente à ses anciens collaborateurs l'intervention du gouvernement comme le premier pas vers un "art dirigé", comme une tentative particulièrement dangereuse pour étouffer toute "expression artistique personnelle". Or, c'est précisément M. Schaeffer qui faisait une tentative "d'art dirigé" en organisant ces "maîtrises" où étaient enseignés les principes qui devaient être répandus dans tous les mouvements de jeunesse".

Schaeffer, passant à l'offensive après son éviction, avait-il dénoncé les risques d'inféodation qui menaçaient l'association, en faisant la tournée des centres Jeune France les plus importants ? Il demanda aussitôt un droit de réponse au journal. On le lui accorda partiellement, le 26 mars suivant. Il cita les réalisations des jeunes troupes théâtrales de l'association, des musiciens, des plasticiens, le travail des jeunes architectes pour un programme destiné à la jeunesse (Maisons et Auberges, stades...), sans oublier les journées de Lourmarin. Schaeffer reprocha à l'auteur de l'article, Kléber Haedens, un temps chargé à Jeune France d'éditer une revue mensuelle qui devait publier les manuscrits inédits des jeunes écrivains, de ne pas avoir rempli sa tâche, accaparé qu'il était par ses activités de critique et par ses travaux personnels. Jeune France diffusa-t-elle un art dirigé ? Elle fit simplement connaître de nombreux textes classiques aux jeunes, en organisant par exemple des lectures de Shakespeare, du théâtre grec, ou des auditions musicales dans les Chantiers et dans la banlieue parisienne, qui initiaient les jeunes chômeurs à Bach et à Mozart. La présence d'Emmanuel Mounier ? Elle fut purement technique et littéraire, compétente et désintéressée, comme celle qu'apportèrent au mouvement bien d'autres intellectuels et universitaires de toutes tendances. Schaeffer donne alors cette précision sur les événements survenus à Jeune France après sa démission :

"Lorsque ma mission au Secrétariat général à la Jeunesse me fut retirée, mes principaux collaborateurs, et notamment les membres du conseil d'administration de l'association, le 15 décembre, étaient décidés à se solidariser avec moi. Dès que j'ai su que l'oeuvre de Jeune France pourrait être poursuivie, au moins dans certaines de ses parties, dans la fidélité aux

poursuivie, au moins dans certaines de ses parties, dans la fidélité aux principes du début, j'ai demandé à mes collaborateurs d'élever le débat au dessus d'une question de personne et de demeurer à leur poste".

Dans les commentaires au droit de réponse, c'est le rédacteur en chef de L'Action française, Maurice Pujo, qui prolongea l'article demandé par lui à Kléber Haedens. Reprenant un certain nombre de griefs, il reprocha vivement à Jeune France la Jeanne d'Arc de mai 1941 donnée à grands frais à Lyon. Ce spectacle prétendument "rénové" n'était qu'une farce "pitoyable et grotesque" en "argot de Paname". Voilà le prétendu "théâtre de masse" ! Les artistes cités dans la défense de Pierre Schaeffer ? Ils existaient avant Jeune France. Et des plans d'architectes n'étaient pas des réalisations. Lourmarin ? Un gaspillage. Au lieu de fonder une revue, il fallait valoriser celles qui avaient fait leur preuve. Les millions distribués à l'association avaient surtout servi aux dirigeants à se faire transporter et à organiser leur popote. Maurice Pujo termina sa diatribe en regrettant le côté populiste de la doctrine culturelle de Schaeffer, qui se permettait de reprocher à l'art des XVIIe et XVIIIe siècles de ne pas avoir été un "art social", tout en n'offrant à la jeunesse que des recueils de chansons ou des textes dérisoires, et en proposant aux jeunes français un "ravitaillement intellectuel" revu et corrigé par le "démocrate" directeur d'Esprit, Mounier. Il ajouta en terminant de façon menaçante :

"À la fin de sa note, c'est sa générosité que nous fait admirer M. Schaeffer. Ses collaborateurs voulaient le suivre dans sa retraite ; il les a engagés à rester, mais après avoir fait ses conditions et pris ses assurances. Nous n'en croyons rien, mais c'est encore plus fort que nous n'avions dit.

Il reste que M. Emmanuel Mounier a été mis à l'ombre et M. Pierre Schaeffer rendu à ses élucubrations personnelles. Grâce au gouvernement du Maréchal, un désordre matériel et mental a cessé " 148.

Jeune France, malgré les liens qui la rivaient aux décisions gouvernementales en tant qu'association para-administrative, allait poursuivre un temps son action. L'autonomie relative de gestion accordée aux Maisons provinciales, la souplesse des contrats passés avec les artistes, permirent cette continuité. Il fallait achever les engagements pris, au moins pour le premier semestre 1942, car les crédits

148 Document tiré des archives de Pierre Schaeffer, reproduit en annexe par Véronique Chabrol, thèse citée, pp. 324-333.

avaient été débloqués. Cela, pendant que, conformément aux statuts, elle passait sous la tutelle des commissaires chargés de la liquidation.

Un officier de marine, Hillairet, homme très cultivé et conciliant, ami du peintre Jean Bazaine, fut d'abord désigné, dans l'indifférence du secrétaire aux Beaux-Arts, Louis Hautecoeur, accaparé par des projets d'équipements culturels pluri-disciplinaires. Il ne fut en fait que chargé de mission adjoint pour contresigner tous les documents de Pierre Schaeffer concernant Jeune France ¹⁴⁹. Un liquidateur, Gleize, chef du bureau du contentieux du Secrétariat à la Jeunesse à Vichy, commença aussitôt sa tâche. Fut-il aussi complaisant que Schaeffer le laisse entendre dans ses mémoires ?

Dans une lettre recommandée adressée le 23 mars 1942 au responsable de la "Maison Jeune France" de Bordeaux, ce dernier fit savoir à Jean Lagénie, son directeur, que ladite liquidation préluait à un prochain regroupement, sur de nouvelles bases, de certaines activités. Il s'agissait en fait, sous la houlette des opposants parisiens de Schaeffer, Xavier de Lignac, Maurice Blanchot et Jean Bazaine, de continuer certaines fonctions de l'association ¹⁵⁰. Il fallait, à Lyon comme à Paris, arrêter immédiatement toutes dépenses nouvelles, bloquer les règlements qui ne s'imposaient pas, et établir un état détaillé des dépenses effectuées, en notifiant aux personnels engagés la cessation immédiate de leur fonction. Dans les régions, la crise de l'association, pressentie à des dates différentes (le 24 février par Jean Lagénie à Bordeaux), fut catastrophique. Des engagements avaient été pris, des salles Jeune France venaient d'être ouvertes ou étaient sur le point d'être inaugurées, parfois les activités fonctionnaient à plein depuis plusieurs mois. Le cas de la liquidation bordelaise éclaire particulièrement les conditions de la fin de l'association.

"La machine est en marche" constata Jean Lagénie, qui, sans tenir compte de la lettre de Gleize du 23 mars, avait décidé de continuer, avec les moyens du bord, malgré l'abandon de ses anciens collaborateurs, d'orientation autoritaire ¹⁵¹. Le 17 avril, il avait reçu une lettre de Pierre de La Chapelle de Jeune France de Paris,

¹⁴⁹ Laurence Bertrand Dorléac, *L'art de la défaite*, op. cit., note 108, p. 373.

¹⁵⁰ Document communiqué par Jean Lagénie. Sur l'opération de sécession de Bazaine, de Lignac, et Blanchot, cf. Véronique Chabrol, thèse citée, p. 196.

¹⁵¹ Jean Lagénie, *Les Cahiers d'un homme de bon vouloir. Souvenirs de théâtre*, tome II, op. cit., p. 22.

qui lui annonçait qu'avec plusieurs animateurs ils essayaient de tout tenter pour sortir l'association de la crise. Le 20 avril, son ami Bar, de l'association, lui écrit de Paris, pour lui certifier que ses amis appuyaient la cause de la Maison de Bordeaux auprès du liquidateur. Peine perdue. Les premiers licenciements eurent lieu en mai. Le liquidateur, Gleize, se montra impitoyable. Bar le décrit en ces termes à Jean Lagénie :

"homme un peu fermé, peu au courant de notre action, un peu trop liquidateur (genre d'après faillite), pas assez gérant d'une association qui ne doit pas disparaître (...). Assez sec - ne considérant que les consignes qui lui ont été données. Il a essayé de tout briser et de jeter au feu les morceaux (...). Il aurait tendance à ne voir dans une nouvelle formule Jeune France qu'une sèche et absolue activité de Maîtrises. Alors que nous (je parle de tout le groupe de Flamand) nous voulons avec les Maîtrises toutes les manifestations illustrant celles-ci. C'est-à-dire, toutes celles ayant un caractère éducatif pour la jeunesse" ¹⁵².

La Maison de Bordeaux devait tout faire, intimèrent Flamand et Bar, pour conserver ses activités : séances littéraires et théâtrales, lectures dialoguées, auditions commentées.

Le changement de gouvernement, le 18 avril 1942, désarçonna les animateurs de Jeune France qui, avec Flamand à Paris et Martenot à Vichy, tentaient d'assurer le fonctionnement de l'association. En mai, le liquidateur Gleize arriva à Bordeaux, accompagné de La Chapelle et de Davy. Il était bien comme Bar l'avait décrit à Jean Lagénie, mais il trouva constructif ce qui avait été fait. De retour à Paris, Bar confirma cependant à ce dernier que le liquidateur tenait surtout à l'œuvre de maîtrise, et non aux manifestations artistiques. Il avait aussi contacté la Mairie de la Ville au sujet de la Maison Jeune France. Adrien Marquet, attentif aux privilèges du Conservatoire et de l'École des Beaux Arts, n'avait que faire d'une Maison parachutée de l'extérieur, qui empiétait sur son territoire, et, surtout, Lagénie le sentit bien, qui inquiétait par son côté novateur nombre d'artistes et esthéticiens locaux si peu novateurs, entretenus par les prébendes municipales, qui tenaient, eux, à conserver leurs privilèges. Résultat ? Aucune promesse ne fut faite, pour l'activité des "maîtrises" comme pour le reste, même si le maire se déclara prêt à reprendre la Maison à son compte. Une lettre de Bar du 21 mai

¹⁵² Ibid., p. 26.

redonna espoir à Lagénie en révélant les intentions momentanées du gouvernement au sujet de Jeune France :

"Cher Monsieur Lagénie.

Hier en grande hâte je vous ai lancé quelques lignes qui se terminaient par une heureuse nouvelle qui venait de me parvenir. Je puis vous donner aujourd'hui quelques détails. La question Jeune France n'est pas encore entièrement résolue mais un grand pas a été fait : une note de M. Bousquet, chef de Cabinet de M. Bonnard, rétablit M.M. Flamand et Martenot en qualité de directeur de Jeune France-nouvelle formule Maîtrises. Dans cette note, il est précisé que toutes les activités maîtrises de "JF" doivent continuer, cours et démonstrations etc. comme par le passé. Ceci en attendant qu'un nouveau statut soit donné à *Jeune France*. Un arrêté doit prochainement établir ce statut sur les bases (d'association ou institution ?) reconnues d'intérêt public. Le côté mécénat doit être réservé à M. de Lignac, qui doit créer un organisme à cette fin (depuis décembre celui-ci aurait pu déjà monter son affaire).

Sauf les parenthèses, ceci est à peu près le contenu de la note. Cette note a été signée par M. Bousquet par ordre de M. Bonnard. Elle a été communiquée à M. Martenot à Vichy. M. Gleize n'a pu être notifié, pas plus que M. Flamand. Le premier étant à Paris, la recevra à son retour à Vichy (demain), quant à M. Flamand, il ne sera touché que plus tard, la correspondance entre Vichy et Paris étant très lente".

La note ministérielle précisait encore que les dites maîtrises devaient être indépendantes de l'Association de Mécénat Artistique que proposait Xavier de Lignac, chargé depuis décembre d'un rapport sur la question. Les maîtrises d'Arts plastiques étaient dirigées à Paris par Alfred Manessier et Lucien Lautrec, celles de danse et de chant par Milles Journoud et Albert, celles de "Meneurs de Jeux" par Hélène Ozenne. Xavier de Lignac ne donna aucune suite à ses projets, car il considérait, à la suite de Jacques Copeau, que l'appel des artistes aux concours de l'État révélait "un affaiblissement moral des personnes et un affaiblissement grave de la structure sociale". Dans une note de juin 1941, il concluait même :

"Qu'on ne l'oublie pas : finalement l'État embrigade toujours les arts et les artistes qu'il prétend aider. S'il les protège et les subventionne, c'est pour

qu'ils servent à ses fins qui sont : le maintien de l'ordre, le prestige et la propagande" ¹⁵³.

Ce n'est pas avec de telles positions, qui jugeaient toute intervention culturelle de l'État comme "étouffante", que les choses pouvaient évoluer.

Le 12 juin, un coup de théâtre détruisit tous les espoirs de l'équipe qui se compromettait pour sauver l'organisation. Gleize, qui se démenait depuis le 10 juin, n'avait pas réussi à trouver les crédits nécessaires pour continuer. Selon le témoignage de Jean Lagénie, informé par Bar, le gouvernement Laval, hostile à un Georges Lamirand resté en poste à la demande de Pétain, avait rejeté en bloc, suivant en cela Cathala, le ministre des Finances, le collectif budgétaire présenté par le Secrétariat général à la jeunesse, dans lequel était inclus le budget de Jeune France nouvelle formule ¹⁵⁴. De plus, à Paris, Paul Flamand (comme il le racontera plus tard à Denis Gontard dans son ouvrage sur La décentralisation théâtrale), avait été convoqué par Henri Dhavernas, resté à la délégation de l'Intérieur, malgré le départ de Pucheu. Il se vit demander quelle part Jeune France pourrait prendre dans l'établissement d'un régime fasciste en France. Flamand comprit que plus rien n'était possible ¹⁵⁵. Il remit la direction des maîtrises entre les mains de Daniel Apert, de La Chapelle espérant encore. Lucien Lautrec tenta de joindre le chef de Cabinet d'Abel Bonnard, Bousquet, mais en vain (il fut arrêté, selon Bar, à la ligne de démarcation et emprisonné plusieurs jours). Les "officiels" de l'Éducation nationale se défilèrent, malgré les promesses initiales. Le 1er juillet, Jean Lagénie recevait cette lettre désespérée de son ami Bar :

"C'est fini. Bien fini. Pelorson a eu la peau de Flamand, puis celle de Jeune France ensuite. Une première entrevue Pelorson-Soulenq avait laissé subsister un espoir, une deuxième Pelorson-Apert a clos le débat. Quand à Bonnard, il s'est défilé, de même que Bousquet derrière Pelorson".

Le 10 juillet, le *Journal Officiel* enregistra la dissolution administrative de Jeune France. Les partisans de la Révolution nationale autoritaire triomphaient. L'association, née en novembre 1940 dans les bureaux de Georges Lamirand à

¹⁵³ Ibid., p. 29. Jean Lagénie cite en annexe la note de Xavier de Lignac rédigée en juin 1941.

¹⁵⁴ Ibid., op. cit., p. 30.

¹⁵⁵ Cf. aussi le témoignage de Paul Flamand à sa fille, Véronique Chabrol, thèse citée, p. 196.

Vichy, mourait à Paris dans ceux de Pelorson, promu secrétaire-général adjoint depuis l'arrivée de Laval au pouvoir.

À Bordeaux, Jean Lagénie continua son oeuvre seul. Il rencontra le maire pour lui remettre un projet de création d'une "Maison des Arts d'Aquitaine". Il fut reçu courtoisement, mais sortit de l'entretien découragé et furieux : Marquet envisageait seulement d'offrir des classes "d'avant-garde" aux jeunes artistes non consacrés par Paris dans "son" Conservatoire et dans "son" École des Beaux-Arts ¹⁵⁶. Lagénie organisa pour la saison 1942-1943 des matinées littéraires et musicales, travailla sans poste et sans reconnaissance dans les locaux de la Délégation régionale à la Jeunesse. Très vite, écoeuré par la médiocrité et les intrigues des services de celle-ci (où plastronnaient certains éléments qu'il avait promus), il se replia en septembre 1943 sur ses activités théâtrales. Il dut aussi faire face à des difficultés matérielles et à des obligations familiales occasionnées par sa libération définitive de ses engagements avec la délégation générale de la Jeunesse, écarté par Louis Teyssandier. Ce dernier, qui avait participé à sa troupe de théâtre, Les Compagnons du Bon Vouloir, faisait partie de l'équipe nationale-autoritaire du journal marquéiste Le Progrès de Bordeaux, dirigée par un jeune juriste pétainiste, Maurice Duverger, disciple du professeur de Droit public Roger Bonnard. Jean Lagénie, possédé du feu sacré, poursuivit, à sa manière, l'esprit de Jeune France (jusqu'après la Guerre où il prendra les fonctions d'inspecteur des activités théâtrales dans l'administration de la Jeunesse et des Sports).

Le 6 août 1943, des anciens dirigeants et membres de Jeune France se réunirent à Paris. Paul Flamand était de plus en plus absorbé par les Éditions du Seuil, Bar par la cinémathèque nationale, Jean Vilar par "La Compagnie des Sept" qu'il venait de créer après s'être séparé de "La Roulotte", ce qui lui permit de prendre l'envol théâtral que l'on sait. Lautrec et Manessier acceptèrent de continuer dans l'administration officielle de la jeunesse. La Chapelle, de même, resta rue Jean Mermoz à Paris pour travailler avec Alfred Cortot à l'institution du Comité d'Organisation des musiciens. Roger Leenhardt prolongea ses "vacances poétiques" au bord de la Méditerranée (il fit des émissions littéraires à la radio de Nice en compagnie de Claude Roy, rencontrant Aragon et Elsa Triolet, André Malraux, Pierre Barbier...), avant de rejoindre, en novembre 1942, Pierre

¹⁵⁶ Jean Lagénie, op. cit., p. 32.

Schaeffer qui travaillait à Paris, avec Albert Ollivier, au Studio d'Essai (dans la capitale, Roger Leenhardt allait fréquenter Pierre-Aimé Touchard, qui animait un petit réseau de résistance avec Gosset, un camarade d'Esprit). Comme Emmanuel Mounier, Albert Ollivier et Jean Marie Soutou rejoignirent le réseau de Frenay, "Combat", Daniel Apert, celui de "Résistance", Pignon, le "Front national". André Clavé fut déporté, Jean-Marie Serreau sauva des enfants juifs. Schaeffer, vivra deux épisodes mouvementés en 1944 : il assurera en direct des émissions radiophoniques de rue pendant la Libération de Paris (ce qui lui vaudra une Légion d'Honneur de la part de François Mitterrand, en 1994), mais il devra aussi, selon ses souvenirs écrits, traverser les fourches caudines d'une épuration en règle, quelques semaines plus tard, qui l'obligea à gagner l'étranger quelque temps... Les destinées prirent donc des chemins différents.

Il allait en être de même pour l'équipe Pucheu-Marion-Fabrègues, mais dans un autre sens. Enfin débarrassés des "pédés bolcheviks-chrétiens" "démocrassouillards" et personnalistes de Jeune France, autoritaires et fascisants allaient manifester leur virilité politique et jouer un temps avec le pouvoir, d'août 1941 à avril 1942. Mais pour quel projet ?

Deuxième partie

**LE FRONT
ANTIPERSONNALIS
TE
À VICHY**

[Retour à la table des matières](#)

[Retour à la table des matières](#)

La bataille autour de Jeune France et l'élimination d'Emmanuel Mounier constituent des événements dont la signification va bien au delà de l'anecdote et de la rivalité banale entre des personnalités ou des groupes concurrents pour la conquête du pouvoir. Elle oblige à reconsidérer certains aspects traditionnels de l'histoire politique de la période considérée.

Ainsi, dans le contexte du Vichy de 1941, ce récit fait apparaître un rapprochement qui, en apparence, peut sembler étrange entre le camp maréchaliste, incarné par du Moulin de Labarthète, directeur de Cabinet du chef de l'État, voire par Jean de Fabrègues, et ceux que l'on a coutume de désigner comme "la bande à Pucheu", souvent assimilés à un camp indifférencié de "totalitaires". Mariage de la carpe et du lapin ?

On est amené à s'interroger sur ce que fut la portée des rapports entre les protagonistes, dans leurs aspects idéologiques et doctrinaux comme dans leurs dimensions tactiques et stratégiques. Il est intéressant d'examiner quelles furent, en matière de politique de la jeunesse, les véritables intentions des adversaires du personnalisme, auxquels allaient s'allier certains des non-conformistes des années 30. Tous se retrouvèrent partisans d'une conception pour le moins autoritaire de Vichy.

À l'éclairage des papiers découverts dans les dossiers d'André Chérier pour la période d'août 1941 à avril 1942, après avoir apprécié l'existence de relations tactiques entre l'équipe Pucheu-Marion et le noyau dur pétainiste, on analysera l'évolution des "non-conformistes" partisans de la Révolution nationale, dont certains, comme Jean de Fabrègues, avaient participé au rapprochement précédent, avant d'aborder en dernier lieu les péripéties qui accompagnèrent la fin de ce que l'on peut appeler le "scénario non-conformiste" de la Révolution nationale.

Deuxième partie : Le front antipersonnaliste à Vichy

Chapitre I

LE FRONT HUMANISTE CHRÉTIEN FASCISANT

[Retour à la table des matières](#)

On a bien perçu jusqu'ici, à travers l'élimination d'Emmanuel Mounier et la bataille contre Jeune France, que Pucheu, Marion, Chérier, Fabrègues d'un côté, du Moulin de Labarthète, Roger de Saivre, de l'autre, avaient désigné les saboteurs de la Révolution nationale. Dans leur esprit, aux francs-maçons, aux juifs, aux communistes, aux fonctionnaires issus de "l'Ancien Régime", s'ajoutaient le personnalisme, les démocrates-chrétiens, graines de "gaullards passifs" et de "communards". Dénonçant les mêmes bouc-émissaires, les différents clans allaient partager des inspirations doctrinales souvent convergentes. Qui s'assemble se ressemble ?

Dans la période qui couvre en gros le gouvernement de Darlan, on observe trois scénarios d'interactions et de connivences à la fois successifs et complémentaires. Ceux-ci mettent en présence des personnages que les typologies intuitives ou empiriques de l'historiographie politique traditionnelle ont coutume d'étudier séparément. Qu'en est-il précisément de ces rapprochements "contre-nature", qui éclairent d'un jour nouveau les luttes de pouvoir au sein du "premier Vichy" ? On décrira d'abord les contacts, déjà esquissés lors de la tentative d'entrisme puis lors de la liquidation de Jeune France, entre du Moulin et l'équipe Pucheu-Marion (I). Puis les ambitions du clan Pucheu en matière de politique de la jeunesse (II). Enfin le rebondissement des premiers rapprochements lors de la réunion de la Commission Jeunesse du Conseil national qui se tint en janvier 1942 (III).

I- LE TRIANGLE DU MOULIN DE LABARTHÈTE - PUCHEU-MARION

[Retour à la table des matières](#)

L'analyse du pouvoir doit se détacher des objets de représentation qui accompagnent ses manifestations concrètes. Elle se heurte en effet à un jeu réputationnel, à des images que distillent les différents partenaires. Si l'on suit le chef du Cabinet civil de Pétain, du Moulin, dans ses mémoires, Pucheu serait une sorte d'intrus, un "rat du navire", un "synarque" (autre mythe actionné par Déat dans *L'Oeuvre*, amplifié par la police du régime friande de "complots"), contre lequel il aurait lutté sans cesse. L'éminence grise de Pétain parle durement de ce "disciple de Doriot", sorte d'athlète politique, fonceur et autoritaire, rongé par la fringale du pouvoir, par une griserie mégalomane. En fin portraitiste, il brosse cette caricature grinçante du jeune politicien vichyssois :

"Aucune borne ne semblait s'offrir à son ambition. Il se posait en second vice-président du Conseil, en super ministre de l'Intérieur, de la Révolution nationale, de la Dictature. Il avait, certes, de l'étoffe, des moyens, du courage. Mais il n'avait pas l'accent. Une main de fer, une main sidérurgique, mais un gant de fibranne. Au Conseil des ministres, il intervenait à tout instant, à tout propos, coupant la parole à l'amiral, s'attirant de cinglantes réparties de Joseph Barthélémy ou du général Bergeret. Mais il ne s'arrêtait pas en chemin. Le démon de l'assurance, de la riposte péremptoire semblait l'habiter. Ses voyages à Paris, ses entretiens avec le général von Stülpnagel ne lui donnaient-ils pas, d'ailleurs, sur les "autochtones" la supériorité d'un ministre qui sait ce qu'il veut, qui sait où il va, qui dispose d'un vaste échiquier, qui peut y déplacer les pions à sa guise" ¹⁵⁷ ?

Un Maurice Martin du Gard, esthète observateur du jeu des grands, dans ses *Chroniques de Vichy*, confirme ces traits de caractère. Pucheu est prétentieux, écrit ce dernier. Ce petit-fils de métayer, ce fils d'un tailleur tué au champ d'honneur et d'une mère comptable qui dut faire des ménages, ne croit qu'en lui,

¹⁵⁷ Henri du Moulin de Labarthète, *Le Temps des illusions*, op. cit., p. 353.

qu'en sa bonne étoile. Boursier de la République, grand prix de philosophie à Louis-le-Grand, capitaine de football, il rassemble en sa personne l'orgueil des complexés et celui des normaliens ¹⁵⁸. C'est bien "l'homme qui va manger du lion", à qui l'on prête toutes les ambitions, toutes les idées totalitaires à la mode, confirmées par un antisémitisme, un antimaçonnisme et un anticommunisme manifestes. Sa réussite claironnante, qui le mena à jouer au Fouché, est bien l'aboutissement d'engagements non-conformistes à leur manière.

Il avait fréquenté les Volontaires nationaux du colonel de La Rocque (du 6 février 1934 à juillet 1935). Puis, rapidement "fixé" sur l'inertie de ce mouvement, il fonda une revue, Travail et Nation, à laquelle collaborèrent notamment Paul Marion, Jean Coutrot, Bertrand de Jouvenel, Yves Paringaux (son premier directeur de Cabinet), Paul Havard (qui remplacera Paringaux en janvier 1942 après que le corps de ce dernier ait été retrouvé sur la voie ferrée en Seine et Marne, vraisemblablement assassiné). Pucheu traversa aussi le PPF de Doriot, avec Drieu, Fabrègues, Marion, Paringaux, Maurice Touzé, Bertrand de Jouvenel, Benoist-Méchin et Robert Loustau. Il quitta avec ses amis le mouvement en 1938, écoeuré par l'absence de bonne foi du chef du parti, par ses topazeries, sa caisse noire à la solde de l'Italie fasciste. Il découvrit, derrière le leader fascisant, un "total cynisme" qui dissimulait en fait une "vie crapuleuse aux frais des gogos" ¹⁵⁹ (la lettre précitée de Robert Loustau à Fabrègues, d'août 1943, ne souligne-t-elle pas la profondeur de cette rupture de 1938 avec le PPF pour ceux qui cherchaient en 1936 un parti "nouveau" ?). Pucheu est-il "fasciste" pour autant ? "Il ne voit que lui", nous souffle Martin du Gard. Personnage difficile à saisir dans son ascension, qui passa aussi par le service politico-financier des trusts sidérurgiques et de la Banque Worms, ses commanditaires.

Du Moulin, comme fasciné et jaloux d'une telle trajectoire, ne ménage pas Pucheu. Il dénonce encore en ces termes la cavalcade de son rival dans les allées du pouvoir :

"Si cette mégalomanie s'était limitée à l'Intérieur, nous eussions peut-être souri. Mais Pucheu l'étendait aux départements voisins, à l'Instruction publique, où Carcopino, simple secrétaire d'État, se trouvait, partiellement, subordonné à son jeune collègue, à la Famille et à la Jeunesse, dont le

¹⁵⁸ Maurice Martin du Gard, *La Chronique de Vichy*, op. cit., pp. 452-453.

¹⁵⁹ Pierre Pucheu, *Ma vie*, op. cit., p. 139.

secrétaire général, l'ondoyant Lamirand, craignait de voir surgir l'ombre rivale d'Armand Petitjean, aux Chantiers de Jeunesse, où le général de La Porte du Theil se voyait traité comme un "bleu", à la Légion, dont Pucheu tentait de briser le plasma moutonnier, pour en extraire les cadres d'une milice prétorienne" ¹⁶⁰.

Notons au passage que, selon ce témoignage, Carcopino aurait été sous la dépendance théorique de Pucheu (ceci dit par rapport aux remarques précédentes concernant la réorganisation du Secrétariat général à la jeunesse). Pour le reste, nous reviendrons plus loin sur la question des fameuses "milices prétoriennes" (image ou réalité ?). Le chef du Cabinet civil prétend toujours, en une discrète autocritique, qu'hostile aux officines para-administratives, "pépinières de gangs et de maffias", il négligea les questions de police (maîtrisées par Ménétreel au Cabinet), comme les services de l'Information accaparés par Marion, qui en aurait profité pour y héberger les "mauvais débris du PPF et de la Cagoule". Peut-on suivre toutes ces affirmations à la lettre ?

Même jugement à l'emporte-pièce de du Moulin à l'encontre du secrétaire général à l'Information et à la Propagande. Ce fils d'un avocat-conseil, né à Asnières le 27 juin 1899, élevé jusqu'à quatorze ans chez les Frères, était de trop populeuse extraction pour l'aristocrate goguenard. Engagé volontaire en 1918, licencié de philosophie, Marion n'était-il pas devenu un propagandiste communiste redoutable, formé aux écoles du parti, mais aussi au Kommintern (il fit un stage à l'Institut Lénine de Moscou) ? Il quitta le communisme avec fracas en 1929, écrivit des livres où il tirait les leçons de son engagement. Du Moulin, qui aime charger en écriture ses adversaires, oublie la complexité de la trajectoire de Marion, son passage à *Travail et Nation*, son travaillisme (il participa au Plan du 9 juillet et fut un des principaux éditorialistes de *L'Homme Nouveau*). Il devint rédacteur à *La Vie socialiste*, le journal "néo" de Renaudel, Déat, Marquet et Montagnon. Candidat "néo" et Front populaire en 1936, il prit au PPF le poste de chef de la propagande, jusqu'à un départ retentissant en 1939. Il collabora aussi aux Nouveaux Temps de son ami intime Jean Luchaire, à La République de Pierre Dominique, au Quotidien...

Du Moulin voit seulement en lui un "titi" parisien, "intello", "antibourgeois", bavard, friand de femmes, mauvais gestionnaire. Arrêté, prisonnier en juin 1940,

¹⁶⁰ Ibid., p. 352-353.

ne fut-il pas libéré de son camp avec l'accord des allemands ? Du Moulin partage son hostilité entre la Légion et les délégués cooptés par Marion à la Propagande, tous des hommes de "gauche" selon les rumeurs de couloirs. Dans ses mémoires, il traite ces derniers de "petits fonctionnaires" et de "trouble-fête" qui, munis de leur francisque théorique, jouaient à impressionner les préfets. La Maréchale Pétain ne considéra-t-elle pas Marion comme le seul grand orateur à Vichy susceptible de prendre la place de son époux, selon Martin du Gard ¹⁶¹ ? L'antipathie du chef du Cabinet civil pour Benoist-Méchin, aux "moeurs bizarres", est aussi très frappante. Du Moulin parle encore de sa "longue brouille" de cinq mois avec Pucheu (attisée par Pétain qui aimait diviser pour régner), alors qu'il avait tenté un début de rapprochement souhaité par Jacques Barnaud.

Changeons de camp. Du point de vue de Pierre Pucheu, le Cabinet civil représente tout autant une officine parallèle, un gouvernement secret qui tire les ficelles dans l'ombre, sous l'influence "d'éléments bornés et malveillants". Le doriote Victor Barthélémy, qui fréquenta du Moulin au début 1941, considère ce dernier comme imbu d'une "fatuité pyramidale" : il se prenait pour le nombril de la France, se montrait "faux" et était toujours prêt à échafauder des "intrigues invraisemblables" ¹⁶². Maurice Martin du Gard, quant à lui, voit en cet inspecteur des Finances, qui avait séduit Pétain pendant son passage à l'Ambassade de Madrid, un élément en apparence drôle, brillant, se croyant toujours indispensable, mais léger et inconscient. Ne se promenait-il pas à longueur de ministères avec des listes de "gens à fusiller" ou de dauphins putatifs à nommer ? L'ancien président de la section d'Action française du seizième arrondissement de Paris se déclarait pourtant volontiers "libéral", "pluraliste". En fait, poursuit le maréchaliste Martin du Gard, ce n'était qu'un "phalangiste" qui "jouait à la révolution" et collectionnait les ennemis ¹⁶³. Pétain aurait même dit à Jean Tracou et à Louis-Dominique Girard, en 1944, que ce "Machiavel" avait été l'homme qui lui avait fait faire le plus de bêtises ¹⁶⁴.

¹⁶¹ Maurice Martin du Gard, *Chroniques...*, op. cit., p. 370.

¹⁶² Victor Barthélémy, *Du communisme au fascisme. L'histoire d'un engagement politique*, Paris, Albin Michel, 1978, p. 219.

¹⁶³ Maurice Martin du Gard, *La Chronique de Vichy*, op. cit., p. 80.

¹⁶⁴ Ibid., p. 428.

Pucheu révèle dans ses mémoires que le 1er janvier 1942, excédé, il mit sa démission dans la balance parce que Pétain ne voulait pas signer une liste d'internés administratifs qu'il souhaitait faire libérer ¹⁶⁵. Du Moulin, à qui Pucheu refusa diverses autres demandes, dévoile naïvement sa stratégie : le Cabinet représentait pour lui "un solide blockhaus de défense et de protection" autour de Pétain et il n'hésitait pas à se mêler des affaires intérieures de certains départements ministériels (malgré ses allégations d'avoir toujours respecté leur autonomie ¹⁶⁶). Il croyait ainsi diriger le gouvernement et l'État lui-même, note Maurice Martin du Gard. Au sujet des institutions officielles touchant à la jeunesse, animées par Garric, Lamirand, Tournemire, Dunoyer de Segonzac, l'intéressé avoue :

"Je les aidais de mon mieux à triompher de l'hostilité de certains milieux, des tracasseries ministérielles, de l'emprise sournoise des "collaborateurs", à éliminer de leur sein des parasites trop suspects" ¹⁶⁷.

Nous savons que parmi ces derniers, on peut compter Mounier et Jeune France, puisque intervinrent contre eux Henri Massis, chargé de mission par Lamirand, reçu royalement par du Moulin avec Thierry Maulnier, mais aussi Roger de Saivre, attaché lui au Cabinet civil pour les questions de jeunesse (de Saivre trouvait d'ailleurs que du Moulin n'était pas assez "révolutionnaire", tandis que celui-ci considérait de Saivre comme ne possédant pas "le sens du service public" ¹⁶⁸).

Chaque faction en lutte pour le pouvoir, prête à la moindre occasion à faire une crise d'autorité, était tirillée par un complexe du complot une paranoïa suspicieuse vis-à-vis du partenaire (que l'on songe à l'épisode de l'élimination de Laval le 13 décembre 1940). Dans ses *Carnets*, le pasteur Boegner, qui côtoya régulièrement les grands du régime, ressentit bien cette atmosphère d'intrigue permanente qui, au-delà des contraintes de la politique extérieure qu'elle semblait même commander, constitua un des moteurs principaux de la politique intérieure, opposant Pétain à Laval, mais aussi Darlan à Weygand, Pucheu-Marion à Darlan

¹⁶⁵ Victor Barthélémy, *Du communisme au fascisme*, op. cit., p. 160.

¹⁶⁶ Henri du Moulin de La Barthète, *Le temps des illusions*, op. cit., p. 190.

¹⁶⁷ Ibid., p. 186.

¹⁶⁸ Ibid., p. 190.

(ce dernier était ainsi persuadé que "ses" ministres complotaient contre lui) ¹⁶⁹. On ne doit point sous-estimer cette réalité psychologique, constitutive de toute participation au pouvoir suprême. L'hostilité représentée du clan Pétain par rapport au clan Pucheu est une variable non négligeable. Elle apparaît encore à travers cette formule, lourde de sens, que du Moulin (qui dévoile sa propre logique psychologique) prête à Pétain à l'encontre de son ministre de l'Intérieur qu'il souhaitait remplacer (mais qu'il conserva) :

"Il tient tout l'animal, l'intérieur, la Police, la jeunesse, la Légion, la Propagande avec Marion, les rapports politiques avec les Allemands par Benoist-Méchin, les rapports économiques par Barnaud. Nous sommes coupés, coincés" ¹⁷⁰.

Par rapport à cette suspicion interne et réciproque, un témoin mérite encore d'être cité : Pierre Drieu La Rochelle. L'écrivain maudit, qui se définit lui-même, dans ses *Fragments de Mémoires*, plus comme un "littérateur", ou un "souffleur de théâtre", que comme un conseiller (rôle qu'il supputa de tenir quelques temps en 1940-1941), est exigeant envers l'équipe Pucheu-Marion, dont il soutint la légitimité auprès de l'Ambassadeur allemand à Paris, Otto Abetz, son ami de 1934 ¹⁷¹. Mais Drieu juge les gens et les choses à l'aune de sa métaphysique sommaire, qui exprime un "fascisme déterminé".

Hostile aux "contorsions de la faune politique", il affiche d'emblée sa préférence pour la contemplation de la vie, sa religiosité, son sentimentalisme viril face au tragique des événements, son goût pour le risque de la mort, pour la dureté, pour un monde de "vibrations", pour l'esprit de rupture. Même romantisme fasciste qu'en 1934 ! Il hait la prudence, l'attentisme, la bureaucratie, le libéralisme bourgeois. Dans son style caractéristique, il ne mâche pas ses mots. Les Français sont des veaux impuissants, stériles. La France se trouve "sans père et sans chef". Le fascisme a piétiné et échoué, définitivement, dans un environnement décadent. Vichy n'est qu'un lieu de "vieilles ramassées en tas", où s'affiche un "syndicat de vieilles crapules" emprisonnant le " grand-Père

¹⁶⁹ *Carnets du pasteur Boegner. 1940-1945*, présentés et annotés par Philippe Boegner, Paris, Fayard, 1992, p. 147.

¹⁷⁰ *Ibid.*, p. 353.

¹⁷¹ Pierre Drieu La Rochelle, *Fragments de mémoires*, Paris, NRF, Gallimard, 1982.

Pétain". C'est un "Coblentz intérieur", une cave de repliements, de fuites, de peurs, de reniements, d'attentisme, de prudence. On y parle. On n'y gouverne pas. Un "réceptacle de tous les déchets" ! Du fumier !

Promoteur de l'équipe de la Banque Worms (les hommes qui, avec lui, avaient quitté Doriot en 1938), Drieu ressent rapidement les limites du cénacle porteur d'espoir pour un scénario autoritaire. Les "synarques", regroupés autour de Pucheu et de Gabriel Le Roy Ladurie, se déchirent entre eux. Aucun véritable chef ne se dégage. Le groupe est faible numériquement. Il représenta un temps "la nouvelle réalité politique", "un jeune prestige", un "élément neuf d'initiative organisée et d'autonomie manoeuvrière". Mais de l'intérieur, on décèle l'absence d'esprit de discipline, de "volonté de puissance". Le Roy Ladurie n'est qu'un affairiste bureaucratisé, solitaire, égaré en politique. Barnaud, un catholique conséquent. Arrighi, un fasciste frelaté. Marion, corrompu par Paris, malgré son passé éprouvé et révolté, flanche à l'épreuve du pouvoir, s'isolant rapidement en "engueulant tout le monde". L'équipe, qui n'en est pas vraiment une, est composée d'hésitants "nerveux et reptiles", dissimulés sous des airs cassants. Des politiciens d'occasion, ondoyants, ayant sans cesse peur de se tromper, ne voulant renoncer à rien. A l'image de leur chef sporadique, Pucheu.

Ce dernier présente une apparence trompeuse. Il se veut réaliste, hostile à la mystique vichyste, collaborationniste, gaulliste. Jouant à la grande politique, en compagnie de ses acolytes, il pense pouvoir "échanger des services" avec les Allemands. Mais il fait "cavalier seul". au grand dam de Marion et de Benoist-Méchin. Il prétend jouer avec Pétain, qu'il voit souvent, en souhaitant "entrer le plus souvent possible dans ses bonnes grâces", contre Laval, qu'il combat, voire contre Darlan, qu'il flatte sans le duper vraiment. Pucheu a de larges épaules, les reins solides. C'est un éléphant dans un magasin de porcelaines (du Saxe, plus que du Limoges). On le surnomme "Babar". Il s'est opposé à la collaboration franco-allemande dans l'affaire de Bizerte. Il est volontaire, de nature robuste. Il fonce, veut s'imposer, se montre vorace. Il a un besoin de primer par rapport à l'équipe. Mais tout cela n'est que du vent.

En réalité, ce cynique, qui a compris la réalité européenne de l'heure, est inhibé. Il souffre, comme beaucoup, d'intellectualisme. Sa force est dévoyée. C'est aussi un tenant des idées non-conformistes. C'est-à-dire, pour Drieu, d'un libéralisme teinté de corporatisme chrétien et de nationalisme oublieux de "la réalité des Empires". Grisé par les postes ministériels, il est tourné en fait vers le

Empires". Grisé par les postes ministériels, il est tourné en fait vers le passé. Il ne déploie qu'un "brillant bavardage" sans conséquence. Face au pouvoir, qui l'enveloppe, l'homme tergiverse, étale un "secret conservatisme", le réflexe d'une "bourgeoisie sottée et butée". Pucheu a la "fringale de faire bon Français". Un non-conformiste très conformiste, en somme. Qui déçoit ses propres partisans, à défaut de séduire ses concurrents. Ses manières sont lourdes. Drieu insiste sur "la simplicité de ses charmes et de ses ruses".

Babar craint sans cesse de "casser la vaisselle". Son intellectualisme le paralyse, le prend entre plusieurs feux. Voulant servir à la fois Vichy, les Allemands, le Gaullisme, il ne sait pas exiger le nombre et l'importance des postes. Il parle de révolution, mais "en lui-même", il n'a coupé aucun pont. Sous des dehors vigoureux, il est malhabile. Il se croit indispensable, sans l'être vraiment, pour aucun des meneurs du jeu. Il est le pantin de toutes les pirouettes (comme le montre son ultime et fatale tactique de passer pour un gaulliste intégral). Il se met toujours en porte à faux, dans des positions intenable, se compromettant aux yeux de tous les camps. Il caractérise la stratégie de son groupe. Mais aussi, peut-être, celle d'ensemble de Vichy. Bref, pour Drieu, son "aventure" a échoué. Le fonceur a irrémédiablement trébuché, en pleine action, en 1941. Le fasciste pur et dur porte cette sentence sans appel contre le chef de clan :

"Une profonde hésitation derrière des apparences audacieuses et cassantes, aboutit toujours, à la longue, à la nécessité de prendre une décision fatale qui dévoile tout d'un coup toute la faiblesse qu'on avait dissimulé derrière des actions d'éclat éphémères" ¹⁷².

Pucheu, logiquement écarté par Laval lors de son retour au pouvoir en avril 1942, ne fut-il finalement qu'une mouche du coche ?

La vérité est sûrement moins tranchée que ne le laisse supposer ces relégitimations a posteriori. Le pouvoir fonctionne à la rumeur, à la réputation, à l'image. Les puissants prêtent à leurs concurrents de noirs desseins, qu'il s'appliquent à révéler. Mais la participation aux décisions implique aussi une logique d'échanges, de compromis, un système d'interdépendances. Des rencontres parfois quotidiennes (sur lesquelles du Moulin reste discret dans ses mémoires), des réunions de travail, des intérêts communs, des connivences

¹⁷² Ibid., p. 102.

doctrinales, ont tout autant soudé les deux clans en présence au gouvernement, au-delà des contentieux, des répulsions personnelles, des différences de socialisation antinomiques ou des divergences d'appréciation sur certains points. Après le discours du 12 août 1941, ensemble ils forgèrent la même politique intérieure, le Cabinet de Pétain formant la tête, l'Intérieur la main d'exécution des basses oeuvres, la Propagande et l'Information, la doctrine et les moyens de sa diffusion dans le pays. Pour reprendre l'image d'Henri Moysset, évoquant l'enseigne du café de sa petite ville de Ségala ("Aux vieux romains et aux jeunes cyclistes") pour décrire la composition du gouvernement Darlan de 1941, on peut parler de "tandem" entre ces deux composantes de la Révolution nationale, l'une néomaurrassienne, l'autre non-conformiste. Ne sont-elles pas intimement mêlées l'une à l'autre d'ailleurs dans leur centre de pouvoir (des non-conformistes se trouvant dans le Cabinet civil auprès de du Moulin et des néomaurrassiens grouillant dans les bureaux de l'Intérieur ou de l'Information) ? Et plus ou moins séparées de la Vice-Présidence du Conseil de Darlan, qui voyait - avec raison - en Pucheu et en Marion des ministres comploteurs, de connivence avec le Cabinet civil de Pétain.

Pucheu, que Pétain avait accepté de nommer ministre de l'Intérieur après que Darlan (c'est tout de même significatif) eut proposé le poste à du Moulin, avait entonné lui aussi à tue-tête l'hymne du 12 août. Il en appliqua fidèlement et immédiatement les conséquences répressives contre tous les adversaires du régime. Il n'hésita pas, par exemple, lors d'une conférence-banquet mensuelle devant les délégués départementaux à la Propagande et à l'Information du 17 septembre 1941, à encenser le maréchal ainsi que l'amiral ¹⁷³.

Farouchement anticommuniste, prêt à sévir impitoyablement, il se déclara défenseur pur et dur (à la manière de Lyautey) de la Révolution nationale. Il était déterminé à la "faire passer dans les faits", au risque d'être considéré par l'opinion pour un tenant de l'hitlérisme ("on vous dira comme on me l'a dit vingt fois que vous êtes hitlérien"). Dans l'Europe en construction, ajouta-t-il, il fallait adopter des "parentés idéologiques" adéquates. Sa Révolution nationale, à lui, Pucheu ?

¹⁷³ Pierre Pucheu, "Conférence d'information des délégués départementaux à la propagande", Vichy, 17 septembre 1941, in Vichy. 1940-1944, *Archives de guerre d'Angelo Tasca*, Paris, Éditions du CNRS, Feltrinelli, 1986, pp. 315-322.

Fouler au pied la démocratie de l'individualisme et ses conceptions politiques "mortelles", subordonner l'individu à des "communautés naturelles" ordonnées en une "hiérarchie supérieure", mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme (vaste programme qui semble un thème obligé pour tous ceux qui veulent se saisir du pouvoir à cette date). Mais sans importer un modèle de l'étranger. Sous les applaudissements, il lança même ce résumé de ses conceptions que n'aurait pas reniées un homme du Cabinet de Pétain :

"Oui, nous sommes pour ces parentés idéologiques ; mais ne croyez pas cependant que nous prétendons jamais importer tel que, en France, un idéalisme étranger. Non, tout ce que nous ferons en France, à la manière française, il faudra le faire sous le signe de la vocation française (...). Est-ce que nous n'avons pas une mission à remplir, est-ce que, sur toutes ces idées qui ont déjà reconstruit certaines parties de l'Europe nouvelle, nous n'avons pas une adaptation à faire, nous n'avons pas à plier, à accommoder ces idées à quelque chose de plus fin, de plus sensible, de plus humain qui est l'humanisme d'une très vieille civilisation édifiée par le catholicisme et la tradition chrétienne" ¹⁷⁴ ?

Peut-on se limiter à considérer ces déclarations comme des propos de circonstances, ironiques, stratégiques ?

Le 13 décembre 1941, à 19 heures, le pasteur Boegner rencontra Pucheu et parla avec lui pendant une heure. Il le trouva très intelligent, sûr de lui, franc, loyal (sur la politique antijuive, que combattait son interlocuteur), ouvert aux revendications des Églises. Il ne se révolta pas quand le représentant de la communauté protestante demanda que l'État n'intervienne point dans la vocation des Églises. Boegner, conseiller national et sorte de relais officieux entre les grands du Régime et l'opinion publique, parla librement des camps, de la peur d'une dictature policière croissante, des erreurs de la Légion. Pucheu, d'accord sur ce point, lui exposa sa conception du parti unique, seule solution admise par les Français pour l'action politique future après la mort du Maréchal. Il ajouta même :

"D'ailleurs, tout le monde ne sera pas obligé d'en faire partie et ce sera tout différent de ce qu'on voit ailleurs. On prétend que je suis totalitaire, rien de moins exact".

¹⁷⁴ Ibid., p. 321.

Boegner, sur la question des rapports entre christianisme et politique soulevée par Pucheu, rappela au ministre que l'obéissance à l'État, pour des chrétiens, faisait partie de l'obéissance à Dieu, qu'il fallait écouter en dernière instance plutôt que les hommes. Que répondit "l'humaniste-chrétien" Pucheu ? On ne sait. Mais le pasteur, à qui le chef de la police demanda de continuer d'informer objectivement le maréchal et l'amiral, garda une impression plus mitigée ("nous verrons") que ceux qui le considéraient comme un danger ou un ambitieux ¹⁷⁵ (mais un tel ministre de la répression pouvait-il être populaire ?).

Dans le même sens, au cours d'un entretien avec Philippe Henriot dans Gringoire, le 30 octobre 1941, repris par l'ensemble de la presse du pays, Pucheu précisa sa politique générale de ministre de l'Intérieur :

"L'administration française étant réorganisée, il reste à retrouver le contact entre le gouvernement et la masse. Comment ? En constituant une grande force nationale et populaire sur laquelle puisse s'appuyer l'État. Je ne me résoudrais pas à lui donner le nom de parti, qui sent la bataille et la lutte. Elle doit au contraire être la négation même du parti.

L'heure des partisans est passée, les Français doivent s'accorder mutuellement une sorte d'amnistie politique individuelle, car quelle que soit la durée et l'issue politique de cette guerre, ce sera la classe ouvrière qui souffrira le plus du ravitaillement et du chômage, et si l'on veut éviter la réaction en raz de marée vers le communisme, il faut libérer la classe ouvrière de la condition prolétarienne et de son complexe d'infériorité.

La solution communiste du problème social par l'abolition de la propriété individuelle est une hérésie, mais il y a lieu d'envisager une période de communisation du profit. C'est faire que le profit de l'action économique devra cesser d'être réservé à une petite catégorie de privilégiés ; il devra revenir par une répartition équitable à tous les producteurs. C'est la constitution d'une sorte de bien communautaire constitué par le surplus des rémunérations raisonnables des capitaux engagés dans une entreprise, qui permettra peu à peu la constitution d'une propriété individuelle du travailleur à travers le bien commun de la profession.

Si prétendre reconstruire une société sur de telles bases et par de telles disciplines, c'est être totalitaire, alors je suis totalitaire, mais ce sont ces principes qui ont permis à certains pays d'Europe centrale de reconstruire. Nous ne pouvons pas nous passer d'eux pour reconstruire à notre tour".

¹⁷⁵ *Carnets du pasteur Boegner*, op. cit., pp. 152-154.

Phrases bien creuses dans la bouche de l'homme des trusts sidérurgiques et de la Banque Worms. Voilà donc la conception d'ensemble du non-conformiste Pierre Pucheu, avec lequel le Cabinet civil ne pouvait qu'entretenir des connivences. D'ailleurs, dans ses mémoires, du Moulin, oubliant sa "brouille" avec Pucheu, ne donne-t-il pas "un coup de chapeau" étonnant aux jeunes ministres de l'équipe Barnaud dont il reconnaît la compétence technique et l'efficacité ¹⁷⁶ ?

Le contenu du conflit avec Mounier confirme la connivence de ces discours. Il révèle, on le sent bien dans les attaques de Fabrègues, autre chose qu'un accord tactique contre un ennemi commun : des convergences politiques doctrinales que nous avons pressenties plus haut quand ce dernier, dans une de ses lettres à Loustau, parlait de "front" des autoritaires. Les papiers d'André Chérier permettent de repérer celles-ci, en nous livrant quelques pièces du puzzle, c'est-à-dire quelques rencontres significatives entre les deux clans.

Du Moulin, par exemple, participe régulièrement au Cercle Jeune France (homonymie intéressante) dirigé à Vichy par Jean Rivain, placé sous l'égide de Pétain. Jean Rivain, ancien de l'Action française, fondateur d'une librairie où il éditait les auteurs de la ligue depuis 1908, ami de Georges Valois, avait consacré en 1926 un ouvrage à La Tour du Pin (dédié à Mussolini). Il avait créé en janvier 1937 une Association pour l'Unité française animatrice de cercles Jeune France dans les villes universitaires, qui publiait *Les Cahiers de la nouvelle France*, avec pour titre *La Vérité aux Français*. Là s'exprimaient, comme dans diverses revues de l'époque, des hommes de "bonne volonté" de tous les camps (par exemple dans le numéro 2 de février 1937, René Belin, Paul Benazet, Marcel Déat, Ulysse Fabre, André de Fels, Emmanuel Mounier, Georges Pigrenet, Vivier-Marle, mais aussi, dans d'autres livraisons, René Gillouin, Georges Izard, Georges Durnoulin, Jacques Bardoux, Léon Blum, Jean Coutrot, Jean Maze, Yves Paringaux...).

Le Cercle Jeune France à Vichy continua d'être l'instigateur de ce qui se présentait comme une "université populaire" ("L'Université Jeune France"), organisant conférences et semaines de synthèses pour les élites à Toulouse, Marseille, Grenoble, Annecy, Lyon (le directeur d'étude du cercle était là Denis de Rougemont). Le courrier des Cercles Jeune France fut assumé par *La Vérité aux Français*, tirée à 1000 exemplaires (dont la moitié distribuée aux préfets et

¹⁷⁶ Ibid., pp. 143-147.

sous-préfets). A l'automne 1941, on voit le Cercle réunir chaque semaine dans la capitale de l'État français, à la Pension Magali, dans des "déjeuners La Tour du Pin", présidés généralement par du Moulin de Labarthète, des personnalités intellectuelles autour d'une dizaine de fidèles. André Chérier y est régulièrement convié. Là s'échangent entre le clan Pucheu et les hommes du Cabinet civil des points de vue doctrinaux. Par exemple, le 16 octobre 1941, Armand Petitjean fait un exposé sur les préliminaires de la Révolution nationale. La séance est présidée par Paul Estèbe, directeur adjoint du Cabinet civil de Pétain. Y interviennent Henri Massis, le commandant Jean Tracou, Henri Maux, commissaire adjoint au Chômage, Jean Renon... Le 30 octobre, François Perroux, conseiller national, professeur à la Faculté de Droit de Paris, participe au déjeuner. Le 13 novembre, sont présents le professeur Carron (directeur de l'Éducation générale et des Sports), Louis Bertin (qui fait un exposé sur le travail), Georges Roditi (l'ancien néo de L'Homme Nouveau), Charles Laurent... Le 5 décembre, Hubert Lagardelle. Jean Rivain est influent : il se permet de recommander par lettre à Pierre Pucheu, ministre de l'Intérieur, un des directeurs d'études du Centre Jeune France de Paris, Jacques Bousquet, pour un poste d'inspecteur des Écoles de cadres de la zone occupée (ce dernier, on le sait, sera nommé quelques temps après directeur de l'École des cadres de la Chapelle-en-Serval, dans l'Oise, pendant d'Uriage pour la zone occupée)...

Autre point de rencontre - et non des moindres - entre pétainistes et pucheuistes : le Secrétariat à l'Information et à la Propagande. À une date non précisée (vers octobre 41 semble-t-il), du Moulin accepte de se compromettre avec le "titi parisien" pour tenir une conférence (à l'École du Mayet-de-Montagne vraisemblablement) devant ses délégués régionaux et départementaux de la propagande, à qui Pucheu (on a vu en quels termes) avait aussi fait un exposé le 17 septembre. Le titre : "Les buts du Maréchal. Une société nouvelle". Le texte est important pour apprécier les convergences idéologiques et politiques entre les deux clans, soudés sur le même pont de la galère vichyssoise à cette date. Que pense du Moulin de la situation ?

La France, commence-t-il, est divisée en deux parties : le petit noyau qui pense et agit, et l'immense masse des indifférents, prise dans ses habitudes, mal servie par la presse et la radio, coupée du noyau de Vichy quelle abomine, pour qui le gouvernement n'est qu'une abstraction. Que tous les délégués comprennent bien l'objet de la Révolution nationale et l'expliquent ensuite. Profondément, le

l'objet de la Révolution nationale et l'expliquent ensuite. Profondément, le peuple, fatigué par la saignée de 14-18 qui a enlevé au pays une grande partie de son élite, rejette les divisions droite-gauche, artificielles. Par exemple, des partisans de l'Action française ont un sens social plus développé que beaucoup de libéraux, et des socialistes revendiquent l'ordre, plus que les milieux catholiques et bourgeois. Les divisions politiciennes droite-gauche ne se justifiaient que pour conquérir des sièges, servir des appétits de clientèles et de factions. Le gaullisme, lui, joue sur la facilité, par ses "critiques en savates", adressées de loin, "au coin du feu", à un peuple endormi. La France doit retrouver la foi, le goût de la création, la joie des jeunesses d'Allemagne, de Russie, du Portugal, avec la force d'une unité qui a plus de dix mille ans d'âge. Pour redresser le pays, il faut donc dépasser "le régime des pieds", c'est-à-dire du nombre, qui ne s'ordonne pas autour d'un point central et se disperse en vaine agitation.

Il faut un État neuf. Celui que Pétain a défini, notamment dans son discours du 12 octobre 1940 ("qui résulte d'une collaboration inattendue de M. Bergery et de certains éléments de droite qui étaient auprès de Pétain ; vous y retrouverez, d'ailleurs, un certain nombre de thèses du frontisme un peu atténuées par le Maréchal"). Sans oublier le discours de Saint-Étienne, le 1er mars 1941, ni celui du 12 août qui propose des "remèdes" en douze points. Toute la doctrine de la Révolution nationale est contenue dans ces messages. En politique extérieure ? Un régime national ("c'est-à-dire où l'étranger n'ait plus sa part"). En politique intérieure ? Un État hiérarchisé, autoritaire, et un "gouvernement de Révolution nationale".

La tâche de celui-ci sera rude, face à des difficultés auxquelles il était peu préparé. Depuis un an de fonctionnement, deux échecs sont flagrants : l'information ("on y met de l'ordre" par une propagande bien construite - satisfecit au passage pour Marion -) et le ravitaillement. Les participants au gouvernement se sont montrés souvent inexpérimentés face à de telles responsabilités. Les parlementaires, écartés par le Maréchal, ont fini dans des ambassades. Mais les ministres ex-fonctionnaires qui ont été choisis ne connaissent pas assez la pâte humaine, et se montrent trop techniques. La situation pourtant s'améliore. Le personnel de qualité manque dans les administrations, en raison de la saignée de 14 et des prisonniers de 40. Là, du Moulin ajoute :

"Il est incontestable que nous avons de sérieuses difficultés pour asseoir l'État nouveau. On nous dit souvent : "ce n'est pas difficile, il suffit de

changer les préfets". Le ministre de l'Intérieur prépare en ce moment un important mouvement préfectoral ; mais il faut considérer que le déplacement de 25 préfets est quelque chose d'énorme et d'autre part qu'on décourage les autres ; mais cela ne suffit pas".

En entente entre l'Intérieur et le Cabinet, après le discours du 12 août, a été entamée l'élimination des fonctionnaires indésirables d'"Ancien Régime" (chefs de division de préfectures, inspecteurs d'académie, directeurs des services agricoles, des HBM, de l'office de placement...). Les mesures contre les francs-maçons ont permis d'en écarter certains, mais on ne peut pas en limoger plus. Par exemple, sur 160 000 instituteurs, dont la plupart sont de "braves gens", 100 000 appartenaient au syndicat de Delmas, 10 000 au syndicat communiste, 5000 à des syndicats de droite, et 30 000 n'étaient pas syndiqués. On ne pouvait en "limoger" plus de 3000 ("Le problème de l'État en France est donc très difficile"). Les plus nombreux, les petits fonctionnaires, qui forment "une croûte" entre Pétain et le peuple, ne croient pas en la Révolution nationale. C'est à la cohorte des propagandistes qu'il revient de faire pénétrer, dans une masse qui n'est pas prête à la recevoir, les idées de la Révolution nationale. La reconstruction se poursuit, mais la constitution nouvelle n'est pas encore achevée. Et quand les Français ne mangent pas à leur faim ou écoutent la radio gaulliste, la question n'est pas urgente. Pour agir, le maréchal et son Cabinet sont convaincus qu'il faut construire un "parti unique". Sur ce point, deux conceptions s'affrontent. Celle dite "de la collégialité", favorable à des contacts nombreux entre les Français et le chef de l'État. Le Conseil national a été créé à cet effet, mais, précise le conférencier, fonctionnant en vase clos, il n'a eu que peu de succès, comme les commissions administratives cooptées dans les départements. Une autre conception est possible : celle qui prône le totalitarisme, qui a triomphé en Italie, en Allemagne, en Espagne. Qu'en dit du Moulin ? Écoutons-le :

"Nous devons y faire certains emprunts, notamment en ce qui concerne la primauté du travail manuel et la nécessité de lutter à la fois contre le capitalisme et le marxisme.

Mais il ne faut pas que ces succès totalitaires nous abusent sur les possibilités qui s'offrent dans ce domaine à la France. Nous n'avons pas énormément de jeunes et de cadres. Les larges mouvements analogues à ceux qu'on connus l'Espagne, l'Italie et surtout l'Allemagne peuvent donc difficilement se réaliser. En d'autres termes, le "bewegung", le "movimiento" peut d'autant moins se réaliser en France que nous avons,

peut d'autant moins se réaliser en France que nous avons, dans une autre conception, "la résurrection", la possibilité d'utiliser une sorte de creusement de puits artésiens dans toutes les races françaises, l'immense série de virtualités qui s'offrent à chaque génération, à chaque élément de la vie française".

Le "mouvement" en France doit donc être compris comme "historiciste", comme une "résurrection" au sens chrétien du terme. Il faut aussi puiser dans "le vieux fonds franc", ce qui est l'argument des milieux catholiques dominants dans le pays, hostiles à l'expérience totalitaire.

Du Moulin répond ensuite à diverses questions posées par les propagandistes réunis devant lui. Les liens entre les délégués et le Cabinet ? Tous les matins, avoue-t-il, il s'entretient lui-même avec les chefs de la Propagande et de l'Intérieur (c'est-à-dire Marion et Pucheu) pour examiner les questions délicates, les frottements incessants avec les préfets. Il déclare haut et fort :

"Il n'y a pas, au Cabinet du Maréchal, une conception de la Révolution nationale qui s'oppose à celle qu'en ont les délégués à la Propagande et, en effet, dans l'ensemble, nous avons les mêmes conceptions, M. Marion et moi. M. Marion est peut-être plus totalitaire que je ne le suis à certains égards, mais ce sont là des nuances, et je reprends la thèse de M. Pucheu qui a toujours dit : "Il faut que nous "repensions" la Révolution nationale et les révolutions européennes à travers l'humanisme chrétien". Nous sommes entièrement d'accord sur ce point (...).

Le Cabinet du Maréchal estime que vous êtes nécessaires et c'est la raison pour laquelle je suis ici ; sans cela, je ne me serais pas dérangé. Parce que vous êtes indispensables à la Propagande, le Cabinet du Maréchal est entièrement derrière vous et Monsieur Marion. Quand vous aurez des difficultés avec votre préfet, vous serez blâmés ; quand votre préfet sera insuffisant, il sera remplacé. Vous avez tous mauvaise presse parce que les préfets, dont la plupart sont des conservateurs et des bourgeois, se sont demandés quels étaient ces gens qui avaient poussé de partout, qui n'ont pas de situation et qui arrivent en disant : "Nous sommes les délégués de la propagande" (...). Le Maréchal, à la suite de rapports qui n'étaient pas en votre faveur, songeait à un certain moment à vous remplacer et tenait à ce que le préfet soit chef de la Propagande. J'ai insisté pour que vous soyez maintenus, mais j'ai dit à M. Marion : si vous n'êtes pas satisfait d'eux, remplacez-les, c'est une nécessité absolue".

Après s'être déclaré favorable au jugement immédiat et impitoyable des responsables de la défaite, certains chefs militaires dussent-ils rendre eux aussi des comptes, du Moulin aborde à nouveau la question du parti unique. L'heure

comptes, du Moulin aborde à nouveau la question du parti unique. L'heure n'est plus au regroupement partisan traditionnel, supputé par certains pendant l'été 1940. Le chef du Cabinet civil avoue lui-même qu'il a tenté une formule de rassemblement, début 1941 (le Comité de Rassemblement pour la Révolution Nationale), qui devait réunir la Légion des Combattants, la jeunesse, la paysannerie et le syndicalisme. Mais ce fut un échec. La Légion s'opposa à l'entreprise. Pétain hésita. La Légion ? Ce n'est qu'une "veille arrière-garde française", un instrument politiquement "nul" et "insuffisant". Certains ministres, comme Pierre Pucheu, pensent pouvoir la rénover en lui adjoignant la jeunesse et des syndicalistes. Du Moulin se déclare très réservé, car on ne met pas du vin nouveau dans de vieilles outres. Il ajoute cependant qu'il souhaite sincèrement que l'opération réussisse. Il faut pour cela, en tenant compte du choix des hommes, entamer des pourparlers entre la Légion et les éléments politiques du ministère. Il avoue, en une franchise apparente :

"Je suis assez inquiet sur la façon de réaliser ce parti unique ; il y faut une technique très particulière. Nous n'avons pas gêné jusqu'ici la plupart des partisans du parti unique qui sont dans le ministère, comme M.M. Pucheu, Marion, Benoist-Méchin, En tout cas, si le mouvement ne réussit pas, on sera obligé de faire, en dehors de la Légion, une construction se rapprochant de ce que vous signalez et qui doit correspondre aux désirs du pays avec lequel vous êtes plus en contact que je ne le suis".

À la question de savoir ce que l'Allemagne pensait de la Légion, du Moulin révèle qu'il s'en était entretenu avec Abetz qui s'inquiétait du déploiement des messes, des saluts aux couleurs, des remises de drapeau dans toute la zone sud. L'ambassadeur allemand lui avait alors proposé de souder le RNP de Marcel Déat et la Légion. Il lui avait répondu, poursuit-il :

"Quand vous nous donnez des coups de règle au sujet de questions qui touchent l'armistice, nous sommes d'accord, mais quand à nous expliquer la politique intérieure française, où les meilleurs augures y perdent leur latin, et alors qu'on a tant de difficultés pour réaliser quelque chose de sérieux, cela me paraît impossible. Vous êtes plein de bonnes dispositions, mais vous ne connaissez pas toutes nos affaires et quand Constantini, Clémenti et d'autres, dont les uns sont bien, d'autres moins, - leur réputation, pour la plupart, variant selon ce que vous leur donnez - veulent refaire à Paris un mouvement unique avec la Légion, je vous demande de ne pas vous presser : nous en reparlerons dans trois ans.

Je crois que la leçon a été bien comprise".

Le document se termine là. C'est une des rares interventions publiques de du Moulin dont on ait la trace. Certes, il y a ce que l'on dit, et ce que l'on pense. Mais que de points de vue convergents avec la tendance non-conformiste. Le compte-rendu intégral indique aussi, malgré des divergences abordées de front, la réalité d'échanges journaliers sur les questions de propagande et d'épuration des fonctionnaires de l'Intérieur, l'accord avec Pucheu sur les fondements "humaniste-chrétiens" de la Révolution nationale (ce qui éclaire aussi le ralliement d'un Fabrègues), le doute commun vis-à-vis de la Légion, l'accord relatif sur la construction d'un "parti unique". Du Moulin s'y était aussi essayé, il reste sceptique, mais n'empêche point la tentative.

Effectivement, pour contrer la création par Déat en février 1941 du Rassemblement national populaire à Paris, le chef du Cabinet civil avait lancé le 26 janvier un Comité de Rassemblement de la Révolution nationale. Il en devint le secrétaire général (en travestissant démocratiquement son nom - si l'on peut dire - en "Dumoulin" dans les comptes-rendus de presse) et désigna à la direction le docteur Bernard Ménétrel, Paul Estèbe et le colonel Chapuis, du Cabinet. Il proposa aussi à Emmanuel Mounier de donner son adhésion, sans succès, on l'a vu. Cette esquisse de parti unique regroupait dans ses instances, François Valentin et Félix Auloix, de la Légion, Charles Vallin et Léotard, du PSF, mais aussi des éléments du PPF (Barthélémy, Beugras, Andraud et Palmade). Le bergerysme et le socialisme pacifiste étaient représentés par Louis-Émile Galey et François Chasseigne (qui prendra la tête du Comité en février, avant de devenir le premier directeur de la Propagande de Paul Marion). La liste comptait encore Pierre Pucheu, Thierry Maulnier, Jean-Louis Tixier-Vignancourt (ancien parlementaire qui avait côtoyé le PPF et assisté Laval à la Propagande en 1940), Frédéric-Dupont, Charles Trochu, Antoine de Saint-Exupéry, Robert Garric, René Dommange, Roger Lefèvre, Sableau, Morancé, des syndicalistes (Bardelet, Serol, Cayrol, de Plas, Baruzzi, Meaux), des chefs scouts (Pailleret, Doercy, Montiel, de la JOC). Ce rassemblement hétéroclite éclata en mai, en raison du noyautage orchestré par le PPF et le PSF, affirme du Moulin dans ses mémoires. En fait, certains prétendront l'inverse, à savoir que du Moulin voulait se servir de chacune de ces forces pour les neutraliser et mieux contrôler leurs luttes intestines (le PPF devant démolir la Légion, et le PSF le parti de Doriot). Le groupe, première ébauche cependant d'un rapprochement des nationaux autoritaires, survécut de

rapprochement des nationaux autoritaires, survécut de façon plus confidentielle, sous le nom de "Petite Commission" ou "Petit Comité" comprenant pendant quelques semaines, Vallin, Caduin, Tixier-Vignancourt, Beugras, et François Chasseigne ¹⁷⁷. Pucheu et ses lieutenants allaient prendre la relève.

II - LES VISÉES DE PUCHEU SUR LA JEUNESSE

[Retour à la table des matières](#)

Le clan Pucheu, dont la marge de manoeuvre était étroite en zone sud, après avoir tenté de noyauter certains mouvements (comme Compagnons ou Jeune France), allait aussi jeter à l'automne son dévolu sur la Légion. Par tactique, point pour s'emparer de l'organisation et, semble-t-il, avec l'accord du Cabinet de Pétain (si l'on en croit du Moulin dans sa conférence précitée). Le pasteur Boegner, qui rencontra André Chérier le mardi 20 janvier 1941, pour s'entretenir avec lui notamment des problèmes de la jeunesse, témoigne que Pucheu restait sceptique sur les capacités politiques de la Légion, comme du Moulin. Il souhaitait simplement qu'elle intègre des jeunes de gauche, mis à l'écart jusque là par le clan catholique du Secrétariat à la Jeunesse, cela dans le but de mobiliser les abstentionnistes ¹⁷⁸.

Les papiers de Chérier apportent quelques précisions à ce sujet. Les 27 et 29 septembre 1941, à la demande de François Valentin, Armand Petitjean organisa une grande réunion en présence de délégués du Secrétariat général à la Jeunesse, de jeunes professeurs et officiers, de membres de la Restauration paysanne, de

¹⁷⁷ Robert Aron, *Histoire de Vichy*, Paris, Les Productions de Paris, p. 256. Cf. aussi les mémoires de du Moulin : *Le Temps des illusions*, op. cit., p. 268 et les mémoires de Victor Barthélémy, *Du communisme au fascisme*, op. cit., p. 214-216. L'ouvrage de référence en la matière reste la thèse de Philippe Amaury : *Les deux premières expériences d'un ministère de l'Information en France*, Paris, Librairie de Droit et de Jurisprudence, 1969, pp. 176-184.

¹⁷⁸ *Carnets du pasteur Boegner*, op. cit., p. 162. Sur les stratégies de Pucheu à l'encontre de la Légion, on peut consulter Jean-Paul Cointet, "Les anciens combattants. La Légion française des combattants", *Le gouvernement de Vichy*, Paris, Presses de la FNSP, 1972, pp. 138-140.

commissaires scouts, d'ajistes, de cadres du mouvement Compagnon, du Comité directeur de la Jeunesse de France et d'Outre-mer et de diverses personnalités. Parmi elles, Carrière, du Secrétariat général à l'Information, et Jean de Fabrègues, représentant de Jeune France. L'objectif était d'abord d'annoncer le recrutement d'éléments fiables dans les différents milieux de jeunesse pour les postes de délégués régionaux à la propagande. Il s'agissait ensuite d'envisager en commun et au grand jour une réorientation de la politique de la jeunesse. La première journée dressa un bilan de celle-ci pendant les cinq années précédentes. Les présents témoignèrent de leurs engagements : groupements confessionnels et éducatifs, jeunesses politiques, mouvements de libération par les sports, le camping, les auberges, les jeunes combattants, les services du Secrétariat général, les Compagnons, les jeunesses légionnaires... Les résultats ?

D'abord, tout le monde constata que le problème des cadres était mal posé. Le temps n'était plus à la formation de "chefs" en vase clos, dans des stages de deux ou trois semaines. Il fallait s'appuyer désormais sur une petite majorité de chefs forgés à l'épreuve, déterminés, de ceux qui s'étaient battus avant guerre contre les cadres de gauche et de droite, ou militairement pendant les combats de 1939-1940, à ceux qui s'étaient engagés pour la Révolution nationale. Malgré les espoirs qu'il suscita, le mouvement des Compagnons avait échoué dans la mission de regrouper toute la jeunesse inorganisée. Quant au Secrétariat de Lamirand, perclus de pluralisme, il avait abandonné les jeunes "entre les mains des vieux cadres" particularistes. Ces derniers, personnalistes et démocrates chrétiens en tête, avaient abstrait la jeunesse du combat quotidien de la Révolution nationale. Ainsi, dans les organisations de la zone sud, on pratiquait un "attentisme intérieur" systématique, et il n'avait pas encore été donné aux jeunes de "se compromettre pour le Maréchal" (sic). Quant aux expériences vraiment engagées, dans la Jeunesse ou dans la Légion, elles n'étaient que partielles et localisées. Le compte-rendu adressé par Petitjean à Valentin, transmis à Pucheu, s'étonna encore que pour suivre un seul chef, le Maréchal, il faille soixante groupements de jeunesse. Tout devait être tenté pour réunir les mouvements à tendance civique, politique ou para-politique. Devant l'indifférence du Secrétariat général, les participants envisagèrent de placer sous l'égide des combattants et des volontaires de la Révolution nationale, de plus en plus préoccupés d'action civique, les mouvements de jeunes.

La seconde journée fut consacrée à l'examen des bases doctrinales du futur regroupement, de ses positions par rapport à la Légion, aux services étatiques de la Jeunesse, au Travail, à l'Église... Une seule solution se dégageait : suivre les directives du maréchal et de son gouvernement en acceptant sans arrière-pensée les besoins de la Révolution nationale. Cela, dans l'unité française, à l'exclusion de toute copie de modèle extérieur. La nouvelle génération serait éduquée en prenant des "formes autoritaires" sous la direction d'une avant-garde. Les participants s'entendirent tous pour prendre comme modèle organisationnel la synthèse des deux principales expériences de politisation de la jeunesse en zone sud : celle de la JFOM, qualifiée de "mouvement de masse", et celle des petits groupes de Jeunes Légionnaires, qui avaient essayé de recruter des cadres par catégories sociales. Il fallait au futur mouvement une ossature puissante, fortement hiérarchisée, groupant sous une discipline rigoureuse et sous un uniforme commun tous les jeunes français de la Révolution nationale prêts à se sacrifier. Les moyens de pénétration ? La patience, la souplesse, la spécialisation par profession, mais aussi la discrétion ("en silence") afin de résorber, au centre et dans les régions, tous les mouvements civiques, politiques ou para-politiques de la zone libre, et de les remplacer par un dispositif de substitution, jusqu'au plan local. Après, devrait être lancée en hiver une campagne de propagande conséquente, dans le respect des mouvements confessionnels et éducatifs existants.

La tentative Petitjean mijotée par le clan Pucheu allait avoir des répercussions immédiates. Le contrôle postal fit parvenir à André Chérier des extraits d'une lettre du 30 septembre d'un correspondant des Compagnons qui, ayant eu vent de la réunion de la veille, avertissait un ami de province que Dhavernas, Petitjean, L'Hoir, Rendage, Rabaudy, Rollat, René Jean..., venaient de créer un mouvement "à allure strictement révolutionnaire et à tendance fasciste", encouragé en sous-main et financièrement par les ministères de l'Information et de l'Intérieur. Tournemire, le dirigeant des Compagnons était sur les dents. Les cadres des mouvements de jeunes légionnaires allaient être débauchés par les comploteurs. La vigilance s'imposait et il fallait alerter la province.

Le 3 octobre, le Cabinet de Pucheu rédigea une note de synthèse sur les questions de jeunesse. Celle-ci constata d'abord le malaise causé par la création des "jeunesses légionnaires" (ainsi est appelée la proposition de Petitjean à Valentin), par le caractère "fantaisiste" des accusations de "fascisation de la jeunesse" prêtées de toute part à Pucheu et à Marion, eux-mêmes desservis par les

tées de toute part à Pucheu et à Marion, eux-mêmes desservis par les propos de certains de leurs amis. Il faut réagir rapidement, affirme le texte, afin de contrecarrer l'attitude négative de l'Église, nuisible au ministre de l'Intérieur, comme l'animosité de Valentin à la Légion et la campagne sournoise que n'a pas manqué d'orchestrer aussitôt le Secrétariat général à la Jeunesse. Il faut aussi rassurer le Cabinet civil qui éprouve à ce sujet une "certaine crainte". La solution ? Une manifestation suivie d'un discours du ministre de l'Intérieur sur les questions de jeunesse. La candidature d'Armand Petitjean à la tête des jeunes Légionnaires doit en outre être maintenue, car la retirer serait le signe d'un échec d'autant plus retentissant que l'opinion publique considère celui-ci comme un homme de Pucheu et de Marion. Enfin, il faut éplucher le programme du Secrétariat à la Jeunesse : à la veille de l'hiver, alors que des difficultés sont prévisibles, celui-ci ne s'est-il pas contenté jusque là "d'examiner les problèmes du pluralisme et du personnalisme" (sic), d'organiser des tournées de propagande de Lamirand en Afrique du Nord et dans le Midi, de monter "sournoisement" la Direction du Travail des jeunes contre celle de l'Enseignement technique du ministère de l'Éducation ? A un moment d'ailleurs où la propagande de Lamirand touche des foules de plus en plus restreintes et réticentes, comme le montrent le contrôle postal et certains rapports officiels d'inspection. On doit agir vite : les mouvements de jeunes ("les jeunes poulains") couvés par la Direction de la Formation des Jeunes de Garrone, n'augmentent pas leurs effectifs, la Direction du Travail des Jeunes et celle du Chômage, malgré d'importants budgets (1800 000 F) refusent ou sont incapables d'organiser les centres nécessaires pendant les dures journées d'hiver. Un discours ministériel bien pensé devrait garantir l'existence des mouvements jusque là agréés. A ce propos, il faut accélérer la reconnaissance officielle des mouvements catholiques, car l'Église, en ergotant sur des détails, profite de la durée de la négociation avec Garrone pour ne pas se soumettre aux règlements. Il vaut mieux, en insistant sur l'aspect "générosité de geste", céder sur les agréments, seule façon "de prendre immédiatement en main ce qui est en train de se dérober". Un appel en faveur des jeunes ouvriers serait aussi le bienvenu, de même que la main tendue aux anciennes amicales laïques, contrepois possible contre l'influence de l'Église.

Tactiquement, la note conseillait encore de ne pas réclamer des mouvements agréés une trop grande activité sur le plan civique, ce qui permettrait de "mettre

en vedette" les Jeunes Légionnaires. Il fallait arguer que l'on ne toucherait en rien à la vocation des mouvements. Aux tournées de propagande spectaculaires et aux discours philosophiques seraient substituées des mesures sociales concrètes en faveur des jeunes travailleurs, afin de faire encadrer les actions à venir par des ouvriers. Ce serait une manière de se dégager de "l'obsession du mouvement unique" et d'accentuer le caractère social de la politique du ministre. Les mouvements de jeunes existants pourraient être impliqués dans ces actions, ce qui élargirait la représentativité et la légitimité de Pucheu et, au printemps suivant, pourrait ouvrir la voie à des Jeunes Légionnaires gonflés en effectifs. La note, qui révèle les préoccupations tactiques dévorantes de l'équipe Marion-Pucheu en matière de jeunesse, affirmait enfin l'urgence, dans le cas où ce programme serait accepté, d'infiltrer dans les services de Lamirand et de Garrone un homme sûr susceptible d'en suivre l'application, en cas de sabotage.

André Chérier disposait par ailleurs de nombreuses notes de police sur l'historique, les intentions, l'organisation des JFOM, fer de lance de l'opération d'élargissement de la Légion. Lui-même assista en janvier 1942, en compagnie de Roger de Saivre, du Cabinet de Pétain, au premier Congrès national du mouvement, où le "Chef" Jean Renault remplaça le fondateur Puygibet (expulsé pour les besoins de l'opération), selon les plans de Carrière et de Petitjean. Diverses notes montrent encore son intérêt pour les Auberges de la Jeunesse, pour la mise en place de "Cercles universitaires d'études et de propagande pour la Révolution nationale" , pour la création d'un Institut d'études politiques et sociales de la Révolution nationale, rattaché au Secrétariat à l'Information, comme sa bonne entente avec la JOC, dont il facilita diverses manifestations.

Une importante note de l'automne 1941, probablement rédigée par Petitjean, révèle crûment les analyses du Cabinet de Pucheu en matière de jeunesse. Une fois encore, le bilan dressé de la politique officielle est très sévère. Il est normal, depuis le discours du 12 août, affirme le document, de faire le ménage dans les institutions de la Révolution nationale. La jeunesse réclame une intervention urgente. La note, destinée à Pucheu, parle d'incompétence, de prétention, de confusion. Le Secrétariat général de Lamirand est au coeur de la polémique. Trop absorbé par des négociations avec de vieux mouvements d'avant-guerre, il a coupé la jeunesse de l'action révolutionnaire. Son inertie a entraîné une chute des adhésions dans les organisations, par rapport à 1939. La qualité des cadres, composés en majorité de "déclassés de la vie civile", est encore plus médiocre.

en majorité de "déclassés de la vie civile", est encore plus médiocre. Les Compagnons, trop éducatifs, méfiants envers toute action civique ont déçu. Quant aux activistes, ils ne forment que des groupuscules au service de "roitelets" locaux, pleins de ruses et d'ambition, prétendant avec quelques douzaines de garçons bouleverser la France et le monde. Manifestation anarchique de la puberté française que tout cela. La Révolution nationale reste toujours impuissante à pénétrer la jeunesse, ce qui explique la résurgence de mouvements politiques comme l'UPJF de Doriot en zone libre, qui a retrouvé ses 7000 adhérents, et donc un risque de "germination politique". L'Intérieur mesure l'impuissance de l'État et des mouvements officiels. Les éléments d'une renaissance se trouvent dans la JFOM, qui groupe 15 000 garçons et filles, au recrutement trop régional cependant et démunie en cadres. Mais aussi dans les multiples expériences civiques locales, à Grenoble, dans l'Allier, dans les Pyrénées orientales, menées par des fils de légionnaires. L'heure est donc au regroupement sur un plan civique. Le texte lance ce cri d'alarme :

"Aucun régime n'a pu contenir sans lui donner d'exutoire la passion publique de la jeunesse, surtout au lendemain d'une défaite écrasante. Si nous ne trouvons pas pour nos jeunes gens des tâches plus exaltantes que le ramassage des marrons d'Inde, ils iront chez De Gaulle".

Est dénoncé ensuite l'attentisme intérieur de la majorité des éducateurs de la jeunesse. Le Secrétariat à la Jeunesse est jugé inefficace, mais il est ménagé en ces termes étonnants (riches d'indications de détails) :

"Le Secrétariat général à la Jeunesse reconnaît ses insuffisances. La Légion des Jeunes, groupant l'élite de la Jeunesse, est un des plus chers projets de Lamirand, qui, comme missionnaire du Maréchal, réalise autour de lui cette unanimité de la jeunesse que ses services administratifs ne peuvent retrouver dans la vie quotidienne. Le directeur de la Jeunesse, Garrone, reconnaît la nécessité d'une nouvelle orientation de ses services, en particulier de l'École nationale des cadres d'Uriage, dans le sens civique et multiplie les circulaires à cet effet. La Légion va-t-elle laisser à d'autres (...) la relève du pays ? On ne peut, pour suivre un seul chef, le Maréchal, et pour interpréter sa seule doctrine, la Révolution nationale, accepter une soixantaine de mouvements de jeunesse qui prétendent chacun suivre le chef et interpréter la doctrine à sa façon. Le pluralisme se conçoit parfaitement sur le plan confessionnel et sur ce plan là, doit être intégralement respecté. Mais est-il bien nécessaire de plaider la cause du regroupement des jeunesses civiques auprès de cette Légion qui a réalisé

des jeunesses civiques auprès de cette Légion qui a réalisé la fusion des grandes associations de combattants ?

Ni l'administration du Secrétariat à la Jeunesse, ni des techniques éducatives qui trouvent leur fin en elles-mêmes, ou dans l'apostolat, ni l'activisme des jeunesses des partis d'avant-guerre ne sont parvenus à faire démarrer puissamment la jeunesse de la Révolution nationale".

Le texte envisage donc de regrouper sous l'égide de l'État, au sein de la Légion, en dehors de toute ingérence du Secrétariat à la jeunesse, les nouveaux légionnaires. L'expérience ne doit nullement concurrencer les mouvements existants, à dominante pédagogique. Elle doit compléter et prolonger l'action du Secrétariat général. Il faut dépasser par ailleurs le jeu, les parades, les discussions, en s'associant directement au combat civique et politique pour la Révolution nationale, afin de conquérir les autres jeunes et d'entraîner les masses. Doit être prévue à moyen termes la dissolution de tous les mouvements à tendance civique, politique ou para-politique de la zone libre. En évitant cependant de heurter de front les jeunes avec des mots d'ordre, une discipline ou un uniforme, ceci pour inspirer confiance, capter et brasser tous les milieux, avant d'intégrer les volontaires dans la structure hiérarchisée du mouvement. Les cadres seront formés par un organisme spécial. L'ensemble pourrait être patronné par un comité de Légionnaires - ce qui serait susceptible de faciliter les rapports avec les hautes instances de l'État - et être dirigé par un conseil national réuni mensuellement, intégré au niveau provincial à l'organisation départementale et régionale de la Légion.

Le 16 octobre, le général Laure, alerté par Weygand sur les tentatives de créer au sein de la Légion d'Afrique du Nord de tels groupes de jeunes légionnaires, écrivit à l'amiral Darlan pour savoir quelles étaient les intentions du gouvernement, notamment quant à l'autorité en la matière de la Direction des Jeunes du Secrétariat de Lamirand. La lettre révèle que des conversations venaient d'avoir lieu entre lui-même, Pierre Pucheu, François Valentin, Paul Marion et du Moulin de Labarthète, lors d'une réunion du 9 octobre précédent. Il y avait été décidé de concert d'agir par étape, d'abord en absorbant dans les Jeunesses légionnaires les jeunes volontaires issus des Chantiers de plus de 21 ans. Pour les mineurs (à partir de 16 ans ou de 18 ans), il fallait envisager un rattachement dans les groupes para-légionnaires existants (Cadets, JFOM...), qui n'encadraient pour l'instant que 9% de la jeunesse française. Le gouvernement devait trancher pour savoir s'ils devaient échapper ou non à l'action du Secrétariat à la jeunesse. Les

vaient échapper ou non à l'action du Secrétariat à la jeunesse. Les mouvements agréés, eux, subsistaient et conservaient leur autonomie.

Là encore, il s'agit de négociations, d'échanges de vue d'accords. Non de stratégie jouée dans l'ombre par un clan de comploteurs "hitlériens" contre des maréchalistes "catholiques" antitotalitaires. A travers les interactions entre ceux qui ont éliminé Mounier de toute influence sur la jeunesse, on découvre les véritables intentions de ce "front" commun des autoritaires, mené par le Cabinet de Pétain de concert avec le ministère de l'Intérieur et le Secrétariat à la Propagande. La dissociation analytique de ce bloc au pouvoir est certes légitime. Mais elle a ses limites. Peut-on penser encore, en reproduisant sans distanciation les attaques de ses adversaires, que Pucheu fut vraiment le partisan d'une fascisation de la jeunesse, simple et grossière ? Sa tactique est connue. Elle est négociée, suivie par de Saivre, par Valentin, et aurait été même partagée (c'est une surprise, à moins que ce ne fût une feinte opportuniste) par Lamirand. L'action de Pucheu et de Marion a aussi l'assentiment du général Laure (du Cabinet militaire de Pétain) comme de du Moulin, hostile, mais qui laisse faire, qui est tenu au courant dans le détail et se voit associé aux rencontres.

Au-delà des calculs des uns et des autres sur le moyen terme, la création d'un mouvement "civique" et "politique" est bien à l'ordre du jour à Vichy durant l'automne 1941. La boulimie de Pucheu, encouragée par le Cabinet civil dans sa dimension policière, entraine bien d'ailleurs dans la logique politique d'un ministre de l'Intérieur qui avait déjà sous sa compétence depuis le 18 juillet les services de la Jeunesse. Elle était aussi la conséquence de la philippique du 12 août : il fallait partout se ressaisir, défendre une Révolution nationale menacée et s'en donner les moyens. C'est sur cette nécessité d'agir, de réorienter l'action, que se regroupèrent les deux équipes en présence. Pucheu comme du Moulin souhaitaient intégrer les jeunes dans l'action politique gouvernementale, leur imposer une doctrine autoritaire et hiérarchique puisée aux mêmes sources et agrémentée "d'humanisme chrétien". Sans réaliser, redisons-le, une "jeunesse unique" en uniforme, du moins dans l'immédiat. Placer simplement la jeunesse au service de l'État pétainiste.

L'analyse doit donc ici dissocier la vérité des intentions de chacun, telles qu'elles se manifestèrent à l'époque des faits, et les représentations ultérieures que certains éléments des deux clans ont distillées a posteriori (surtout celles de du Moulin dans ses mémoires si sélectives et autojustificatrices).

Cependant, comme en creux, les notes d'information provenant du Cabinet de Pucheu révèlent l'isolement à cette date des groupuscules activistes, l'âpreté de leurs négociations, les incertitudes et les doutes qu'éprouve l'Intérieur, comme la faible représentativité auprès des jeunes du Secrétariat général de Georges Lamirand. Le clan Pucheu, les hommes du Cabinet civil, du Secrétariat à la Jeunesse, tous ces étatistes, qui plus ou moins s'assemblent et se ressemblent, se heurtent en fait à l'apathie de l'opinion, aux premiers effets de la propagande gaulliste. Mais, surtout, ils découvrent en retour l'impact sur les jeunes du personnalisme pluraliste, obstacle de taille pour leurs projets.

A posteriori, on perçoit là l'efficacité du travail clandestin mené par Emmanuel Mounier et nombre d'éducateurs de la jeunesse, depuis l'été 40. Le pessimisme parfois désabusé des rapports officiels résonne pour eux comme un bulletin de victoire. Partout, du sommet de l'État, des Écoles de cadres aux mouvements, dominant l'attentisme intérieur, le particularisme, le pluralisme, l'apostolat, les préoccupations pédagogiques, les valeurs démocratiques, quand ce n'est pas le gaullisme. Le régime n'a plus de prise sur les jeunes. D'où la dureté de la répression, et la nécessité de se ressaisir, de bander les efforts, de créer des "avant-gardes" militarisées et disciplinées pour imposer... dans l'avenir les principes de la Révolution nationale. N'était-ce pas l'aveu que la génération de 1940 se montrait déjà irrécupérable ? Derrière les propos sans illusions de du Moulin, dans sa conférence aux délégués de la propagande, on perçoit même un certain fatalisme, à travers la prise de conscience des blocages qui se manifestent au coeur même de l'État. On décèle aussi dans d'autres notes (ce n'est pas une surprise) la résistance sourde et subtile de l'Église, qui lutte pied à pied contre l'étatisation et la politisation des jeunes. De même est perceptible la situation ambiguë qui est, dans ce contexte, celle du Secrétariat à la Jeunesse. Celui-ci est dénoncé comme le responsable de la crise, mais on le ménage encore (rappelons ici les propos de Georges Lamirand, quarante ans après, qui reconnut que Pucheu et Marion avaient tout fait pour le "flanquer dehors", en infiltrant du personnel parmi ses collaborateurs, mais qu'il avait été "le plus fort" pour "occuper le terrain" ¹⁷⁹).

Revenons aux faits. Lamirand, pris entre deux feux, sentit le vent tourner. Informé du projet de création d'une Légion des Jeunes, se devait de réagir. Sa

¹⁷⁹ Entretien avec Georges Lamirand et Raymond Courtot, 13 juin 1986.

première parade consista à faire semblant d'approuver le projet. Mais comment s'y opposer ? Conscient de l'activisme de l'équipe Pucheu (que dévoile clairement la note précitée de Chérier sur les mesures à prendre en matière de jeunesse avant l'hiver), il décida de contre-attaquer avec l'accord paternel de Pétain. Le jeudi 27 novembre, il lança au Vélodrome d'Hiver à Paris, pour les zones occupée et interdite, quatre grandes journées nationales d'une "croisade contre l'hiver". Devant 20 000 jeunes étudiants, écoliers et équipiers des Chantiers, sous une immense francisque gallique tricolore, il lit un message du Maréchal. Son intervention fut précédée du "chant aux couleurs" et d'une minute de silence "aux morts de la guerre". Il y avait dans l'assistance de Brinon, Scapini, Borotra, les préfets de la Seine (Magny) et de Police (Bard). Avant son discours, interviennent un ancien prisonnier de guerre (Boudry), un chef de centre de jeunes (Pierre Claudel) et Pelorson, son directeur de la propagande (qui, lui, déclara que la réunion n'était au service d'aucun parti mais seulement de la France). Lamirand, qui avait mobilisé pour l'opération tout le réseau de sociabilité maréchaliste, adressa aux jeunes une homélie enflammée (avec l'arrière-pensée de désamorcer ainsi, par cette mobilisation, l'offensive de Pucheu) :

"C'est parce que les jeunes de France doivent être les croisés de cette action sociale, que j'ai tenu à ce que tout le long de cet hiver, vous soyez les pionniers les plus ardents de l'oeuvre entreprise par le Secours national, le Comité national d'entraide aux prisonniers et la Croix rouge française (...).

Ce n'est pas une quête comme les autres que vous allez faire. Ce n'est pas pour un clan ou un parti que vous allez tendre la main, c'est pour toute la France souffrante, devant laquelle s'effacent tous les égoïsmes et toutes les querelles. Vous prouvez que nous nous aimons et que nous sommes unis, indissolublement unis. C'est un véritable apostolat que vous allez accomplir" ¹⁸⁰.

La symbolique catholique apparaît clairement. Néanmoins, peu de temps après, fin 1941, dans une publication du Secrétariat à la Jeunesse justifiant les orientations plus autoritaires décidées par Lamirand pour faire face aux offensives parallèles de Pucheu et Marion, on pouvait lire ces lignes nettement plus

¹⁸⁰ France de Bordeaux et du Sud-Ouest, 8 novembre 1941.

menaçantes à l'encontre des réticences manifestées par les organisations de jeunesse catholiques :

"Il ne s'agit pas d'un combat politique qui s'apparenterait aux luttes des anciens partis. Ce n'est pas une "opinion" qu'il sera demandé aux jeunes de défendre ; ce n'est pas l'action du gouvernement qu'il leur sera réclamé de suppléer. Notre État ne connaît que la réalité nationale et prétend faire de la Révolution sa propre action. Mais s'il n'est pas demandé aux jeunes de faire la politique du pays et encore moins la politique d'un parti, ils se doivent d'apporter à l'État le concours d'un civisme actif. S'ils se dérobaient, il y aurait à se demander si leur prévention contre la politique ne serait pas une politique même " ¹⁸¹.

On voit ici s'exprimer la politique ambiguë et opportuniste de Lamirand, qui manie tour à tour le chaud et le froid, défaisant par des paroles des actes de modération, et par des actes étatistes des déclarations de neutralité politique, d'attentisme, d'union nationale, d'amour chrétien. Pour tenir, face aux coups et aux pressions politiciennes des clans adverses ? En tout cas, ceci permet peut-être de mieux comprendre, face aux attaques de l'équipe Pucheu et aux craintes du Cabinet civil, le contre-feu que tentèrent d'allumer Garrone et Lamirand en acceptant la mobilisation contre le personnalisme (ce qui aboutit à écarter Mounier d'Uriage) et en intervenant pour mettre au pas l'école de Segonzac à partir de l'été 1941.

L'amiral Darlan, quant à lui, on l'a vu, avait été sommé, le 16 octobre, par le général Laure, de trancher au nom du gouvernement la question de la jeunesse légionnaire. Ce débat sur les questions de jeunesse allait se prolonger devant le Conseil national.

III - LES RAPPROCHEMENTS AU CONSEIL NATIONAL

[Retour à la table des matières](#)

¹⁸¹ Cité par François Gravier, Idées, n°3, janvier 1942, p. 39.

Accaparé par les questions de collaboration et de politique étrangère, Darlan tergiversa. La question relevait en fait de la compétence de Pétain, car la stratégie de Pucheu touchait à de multiples intérêts (ceux de l'Église, de la Légion, du Secrétariat de Lamirand, de l'Éducation nationale, des Écoles de cadres...). Elle constituait un enjeu qu'il fallait arbitrer. Le Cabinet, grand ordonnateur avec Pucheu, des épurations de juillet contre les éducateurs personnalistes de la jeunesse, décida, dès le mois de décembre 1941, qu'il était urgent de confronter les points de vues en la matière. Un organisme était tout trouvé pour traiter le sujet : le Conseil national, qui avait manifesté à maintes reprises son intérêt pour la question (le 13 septembre 1941, par exemple, le conseiller Boegner avait demandé qu'une sous-commission se saisisse des problèmes de jeunesse).

Les modalités et les contenus des débats sur la jeunesse de la Commission du Conseil national sont aujourd'hui bien connus, grâce aux travaux de Wilfred D. Halls, de Michèle Cointet-Labrousse et de Bernard Comte¹⁸². Les séances auraient dû commencer en février, mais le ministre de l'Éducation, Carcopino, mécontent de ne pas avoir été informé des détails des préparatifs, suspectant des manoeuvres du "clan clérical" (Lamirand, Garrone), avait aussitôt alerté Darlan. Il semble que dès qu'il eut vent de la confrontation envisagée, qui concernait directement la gestion de son ministère, il ait décidé de prendre les devants. D'abord en proposant une restructuration administrative du Secrétariat général, le 30 janvier 1942, qui redonna à Lamirand la direction des jeunes. Ensuite, en décidant la révocation de Garrone, titulaire contesté du poste-clé de la Direction de la Formation des Jeunes, qui s'était permis de fournir à du Moulin un rapport sur la jeunesse sans le lui communiquer¹⁸³ (n'est-ce pas là un indice des pressions exercées sur Garrone par le Cabinet civil, au dessus du ministre de tutelle, qui peut laisser supposer que le directeur de la Jeunesse obéissait à des volontés supérieures lorsqu'il lança son offensive antipersonnaliste en juillet 1941 ?).

Après le résultat de l'inspection sur Jeune France et l'affaire Schaeffer, malgré les protections que Lamirand avait su se ménager, le ministre de l'Éducation était

¹⁸² W.D. Halls, *Les jeunes et la politique de Vichy*, op. cit., pp. 158-171 ; Michèle Cointet-Labrousse, *Le Conseil national de Vichy*, Paris, Aux Amateurs de livres, 1989, pp. 265-294 ; Bernard Comte, *Une utopie combattante...* op. cit., pp. 400-419.

¹⁸³ Bernard Comte, *Une utopie combattante*, op. cit., pp. 393-394.

aussi fixé sur l'incurie du Secrétariat général. Mais, pour continuer à conserver sa tutelle, rognée de toute part, il devait faire preuve d'autorité, intervenir, défendre l'École et l'Université sans cesse critiquées dans leur dimension éducative par les services de la Jeunesse. L'amiral Darlan, qui avait d'autres chats à fouetter, mais qui appuyait sa politique sur les cadres de l'administration d'État héritée du régime précédent, défendit son susceptible ministre contre le bloc maréchaliste d'en face et surtout contre les tenants de la Révolution nationale (le Cabinet civil, l'Intérieur et la Propagande). Il fallait à tout prix associer Carcopino à l'opération en nommant des hommes de ses services membres de l'instance qui allait avancer des propositions sur les questions de jeunesse. Concession infime, la présidence allait être accordée à Gilbert Gidel, Recteur de l'Université de Paris.

La Commission, nommée le 25 janvier, comprenait 26 membres (21 siégeront effectivement), dont 16 conseillers nationaux (Mgr Beaussart, Gaston Bergery, Marcel Blanchard, le pasteur Boegner, Abel Bonnard, Alfred Cortot, Léon Daum, Henri Dorgères, André François-Poncet, Gilbert Gidel, Jean Hovaere, Jean Le Cour Grandmaison, le professeur Leriche, Henri Massis, Jean Montigny, Marcel Roy), auxquels furent associés notamment Robert Garric, commissaire général du Secours national, La Porte du Theil, commissaire général des Chantiers de Jeunesse, le général Laffont, chef du scoutisme français, et François Valentin, directeur général de la Légion.

Après une allocution de Pétain fixant les directives et les questions à traiter, les travaux commencèrent le jeudi 5 mars 1942 par l'audition de Georges Lamirand, suivie, le lendemain, par celle de Mattéi, du service de la Formation des Jeunes, de Luc, directeur de l'Enseignement technique, de Dunoyer de Segonzac et de Jacques Bousquet. Le samedi, furent entendus des responsables de mouvements de jeunes (François pour les éclaireurs, le Révérend Père Forestier pour les Scouts, de Tournemire pour les Compagnons, Pelorson, directeur de la Propagande des Jeunes au Secrétariat général en zone occupée, ainsi que des membres divers du service du Travail des Jeunes, des délégués régionaux à la jeunesse, comme des membres des divers mouvements (JFOM, Corporation paysanne...). Un comité, composé de Mgr Beaussart, évêque auxiliaire du Cardinal de Paris, Gaston Bergery et le pasteur Boegner, eut à définir les modalités de travail de la Commission. Les séances reprirent le lundi 9 mars, en présence de Moysset, ministre d'État chargé des institutions de la Révolution nationale, et de Pierre Pucheu, qui prononça un bref discours. Le 10 mars, furent entendus

cheu, qui prononça un bref discours. Le 10 mars, furent entendus Borotra, qui définit son concept "d'éducation générale" au Commissariat aux Sports, puis Carcopino. Après l'examen des propositions du Comité, la séance se clôtura le jeudi 12 mars au matin par la lecture du rapport général adopté à l'unanimité. Sans aborder le contenu des débats, il est intéressant d'apprécier à l'occasion les relations entre le clan Pucheu et le Cabinet à travers les documents disponibles. Notons que la lecture des Carnets du pasteur Boegner, qui se désintéressa totalement d'Emmanuel Mounier comme de Jeune France, n'apporte pas d'éléments nouveaux, sinon d'opinion (les séances sont "intéressantes", l'audition de Dunoyer de Segonzac, "émouvante", certains "collègues" ont un tempérament "sectaire" ou "fanatique", Bergery, "étincelant d'intelligence et de clarté" se déclare "unitaire" et reproche à l'École d'Uriage de dispenser "un enseignement qui est un défi à la Révolution nationale" ¹⁸⁴).

Les interprétations divergent cependant sur la portée des travaux de la Commission. Michèle Cointet-Labrousse met en avant l'opposition entre le camp catholique, largement représenté dans le Conseil national et au Cabinet de Pétain, et le camp des laïques, incarné par Carcopino, hostile à Lamirand, défenseur de l'Université, allié à l'occasion à Pierre Pucheu, chef d'orchestre pragmatique de la lutte contre l'Église (présenté aussi comme peu favorable à la Légion). Le tout avec pour contexte la bataille autour de la succession de l'amiral Darlan, menée par un Pucheu habile et terriblement ambitieux, désireux de "fasciser" le régime. Bernard Comte propose une analyse plus réaliste, qui met en avant les problèmes proprement politiques divisant le Secrétariat à la Jeunesse contre lequel se dressait Carcopino. Pour l'historien de l'École d'Uriage, il est indispensable de confronter les archives du Cabinet civil à celles du Conseil national. Le Cabinet, qui prépara de main de maître la réunion, aurait eu pour intention de contrer l'offensive de Pucheu en faisant voter aux conseillers une "voie moyenne" rejetant d'un côté le "totalitarisme", de l'autre, l'anarchie démocrate-chrétienne et personnaliste. C'est en accord avec le Cabinet de Pétain que Carcopino, qui avait limogé Garrone, aurait accepté de garder Lamirand pour contrebalancer l'influence totalitaire de l'Intérieur. Pourtant Bernard Comte, lecteur attentif des mémoires de Pucheu et de Carcopino, constate le peu d'intérêt du ministre de l'Éducation pour les problèmes extra-scolaires et l'organisation désordonnée des services de la jeunesse. Il note

¹⁸⁴ *Carnets du pasteur Boegner*, op. cit., pp. 166-167.

aussi le ton "habilement modéré" de Pucheu. Il parle globalement de "compromis", réalisé pour renforcer après le 12 août l'autorité de Pétain, entre le modernisme dynamique et ambitieux de Pucheu, et les forces conservatrices, soutien populaire du régime avec l'appui des Églises ¹⁸⁵. La rencontre entre les différents clans eut donc une signification politique. Mais au constat d'un tel compromis on doit ajouter la légitimation par le Cabinet (reconnue par Bernard Comte) de la tactique du clan Pucheu-Marion.

Le rapprochement dessiné dans des rencontres précédentes, la convergence des intérêts à moyen terme et le partage d'importants points de doctrine du Cabinet civil et du ministère de l'Intérieur sont confirmés par des documents internes. Des relations Conseil national-Église catholique-ministère de l'Éducation-Secrétariat à la Jeunesse, il ne sortit rien de bien nouveau puisque la Commission vota ses vœux à l'unanimité. La portée politique de la rencontre, à la fois effective et intentionnelle, se situe ailleurs. Elle confirme le système inédit de relations entre le Cabinet de Pétain et le clan Pucheu, porteur d'alliances nouvelles depuis le mois d'août 1941. Mais, surtout, elle fait apparaître une conception autoritaire de la Révolution nationale distincte de la vision sentimentale du camp catholique bien incarnée par Georges Lamirand.

Certes, le Cabinet du Maréchal, conciliateur et décideur suprême au sein des instances du pouvoir vichyssois, tira les ficelles. Un peu à la façon de la Troisième République, qui, pour noyer un problème, créait une commission. Du Moulin, aussi habile que Pucheu, sut tirer le parti d'une confrontation générale. C'était le moyen de mesurer l'adversaire, de le faire se révéler. Les risques n'étaient pas bien grands, puisque, dans la Commission, seul Bergery défendait des points de vue unitaires, novateurs (en dehors des auditions). Il suffisait, pour "triumpher" du clan Pucheu, invité ouvertement, de bien doser le nombre des intervenants, de choisir judicieusement les hommes, de faire parler le maréchal avant la séance à partir d'un discours préparé (rédigé semble-t-il par Gillouin). Le Conseil ne donnerait que des avis, que le Cabinet travaillerait en aval. Le "pluralisme" de du Moulin consistait à créer pour chaque thèse en présence un espace de parole et de légitimation afin de satisfaire tout le monde, de détendre à

¹⁸⁵ Bernard Comte, *Une utopie combattante...*, op. cit., p. 415.

bon compte l'atmosphère. Le tout bénéficierait au maréchal, dont l'autorité sortirait renforcée. Quant à Pucheu, qui ne pouvait pas se défilier, il était obligé de dévoiler ses intentions et de donner dans le panneau. On saurait lui faire comprendre qu'il était minoritaire. Certes, mais Pucheu fut-il la dupe de l'opération si d'un autre côté on parle de "compromis" ? N'était-il pas en pourparlers ouverts avec le Cabinet civil, et sa politique de ministre de l'Intérieur était-elle vraiment contestable pour le clan maréchaliste ?

La lecture du discours de Pétain montre que des cadres furent imposés avant même l'ouverture des débats, que la Commission, unanime, reproduisit dans ses conclusions. L'État avait des devoirs envers les jeunes. Il ne pouvait pas exiger une jeunesse d'État ni une jeunesse unique. Les principes de l'autonomie des mouvements et du respect de la pluralité des "communautés spirituelles" françaises (le mot initial choisi était celui d'Églises, mais Lamirand le fit changer ¹⁸⁶) étaient posés dès les premiers discours de 1940. Pourtant Pétain prit en considération la stratégie de Pucheu et la légittima en déclarant dans son message d'ouverture :

"Est-il possible, est-il désirable d'aller plus loin et, dépassant le terrain de la doctrine, d'engager la jeunesse et une partie de la jeunesse, dans l'action civique et politique ? Cette importante et délicate question est actuellement à l'étude, un programme est en voie d'élaboration, des expériences diverses sont ou seront tentées avec prudence et discernement. Si elles sont couronnées de succès, nous pourrions envisager la création d'un service civique de la jeunesse, à la faveur duquel une élite de futurs citoyens s'initieront en fonction des grandes oeuvres économiques et sociales d'intérêt national et trouveront en elles une incomparable école de générosité féconde. Pourrions-nous aller plus loin encore, et si un examen attentif nous révélait chez certains jeunes une vocation politique déterminée, organiser les groupes en cohortes, et les mobiliser au service de la Révolution nationale " ¹⁸⁷ ?

La Commission éluda le problème et ne répondit pas vraiment, puisqu'elle vota les conclusions du rapporteur selon lesquelles des "cohortes" ne seraient envisageables qu'après la résolution des problèmes de formation des jeunes.

¹⁸⁶ *Carnets du pasteur Boegner*, op. cit., p. 167.

¹⁸⁷ *Archives nationales*, AG II 440, CC III C.

Si le discours inaugural de Pétain aborda prudemment dans la formulation le problème de la politisation des mouvements de jeunesse, Pucheu, lui, dans son intervention, n'en dit mot. Il adressa à l'auditoire des signes apaisants, faisant mine de se désintéresser du sujet. D'abord il se reposa sur Carcopino, comme pour rassurer ce dernier, en refusant d'empiéter sur ses compétences ministérielles : c'était bien à l'Université de fournir des formateurs pour les écoles de cadres, mais il ne fallait pas se faire d'illusions, le secondaire restait profondément marqué par l'individualisme et il semblait difficile de rallier les enseignants à l'œuvre de la Révolution nationale (sur ce point, du Moulin pensait, on l'a vu, la même chose). Quant aux mouvements, (cela visait Lamirand), ils ne représentaient que 15% de la jeunesse du pays. L'adhésion obligatoire n'était pas envisageable, en raison du nombre insuffisant des organisations et des cadres. Pour lui, la diversité des courants était concevable, à condition que les cadres soient mélangés socialement, intellectuellement et confessionnellement. Pucheu, patelin, affirma solennellement qu'il ne tenait point Carcopino "enchaîné". Il se garda de parler des expériences (que nous connaissons) de jeunesse légionnaire qu'il avait envisagées, comme de préciser la doctrine politique nouvelle à adopter dans les écoles de cadres. Ce n'était pas son rôle, il est vrai, et celle-ci n'était-elle pas contenue dans les discours de Pétain ?

La surprise vient encore du Cabinet civil. Une série de notes postérieures à la réunion de la Commission (non signées hélas et dactylographiées, qui peuvent émaner de Roger de Saivre, de Gillouin, ou de du Moulin) montrent les intentions autoritaires des pétainistes rapprochés qui suivirent les questions de jeunesse. Ceux-ci ne complotent nullement contre Pucheu et ses "expériences" de service civique para-légionnaires. Massis n'est-il pas considéré au passage, à travers un manuscrit qu'il a communiqué en vue de la préparation du discours de Pétain, comme trop intellectualiste, traditionnel, et surtout pas assez religieux ? Le Cabinet rejette le totalitarisme, mais aussi "l'objection de conscience à la manière d'Uriage et des amis de Sangnier". Il envisage sérieusement, comme Pucheu, et, avec lui, la politisation de la jeunesse autour de la Révolution nationale.

Une importante note du 20 mars s'interroge ainsi sur les changements de personnels nécessaires pour rénover l'administration de la jeunesse et appliquer la réforme suggérée par le Conseil national, qui passe par la création d'un grand ministère réunissant l'Instruction, l'Éducation, la Famille, le Sport, la Formation professionnelle, que souhaitent Pucheu et le Cabinet. Le texte reproche à

fessionnelle, que souhaitent Pucheu et le Cabinet. Le texte reproche à Lamirand le désordre matériel qu'il a laissé instaurer dans ses services, ainsi que les gaspillages énormes, notamment de subventions (qui ont même arrosé le journal doriote Jeunesse, qui touchait 80 000 francs par mois, et que Carcopino avait été contraint de mettre au pas, en le menaçant de lui couper les vivres). Le plus grave, poursuit la note, c'est ce "désordre intellectuel" qu'il a favorisé, à un point tel que

"l'enseignement de l'École des cadres d'Uriage est encore dominé par la doctrine d'un homme actuellement en prison pour complot, et que ont pu paraître entièrement payés par l'État des organes, comme Le chef Compagnon, où figurent les articles scandaleux déjà portés à la connaissance du Maréchal".

Il s'agissait en l'occurrence d'abord d'Emmanuel Mounier, qui se trouvait en prison depuis le 15 janvier (qui fut critiqué violemment par Henri Massis et Gaston Bergery lors des travaux de la Commission de mars), ensuite de propos de Bernanos contre Pétain repris pas ledit journal.

À Lamirand la note reproche d'avoir laissé "noyauter" ses services par les "démocrates-chrétiens", condamnés à la fois par les laïcs et par les autorités ecclésiastiques. Au passage, est dénoncé le "spectacle invraisemblable" de l'École d'Uriage qui tranchait avec la façon "consciencieuse" avec laquelle Jacques Bousquet dirigeait l'École de La Chapelle-en-Serval. Dunoyer de Segonzac, qui avait paru douter de sa mission lors de son audition devant la Commission du Conseil national, est suspecté d'avoir transformé son école en communauté monacale, en "thébaïde" coupée du monde extérieur et de la Révolution nationale. C'est là une "déviation mystique" (sic). Le texte, qui pour un document à usage interne et confidentiel révèle une véritable obsession de l'hérésie mouniériste, ajoute menaçant :

"Monsieur de Segonzac, préparé sans aucun doute plus pour l'héroïsme que pour la pensée, s'enthousiasme pour des théories abscones en raison même de leur caractère abscons. Cela donne un galimatias invraisemblable et, ce qui est pire, un "personnalisme" inspiré de Mounier qui a pu professer jusqu'à ce qu'un ordre supérieur vienne mettre fin à ce scandale".

Reconnaissant cependant la pureté, le courage, la "propreté" de Dunoyer, le Cabinet condescend à le garder, à condition qu'on le cadre, en lui indiquant les options à suivre (preuve, commente justement Bernard Comte, que le régime

pouvait difficilement se passer d'un homme qui jouissait, même parmi ceux qui le dénigraient, d'une immense estime ¹⁸⁸). La note du 20 mars règle ensuite le cas Lamirand en ces termes - qui révèlent un étonnant détachement par rapport à la cause du très maréchaliste secrétaire général - :

"En réponse à ces accusations, ou pour les prévenir, Monsieur Lamirand a argué uniquement de l'insuffisance des pouvoirs dont il disposait. Il ne paraît pas que cet argument soit décisif, personne n'étant forcé d'accepter par son titre, une responsabilité à laquelle on n'a pas les moyens de faire face. Dans ces conditions, il semble que Monsieur Lamirand ne puisse demeurer à son poste que :

- a) s'il accepte d'une façon non équivoque les nouvelles directives.
- b) s'il est encadré par un ministre et par des subordonnés donnant de solides garanties".

La note propose pour les services centraux du nouveau Commissariat général envisagé, de remplacer "presque complètement" le personnel, qui semble trop imprégné de "l'esprit de Monsieur Garrone". Des noms sont même avancés pour la succession : ceux de Robert Loustau, Jean Maze, Georges Pelorson, Langansie, Jarry (docteur en droit, travaillant dans les services des prisonniers de guerre de Scapini, "sérieux" et connaissant parfaitement les mouvements de jeunesse, précisait une note du Cabinet du 9 janvier 1942), Mer, Galloin, Caillemer. Certains de ces noms étonnent qui représentent le clan Pucheu.

Bernard Comte explique l'existence de ce document de quatre pages émanant du Cabinet civil, comme étant issu d'un groupe de travail qu'il suppose être la "petite commission" (plutôt que la "Commission d'Information") composée de Bergery, Paul Marion, Moysset (ministre d'État chargé de la coordination des institutions nouvelles), un représentant de Lucien Romier (ministre d'État) et du Moulin de Labarthète ¹⁸⁹. Quoi qu'il en soit le Cabinet de Pétain, encadré des deux ministres ultras-maréchalistes Moysset et Romier, accepte de rencontrer le clan Pucheu, de discuter avec lui les noms de fonctionnaires de substitution pour les services de la jeunesse. Dans la logique donc des rencontres antérieures et avec la reconnaissance implicite des compétences élargies du ministre de

¹⁸⁸ Bernard Comte, *Une utopie combattante...*, op. cit., p. 418.

¹⁸⁹ Ibid., p. 416. Cf. Également les carnets d'Angelo Tasca, op. cit., p. 374.

l'Intérieur. Ce document infirme les mémoires de du Moulin qui prétend s'être séparé, "coupé" de Pucheu depuis son "blockhaus" du Cabinet civil. Nous ne sommes pas là en présence d'un simple détail politique. Apparaissent en plein jour les relations de travail quasi quotidiennes existant entre le Cabinet, l'Intérieur et la Propagande. Reconnaissons cependant que le projet conjoint de politisation de la jeunesse n'avait aucune chance d'aboutir : dès le 27 mars 1942, soit une semaine après la note, le pasteur Boegner, très bien informé, constatait que le sommet de l'État était en "pleine crise" ("en plein drame"), en raison de la bataille de succession orchestrée par Laval contre Darlan, au dessus donc des protagonistes en question ¹⁹⁰.

La convergence entre le Cabinet et l'Intérieur n'a point échappé à Bernard Comte, qui voit dans la création acceptée par Pétain d'un "grand mouvement de jeunesse a-confessionnel" destiné à absorber les mouvements Compagnons, JFOM et les Jeunes légionnaires, une "satisfaction donnée à Pucheu et Bergery", et "une innovation de taille" (c'est le moins que l'on puisse dire), d'autant plus importante que c'était le premier pas d'une mobilisation générale de la jeunesse au service de la Révolution nationale, écartée par la Commission de mars du Conseil national ¹⁹¹. Faut-il parler alors de "compromis" ? Ne s'agit-il pas plutôt d'une convergence doctrinale fondamentale et de l'ébauche concrète d'une nouvelle politique intérieure déployée également au niveau de la propagande ?

Dans les notes internes et secrètes du Cabinet, la prudence n'est plus de mise comme dans le discours de Pétain du 5 mars. Il faut sérieusement envisager l'application de la Révolution nationale, s'en donner les moyens, donc, après l'élimination des saboteurs, reprendre en main les écoles de cadres, épurer le personnel, penser une doctrine unique, et non plus seulement unitaire, renforcer les exigences pour obtenir les agréments, forcer les mouvements de jeunesse à s'engager, construire, comme le souhaitent Pucheu et Marion, un mouvement plus politisé (point "totalitaire" et partisan, façon doriotiste). C'est un problème de temps, de calendrier. Mais de cela aussi le clan Pucheu est conscient.

Pour le nouveau mouvement en question, la note du 20 mars du Cabinet civil constata objectivement qu'aucun des chefs des mouvements à cette date ne

¹⁹⁰ *Carnets du pasteur Boegner*, op. cit., p. 169.

¹⁹¹ Bernard Comte, *Une utopie combattante...*, op. cit., p. 415.

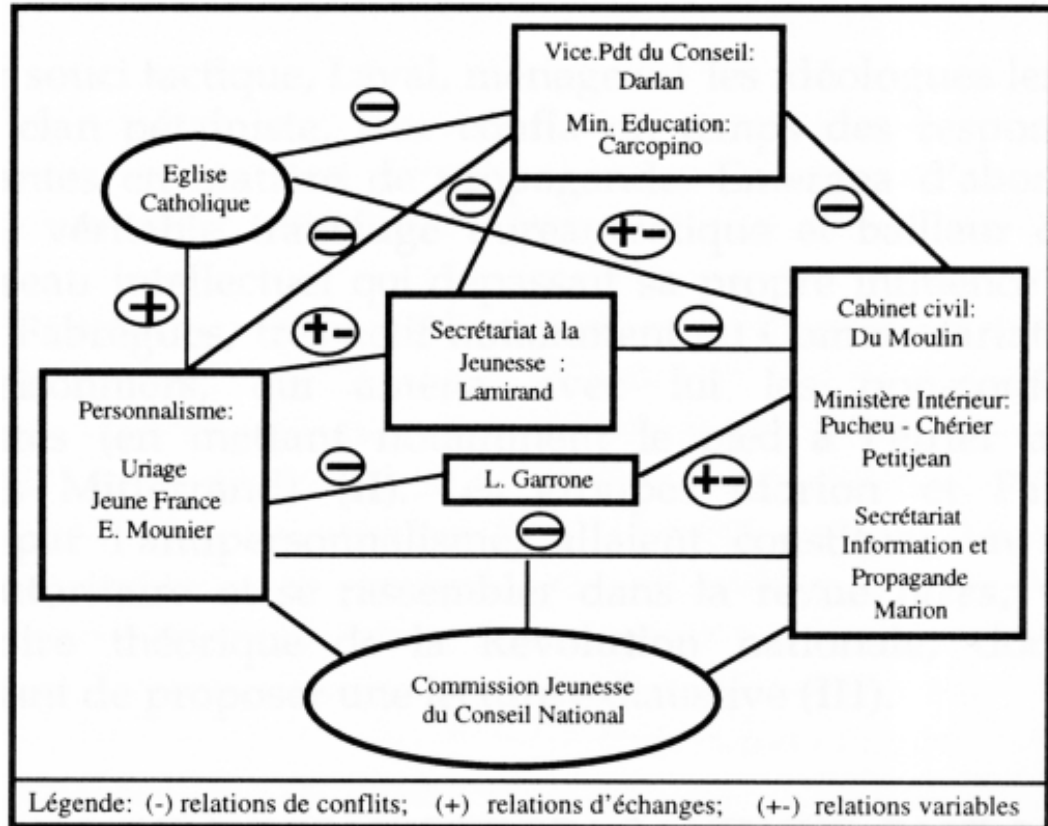
pouvait prétendre à sa direction. Cela aurait entraîné la jalousie des autres, mais, surtout, parce qu'aucun n'avait les qualités requises : Tournemire, des Compagnons, était trop dans l'axe de la "politique ancienne", et Jean Renault, chef des JFOM, paraissait à l'inverse trop "excité", même si tous deux, avec d'autres, pouvaient être utilisés. Les noms suivants furent avancés pour lancer le regroupement en question : Faure, Rabaud, de Marolles, Jean Maze, Pierre Claudel, Guy Prat, Delpierre, Fulconis, Lefort ¹⁹²... Beaucoup de nouveaux venus là encore.

Toutes ces tractations autour des questions de jeunesse, que nous révèle la lutte contre le personalisme, suggèrent un sociogramme particulier des interactions entre les tenants du bloc au pouvoir vichyssois de l'été 41 à avril 42. Au schéma proposé par Michèle Cointet-Labrousse (camp des catholiques - Cabinet civil, Secrétariat à la Jeunesse, Conseil national -, contre camp des laïques - Darlan, Carcopino - allié au camp des fascistes - Pucheu, Marion), à celui avancé par Bernard Comte (Cabinet civil, ministère de l'Éducation, Conseil national, Secrétariat à la Jeunesse, face à l'équipe des autoritaires Pucheu-Marion, malgré une hostilité commune au personalisme), on peut esquisser un autre système de relations opposant le camp catholique (majorité du Conseil national, Secrétariat de Lamirand, le premier Garrone), le camp de la présidence du Conseil s'appuyant sur la haute Administration et sur l'Armée (Darlan, Carcopino), le camp des tenants de la Révolution nationale (le Cabinet civil du "phalangiste" du Moulin - dixit Moysset, confident de Darlan -, les non-conformistes Pucheu et Marion). Ces derniers, désireux de réaliser un "parti" (sans le nom) "révolutionnaire" et une révolution fasciste à la française, défendirent leurs positions en tenant compte de l'influence de l'Église catholique en France (d'où leur prudence et leurs concessions) comme du poids massif des millions de fonctionnaires de l'administration d'État, dont une épuration ne pouvait venir à bout (dixit du Moulin). Le schéma ci-après résume cette logique d'interactions entre les trois pôles du pouvoir vichyssois impliqués à cette date dans les questions de culture et de jeunesse, hostiles, depuis la philippique du 12 août, à Mounier et au personalisme.

¹⁹² "Note relative aux changements de personnel nécessaires dans l'administration de la Jeunesse pour mettre en oeuvre la réforme proposée", Cabinet civil, 20 mars 1942. *Archives nationales*, AG II 440, CC III C.

Figure 4. Schéma de la logique d'interactions entre les trois pôles du pouvoir vichyssois impliqués dans les questions de culture et de jeunesse.

[Retour à la table des matières](#)



Le rapprochement entre les autoritaires fascistes ne s'effaça pas totalement avec le retour de Laval au pouvoir. Après des tractations internes, Darlan et Pucheu (que Laval considérait comme son "ennemi" selon Martin du Gard¹⁹³) furent finalement écartés par ce dernier qui, rongé par son frein depuis plusieurs mois, tenait à confier les postes-clés à des hommes sûrs. Celui que le clan Pétain exérait (Gillouin plaisantait en disant de lui qu'il faisait tourner les tables, pratiquait l'envoûtement et organisait des messes noires) était déterminé à débarrasser le pays des "généraux vaincus", des "curés encombrants" et des

¹⁹³ Maurice Martin du Gard, *La Chronique de Vichy*, op. cit., p. 444.

réactionnaires. Il allait même transformer Pétain, qui jusque là "faisait la planche", en "buste de cheminée". Dans ce contexte impossible, du Moulin quitta aussi le pouvoir. Marion fut lui, conservé à la Propagande, pour donner le change, mais il allait être rapidement dépossédé de la substance de son ministère pris en main par le revenant auvergnat. C'est pourtant autour du secrétaire à la Propagande que les antipersonnalistes allaient un temps se rassembler pour contribuer, en idées, à la construction de l'utopique Révolution nationale.

Deuxième partie :
Le front antipersonnaliste à Vichy

Chapitre II

LE FRONT COM UN DES NATIONAUX AUTORITAIRES

[Retour à la table des matières](#)

Par souci tactique, Laval, ménageant les idéologues les plus en vue du clan pétainiste, leur confia un temps des responsabilités importantes en matière de propagande. Émergea d'abord Pierre Marion, véritable transfuge bureaucratique et bailleur de fonds d'un réseau intellectuel qui dépassait sa propre influence (I). Puis Jean de Fabrègues, très actif notamment au Commissariat général aux Prisonniers, qui amena avec lui les non-conformistes pétainistes (en mettant notamment le pied à l'étrier au jeune François Mitterrand) (II). Les groupes Marion et Fabrègues, soudés par l'antipersonnalisme, allaient constituer un nouveau front autoritaire et se rassembler dans la revue *Idées*, véritable laboratoire théorique de la Révolution nationale, dont il est intéressant de proposer une lecture exhaustive (III).

I- LE BAILLEUR DE FONDS PROPAGANDISTE PAUL MARION

[Retour à la table des matières](#)

Poussé par l'équipe Darlan et par Pucheu, Paul Marion, ce non-conformiste de gauche dont nous avons évoqué la trajectoire sinusoïdale dans les années 20 et 30, fut considéré par tous ceux qui le côtoyèrent comme un spécialiste de cette technique nouvelle qui avait fait une entrée fracassante dans la vie politique européenne et américaine de la période : la propagande. En 1939, l'ancien thuriféraire professionnel du communisme et du doriotisme, tribun populaire, fouaille et gouaille, n'avait-il pas publié un ouvrage significatif sur ce thème : *Leur combat. Lénine, Mussolini, Hitler, Franco ?* En devenant secrétaire général à l'Information et à la Propagande, ce "gavroche" qui horripilait l'aristocrate du Moulin comme le vieux Pétain, allait un temps attirer vers lui, entre autres, tous les non-conformistes favorables à la Révolution nationale.

Avant Marion, s'étaient succédés à ce poste ministériel Jean Giraudoux, Ludovic Frossard (sous les gouvernements Daladier et Raynaud), puis Laval (assisté d'un secrétaire général à l'Information, Pierre Cathala, aidé de Jean Montigny, et d'un secrétaire général adjoint, Jean-Louis Tixier-Vignancourt), Paul Baudouin, puis le chirurgien bordelais Georges Portmann. D'après Philippe Amaury, dans son travail de référence sur les deux premières expériences d'un ministère de l'Information en France ¹⁹⁴, la venue de Marion au poste de secrétaire à l'Information et à la Propagande le 3 mars 1941 fut l'aboutissement de longues démarches pour le faire libérer de son camp de prisonnier en Allemagne. Il bénéficia semble-t-il de trois tentatives convergentes, de juillet au 20 décembre 1940 : L'Ambassade allemande, mobilisée sur intervention de son ami intime d'avant-guerre, Jean Luchaire, le Cabinet de Paul Baudouin (dirigé par son

¹⁹⁴ Philippe Amaury, *Les deux premières expériences d'un ministère de l'Information en France*, op. cit.

camarade ex-doriotiste issu d'Ordre Nouveau, Robert Loustau), et le groupe de jeunes technocrates non-conformistes alimenté par la Banque Worms (avec son ami Gabriel Le Roy Ladurie, Jacques Barnaud et Pierre Pucheu).

Le nom de Marion avait été suggéré à Darlan lors du voyage à Paris qui préparait son arrivée à la tête du gouvernement en février 1941. Dans sa tâche, le nouveau promu allait cependant être placé sous la tutelle de Darlan jusqu'au 12 août 1941 et sous celle d'une "conférence d'information" (composée de du Moulin de Labarthète, d'Henri Moysset et de Lucien Romier), qui contrôlait ses faits et gestes et lui transmettait sans cesse des consignes de censure et des orientations émanant de tous les pôles du pouvoir vichyssois, Cabinet civil en tête.

Cependant, avec la confiance de l'amiral, Marion allait prendre rapidement la mesure à la fois des groupes de propagande maréchalistes du docteur Bernard Ménétre, de Gabriel Jeantet, du professeur Vaudremer et de Paul Baron (les "Amicales de France", les "Comités de propagande sociale du Maréchal"), comme de la "Petite Commission" consultative (évoquée précédemment, qui faisait suite au Comité de Rassemblement pour la Révolution nationale de du Moulin), composée de Vallin, de Caduin, de Beugras, de Tixier-Vignancourt et de François Chasseigne, ou des propagandistes de la Légion et des partis officieux agrippés à Vichy (le PSF de La Rocque, le PPF, l'Action française...). Philippe Amaury montre bien les efforts de Marion pour constituer rapidement un service public indépendant de réseaux partisans. Cela contre les partis, mais aussi de connivence avec un du Moulin hostile à la Légion, au PSF et au PPF qui avaient noyauté et fait capoter son Comité de Rassemblement en mars 1941. On peut penser que le déploiement d'une logique d'étatisation et de bureaucratisation, facilitée par l'éclatement du Petit Comité, fut imposé par l'amiral Darlan, tenant d'une modernisation de la haute administration dont il voulait faire le principal soutien de sa politique, et prisonnier aussi de la toute puissance du corps préfectoral. Ce dernier tenait, lui, à rester maître de l'application des mesures gouvernementales et de ses prérogatives territoriales dans les deux zones (ce n'est pas un hasard si Marion affirma sa volonté de placer la propagande de l'État "sous le contrôle des préfets" ¹⁹⁵, ce que confirma Darlan à ces derniers dans une circulaire du 19 avril 1941).

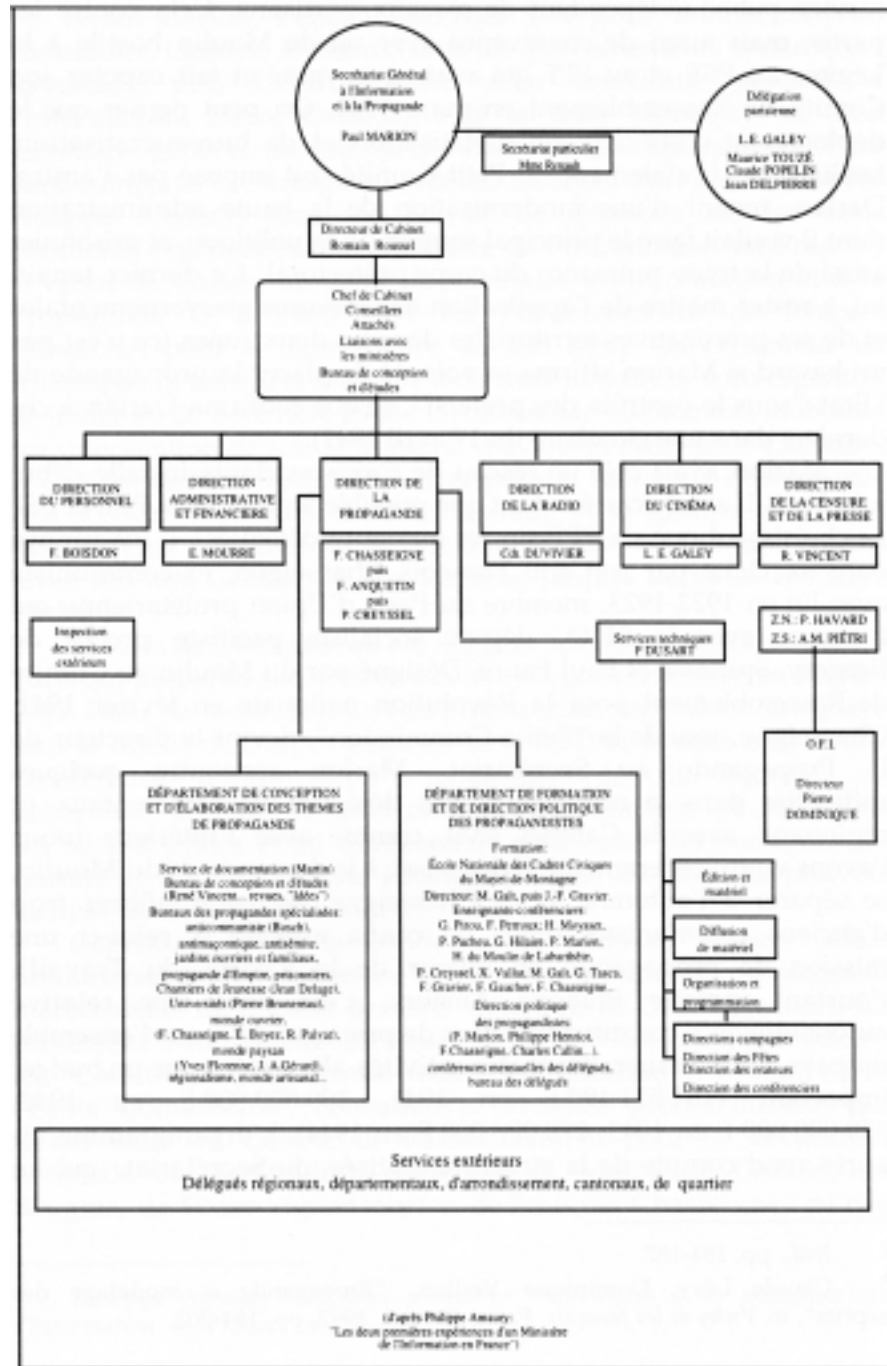
¹⁹⁵ Ibid., pp. 184-187.

Marion avait créé un réseau de correspondants installé début juin 1941. Il avait écarté autant que possible les éléments PPF et PSF ne choisissant que six PPF sur les quarante délégués ¹⁹⁶. Il fut appuyé dans sa tâche par son ami François Chasseigne, ex-communiste avec lui en 1922-1923, membre du Parti d'Union prolétarienne qui fusionna avec la SFIO, député socialiste pacifiste proche de Bergery, Spinasse et Paul Faure. Désigné par du Moulin au Comité de Rassemblement pour la Révolution nationale en février 1941, Chasseigne, issu de la "Petite Commission", devint le directeur de la Propagande au Secrétariat. Marion rencontra quelques difficultés dans la nomination des délégués départementaux et régionaux avec le Cabinet civil, comme avec l'Intérieur (nous l'avons vu précédemment). Il dut aussi, à la demande de du Moulin, se séparer à l'automne 41 de Chasseigne, accusé d'infiltrer trop d'anciens communistes (mais on confia aussitôt à celui-ci une mission de propagande en faveur de la Charte du Travail). Pourtant, précise Philippe Amaury, c'est dans une relative autonomie qu'il constitua un "plan de propagande" pour l'ensemble du pays, en bureaucratisant des activités alimentées par un budget important (181 511 490 F en 1941, 300 000 000 F en 1942, 318 000 000 F en 1943, 278 000 000 F en 1944). L'organigramme ci-après rend compte de la structure étatisée du Secrétariat, qui lui survivra. Ce ministère allait devenir dès l'été 1941 le lieu principal de ralliement des non-conformistes pétainistes, attirés aussi par la manne financière qui leur tombait du ciel vichyssois. Ceux-ci allaient apporter à "l'intello" Paul Marion, le censeur d'Esprit au mois d'août 1941, la collaboration doctrinale nécessaire à la légitimation de l'introuvable Révolution nationale. L'affaire Mounier révèle crûment l'importance de la participation de la composante non-conformiste pro-vichyssoise à cette dernière.

¹⁹⁶ Claude Lévy, Dominique Veillon, "Propagande et modelage des esprits", in *Vichy et les Français*, Paris, Fayard, 1992, pp. 184-202.

Figure 5. Organigramme du Secrétariat général à l'information et à la propagande en 1941.

[Retour à la table des matières](#)



Affluèrent à la Propagande en effet des hommes qui depuis l'été 40 s'étaient déjà engagés soit au Secrétariat général à la jeunesse de Lamirand, soit dans le mouvement Compagnons. C'est en raison de la crise de Compagnons que Marion et Chasseigne, souhaitant disposer pour leur propagande d'une influence auprès de la jeunesse, avaient tenté d'en prendre la direction (sans succès, on l'a vu). Le comité directeur de ce mouvement, créé par Dhavernas en août 1940, enjeu important pour les différents clans, comprenait, rappelons-le, autour de ce dernier, entre autres, Pierre Havard (ancien rédacteur en chef de *Travail et Nation* et futur directeur de Cabinet de Pucheu), Paul Estèbe (ancien chef des jeunes néosocialistes de Toulouse et membre du Cabinet civil de Pétain), G. Demay et Philippe Lavagne (adjoints de du Moulin au Cabinet civil). Le Cabinet civil veillait donc au grain et la bataille qui se mena pour la direction de ce grand mouvement de jeunes (dont nous avons perçu plus haut certaines manœuvres), reste un des contentieux non-imaginaires entre la garde rapprochée de Pétain et l'équipe Marion-Pucheu.

Parmi les non-conformistes, Marion s'attacha Armand Petitjean : ce normalien, collaborateur de *Travail et Nation* et des Nouveaux Cahiers de Jacques Barnaud, avait côtoyé le PPF (il était de la tendance "fasciste spiritualiste" de Drieu), puis flirté plus ou moins avec le bergerysme, avant de perdre une main lors des combats de la "drôle de Guerre" au front. Auréolé de son statut d'ancien combattant mutilé, il servit dans les bureaux de la Propagande du Secrétariat à la Jeunesse de Paul Baudouin (sous les ordres d'Havard de la direction de Compagnons), qu'il quitta en décembre 40, brouillé avec Lamirand. Il intrigua quelques temps à Jeune France (Schaeffer, on l'a vu, le considérait comme un "Malraux au petit-pied"). Il se déclara prêt, après son échec en mai 1941 dans l'élection de la direction de Compagnons, à lancer des groupes de combat" contre la "jeunesse légale", "bureaucratisée", "chloroformée", confisquée par les "vautours" passésistes, attentistes, les "gaullards", les "communards", les démocrates-chrétiens qui s'étaient jetés sur les institutions officielles, personnalistes en tête (il se raconte vivement dans son livre *Combats préliminaires* publié par son ami Drieu à la *NRF* en 1942). Nous l'avons suivi aussi dans ses intrigues, à l'automne 41, autour de Chérier et de Pucheu, pour construire une jeunesse politisée para-légionnaire. Marion en fit un conseiller, lui confia des cours, lui permit de s'exprimer dans les revues théoriques du Secrétariat. Petitjean garda aussi des contacts à Paris, à la *NRF*, où son ami Drieu lui demanda de travailler.

Relevons encore le ralliement de Charles Mauban (Henri Caillemer), romancier de la *NRF*, rédacteur à *La Revue du XXe Siècle* et à *Combat*, qui avait intégré le Secrétariat à la Jeunesse à la Délégation de Lyon en 1940, avant de gagner les services directeurs de Vichy, puis, en 1942, de participer à la revue *Idées*. Autre non-conformiste en vue qui rejoignit la Propagande : Jean Maze, ancien *d'Esprit* et de la Troisième Force, puis membre du Frontisme de Bergery, dirigeant de Compagnons (qu'il quitta bruyamment le 23 juin 1941 en se déclarant "ennemi des démocrates-chrétiens si nombreux dans le mouvement" ¹⁹⁷) pour s'occuper des questions de jeunesse dans les services de Marion. Il en fut de même de Louis-Émile Galey, à la trajectoire assez zigzagante : cet architecte originaire *d'Esprit* et de la Troisième Force, qui avait convergé dans le Front commun de Bergery, avait fait le voyage de Rome en mai 1935 à l'invitation de l'Institut de culture fasciste et, après avoir fondé le groupe de La Croisade en 1935, était devenu rédacteur en chef de l'organe du Parti frontiste *La Flèche*. Poussé par le Front populaire, il s'était inscrit à la SFIO en 1937, mais, en août 1940, il accepta le poste de directeur de la Propagande à Compagnons, puis adhéra, en février 1941 (comme Thierry Maulnier), au Comité de Rassemblement pour la Révolution nationale de du Moulin. Après la grave crise qui ébranla Compagnons, il participa à l'été 1941 aux Équipes françaises de Paul Fontaine, mouvement de jeunesse concurrent à tendance fascisante, tout en intégrant l'état-major de Marion pour des missions d'études, en compagnie de Jean Maze. En octobre 1941, Marion le préféra à Brasillach comme directeur du Cinéma, poste qu'il occupa jusqu'à août 1944. Homme de confiance du grand maître de la propagande, il devint parallèlement le délégué du Secrétariat à Paris pour toute la zone occupée. Avec l'aide de Maurice Touzé, ancien membre du comité central à la propagande du PPF, il supervisa la nomination des délégués pour la zone nord (il aurait rendu certains services à la Résistance ultérieurement et fut acquitté en chambre civile à la Libération) ¹⁹⁸. Rejoignirent encore le Secrétariat à l'Information, Pierre Andreu, qui, libéré de son stalag en décembre 1942, réintégra l'agence Havas-OFI sous la direction de Pierre Dominique (il y était entré en septembre 1935).

¹⁹⁷ Philippe Amaury, *Les deux premières expériences*, op. cit., p. 202.

¹⁹⁸ Ibid., pp. 226 et 423. Cf. également : Philippe Burin, *La dérive fasciste*. Doriot, Déat, Bergery, op. cit., pp. 200, 225, 227, 365 et 369 - Jean-Louis Loubet del Bayle, *Les non-conformistes des années trente*, op. cit., pp. 411 et 463.

Il faut signaler que les hommes rassemblés autour de Pierre Marion constituèrent un temps l'équipe dirigeante de l'École nationale des cadres civiques créée en octobre 1941 au Mayet-de-Montagne, à 25 kilomètres de Vichy. Reprenant son expérience de propagandiste, fidèle notamment au modèle des "équipes techniques" testé en 1935 dans le mouvement néosocialiste, Marion avait mis sur pied une école de cadres de propagande adaptée aux nouvelles tâches étatiques. Avec un statut para-administratif d'association financée par le Secrétariat (pour un montant de 2 364 000 francs en 1942), ladite école ("communauté laïque pleine de jeunesse et d'illusions" selon Maurice Martin du Gard, qui y décrit une visite de Laval en 1942 ¹⁹⁹, se vit confier la tâche de former les délégués régionaux et départementaux du régime. Les sessions rassemblaient généralement des groupes d'une quarantaine de candidats, réunis en équipes de huit ou dix sous les ordres d'un "chef" désigné, pour une période de une à trois semaines. Un corps d'environ dix permanents assumait la formation et les cercles d'études, mêlant un enseignement historique, philosophique et social, à des cours plus techniques sur les méthodes d'information, de propagande et de rédaction. Au Mayet-de-Montagne, à partir de l'automne 1941, se succédèrent des conférenciers du Cabinet civil comme du clan Marion pour apporter la formation théorique souhaitée non seulement aux futurs propagandistes, mais rapidement aux cadres administratifs du nouvel État français : relevons les noms entre autres de du Moulin de Labarthète, Gaëtan Pirou, François Perroux, Henri Moysset, Pierre Pucheu, Xavier Vallat, Maurice Gaît, Paul Creyssel, Paul Marion, Georges Hilaire, le général Huntzinger, François Gaucher (ex-PPF, futur milicien), François Chasseigne, Angelo Tasca... Rattachée à la direction de la Propagande, supervisée par le Cabinet de Marion, l'école, fut visitée par Laval en septembre 1942 et par Pétain un mois plus tard. La dirigèrent d'abord Maurice Gaît (agrégé de philosophie), puis le géographe Jean-François Gravier, auteur d'un opuscule néomonarchiste défendant un État fort et hiérarchique mais "non-étatiste" (*L'État, le Peuple, la Nation*, 1942). Ce collaborateur d'Idées prônait une unification autoritaire et une politisation de la jeunesse, un rapprochement entre chrétiens et monarchistes pour un engagement "révolutionnaire", contre le "personnalisme déraciné" et les fausses conceptions spiritualistes qui détournent l'homme de la construction temporelle de la Cité ²⁰⁰.

¹⁹⁹ Maurice Martin du Gard, *La Chronique*, op. cit., p. 288-289.

²⁰⁰ Bernard Comte, *Une utopie combattante...*, op. cit., p. 388.

Un autre organisme lié au Secrétariat de Paul Marion est à signaler, qui regroupa divers non-conformistes : l'Institut d'études politiques et sociales. Il semble que le projet ait été antérieurement préparé par les services de Pucheu : André Chérier avait disposé à l'automne 41 d'un modèle pour créer une institution chargée de penser les problèmes soulevés par la rénovation du pays selon les principes de la Révolution nationale. La maquette était opérationnelle début 1942 (avec une subvention de 100 000 F mensuels), sous la direction notamment d'Henri Massis et de François Gaucher. Le programme de cet Institut est assez édifiant quant aux orientations théoriques retenus en "géopolitique", en psychologie politique (étude des réactions collectives de l'opinion à travers l'histoire, nomenclature des techniques de circulation des idées politiques révolutionnaires, formulation d'une stratégie politique, recettes de gouvernements, méthodes de propagande des grands États modernes...) ou en philosophie (les modèles de référence étant là de Maistre, de Bonald, Auguste Comte, Gobineau, Cournot, Sorel, Barrès, Péguy, Maurras, Fichte, Hegel, Nietzsche, H.S. Chamberlain, Spengler, Carlyle, Kipling, W. Whitman, Marinetti, Mussolini, Balmès, Menendez y Pelayo, mais aussi Léon Bloy, Paul Claudel, Psichari, Montherlant, Drieu La Rochelle...). L'Institut, annexe du Bureau de conception et d'études du Secrétariat de Marion, envisagea la publication d'une bibliothèque sur la "science de l'opinion" et les techniques d'information et de propagande, avec des ouvrages (tirés à 5 000 exemplaires) sur la propagande en Russie, aux États-Unis et dans les pays fascistes, sur les "sources idéologiques" de la Révolution nationale, sur les courants d'idées politiques des années 30 et sur les mouvements politiques révolutionnaires nationaux en Europe ²⁰¹. Bref, il tenta d'instituer une "science politique" appliquée.

Le ralliement le plus important autour de Paul Marion et de son Secrétariat à l'Information et à la Propagande fut sans nul doute celui de la partie des non-conformistes issue non d'Esprit mais de Combat, qui se retrouvèrent rassemblés à Vichy autour de René Vincent et de Jean de Fabrègues.

²⁰¹ Sur l'Institut d'études politiques et sociales, on peut consulter Philippe Amaury, *Les deux premières expériences...*, op. cit., pp. 786-787 - Dominique Rossignol, *Histoire de la propagande en France de 1940 à 1944. L'utopie Pétain*, PUF, Paris, 1991, p. 19.

II - LE RALLIEMENT DES NON-CONFORMISTES DROITIERS

[Retour à la table des matières](#)

René Vincent représentait pour Marion une recrue politique et intellectuelle de choix. Cet ancien de l'Action française, de Réaction, de *La Revue du Siècle*, de *Combat*, puis de *L'Insurgé*, se rallia totalement à l'idéologie de la Révolution nationale, dont le non-conformisme allait devenir une composante importante. Prisonnier en 1940, libéré lui aussi, il avait travaillé au Secrétariat à la Jeunesse de Lamirand avant d'être nommé en juin 1941 au Cabinet du ministère de l'Information et de la Propagande. Il fit partie du Bureau de conception et d'études de ce dernier et prit le poste, à la mort de Jean Duffour, de directeur de la Censure, qu'il occupa jusqu'en août 1944 (à ce titre, il sera un des responsables de l'interdiction *d'Esprit* en août 1941). Il allait retrouver dans ses nouvelles fonctions son vieux camarade Fabrègues, véritable chef de file d'un réseau intellectuel constitué de plusieurs générations de non-conformistes autoritaires.

Ce dernier, après son passage à Jeune France, quittée fin 41, prit une certaine influence au Commissariat général aux Prisonniers de guerre rapatriés dirigé par Maurice Pinot de Périgord de Villechenon. Fabrègues créa, en collaboration avec Henri Guitton et Jacques de Montjoie, le Centre d'Action des Prisonniers (CAP), bureau d'études et de propositions pour le Commissariat. Lui-même ancien prisonnier, il poursuivait ainsi, après ses tentatives au niveau des politiques de la culture et de la jeunesse, son oeuvre de propagande en faveur de la Révolution nationale dans le monde prisonnier. Le responsable des Compagnons de France, de Tournemire, mit plusieurs fois à la disposition du CAP son siège central de Crépieu-La-Pape pour organiser ses sessions. Il fallait à la fois intensifier les contacts avec le monde des camps, pris en charge par les "cercles Pétain", et mettre au service du nouvel État l'élite des prisonniers rapatriés, en cultivant un esprit d'entraide et de solidarité généralisable en France même. Les prisonniers devaient être le fer de lance du nouvel État autoritaire, avec les anciens combattants de la Légion et l'élite de la jeunesse. Fabrègues devint ainsi un des partisans du communautarisme "prisonnier", théorisé par Jean Guitton (auteur de

munautarisme "prisonnier", théorisé par Jean Guitton (auteur de *Fondements de la Communauté française*).

Jean de Fabrègues fut un de ceux qui allaient initier à la politique vichyssoise un jeune "non conformiste" de droite de 26 ans, François Mitterrand. Selon ses souvenirs, enregistrés par Jean-Louis Loubet del Bayle en 1965, ce dernier, sans fournir d'articles, aurait distribué *Combat* avec ardeur dans le Quartier latin de 1937 à 1939, depuis les locaux des frères maristes du "104" de la rue de Vaugirard où il logeait (home accueillant les étudiants provinciaux). Plus tard, l'intéressé a nié, dans ses entretiens avec le journaliste Pierre Péan, son appartenance à ce courant du non-conformisme, ce que confirma a posteriori aussi son ami angoumois du 104, le non-conformiste droitier Claude Roy, rédacteur à *Combat* en 1937 ²⁰². Le Mitterrand de 1994 affirma même à Péan :

"Non, non, je n'ai eu aucune proximité avec *Combat* (...). Jean de Fabrègues était un furieux, capable de dire n'importe quoi. Très vite, son intolérance, sa méchanceté m'ont éloigné de lui" ²⁰³.

La mémoire de François Mitterrand l'aurait-elle trahi ? A posteriori, devant trois journalistes, ce dernier dressa pourtant de l'ancien directeur de *Combat* un portrait assez sensiblement différent du précédent :

"C'était un type pas mal, un peu intégriste à la fin, mais sympathique. Nous avons été très proches, puis je me suis éloigné de lui et il est devenu amer. Il a même écrit des choses très dures, mais c'était un type bien" ²⁰⁴.

Quoi qu'il en soit des années 1937-39, il ne fait pas de doute en revanche que Fabrègues fréquenta à Vichy cette jeune recrue très Révolution nationale.

François Mitterrand, né le 26 octobre 1916 à Jarnac en Charentes, avait connu une socialisation provinciale bourgeoise et catholique (il était jéciste conséquent avant sa montée à Paris en 1934). Sa mère avait été fascinée par le général Boulanger et par Paul Déroulède, et son père avait milité à la Fédération nationale catholique du général de Castelnau dans les années 20, avant d'être un des

²⁰² Cf. Pierre Péan, *Une jeunesse française*, op. cit., pp. 78-79.

²⁰³ Ibid., p. 78.

²⁰⁴ Entretien du 24 mars 1994. Emmanuel Faux, Thomas Legrand, Gilles Pérez, *La main droite de Dieu. Enquête sur François Mitterrand et l'extrême droite*, Paris, Le Seuil, 1994, p. 118.

partisans du colonel de La Roque. Curieux de la politique, matière enseignée à Science Po et à la Faculté de Droit de Paris où il poursuivait ses études, le jeune Mitterrand se montra un étudiant d'extrême droite turbulent. Il participa à toutes les grandes agitations du Quartier latin orchestrées par l'Action française de 1934 à 1936. Malgré une amitié avec des jeunes royalistes comme Roy, de Bénouville, Claude Jeantet et Gabriel Jeantet, il jeta pendant quelques temps son dévolu, avant la dissolution des Ligues par le Front populaire, sur les Volontaires nationaux du colonel de La Roque (quarante ans après, il insistera sur le fait que ce dernier ne fut "ni fasciste, ni antisémite", mais plutôt "résistant et déporté" - comme si de La Roque n'avait point été pétainiste, nous y reviendrons ²⁰⁵). À partir de 1937, Mitterrand étala un non-conformisme sceptique par rapport à la politique partisane. Il eut alors beaucoup de discussions avec les angoumoisins du "104", Claude Roy, André Bettencourt et Pierre-Guillain de Bénouville, tout en cherchant comme eux sa voie dans la littérature et un certain romantisme adolescent.

Le jeune prisonnier de 1940, qui affirme s'être évadé à trois reprises (la troisième étant la bonne en décembre 1941), allait trouver une place au grand jour à Vichy en mai 1942. Des relations familiales lui permirent d'être embauché au Commissariat aux Prisonniers rapatriés après un bref passage dans les bureaux administratifs de la Légion. En relations étroites avec Jean de Fabrègues, François Mitterrand allait défendre la Révolution nationale dans le monde des prisonniers à partir du printemps 1942.

Dans son Stalag IX A, il avait pris des responsabilités dans le journal du camp, L'Éphémère. Un message de Michel Cailliau, un de ses adversaires résistants ultérieurs, daté du 8 décembre 1943 ²⁰⁶, affirme qu'il y avait été l'animateur d'un "Cercle Pétain". Mitterrand s'en défend fermement dans ses *Mémoires interrompues* ²⁰⁷. Sa tâche au Commissariat, de mai 1942 à janvier 1943 (date de sa démission), fut essentiellement de propagande et touchait la zone

²⁰⁵ Pierre Péan, *Une jeunesse française*, op. cit., p. 34. Sur La Roque, cf. infra p. 365. [La note fait référence au texte de l'édition papier. JMT.]

²⁰⁶ Cité par Catherine Nay, *Le noir et le rouge ou l'histoire d'une ambition*, Paris, 1984, p. 119.

²⁰⁷ François Mitterrand, *Mémoires interrompus*, Paris, Odile Jacob, 1996, p. 20.

non occupée : revue de presse pour les cadres du Commissariat, censure des articles sur les rapatriés, création d'un bulletin de liaison, rédaction et envois d'articles sur le monde prisonnier dans les revues officielles et dans la presse, émissions à la Radio nationale, communiqués ²⁰⁸. À cela s'ajoutèrent des missions de contrôle dans la zone sud, la mise en place d'un centre d'entraide des prisonniers dans l'Allier, accueillant rapatriés et évadés, la vice-présidence des comités d'entraide, la participation au service national des étudiants rattaché au Secrétariat de la jeunesse...

Ces fonctions de tâcheron d'un organisme majeur de la Révolution nationale, au coeur de la centrale idéologique de Vichy, impliquaient, à cette date, une adhésion sans faille à la doctrine du régime. On exigeait un engagement, à fins de rabâchage propagandiste. Il était impossible, à un tel poste de confiance, de ne pas être imprégné. De ne pas adhérer. De ne pas participer. De ne pas donner des gages. De ne pas y croire. Il fallait parler, écrire, convaincre. L'ex-prisonnier Mitterrand fut choisi en tant que non-conformiste droitier, pétainiste, au sens de révolutionnaire national. Il serait euphémisant de présenter a posteriori son activité pléthorique, ou comme une tâche bureaucratique obscure, anonyme, ou comme du nationalisme convenable, bon teint, couvert par des patriotes qui devaient être, à cette date, "en cheville avec Londres", dans un quelconque service secret de bon alibi. Le pétainisme exigé au Commissariat aux prisonniers ne peut être réduit à du maréchalisme sentimental.

Dans son centre d'entraide, Mitterrand s'efforça, dès 1942, suivant les consignes officieuses de son administration ²⁰⁹, de placer les rapatriés dans les centres locaux et d'en faire passer un certain nombre en zone sud, en leur attribuant au besoin de faux papiers, dont beaucoup étaient rédigés dans le bureau et sous les yeux de Jean de Fabrègues ²¹⁰. Cette action clandestine se fit en relation avec notamment Jean-Albert Roussel, Joseph Folliet, Étienne Gagnaire, Antoine Mauduit, Jacques de Montjoie, et Jean de Fabrègues. Actes antiallernands de sabotage, autour de Mauduit qui construisit avec ses amis

²⁰⁸ Pierre Péan, op. cité, p. 202. Cf. aussi François Mitterrand, *Mémoires interrompus*, op. cit., pp. 68-94.

²⁰⁹ Pierre Péan confirme ce fait dans son ouvrage, p. 221.

²¹⁰ Emmanuel Faux, Thomas Legrand, Gilles Pérez, *La main droite de Dieu*, op. cit. p. 118.

activistes un mouvement (La Chaîne), à la base d'actions résistantes ultérieures en 1943 ²¹¹).

Dans son témoignage à Jean-Louis Loubet del Bayle (citons-le en rappelant l'adage *testis unus, testis nullius*), Jean de Fabrègues se souvint que le jeune non-conformiste Mitterrand du début 42 était fasciné par la première "Phalange" du national-syndicaliste espagnol Jose Antonio Primo de Rivera (comme son ami Claude Roy qui avait signé un article sur ce thème dans *L'Insurgé*). Le directeur de Combat (au dessus de toute malveillance, puisqu'il citera, comme on le verra plus loin, le résistant Mitterrand comme caution morale après la guerre pour répondre aux attaques d'Emmanuel Mounier dans *Esprit* au sujet de son attitude sous l'occupation) ajoutait sur ce point :

"Il a été lié à ce milieu (*non-conformiste de droite*). C'était son atmosphère pendant la guerre. Le premier discours que je lui ai fait faire pour saluer les prisonniers qui rentraient de captivité, a été un discours à l'éloge de Jose Antonio Primo de Rivera. Je me revois encore très ennuyé parce que c'était en principe une espèce d'activité neutre (ce retour des prisonniers était surtout composé d'ouvriers de la banlieue parisienne). Après ce discours, je lui ai dit : "Je suis à peu près d'accord sur ce que vous dites, bien sûr, mais là, attention, nous n'exprimons plus notre pensée à nous, nous expliquons à ces garçons qui arrivent et qui sont partis en 39-40, à l'époque de la démocratie, dans quel horizon ils rentrent. Leur donner un coup de poing comme ça... Voilà ce qu'était l'état d'esprit de Mitterrand à son retour de captivité" ²¹².

Dans un entretien journalistique du 7 juin 1994, Pierre Guillain de Bénouville confirmera en ces termes euphémiques l'attrait de Primo de Rivera sur les jeunes non-conformistes du 104 de la Rue de Vaugirard :

"Quelle intelligence, quel homme ! Vous touchez à l'une de nos références intellectuelles et morales les plus sûres. Pour nous, ce n'était en rien le théoricien de la dictature comme on a voulu le caricaturer après. Non, il prônait une doctrine de respect du droit et avec quelle dialectique ! Ce qui nous a toujours le plus fascinés dans ses écrits, c'était sa noblesse. Nous avons détesté la manière dont on a mis fin à sa vie. C'est comme pour le

²¹¹ François Mitterrand, *Mémoires interrompus*, op. cit., pp. 86-88.

²¹² Entretien de Jean-Louis Loubet del Bayle avec Jean de Fabrègues en 1965, communiqué par l'historien des non-conformistes. Cf. également sur ce sujet Catherine Nay, *Le noir et le rouge*, op. cit., pp. 79-123.

fascisme de Mussolini, il pouvait représenter un vrai souffle, un vrai espoir, avant bien sûr que les Allemands ne le prennent en main" ²¹³.

Le témoignage et la référence sont symptomatiques, du fait de la dimension chrétienne et fascisante du fondateur de la Phalange, mais aussi en dépit des autres facettes que l'historiographie du personnage a pu révéler. Primo de Rivera était en effet un agent régulièrement appointé (50 000 livres mensuelles) par les services secrets de l'Ambassade italienne de Paris du Commandatore Landini ²¹⁴. Signalons encore qu'après un cortège de onze jours à dos d'hommes portant d'Alicante à Madrid la dépouille du fondateur de la Phalange exécuté par les républicains, lors de l'enterrement, le 20 novembre 1939, Hitler fit s'incliner sur le cercueil des étendards à croix gammée arborés par des SS, suivis par les fanions fascistes de toute l'Europe. Le Caudillo, lui, promit solennellement de venger sa mort. Pétain, ambassadeur de France à Madrid, salua militairement la dépouille, avant d'annoncer au fils de Primo de Rivera, au cours d'un dîner, que la France connaîtrait elle aussi une Révolution nationale au printemps 1940...

En tout cas, contrairement aux dénégations embarrassées, citées plus haut, du Mitterrand de 1994 mettant en doute ou estompant toute rencontre, amitié et connivence avec Fabrègues, les deux hommes travaillèrent ensemble. Et l'on peut penser que le second fut un temps le mentor politique du premier, fréquenté assidûment lors de ses nombreux voyages lyonnais ²¹⁵. Tous deux assistèrent à des réunions publiques, notamment le 8 septembre 1942 à Lyon, salle Béal, devant les Chantiers de Jeunesse, où Mitterrand prit la parole avec Fabrègues, Montjoie, et Gagnaire. Le 26 janvier 1943, douze jours après sa démission en raison du limogeage par Laval de Marcel Pinot, le patron du Commissariat, François Mitterrand précisait de Lyon, dans une lettre à une relation :

²¹³ Emmanuel Faux, Thomas Legrand, Gilles Pérez, *La main droite de Dieu...*, op. cit., p. 115.

²¹⁴ Cf. A ce propos la thèse, documents à l'appui de Max Gallo : *Contribution à l'étude des méthodes et des résultats de la propagande et de l'information de l'Italie fasciste dans l'immédiat avant-guerre (1933-1939)*, Nanterre, BDIC. Reprise de façon tronquée dans *Et ce fut la défaite de 40. Cinquième colonne*, Paris, Perrin, 1980, pp. 104-109.

²¹⁵ Pierre Péan, op. cit., p. 217.

"Je vous écris de la salle de rédaction de l'hebdomadaire Demain, chez mon ami Jean de Fabrègues" ²¹⁶.

Convergence donc d'un des leaders non-conformistes de droite et d'un jeune militant pétainiste qui avaient aussi partagé l'expérience éprouvante et élitiste des camps.

Mitterrand épousait en effet les points de vue des anciens rédacteurs de Combat courant 1942. L'enquête de Pierre Péan révèle crûment sa perception de la Révolution nationale. Par exemple, dans une lettre du 13 mars 1942, il écrit :

"Il n'y a pas de révolutionnaires nationaux. Ce sont en général des hommes butés qui sont, au fond, de ce bord par facilité. C'est un succès de la droite d'antan, et non la prise du pouvoir par des gens décidés à commander les événements et jouant leur vie. Nous sommes au temps du politique dont parle Péguy. Le Maréchal est presque seul et ceux qui croient en ses idées sont loin de lui" ²¹⁷.

Quant à lui, il admire Pétain mais considère qu'une partie de l'entourage n'est pas à la hauteur. Il regrette (lettre du 26 mars 1942) "le manque de fanatisme et de compétence" de la plupart, conduisant "fatalement à un demi-échec". Il déplore aussi que la Révolution nationale ne soit que l'union de "deux mots vidés de sens" (lettre du 13 mars 1942). Dans une lettre du 22 avril 1942, il expose ainsi sa vision de l'engagement pour la Révolution nationale :

"Pour moi, je ne crois qu'à ceci : la réunion d'hommes unis par la même foi. C'est l'erreur de la Légion que d'avoir reçu des masses dont le seul lien était de hasard : le fait d'avoir combattu ne crée pas une solidarité. Je comprends davantage les SOL, (*Services d'Ordre légionnaires*) soigneusement choisis et qu'un serment fondé sur les mêmes convictions du cœur lie. Il faudrait qu'en France on puisse organiser des milices qui nous permettraient d'attendre la fin de la lutte germano-russe sans crainte de ses conséquences - que l'Allemagne ou la Russie l'emporte, si nous sommes forts de volonté, on nous ménagera. C'est pourquoi je ne participe pas à cette inquiétude née du changement de gouvernement. Laval est sûrement décidé à nous tirer d'affaire. Sa méthode nous paraît mauvaise ? Savons-nous vraiment ce qu'elle est ? Si elle nous permet de durer, elle sera bonne".

²¹⁶ Pierre Péan, op. cit., p. 251.

²¹⁷ Pierre Péan, op. cit., p. 178.

Au même moment on trouve de tels propos presque mot à mot sous la plume des non-conformistes du groupe Fabrègues dans la revue *Idées*. Mitterrand rejoint là par exemple les analyses d'Armand Petitjean que l'on retrouvera dans l'étude détaillée d'*Idées*. Sa lettre nous permet aussi de comprendre pourquoi les non-conformistes droitiers acceptèrent de servir Laval dans les premiers mois de son gouvernement.

Qui Mitterrand fréquenta-t-il du camp pétainiste - au sens strict - et du réseau non-conformiste de Vichy ? Ne parlons pas de l'entrevue brève avec Pétain, en délégation du Commissariat aux Prisonniers, le 15 octobre 1942 ²¹⁸. Pierre Péan cite les amis du "104", Claude Roy, Jacques Bénét, rencontrés à Paris et à Vichy à plusieurs reprises, qui écrira dans *Idées*. Les auteurs de *La main droite de Dieu* ajoutent André Bettencourt, chroniqueur ultra de *La Terre française*, prêt à "dénoncer les vrais coupables", à transformer les jeunes, dans chaque village de France en "police de la Révolution nationale" ²¹⁹. Mitterrand côtoya encore Paul Creyssel, directeur de la Propagande de Paul Marion, Simon Arbellot de Vacquau, chef du service de la Presse française, Jean Delage (ancien mentor de *L'Echo de Paris* et attaché auprès de La Porthe du Theil aux Chantiers de Jeunesse), François Valentin, chef démissionnaire de la Légion... Le message précité de Michel Cailliau (fondé sur des données réputationnelles) le présente comme un "membre dynamique de la légion", mais aussi - ce qui nous intéresse ici -, comme appartenant au "petit groupe des amis intimes d'Armand Petitjean, très Action française". Fit encore parti du cercle de ses proches un ami étudiant du XVI^e arrondissement, d'Action française puis cagoulard, Gabriel Jeantet, grand maître de la propagande maréchaliste à Vichy en 1942 et fondateur d'une maison de publications ("Les éditions de l'État nouveau").

Toutes ces relations facilitèrent le travail du propagandiste du Commissariat aux réfugiés, dont on attendait qu'il illustre à la radio et dans les revues du pouvoir l'idéologie "prisonnier". François Mitterrand fut ainsi amené à publier un article intitulé "Pèlerinage en Thuringe", dans le numéro 5 de *France - Revue de l'État nouveau* de décembre 1942, fondée par Adrien Bagarry et Gabriel Jeantet en juin 1942. Cette revue, frappée d'une francisque de couverture, fut un des

²¹⁸ François Mitterrand, *Mémoires interrompus*, op. cit., pp. 93-94.

²¹⁹ Emmanuel Faux, Thomas Legrand, Gilles Pérez, *La main droite de Dieu...*, op. cit., p. 111.

autres refuges théoriques des non-conformistes financé par le Secrétariat de Paul Marion. Signèrent dans le même numéro, Pétain, qui adressa un ordre du jour aux armées, Paul Creyssel, directeur de la Propagande de Marion en février 1942 (avocat du colonel de la Rocque, ex-radical, député PSF de Saint-Étienne), auteur d'une diatribe anticomuniste ("Le Complot contre la France et contre la paix"), le docteur Alexis Carrel ("La science de l'homme"), Noël de Tissot (secrétaire général du Service d'Ordre Légionnaire, qui désignait les "ennemis" de la Révolution nationale), P. Armbruster, Georges Bourguet ("Le Maréchal nous a dit"), Robert O. Labadie, L. de Gérin-Ricard (directeur de service à la Propagande, qui manifestait son antisémitisme dans un texte sur "La condition des juifs à Rome sous la Papauté"), Sébastien Bijon ("La Charte : Révolution constructive")... Jean de Fabrègues, lui, avait donné deux articles dans les premiers numéros de cette revue sur "Les problèmes de l'Autorité", en janvier-février 1942.

Dans "Pèlerinage en Thuringe" - titre ironique - le jeune non-conformiste, comme le feront les éditorialistes d'Idées, s'interroge sur les causes de cette décadence qui l'a amené, "en wagons à bestiaux", lui et ses camarades prisonniers, dans le coeur verdoyant de l'Allemagne. N'était-ce pas le berceau d'une partie majeure de la culture européenne, près de Gotha, d'Eisenach (la ville de naissance de Bach, où Lütther traduisit au château de la Wartburg la Bible en allemand), d'Erfurt, de Weimar (la ville de Goethe) ? Il note la soumission de ses camarades d'infortune, assimilés à "un troupeau", obnubilés par le manque de commodités et de tabac perturbant leurs petites habitudes. Les fils de 89, de la Science, de la Machine, de cette société du Versailles de 1919, nourris des idées républicaines, prétentieux mais aveugles sur leur anachronisme, révélaient ainsi leur retard. Cela au beau milieu d'une Allemagne si différente de "la France judéo-chrétienne", parce que "délivrée de Rome et de Jérusalem". Et Mitterrand de dénigrer l'héritage de la Révolution de 89, constitué d'illusions et de gloires artificielles. Ce passé de duplicité avait pour conséquence de décharger ainsi de toute imputation, de toute culpabilité, la génération de 40, celle de la déchéance, des prisonniers vaincus et dérisoires. L'auteur exprime ainsi sa colère intériorisée contre les mensonges de la société républicaine, dénoncée à l'identique, nous allons le voir, dans Idées, par la famille non-conformiste droitère, de laquelle on ne peut le séparer début 1942 :

"J'en voulais à cette histoire triomphale et qui précédait imparablement cette marche lente d'une génération dans des wagons à bestiaux. Je discernais la logique des événements et me demandais s'il était juste que notre misère fût le paiement de gloires mal comprises, ou plus exactement s'il était juste que notre déchéance nous fût imputée parce que, si nous avions abandonné nos armes, tout le reste nous avait été antérieurement soustrait. Je songeais aux jugements qui condamneront notre débâcle : on incriminera le régime affaissé, les hommes nuls, les institutions vidées de substance et l'on aura raison. Condamnera-t-on les erreurs glorieuses ? Je voyais dans cette rencontre de la splendeur et de la misère française, au coeur de l'Allemagne, les deux boucles d'un même cycle et qui devaient fatalement se rejoindre".

Condamnation de la France d'avant 40, façon de se déresponsabiliser pour ces "héritiers de cent cinquante années d'erreurs" qui s'étaient succédés depuis 1789.

Ces propos, exposés dans une revue officielle de la Révolution nationale, manifestent à ce moment l'appartenance de François Mitterrand au camp pétainiste, impitoyable envers les responsables de la Troisième République jugés au procès de Riom, Léon Blum en tête. En pleine Allemagne, au lieu de s'en prendre à cette génération de 40 qui avait fui devant les soldats et les chars allemands, trahie par des chefs incompetents, le jeune non-conformiste accuse anonymement le régime républicain et les générations antérieures. Même, finalement, les vainqueurs de 1918, du Chemin des Dames, de la Bataille de la Marne, de Verdun. Plus de cinquante ans après, s'attachant à la stylistique, l'auteur, fier de ses accents littéraires, assumera le "côté ironique de ces lignes", sans s'inquiéter de leur publication :

"Ce texte, je ne le regrette pas du tout. Je l'ai fait tout à fait correctement, je l'ai travaillé. Chaque mot a été pesé" ²²⁰.

S'interrogeant sur l'interprétation possible de la collaboration à la revue de Gabriel Jeantet, l'intéressé s'amendera cependant en reconnaissant quelque légèreté - bel exemple de dissociation cognitive - :

"J'avais le désir très fort d'écrire dans une revue. Jeantet éditait *France, Revue de l'État nouveau*. Je ne me suis pas posé de questions sur les idées véhiculées par cette revue ni sur les gens qui y signaient. Il y avait en tout cas des gens qui sont devenus connus. Je ne voyais pas de crime dans le

²²⁰ Ibid., p. 129.

fait de signer des articles dans cette revue. J'aurais peut-être dû faire attention" ²²¹.

Autre gage idéologique : Mitterrand rendit compte le 8 avril 1943 dans Le Figaro du livre d'un ami de captivité, Roger Gaillard, préfacé par Paul Marion en personne (*Mes évasions*). Il livra divers articles littéraires à la revue des *Chantiers de Jeunesse*, encouragé par son ami Jean Delage, responsable de la propagande des Chantiers auprès de La Porte du Theil. Il publia par ailleurs en avril 1943, six pages dans le numéro 23 de *Métier de chef*, la revue théorique des Compagnons de France (mouvement à cette date aux mains d'éléments fascistes), toute empreinte de "l'esprit révolutionnaire" hostile aux "déterminismes" et aux "abstractions". Dans ce numéro, un nommé Martel posait des "jalons pour une révolution", sûr de son élitisme et de son "communautarisme", citant explicitement l'ouvrage non-conformiste *La Révolution nécessaire* de Robert Aron et Arnaud Dandieu. Suivaient une étude sur l'évolution de la médecine (de Jean Dechaume), une critique des conséquences économiques, politiques et spirituelles du libéralisme (d'André Desqueyrat), deux poèmes de Patrice de La Tour du Pin, président symbolique de Jeune France, une étude sur le divorce, un compte-rendu d'ouvrage. Le mensuel annonçait pour un numéro suivant des poèmes d'Aragon et de Pierre Emmanuel (incontestable ouverture d'esprit), des textes de Michel Richard, sur la rénovation théâtrale, de Liébard sur la discipline de ses Compagnons de la musique, de Maniller sur les pédagogies des arts plastiques. Gérée par Michel Dupouey, un haut-fonctionnaire du Secrétariat d'État à la Jeunesse, la revue se voulait culturelle.

L'article de Mitterrand, inscrit dans la rubrique régulière "Vent d'Est" qui donnait la parole à des prisonniers (dans le numéro 31, Jean Védrine, son ami, leur apportera un "message essentiel"), est celui d'un membre officiel du Commissariat aux Réfugiés qui taquine la muse : le lyrisme adolescent trahit des réflexes de "littérateur" et un désir d'imiter "les beaux mouvements des morceaux choisis". Il s'agit d'un hymne au pays retrouvé après le passage dans les camps de prisonniers en Allemagne ("Sur la route qui mène en France").

Le jeune non-conformiste y décrit le grand sentiment qui l'envahit à son retour. Il découvre, alors qu'il n'avait connu jusque là que l'idéal de la patrie seriné

²²¹ Pierre Péan, op. cit. p. 185.

dans les livres d'histoire de la République, que "la France est une personne". Prisonnier, il en a éprouvé l'absence, en imaginant fortement la "réalité charnelle de son sol", la "liaison mystique" qui lie les hommes à leur terre ("comme à l'époque primitive où elle appartenait à la communauté des morts et des vivants", "domaine ancestral"). Il se retrouve plongé dans ce "rite" qui mélange son propre souffle à la "toute puissance des souffles originels". Détail anecdotique, l'intéressé, qui se souvient au moins de deux évasions antérieures ²²², présente les choses comme s'il avait été rapatrié. Il parle de "libération" et de "délivrance". Loin de décrire la liberté d'une éventuelle évasion réussie - ce qui eût été peut-être impossible dans une telle revue, même s'il avait quitté officiellement sa fonction en démissionnant en janvier précédent - il réduit sa liberté retrouvée au moment où il décide de parcourir à pied la route de plaine de huit kilomètres, "cernée de vert" qui mène vers son "camp d'hébergement". Il la suit à grands pas. Il observe la nature et les hommes, dans un bonheur plein et silencieux ("cette libre marche sur la première route de ma liberté"), écrivant :

"Aussi la libération n'avait-elle commencé que du moment où, débarrassé des gestes officiels, j'avais pu, muni de mon mince bagage, entamer la dernière étape. L'émotion légitime des accueils en fanfare, cela faisait encore partie du cérémonial de l'absence. Sitôt abandonné à moi-même, j'avais décidé cette marche, ce contact direct avec les choses de chez moi. Une grande joie se tait pour nourrir les souvenirs. comme le nageur dans l'eau et l'oiseau dans l'air, je me sentais élastique et frais ; nul besoin d'intermédiaire pour me soutenir ; l'éclat de la voix, les bondissements du cœur eussent été importuns".

Que faut-il entendre par "débarrassé des gestes officiels" ? Peut-être, après le franchissement de la ligne de démarcation entre Mouchard et Arbois, dans le Jura, s'agit-il de son contact avec la gendarmerie ou le centre d'entraide de Lons-le-Saunier, lors de l'examen obligé de sa situation, avant de gagner le centre d'hébergement des Compagnons de France ? Le jeune auteur poursuit, légitimant au passage le mouvement Compagnons :

²²² Cf. à ce sujet l'ouvrage de Catherine Nay, *Le noir et le rouge...*, op. cit., pp. 96-109, ainsi que *Le Crapouillot*, dans son polémique numéro sur "Mitterrand très secret", n° 76, 1960, pp. 25-41 (bibliographie de référence p. 32) et le recueil de textes de François Mitterrand, *Politique*, Paris, Fayard, 1977.

"Quand j'arrivai au centre d'hébergement, m'y accueillit un Compagnon de France. Il me fit entrer dans une maison basse et fraîche. Dans la pièce de gauche aux murs craquelés, il y avait une table longue avec des couverts pour le repas de midi, et dans celle de droite, une table ronde avec des registres. On commença par les papiers. Une fois de plus je remplis des colonnes, déclinais mon identité et signais. La France était bien enclose entre ces quatre murs avec son odeur d'encre et de pain. On parla, Le compagnon, poli et propre (ô surprise) eut l'à-propos de ne pas s'apitoyer, de ne pas exhorter. Il faisait son travail et ce travail, il ne l'appelait pas son devoir. Il m'entretint du temps, de la campagne et de toutes choses ordinaires. Il me demanda d'où je venais et non pas où j'allais : il savait bien que j'allais n'importe où qui serait pareil à mon goût du silence. Moi, j'écoutais le son de sa voix et son accent, insignifiant et net comme son discours, prêt à inscrire toute modulation ou idée. Oui, ce compagnon de France, *ce premier français de ma liberté* m'est apparu étrangement prêt. Puis je passais à table, et, comme je commençais à rompre mon pain, je remarquais la raie de soleil qui, pénétrant par la fenêtre grande ouverte, dessinait sur le plancher un rectangle pur. J'y jetais quelques miettes. S'agita puis se referma un remous de poussières.

Dehors, la France avait son visage paisible" (souligné par nous).

Ainsi ce jeune fonctionnaire du Commissariat aux Prisonniers rapatriés éprouvait-il le besoin de s'épancher dans une revue de la Révolution nationale. L'anecdote, qui révèle l'imprégnation de Maurice Barrès et de l'idéologie "prisonnier", traduit ici de façon esthétique ce qu'avaient partagé divers non-conformistes, eux aussi exilés forcés en 1940, comme René Vincent, Paul Marion, Jean de Fabrègues, et bien d'autres.

Le cas Mitterrand, marqué par un destin politique, est intéressant en raison de son passage ultérieur à la Résistance. Il représente le modèle de ces non-conformistes fascisants, plus ou moins repentis, qui, progressivement, face aux impasses de Vichy et à l'évolution des événements militaires, accorderont leur patriotisme à une autre logique idéologique et politique. Dans ce cas, contrairement à l'intellectuel Mounier, la transmutation vers un "deuxième jeu" se réalisa lentement, dans l'année 1943, au fil des rencontres, notamment celle (décisive pour Mitterrand) avec Antoine Mauduit. Elle n'empêcha point la rédaction, tout de même très tardive, d'articles alimentant l'arsenal idéologique de la Révolution nationale. Alignement d'un premier jeu franchement pétainiste, concession à des réseaux d'amis, mais aussi adhésion à une vision du monde non-conformiste, dont il était difficile à un prisonnier modèle de se déprendre, plus que recherche d'une "couverture" putative. Sans oublier, pour le Mitterrand

"couverture" putative. Sans oublier, pour le Mitterrand disciple de Primo de Rivera, une candidature à la Francisque gallique, appuyée par Gabriel Jeantet et Simon Arbellot, qui fut, selon le témoignage de ce dernier ²²³, acceptée à l'été 1943 par l'état-major de cet ordre pétainiste. On n'entrait point dans celui-ci par un "train de signatures", mais, après enquête et parrainage individuel, par reconnaissance pour services rendus à la Révolution nationale. Transition ondoyante, ambivalente, donc, chaotique et calculée, mais aussi vécue. La Résistance allait porter tout autant, pour un non-conformiste barrésien, des logiques d'actions nouvelles et des sensations fortes.

Signalons que travailla encore aux bureaux parisiens du Commissariat aux prisonniers, Jean-Pierre Maxence, nommé directeur des services sociaux. Il y distribuera maints secours pour les prisonniers évadés, mais aussi au profit d'enfants juifs persécutés, selon ses souvenirs écrits si sélectifs. Il s'opposera au mouvement lavaliste des prisonniers, repris en main par André Masson, qui succéda à Pinot. Cela, avec les encouragements de Jean de Fabrègues et d'un François Mitterrand devenu résistant clandestin. Ce dernier, fidèle à l'équipe pétainiste épurée par Laval, créa un scandale lors du Congrès des Comités d'entraide à la salle Wagram en juillet 1943, en présence d'ailleurs de Maxence ²²⁴. Ceci tout en écrivant des articles de nature surtout littéraire dans la presse parisienne - à *Aujourd'hui*, à *Paris-midi*, à *La Gerbe*, à *Panorama*, à *Nouveaux temps*, à *Occident* - et en publiant des textes plus doctrinaux et politiques dans les publications de Vichy, dont la revue *Idées*, jusqu'en 1944 ²²⁵.

Le lieu de rencontre le plus important des non-conformistes de droite fut justement cette dernière revue, fer de lance théorique du Secrétariat à l'Information et à la Propagande et sorte de laboratoire doctrinal de la Révolution nationale. Quels en furent l'organisation et les contenus ?

²²³ Simon Arbellot, in *Écrits de Paris*, n° 244, janvier 1966.

²²⁴ Cf. Pierre Péan, op. cit., pp. 278-285.

²²⁵ Cf. à ce sujet le livre de Jean-Luc Maxence sur son père : *L'ombre d'un père*, Paris, Éditions libres Hallier, 1978, notamment pp. 187-212.

III - LA REVUE THÉORIQUE DE LA RÉVOLUTION NATIONALE : *IDÉES*

[Retour à la table des matières](#)

Idées, encouragée et financée par les services de Marion (le périodique reçut 99 000F en 1942 et 140 000 F en 1943 de subventions), voulait aider à la mise en oeuvre des principes de la Révolution nationale dans les faits et les institutions. C'est René Vincent, ami intime de Fabrègues, vieux complice de la Jeune Droite, devenu donc directeur de la Censure, qui la lança en novembre 1941. Le mensuel, de format moyen, publia trente trois numéros jusqu'en juillet 1944 auxquels participèrent l'état-major de Combat et la quasi totalité de l'équipe de *L'Insurgé* de 1937, enrichis de nouveaux noms venus du bergerysme.

Si l'on se réfère aux quatre périodes organisationnelles du Secrétariat à la Propagande (novembre 1941 à avril 1942, mai 1942 à novembre 1942, décembre 1942 à décembre 1943 - avec l'effacement de Marion au profit de Laval -, janvier à août 1944), une étude quantitative des articles publiés permet de distinguer trois étapes dans l'histoire de la revue, que quelques collaborateurs comme René Vincent, le fondateur (23 articles), Hugues Favart (32, critique de cinéma), Jacques Bostan (19, critique littéraire), François Sentein (11, critique théâtral) et Charles Mauban (3), traversèrent dans leur totalité. En tenant compte de chevauchements, on constate que dans les deux premières périodes (de novembre 1941 à novembre 1942), les articles (le nombre est indiqué entre parenthèses) furent signés par Philippe Verdier (13), Jean-François Gravier (12), Kléber Haedens (10, critique théâtral), François-Charles Bauer (8), Jean de Fabrègues (7), Jean Renon (6), Jean Maze (4), Henri Bidaut (4), Jean Baudry (4), Pierre Drieu La Rochelle (3), Olivier Rabaud (2), accompagnés d'une contribution unique de Boudet, Clément, Grenier, Laurent-Cély, Lemar, Gustave Thibon, François Perroux (de qui *Idées* publia une conférence sur la place du prolétariat français dans la Révolution nationale). Dans les deuxième et troisième périodes (de mai 1942 à décembre 1943), s'imposèrent dans la revue, Yvan Christ (11, esthéticien), Guy Poulon (11), Henri-François Rey (11), François-Charles Bauer (8), Armand Petitjean (7), Louis Salleron (6), Jacques Bénet, l'ami intime de François

ques Bénet, l'ami intime de François Mitterrand : (5), Maurice Martindu-Gard (4), Rutilon (4), Maurice Gaït (3), André Fraigneau (2), André Cartier (2). Signèrent un seul article, Noël Fulconis, James Ghislain, Pierre Leforestier, Jean-Pierre Maxence, Hugues Panassié, Guy Prat, Yves Urvoy, La Varenne. Dans les deux dernières périodes on remarque les contributions de Pierre Andreu (14), Philippe de Clinchamps (12, esthéticien), Jean Malabar (historien), Pierre Dominique (7, de son vrai nom Dominique Lucini, journaliste royaliste de tendance fascisante, cofondateur du *Pamphlet* avec J. Prévost et Alfred Fabre-Luce, rédacteur de *La République*, auteur de livres engagés, *Les Fils de la Louve* et *La Révolution créatrice*²²⁶), Gilbert Pradet (6), Serge Jeanneret (5), L. de Gérin-Ricard (4), Paul Mangin (4), Michel Mohrt (4), André Chemizard (4), ainsi que les papiers de Chavannes, Anny, C. Guy, R.J. Monçais, Jean Rolin, Victor Soulenq, Dufourcq, Fouquet, Jacquemet, Yves Leleu, Guy Mercier, A. Pénasse, Paoli et Robin.

Fréquence de participation inégale donc, dans le nombre d'articles et dans le temps. Sans qu'il y ait vraiment eu de scission ou de succession d'équipes divergentes, René Vincent assumait jusqu'au bout la continuité des orientations. Mais, pris pour la plupart par d'autres engagements (professionnels, institutionnels, littéraires), les auteurs qui entourèrent Paul Marion dans les deux premières périodes, tout en restant engagés dans Vichy, cessèrent leur participation lors de l'effacement du secrétaire à la Propagande en novembre 1942 (le numéro 10-11, spécialement consacré à la construction de la Révolution nationale marque, semble-t-il, un tournant chronologique, les premiers publicistes s'effaçant dans les numéros ultérieurs).

La revue, organisée en rubriques thématiques (politique, théorique, économique et sociale, pédagogique, esthétique, littéraire...), évitait systématiquement de parler d'événements politiques précis et de prendre parti dans la lutte entre les tendances du pouvoir vichyssois. Les noms de Laval ou des ministres successifs de Pétain (le seul cité) n'apparaissent jamais. Les événements de la guerre comme la dure réalité de la répression vichyssoise, en particulier la politique antisémite de spoliation, d'arrestation, et de déportation, sont occultés. On ne rencontre pas un texte officiel de propagande ou d'information, a fortiori

²²⁶ Sur Pierre Dominique, cf. Pierre Milza, *Fascisme français. Passé et présent*, op. cit., pp. 182-184.

des articles violents ou directement favorables à la collaboration. La revue se veut respectable, théorique, engagée, mais avec les formes et la "propreté" intellectuelle voulues. Elle constitue, dans l'ensemble de ces articles, une entreprise de distinction symbolique et de légitimation différenciée par rapport aux expériences "étrangères". Les débats d'idées ou les euphémisations que permettent les discours sur les beaux-arts et sur la littérature, banalisent donc les problèmes de la période. Comme si de rien n'était.

Mais l'on est loin de l'optimisme et du volontarisme béat de certaines revues de propagande maréchaliste. L'équipe est constituée d'un mélange explosif d'individualités non-conformistes qui font preuve d'une lucidité critique à mesure de l'évolution des événements. L'ouverture aux lecteurs reste très limitée. À ce propos signalons une enquête du numéro 4 au numéro 9 sur "le rôle de l'intelligence dans la Cité", souhaitant faire apparaître la responsabilité des intellectuels à la fois dans la défaite et dans le relèvement du pays. Y répondirent successivement Edmond Jaloux, Emmanuel Berl, Pierre Gaxotte, Pierre Dominique, H. Daniel-Rops, Gabriel Boissy, Charles Plisnier, René Gillouin, Jean Paulhan, Jacques Chardonne, Jean-Pierre Maxence, René Tavernier, et Henri Massis. Sur cette quinzaine de réponses publiées (qui permet de relativiser l'audience de la revue dans les milieux officiels), certaines se montrèrent compassées, prudentes ou critiques, d'autres plus spirituelles (Pierre Gaxotte écrivit ainsi laconiquement : "En réponse à votre question "Pensez-vous que l'Intelligence ait une part de responsabilité dans le désastre de juin 1940 ? " je crois pouvoir répondre qu'il serait plus équitable d'incriminer la bêtise"). Faible influence, en définitive.

Sans former un bloc, une pensée par bataillon, la revue n'en révèle pas moins une convergence de valeurs, une cohérence doctrinale et une densité particulièrement sensibles dans les douze premiers numéros (notamment celui consacré à la construction de la Révolution nationale, de septembre 1942). On peut considérer l'ensemble des textes comme un corpus unique, certes parfois profondément contradictoire, mais complémentaire. Il s'agit d'une revue d'équipe, non d'une collection hasardeuse, bigarrée, juxtaposée d'individualités. Chacun écrit et participe librement, mais le comité de lecture imprime une direction commune. Le groupe est discrètement soudé autour du Secrétariat à l'Information et à la Propagande. Le "poids" des articles reste inégal : ceux de politique et de théorie pèsent plus "lourd", dans l'engagement que des papiers de critique esthétique, souvent anodins, qui cautionnent le régime dans l'espace symbolique

dins, qui cautionnent le régime dans l'espace symbolique de la revue. Il en est de même des choix thématiques, du style ou des positions personnelles affichées.

Il est intéressant de résumer le contenu *d'Idées* en prenant le parti méthodologique de présenter les articles publiés comme une orchestration idéologique globale. Une certitude apparaît à la lecture de ces textes : on est en présence de ce que l'historien de la littérature comparée, Marc Angenot, appelle un "discours pamphlétaire" ²²⁷ (nous y reviendrons). Cette forme exprime bien la pensée non-conformiste en continuité avec ses conceptions d'avant-guerre.

L'opposition manichéenne entre le monde de la "vérité" politique et celui de l'imposture saute aux yeux. L'équipe du mensuel découpe la réalité en deux. D'un côté, l'anti-France, le "satanisme à rebours" (Guy Poulon, n° 24), l'ancien monde politique d'avant 1940 et la survivance des "ennemis". De l'autre, l'univers de la "vraie vie", de la Révolution nationale et de ses "amis".

L'empire du mal ? C'est "l'immédiat présent" ou encore la France d'avant 1939. Dans le premier numéro, Jean Maze stigmatise le "libéralisme universel", porteur d'éclectisme, de confusion, d'indiscipline, d'anarchie. Ce "monde à l'envers", c'est celui de la démocratie, de la "France-formule", de la "liberté" abstraite et du droit, qui a produit l'égalitarisme utopique, l'individualisme, la "démence libertaire", donc l'instabilité et la désertion, fatales en 1940. Le "régime des factions", "démobourgeois", n'était qu'une "tromperie de mots" ("Nous n'avons plus le droit de nous payer de mots. Les mots ne valent plus rien. Les plus nobles ont été avilis par les menteurs de chaire et d'estrade", n° 1, p. 9). Comment parler de liberté et de droit, alors que les élites étaient asservies à la dictature de la masse et que les masses l'étaient à celle de l'or, au ploutocratie capitaliste et au matérialisme "aveugle". Maze dénonce au passage, dans son amalgame, Mandel et Reynaud, ces "heimatlos" ("sans-patrie"). René Vincent (n° 2) vitupère la "fiction démocratique", source de divisions, de confusions, de déchéance, de facilité. L'ennemi est incarné par le visage de Grévy, de Sarrien, d'Herriot. Le rédacteur en chef parle encore de "mal démocratique" (n° 25). Jean de Fabrègues (n° 10, p. 45) assimile lui l'association contractuelle, le droit, les libertés formelles de la démocratie aux déviations d'une " cité verbeuse", à de "l'anarchie"

²²⁷ Marc Angenot, *La parole pamphlétaire. Typologie des discours modernes*, Paris, Payot, 1982.

potentielle, à une "société tyrannique". Charles Mauban (n° 3) repère les "ennemis de l'intérieur", la maçonnerie, la juiverie, le capitalisme libéral, dénommés par Drieu La Rochelle (n° 5) "broussailles maçonniques et juives, rationalistes et démocratiques". L'antisémitisme est plus discret que dans certaines revues tonitruantes de la période, mais sensible au fil des articles : Léon Blum est qualifié "d'étranger qui ne s'assimile pas à la France" et de "Juif apatride" par René Vincent (n° 6, compte-rendu du procès de Riom), et les articles d'Henri Bidaut (n° 12) et André Cartier (n° 22) contiennent des propos sans ambiguïté. Armand Petitjean ne fait pas dans la dentelle. Il se déclare satisfait de l'élimination par la Révolution nationale des "parasites", de la "crasse de surface", comprenant là les "juifs étrangers", les capitalistes "anglo-saxonisés", les "francs-maçons conscients et organisés" et les communistes "aux ordres des russes" (n° 10-11, p. 14). Un de ses articles (n° 17, pp. 23 -39) s'intitule froidement "les ennemis de la Révolution" : sont au tableau du déshonneur les communistes, qui ont dans la politique le "même rôle que les juifs dans l'économie", les francs-maçons, mais aussi cette fois les démocrates-chrétiens (qui traitent les révolutionnaires de "païens" ou de "nietzschéens"). Autre fléau, et non des moindres : les "vieux cadres" barricadés dans les corps constitués (Église, Armée, Diplomatie, Université, Haute Administration). Petitjean regrette encore l'altération de "l'ethnie française", l'alourdissement des composantes raciales, l'envahissement du pays par "la Babel de ses hôtes, résidus de l'humanité", qui, par rapport au corps de la nation, ne sont que des "toxines sclérosantes et dissolvantes" (n° 12, pp. 19-20).

Tous ces non-conformistes n'ont pas oublié leur non-conformisme d'avant-guerre : François Gravier (n° 4) note le poids des instituteurs et de l'école (ce "temple d'une théologie d'État"), Maurice Gaït (n° 7) accuse le "confort petit-bourgeois" (Drieu, lui, ricane sans cesse sur "le Français moyen"), les "bien-pensants", les "attentistes", les "malins", les "tricheurs", sans oublier la vieille droite paternaliste et ses bonzes scolastiques, les élites bourgeoises des grandes écoles républicaines et l'égoïsme de nombreux patrons (Jean Maze se méfiait déjà dans le premier numéro des "contre-révolutionnaires" qui s'annexaient la révolution, comme des "agitateurs de salons et de bistros"). Haro aussi sur les "masses dissolues" ou "amorphes" et sur les "élites sclérosées" (Petitjean, n° 10). Jean-Pierre Maxence, qui réclame une "révolution révolutionnaire", veut "balayer" les trusts, la franc-maçonnerie, la démocratie, le marxisme (n° 10). Il

trusts, la franc-maçonnerie, la démocratie, le marxisme (n° 10). Il crache au passage sur les "chiens dilettantes" de l'aristocratie intellectuelle qui se délassent en fumant de l'opium, pour échapper "à la honte d'eux-mêmes". Faire la révolution, pour cet exalté, c'est "extraire la gangrène de la France", vider les ronds de cuir, les "survivants sordides" du monde démocratique, fuir la honte, les leurres qui ont mené jusque là le "troupeau d'aveugles, de lâches et de chiens couchants" (notons la redondance de l'image des "chiens", si prolifique en politique, surgie de l'imaginaire fasciste).

Le mal, c'est aussi la défaite dont sont responsables tous ces ennemis de l'intérieur. De nombreux propagandistes d'Idées y vont de leur témoignage personnel sur le traumatisme causé par la débâcle de juin 1940. Drieu La Rochelle, dans sa vision crépusculaire du monde, rappelle le sens du tragique et la présence de la mort que les événements impliquent. Fabrègues (n° 1) fait parler la France "souffrante et gisante" qu'il a rencontrée sur les voies encombrées de réfugiés et de soldats en déroute, mais aussi dans les camps de prisonniers, comme René Vincent. Réalité noircie d'orages, infernale, hostile, peuplée d'ennemis et de saboteurs, de mensonges et d'illusions. Le "chemin de la mort" (Jean de Fabrègues, n° 10, p. 43).

Une autre réalité est érigée face à cette négativité : celle de la résurrection de la France, grâce à la Révolution nationale. La révolution, c'est d'abord un "chef". C'est ensuite un État, au-dessus de la communauté nationale, elle-même au dessus du peuple et des "personnes" individuelles. C'est enfin des révolutionnaires (remarquons que la hiérarchie théorique de la revue est l'inverse de celle des personnalistes décrite par Emmanuel Mounier et Jean Lacroix dans les numéros d'Esprit de 1940 ou dans des écrits antérieurs).

D'abord "le miracle Pétain". Comme Jeanne d'Arc, c'est un "sauveur". Il est resté sur le sol national. Il est "le visage de la France" (Fabrègues). Il incarne la France. Il est le chef suprême qui montre l'exemple, donne l'impulsion de la révolution à construire. René Vincent, en reconnaissant qu'il a établi sa gloire dans le combat, rejoint le romantisme fasciste de Jean-Pierre Maxence (argumentaire pathétique) admirateur de ce vieux soldat qui a vu "la mort en face" et l'affronte tous les jours en raison de son grand âge (n° 10-11). Après le Chef, vient l'État.

L'État doit être fort. C'est un pouvoir autoritaire. Il intègre les personnes dans la communauté hiérarchisée. Pour François Gravier (n° 1), il assume une "fonction paternelle" (en contrepoint, l'image barrèsienne de la mère étant la France, "terre d'histoire", "la plus humaine des nations"). L'État, c'est "l'idée centrale", le "dessein qui est son propre moteur", "un but charnel" qui incarne l'unité de la société. Il permet à celle-ci d'être "une personne" ("respecter la personne nationale, c'est respecter l'État"). Inversant la problématique personnaliste d'Emmanuel Mounier en la récupérant, Gravier assimile la nation à la société et la société à une personne. Un peuple n'est qu'une communauté naturelle non organisée. La nation est un peuple qui se donne un destin, à travers une volonté. C'est l'État qui construit la "vocation" d'une communauté nationale. Et Gravier de rêver sur le papier un "remembrement organique" néomonarchique avec ses "prévôtés", ses "bailliages", ses "provinces", conservant cependant des... régions préfectorales (n° 10-11). L'État nouveau sera simple et dur :

"Si l'État n'est pas dur, le peuple ne se concentre ni pour la pensée, ni pour l'action. De même que la poésie trouve sa plus grande densité sous la contrainte de la rime, les communautés populaires ne trouvent leur plus grande richesse que dans le cadre moteur d'un État libre" (n° 10, p. 82).

Dans le même sens, Philippe Verdier, qui cite à l'appui Saint-Augustin et sa théorie des "cercles d'amour concentriques", parle d'un "État-chef", premier, préexistant, "archétype", forme déterminante, esthétique et normative, d'essence politique et non sociale, comme la communauté ("ce n'est que par rapport à l'État que l'homme se saisit dans sa totalité temporelle, historique, politique", n° 10-11, p. 54). Avec l'État, la communauté prend conscience de former une totalité. Il faut donc le servir, car il est le "garant des individus" (cela dit non pas au nom d'un "panétatisme", mais au nom d'un "panpolitisme"). Malgré ces accents maurrassiens ou fascisants, Verdier aime à citer Michelet, pour qui la France n'était pas une "race", mais une "nation".

Jean de Fabrègues fait entendre un son de cloche différent, mais complémentaire. Le concept premier, pour lui, n'est point l'État, mais la "communauté nationale". Il s'inspire là du communautarisme à la mode à Vichy, théorisé par le très officiel François Perroux (conseiller national, orateur aux Cercles Jeune France, secrétaire général de la Fondation française pour l'étude des

problèmes humains ²²⁸). Le fondateur de Combat pose le couple notionnel antinomique Communauté vs Société. La société, c'est le mal, la liberté de destruction de soi et de dissolution de la communauté. Le droit anonyme et froid, le contrat abstrait, le lien social par l'avoir. La communauté, à l'inverse, c'est une indestructible unité, un lien de solidarité de vie, plus fort que l'État (qui est historiquement un phénomène récent), et plus fort que le sang (qui est mélangé). La communauté, lien social par l'être, reste un donné, un cadre qui préexiste à l'homme (c'est "une mère-nature"). Relation durable, elle s'inscrit dans la nature humaine avant tout contrat et toute institution ("nécessaire avant le consentement des hommes, la communauté est essentiellement autoritaire"). C'est ce qu'exprimait le vieux Maurras, poursuit Fabrègues, quand il affirmait que le pouvoir n'est pas une idée mais un fait. C'est la communauté, forme sociale d'autorité, qui permet à un individu d'être une personne. Elle est "en nous", avant nous. C'est un "être-là" (sic) qui nous fait et qui dépasse le moralisme angélique et volontariste qui croit pouvoir construire la Révolution nationale par décret. La communauté française, ce sont les valeurs françaises dans nos sangs, dans l'État, dans notre sol, qui nous viennent du passé historique de notre civilisation. C'est aussi nos conditions sociales. La communauté nationale nous attend à notre naissance, nous fournit nos cadres de vie et nos idées (notre notion de la vie et de la pensée). La communauté refuse l'idée de liberté de la personne. Fabrègues, à l'opposé du personnalisme de Mounier, écrit :

"La communauté française nous dit qu'il est des conditions d'une vie communautaire et que l'histoire les dicte. Là-dessus, point de liberté, point d'autonomie, point de contrat, point de personne ni de personnalisme : il y a des conditions de cette personne même, économiques, et politiques ; les découvrir et les construire, c'est le premier devoir communautaire avant que de crier à la personne ou à la liberté" (n° 1, p. 32).

²²⁸ Ladite Fondation, instituée par la Loi du 17 novembre 1941, revue le 14 janvier 1942, comptait dans le Comité exécutif : le docteur Alexis Carrel, Hubert Lagardelle, Bichelonne, René Gillouin, Alfred Sauvy, Gustave Thibon. Elle prétendait promouvoir une "anthropotechnie de l'homme civilisé", dans ses dimensions totales, économiques, sociales, culturelles et raciales. Son institutionnalisation marquait la reconnaissance officielle par la Régime de Vichy du Centre d'études des problèmes humains (9 rue Lincoln, Paris, 8e), fondé en 1936 par Alexis Carrel, qui comptait parmi ses membres notamment Georges Guillaume, Aldous Huxley, Jean Coutrot, René Gillouin, le docteur Martigny, Alfred Sauvy, Jean Ullmo...

Cela signifie qu'il faut accepter sa condition, sa place sociale. Belle contradiction en tout cas, entre une communauté prétendue préexistante, et cette formulation d'une "construction" des conditions nécessaires à son épanouissement. Fabrègues révèle ici son pessimisme aristocratique. Pour lui, les hommes ne sont pas identiques. L'homme est susceptible de faire le mal et a besoin des institutions pour le protéger contre lui-même. Il ajoute, au nom de ce qu'il appelle son "réalisme thomiste" :

"Une notion de la cité qui compte sur la bonne volonté des citoyens, sur leur transformation personnelle, une société "personnaliste" pure est donc appelée à échouer : elle n'est pas de l'ordre de la cité. Tel est l'enseignement du réalisme catholique, on ne saurait l'oublier (...). N'attendons pas de la cité qu'elle fasse devenir tous les hommes moraux, n'attendons pas que les hommes soient tous moraux pour avoir une cité juste. C'est justement pour des hommes défaillants que la cité existe" (n° 4, p. 56).

La communauté n'est pas porteuse en soi de rédemption. Cet "ensemble d'intérêts communs, de droits liés, de nécessités à respecter ensemble, de traditions et de buts communs" (n° 4, pp. 52-53), n'implique point une volonté idéologique, mais seulement un vouloir vivre que les institutions et les moeurs construites rendent effectives. La communauté existe pour redresser les déviations individuelles. Fabrègues, explicitement, se réclame à la fois de Maurice Hauriou, du Père Schwalm, du Père de Pascal, de Renard, ainsi que du "communautarisme" de François Perroux. Les communautés s'organisent pour défendre l'homme contre lui-même. De façon tout aussi contradictoire, le rédacteur de Combat, tout en refusant l'idée de volonté libre, prêche pour l'action et l'organisation de la "nature communautaire" :

"Il n'est de communauté, même naturelle, que par un fondateur puis par un chef conservateur, La communauté de la Révolution nationale française devra en même temps se nourrir des mouvements spontanés des hommes, mais savoir que la vie sociale exige une sécurité que peuvent seules assurer des structures : institutions, moeurs, États" (n° 10, p. 45).

Autre oxymoron caractérisé : l'homme doit être conduit, mené, aidé, construit (par les moeurs, l'école, l'exemple, le temps, l'effort...). Mais il reste un être libre. Fabrègues entend par liberté la maîtrise du jugement, de la décision, le "retour à la

raison", non le bon vouloir. Il fait à nouveau appel à la "parole chrétienne", qui, elle, comprend que

"la vérité délivre de l'erreur qui entrave l'action de tout ce qui asservit l'être à la part faillible de lui-même" (n° 10, p. 48).

Il termine par ce glissement argumentaire :

"Telle est la liberté qu'à travers des institutions et des moeurs l'État doit servir".

Conclusion : un "État nouveau", à la fois "fort", mais aussi "au service de la liberté humaine et des valeurs humaines" est nécessaire (n° 10, p. 47). On maintient la vie intérieure de la personne (Fabrègues nuance François Perroux qui définissait la communauté comme "la fusion des activités dans l'ordre externe, des consciences dans l'ordre interne", n° 10, p. 45). Mais, en même temps, on s'efface devant l'État qui assure "la sécurité de la loi et du citoyen" et protège "le corps de la Nation", défend celle-ci contre des "virus moraux" (n° 10, p. 48), assume son "unification morale", protège "le retour de la nation à elle-même", met chacun "face à face avec lui-même". Il faudra pour cela libérer l'État des politiciens et des trusts, et poser la nécessité d'une "révolution des valeurs" qui, contrairement aux autres "révolutions du XXe siècle", attachées aux mythes du prolétariat, de l'État ou de la Race, ne peut être assimilée à un mythe (la Révolution nationale française se veut, selon Fabrègues, lucide et réaliste, en raison des difficultés et des nécessités de l'action), ni à une simple mystique du chef entraînant la passivité du "corps social" (n° 6, p. 53). Les bonnes institutions ne naîtront que si un certain esprit et des chefs appropriés les engendrent, les font vivre, avec certaines valeurs. D'où cette conclusion, très syncrétique :

"Parce qu'elle sait qu'il y a ainsi dans l'humanité des valeurs de salut et des fuites dans l'inhumain, la Révolution nationale devra d'abord créer les institutions et l'État qui assureront à l'homme le climat de moeurs véridiques, à la communauté nationale la justice des rapports sociaux et la sécurité dans les rapports politiques (...). La Révolution nationale française prendra sa place dans les révolutions du XXe siècle, là où elle est réservée pour la part de la France, nation ancienne, nation chrétienne" (n° 10, p. 49).

Mais comment construire ces institutions et ces moeurs, cet "État nouveau", sans des hommes pénétrés de valeurs révolutionnaires ? Et lesquelles ?

Le pessimisme de Jean de Fabrègues, que nous venons d'observer, induit la croyance en la primauté du politique par rapport à l'esprit, et en une inégalité humaine fondamentale : pour lui, la Révolution nationale s'est construite dès le départ "par en haut". Au sein de la communauté nationale certains hommes sont "plus que d'autres" et peuvent "apporter plus" (il parle de "nouveaux aristocrates rayonnants", dispensateurs de "joie et de grandeur"). Ces hommes nouveaux de la révolution par le haut étant au dessus de la "masse amorphe", auront-ils assez de leur élitisme même pour triompher ? Fabrègues conserve un certain recul, une prudence par rapport à l'activisme d'autres pamphlétaires de la revue. Son "réalisme thomiste" fait resurgir le poids des choses, la lucidité et la raison critique qui impliquent un sens et une mesure des réalités : tout n'est pas possible, il y a des lois que l'on ne transgresse pas, les chemins sont difficiles. La France, qui représente "les valeurs de notre vie", poursuit-il, est héritière d'une certaine civilisation du progrès, de la démocratie, du libéralisme, du jacobinisme, comme de la monarchie tempérée. Elle est un mélange d'un certain humanisme et d'un certain christianisme (n° 8, pp. 26-38). Il faut donc tenir compte du poids de ce passé, mais aussi du sentiment chrétien des faiblesses humaines qui ne peut croire en une liberté pure du bon plaisir "liée par rien" (Mounier partagea, on l'a vu, une partie de cette analyse, en 1940, mais dans un sens inversé, au nom d'un catholicisme différent).

Les "romantiques fascistes", pour employer la désignation de Marc Angenot, ne sont point freinés par ces scrupules. L'éditorial du premier numéro, où l'on sent la pâte de René Vincent, parle du passé comme d'un réservoir symbolique de la "vitalité de la race". L'ordre nouveau sera "forgé" dans l'effort, la volonté, l'action, la discipline. La défaite et son humiliation appellent le sursaut, l'épreuve, la hardiesse, le défi. La France ne se sauvera que par elle-même, en luttant, en épousant une "vie frémissante et dangereuse", "un principe unique de vie". Il n'y aura pas de révolution sans esprit. Certes, Vincent avoue qu'il faudra éviter "le romantisme révolutionnaire" comme le "planisme" utopique, mais il défend l'idée d'une "morale virile", d'un goût du risque et de l'aventure, de la conquête. Le ton reste encore modéré. Il l'est moins chez Charles Mauban qui parle lui de "don du sang", de pureté, de dureté. Les hommes nouveaux seront seuls ("mais nous avons le Maréchal"), ajoute-t-il :

"Plus que les révolutionnaires nationaux d'avant la guerre et la déroute, ceux de 1942 sont pareils à ces gladiateurs, seuls, dépouillés, tendus, parmi des spectateurs qui les regardent et qui se taisent, attendent de connaître et d'acclamer les victorieux" (n° 3, p. 8).

Maurice Gaït est lui aussi "réaliste", à sa manière. Les "francstireurs" de gauche et de droite n'auront pas la confiance de tous. Ils devront avoir le goût de la "vie exaltante". Jean Maze, à l'opposé, propose pour réussir, de faire peuple, de "conquérir Belleville". Il valorise les pêcheurs, les paysans, les ouvriers, sans lesquels la révolution ne se fera pas. Moins fataliste que Fabrègues, il considère que ce sont les révolutionnaires qui construiront une communauté en apportant aux masses l'éducation politique nécessaire et en appliquant par tous les moyens les principes de la Révolution nationale. Jean Pierre Maxence va plus loin encore (n° 10-11, "Révolution révolutionnaire"). Pour lui, il n'y a pas de révolution sans violence. Il faut imposer l'ordre nouveau, allumer un incendie ("nous allumerons un incendie civique ou nous ne brûlerons plus d'aucun feu"). La révolution, c'est un style de vie intense, pur, rigoureux, un feu intérieur personnel. Pour s'imposer à un peuple, il faut une "volonté de puissance". Le révolutionnaire doit être lucide, sans illusion. La solitude, la fidélité, la camaraderie sont ses seuls recours. Il agit dans un "no man's land psychologique". Il lance un combat, affronte la mort, le "fer rouge", l'implacable. Il est le "chevalier d'une chevalerie neuve", virile, orgueilleuse. Il ne craint pas la mort. Cet aristocrate fasciste, désespéré, lance contre les volontaristes et les dilettantes :

"Vous savez bien, mes jeunes camarades, que vous n'avez rien à attendre ni d'un régime, ni d'un système, ni d'une théorie, ni d'un livre ; ni d'un maître, ni d'une école, ni d'un allié, ni d'un ennemi. Vous savez bien que vous pèserez demain votre seul poids dans la balance d'un monde tragique, que la France pèsera le seul poids de son être, le seul poids du sang, du muscle, de l'esprit, de l'âme de ses fils" (n° 10-11, p. 8).

Armand Petitjean, malgré une pensée brouillonne, est loin de partager ce pessimisme. Il se démarque explicitement du "tempérament fasciste français" de Drieu, Rebatet, Céline, Maxence, tentés par un "désespoir nihiliste" et une "allègre anarchie" (n° 10-11, "Notre problème révolutionnaire", pp. 14-19). Contre l'Action française ou les "fascistes d'occasion", il considère d'abord que le problème ne se réduit pas à la question des institutions, du régime, de la redistribution des biens (comme le croit Pucheu), ou d'une "question d'hommes". Pour lui, la communauté française doit d'abord retrouver des "valeurs sacrées" (n°

la communauté française doit d'abord retrouver des "valeurs sacrées" (n° 10-11, p. 14). Certes, la France a commencé sa Révolution nationale mais le mal de l'Occident subsiste : la perte des instincts nationaux et sociaux. Les totalitaires du XXe siècle ont accompli leur Nation. Mais la France avait commencé bien avant avec les Jacobins, premier exemple de "fascisme français" (sic), dans leur rigueur sacrée, leur culte de la Nation, leurs troupes de choc, leur administration dictatoriale. Petitjean, qui reprend là la liturgie syncrétique de l'ouvrage publié par Drieu en 1934, *Socialisme fasciste*, considère que 93, contre 89 et 92, instaura le principe de l'Europe totalitaire et posa le dépassement de la Nation. Il ajoute :

"N'en déplaise aux docteurs de l'Action française, c'est au moment où les Français ont pris possession de leur génie et de leurs territoires nationaux, face à l'Europe conservatrice, qu'ils ont fait leur Révolution nationale. Ils ne la referont pas 150 ans plus tard" (n° 10-11, p. 16).

La nation française existe donc. Il reste à l'étendre à l'Empire ("aux limites de l'ethnie française"). La "révolution nécessaire" consistera à trouver une nouvelle mystique au dessus des mythologies et des confessions de chacun, au dessus des "races" et des provinces, des castes et des classes. La France ne peut être "fasciste" puisqu'elle ne dispose pas du support social du fascisme, les classes moyennes (d'ailleurs, le "Français moyen" n'est-il pas une "nullité Politique par excellence" ?). Il faut pour avancer, créer une " aristocratie nouvelle", un "peuple organisé". Comment ? En s'inspirant du génie français, de l'âme française. En retrouvant la pureté, sans imiter les révolutions étroitement nationales. La France a son Empire qui lui donne un destin supranational. Petitjean cite là le modèle (comme pour son "ami" Mitterrand et Claude Roy) de celui qui l'inspire, Jose Antonio Primo de Rivera, auteur de cette pensée :

"Je n'aime pas la physique de l'Espagne parce que j'aime sa métaphysique" (n° 10-11, p. 18).

Le "faisceau de camaraderie" des révolutionnaires sera toujours minoritaire. Cette "poignée d'amis" ("section de notre Parti, première pierre de notre Église"), devra engager une "lutte fanatique" avec une "intransigeance mystique", pour "limage sainte" d'une "France totale". La révolution "nécessaire" devenue " possible", n'est que "préliminaire" (n° 14). Elle s'appuiera, contre vents et marées, sur trois forces convergentes, et sur elles seules : les francs-tireurs d'avant-guerre, les anciens combattants de 39-40, les "combattants nationaux et socialistes

anciens combattants de 39-40, les "combattants nationaux et socialistes français de 40 et 42".

Selon Petitjean, les premiers sont composés d'abord des petites avant-gardes intellectuelles" de *Je Suis Partout*, de *Combat*, de *L'Insurgé*, de *l'Ordre Nouveau*, de *La Flèche*, de *Critique sociale*, "et même *d'Esprit*, *d'Avant-Poste* ou de *La Révolution prolétarienne*, "rencontre des extrêmes" uniquement théorique. À ces écrivains critiques, il faut joindre les jeunes ligueurs d'extrême-droite, plus ou moins opposés à l'Action française (des Volontaires nationaux, de la "Cagoule", du PPF). Si, dans les années 30, il n'y eut jamais de regroupement des "extrêmes" sur le plan politique, le PPF eut un rôle à part (sacrifiant à des manifestations brillantes au détriment d'une organisation de base, de l'élaboration d'une doctrine propre, ce parti trouva cependant son chef, sa "mystique du pouvoir et sa légende"). Dernière phalange de ce bataillon extrémiste : les francs-tireurs de gauche, opposés à l'époque aux contacts avec les nationaux, mais aussi au stalinisme, à la "juiverie", à la franc-maçonnerie et au matérialisme historique, c'est-à-dire les dissidents de la IV^e Internationale trotskiste, la gauche révolutionnaire du Parti socialiste, le Parti socialiste ouvrier et paysan, certains néosocialistes (sic).

Seconde composante : les jeunes soldats de 39-40, confrontés à la mort, au sacrifice. Ils ont du mal à passer au politique, malgré les tentatives lancées à la Légion et aux Volontaires de la Révolution nationale. Petitjean, disciple de Drieu, les compare aux squadristes fascistes. Il veut mobiliser les "entraîneurs des corps francs", dont la mystique retrouve

"spontanément "l'ordre de choc" de Carnot et des Jacobins en même temps que la chevalerie héroïque d'antan" (n° 14, p. 4).

Il rend hommage à la mémoire du lieutenant Franconi et au "vivant exemple" de Joseph Darnand, ajoutant (prémonition par rapport au modèle ultérieur de la Milice) :

"Nous aurons besoin de la mystique des corps francs pour les troupes d'assaut de la révolution" (n° 14, p. 4).

Quant à la cohorte des militants "nationaux et socialistes français", malgré le sabotage de la Révolution nationale, les blocages des ministères et des autorités officielles, on la trouvera dans le pays. Pour la zone non occupée, dans les organisations de jeunesse, notamment parmi les délégués à la propagande et à la

sations de jeunesse, notamment parmi les délégués à la propagande et à la restauration paysanne. Pour la zone nord, dans des "organisations artificielles" (RNP, Parti Ouvrier et Paysan, PPF, MSR, Francisme, Gerbes françaises, Front social du Travail, Mouvement national Révolutionnaire, isolés), divisées par des guérillas de chefs et de prestige. Pour l'Empire, dans les forces du PPF, dans le Parti populaire algérien, voire dans le Destour.

Pour Petitjean, ce "noyau de base" de la révolution devra étendre son recrutement et se renforcer grâce à une "mystique" et une discipline communes. Il convaincra tous ceux qui ressentent la nécessité d'une "révolution française", comme les éléments influencés par les cadres, les guides ou les directeurs de conscience "contre-révolutionnaires". Cette avant-garde s'opposera quoi qu'il arrive à la masse attentiste des Français, attachée au retour au passé. Il faudra "violenter" l'opinion française et accepter de risquer sa vie et sa réputation pour participer à une telle mission.

Nul mieux que René Vincent n'a résumé la nature de la "Révolution nationale française" escomptée. Celui-ci rejette le qualificatif de "totalitaire" ou de "germanisme" que lui lancent les tenants de la "veille idéologie démocratico-libérale". La Révolution nationale n'est pas "amenée dans les wagons de l'étranger" (n° 2). Elle s'inscrit parmi "les plus modernes" expériences européennes de révolution politique, mais elle découle d'une tradition française qui puise ses racines dans la solidarité communautaire du Moyen-Age chrétien et s'inspire des grands exemples de Saint-Louis, Louis XI, Henri IV, Sully, Richelieu, Colbert, Robespierre, Bonaparte, Talleyrand, Ferry ou Lyautey. Sa caractéristique historique ? Elle a commencé "par en haut". Venue du sommet de l'État, elle doit se diffuser à travers la nation. Comme elle s'est d'abord réalisée dans les institutions étatiques, cela lui a évité les tâtonnements, les excès et la violence d'une prise de pouvoir par la force. C'est une révolution "propre", qui n'est pas passée par la voie conquérante prise en Italie, en Allemagne ou en Espagne, partant de groupes de corps francs autour d'un chef, passant par la constitution d'un parti de masse, puis par la conquête de l'État et la fabrication totalitaire de la nation. La France a aussi "improvisé" sa révolution en fonction des événements de la guerre. Avant 1940, il n'y avait pas de "parti révolutionnaire", mais seulement des individualités révolutionnaires isolées dans des partis et des mouvements différents. La déclaration de guerre, imposant une union sacrée, a rendu impossible toute action. C'est "du jour au lendemain" qu'a

dû être lancée par en haut, avec ou sans ces révolutionnaires, une révolution. Celle-ci a donc pour caractéristique principale d'être empirique. Souhaitée, préparée avant 1939 "par nombre d'esprits clairvoyants", elle a été réalisée sous la pression des événements. Vincent réaffirme haut et fort, comme tous les publicistes d'Idées, que cette révolution, loin d'emprunter ses modèles à l'étranger, les trouve en France, dans sa riche tradition monarchique, jacobine et napoléonienne -ce que reconnaissait déjà Georges Valois dans les années 20. Ses précurseurs sont "multiples et brillants". C'est plutôt la France qui a prêté ses idées révolutionnaires aux autres (bel exemple de stratégie distinctive de résolution du "dilemme nationaliste autoritaire"). Elle ne manque point d'idées, de doctrines. Seulement de discipline révolutionnaire et d'une mystique généralisée, appuyée sur les rites, le sens du serment, la volonté.

Sur les origines doctrinales de ladite révolution, les non-conformistes rivalisent de références. Charles Mauban (n° 10-11) réaffirme cette idée que toutes les révolutions du XXe siècle ont puisé leurs formules dans la pensée de Gobineau, de Sorel et de Maurras, ou se sont inspirées des deux "familles doctrinales" "révolutionnaires nationales" : celle de Bonald, Le Play, La Tour du Pin, d'un côté, celle de Proudhon et Sorel de l'autre. Jaurès est même convoqué en tant que fondateur d'un corporatisme à la française. En 1940, les deux tendances "extrémistes" ont enfin fusionné pour tenter de construire une "révolution intégrale et totale". À ce propos, Armand Petitjean (qui préfigure les thèses de l'historien Zeev Sternhell empruntées à Georges Valois, et qui montre que selon le non-conformisme on peut être à la fois socialiste et nationaliste barrèsien), constate en ces termes l'échec de la première et unique tentative de rencontre entre les deux voies :

"Les conjonctions de force qui dépassaient l'instinct de classe n'ont pas été plus heureuses. La rupture entre L'Action française et le syndicalisme révolutionnaire, dont l'alliance constituait, avant 1914, à peu près la seule chance d'explosion révolutionnaire féconde, ne fut jamais reconsidérée sérieusement par la suite, même par les entreprises comme celle du Faisceau de Georges Valois en 1924. Certes, nous avons eu des théoriciens remarquables de la Révolution comme Proudhon ou Sorel, de la Réaction comme de Maistre, Le Play ou Maurras, et des nationaux-populaires comme Péguy. Aujourd'hui même, les jeunes francs-tireurs de droite et de gauche sont tout surpris de se retrouver côte à côte. Mais ils n'ont pas considéré leurs brillantes critiques du régime comme devant être promues par un parti organisé, marchant à la conquête du pouvoir. Rien n'est plus significatif que la façon dont Proudhon ou Péguy parlent de la Révolution ou dont Maurras développe depuis 35 ans son "royalisme" :

dont Maurras développe depuis 35 ans son "royalisme" : comme d'une sorte de critique permanente du désordre établi. Et c'est assurément par delà nos frontières que le nationalisme et le socialisme français ont trouvé le plus d'échos" (n° 12, p. 20).

Maxence compare Proudhon, Sorel, Maurras et Péguy à des antiRousseau". Guy Poulon (n° 17, p. 55), insiste sur le fait que Mussolini s'est toujours réclamé de Sorel et de Maurras et que Salazar ou Franco ont eux aussi invoqué Maurras et La Tour du Pin, ce qui montre bien la "primauté doctrinale de la France", "inspiratrice", "mère" de tous les "mouvements de libération nationale". Et ce jeune propagandiste de citer Saint-Simon, Proudhon, Louis Blanc, Auguste Comte, Le Play, La Tour du Pin, Renan, Sorel, Lagardelle, Maurras (il utilise là l'étude de Valléry-Radot, de *Je Suis Partout*, sur *Les sources d'une doctrine nationale*, Paris, Sequana, 1942). Gaëtan Sanvoisin complète cette liste (n ; 22), en faisant appel à des noms moins connus ou oubliés : Gougenot des Mousseaux (*Le Juif, le judaïsme et la judaïsation des peuples chrétiens*, 1869), Toussenel, Drumont, Vacher de Lapouge, Daniel Romée, Gabriel de Tarde, Iules Soury, Cournot, Auguste Chirac, Claudio Jeanet, Charles de Ribre, Jacques Valdour... Il livre encore cette déclaration de Mussolini à Henri Béraud de 1928 :

"Je dois l'essentiel de ma formation politique à Georges Sorel, à Gustave Le Bon, à Balzac, trois français" (n° 22, p. 17).

Le socialiste national Pierre Andreu est aussi explicite : il publie divers articles sur Drumont et Sorel. Au sujet du premier, il conclut :

"Drumont, avec sa *France Juive*, sa *Dernière Bataille*, sa *Fin d'un Monde*, a été un des grands précurseurs de la Révolution nationale et de notre socialisme national (...). Drumont a sa place, particulièrement sur le plan de l'action, parmi les grands maîtres de notre pensée, Proudhon, Maurras, Péguy, Sorel, et, n'est-il pas paradoxal que lui, l'ennemi des juifs, il fasse surtout penser par la pitié mâle" (Bernanos) de ses livres, au dreyfusard Péguy" (n° 24, pp. 28 et 31).

Pierre Andreu s'intéresse aussi à l'antidémocratisme et au "catholicisme dur" de Sorel (n° 26 et n° 27), au corporatisme de La Tour du Pin (n° 28), comme à la pensée tragique de Drieu La Rochelle, son vieil ami de *La Lutte des Jeunes* de Bertrand de Jouvenel (n° 32). Répétons-le : pour le non-conformisme, sont compatibles le catholicisme, le socialisme, le nationalisme, le patriotisme, l'antisémitisme, le corporatisme, le communautarisme, et un "personnalisme"

tisme, le corporatisme, le communautarisme, et un "personnalisme" collectif (point individuel).

Jean de Fabrègues reconnaît les mêmes inspirateurs à cette Révolution nationale française mais, ajoute-t-il, celle-ci mélange plusieurs systèmes d'idées. Elle ne forme point une doctrine unique, homogène. Le maréchal Pétain a effectué un choix "éclectique" entre des idées divergentes, liées aux événements, en retenant leur dimension réaliste. Sur le plan des idées, en tout cas, la revue rend hommage à diverses reprises à Charles Péguy, le plus cité (Jean Maze, n° 1, Philippe Verdier, n° 5, François Gravier, n° 6, Maurice Gaït, n° 7). Viennent ensuite Barrès, Maurras (très critiqué cependant par certains, comme Petitjean), Fustel de Coulanges, Renan, Sorel, de Mun, Cochin, Léon Daudet, Henri de Man, René La Tour du Pin, Kierkegaard, Drieu, Montherlant, Céline, Colette. Sont encensés au passage les ouvrages des collaborateurs ou amis littéraires et politiques : Armand Petitjean, Kléber Haedens, Gustave Thibon, Georges Roditi, Claude Roy, Pierre Dominique, Louis Salleron (théoricien du corporatisme opposé au "communautarisme" de François Perroux). Mais Thierry Maulnier se voit dénigré. De même, est saluée avec sympathie la naissance de revues de doctrine et de documentation favorables à la Révolution nationale : *France - Revue de l'État nouveau*, *Le Bulletin de l'Institut de Formation légionnaire* dirigé par Maurice Urvoy (où François Perroux et Paul Marion donnent des articles-conférences), ou encore *Les Cahiers Français*, créés en décembre 1942 par Jean Le Marchand et Pierre Leforestier (le premier numéro publie La Varenne, Georges Pelorson, René Vincent, Maurice Gaït, Roger Mouton, le second et le troisième, Le Corbusier, Philippe Verdier, Drieu, Petitjean, André Voisin, James Ghislain, Bernard Milleret).

Un paradoxe surgit dans *Idées* : la revue se veut théorique, intellectuelle, lucide et critique. Elle dévalorise relativement pourtant le rôle de l'esprit, de l'intelligence, ou du moins, elle lui donne une place moins importante que dans les écrits non-conformistes d'avant-guerre. Ainsi Jean de Fabrègues pour qui, devant l'avènement des masses, des "forces telluriques" et cyniques qu'elles déchaînent, les idées s'effacent (n° 8), considère que l'esprit libre, la pensée pour la pensée, fin et mesure de toute chose, doivent céder le pas à la soumission "à la vie", aux principes de la Révolution nationale. La revue publia, nous l'avons vu, les positions de quelques intellectuels sur le rôle nouveau de l'intelligence dans la Cité. Parmi les réponses reçues, Henri Massis se montra convaincu que l'intelligence, comme les autres valeurs, pouvait être dévoyée. Mais surtout, avant l'idée,

autres valeurs, pouvait être dévoyée. Mais surtout, avant l'idée, même celle de Révolution nationale, dominant l'action, l'effort, la souffrance, la volonté. La conclusion de l'enquête précitée affirma le lien entre l'intelligence et les moyens politiques pour relever la France. Si René Vincent admet que les idées commandent l'action, pour tous les publicistes, l'esprit doit être soumis à l'intérêt politique de la communauté nationale et à l'État, même "librement", dans le respect des traditions chrétiennes.

Le rapport au christianisme justement est un point important qui différencie la Révolution nationale française. Là, les nonconformistes sont partagés. Tous refusent un nouvel "ordre moral", et préfèrent une "morale de l'ordre" (Maurice Gaït, n° 10-11). Beaucoup se réclament explicitement des valeurs chrétiennes qui font la spécificité de la France. Mais ils se heurtent à une contradiction réelle de taille : l'Église reste passive par rapport à la Révolution nationale. Le christianisme qu'ils défendent se déclare inconciliable avec le personnalisme catholique d'Emmanuel Mounier, cible explicite, qualifié de rejeton du démocratisme libéral. Écoutons d'abord François Gravier :

"La démocratie parlementaire dont Pie IX, dans "le syllabus" a flétri l'idéologie sous le nom de libéralisme et dont le Maréchal Pétain a flétri la morale, sous le nom d'individualisme, tendait en France à la destruction de la structure française et de ses groupements naturels sous le poids des intérêts particuliers et immédiats" (n° 1, p. 46).

Ce publiciste serait-il chrétien d'abord ? Il utilise en effet un langage néochrétien, parle d'âme, "d'esprit nourri de chair". Il reconnaît ainsi le poids du christianisme :

"La France n'est pas comme le croient les juifs et les déracinés, fille d'une idée. Elle est fille de travaux humains petits et myopes ; mais elle est mère d'idées et donne son parfum à tous les vents du monde ; elle a conféré au christianisme son incarnation et sa nature la plus géométrique au libéralisme universel" (n° 1, p. 48).

Mais très vite, on s'aperçoit que le christianisme le gêne : la notion d'ami et d'ennemi ne porte-t-elle pas atteinte à la charité chrétienne, au respect de la vie intérieure (n° 2) ? Et les rapports entre le spirituel et le temporel, entre l'Église et l'État, ne vont-ils pas perturber "l'âme de la révolution" ?

L'oeuvre de Péguy est pour Gravier un bon exemple de christianisme adapté au politique. Pour éviter l'ordre moral, ou le combisme, il faut sortir de la "dérisoire théologie d'État" qu'a prônée une Église politisée ("prostitution chronique"), qui a voulu s'intégrer à la démocratie. Les Français craignent toujours un nouveau "kulturkampf", le cléricisme, l'étatisme éducatif, la neutralité ecclésiale, le nietzschéisme. Et en raison de l'influence du cléricisme dans ce pays, il ne faut point escompter le triomphe d'un fascisme spiritualiste ("essai de mythologie théosophique ou de paganisme d'État"). La Révolution nationale, pour retrouver une "âme", devra inculquer aux français agnostiques "le respect des valeurs civiques du christianisme" ainsi que le "sens de la communauté d'objectifs temporels" (n° 3, p. 37). Il faudra éviter, poursuit Gravier, le mélange des genres, c'est-à-dire que l'Église devienne un instrument d'inculcation d'un catéchisme politique, et que l'État déploie un ordre clérical bien pensant. Pourtant, point de faux spiritualisme, de patronage, de contrition, de "catholicisme du pauvre", de "chasteté pour boy-scout". Les mouvements spécialisés, qui sont souvent des foyers spirituels de valeurs, garderont leur autonomie (concession à l'Église). Mais l'action civique de la Révolution nationale ne peut être confondue avec "la politicaille" de la Troisième République. Gravier lance un appel à l'Église qui doit adopter une "politique réaliste", c'est-à-dire de soutien de l'oeuvre temporelle de Pétain, conforme aux principes chrétiens. Les catholiques ne peuvent s'abstenir de participer à la Révolution nationale. Il termine par ces objurgations :

"Si certaines directives restreignent l'horizon des croyants à un personalisme sans grandeur qui deviendrait vite un individualisme, ces croyants ne risquent-ils pas d'être des étrangers dans une cité à l'édification de laquelle ils n'auront pas effectivement participé, pour laquelle ils ne seront pas compromis" (n° 3, p. 40) ?

L'unité française est pour Gravier construite autour de l'axe de la foi chrétienne et de celui de la foi monarchique. La foi religieuse doit apporter sa spiritualité à la "foi politique", sous peine de voir la France chrétienne menacée. N'est-ce pas là du mouniérisme inversé ?

Pour Jean de Fabrègues, de même, le pouvoir de Pétain rejoint "une vieille théorie chrétienne" selon laquelle le service rendu fonde l'autorité. Il défend clairement, un

"réalisme sain, conforme aussi à cette constante chrétienne qu'il n'y a de spiritualité véridique que celle qu'on peut montrer nécessaire aux choses, qui leur est intime, et qui s'incarne donc en elles, loin d'en être séparée ou de leur être opposée" (n° 4, p. 53).

François Gravier, après avoir regretté la séparation entretenue par l'Église entre spirituel et temporel, en vient logiquement à critiquer le personnalisme. Il écrit à ce propos :

"Il est donc absurde de contester, au nom de l'humanisme une Révolution qui se réfère à la réalité française. Il est au moins étonnant de noter de qui viennent ces discussions et ces réticences. Ceux qui ont réclamé l'admiration, ou au moins la fidélité, pour un gouvernement collectiviste fondé sur la mystique antihumaine de la masse, ceux qui ont demandé l'indulgence pour une dictature idéologique aride et desséchante, ceux qui ont réprouvé au nom de la paix et de la liberté les "mystiques de l'honneur", ceux-là mêmes déclarent aujourd'hui languir sous une tyrannie antichrétienne et montrent dans le gaullisme le chemin de l'honneur.

On peut, en somme, au nom du personnalisme, garder aux Français leur indigence d'individus sans vocation en leur donnant une patrie désincarnée et un grand mot prostitué comme prétexte de leur démission" (n° 1, p. 48, novembre 1941).

Guy Poulon est encore plus explicite contre le personnalisme. Il affirme (n° 24, pp. 57-58) :

"Il faut bien prendre garde au danger du personnalisme de M. Emmanuel Mounier. Par là, tente de s'introduire dans la nomenclature des doctrines politiques contemporaines, le vieil individualisme du XVIIe siècle. Le personnalisme n'est en effet qu'une forme évoluée de l'individualisme. Comme l'individualisme faisait de l'individu un absolu et le posait dans une solitude tragique au centre du Monde indifférent, le personnalisme fait de la personne un absolu, une espèce de microcosme rebelle aux influences et aux pressions de l'extérieur, ouvrant par là les sommets sur la divinité dont il participe étroitement et qui le détermine dans son essence, mais dédaignant de s'enraciner dans l'humble limon des exigences sociales.

Ainsi la personne, telle une planète dans l'espace, poursuivrait tragiquement sa course solitaire vers l'abîme des éternités célestes. Elle ne souffrirait pas plus le contact de la terre que l'Ange déchu ne souffre la vision de la divinité. Cet angélisme, qui s'exprime dans une atroce désincarnation, n'est qu'un satanisme à rebours (...).

L'homme naît de l'impureté. De l'impureté jaillit une plus éclatante pureté. Refuser l'impureté originelle reviendrait à commettre l'impardonnable péché contre la chair, autrement dit contre la Cité. La recherche exclusive de la pureté par les voies intérieures ouvre inmanquablement sur ce péché.

Ce péché c'est celui des spiritualistes contemporains. Le grave danger de la doctrine qu'il professe est d'aboutir à une totale désintégration de l'homme. L'homme désintégré, c'est proprement l'homme démocratique. On ne s'étonnera pas que les théoriciens de "l'Homme seul devant Dieu" et de "l'Homme seul devant l'État" se rejoignent dans une même attitude d'hostilité à la Vérité politique ; ils le dépouillent de ses attributs essentiels et le dénudent. L'Homme pour eux n'est qu'un squelette anonyme : désintégration signifie toujours désincarnation.

Il y a des communautés nécessaires dans l'ordre temporel et dans l'ordre spirituel. Les nier, c'est nier l'homme. Or, on le sait bien, qui dit démocrate, dit ennemi de la Cité, donc ennemi de l'Homme. Notre volonté de restaurer l'Homme par la Cité, dans la Cité, implique premièrement un refus passionné des valeurs démocratiques, libérales et anarchiques. L'Homme ne se reconstruira que dans l'acceptation des droits souverains de la Société".

Même condamnation du personnalisme chez Armand Petitjean. Ce dernier relève cette phrase qui selon lui aurait fait "hurler" Léon Bloy, Péguy ou Bernanos, prononcée par le Père Doncoeur :

"Il y a des cas - entreprises mauvaises dans leurs fins ou leurs moyens - où le chrétien doit s'engager en refusant son engagement" (n° 17, p. 32).

Le publiciste musclé s'étonne que l'Église, d'un côté prône la séparation du spirituel et du temporel, et de l'autre pénètre le temporel par l'action catholique de ses laïcs. Il reproche aussi à Jacques Maritain sa théorie de la personne et de l'objection de conscience, qui reproduit l'individu rousseauiste de 89.

René Vincent perçoit avec autant de réticence le "problème" du christianisme (n° 13, "Nécessité d'une aristocratie" p. 2). Pour lui, l'égalité, c'est la mort. La hiérarchie, l'ordre, c'est la vie. De tels principes sont-ils compatibles avec le concept chrétien d'égalité spirituelle de chaque homme ? Vincent répond : on peut l'accepter au niveau des fins individuelles et éternelles de l'homme. Mais pas dans les capacités, dans les fins sociales, qui ne se réalisent que sous l'impulsion d'une "aristocratie vivante" de bons chefs. Si Pierre Dominique constate le déclin de

l'humanisme chrétien dans toute l'Europe (n° 24), si Drieu, pétri du "sens des contraires", prône la conciliation du socialisme et du christianisme (n° 1), Louis Salleron oppose l'honneur à l'humilité chrétienne, qui implique "humiliation" et "déchéance" (n° 13, p. 33). Maurice Gaït se réfère, lui, à une vision scientiste, darwinienne, non-catholique. Il refuse l'alibi des "appels à l'éternité" pour fonder des entreprises humaines exaltantes, écrivant ainsi :

"L'éternité suppose qu'il n'y ait pas de commencement. Or notre pays est né, s'est formé comme les autres, a connu des alternatives de succès et de malheur, il doit se défendre, à l'égal de tout ce qui existe, contre l'engourdissement et la décrépitude. Il lui faut réagir avec la souplesse d'un organisme : aux cellules de proliférer pour que s'entretienne la vie, aux fils de mettre en valeur l'héritage des pères. La biologie est ici de meilleur conseil que la théologie ou le droit. Pas de faveur transcendante, pas de contrat : une tradition à sauver, un avenir à construire, un foyer de rayonnement à entretenir sans défaillance" (n° 7, La Révolution n'est point faite, p. 14).

Cet agnostique propose de resituer les valeurs sociales, malgré ou contre la nation, s'il le faut. Citant Valéry et le Bergson des Deux Sources, il appelle un "supplément d'âme" mais refuse de retourner "à un moyen-âge de chromo". L'Europe doit assumer à la fois le développement du machinisme (l'ordre industriel) et répondre à la montée du mythe (la psychologie populaire). La Révolution nationale devra emprunter à la tradition socialiste française, "la plus propre" pour favoriser les idées-forces de travail, de production, de justice. La "synthèse française" sera un brassage, un équilibre entre présent et passé, entre personne et communauté, entre tradition nationale et Europe, entre élan mystique et raison. La France a besoin aussi d'un nouveau Descartes. Sa "catholicité", c'est son universalité qui instaure l'actuel dans la permanence de sa mission. Son éternité se résume à cela. Bel exemple d'une pensée plus inspirée semble-t-il d'Ordre Nouveau que de Combat et de Civilisation d'avant-guerre.

Lien ambivalent donc des non-conformistes pétainistes au catholicisme. Il en est de même de leur rapport au fascisme, à "l'Europe" évoquée par Gaït. Ce dernier résume bien l'opinion générale de la revue à ce sujet :

"S'opposant avec violence à toutes les images anachroniques de la grandeur française, qui cachent sous un faux brillant une incapacité foncière à s'adapter et à créer, la révolution en marche se refusera avec autant de vigueur à imiter telles ou telles expériences étrangères, dont il ne s'agit pas de mésestimer la signification et qui toutes ont apporté un

de mésestimer la signification et qui toutes ont apporté un élément irremplaçable, mais dont aucune n'est capable de fixer, par ses seules forces, les caractères de l'ordre à venir. La contribution de la France n'aura de prix que si elle est originale : elle ne devra ni répéter, ni copier, mais intégrer, puis aller au-delà" (n° 7, p. 15).

Gaït oppose encore la révolution par le haut, à la française, que l'on retrouve aussi dans le Portugal de Salazar ("rénové dans l'ordre"), au "romantisme conventionnel" (n° 7, p. 9). Philippe Verdier tire cependant les conclusions logiques des rapprochements que la revue fait sans cesse entre la Révolution nationale française et les "expériences européennes" quand il écrit, à l'occasion de la publication en quatre volumes de l'oeuvre de "Jose Antonio" (appelé par son prénom comme le font les démocrates quand ils parlent de Rousseau) :

"L'Espagne de Jose Antonio nous aide à saisir cette harmonie des nations sur le plan international, le caractère universel de phénomènes particuliers, aux traits appuyés et affirmés, ce qui fait que sous les noms de Fascisme, de National-Socialisme, de Phalange, de Révolution nationale en France, on discerne une continuité d'idées qui est la marque des grands tournants historiques, telle la Renaissance ou le Libéralisme du XIXe siècle" (n° 2, p. 34).

Pour Verdier, tous ces régimes ont la même nature. Ils sont fondés sur le "lien" ("Haz", "Falange", "Faisceau", "Lien"). Pour eux, la Nation est une "unité de destin" supérieure à la patrie. Cet auteur (préfigurant certaines nomenclatures historiennes ultérieures de désignation du fascisme) parle même "d'aimantation", de "gravitation" des "noyaux humains" autour de l'État totalitaire ou totalisant, hiérarchique, "construit non par tous mais pour tous", qui respecte l'individu dans son "milieu communautaire naturel". Et François Gravier de renchérir que "l'Europe latine", France comprise, a des moeurs politiques qui font surgir une "inaptitude radicale" à la démocratie (n° 6, p. 6).

La contradiction des publicistes d'Idées réside dans la défense tantôt d'un nationalisme intégral, sacré, complété par l'affirmation compensatoire, par rapport à l'occupation, de l'importance de la vocation impériale de la France au-delà des mers, tantôt d'une adhésion de certains au "fédéralisme" européen, c'est-à-dire à l'hégémonie allemande de l'heure. Le numéro 9 de la revue montre l'attachement de René Vincent, d'Yves Urvoy, de Maurice Martin du Gard, de François Gravier, d'Armand Petitjean à l'Empire colonial, qui a pour vertu entre autre de sauvegarder l'honneur de l'armée française ébranlé dans la déroute de mai-juin 40.

der l'honneur de l'armée française ébranlé dans la déroute de mai-juin 40. La France, grâce à son Empire (on est en juillet 1942), reste une grande nation, de portée universelle. Elle fait partie, lance le commandant Urvoy, "de la race des maîtres". Cela ne nuance-t-il pas l'argument de certains historiens selon lequel le fascisme français serait impossible en raison de l'absence d'une visée militariste et d'une volonté impériale de Vichy ? Cela, nonobstant la symbolique guerrière, maritime et coloniale du régime, transposée aussi dans la jeunesse avec les uniformes, les camps, les saluts au drapeau. Drieu, hostile à "La France seule" ou à la "Seule France" du vieux Maurras (n° 14), comme Petitjean et Gaït, parlent de conciliation entre la nation et l'idée d'empire ou de fédération européenne. Mais le reste de l'équipe affirme un patriotisme orgueilleux, un nationalisme intransigeant mettant la France à part, qui compense ses malheurs circonstanciels et l'humiliation de la défaite en se tournant vers un passé recomposé et un futur utopique.

Finalement, par rapport à la thématique concomitante à l'affaire Mounier concernant la culture et la jeunesse, la lecture de la revue Idées laisse une impression de vide. Les critiques d'esthétique, confiées aux mêmes hommes, affichent des préjugés très conformistes en matière d'art (les articles de Kléber Haedens, de René Favard, d'Yvan Christ, de Philippe de Clinchamps notamment). On note une opposition discrète au théâtre "prétendu populaire" soutenu par Jeune France ("autre chose est d'allumer un feu de camp, autre chose de jouer la comédie", n° 6). Aucune allusion n'est faite au mouvement culturel, si ce n'est la référence positive à des articles parus dans Candide de Claude Roy (pourtant de la Jeune France de Schaeffer), contre le théâtre en question. Maurice Gaït veut, lui, extirper la "chimère d'une liberté absolue" dans l'art. Pour ce rigoriste, l'art doit obéir à "un réseau de règles". Il s'oppose à l'éducation par la joie et à "l'effervescence menaçante" de l'artiste (n° 7, p. 18). François Gravier revendique des "fêtes du peuple" qui n'aient plus rien à voir avec les "petites sarabandes" improvisées et champêtres des chantiers (où les jeunes se rendent "comme à l'Opéra Comique"). La France doit être constellée de "fêtes communautaires" où des "choeurs" se grouperont et communieront "autour de l'étoile des mages". On s'éloignera ainsi de la froideur des bulletins de vote, de l'individu anonyme et grégaire de "l'État administratif". Ces fêtes, "ferment poétique de la Révolution", effaceront le monde désuet des orphéons et des "limonades d'honneur". Cette évo-

orphéons et des "limonades d'honneur". Cette évocation s'accompagne de ce qui paraît bien être une attaque voilée contre Jeune France :

"Il ne s'agit pas de sortir les figures de cire et les vieilles dentelles des vitrines des musées pour monter des gaudrioles pseudo-régionalistes. Il ne s'agit pas d'évoquer les défuntes expositions gastronomiques ou de jouer de la cornemuse. Ces divertissements ancillaires ne peuvent célébrer qu'un peuple d'esclaves" (n° 7, p. 39).

Aucune précision n'est cependant apportée sur l'ordonnement de telles fêtes. Le même François Gravier, dans une réflexion sur la réforme de l'enseignement propose au passage une refonte des programmes de philosophie : les professeurs seront "autorisés" à être thomistes, ou augustinien, ou cartésien, "à la rigueur" spinozistes et bergsoniens, mais Kant sera proscrit, comme le matérialisme qui démolit tout de façon critique. La sociologie sera remplacée par "la Politique", d'Auguste Comte à Maurras, en passant par la doctrine sociale chrétienne et les principes du corporatisme. Favorable à une décentralisation de l'Université, à des concours d'entrée dans les facultés, Gravier proposa encore d'encourager les "réseaux de sociétés d'études provinciales"

"qui reprendraient, pour le compte de la Révolution nationale, le mouvement des Maisons de la Culture. Dans chaque petite ville, on aurait ainsi un noyau intellectuel et artistique vivant, documentant les Maisons de Jeunesse d'alentour, aidant et animant l'organisation des loisirs, dans les communes et les corporations. Il recevrait ses directives de recherches du Centre d'études provinciales, annexé à la Faculté des Lettres dans les villes universitaires autour et formant une petite université dans les autres capitales de provinces traditionnelles.

Lier l'enseignement de tous les degrés à la culture populaire, c'est en effet lui ouvrir toute l'ampleur de son rôle qui est de forger l'âme de la France nouvelle" (n° 4, p. 26).

Vision néomonarchiste de l'action culturelle, très frileuse par rapport une entreprise de terrain dense comme Jeune France. Utopie sur le papier, sans lendemain. Pauvreté et conformisme culturel, qui pouvaient faire douter le lecteur du caractère "vivant" des antiques "sociétés savantes" provinciales. Observons aussi le lapsus de "loisirs" tranchant avec les propositions poussiéreuses et irréalistes avancées, démobilisatrices par rapport à l'action du Secrétariat à la Jeunesse qui est ici nié, comme refoulé.

Le pessimiste Jean de Fabrègues ne manque pas lui l'occasion, au niveau culturel, de douter des vertus de l'optimisme béat d'avant-guerre, de l'autonomie de la vie de l'esprit, de la contemplation de la pensée institutionnalisée dans les Maisons de la Culture défendues par André Gide, Paul Langevin, Francis Perrin, André Malraux (n° 8, p. 29). Il oppose le concept de "culture-souffrance" à celui de "culture jeu" et d'intelligence gratuite. Quant aux choix esthétiques d'Yvan Christ en matière d'arts plastiques, ils baignent dans le conservatisme d'un art académique et traditionnel. Le critique refuse les innovations de tous ces jeunes hostiles aux grands maîtres au nom d'un individualisme outrancier qui ne produit que des "rébus" et des "dessins d'enfants déficients" (n° 9). Opposés à tout modernisme, les esthéticiens de la Révolution nationale prônent explicitement un "art dirigé", qui doit se placer avant tout "devant l'État" (n° 14). L'inverse de Jeune France en somme. James Ghislain, lui, trouve des qualités au film nazi de Max Steinhof, *Le jeune Hitlérien*, montrant une communauté à travers laquelle les jeunes nouent des amitiés, et où les femmes trouvent "leur place". Ce monument de la propagande est jugé économe de moyens, audacieux, émouvant et réaliste...

Pour ce qui est de la jeunesse, peu de rubriques, de propositions détaillées. Celle-ci représente bien sûr le fer de lance de la révolution, mais maints articles dénoncent son manque de mobilisation, ses déviations, ses ruades. Armand Petitjean le regrette en ces termes :

"S'il est vrai qu'un pays dont les différentes composantes raciales et sociales ont versé leur suc historique a encore la ressource de se renouveler par la biologie ; si, comme le prétend H.G. Wells, la notion d'âge est en train de remplacer celle de classe : reconnaissons que notre jeunesse, peu nombreuse et terriblement surveillée, ne paraît guère pressée de répondre à l'appel de l'histoire" (n° 12, p. 21).

Même son de cloche chez René Vincent qui considère que la jeunesse n'a en soi "aucune vertu". N'est-elle pas dominée par les "crétins swings", les "jeunes idiots" adoreurs du pernod, les mufles, les paltoquets plus ou moins américanisés et jazzifiés (n° 4), qui ne pensent qu'à leur vélo en duralumin ? Guy Prat, dans une rubrique libre sur la construction de la Révolution nationale, refuse tout "mythe de la jeunesse". Il suggère l'assiduité obligatoire aux mouvements, dont il accepte l'autonomie, tout en proposant le passage des jeunes "chefs" de 16 à 18 ans dans des écoles civiques de cadres. Cela lui vaudra en réponse une lettre du général de La Porte du Theil qui défendra ses chantiers et se montrera

général de La Porte du Theil qui défendra ses chantiers et se montrera sceptique sur l'efficacité des Maisons de Jeunes, notamment en milieu rural, où elles ne font que renforcer les cloisonnements sociaux au lieu de favoriser des brassages. François Gravier affirme la nécessité d'éduquer politiquement cette jeunesse insaisissable qui doit acquérir la "notion politique de l'ami et de l'ennemi" (n° 2, p. 44) - expression antipersonnaliste au possible. Pour lui, les communautés rendent inutiles les mouvements de jeunes dominés par le scoutisme, hostiles majoritairement à une action civique. Les Maisons de jeunes, qui remplacent utilement ceux-ci, serviront une forme plus souple de "jeunesse unique". Jean de Fabrègues défend, lui aussi, l'idée que c'est aux "communautés naturelles" à assumer l'éducation personnelle, non au Secrétariat général à la Jeunesse (n° 3). Rien donc de bien enthousiasmant et de novateur pour cette revue austère, assez académique, dissertant de haut sur la Révolution nationale.

D'ailleurs, le scepticisme s'empara rapidement des publicistes à mesure qu'évoluaient les événements et que le lavalisme déployait son rouleau compresseur sur la Propagande et l'Information, dans des directions plus prosaïques, moins éthérées, moins spirituelles. Les plus lucides furent conscients très vite des limites de l'entreprise. Charles Mauban admet que la révolution en question n'est pas passée dans les faits et n'a pas su inventer "son type d'homme" ("moine-guerrier" et "colonial", n° 10-11). François Tavera parle, lui, de "révolution sans révolution". René Vincent dresse un dur bilan des "deux ans d'effort" dans l'éditorial du vingt-cinquième numéro. Il avance le mot de "faillite" et de "maladie infantile", mais trouve de nombreuses explications à toutes les "difficultés" rencontrées : la survivance des moeurs et institutions de l'ancien régime, puissant avec ses réseaux de clientèles, la rareté et l'inexpérience des l'hommes nouveaux", l'improvisation permanente, l'enlisement bureaucratique, la routine, "l'embourgeoisement précoce", la superposition d'un double personnel au sein de l'État (des fonctionnaires d'exécution et des révolutionnaires de direction souvent incompetents et parvenus, n° 8, p. 3). Sans oublier les désordres causés par l'inadaptation aux habitudes nouvelles, la durée de la guerre et de l'occupation, le poids des propagandes étrangères, la revanche des conservateurs. Mais peut-être surtout l'hypocrisie de nombre de partisans affichés de la Révolution nationale, qui la détournèrent à leur profit. Vincent persifle contre les

"mascarades grotesques organisées par des ratés, des primaires délirants ou des médiocres de la gent intellectuelle" (n° 27, p. 7).

Ne visait-il pas là, parmi d'autres, les responsables et les spectacles "populaires" de Jeune France ? Scepticisme suprême :

"La seule valable raison de désespérer serait la certitude que n'existent pas les hommes capables de surmonter le destin" (n° 27, p. 12).

Cette phrase prononcée en janvier 1944, pourrait servir d'oraison à la revue. Décidément, la révolution ne passerait pas une seconde fois.

Le réseau qui avait tenté de s'emparer de *Jeune France* en août et septembre 1941, confiné dans les activités censurées et financées par Paul Marion, dévoila ainsi le sens de son engagement. Les critiques acides, la dénonciation d'ennemis intérieurs, bref, une politique négative, animèrent d'abord les "révolutionnaires nationaux". Ceux-ci se montrèrent incapables de proposer une rénovation institutionnelle, entraînant pour la jeunesse. *Idées*, périodique intellectualiste et moralisateur, ne contient aucun article programmatique en la matière. Non-conformiste, la Revue *Idées* ? Plutôt néoconservatrice ! Un élan brisé. Une propagande frileuse. Des velléitaires, étatistes d'abord, éloignés de la création artistique. Recroquevillés sur leurs préjugés.

La dernière heure de la revue théorique de la Révolution nationale avait sonné.

Deuxième partie :
Le front antipersonnaliste à Vichy

Chapitre III

LA FIN DU SCÉNARIO NON-CONFORMISTE

[Retour à la table des matières](#)

En fonction de l'évolution de la politique gouvernementale comme des événements intérieurs et extérieurs qui déterminèrent les positions de chacun, le réseau intellectuel non-conformiste se disloqua. Ni Laval, ni les allemands, ni d'ailleurs l'opinion, n'étaient favorables à la réalisation de la Révolution nationale dans les faits. Marion, qui n'avait déjà plus la confiance de Darlan depuis février 1942 (le marin, passablement méfiant, l'avait flanqué d'un capitaine de frégate, Pierre-Edmond Renon et d'un nouveau directeur de la Propagande choisi par Moysset, Paul Creyssel) fut mis progressivement en quarantaine. Laval, qui reprit sous sa direction les orientations et les activités du Secrétariat nécessaires à la justification de sa "politique" dirigea Creyssel, organisa une direction dyarchique et nomma un secrétaire général à l'Information, indépendant de la Propagande (René Bonnefoy) ²²⁹. Marion, errant comme une âme en peine dans les couloirs vichyssois, quitta son poste le 4 janvier 1944, remplacé par Philippe Henriot, avant d'y revenir de façon fantomatique après l'assassinat de ce dernier par la

²²⁹ Sur l'éloignement progressif de Marion, cf. Philippe Amaury, op. cit., pp. 237-271.

Résistance en juin 1944, tout en acceptant la présidence d'honneur de la Waffen SS française (il sombrera dans la fuite désespérée de Sigmaringen, sera arrêté à Innsbrück le 16 juillet 1945, puis jugé et condamné à dix ans de détention).

Il n'est pas dans notre propos d'évoquer ici ce que furent les destinées ultérieures des autres non-conformistes de droite, en dehors du cas de Jean de Fabrègues : certains (peu) s'effacèrent, d'autres se cramponnèrent jusqu'au bout, restant fidèles à leur engagement initial. Seule la description des grandes lignes de ce mouvement importait pour comprendre les motivations et les positions des ennemis d'Emmanuel Mounier (le mot "adversaire" étant sans doute ici trop faible).

La lucidité des chefs de file de ce réseau intellectuel qui se confronta à la logique du pouvoir, d'avril à décembre 1942 principalement, poussa la plupart d'entre eux à la prudence, à l'effacement, au découragement, en tout cas à l'isolement, après l'événement décisif du débarquement de novembre en Afrique du Nord. Chacun suivit sa route, même si *Idées*, cahin-caha, continua de paraître jusqu'aux confins de l'été 44. Parallèlement Emmanuel Mounier poursuivit son combat, aux prises avec la police de René Bousquet (I). Jean de Fabrègues, lui, fit machine arrière, courant 1942, se repliant dans une publication catholique, *Demain*, suivi par d'autres, comme Thierry Maulnier. L'affrontement de Mounier et Fabrègues eut cependant des suites après la guerre. Les deux hommes s'expliquèrent directement, sans concession, dans les colonnes d'*Esprit*. Une controverse inévitable acheva de révéler les divergences plus ou moins irréductibles de leur non-conformisme respectif (II).

I - MOUNIER FACE À LA POLICE DE BOUSQUET

[Retour à la table des matières](#)

Toujours fidèle à lui-même, Emmanuel Mounier, après son éviction de Jeune France, allait accepter de "brûler ses vaisseaux". Cet acte héroïque de résistance personnaliste entraînait "la pauvreté et la déconsidération sociale". Son sens de la dignité lui interdisait de recommencer sa vie, à trente-cinq ans, "par le petit bout", en allant mendier un poste d'enseignant (solution "mesquine", pensa-t-il ²³⁰). Grâce à l'argent que lui avait attribué Schaeffer en compensation de son départ forcé, il décida de vivre une retraite travailleuse et solitaire "d'un an ou deux", ponctuée par la vie familiale (une petite fille naquit en août, une autre souffrait de manière incurable), complétée par le tour des amis. Il prit contact avec un éditeur suisse et lança le projet de rédiger deux ou trois livres qu'il avait en tête (un sur "la tradition ouvrière française", un autre sur "la responsabilité de la pensée chrétienne"). Travailler en profondeur, disposer enfin du temps indispensable pour se consacrer au recueillement, à la lecture, à l'écriture, à une vocation spirituelle, loin des concessions de la vie collective, sans le poids du combat clandestin contre les hommes du pouvoir et l'imbécillité administrative. Il entra en enfin dans ce qu'il appelle "la grande pureté du silence". Pour continuer l'action déjà entreprise, d'une autre manière, d'une façon plus discrète et plus clandestine.

Les amis visités rassurent Mounier. Celui-ci se rend compte, après quelques contacts au cours de, l'été 41, notamment avec des éléments restés dans les services officiels de la Jeunesse, que ces derniers sont possédés par l'esprit d'intrigue, par l'absence d'exigences intellectuelles, par la faiblesse de caractère. Ils se sont laissés imprégner, acheter et corrompre par le pouvoir. Il comprend aussi qu'Esprit, dont l'équipe s'est montrée à l'épreuve des événements d'une qualité peu commune, a pris une influence considérable, comme le lui montre la

²³⁰ Emmanuel Mounier : *Oeuvres*, tome 4, op. cit., p. 717, Entretien XII, 27 septembre 1941.

liquidation des abonnements. Particulièrement dans les grandes villes et dans les Chantiers, qui commençaient à commander par groupes la revue. Au sujet de ses censeurs, il écrit :

"C'est ce qu'ils ont senti. Mais quand on est au service, et des valeurs durables et de la Révolution vraie, on se fout un peu du silence par décret de police" ²³¹.

La police, elle, en la personne de Pucheu d'abord, puis de Bousquet, l'exécuteur des basses oeuvres de Laval, allait encore se "manifester" à lui.

Fin 41, s'étaient multipliées les rencontres intergroupes des amis lyonnais, dans la continuité du travail des rassemblements régionaux d'Esprit d'avant-guerre, qui, sur un thème donné, transmettaient leurs réflexions avant d'en faire la synthèse. L'équipe, dans le contexte intellectuel et résistant de Lyon, réunissait souvent dans un esprit de ferveur intellectuelle, de patriotisme et d'amitié, Jean Lacroix, Hubert Beuve-Méry, Maurice Noël, Robert d'Harcourt, Gabriel Marcel, Marc Beigbeder, Jean-Marie Soutou, Landsberg, Joseph Hours, André Philip, Joseph Vialatoux de *Temps présent*), Louis Martin-Chauffier, François de Menthon, les pères jésuites Fraisse et Fessard, Maurice-René Simonnet... Le dernier sujet de débat à la Noël 41 portait sur une "déclaration des droits de la personne" ²³². Certains membres se trouvaient déjà intégrés à l'importante équipe de Combat à Lyon, le réseau de résistance créé et dirigé depuis 1940 par Henri Frenay, à partir d'un noyau marseillais. Mounier travaille donc avec des responsables de Combat, communique, par l'intermédiaire de Stanislas Fumet avec Henri Frenay, lui livre des noms d'amis, de jeunes, des contacts à Uriage (où Frenay a pour vieux camarade militaire Dunoyer lui-même).

Brusquement, le 15 janvier 1942, la police se saisit du philosophe à Lyon, avec d'autres membres de *Combat* : un agent de liaison bavard, André Koehl, arrêté à Clermont-Ferrand avec une valise de tracts, de numéros de Combats et des listes de noms en clair, va craquer devant la police vichyssoise ²³³. Malgré les

²³¹ Ibid., p. 720, Entretien XIII, 17 novembre 1941.

²³² Michel Winock, *Histoire politique de la Revue Esprit (1930-1950)*, op. cit., pp. 218-223.

²³³ Henri Frenay, dans ses mémoires (*La nuit finira. Mémoires de Résistance*, Paris, Robert Laffont, 1973, pp. 149-150), parle d'une liste de noms et

précautions immédiatement prises par Maurice Chevance-Bertin, près de douze personnes sont arrêtées, dont ce dernier. Chevance rejoint Mounier à la prison de Lyon. Les suspects sont isolés et interrogés avant le départ pour Clermont-Ferrand. A la gare, Stanislas Fumet est venu discrètement les saluer. A l'arrivée, le philosophe et ses camarades traversent à pied, chacun enchaîné en colonne à un gendarme, une partie de la ville, de la gare à la prison. Procession moyenâgeuse, sous les yeux de badauds indifférents que Chevance-Bertin qualifie tous de "pétainistes" ou "d'attentistes" dans ses souvenirs. L'épreuve de la prison commence ensuite, alternée d'interrogatoires par la police de Pucheu qui traite le dossier.

Emmanuel Mounier boit de la soupe de rutabagas. Debout. Il la trouve bonne : elle réchauffe. Il recevra bientôt des paniers de nourriture que Berthy Albrecht, adjointe de Frenay, fait livrer aux prisonniers. Il subit aussi, comme tous les autres, la "chasse aux poux". Très vite, grâce à des livres fournis par Berthy Albrecht, il propose à ses camarades d'organiser un groupe d'études sur l'histoire du mouvement ouvrier, un autre sur l'armée... Il anime ainsi dans l'univers carcéral et hivernal une réflexion journalière. Chevance-Bertin le trouve un peu effacé, timide, mais d'une intelligence lumineuse. L'expérience ineffable de la prison place en imagination le philosophe devant les émotions des premiers chrétiens pourchassés.

Les prisonniers seront libérés fin février à la suite d'une entrevue secrète entre Henri Frenay et Pierre Pucheu au cours de laquelle le ministre de la Police, franc et direct, troublé par l'existence d'un tel mouvement, avait accepté de rencontrer le chef de *Combat*. Celui-ci, avec l'accord de son comité directeur, entama un étrange dialogue avec Pucheu, que *Combat* accusait d'être un traître. La discussion l'entraîne comme dans un vertige. Alors qu'il pourrait faire arrêter Frenay sur le champ, le ministre de la police justifie sa politique, ses positions, constate la triste image que l'on a de lui. Étrange moment, fidèlement rapporté par Henri Frenay dans *La Nuit finira* (plus laconiquement par Pucheu dans ses mémoires), où l'on voit un homme au faîte du pouvoir absolu trembler devant l'invisible opinion, avec laquelle joue son interlocuteur, conscient de ses propres incertitudes. Soudain, dans l'échange, le jeune capitaine reproche au non-conformiste chrétien, au nom de l'opinion, la politique de Révolution nationale, d'adresses rédigée en clair. Maurice Chevance-Bertin (*Vingt mille heures d'angoisse*, Paris, Robert Laffont, 1992, p. 151), est plus explicite.

nom de l'opinion, la politique de Révolution nationale, cette "tromperie au service de la bourgeoisie". Pucheu rétorque :

"Je suis d'accord avec vous. Je ne crois pas à la Révolution nationale. Surtout en ce moment. Le mot n'aurait jamais dû être prononcé" ²³⁴.

Il accorde alors à Frenay quelques jours afin d'expliquer à son mouvement la politique vichyssoise... Rencontre irréelle. Inutile. Frenay s'exécute. Il revient rendre compte des réactions le 6 février. Brièvement il voit à nouveau le ministre. Il lui lit un mémorandum de condamnation sans appel du gouvernement. Son interlocuteur est nerveux. Frenay demande la libération des prisonniers du 15 janvier. Pucheu révèle au passage son incompréhension du personnalisme, lançant à son interlocuteur :

"Oui. Tout ce que vous me dites demande réflexion. Mais dites-moi, que faites-vous d'un homme comme Emmanuel Mounier dans votre affaire ? Mounier, je le connais de longue date, c'est la démocrassouille".

Frenay rétorque que son mouvement accueille toutes les valeurs, que le spiritualisme du philosophe est indéniable, et qu'en tout cas ("j'ai l'occasion de minimiser son rôle" pense-t-il promptement) il ne collabore pas au mouvement "au sens exact". Pucheu, "nerveux" se lève. L'entretien est terminé.

Après cette rencontre les prisonniers seront relâchés. Mais le secret a été éventé. Frenay devra affronter les explications que demandent certains, même si Jean Moulin, informé, a approuvé la démarche. C'est la dernière fois que Pucheu se préoccupera du cas Mounier, qu'il souleva devant le chef résistant, conscient de l'importance de la recrue, surpris que ce faiseur de mots soit engagé dans une entreprise de courage, militaire et clandestine. Il l'oubliera dans ses mémoires. Et il connaîtra lui-même la prison, suivant la pente fatale de son engagement avec Giraud en Afrique du Nord, avant son rapide procès et le peloton d'exécution. Le cas Mounier et le contact avec Frenay pesèrent peut-être dans sa décision de mai 1943. Il en médita sûrement la trame dans ses ultimes ruminations carcérales... Avant une mort inéluctable en raison, entre autre, de la livraison aux nazis d'une liste de patriotes communistes qu'il avait substituée du temps de son ministériat à l'Intérieur à des otages désignés, qui furent aussitôt fusillés à Chateaubriant.

²³⁴ Henri Frenay, op. cit., p. 157.

Mounier, placé en "liberté provisoire" le 21 février 1942, autorisé à gagner Lyon en avril, sera mis en "internement administratif" le 29 avril, dix jours après l'arrivée de Laval au pouvoir. Début mai, il est conduit dans un hôpital-prison, y retrouve des camarades résistants (Berthy Albrecht, Crozier, François-Régis Langlade, Demachy...). Le nouveau chef de la Police, René Bousquet, nommé le 18 avril, n'a pas perdu de temps pour rouvrir le dossier Combat. Sans instruction judiciaire, livrés au bon vouloir policier, trois des détenus, Mounier, Berthy Albrecht et Jean Perrin, décident de faire une grève de la faim - résistance personaliste là encore. La radio de Londres donne l'information le 18 juin 1942. Au douzième jour, Bousquet, informé régulièrement de la santé des récalcitrants, cède. Les prisonniers seront jugés. Après une instruction et un procès en octobre, Mounier est acquitté malgré des "présomptions troublantes de culpabilité". De sa résidence de Dieulefit, dans la Drôme, il collaborera à nouveau avec *Combat*, rédigera des notes et des articles pour le Comité général d'Études de la Résistance. Il relança des congrès clandestins *d'Esprit*, auxquels assistèrent notamment Paul Flamand, Henri-Irénée Marrou, anciens de *Jeune France* ²³⁵, avant de reprendre son travail intellectuel à la Libération.

Retenons, pour éclairer notre propos, deux documents importants, peu commentés, l'un écrit du fond de la prison, l'autre, pour *Esprit*, après la guerre, qui précisent ses positions par rapport à Vichy à cette date.

Le 19 juin 1942, revendiquant son droit et celui de ses coïnculpés à être jugé, Mounier envoya une lettre au secrétaire général de la Police, René Bousquet, pour l'informer que le jour-même il décidait d'engager une grève de la faim. Sa détention avait remué d'ailleurs les milieux intellectuels, universitaires et de la jeunesse. Il brossa dans ce document, avec la prudence qu'exigeait son système de défense, un véritable autoportrait ²³⁶.

Il demande d'abord simplement d'être jugé ou remis en résidence surveillée à Lyon, pour reprendre sa vie de famille et de travail, oeuvre de longue haleine, de sociologie et de psychologie, qui ne peut plus être considérée comme indésirable puisque *Esprit* est interdit, "par ordre supérieur", qu'il est écarté de toutes les

²³⁵ Michel Winock, *op. cit.*, pp. 235-237. Cf. Également Jean-Marie Domenach, *Mounier*, Paris, Le Seuil, coll. Écrivains de toujours, 1972.

²³⁶ Emmanuel Mounier, *Oeuvres*, *op. cit.*, tome 4, pp. 745-750.

écoles de formation des jeunes, et qu'il ne travaille plus que pour l'après-guerre. Son retour à Lyon ? Il ne peut inquiéter les policiers du régime, qui pourront à loisir surveiller son courrier et ses occupations ("ils ont la technique de ce travail"). Parlant au nom de ses camarades, Mounier s'excuse de son audace. Mais il s'insurge que l'on jette son nom en injure. Le texte fourmille de provocations et d'euphémismes ironiques envers le pouvoir, qualifié de "régime jeune".

Le prisonnier profite de l'occasion pour s'expliquer sur ses intentions. Il affirme son inaptitude à l'action politique, ce qui rend absurde l'accusation d'être le chef d'un mouvement lyonnais clandestin. Nous apprenons au passage que Pucheu, prompt à manier la rumeur, avait lancé à son encontre des charges encore plus "invraisemblables" devant un ami de Mounier, conseiller national, qui s'était renseigné sur son sort en février. Est-il donc une peste pour la sécurité de l'État ? N'était-ce pas Laval qui a autorisé *Esprit* en 1940, et son programme pour le Mouvement de Jeunesse ne lui a-t-il pas valu les félicitations de Georges Lamirand, avant d'être copié par les JFOM dans leur programme initial ? Certains lui trouvent des qualités d'inspiration jusque dans les discours et les textes officiels, mais d'autres, par rivalités et intrigues de personnes, le considèrent comme dangereux. Il ne travaille que pour des tâches à longue échéance, dans des directions intellectuelles ("vos policiers font fausse route s'ils m'y cherchent"). Est-il un "homme de gauche" ? Oui si l'on entend par là qu'il se dresse contre les égoïsmes sociaux, la domination de l'argent, l'inintelligence, se montrant favorable à une "révolution". Ces positions n'anticipent-elles pas "tant de discours actuels du Maréchal" ? Jamais cela n'a signifié l'acceptation de la démagogie et le parlementarisme des "partis veules et décomposés", dénoncés dans de nombreux numéros d'*Esprit* d'avant-guerre, hostiles au détournement politicien du courant populaire, tant celui du 6 février 34 que celui de mai-juin 36 ("Mais un ministre du Maréchal n'a-t-il pas fait publiquement la même profession ?"). Il cite aussi Péguy pour affirmer qu'il y a en France une grande tradition républicaine (non une "petite républicaille politicienne"), qui voisine historiquement avec une "grande tradition royaliste française" (différente d'une "petite politicalille monarchiste"). Il avoue ne pas être "démocrate-chrétien", courant respectable quand il est social, mais impossible quand il se lie au parlementarisme.

Il n'est lui, qu'un "chrétien tout court", qui refuse de mêler le christianisme à toute forme de régime, de "nouveau" ou de réaction. Quant au "personnalisme"

qu'il prône, il n'est point individualiste, puisqu'il n'a cessé d'affirmer, contre tout humanitarisme et tout cléricisme, que la personne n'est qu'anarchie en dehors des structures de vérité, d'ordre, de communauté qui l'accomplissent. Il expose enfin un dernier "mais". On l'accuse de crime contre la sûreté intérieure de l'État ? Il tient à affirmer, solennellement, qu'il a simplement pris au sérieux l'appel au sens de l'honneur sans cesse répété par "le Maréchal" depuis 1940, si ravivé par la défaite, si "abîmé" aussi par les "candidats à la tranquillité et à l'avancement". Lui n'a jamais cherché à vendre sa fidélité, et, comme Jeanne d'Arc, il demande "Qu'ils partent d'abord", en se remémorant les propos de Fichte après la défaite de 1813, revendiquant pour le relèvement de sa patrie un sursaut de dignité et de grandeur. Ni cocher, ni mouche du coche, ni hurluberlu, ni agitateur, il pense comme le pays ("la force silencieuse de la France fidèle"). Est-ce un délit ? Le gouvernement, qui doit être prudent, sage, prêt à une "retraite stratégique", peut-il manoeuvrer sans s'appuyer sur ce sentiment de fidélité et d'honneur ?

Voilà en substance ce que le philosophe lance de sa prison au chef de la Police de Laval. La sincérité, l'honnêteté vont de pair avec la révolte... et l'ironie, puisque le maréchal (comme si Bousquet s'intéressait à Pétain !) et les carriéristes pensent comme le prisonnier. Un christianisme détaché de toute préoccupation politique, qui est avant tout un christianisme de la personne ? N'est-ce pas la valeur suprême qui le guide ?

Comme pour conclure l'affaire de la suppression d'Esprit et de son éviction des lieux d'influence culturelle de Vichy en 1941, le philosophe eut l'occasion de s'expliquer directement avec Fabrègues après la guerre. Pour mettre fin, peut-être, à l'ambivalence soulevée par le rapport au politique de l'un et de l'autre, tous deux catholiques et non-conformistes, mais dans des sens opposés...

II- L'ULTIME AFFRONTLEMENT FABRÈGUES-MOUNIER

[Retour à la table des matières](#)

Au début de 1942, Jean de Fabrègues semblait avoir pris quelque distance avec les intrigues politiques auxquelles il avait été mêlé, comme on l'a vu, dès son retour de captivité. Dans la ligne de son engagement religieux et de son "réalisme thomiste", il lança à Lyon, le 1er février 1942, une publication d'orientation catholique, *Demain*, sous-titré "l'hebdomadaire de la Cité française"²³⁷. Autorisée par les services de l'Information, financée par eux de façon conséquente (1 170 000 francs en 1942, 1200 000 francs en 1943²³⁸), la revue appela tous les chrétiens à s'unir derrière Pétain, tâche essentielle pour le fondateur de *Combat*. Elle s'opposa aussi durement au personnalisme et à l'objection de conscience, tout en réfléchissant dans divers articles au rapport entre christianisme et politique, dans une voie plus proche du Syllabus de Pie IX de 1864 que de l'Encyclique *Rerum Novarum* de Léon XIII, de 1892. Y participèrent notamment Gustave Thibon, Jean Le Cour-Grandmaison, Robert Havard de la Montagne, Louis Salleron, Jean Guitton, Jacques Madaule, Henri Bordeaux, Paul Chamson... Dans le sens souhaité par certains hiérarques ecclésiastiques qui soutenaient discrètement la revue, un article de A. Denys défendit en février 1942 le point de vue d'un certain pluralisme et d'une autonomie des mouvements catholiques de jeunesse (ce qu'avait plus ou moins admis, rappelons-le, le "front" des autoritaires à l'automne 1941, Pucheu compris). Cette position était en tout cas plus nuancée que celle exprimée par Jean-François Gravier, qui, dans *Idées*, en novembre 1941, souhaitait que tous les jeunes s'inscrivent à la base dans les Maisons de Jeunesse du Secrétariat général, première étape, pour lui, de l'avènement d'un mouvement civique unique.

²³⁷ Sur la revue *Demain*, on peut consulter : Jacques Duquesne, *Les catholiques français sous l'occupation*, op. cit., p. 78. *Églises et chrétiens dans la Deuxième Guerre mondiale. La région Rhône-Alpes*, Lyon, PUL, 1978.

²³⁸ Philippe Amaury, op. cit., pp. 786-787.

On verra plus loin, en présentant la polémique qui opposa Emmanuel Mounier à Jean de Fabrègues en 1949, que *Demain* s'aligna parfois cependant sur la politique de Laval contre les conseils de prudence formulés les 6 janvier et 14 juillet 1941 par l'épiscopat des deux zones. En août 1942, *Demain* exposa par exemple une conception très peu orthodoxe, semble-t-il, du scoutisme catholique à propos d'un pèlerinage au Puy, ainsi présenté :

"Cela était beau, lorsqu'ils débouchèrent le vendredi soir du boulevard Carnot, par larges rangs de huit, visages bronzés, genoux découverts et chantant (...). Ils étaient vivants et ils étaient beaux (...). Ils étaient des jeunes mâles et ils apportaient à la vierge cette virilité (et non pas) ces images pâles, ces genoux cagneux, ces épaules rentrantes qui eussent permis de dire qu'on ne jetait aux pieds du Christ que des rebuts d'humanité" ²³⁹.

Dans une perspective assez proche, Thierry Maulnier, que Fabrègues jugeait trop "libéral" dans une de ses lettres à Robert Loustau d'août 1941, avait lui aussi dénoncé dans *L'Action française* des 2 et 26 avril, 4 et 10 mai 1943, le "malaise de la jeunesse" en une violente diatribe contre le Secrétariat général, que Georges Lamirand venait de quitter en mars (remplacé par Félix Ollivier-Martin, puis, en janvier 1944, par Maurice Gaït). Pour Maulnier, cet organisme "bucolique et patriarcal" avait infantilisé les jeunes dans des "défilés les genoux nus", dans des "jeux de peaux-rouges et de boy-scouts". Ce n'était pas avec des fanions, des flatteries démagogues, des petits uniformes et des réserves de parcs nationaux que l'on préparerait la jeunesse à l'ordre nouveau. Il fallait ouvrir autrement aux jeunes "les portes de la Cité" ²⁴⁰.

Sur ce dernier engagement de Jean de Fabrègues et sur ses divergences avec Mounier, un éclairage complémentaire est fourni par la polémique qui opposa les deux hommes en mai 1949, dans un contexte bien différent. La liberté retrouvée, on peut dire ce que l'on pense, sans écrire entre les lignes, ni inverser le sens des phrases, ou jouer avec les mots. Dans la rubrique "Journal à plusieurs voix" d'*Esprit*, Mounier rédigea une longue mise au point sur "l'usage du mot politique". Pour la première fois, publiquement, il affronta son adversaire d'hier, Jean de Fabrègues. Les propos sont rudes. L'enjeu ? Une définition précisément du

²³⁹ Cité par Pierre Giolitto, *Histoire de la jeunesse sous Vichy*, Paris, Perrin, p. 442.

²⁴⁰ *Ibid.*, p. 469.

rapport entre christianisme et politique, qui semble prolonger la lettre adressée à René Bousquet le 19 juin 1942.

Ce texte est une réponse à des articles de Fabrègues dans La France catholique contre les chrétiens progressistes et contre Esprit, assimilé à ce groupe, et accusé de vouloir construire un monde "profane", historique, social, en dehors de toute finalité spirituelle. C'est le monde à l'envers. L'homme qui avait attaché le christianisme au char de Pétain et de la Révolution nationale, accuse celui qui fut jeté en prison de tomber dans le temporel. Or, s'écrie Mounier, cette France catholique, ni plus ni moins catholique que d'autres, veut donner des leçons de charité et de vérité. De vérité ? C'est au nom d'une politique conservatrice qu'elle parle. Pas du catholicisme. Il lance alors cette réplique violente et personnalisée :

"La Tour du Pin servait d'intermédiaire entre Maurras et Pétain, comme Pétain entre de Fabrègues et disons pour être gentil : von Pape. Oui, M. de Fabrègues, la politique. Ce que je vous reproche, ce n'est pas d'avoir des idées politiques qui ne sont pas les nôtres, nous luttons assez contre l'habitude de solidariser le catholicisme avec une politique partisane quelconque, pour ne pas verser dans ces exclusives politico-religieuses. Ce que je vous reproche, c'est d'écrire en gros titre sur vos articles, comme si vous n'en étiez pas bien sûr : Ce n'est pas de la politique, alors que votre texte, d'un bout à l'autre, éclate de parti pris politique, et les couvre de raisons religieuses.

La bonne foi de M. de Fabrègues n'est pas en cause. On est tenté de dire malheureusement. Car rien n'est plus aveuglant qu'une certaine bonne volonté massive, et une conviction éperdue de ses bons services. Si j'osais une formule hardie, je dirais que d'avoir à défendre hebdomadairement et professionnellement l'Église, quelle que soit la foi qu'on y apporte, est redoutable pour un chrétien. On finit par s'identifier à sa cause. Et l'on y fusionne tout ce que l'on traîne en soi, de la revue Réaction (titre éminemment apolitique) à l'hebdomadaire Demain. Car ce n'était pas non plus un acte politique, dans la candeur zélatrice de M. de Fabrègues, que de fonder l'hebdomadaire Demain, en 1941, pour amener les catholiques français au régime de Vichy, lequel les transmettait à Hitler (au besoin par Compiègne) ; l'hebdomadaire Demain qui fit sa diffusion sur les fichiers volés par la police à Esprit et à Temps présent. M. de Fabrègues a la mémoire courte : faut-il lui rappeler que c'est à certains de ceux qu'il attaque depuis, qu'il doit de n'avoir pas été prié par cette démocratie qu'il regarde de très haut, du haut de son maître Maurras, de rendre le compte moral et civique de cette opération si purement religieuse" ?

Oui, il y a des catholiques de droite, d'autres de gauche, preuve s'il en était besoin que le catholicisme transcende la politique. Pourquoi, alors que l'on se dit chrétien, donc charitable, excommunier d'autres chrétiens ? Et pourquoi les "chrétiens régressistes", auraient-ils le monopole du christianisme, triant leur martyr, honorant le milicien fusillé, Bassompierre, et non le fusillé communiste Gabriel Péri ?

Mounier accepta de publier dans le numéro d'Esprit de septembre 1949 le droit de réponse de l'intéressé, qui considérait que son honneur avait été atteint.

Dans son plaidoyer, Jean de Fabrègues affirme que *Demain* avait été fondé début 1942 avec l'accord de la hiérarchie ecclésiastique de Lyon. Ce journal, attaqué par les collaborationnistes de la zone sud (notamment pour sa réserve par rapport au STO), défendit des positions catholiques courageuses, avec l'assentiment de l'Église. L'affaire des fichiers policiers de *Demain* ? Une accusation sans preuve, les listes ayant été fournies par une agence publicitaire de Roanne. S'il avait été collaborateur, comment des catholiques résistants, des hommes comme François Mitterrand, Joseph Folliet, Jacques de Montjoye, les chefs du mouvement de résistance des prisonniers (le MNPGD) lui auraient-ils témoigné leur confiance, publique et privée, lui qui délivrait dans ses bureaux des faux-papiers pour leur groupe, qui organisa, sous son couvert, dès 1942, dans les Alpes, un premier centre d'accueil clandestin d'évadés et de réfractaires, mené par son ami Mauduit, mort en déportation ? Le franchissement sans encombre de l'épuration ? C'est parce que rien ne pouvait être reproché à *Demain* et à son directeur. Bon catholique, il suivit simplement les directions données par la hiérarchie et résista de toute son âme en servant les Français contre les Allemands. Quant à Maurras, qu'il avait quitté en 1930, c'est lui, qui l'avait mené vers Jacques Maritain et vers l'œuvre de Saint-Thomas, contre une influence paternelle laïque et républicaine héritée de 1848. Pourquoi, en insultant les morts de la résistance qu'il avait connus, s'acharner contre un homme vaincu, seul dans sa prison, le vieux Maurras ?

Emmanuel Mounier riposta longuement dans Esprit de septembre 1949. Réponse passionnée, intransigeante, inévitable quand on sait tout ce qui avait été tramé contre lui, au cœur même du pouvoir vichyssois. Une explication finale devait nécessairement avoir lieu entre les deux intellectuels, d'homme à homme.

Maurras ? Fabrègues, qui le quitta en 1930, avait donc mis cinq ans à suivre les consignes de la hiérarchie catholique alors que l'Action française avait été condamnée par le Pape en 1926. Jean de Fabrègues, un non-conformiste ? La réplique de Mounier est une dénégation, assortie de certaines nuances reconnaissant que Fabrègues ne fut jamais aussi outrancier que certains autres polémistes de la Jeune Droite :

"Nous avons tous souvenir qu'il a souvent fait effort pour comprendre ce que la terrible imprégnation maurrassienne l'empêchait massivement de comprendre. Mais L'Action française avait aussi son "Front national". Et de 1930 à 1939, J. de Fabrègues se retrouve à la tête de toutes les équipes crypto, para ou périmaurrassiennes (pour reprendre des préfixes qui lui sont chers), de la *Revue française* à Réaction et à la *Revue du XXe siècle*. Dans la géographie spirituelle de notre jeunesse son nom a toujours fait trio avec ceux de Thierry Maulnier, alors critique littéraire de L'Action française et de Jean-Pierre Maxence, aujourd'hui agent littéraire et confessionnel des collaborateurs, quelque part en Suisse. Il représentait, il est vrai, dans ces équipes un élément plutôt modérateur et de tempérament sermonnaire. Mais qui l'a jamais accusé de passion et d'excentricité" ?

Pour ce qui est de la "résistance" de Jean de Fabrègues, Mounier hausse le ton et aborde au passage le cas, qui nous intéresse ici, de Jeune France, dont il semble seulement partiellement informé (l'appel à Fabrègues venant de Pierre Schaeffer - qui n'est pas cité -, à qui on le suggéra peut-être, le Cabinet de Pucheu jouant par ailleurs le rôle que l'on sait, qu'ignore dans le détail Mounier) :

"Nous n'avons aucune raison de contester ses actes de résistance M. Bousquet, chef de la police de Laval, en a fourni une liste plus impressionnante encore. Relevons toutefois que les notions de M. de Fabrègues sur la résistance, pour être un peu jeunes, ne laissent pas d'être flottantes, et que la résistance politique, en 1942, avait déjà fait depuis deux ans un certain nombre de morts et d'embastillés. Mais on ne peut pas à la fois se concentrer sur son essence apolitique et savoir tout ce qui se passe de par le monde. Tant d'occupations diverses, de la Résistance à la Tradition, vous dispersent un homme. Et Jean de Fabrègues, pour un seul fait que j'ai connu directement, a certainement oublié comment il fut envoyé par les services du Maréchal pour démolir à Jeune France le beau travail de noyautage et de résistance qu'y avaient installé notamment nos camarades Maurice Soutou et Roger Leenhardt. Apolitique sans défaillance, il fut sans doute le dernier à le savoir".

Sur l'affaire des fichiers de Demain, Mounier avance des preuves. Tous les abonnés à *Esprit* et à *Temps présent* que Stanislas Fumet et lui-même rencontrèrent, avaient bien reçu également *Demain*, sans l'avoir demandé. Les abonnés aux deux revues eurent droit à un double exemplaire de *Demain*. Un abonné à *Temps nouveaux*, à qui l'on envoyait *Esprit* à deux adresses différentes, reçut trois numéros de *Demain* aux mêmes adresses. Fumet lui a écrit une lettre précisant que la police de Vichy était venue prendre les listes des abonnés à l'administration de *Temps nouveau* à Saint-Étienne, pour les remettre à *Demain*. Tous les abonnés de *Temps nouveau* reçurent *Demain*. Fabrègues n'en a-t-il rien su ? Mounier veut bien croire que son "apolitisme" l'empêcha de s'interroger.

Dernier point, et non des moindres : *Demain* fut-il vraiment une revue apolitique, distillant le point de vue de la hiérarchie de l'Église ? Mounier (qui ne fait aucune référence à la revue *Idées*) rappelle que beaucoup de catholiques, dont des évêques, n'ont pas suivi la même voie par rapport au régime, à la Résistance, à l'Occupation. *Demain* s'est pourtant engagé ouvertement, sans réserve, à chaque numéro, contre "le démocratisme" et la Déclaration des Droits de l'Homme. Au nom d'une "révolution spirituelle", qui ne fut qu'un alibi, une "caution", on mélangea Vichy et la foi chrétienne. On se déclara favorable à Franco et à Salazar. Au moment où la Russie se battait pour la cause commune, *Demain* vanta l'exposition nazie "Le Bolchevisme contre l'Europe", en avril 1943 (après Stalingrad). Jean-François Gravier y célébra en avril 1942 la victoire nazie sur la Grèce, la Yougoslavie et les Balkans, sans une pensée charitable pour les vaincus, tournés en dérision. Lors du débarquement allié en Afrique du Nord, Jean de Fabrègues demanda de suivre aveuglément Pétain. Le journal fera de même l'apologie de "la Relève", euphémisera les départs forcés pour le travail en Allemagne, revendiquera derrière Laval des mesures sévères contre les fonctionnaires enclins à favoriser la Résistance, définie comme une "oeuvre de trahison" (par Arminjon, le 28 juin 1943, futur accompagnateur de la Milice aux Glières).

Mounier termine sa réponse en portant sur ce prétendu apolitisme" ce jugement final :

"Certes *Demain* n'a jamais préconisé ouvertement la collaboration. Mais il a jusqu'au bout, au nom de la religion catholique, approuvé et mêlé indistinctement, vénéneusement, l'une et l'autre. Action démoralisante, véritable narcotique destiné aux catholiques français. *Demain* a mobilisé au service de l'obéissance à Vichy, c'est-à-dire de plus en plus à Hitler. De

service de l'obéissance à Vichy, c'est-à-dire de plus en plus à Hitler. De Fabrègues avoue qu'il a "tenu" jusqu'en 1944 tout le langage, intérieurement défiguré, des vertus chrétiennes : soumission au pouvoir, humilité devant l'événement, charité envers les prisonniers, qui opéra la mystification (...). L'équipe de Demain, amputée de quelques noms marqués, se retrouve massivement à *La France Catholique*. Or aucun de ces hommes n'a jamais donné l'explication de son attitude. Y sont-ils restés fidèles ? L'ont-ils abjurée ? Il semble que cette explication, ils la doivent moins peut-être à ceux qu'ils continuent de combattre comme au temps de l'occupation (les "personnalistes", par exemple), qu'à ceux de leurs lecteurs qui se sont nourris dans Demain de leurs leçons, qui ont suivi jusqu'au bout une fidélité à Pétain qu'on leur avait enseignée comme un devoir sacré, et qui la méditent aujourd'hui dans les prisons ou dans la tombe".

Et le directeur *d'Esprit*, en conclusion, de faire appel à la lucidité, à la séparation du religieux et du politique, à la nécessité d'éclairer les divisions politiques qui partagent les chrétiens, mais aussi à l'urgence pour l'Église de rester "indépendante de toute politique", de ne pas brader la foi pour des recettes de gouvernement des hommes. Il avait finalement tiré lui-même les leçons de son épreuve vichyssoise.

Cette confrontation sans concession, jusqu'au bout des valeurs de chacun, en révélant crûment les oppositions qui à l'approche du pouvoir divisèrent les non-conformistes des années 30, conduit à s'interroger sur l'existence d'un non-conformisme également partagé et sur la profondeur de différences dissimulées derrière des convergences apparentes plus ou moins manifestes et reconnues par les protagonistes ou par les observateurs ultérieurs.

Troisième partie

LE NON- CONFORMISME DES ANNÉES 40

[Retour à la table des matières](#)

[Retour à la table des matières](#)

L'affaire Mounier, telle qu'elle se dégage des analyses qui précèdent, suggère des interrogations et des interprétations qui dépassent très largement le seul problème du comportement du fondateur d'Esprit par rapport au pouvoir vichyssois. En effet, au-delà des circonstances rapportées, qui sont déjà, on l'a vu, riches d'enseignements pour éclairer certains aspects peu connus de l'histoire du régime de Vichy, en remettant en cause un certain nombre de points de vue de l'historiographie traditionnelle, on est amené à poser des questions qui incitent à s'aventurer sur des chemins jusque là peu fréquentés par les historiens de cette période.

Tout d'abord, le fait que les événements évoqués précédemment aient, pour une grande part, concerné Jeune France, c'est-à-dire une association dont l'activité était tournée vers ce qu'on n'appelait pas encore le champ culturel, conduit à se demander ce qu'a représenté cette expérience originale dans l'évolution des politiques culturelles en France. Quelle fut en ce domaine la spécificité des orientations et des pratiques de Vichy, en situant celles-ci dans la longue durée depuis la fin du XIXe siècle ? Par ailleurs, l'engagement culturel de Mounier, qui déborde, tout en l'incluant, le champ politique, s'insère dans une réflexion plus large, de nature philosophique, qui s'enracine dans sa vision personnaliste de l'homme et de la société. On peut ajouter aussi qu'au delà de cet aspect philosophique, le fait que certains protagonistes des événements relatés - particulièrement Emmanuel Mounier et Jean de Fabrègues - aient été des catholiques très engagés, dont la foi religieuse ne saurait être dissociée des autres aspects intellectuels de leur personnalité, ne peut pas ne pas déboucher sur une interrogation concernant les rapports avec la politique du christianisme et du catholicisme. Les oppositions entre Mounier et Fabrègues n'illustrent-elles pas ici deux façons divergentes de concevoir ces rapports ?

Pour mieux saisir le sens et la portée des faits analysés il importe, à côté de cette première perspective, d'en envisager une seconde, qui consiste à s'intéresser aux réseaux du "non-conformisme" des années 30 auxquels appartient bien Mounier, même s'il faut l'en distinguer, et auxquels se rattachent aussi un certain

nier, même s'il faut l'en distinguer, et auxquels se rattachent aussi un certain nombre de ses adversaires. Plus généralement, se pose ici la question du passage du non-conformisme des années 30 à celui des années 40. Bien que l'on soit souvent en présence des mêmes hommes, s'agit-il bien du même non-conformisme ? D'autant plus qu'il ne s'agit plus seulement, dans les années 40, d'une réflexion intellectuelle et abstraite, mais aussi de pouvoir et d'action, dans un contexte complexe et controversé. Cela nous interroge sur les liens entre les idées et les comportements concrets des individus.

Ceci étant, l'approche de ce mouvement ondoyant, qui a donné des hommes à la fois à Vichy et à la Résistance, doit aussi conduire à le situer par rapport à des phénomènes plus généraux qui l'englobent. D'abord, la réflexion sur la nature de la Révolution nationale française, dont une partie du non-conformisme a constitué l'une des composantes. Puis, plus largement encore, l'interrogation sur l'existence d'un fascisme ou d'un autoritarisme, à la fois idéologique et organisationnel, français et européen, auquel certains le rattachent sans hésiter. Toutes questions qui, dans les deux cas, font l'objet de débats opposant des courants historiographiques divergents.

Troisième partie :
Le non-conformisme des années 40

Chapitre I

CULTURE, RELIGION ET POLITIQUE

[Retour à la table des matières](#)

Une première perspective pour éclairer les événements précédemment évoqués consiste donc à situer ceux-ci, d'une part, par rapport à l'évolution des politiques et des pratiques culturelles - dans le cadre desquelles s'inscrit tout naturellement l'action spécifique de Jeune France - (I) et, d'autre part, par rapport aux valeurs spirituelles et religieuses explicitement impliquées dans les controverses étudiées. Là surgit la question de l'interprétation des relations du temporel et du spirituel, du témoignage chrétien par rapport au politique, au coeur de la pensée engagée d'Emmanuel Mounier (II).

I - JEUNE FRANCE : TRADITION OU MODERNITÉ CULTURELLE ?

[Retour à la table des matières](#)

Jeune France n'a pas été un "ministère de la culture" et le rôle de conseiller pour la formation culturelle qu'y joua Emmanuel Mounier reste réduit dans ses responsabilités comme dans le temps. Il en inspira cependant l'esprit, dans la ligne de ses conceptions d'avant-guerre sur la place et la liberté de l'art et de l'artiste dans une société personnaliste telle qu'il la rêvait. Les positions que prit l'association s'inscrivent en continuité avec les conditions de réalisation des politiques culturelles en cours depuis au moins les années 20, même si des éléments de spécificité et de discontinuité sont évidents, liés à des modalités d'exercice particulièrement contraignantes dans la période vichyssoise. Jeune France correspond bien à un moment charnière dans l'histoire des politiques culturelles et de la jeunesse en France, caractérisée globalement par trois phases organisationnelles successives.

La première, de 1860 (environ) à 1914, fut dominée par des pratiques de patronage, d'encadrement des jeunes par les adultes, d'initiatives issues de la société civile en relation organique avec les "centrales" dirigeantes (françaises mais aussi européennes) des réseaux de sociabilité catholiques, républicains et socialistes. Ces réseaux de sociabilité, opposés entre eux, mais parfois rapprochés, construisirent, dans la longue durée, des cultures politiques globalisantes. Celles-ci se réclamèrent d'un type d'homme particulier (le "croyant", le "citoyen", le "militant"), d'une pédagogie bien arrêtée (avec ses écoles, ses universités ou centres de formation), d'une "science sociale" spécifique (avec ses penseurs, ses instituts, ses revues théoriques). Elles créèrent du lien social (des "communautés" construites) autour de lieux symboliques de ralliement (pour les fêtes à l'occasion desquelles chacune avait ses parcours spécifiques dans les villes) et de socialisation (l'Église paroissiale, la Mairie, l'École, l'Usine...). Chaque système englobant déploya des activités multifonctionnelles et pluri-institutionnelles

activités multifonctionnelles et pluri-institutionnelles (presse, syndicats, élections, gestion municipale, pratiques de loisirs, assistance sociale...), structurées précisément en réseaux territoriaux et sociaux autour de centrales de décision et d'action (la conférence des évêques et archevêques de l'Église pour les catholiques, les loges et associations d'action laïque, certains ministères, les municipalités pour les républicains, les partis, les municipalités, les syndicats pour les socialistes).

La seconde phase, après la guerre de 1914-1918, fut marquée (comme en contrecoup de celle-ci) par une autonomisation progressive des "mouvements" de jeunesse, toujours politisés mais séparés de plus en plus des vieilles centrales et des méthodes surannées d'encadrement politique et religieux, ainsi que par la spécificité de revendications culturelles. Enfin, la troisième, à partir des années 30, fut déterminée par l'étatisation progressive de secteurs jusque-là pris en charge par les mouvements associatifs issus de la société civile et divisés entre les cultures politiques des trois grands réseaux de sociabilité. Ce processus d'étatisation impliquait la création d'une administration de la culture, des sports, de la jeunesse... avec ses bureaux, ses fonctionnaires, une organisation territoriale, des budgets, des procédures de normalisation et de réglementation, ainsi qu'un contrôle fonctionnel progressif des initiatives sociales et locales multiples. Jeune France se trouve bien à la confluence de cette évolution générale.

Jusqu'à la première guerre mondiale, l'État bourgeois et libéral s'était désintéressé en effet, non des beaux-arts en tant que tels, mais des politiques de "développement culturel"²⁴¹. L'essentiel des programmes revendicatifs et novateurs en la matière avait été le fait de diverses associations et revues dès 1880. À gauche, sans parler du mouvement orphéonique ou du théâtre

²⁴¹ Sur les politiques culturelles de la Troisième République, on peut consulter : André-Hubert Mesnard, *Droit et politique de la culture*, Paris, PUF, 1990, pp. 50-71 ; J.M. Pontier, J.C. Ricci, J. Bourdon, *Droit de la culture*, Paris, Dalloz, 1990 ; Evelyne Ritaine, *Les stratèges de la culture*, Paris, PFNSP, 1983 ; Numéro spécial de la revue *Le Mouvement social*, avril-juin 1985, *L'expression plastique au XIXe siècle. Regards d'aujourd'hui* ; Jeanne Laurent, *La République et les Beaux-Arts*, Saint-Etienne, CIEREC, 1982 ; Marie-Claude Genet-Delacroix, "Vies d'artistes : art académique, art officiel et art libre en France à la fin du XIXe siècle", *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, tome 33, janvier-mars 1986, pp. 40-73 ; Marc Fumaroli, *L'État culturel. Essai sur une religion moderne*, op. cit., pp. 51-113.

populaire ²⁴², citons par exemple, issue du socialisme utopique, l'expérience du familistère de Guise, dans l'Aisne, prôné par le patron fouriériste Jean-Baptiste André Godin (dont rend bien compte la revue *Le Devoir* dès mars 1878), le bimensuel *Le Mouvement socialiste*, dirigé par Hubert Lagardelle (futur ministre de Vichy), *La Revue socialiste* de Benoît Malon, la Ligue de l'Enseignement de Jean Macé, l'association L'Art pour le peuple, le mouvement des Universités Populaires, fondé en 1899 par Georges Deherme... Plus à droite, le Sillon de Marc Sangnier, véritable coopérative chrétienne d'éducation populaire, les Unions pour la Paix sociale animées par Le Play et ses successeurs, attentives à toutes les expériences novatrices (décrites régulièrement dans *La Réforme sociale*), ou encore la revue *Les Documents du Progrès*, fondée par Rodolphe Broda (1907-1914), en relation étroite avec le Collège libre des Sciences sociales de Paris... Autant d'exemples de laboratoires de "progrès social", réunis d'ailleurs lors de l'Exposition universelle de 1900 ²⁴³, qui montrent que les réseaux de sociabilité laïques, catholiques et socialistes abritaient chacun en leur sein, au tournant du siècle, des mouvements non-conformistes de réforme culturelle orientés plus ou moins vers une politique de patronage et d'encadrement des jeunes par des adultes.

Mais, à partir des années 1920-1930, des facteurs multiples d'évolution favorisèrent l'intervention de l'État central. Parmi ceux-ci, citons la crise des finances des villes (causée par les déficits de guerre), la montée du socialisme municipal aux élections de novembre-décembre 1919 (qui testa sur le terrain des programmes de politique culturelle administrée), la rationalisation et la taylorisation progressive des méthodes de gestion administrative et de dépenses publiques dans tous les secteurs (l'apparition de "l'État moderne"), l'instauration en Russie bolchevique, en Italie fasciste, puis en Allemagne nazie, de programmes massifs d'étatisation de la culture et de la jeunesse, concurrents des vieux modèles de socialisation libérale et laïque à dominante individualiste... N'oublions pas non plus, en tenant compte des revendications retentissantes des

²⁴² Sur ce thème, cf. Philippe Gumpłowicz, *Les travaux d'Orphée. Cent cinquante ans de vie musicale amateur en France. Harmonies, Chorales, Fanfares*, Paris, Aubier, 1987 ; *Révoltes logiques, esthétiques du peuple*, Paris, La Découverte, Cahiers Libres, PUV, 1985.

²⁴³ L'ouvrage de Charles Gide, *Les Institutions de Progrès Social*, Paris, Sirey, 1912, en donne une photographie intéressante (pp. 314-334).

avant-gardes culturelles parisiennes et européennes, l'évolution des mouvements de jeunesse des années 30, à droite comme à gauche. Tous (les équipes sociales catholiques de Garric qui ont alimenté l'administration vichyssoise de la jeunesse en 1940 en sont un bon exemple) cherchèrent à briser les modes d'encadrement traditionnels en revendiquant une qualité des loisirs, la mixité, la découverte de la nature, le décroisement social, l'extension de la vie communautaire, l'autogestion des groupes, le dépassement de l'action des vieux réseaux territoriaux de quartier, le désenclavement provincial et la décentralisation de la diffusion artistique... Beaucoup s'investirent dans des associations et s'engagèrent dans les voies de l'animation culturelle, perçue comme libératrice. Les hommes et les projets de Jeune France ne sont-ils pas issus de ce mouvement général d'idées et d'expériences novatrices, porteurs des enthousiasmes et des illusions d'une génération ?

Malgré l'alternance d'équipes successives qui rendit difficile une continuité d'action en la matière, les divers gouvernements furent forcés de prendre en compte les exigences de "loisirs" touristiques, sportifs et culturels formulées par les jeunes organisées. Par exemple, pour parler du secteur musical, en novembre 1928, le ministre de l'Éducation Herriot créa une Commission pour la rénovation et le développement des études musicales (composée de 86 membres), et le 30 juillet 1931 fut institué un Conseil supérieur de la musique populaire d'amateur, en relation avec la Direction des Beaux-Arts. Mais c'est principalement le gouvernement du Front populaire qui fit émerger sur l'agenda ministériel les premières politiques étatiques de "développement culturel".

Celles-ci, que l'on ne peut réduire au concept de loisir, furent traitées avec des ressources dérisoires (la subvention dépensée effectivement par Léo Lagrange pour "l'organisation des loisirs culturels" au budget de 1937 ne fut que de 461.500 francs, et de 478 000 en 1938). Elles se donnèrent pour objectifs, non point de diriger de façon centralisée et étatique des programmes d'action, mais de soutenir et de coordonner des projets émanant d'associations indépendantes, comme la Ligue de l'enseignement devenue la Fédération des oeuvres laïques, la Confédération des travailleurs intellectuels (issue des Compagnons de l'Intelligence, créés en 1908), l'Association pour le Développement de la Lecture publique, l'Association populaire des Amis des musées (lancée par Madeleine Rousseau et Georges-Henri Rivière, adjoint de Paul Rivet au Musée de l'Homme et directeur-fondateur du Musée des Arts et traditions populaires ouvert en 1937),

du Musée des Arts et traditions populaires ouvert en 1937), l'Association Maison de la Culture (où s'engagea notamment André Malraux en 1936), la Fédération musicale populaire (fondée en 1935 par Vaillant-Couturier, dont furent membres Jacques Ibert, Darius Milhaud, Henri Désormière, Arthur Honegger, Georges Auric, Charles Koechlin), la Fédération des Théâtres Ouvriers (avec Jacques Prévert, Kosma, Francis Lemarque, Georges Margaritis...), l'Académie populaire de Peinture, de Dessin et de Sculpture (dirigée par Franz Masereel, organisée par l'Union des Syndicats de la Seine)... En la matière, l'équipe culturelle constituée autour de Léon Blum (Julien Caïn, Jean Cassou, Grunebaum-Ballin, Raymond Cogniat...), avec Léo Lagrange, se donna pour tâche de mettre fin au "temps du mépris" (André Malraux), au cloisonnement des cultures sociales, en s'efforçant de façon symbolique de réintégrer les classes populaires dans la culture nationale. Cela passait par la popularisation des arts d'élite (les visites guidées des musées ou de Paris pour les travailleurs, à des horaires et des tarifs préférentiels), par la relégitimation des arts spécifiquement populaires et des nouvelles technologies culturelles de masse (le cinéma et la radio).

Le Front populaire prôna une conception globale de la culture. Furent entrepris à la fois une popularisation de toutes les formes artistiques élitistes, jusque là réservées aux classes bourgeoises, et les arts plus populaires, comme le folklore (c'est Georges-Henri Rivière, muséographe et ethnologue, qui réhabilita les feux de la Saint-Jean en 1937 avant de servir la politique culturelle régionaliste de Vichy ²⁴⁴), prisé par nombre de mouvements, les créations théâtrales monumentales, les expositions culturelles, les cérémonies de propagande républicaine (les deux 14 juillet de 1936 et 1937 par exemple). Politique de coordination, d'incitation, de légitimation, mêlant la formation artistique, l'éducation populaire, les loisirs culturels, les spectacles de masse, le développement associatif, sans négliger les équipements. Là, Léo Lagrange, hostile à la spectacularisation, favorable à l'extension des pratiques artistiques personnelles, attentif au prix élevé de nombreux spectacles professionnels, considéra que l'essentiel de l'éducation artistique devait être réalisé, comme pour les activités sportives, autour de l'école. Il rêva de vastes salles peu compartimentées et favorisa le rôle de la radio d'État dans la diffusion culturelle.

²⁴⁴ Cf. sur ce point l'ouvrage de Christian Faure, *Le Projet culturel de Vichy*, op. cit.

Il s'intéressa à l'expérience de l'association Maison de la Culture, et envisagea la généralisation de "maisons de culture" pour les jeunes, permettant la réunion de "clubs", disposant d'une table pour jouer et lire, d'une radio, d'un phonographe, d'un ping-pong, d'un billard, de pièces pour réunir des chorales, préparer des fêtes, organiser des sorties, des conférences, des visites de musées et d'usines. L'ensemble devait favoriser les échanges, mais de façon autogérée, à l'opposé d'une politique paternaliste patronnée par des adultes ²⁴⁵.

Somme toute, Jeune France s'inscrit dans cette continuité des politiques culturelles associatives novatrices, qui avaient appelé l'intervention de l'État dans la culture (un symbole : Léo Lagrange ne fut-il pas le condisciple et l'ami de Georges Lamirand ?) et que l'État encouragea en les coordonnant plus ou moins. L'association hérite des expériences enthousiastes des années 36. Elles les reprend ou les concurrence, dans tous les secteurs artistiques comme dans la formation culturelle des animateurs et des publics. Elle n'a rien inventé ex nihilo, même si, son heure venue, elle réalisa, en donnant sa chance à un réseau spécifique d'intellectuels et d'artistes. Celui-ci fut principalement composé des hommes de Garric et de Lyautey, des scouts routiers universitaires, et des trois grandes tendances du mouvement non-conformiste des années trente, celle de "gauche", mouniériste ou proche de la Troisième Force et des communautés autour d'*Esprit* (plus ou moins attirées par ou engagées avec le Front populaire en son temps), celle de "droite" (avec les représentants d'*Ordre Nouveau*), celle de la "droite extrême" (avec *Combat*, *Civilisation* et *L'Insurgé*). Rassemblement d'hommes, de

²⁴⁵ Sur la politique culturelle du Front populaire, l'étude de référence reste l'article de Pascal Ory : "La politique culturelle du premier gouvernement Blum", n° 10-11, *La Nouvelle Revue Socialiste*, rendant compte d'un colloque tenu au Sénat le 8 mars 1975 sur "Léon Blum et la culture". À lire également dans le même numéro le témoignage de Georges Cogniot : "La politique scolaire et culturelle du gouvernement Léon Blum (1936-1937), vue par un parlementaire de l'époque". Pascal Ory a publié une étude complète de la politique culturelle du Front populaire : *La belle illusion. Culture et politique sous le signe du Front populaire (1935-1938)*, Paris, Plon, 1994. On peut encore consulter sur le sujet : *Les Cahiers de l'Animation*, n° spécial de 1980 sur le thème "Éducation populaire, 1920-1940" ; Benigno Cacérès, *Allons au devant de la Vie. La naissance du temps des loisirs en 1936*, Paris, Maspero, 1981 ; Henri Noguères, *La vie quotidienne au temps du Front populaire*, Paris, Le Livre de Poche (n° 5811), 1977.

connivences certes, mais aussi divergences radicales, qui allaient se manifester publiquement, inévitablement.

Sur le plan de la forme, des moyens utilisés, les ressemblances de l'action de Jeune France sont frappantes avec la période du Front populaire : faibles budgets, interactions avec les questions de jeunesse, utilisation des techniques souples de l'association pour gérer des programmes ministériels, périodiques et sectoriels, participation à des cérémonies collectives, engagement de l'artistique dans le politique, voire dans la propagande. La discontinuité radicale réside cependant dans le contexte. D'abord ce ne sont pas des hommes du Front populaire qui dirigent le mouvement officiel (même si des "anciens" y participent en catimini). Mais, surtout, il ne s'agit pas de la même politique, du même pouvoir, des mêmes conditions de participation à une action collective. On se trouve sous une dictature, dans une période de législation de guerre et d'exception. L'action se réalise, malgré sa pureté, son innocence, sous la contrainte de l'ennemi et sous un régime de censure artistique, intellectuelle et politique sans précédent depuis le Second Empire. Peut-on s'épanouir culturellement, comme si de rien n'était, aux ordres d'un gouvernement raciste et répressif (le "honteux statut des juifs" - dit Mounier - et les *numerus clausus* infligés aux professions intellectuelles et artistiques, desquelles les israélites étaient rejetés) ? Peut-on se passionner pour le développement de la création et de l'art quand, en pleine guerre civile et nationale, sont appliqués des interdits intellectuels, associatifs et politiques à l'encontre d'une large partie de l'opinion ? Inconscience ? Indifférence ? Complicité ? Jeune France eût été possible en 1936, mais toutes les associations culturelles de gauche furent dissoutes en 1940. On ne pouvait "faire de la culture" qu'autorisé, qu'agrémenté, que coopté par le pouvoir d'État. Même si Georges Lamirand n'est pas Goebbels, le contexte de Vichy fut contraignant, ségrégatif, peu conforme à l'épanouissement et à l'ouverture qu'implique toute politique culturelle ambitieuse. Les moyens d'action, l'état de l'opinion et du pays formaient autant de contraintes, d'impossibilités évidentes, d'antinomies. Discontinuité donc avec la période du Front populaire, qui explique peut-être en partie le tabou (le syndrome ?) qui entourait pendant longtemps l'association et occulta son apport incontestable à l'histoire des politiques de la culture.

Cependant, nous avons vu comment, face à ces tristes réalités, l'association vécut les conditions restrictives que l'on vient d'évoquer ainsi que le rapport au

politique. Elle devint, en fait, un lieu, certes autorisé, contrôlé, mais bien rare, d'expression et donc, dans un régime autoritaire, un espace relatif de liberté, d'épanchement des émotions de la jeunesse. Un espace d'enjeux qui dépassa les différences, les nuances, les querelles entre les tendances et les personnes qui la composaient. C'est bien cela que comprit Emmanuel Mounier, qui resta cependant volontairement en retrait par rapport à un rattachement statutaire à l'association. Il utilisa celle-ci comme un instrument d'influence grâce auquel il pouvait encore défendre ses idées, avec son autorité intellectuelle, contre le pouvoir. Le texte même des grands principes de Jeune France, pénétré de l'esprit personnaliste, refusait explicitement toute dérive propagandiste. En mettant en avant le pédagogique et l'artistique d'abord, en prônant la liberté créatrice, le "spirituel d'abord", le pluralisme des traditions qui composaient la Nation, en pensant à l'après-guerre, Mounier, dont les positions sur la décentralisation artistique et le refus de l'étatisation de la culture étaient connues depuis son manifeste d'octobre 1934, provoquait le régime dans ses fondements et ses intentions. Lui et ses amis, assimilés par le pouvoir à des "anarchistes" (qualificatif déjà lancé avant-guerre) désamorçaient les velléités de politisation de la jeunesse et de la culture des partisans antipluralistes de la Révolution nationale. On le lui fit payer rapidement, sans aucun compromis et sans discussion.

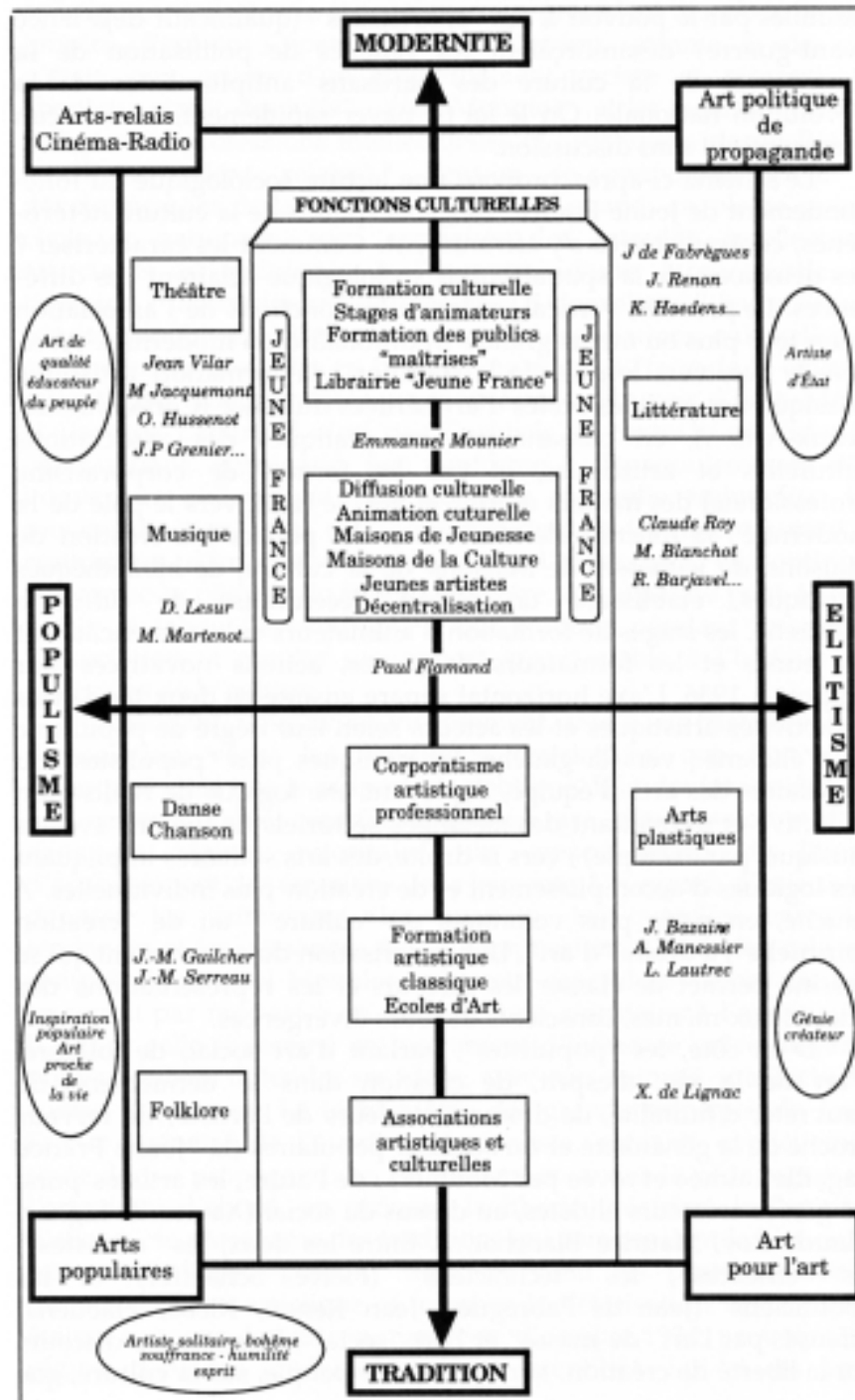
Le schéma ci-après propose une lecture sociologique du fonctionnement de Jeune France. Des conceptions de la culture hétérogènes, contradictoires s'y affrontèrent. Comment les caractériser ? Les deux axes de la spatialisation sociologique éclairent ces différences. Le premier, vertical, ordonne les fonctions de l'association selon leur plus ou moins grande traditionalité ou modernité. Avec, vers le bas, vers le pôle de la tradition : la formation artistique classique des grandes écoles d'art héritées du passé (Conservatoire, Beaux-Arts...), en passant par les pratiques des associations culturelles et artistiques, et par les formes de corporatisme professionnel des métiers d'arts ; et vers le haut, vers le pôle de la modernité : la fonction de "formation des publics", la création de Maisons de jeunesse, de Maisons de la culture, de bibliothèques artistiques, établissant un réseau décentralisé de diffusion culturelle, les stages de formation d'animateurs culturels encadrant les jeunes et les formateurs de jeunes, actions novatrices par rapport à 1936. L'axe horizontal sépare ensuite en deux tendances les activités artistiques et les acteurs selon leur degré de populisme ou d'élitisme : vers la gauche, les pratiques plus "populistes" ou populaires des arts d'équipe, déployant

plus "populistes" ou populaires des arts d'équipe, déployant une logique de réalisation collective et permettant des mélanges sectoriels (le théâtre avec la musique, par exemple) ; vers la droite, des arts solitaires impliquant des logiques d'accomplissement et de création plus individuelles. À gauche, on parle plus volontiers de "culture " ou de "création spirituelle", à droite "d'art". La bipolarisation du mouvement qui se dessine permet de classer les discours et les représentations des acteurs eux-mêmes, conscients de leurs divergences.

D'un côté, les "populistes", parlant d'art social, de folklore, d'art de la vie, d'esprit, de création dans le dénuement, de pauvreté, d'humilité, de drames intérieurs de l'artiste, de ferveur proche de la générosité et du bonheur populaires (la "Jeune France pagaille" aimée et rêvée par Mounier) ; de l'autre, les artistes purs, les génies créateurs élitistes, au dessus du social (Xavier de Lignac, Claude Roy, Maurice Blanchot...). Entre les deux, les "réalistes", les "efficaces", les "techniciens" (Pierre Schaeffer) et les "politiciens" (Jean de Fabrègues, Jean Renon, Kléber Haedens) offensés par l'art "de masse" et l'art "social". Derrière les discours sur la liberté de création, sur l'art, sur le peuple, sur la culture, que de projections individuelles, à l'image des socialisations personnelles et des divergences culturelles et politiques incarnées jusqu'au bout par chacun. Un quadrilatère d'orientations générales, d'objectifs se dégage donc, opposant d'un côté, dans une dimension traditionnelle, le folklore et l'art populaire, dans une dimension moderniste les arts-relais du cinéma et de la radio (tant prisés par Pierre Schaeffer), et d'un autre, "l'Art pour l'Art" élitiste, issu du passé, et la plus moderne propagande mettant l'art au service de la Révolution nationale. Autour de chaque pôle furent établies des relations avec des organismes administratifs et ministériels différents : le Secrétariat général à la Jeunesse, la direction de la Radio, le Secrétariat à l'Information et à la Propagande, le ministère de l'Éducation, la Direction des Beaux-Arts... On peut considérer que s'affrontent à chaque niveau deux Jeune France, l'une traditionaliste, l'autre moderniste, l'une sociale, l'autre élitiste, l'une associative et libre, l'autre propagandiste et officielle, l'une personnaliste et humaniste, l'autre communautariste, technicienne et bureaucratique. Alors que, sur les autres points, les divergences n'étaient pas vraiment nouvelles par rapport aux débats animés de la période foisonnante du Front populaire, l'orientation de propagande fut assez nettement plus marquée qu'auparavant dans le contexte autoritaire de la Révolution nationale.

Figure 6. Lecture sociologique du fonctionnement de *Jeune France* :
deux conceptions hétérogènes de la culture.

[Retour à la table des matières](#)



Là, malgré la direction échevelée du trublion Pierre Schaeffer, attaché à une organisation personnalisée, mais qui rechigna au début à se soumettre à la logique étroitement académique et hiérarchique du pouvoir pétainiste, la question de l'utilisation de l'association à des fins politiques surgit sans cesse. Si ses rebuffades fleurent parfois le personnelisme, l'ondoyant directeur abandonna tout de même Emmanuel Mounier à son sort, sans se solidariser avec lui en août 1941. Il crut qu'il était possible de sauver ce qui pouvait l'être de son entreprise, en démarchant auprès des pouvoirs successifs, dans un Vichy de plus en plus refermé sur lui-même, et en recherchant à la fin, avec Paul Flamand, directeur parisien de Jeune France, une tutelle ministérielle. Schaeffer comprit-il tout de suite le durcissement du régime ? En tout cas, lui aussi, malgré ses concessions et sa soumission à l'idéologie maréchaliste de Radio-jeunesse, fut rapidement limogé. L'association réussit difficilement à échapper au processus d'étatisation culturelle, voulu par les tenants de la Révolution nationale, mais contraire à l'orientation associative et débridée de ses animateurs dans la phase initiale. Jeune France, au début relativement indépendante malgré un statut para-administratif non démarqué de l'antisémitisme et de l'élitisme ambiants, devint rapidement un enjeu pour la propagande vichyssoise. Puis un alibi. Et à la fin, une entreprise compromettante, au delà de la défense légitime des acquis. Que penser du cheval enfourché, semble-t-il contre un Schaeffer désarmé de son éviction, par Paul Flamand, Jean Martenot, Victor Soulenq et Daniel Apert ? Si Jacques Bousquet et Pelorson ne les avait point provoqués, seraient-ils restés sur le pont ?

Les autoritaires, sur le modèle de ce qui passait dans les divers États "européens", voulurent eux édifier un ordre symbolique nouveau, profondément antirépublicain et antidémocratique, en utilisant le prestige de l'art pour arriver à leurs fins. Dans tous les régimes dictatoriaux de l'époque, le pouvoir esthétisa et sacralisa la politique. Il s'étala de façon théâtrale, lumineuse, bruyante, panoptique, à travers des cérémonies grégaires orchestrées par de nouvelles techniques de captation des masses et de séduction des nouveaux chefs charismatiques ²⁴⁶. Si les arts et les artistes devaient servir les projets culturels de l'État, d'un autre côté, la jeunesse devenait un support d'obéissance et de perpétuation du pouvoir.

²⁴⁶ On peut consulter sur ce sujet, qui demanderait de longs développements, l'ouvrage collectif, dirigé par Régine Robin, *Masses et culture de masse dans les années 30*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1991.

On comprend alors l'acharnement de Vichy contre un homme seul, Emmanuel Mounier, qui, au coeur de ces procédures politico-symboliques étatiques, au nom d'une éthique de la personne, de la liberté, du pluralisme, inversait et subvertissait le sens donné à celles-ci. Partagée entre une conception humaniste (incarnée par les partisans du personnalisme), une vision technicienne (impliquant le développement des "arts-relais" de la radio et du cinéma et la rigueur d'une gestion bureaucratique), mais aussi une fonctionnalité propagandiste de la culture au service du pouvoir maréchaliste, Jeune France ne pouvait résister longtemps à de telles contradictions. Elle fut tout de suite écartelée entre le "peuple" et l'État, entre l'Art et la politique. Elle se déchira puis éclata, dissoute sous l'assaut des éléments fascistes. Le "jeu" avec le premier Vichy avait permis la confrontation de diverses orientations, mais les membres de l'association, la plupart passionnés d'esthétisme, obéirent à leurs valeurs et prirent après juillet 1942 des chemins différents par rapport à ceux du suivisme étatique. Dans un Vichy répressif, conservateur, frileux, une association moderniste de vulgarisation culturelle détonnait. La pantomime anarchisante, qui rappelait le temps des loisirs du Front populaire, était aussi inconciliable avec l'orthodoxie gestionnaire et réglementaire des administrations ministérielles de tutelle. La propagande, oui. La culture pour la culture, non. Pas d'électron libre. Jeune France était condamnée, dès le départ, face à une logique étatique.

Cette expérience culturelle communautaire introuvable, contradictoire, foisonnante, révèle bien la complexité de l'attitude d'Emmanuel Mounier. Celui-ci fut bien abandonné par le mouvement auquel il avait naïvement tenté de communiquer son esprit de résistance. Son éviction de Jeune France, acceptée opportunément par Pierre Schaeffer et Paul Flamand avant même le mois d'août 1941, semble-t-il, s'explique surtout par la différence de ses positions spirituelles, excluant toute concession à une entreprise temporelle. On peut comprendre cette intransigeance en essayant de mieux saisir les valeurs personnalistes et catholiques qui furent les siennes.

II - EMMANUEL MOUNIER : CATHOLICISME OU POLITIQUE ?

[Retour à la table des matières](#)

Derrière tout discours, toute idéologie, tout système de pratiques, se dissimule un code de valeurs plus ou moins cohérent. Il serait donc discutable de limiter l'engagement d'Emmanuel Mounier, tel que nous l'avons perçu dans ses rapports avec Vichy, à une dimension étroitement politique, pourtant si évidente à travers les polémiques avec ses adversaires, et aussi dénuée d'ambiguïtés soit-elle. En écartant le plus possible les références à des écrits postérieurs à 1944 (par souci d'éviter tout anachronisme rétrospectif ou interprétatif), la lecture que l'on peut faire des articles d'avant 1940 ou de la période de guerre révèle les valeurs qui ont inspiré ses analyses. Peut-on fonder des principes politiques et une idéologie sur des conceptions religieuses ? N'est-ce pas là mêler deux sphères incompatibles ?

La conception politique de Mounier n'est pas "politique" au sens immédiat du terme. Elle présente une certaine contradiction : tout en côtoyant l'idéologie non-conformiste, elle dépasse explicitement le champ du temporel et s'inscrit dans l'ensemble plus vaste de la pensée catholique. Elle s'inspire en effet d'une théologie et d'une anthropologie chrétiennes particulières, qui lui donnent sa "règle fondamentale", son "sens dernier". D'une matrice culturelle qui programme l'ensemble de sa pensée et de son action. Mounier ne parle-t-il pas lui-même de "personnalisme catholique" ? L'oubli de cette dimension fondamentale risque d'entraîner des malentendus à son encontre, qui font de lui tantôt un "anarchiste" communisant ou un "cryptocommuniste", tantôt, en tant que lecteur de Proudhon, de Péguy, d'Henri de Man..., un théoricien du "pré-fascisme", voire un "fasciste spiritualiste" prêt à toutes les ouvertures et les compromissions d'un "compagnon de route". Ces contresens s'expliquent par la séparation que l'on veut introduire entre la vie politique, saisie à travers des grilles interprétatives de courte durée (une génération d'hommes), et l'histoire des idées, qu'une large partie de la science politique s'ingénie à ignorer, alors qu'elle nous plonge dans la longue durée

litique s'ingénie à ignorer, alors qu'elle nous plonge dans la longue durée culturelle. On se trouve en présence ici, plus que d'un idéologue non-conformiste des années 30, d'un penseur ballotté entre la modernité et la tradition. Celui-ci incarne bien la figure du prophète catholique, au sens que Max Weber donne à ce terme, égaré dans une période de feu et de sang. Mais de quel catholicisme s'agit-il exactement ?

La théologie à laquelle se réfère le fondateur *d'Esprit* est pour une large part celle du Père jésuite espagnol Francisco Suarez (1548-1617), qui enseigna la théologie à Alcalá, à Salamanque puis à Coïmbre. Auteur d'un important Traité commentant la pensée d'Aristote (*Disputationes metaphysicae*, 1597), ce dernier est considéré comme le théoricien de la liberté de l'homme conciliable avec l'adoption filiale dans le Christ, conquise à partir d'une action volontaire de grâce. Il a aussi défini un droit des gens d'inspiration chrétienne (favorable aux indiens contre les conquérants espagnols). Sa réflexion sur la nature contractuelle de l'État, son refus de l'autorité de droit divin, et sa proposition d'attribuer au peuple l'autorité politique, inspirèrent le juriste hollandais Grotius (1583-1645), théoricien du Droit naturel et précurseur du Droit international public.

Mounier retient de la synthèse suarézienne une théologie morale de "la communion des saints", à la source de la "vocation collective" du chrétien, selon laquelle on peut s'inspirer de la vie des saints pour réfléchir sur la société toute entière, en considérant que l'homme, par une action de grâce construite, est capable d'actes saints et méritants. Il la complète par la théorie communautaire du "Corps mystique" : Dieu est en chaque personne, caché, obscur mais omniprésent. Son "mystère" transcende l'histoire. L'Incarnation n'est pas un événement daté : elle se continue à travers chaque personne et à l'intérieur de l'Église, qui prolonge la "société trinitaire", en incarnant à son tour le corps mystique du Christ. Chaque personne est donc l'incarnation de Dieu, le "tabernacle de Dieu" ("elle est une présence en moi"). Elle est infinie, transfinie, intemporelle. C'est une transfiguration du corps de l'homme, une unité donnée, un "volume total", une supra-conscience qui dépasse l'individu biologique et social. Ce christianisme là implique une conception fusionnelle du corps et de l'esprit, un lien de l'homme présent hic et nunc avec l'univers infini, mais aussi avec le temporel et

l'intemporel ("l'éternité s'engouffre par la blessure de l'Incarnation" ²⁴⁷). Chaque homme est bien plus que ses racines et ses déterminations spatio-temporelles. L'éthique de l'incarnation, ajoute Mounier à l'opposé d'une pensée totalitariste,

"est à cent lieues, malgré des interférences de langage, de racisme, nationalisme, provincialisme, esprit de classe, de tribu ou de clocher" ²⁴⁸.

Cette théologie chrétienne de "l'Incarnation continuée", universaliste, hostile à toute "idolâtrie de la tribu", rejette aussi l'organicisme spatialisant (et non-temporel) de la théologie inspirée par Saint-Thomas d'Aquin et reprise par le néothomisme du XIXe siècle, pour qui l'individu n'est qu'une partie de la société, de la Cité terrestre édifiée à l'image de la Cité de Dieu. Mounier, suivant Suarez, écrit ainsi :

"Les images de partie et de tout sont parfaitement inadéquates aux rapports et du Corps Mystique et des Personnes qui le composent" ²⁴⁹.

La personne ne peut être réduite à un nombre, à un élément isolé d'un organe social. Incarnation de l'infinité et de l'éternité de Dieu, elle dépasse le "bien commun temporel" de l'État. Pour Suarez, reprend Mounier, l'État lui-même n'est qu'une persona ficta, un construit humain sur le modèle de la personne, et non une nécessité naturelle au dessus des hommes. Il n'est qu'un ordre humain, inachevé, fragile, subordonné au surnaturel, à l'imprévisible (dont parle Saint-Bonaventure). C'est au nom d'une théorie de la personne que la théologie de l'autorité politique proposée par l'Église a reconnu dès le XVIe siècle le droit pour chaque homme à la résistance et au tyrannicide, preuve du caractère relatif de l'État.

Cette théologie fait de l'Église, au dessus des États, le lieu et le moment essentiel de "l'ordre chrétien". En mars 1933, dans un article au titre suggestif ("Rupture entre l'ordre chrétien et le désordre établi"), Emmanuel Mounier définissait ainsi celui-ci pour le chrétien :

"Le premier ordre social, pour lui, le foyer de présences où sa vie repose à chaque minute, ce n'est pas le corps visible des hommes et leurs

²⁴⁷ Emmanuel Mounier, "Personnalisme et Christianisme, 1939", in *Oeuvres*, tome 1, op. cit., p. 775.

²⁴⁸ Ibid., p. 776.

²⁴⁹ Ibid., p. 777.

institutions, mais cet ordre social spirituel formé par le corps et l'âme de l'Église" ²⁵⁰.

D'où cette idée, reprise à travers divers écrits (notamment dans *Personnalisme et christianisme* de 1939) : dans son histoire, malgré des abus, des déviations de "surface", liées à la partie humaine de ses institutions et de ses dogmes (l'Inquisition par exemple), comme à ses pesanteurs "sociologiques" (le catholicisme réactionnaire de l'Ordre moral), l'Église a toujours modéré l'arbitraire et le nationalisme guerrier des princes et des États (au-delà de son propre théocratisme), jusqu'aux fascismes contemporains. Pour Mounier, les périodes de chrétienté constituent une "libération continue" de la personne, qui, en participant à la liberté de Dieu, fait un apprentissage progressif de sa liberté.

Cette théologie, qui constitue une des tendances du christianisme, différente des théologies néothomistes et scolastiques de l'autorité, inspire une anthropologie, c'est-à-dire une façon de penser l'homme et de vivre chrétiennement, de laquelle découle une "sagesse politique chrétienne" (une "politique chrétienne authentique"). Celle-ci veut que l'on incarne des valeurs absolues, "éternelles", accessibles à tous. Le souci du chrétien ne peut être le monde humain (le pouvoir, l'économie, l'agitation...), mais le mystère, le dépassement de soi à partir du dépassement de la "Personne" qui est en nous. Il n'est pas une simple morale, une "culture", mais une spiritualité partagée par chaque être vivant volontaire, lucide, patient. Mounier définit ainsi la voie, la croisade de chaque chrétien :

"Au principe de son action, la règle d'amour, d'abandon à l'amour, le don total à l'amour : Ama et fac quod vis. Toute sa vie suspendue à l'aspiration à l'amour de Dieu. Un seul fondement : rendre à Dieu par sa grâce, amour pour amour. Une seule loi : la loi de perfection, précepte et non conseil. La sainteté n'est pas une vocation extraordinaire, elle est la vocation naturelle, quoique non habituelle, du chrétien" ²⁵¹.

Cette "sainteté", possible grâce à la "communion des saints", constitue la "révolution spirituelle de l'homme". Être "révolutionnaire" au nom de l'esprit, c'est (au sens astronomique de "révolution") incarner de façon non-linéaire et progressiste "l'éternel retour des choses éternelles", des valeurs absolues de la

²⁵⁰ Emmanuel Mounier, *Oeuvres*, op. cit., tome 1, p. 376.

²⁵¹ Emmanuel Mounier, "Rupture entre l'ordre chrétien et le désordre établi", mars 1933, in *Oeuvres*, tome 1, op. cit., p. 389.

vérité, de la sincérité, de la pureté, de la fidélité, de la simplicité, de la joie, de l'allégresse, de l'amour, mais aussi de la souffrance (la dure expérience de la Croix appelle chaque personne à être présente "à toute la souffrance du monde"). Cette théorie de l'homme, qui dépasse l'homme seul, repose sur le don total de l'amour (contre les valeurs bourgeoises de l'échange), sur l'être (et non sur l'avoir). Elle appelle l'esprit, le libre choix, la bonté, la charité, l'abandon, le dépouillement, une "ascèse de l'individu" (Mounier parle d'une "nouvelle phase paulinienne" du christianisme à réaliser par de pauvres "apôtres voyageurs").

Son "personnalisme" catholique, forgé aussi à travers la rencontre avec Jacques Maritain (à qui il emprunte la théorie des "moyens riches" et des "moyens pauvres") et à la fréquentation de l'oeuvre de Nicolas Berdiaïev ²⁵², contient une théorie de la "présence" et du "prochain" qui affirme dépasser l'individualisme abstrait des théories juridiques de la société, des gens et des biens, ainsi que la "Déclaration démocratique des Droits" (considérée comme un "code des convenances du parfait égoïsme" pour une "juxtaposition de bourgeois"). Mounier applique ainsi au social la définition du Corps mystique :

"Voici donc que l'homme qui me contrepasse n'est plus ce néant mobile et opaque auquel il se réduit pour l'homme de l'indifférence, ni ce réceptacle de ses aigreurs et cette cible de son désespoir qu'il devient pour l'homme de la haine, - mais à proprement parler une hostie, un sacrement, un miracle au détour de la rue, une présence inédite de Dieu, un temple de Jésus Christ. C'est encore mal imaginer la révélation du prochain que de la définir ainsi hors de moi comme une réalité séparée, si haute soit-elle. Sa réalité, ce n'est pas seulement lui, face à moi, c'est nous deux ; le lien qui nous unit en une seule chair spirituelle dans le Corps mystique du Christ est ce rapport unique que je tiens avec un être dont je ne parle plus à la troisième personne, comme d'une chose, mais à qui je commence à dire : tu...

Ce n'est donc pas dans un isolement hautain, c'est dans la découverte de ce toi que j'apprends à connaître la personne, ma personne et Dieu l'un par l'autre" ²⁵³.

²⁵² Pierre de Senarclens, *Le mouvement Esprit*. 1932-1941. Essai critique, Lausanne, L'Age d'Homme, 1974, pp. 16-35.

²⁵³ Emmanuel Mounier, *Personnalisme et christianisme*, Oeuvres, op. cit., tome 1, p. 765.

Cette vision inspirée définit avec exigence la "révolution spirituelle" comme une vocation (dans la méditation), une incarnation de chacun (par un engagement dans le monde) et une communion dans le dépouillement et l'abandon de soi pour réaliser l'amour de l'Autre et "créer du prochain autour de soi". En décembre 1939, dans *Personnalisme et christianisme*, Mounier se situe explicitement contre le théoricien national-socialiste Carl Schmitt, pour qui l'instinct politique consiste d'abord à discerner ses adversaires. La personne est, à l'inverse, ouverture, accueil, "révélation du prochain" ²⁵⁴.

Le personnalisme catholique, fondé sur ces bases théologiques et métaphysiques, n'est ni un système, ni une politique, ni un discours des hommes sur les hommes, temporel, institutionnel. Il se construit comme une démarche, une méditation, un effort en devenir, une quête. Le rassemblement qu'il suscite n'est point une "coalition d'opinions" ou d'intérêts, ni un "parti politique". Il accepte des divergences en son sein, qui reflètent la richesse et la diversité des personnes et de leurs trajectoires humaines, issues de la société civile. Il fonde un refus du suivisme par rapport à toute politique temporelle. Il dresse un bilan critique de celle-ci, en dehors des partis et des mythes environnants. Mounier reprend la critique anarchiste de l'État (par rapport à laquelle il se démarque dans *Anarchie et personnalisme*), et voit dans le et la politique une sorte de "déchéance", créatrice de désordre, d'inégalité, d'inhumanité.

La référence aux valeurs profondes qui animent son engagement et sa pensée explique la dureté de ses jugements à l'encontre de divers adversaires historiques ou contemporains, théoriques ou politiques. Hostile à l'individualisme libéral, il oppose la communauté d'amour à la société de l'échange des biens et des personnes, organisée autour du capitalisme marchand né "contre le christianisme" au XVI^e siècle. Celle-ci repose sur un système social et idéologique anonyme, grégaire, qui, à travers la glorification d'un sujet juridique abstrait et désubstantialisé, débouche sur l'éclatement, sur la solitude et le néant. Il écarte aussi comme modèle l'État parlementaire de convention et d'association, qui couronne le calcul, l'individualisme rationnel des petits intérêts accumulés, ou encore l'État collectiviste et fasciste, où règnent la discipline, l'ordre, la soumission à l'autorité d'une oligarchie ou d'un tyran légitimée par les faux

²⁵⁴ Ibid., p. 765.

spiritualismes des énergies vitales, des instincts, de la nation, de la race, de la culture... Le parti politique, "état totalitaire au petit-pied" comme le système de représentation parlementaire, qui libère un champ d'appétits et une corruption affairiste tendancielle, constituent, eux aussi, autant de formes d'engagements à éviter. Mounier rejette encore les "personnalismes païens", optimistes ou pessimistes. Il prend la peine de critiquer longuement l'héroïsme solitaire de Nietzsche (dans *L'Affrontement chrétien*), ou celui grégaire des fascismes (dès 1933), comme l'existentialisme des "moines du rien" et des "baroques de l'athéisme" (dans *Qu'est-ce que le personnalisme ?*), sans croire non plus au progressisme linéaire et rationaliste.

Mais il critique tout autant divers engagements chrétiens, à commencer par le théocratisme. Ce courant, réactualisé au XIXe siècle, séduisit nombre de catholiques conservateurs et bourgeois qui croyaient trouver là un recours contre la turbulence de l'homme dans l'autorité inflexible du pouvoir. Chaque génération au sein du christianisme se trouve placée devant deux familles d'esprit, en philosophie et en politique, qui ne partent pas des mêmes "notions-mères" et s'affrontent en créant des tensions bifides, affirme-t-il. À maintes reprises, en plus des renoncements d'un christianisme de catacombes et de l'anarchisme de certaines "sectes" exaltant un prophétisme asocial au nom d'une liberté rachetée de l'homme, Mounier critique à la fois le théocratisme et ses résurgences thomistes, mais aussi le jansénisme (ce christianisme "avare") ou le luthéranisme bourgeois, attaché à la spéculation, au volontarisme et à l'individualisme (Mounier, qui a lu Sombart, anticipe en l'ignorant *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme* de Max Weber *). Selon lui, toutes ces conceptions dénaturent la pensée chrétienne ("c'est ce que nous ne permettrons plus", lance-t-il, en s'inspirant de Péguy et de Bloy) ²⁵⁵. L'Action française est également dans l'erreur. Avec son positivisme athée, elle a prôné la distinction, puis la séparation entre l'ordre temporel et l'ordre humain (cause de sa condamnation par le Pape en 1926). Elle a accepté de placer le politique d'abord, l'ordre, l'autorité, c'est-à-dire des phénomènes d'inscription temporelle au dessus de la personne, en croyant que le salut massif viendrait de la seule volonté collective d'une élite réactionnaire. Or

* [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

²⁵⁵ Emmanuel Mounier, "Rupture de l'ordre chrétien et du désordre établi", in *Oeuvres*, op. cit., tome 1, p. 379.

la politique, trop humaine, c'est le mal. C'est l'empire des ambitions des hommes, des petits moyens qui deviennent des fins en soi (la ruse, la violence, le mensonge, la tactique pragmatique, la haine...). Ce que n'ont pas non plus compris les démocrates-chrétiens à la suite de Marc Sangnier, du Sillon, d'Archambault, dans *L'Aube*, qui, habités de ferveurs romantiques après le "Ralliement", ont suivi la politique libérale et attaché leur christianisme à cette dernière ²⁵⁶.

Le rapport entre christianisme et politique découle selon Mounier d'une théorie de la personne irréductible aux choses humaines. Au dessus de son non-conformisme, se déploie donc une pensée aux racines profondes. Son "personnalisme" appartient plus à la longue durée de l'histoire culturelle et religieuse, qu'à la courte durée des idéologies d'une génération troublée par des événements pressants. Il implique une sainteté de comportement, un engagement communautaire réfléchi, patient, lucide, critique, un apostolat chrétien dans l'univers laïc. Derrière son exigence de pureté, d'adéquation entre la doctrine et l'action, derrière la défense de la primauté du "spirituel" chrétien (et non philosophique ou moral), il est possible d'entrevoir un comportement "prophétique", au sens que l'historien-sociologue Max Weber a donné à ce terme.

Ce dernier considère en effet, "sociologiquement parlant", que le prophète est "un porteur de charismes purement personnels qui, en vertu de sa mission, proclame une doctrine religieuse ou un commandement divin" ²⁵⁷. Distinguant celui-ci des magiciens, des porteurs de saluts, des prédicateurs, des prêtres (rémunérés et chargés d'une fonction sacrée), des législateurs, des mystagogues, Weber définit ainsi le comportement du "prophète" : don personnel, volontariat, gratuité de la mission, propagandisme désintéressé au service d'une ancienne ou d'une nouvelle religion. Proche du "publiciste politique", le prophète est soit exemplaire (comme Bouddha, il montre par son exemple personnel les voies du salut religieux), soit annonciateur d'un Dieu envers lequel il exige l'obéissance par devoir éthique (Mahomet). La "vue unitaire" de la vie, du monde, des événements sociaux qu'il annonce, découle d'une conscience significative et globale de ceux-ci. Leur sens premier doit guider empiriquement les hommes, malgré leurs motifs

²⁵⁶ Emmanuel Mounier, "Feu la chrétienté", conférence prononcée en avril 1942, en pleine tourmente, à la Semaine des intellectuels catholiques, *Oeuvres*, op. cit., tome 3, p. 407.

²⁵⁷ Max Weber, *Économie et Société*, Paris, Plon, 1971, pp. 464-474.

variés, pour qu'ils obtiennent le salut. Il s'agit bien, précise Max Weber, d'une tentative de "systématiser toutes les manifestations de la vie", évaluée à partir de postulats intangibles, qui ne peut qu'aboutir à des "tensions" au niveau de la conduite de chaque homme comme dans ses rapports extérieurs avec le monde. Même si cela n'est pas le propre de "la prophétie", mais concerne toutes les doctrines sociales, politiques et philosophiques, dans le rapport entre pensée et action, la question de l'adéquation devient primordiale et Pose les limites de la prophétie elle-même. Max Weber les formule ainsi :

"Si le monde en tant que totalité, et la vie en particulier, doivent avoir un "sens", quel peut-il être, et quel devrait être l'aspect du monde pour qu'il puisse lui correspondre" 258 ?

Emmanuel Mounier, parlant des valeurs incarnées par les "purs" qui acceptent de vivre dans une "totale communauté", affirme dans *Révolution personaliste et communautaire* :

"un chrétien ne peut reconnaître d'autre métaphysique totalitaire que son christianisme même" 259.

Cette formulation de son prophétisme totalisant comportait bien, comme le suggère la définition weberienne, des contradictions rendant difficile la réalisation d'une politique authentiquement chrétienne contre la politique elle-même. Mounier en tout cas fut le premier à le reconnaître.

Un des paradoxes de son personalisme, dans son rapport au politique, consiste à vouloir "révolutionner" les esprits en s'appuyant sur une pensée religieuse qui doute des vertus de la modernité, du démocratisme, de la compétence technique, de l'efficacité des politiques publiques, des méthodes de gestion collective des grandes multiplicités. Entrer en politique, s'engager en usant des moyens politiques, sans croire au politique en tant que domaine de la volonté et de la liberté des hommes, ne voir dans l'action politique que le mal, telle est la "tension" principale, l'antinomie de la doctrine. Parlant d'une "nouvelle Renaissance", Mounier propose de dépasser les conquêtes de l'humanisme

258 Ibid., p. 474.

259 Emmanuel Mounier, *Révolution personaliste et communautaire*, in *Oeuvres*, op. cit., tome 1, p. 217.

bourgeois, de la Réforme ou de la Révolution. Mounier se replie sur un humanisme idéal et criticiste, plus contemplatif et réactif qu'actif, plein de généralités comportementales, qui eut du mal à faire l'unanimité autour de lui, dans une période de crises intérieures et extérieures de surcroît. Explicitement, son personnalisme ne croit pas à l'efficacité des institutions pour régler les problèmes humains collectifs. La révolution qu'il prône, fondée sur un individualisme réticent à l'engagement institutionnel, reste tournée vers la vie intérieure de l'homme, son infinie richesse, saisie globalement en dehors des déterminations sociales (ce qui dénote un certain travers psychologue, sensible dans *Le Traité du Caractère*). Mounier ignore dans sa construction intellectuelle l'apport des sciences humaines de son époque (qu'il limite aux philosophes Marx et Freud), particulièrement la sociologie, l'histoire (les "Annales"), l'anthropologie, la linguistique, qui s'appliquèrent à étudier la construction du lien social et du rapport individu-société dès le tournant du siècle. Il s'écarte aussi du débat juridique sur la "solidarité" sociale ou sur la construction d'une société de coopération à l'intérieur et à l'extérieur de l'État, telle que l'envisagèrent, par exemple, un Léon Duguit, proche de Durkheim à Bordeaux, ou un Maurice Hauriou, théoricien personnaliste de l'institution, de la Faculté de Droit de Toulouse. De formation philosophique et littéraire, Mounier déploie une méthode hypothético-déductive, prophétique plus qu'analytique, malgré la lucidité de nombre de jugements sur les individus, les groupes, les événements, qui relève aussi en partie dans sa forme du discours "pamphlétaire" non-conformiste. Sa pensée est traversée, au-delà de l'espérance intérieure qu'elle porte, par un pessimisme pour les choses de ce monde qui fait douter de la capacité de l'homme à maîtriser son histoire, à agir seul, avec tout son tragique, sans intervention supérieure. Peut-on fonder un ordre humain sur un mystère qui le dépasse ?

La critique rapide de la démocratie que dresse Mounier découle de ce scepticisme, de ce recul permanent. Très généralisante, elle établit peu de nuances et de différenciations à l'intérieur de la pensée démocratique ou de l'histoire théorique et pratique de l'État et du droit (par exemple celle de la gestion urbaine ou de la législation du travail), qu'elle assimile uniment à l'individualisme bourgeois. A contrario, la référence à la théologie de Francisco Suarez ne fut-elle pas en partie à l'origine du développement d'une pensée juridique démocratique (ne serait-ce que par l'influence qu'elle eut sur l'oeuvre de Grotius) ? L'oubli des liens organiques de l'Église avec les pouvoirs hiéocratiques en Europe, jusqu'au

ques de l'Église avec les pouvoirs hiéocratiques en Europe, jusqu'au XXe siècle, comme de l'antimodernisme de nombre d'encycliques pontificales, pouvaient difficilement convaincre les partisans des traditions démocratiques françaises, républicaines ou socialistes, qui avaient combattu contre "l'ordre moral" au nom de la liberté de conscience depuis la longue nuit napoléonienne, comme les démocrates-chrétiens sincèrement attachés à la démocratie et à l'action sociale. Peu ouvert au "modernisme" de courants qui tirèrent certaines conclusions de la politique de Ralliement (comme le Sillon de Marc Sangnier, condamné par Rome en 1910), Mounier rejeta globalement le concept républicain de "laïcité" et ébaucha un "État personnaliste" d'inspiration catholique et fédéraliste (en partie proudhonienne). Cependant, au nom de la défense d'un pluralisme institutionnel et d'une liberté de comportements, il reconnut qu'il était possible de dialoguer, de se rapprocher et de s'allier avec des non-chrétiens partageant un certain nombre de valeurs communes, en fonction de l'urgence des événements. Autrement dit, politiquement, il limitait la possibilité d'édifier un État personnaliste spécifique. Si l'on s'engage en politique, on se trouve aussi forcé d'échanger, de dialoguer, de passer des alliances, de composer avec des hommes et des mouvements hétérogènes, au risque de perdre la pureté revendiquée de la doctrine, voire sa crédibilité.

Au-delà des limites de sa conception de l'histoire administrative et politique, et sans parler des divergences irréductibles qui le séparèrent des catholiques conservateurs, des hommes de l'Action française ou des démocrates-chrétiens, il semble que l'intransigeance du philosophe-prophète découragea nombre de ses partisans. Oubliant l'atmosphère de ferveur et d'amitié des petits groupes successifs des Amis d'Esprit (dont la sociologie serait intéressante pour la période de l'entre-deux-guerres), Emmanuel Mounier, toujours sévère envers les siens comme envers lui-même, fut amené à dresser un tableau critique des limites de sa conception de l'engagement politique.

Dans *Personnalisme et christianisme*, il reconnaît que la politique est un "art" ayant ses lois propres, qui fait agir les hommes à partir de "barèmes de forces", de déterminismes et de volontés empiriques. Les valeurs de pureté une fois posées, celles-ci peuvent tomber dans les généralités, se montrer inefficaces, servir d'alibi à des politiques réalistes ("Quel tyran, quel conquérant ne s'est réclamé de la

"nature", du "bon sens" ou du "droit des gens" ²⁶⁰ ?). L'engagement implique donc un "risque" d'intrusion subreptice dans un "temporel sincère", d'éventuels "courts-circuits", une dissimulation moraliste et religieuse de phénomènes politiques, de données de l'ordre temporel (mais ceux-ci sont-ils toujours dépourvus de valeurs ?). Bref, il peut en résulter un certain suivisme ou des "rapprochements prématurés". La pureté exige une grande force de caractère, sous peine d'accepter n'importe quel oubli ou abandon devant les pressions du monde de l'action.

Dans *Qu'est-ce la personnalisme ?*, Mounier en vient à stigmatiser a posteriori ceux de ses partisans qui, soucieux d'efficacité, pleins de "délicatesses" apparentes, ont parfois révélé des "coeurs de métal" :

"L'homme, composé par définition, n'est solide qu'en alliages. Vichy, à côté des cyniques, fourmillait de ces "purs" qui se sont laissés posséder comme des enfants, et qui ont révélé une faiblesse foncière du caractère au moment des choix décisifs" ²⁶¹.

C'est à une véritable autocritique qu'il procède dans ce passage du même ouvrage, rédigé après la bataille, sur les rapports entre personnalisme et engagement :

"Une réflexion animée du seul souci de purifier tend à développer autour d'elle une sorte de désintégration maligne. Nous l'avons compris par quelques malentendus nés de nos propres critiques. En un premier temps, nous disions : non à toutes les valeurs acquises, telles qu'elles se présentaient dans l'abominable confusion du temps, y compris les valeurs dites spirituelles : ne les avait-on pas vues défiler depuis quelques années en chemises de couleur et colonnes par trois : ordre-autorité-nation, travail-famille-patrie, succédant aux liberté-égalité-fraternité du double jeu capitaliste-parlementaire ? Envers ces amalgames, la rigueur de notre refus ne s'est pas détendue. Mais à ne dire que non, à toujours dissocier, toujours décanter, nous avons vu certains esprits de notre suite glisser sur une sorte d'anarchisme intellectuel qui rejoignait par un biais l'armée des désordres du temps. Encouragés ici et là par un transcendantalisme sommaire, religieux ou laïc, que les maîtres dont ils se réclament, Barth ou Bloy, Kafka ou Proudhon, eussent désavoué, ils ne savaient plus être que

²⁶⁰ Emmanuel Mounier, *Personnalisme et christianisme, Oeuvres*, op. cit., tome 1, pp. 778-779.

²⁶¹ Emmanuel Mounier, *Qu'est-ce le personnalisme ?*, *Oeuvres*, op. cit., tome 3, p. 188.

refus. Toute amorce historique, toute actualité, toute modernité leur paraîtrait entachée du péché originel d'attester au lieu de protester. Les meilleurs ont augmenté la petite cohorte de ces prophètes du politique dont la fonction est indiscutablement nécessaire, bien que par certains aspects, stérile et même nocive. Les autres, le plus grand nombre, ne sont que des facteurs de dissolution critique ; ils emploient les meilleures intentions à corroder toute action efficace et à défaire leurs propres engagements" ²⁶².

Mounier, qui récuserait le qualificatif de prophète politique ou religieux, au sens strict, insiste encore sur le fait que les "cohortes légères" en question, attachées au départ à une "stratégie de pureté révolutionnaire", intransigeantes dans les principes et les moyens, dans leur action mixte de "milice", de "corps francs" et de "gardes du palais", ne se montrèrent pas "entièrement maîtresses" de leurs chemins. Il écrit à ce propos :

"Les pentes de l'époque allaient nous entraîner vers des carrefours que nous n'avions pas fixés, et là, nous obliger à des options incompatibles avec la solitude des positions "pures". À chaque coup, nous avons choisi, au lieu de biaiser (...). Parfois, l'instinct décida sans hésitation, mais longtemps après, l'intelligence se débattait et les pensées déchirées faisaient sentir leurs cicatrices. Six février. La guerre d'Espagne. Le Front populaire. Munich. Vichy. Il y avait toujours assez de bonnes raisons chez l'adversaire, de sottise et de bassesse chez l'allié, pour risquer d'ébranler notre choix. Plus d'un s'y essayait. Tout cela fit souvent, de ces combats, des combats douteux. Maintenant que les jeux sont faits, les malentendus levés, nous savons que nous avons chaque fois bien choisi" ²⁶³.

Bien choisi, pour Mounier et certains des siens, mais aussi, pour d'autres, beaucoup hésité. Les intransigeances doctrinales éclatèrent devant la nécessité des choix et en fonction du caractère des hommes. Le personnalisme, conformément à ses propres définitions morales et philosophiques, se révéla-t-il insuffisant pour trancher en matière politique ? Ceux qui, s'étant un temps réclamés de lui, trahirent ses orientations, en fait ne furent pas personnalistes jusqu'au bout. Ils se délestèrent d'une partie de leurs valeurs pour retrouver d'autres idéologies, antérieures ou nouvelles, ressuscitées ou rejointes en cours de route. Il est vrai qu'un individu garde difficilement une cohérence dans le choix de ses valeurs. Il

²⁶² Ibid., p. 189.

²⁶³ Ibid., p. 190.

est plutôt l'opérateur d'un mélange permanent, d'une sorte de mise en scène changeante, où, aimant aussi humer des parfums de jeunesse, selon son caractère, sa socialisation première, ses petits intérêts, selon les événements..., il reconstruit des cohérences en prenant ce qui le satisfait sur le marché des visions du monde circonstancielle, afin d'accrocher son char plus ou moins consciemment à des aventures collectives. Plus rares sont à cet égard les fidélités que les "revirements" ou les "tournants". En l'occurrence, les uns, ex-personnalistes, dévièrent vers la droite et suivirent Vichy, tandis que d'autres se tournèrent vers la Résistance, en fonction de facteurs de changement personnalisés qu'il est difficile de globaliser et de classer en types comportementaux homogènes.

Prenant en compte la "faiblesse de caractère" des hommes (qui n'explique pas tout), considérant que les milieux de droite, souvent catholiques, trahirent "avec le fascisme par des affinités directes, évidentes chez le réactionnaire Pétain" ²⁶⁴, Mounier, lui, resta fidèle à ses valeurs du début à la fin, en payant de sa personne pour ses convictions. Au nom de sa théorie de la présence au monde et de l'ouverture au prochain, il s'efforça de côtoyer l'adversaire, de le provoquer, de se confronter à lui (le voyage en Italie fasciste en 1935 et le passage à Vichy). Ce philosophe solitaire, qui put se croire un moment banni et abandonné de tous, en témoignant jusqu'au bout de ses valeurs, se donna tout de même les moyens de rejoindre le mouvement collectif de la Résistance. L'État vichyssois ne dut-il pas finalement user contre lui de lettres de cachet et de l'embastillement ? Quelle faiblesse ses adversaires, un Pucheu, un Marion, un Bousquet, révèlent dans leur acharnement contre le personalisme et son inspirateur en manifestant crûment la fragilité de leur propre "personne" politique, leurs incertitudes idéologiques et les limites de la puissance de leur État.

Grâce à l'action, à la logique de la pratique, les rapprochements politiques de Mounier le rangèrent finalement dans le camp de la démocratie. Mais, avec beaucoup de scrupules, d'hésitations, de timidité, d'interrogations, que l'on peut expliquer par son christianisme même, qui fut d'une certaine manière plus proche dans son antilibéralisme de l'Encyclique *Quanta cura* ou du Syllabus de 1864 et du Concile de Vatican I de 1869-1870, que de l'Encyclique *Rerum novarum* ou de Vatican II (bien que son oeuvre et son action œcuménique préfigurent

²⁶⁴ Ibid., p. 195.

paradoxalement par ailleurs certaines ouvertures "personnalistes" de ce Concile à la modernité). En "incarnant" la continuité si humble mais si importante entre deux générations d'hommes, au service de valeurs chrétiennes en mal d'adaptation à la politique des hommes, à la confluence de l'histoire politique la plus immédiate et d'une histoire culturelle immémoriale, le philosophe réussit à dépasser lui-même les limites de son intransigeance "prophétique" et les accents pessimistes de son discours. A posteriori, son personnalisme, qui voulut être - et fut - un guide pour une génération désespérée face à ce qu'il considérait, dès 1932, comme une "crise de civilisation", semble confirmer et démentir tout à la fois cette phrase écrite le 17 juillet 1910 par son maître, le "pamphlétaire" Charles Péguy, dans Notre jeunesse :

"Tout commence en mystique et finit en politique. La question n'est pas que telle politique l'emporte sur telle ou telle autre... L'essentiel est que dans chaque ordre, dans chaque système, la mystique ne soit pas dévorée par la politique à laquelle elle a donné naissance".

Au commencement était l'Action plus que le Verbe ? En tout cas, dans une pensée d'abord spiritualiste, face à la réalité d'un État dictatorial, ennemi de la démocratie et de la personne, la "mystique" d'Emmanuel Mounier rejoignit, avec d'autres, une politique pénétrée du sens de l'homme, de la dignité et de l'honneur, telle qu'il l'avait définie dans la lettre du 19 juin 1942 à René Bousquet. Contre Vichy, ce régime qui, lui, commença en politique et s'acheva dans la police, essence obscure de l'État, dont la consultation des papiers d'André Chérier nous a montré la logique en oeuvre.

Certains non-conformistes des années 30, personnalistes d'occasion des années 40, se séparèrent d'Emmanuel Mounier dans les conditions que l'on a vues. Peuvent-ils être assimilés à des pamphlétaires "fascistes" (ce que le fondateur d'Esprit sembla penser lui-même) ? Qu'est-ce qui fonda leur antipersonnalisme ?

Troisième partie :
Le non-conformisme des années 40

Chapitre II

L'AMBIVALENCE DU "NON-CONFORMISME"

[Retour à la table des matières](#)

Peut-on vraiment parler d'un non-conformisme des années 40 ? Est-on en présence d'une idéologie politique clairement définie, ou bien d'un rassemblement hétéroclite d'intellectuels politisés ? Les deux, assurément. On peut tenter d'y voir plus clair, en précisant mieux le concept d'idéologie politique. Celui-ci contient, on le sent bien après le détour analytique effectué, à la fois des éléments de doctrine politique, des rapports avec des systèmes de valeurs plus larges, notamment religieux, et des engagements multiformes avec le pouvoir.

Comme le soulignait déjà en 1960 Raoul Girardet, les structures des idéologies, saisies en tant que visions du monde social et schèmes de légitimation des actes, ne sont pas simples : elles sont composées certes de doctrines, mais elles se transforment sans cesse dans leur incarnation à travers des personnalités, des groupes, comme à l'épreuve des événements, voire du pouvoir, par rapport auxquels, souvent, elles essaient de trouver des rationalisations et des justifications a posteriori. Objet construit et vecteur d'actions, elles sont pensées, mais aussi vécues, et immergées dans des modes de diffusion et de réception

changeants ²⁶⁵. Comment les analyser sans passer par une micro-histoire des réseaux politiques dans lesquels elles acquièrent une efficacité, comme par une description en termes d'intrigues, de jeux de pouvoir, de leur étalement dans l'espace territorial, institutionnel et social ? Quels liens par ailleurs établissent-elles - et quels liens il analyse doit-elle poser - avec des systèmes de pensée et de valeurs qui les dépassent, dans l'espace et dans le temps, au-delà des générations d'hommes ?

À côté des structures visibles des partis politiques, s'agitent en effet, plus difficiles à repérer, à classer, à caractériser, des réseaux constitués d'individualités rayonnantes, de petits groupes plus ou moins formels, qui se révèlent dans des revues intellectuelles ou des rencontres. Ceux-ci s'imbriquent, puis se défont, et se reconstituent plus tard. Un "courant" peut rassembler des réseaux antérieurs porteurs d'attitudes de longue durée, de valeurs construites et héritées, qui relèvent de logiques d'affiliation variées et cumulables. Celles-ci sont liées parfois à la socialisation (les réseaux de grandes écoles, les réseaux d'originaires, les groupes associatifs d'engagement social, intellectuel, religieux et/ou politique), ou aux micromilieus de la vie professionnelle (étudiants, fonctionnaires, militaires, paysan, ouvrier, patronat, ingénieur, clergé...).

Un réseau intellectuel déploie, dans une conjoncture plus ou moins durable, des logiques d'opinions plus sporadiques, des attitudes évolutives, partagées un temps avec d'autres, publique-ment ou en privé. Les choses se compliquent si le réseau participe directement au pouvoir depuis un espace institutionnel donné. Cette situation impose des logiques de décision (pas simplement d'opinion), de responsabilité, mais aussi d'échanges, de compromis avec des réseaux associés, déviant affiliations et positionnements. Dans chaque cas, le caractère des hommes, leur histoire personnelle irréductible, qui révèle à l'intérieur d'un même réseau d'amitiés des socialisations différenciées, les liens qu'ils tissent et dénouent successivement, la violence symbolique que déclenchent l'intervention publique et la prise de parole, les logiques événementielles en période de crise... modifient les trajectoires initiales. Sans parler, dans la confrontation entre les ré-

²⁶⁵ Raoul Girardet : intervention dans le débat de l'ouvrage collectif *Tendances politiques dans la vie française depuis 1789*, Paris, Hachette, 1960, repris en annexe dans le livre de Pierre Andreu, *Révoltes de l'esprit. Les revues des Années trente*, Paris, Kimé, 1991, pp. 255-256.

seaux, des luttes de personnes, ou de factions, cristallisées, sou-vent amplifiées par des polémiques médiatiques, par des organismes plus vastes (mouvements, administrations, bureaux...), ou par des oppositions de génération.

Une micro-histoire politique doit s'intéresser tout autant à l'unité des groupes étudiés, en termes de doctrine, d'alliances, d'analyses conjoncturelles, d'attitudes face au pouvoir gouvernemental ou aux questions de politique étrangère. Le politologue Michel Dobry insiste sur l'importance de la dimension relationnelle de toute idéologie. Il parle de "système d'actions" : les positions des uns se déterminent en fonction de celles des autres, et inversement. Les interactions conditionnent et contraignent le jeu de chacun. Il ajoute :

"Même les représentations, les idéologies, les visions du monde ne sont pas des réalités idéelles compactes, parfaitement déconnectées des tactiques quotidiennes, stratagèmes, enjeux, calculs, positions occupées ou perception de ceux qui les utilisent" ²⁶⁶.

Cette remarque méthodologique reste fondamentale. Face au mélange complexe des idées et des logiques pratiques, l'analyse des idéologies et des réseaux intellectuels doit à la fois découvrir des éléments d'équilibre, qui rassemblent, et tenir compte des données hétérogènes, qui divisent et différencient. Une approche restreinte aux doctrines intemporalisées, aux influences de penseurs éthérés ou aux seuls phénomènes de socialisation, resterait insuffisante. Une lecture conjointe s'impose, qui affronte cette ambivalence. Le cas du groupe "non-conformiste" est particulièrement stimulant à cet égard, tant sur le plan de son système de positionnement pratique dans les années 30 (I) et à Vichy (II) que sur celui de ses contenus idéologiques (III).

²⁶⁶ Michel Dobry, "Février 1934 et la découverte de l'allergie de la société française à la Révolution fasciste", *Revue française de Sociologie*, XXX, 1989, p. 521.

I - UN RAPPORT AMBIGU AU POLITIQUE

[Retour à la table des matières](#)

L'usage devenu classique de ce concept de "non-conformisme" fait d'abord quelque peu problème, à la fois au niveau doctrinal et à celui des positionnements relationnels et politiques de ses diverses composantes. D'autant qu'en fonction de l'importance de l'engagement dans le contexte de Vichy, il semble heuristique d'élargir le champ d'application de ce terme, par rapport au contenu plus restrictif que lui donne notamment Jean-Louis Loubet del Bayle. Cela en envisageant l'ensemble de la décennie, et non plus seulement les années 30-33. Dans cette perspective plus extensive, attentive à l'hétérogénéité du non-conformisme plus qu'à son homogénéité, on sera amené à retrouver les premiers défrichements effectués en la matière par Pierre Andreu et Jean Touchard ²⁶⁷. C'est ainsi que ce dernier, qui négligea dans son inventaire l'importance de la césure de 1933-34, distinguait, parmi les jeunes penseurs révoltés et novateurs de cette période explosive, quatre tendances.

D'abord, la Jeune Droite, anciennement maurrassienne, c'est-à-dire un non-conformisme néotraditionaliste : celui de la revue *Les Cahiers, de Réaction*, de *La Revue française*, de *Latinité*, des *Cahiers d'Occident*, de *La Revue du Siècle* (devenue *La Revue du XXe Siècle*), de *Combat*, regroupant, de 1928 à 1939 Jean de Fabrègues, Thierry Maulnier, Jean-Pierre Maxence, Robert Francis, Pierre Andreu, Kléber Haedens, Claude Roy, Louis Salleron, André Monconduit, René Vincent...

Puis un non-conformisme personnaliste catholique, autour de Georges Izard, André Déléage, Louis-Émile Galey, Emmanuel Mounier, Jean Lacroix... et de la revue *Esprit* (lancée en octobre 1932), autour de laquelle gravitèrent des groupes qui prirent plus ou moins leur autonomie : la Troisième Force, qui se sépara

²⁶⁷ Jean Touchard, "L'esprit des années 1930, une tentative de renouvellement de la pensée politique française", in Pierre Andreu : *Révoltes de l'esprit. Les revues des Années trente*, op. cit., p. 195-229.

d'Esprit en juillet 1933, avec son journal *Front Social* (qui, en novembre 1934, se fonda avec le Front commun de Bergery pour devenir le Front social), la Communauté des Amis *d'Esprit*, fondée en juillet 1933, Communauté, lancée en avril 1935 par Raymond de Becker, La Croisade de Louis-Emile Galey...

Ensuite, un non-conformisme spiritualiste, organisateur, plus humaniste et nietzschéen que chrétien, avec la revue *Ordre Nouveau*, fondée en 1932 d'Arnaud Dandieu, Robert Aron, Claude Chevalley, Daniel-Rops, René Dupuis, Jean Jardin, Robert Loustau, Alexandre Marc, Denis de Rougemont, Robert Gibrat, Jacques Naville...

Enfin, un quatrième courant, celui d'un non-conformisme planiste et reconstruteur, sous lequel on peut ranger plusieurs regroupements et publications, souvent redondants, issus d'une gauche et d'une droite plus ou moins dissidente entre le 6 février 1934 et la fin du Front populaire ou Munich. Citons, sans être exhaustif, la revue *Plans* (de Philippe Lamour, Hubert Lagardelle, Le Corbusier et le docteur Winter) ; le bulletin *Mouvement*, d'André Poncet et Pierre Olivier-Lapie ; *L'Homme réel*, périodique syndical, avec Pierre Canivet (le directeur, alias Achille Dauphin-Meunier), Le Corbusier, François de Pierrefeu, le docteur Winter, Maxime Leroy, Georges Gurvitch (le sociologue), Georges Lefranc, Robert Lacoste, André Philip, Hubert Lagardelle..., dont le manifeste ("Ligne de force") prônait une rénovation syndicale, autour des métiers, des communes et des régions ; *L'Homme Nouveau* fondé par Georges Roditi, avec Jean Thomas, Henry Hauck, Louis Vallon, Paul Marion, Louis Deschizeaux, André Blanchoin, Pierre Andreu, Jean Coutrot (sans oublier des articles de Drieu La Rochelle et de Georges Izard)..., qui accepta dans ses rangs des dissidents des Volontaires nationaux et des Croix de Feu en septembre 1935, organisa des "centres d'études" attachés à la comparaison des politiques économiques et sociales européennes, mais aussi à la réforme de l'État et aux doctrines de rénovation (fascisme compris), avec pour référents théoriques à la fois Bergson, Chateaubriand, Jaurès, Keyserling, Machiavel, Henri de Man, Mussolini, Proudhon, Renan, Jules Romains, Georges Sorel, H.G. Wells..., le tout agrémenté d'un programme d'action de "Révolution nationale" et de "travaillisme français" ; l'équipe du *Plan du 9 Juillet* qui réunit en 1934, autour de Jules Romains des hommes divers (venant des "néos", de la C.G.T., des Jeunesses Patriotes, des Volontaires nationaux de La Rocque, de la Jeune République...), comme Jean

Coutrot, Roger de Saivre, Georges Roditi, Bertrand de Maud'huy, Paul Marion... (ce "plan" eut aussi les faveurs de du Moulin de Labarthète, futur chef de Cabinet civil de Pétain) ; la revue *Travail et Nation* (avec Pierre Pucheu, Paul Marion, Pierre Havard) ; *La Lutte des Jeunes*, hebdomadaire lancé le 25 février 1934 par un jeune radical dissident, Bertrand de Jouvenel, suivi par Drieu La Rochelle, Marcelle Auclair, Jean Prévost, Henri de Man, Sammy Béracha, Pierre Andreu, Philippe Boegner et Jean Luchaire...

Il ne faut certes ni sous-estimer l'importance de ce réseau intellectuel hétérogène dans la durée, ni surestimer son influence sur la scène nationale : *Esprit*, par exemple, ne tira qu'à environ trois mille exemplaires, la plupart des autres revues ne dépassant point le millier. Les "mélanges" politiques pratiqués par ces cénacles intellectuels des années 30 sont déroutants. Ont-ils formé, de 1930 à 1940, un ensemble idéologique unitaire (le technocratisme, le fascisme intellectuel, la "troisième voie"...), ou bien ces "mouvements" n'ont-ils été que des "lieux", des "moments" de rassemblement peu institutionnalisés de "copains" (la socialisation organique de la Rive Gauche), d'idées et d'engagements disparates (de par leur origines sociales et intellectuelles), symptomatiques d'un certain type de rapport d'une génération avec le politique ? Les réponses divergent, inévitablement.

L'appartenance générationnelle est-elle un critère distinctif suffisant pour établir des typologies politiques ? L'esprit des années trente a-t-il eu des antécédents, au niveau des thèmes ou de la filiation des hommes, dans les années 1919-1924, ou 1926-1929 ? Ou avant, dans la pensée de "non-conformistes" du tournant du siècle souvent cités comme modèles (Péguy, Bergson, Sorel, Barrès, Maurras, mais, encore plus avant, Proudhon, Cabet, Saint-Simon, Le Play...) ? Chaque génération intellectuelle contiendrait-elle son lot de non-conformistes ? Le non-conformisme n'incarnerait-il que la révolte de jeunes hommes des années 20 et 30 qui n'ont pas fait la guerre de 14-18 mais en ont subi les contrecoups psychologiques ? Génération irréductible qui, certes, a établi un dialogue avec ses aînés, mais dut se positionner face à des crises spécifiques : la condamnation papale de l'Action française en 1926, le krach de 1929, le développement du fascisme européen, le 6 février 1934, la crise de légitimité du parlementarisme libéral, le surgissement d'une culture de masse mécanisée et aliénante... Et surtout, quels sont ses liens avec l'idéologie fasciste dans la période ?

Au-delà des points de convergence chez ces jeunes intellectuels, on constate, dès le début des années 30, des désaccords non négligeables. Jean-Louis Loubet del Bayle, qui a étudié la formation de ce mouvement durant cette période et les principaux courants qui le constituaient alors, a souligné lui-même ces oppositions doctrinales, parfois au sein d'un même groupe. Celles-ci sont encore peu perceptibles, mais leur importance est évidente pour comprendre les trajectoires antérieures et postérieures de chacun. La difficulté d'une classification réside dans le fait que des hommes venant de gauche se sont mêlés à des dissidents de droite, ont circulé d'une revue à une autre, ont pu se donner réciproquement la parole, dialoguer en rapprochant momentanément leurs points de vue, tout en s'opposant sur des questions théoriques fondamentales. Le cas *d'Esprit* est très significatif de 1932 à 1940.

Emmanuel Mounier, dans divers textes, ne manqua pas d'exposer les principes qui opposaient sa revue aux autres mouvements dont, pourtant, en mots tout au moins, elle partageait maintes analyses et valeurs. Ses réactions sont bien résumées dans l'appendice du livre *Révolution personaliste et communautaire*, paru en 1935, regroupant ses premiers articles. Là, le philosophe se démarque de la Troisième Force à qui il reproche de s'être alliée aux jacobins du Front commun de Bergery. Il critique aussi durement les hommes *d'Ordre nouveau* (qui, en 1933, avaient collaboré à *Esprit*) à cause d'une "Lettre à Hitler" publiée en janvier 1934. Dès lors, les collaborations individuelles ne sont pas exclues, décide-t-il, mais, des "divergences graves" séparant *Esprit* des autres mouvements, il ne peut plus y avoir de rapprochements organiques et institutionnels (pourtant, lors du Congrès des groupes *Esprit* de Jouy-en-Josas en 1937, sera discuté un projet de regroupement fédératif des mouvements personalistes, notamment avec *Ordre nouveau* représenté par Robert Aron et Denis de Rougemont ²⁶⁸).

Le Mounier intransigeant de 1932-1934 stigmatise au passage "l'atmosphère faisandée" des groupuscules parisiens, aristocratiques ou politiciens. Il doute du personalisme violent, agressif, activiste, technocratique, *d'Ordre nouveau*. Il rejette aussi les doctrines pessimistes et maurrassiennes de la Jeune Droite, qui, elles, confondent sans cesse, selon lui, spirituel et idéologie, et s'enferment dans un aristocratismes décadent ou un paternalisme soit individuel, soit corporatif,

²⁶⁸ Michel Winock, *Histoire politique de la revue Esprit*, op cit., p. 169-170.

toujours ignorant des réalités prolétariennes. Il parle à leur rencontre de "définitive différenciation". La même distance critique avait déjà été posée en janvier 1932, au nom d'une "révolution spirituelle d'abord", vis-à-vis de L'Union pour la Vérité, rassemblement "confus" de divers mouvements de jeunes non-conformistes amorcé par *Ordre nouveau* ²⁶⁹. Dans les articles de Révolution personaliste et communautaire, après le 6 février 1934, Mounier demande aux membres du réseau *Esprit* de s'abstenir à l'égard des partis politiques, ou au moins de montrer une attitude "d'autocritique constante" en cas d'adhésion. Pour les mouvements novateurs proches des valeurs personalistes, "plus purs et plus jeunes que les partis", il accepte une "participation vigilante" ("à chacun de décider si le moindre mal l'autorise à s'agréger ici ou là"), mais à condition de se prémunir des "contrefaçons". Pour lui, s'engager dans le "jeu des politiques" implique une trahison de la "révolution spirituelle". Comment, dans ces conditions, assimiler *Esprit* à des mouvements côtoyés mais toujours suspectés ? En même temps, Mounier caractérise la destinée de la génération des années 30 comme "politique" par rapport à celle du tournant du siècle, obnubilée elle par la conscience et le rationalisme, ou celle d'avant 1914 confrontée à un retour des sentiments romantiques. Désormais, croit-il, les jeunes veulent "s'engager", éprouvent un "mal d'action", hélas dans un climat de "déchéance du politique". La méfiance s'impose donc dans les contacts avec les autres groupes, mais elle implique des rapprochements avec nombre d'entre eux. Le fondateur *d'Esprit* recommande encore

"le devoir de garder et d'entretenir le contact avec tout homme désireux d'aller jusqu'au bout de lui-même, sans complaisance pour soi, par amour de la vérité qu'il cherche" ²⁷⁰.

Difficulté supplémentaire pour l'analyse historique, puisque ainsi *Esprit* permettait à des militants de tendances hostiles de s'exprimer sincèrement dans ses colonnes. L'attitude d'une telle revue déborde donc largement la dimension politique ordinaire pour intégrer des positions morales, philosophiques, religieuses divergentes. On est en présence d'un "mouvement" d'idées, de confrontations, de dialogue, d'interactions, non d'un mode de légitimation

²⁶⁹ Emmanuel Mounier, *Oeuvres*, tome I, Appendice de Révolution personaliste et communautaire, op cit., p. 841-845.

²⁷⁰ Emmanuel Mounier, *Ibid.*, p. 359.

institutionnel partisan, plus facilement délimitable et surtout univoque, homogène. Espace fluide, plus que fermé.

Jean Louis Loubet del Bayle parle précisément de "rapports tendus" entre les protagonistes, et la synthèse qu'il propose de l'idéologie non-conformisme sait reconnaître les inspirations philosophiques dissemblables des "personnalismes" (le pluriel n'est-il pas significatif ?). *Esprit*, écrit-il, partagé entre le péguysme synthétique teinté de proudhonisme de Mounier et le néothomisme tempéré de Jean Lacroix, met en avant une position religieuse, parle d'amour, de charité, de contemplation, de don, d'accueil, de pureté, de générosité, de justice, d'âme, de liberté de la personne, de "communauté humaine" perçue comme une "communauté de personnalités". Ces derniers mots sonnent autrement à *Ordre Nouveau* où s'affiche un humanisme plutôt agnostique, protestant parfois, proudhonien aussi, voire néonietzschéen, pour qui la créativité violente et héroïque reste la valeur suprême, comme si l'homme était la fin et la mesure de toute chose. Rien de semblable dans le pessimisme chrétien de Réaction, teinté d'aristocratisme (surtout chez l'agnostique Thierry Maulnier), qui prend sa source au catholicisme social de Le Play et de La Tour du Pin, mais aussi chez Sorel, Barrès et surtout Maurras, à l'Action française, où les fondateurs ont vécu leur première socialisation politique (Fabrègues, secrétaire de Maurras, fut un propagandiste de *L'Étudiant français* dans les années 20, comme le sera plus tard Claude Roy) ²⁷¹.

Mêmes différences dans la manière de penser le politique. Pour *Esprit*, il faut rechercher une pureté démocratique originelle (la "personnalisation indéfinie de l'humanité"), profondément chrétienne, et la démocratie (la "république" et non la forme abâtardie du parlementarisme libéral), constitue le mode de réalisation spirituelle de la personne humaine, à la fois intime, dans son âme, et communiant, dans les liens humains (le "règne du droit égal pour tous"). Le concept de démocratie donna d'ailleurs lieu à de vives discussions au sein du monde catholique des années 30, opposant par exemple en février-mars 1934, dans le journal démocrate-chrétien *L'Aube*, Emmanuel Mounier et Paul

²⁷¹ Jean-Louis Loubet del Bayle, *Les non-conformistes des années 30*, op. cit., pp. 346-354.

Archambault, c'est-à-dire deux générations d'hommes, deux attitudes par rapport au politique, deux conceptions, l'une "révolutionnaire", impatiente et intransigeante, peut-être proche dans sa critique du libéralisme démocratique du Syllabus de Pie IX de 1864, l'autre réformiste et progressive, ouverte au "Ralliement" posé par Léon XIII dans l'Encyclique *Rerum Novarum* de 1892 ²⁷². Par contre, pour l'Ordre Nouveau, plus économiste, fédéraliste et corporatiste, la démocratie est cause et conséquence de la décadence technicienne moderne, elle paraît massive, grégaire, donc condamnable. La Jeune Droite, néomaurrassienne et élitiste, la rejette intégralement. De même, si tous les courants condamnent l'étatisme, ils conçoivent différemment la réforme de l'État et le rapport à l'État.

Le communautarisme ? Daniel Lindenberg a montré que derrière l'utilisation d'un même concept, s'affrontent des doctrines tout autant antagonistes. Les unes, hiérarchiques, autoritaires, d'essence politique ou biologique, autour du concept de "chef", de "patron", de "peuple", voire de "race", produisent et soumettent des individus de devoir plus que de droit. Il s'agit là d'un corporatisme par en haut où il n'y a pas de séparation entre la société et le corps politique. Les autres, spirituelles, ferventes, volontaires, proches de la vie, de la nation incarnent un corporatisme par en bas, emboîté, construit par et pour la personne, constitué de petits groupes ²⁷³. On peut citer ici trois exemples qui sont loin de se recouper. D'abord, la "communauté de vie" d'Uriage ²⁷⁴, profondément personnaliste. Puis "la révolution communautaire" des Cahiers d'études de Jacques Madaule. Cet admirateur de Maurice Barrès en 1943, qui donnait dix ans avant des articles dans *Esprit* et fut soutenu par Mounier en 1935 lors de sa campagne électorale contre le Préfet Chiappe à Paris, dirigeait cette revue avec François Perroux. Ce dernier, théoricien de la Révolution nationale, avait eu lui aussi la parole dans *Esprit* avant guerre tout en étant approuvé par Fabrègues dans *Civilisation*. Troisième communautarisme enfin, très hiérarchique, celui prôné par les "Journées du Mont-

²⁷² René Rémond a donné une version complète de cette polémique dans *Les catholiques dans la France des années 30*, Paris, Éditions Cana, 1979, pp. 105-130.

²⁷³ Daniel Lindenberg, *Les années souterraines. 1937-1947*, Paris, La Découverte, 1990, pp. 203-246. "Coup de sonde. Des années 1930 à Vichy", *Esprit*, mai 1992, Que faire de Vichy ?

²⁷⁴ Bernard Comte, Une utopie combattante. l'École des cadres d'Uriage, op. cit., pp. 195-206.

Dore" du 10 au 14 avril 1943, sous la houlette de Paul Estèbe. Ce jeune néosocialiste de Toulouse, ancien collaborateur de *L'Homme Nouveau*, membre des "groupements non-conformistes" fondés en 1939 par Jean Coutrot, avec Pelorson, Heurteaux, Guillaume, sera chargé au Cabinet civil de Pétain en 1940 des questions sociales. Il organisa lesdites journées avec le Père Lebreton (futur fondateur d'Economie et Humanisme) Bouvier-Ajam, le commandant Féat, René Domange, l'amiral Fernet, Jean Bernard, Charles Brun, du Vernet, Vigne, Bart, Dumoulin, Bourneton, Henri Clerc, Raymond Abellio, Schueller, Maux, de Dreuille, Louis Bertin, Jean Rivain, Pierre Andreu ²⁷⁵...

Les mêmes idéologies, appuyées plus ou moins sur des doctrines élaborées, inspirent donc des hommes différents, dans des sens parfois opposés, même si elles les rapprochent ponctuellement. L'usage de mots identiques peut s'avérer particulièrement trompeur.

Que dire encore, pour les années 30, des divergences face aux événements et aux positions des adversaires, celles qui polissent et soumettent à l'épreuve les idées énoncées, séparent parfois les membres d'un même groupe ? Un Pierre Andreu, dans un texte précurseur de 1957 ²⁷⁶, tout en s'efforçant de donner une unité aux mouvements de la période (tous "personnalistes", "antiparlementaristes", "anticapitalistes", "révolutionnaires" selon lui), notait l'impact dissolvant du 6 Février 1934, de l'année 35, de la Guerre d'Ethiopie, puis de celle d'Espagne, du Front populaire, de Munich... Fort justement il constate que la "Nation" alla d'un côté, et la "Révolution" de l'autre, les non-conformistes subissant rapidement, après divers rapprochements, la bipolarisation qui opposa le bloc du "Front populaire" à celui du "Front national".

Cet auteur, lui-même non-conformiste très fluctuant, futur théoricien de la Révolution nationale (il serpenta dans presque toutes les revues et petits groupes

²⁷⁵ Cf. le Cahier du Centre communautaire de la Rue Lafayette de Paris, *La Révolution communautaire. Raisons, directions, moyens d'action ou Vers la Révolution communautaire. Les journées du Mont-Dore. 10-14 avril 1943*, Paris, Sequana, 1943.

²⁷⁶ Pierre Andreu, "Les idées politiques de la jeunesse intellectuelle de 1927 à la Guerre", *Revue des travaux de l'Académie des Sciences morales et politiques*, 2e trimestre de 1957, repris dans *Révoltes de l'esprit. Les revues des années trente*, op. cit., pp. 175-193. Cf. également ses mémoires, *Le Rouge et le Blanc*, 1928-1944, Paris, La Table ronde, 1977.

de pensée de l'époque, *Esprit*, *La Lutte des Jeunes*, *L'Homme Nouveau*, *L'Homme réel*, *Combat*...), relève les orientations fascisantes et corporatistes de l'hebdomadaire *L'Insurgé*, qui se réclamait à la fois de Jules Vallès et de Drumont. Parue du 13 janvier 1937 au 27 octobre 1937, financée par Lemaigre-Dubreuil, cette publication fut créée par des collaborateurs de *Combat* : Thierry Maulnier (Jacques Talagrand), Jean-Pierre Maxence (Pierre Godmé), Maurice Blanchot, Kléber Haedens, Claude Roy (qui y signa un article sur Primo de Rivera), Georges Blond, François Gravier, Louis Salleron, Maurice Yvan-Sicard, Jean Fontenoy, mais aussi Robert Brasillach, ami de "khâgne" de Maulnier. Nous sommes là bien loin d'*Esprit*, qui, antifasciste dès le manifeste de 1932, se rangea aux côtés du Front populaire et défendit des orientations opposées dans un hebdomadaire politique concurrent, *Le Voltigeur*, dirigé par Pierre-Aimé Touchard et Jean Lacroix.

Même si *L'Insurgé* n'est pas le lieu de refuge des maurrassiens fascistes (quoique Brasillach y signe des articles) comme le seront *Candide* et *Je Suis Partout*, nous rappelle justement Eugen Weber, même si Maulnier rejeta théoriquement le fascisme, n'éprouva aucune sympathie pour le racisme, l'antisémitisme, les "mystiques étrangères", puis, plus tard, pour la collaboration (comme d'ailleurs Jean de Fabrègues dans *Combat*, plus attaché que *L'Insurgé* à la vie spirituelle et intellectuelle), on peut s'interroger sur la fascination de cette tendance pour le fascisme. Cela, malgré certaines distanciations explicites, qui semblent être souvent de simples stratégies nationalistes de distinction²⁷⁷. Remarquons pourtant que ses orientations gauchisantes n'empêcheront pas *Esprit*, dans son numéro de juin 1940, de donner la parole à Jean-Pierre Maxence qui avait envoyé un article du front (celui-ci, perdu dans l'imprimerie du Nord, ne put paraître)²⁷⁸.

Quel lien précisément le non-conformisme entretient-il avec le fascisme des années 30 ? Y a-t-il simplement "imprégnation" - donc extériorité - ou bien identification doctrinale explicite ou implicite - donc appartenance -, et celle-ci a-

²⁷⁷ Eugen Weber, *L'Action française*, Paris, Stock, 1962, pp. 558-564.

²⁷⁸ *Esprit*, Juin 1940, p. 213. Emmanuel Mounier commente ainsi cet incident : "Quand on évoque les polémiques passées et qu'on les rapproche de l'extrême bienveillance avec laquelle Maxence a accepté cette collaboration, on peut en apprécier le sens".

t-elle été partagée à l'identique par les différentes tendances, de Mounier à Maxence ? Ou bien - interprétation minimaliste -, s'agit-il simplement, à un niveau infra-politique, d'une vision du monde générationnelle d'écrivains du quartier latin, à dominante littéraire, qui essaima de façon échevelée sur tout l'échiquier intellectuel national en raison de divergences de modèles de socialisation et "d'habitus" culturels irréductibles, en dépit d'un style, de comportements et d'habitudes de langages parfois redondants ? La réponse de l'historiographie reste partagée.

Pour Pierre Milza, qui classe ces différents courants en trois groupes), ce mouvement générationnel, sensible à la crise morale, partisan d'un renouveau, contestataire de l'ordre et du désordre établis, fasciné, voire "imprégné" par certains aspects des modèles étrangers, s'éloigna du fascisme en déployant une idéologie et une culture politico-religieuse incompatibles ²⁷⁹.

Michel Dobry, attaché à une méthodologie "relationnelle" et non "classificatoire" comme celle de Milza (qui, lui, recherche l'essence ou la nature du fascisme), insiste à l'inverse sur l'importance des courants non-conformistes dans la vulgarisation des thèses fascistes. Le brouillage des frontières et des identités collectives auquel ils se livrèrent, les multiples emprunts et échanges avec les idéologies autoritaires, consolidèrent à la longue ces dernières, les rendirent plausibles. Le politologue ajoute :

"Ces rencontres, ces transactions, ces connivences des discours autour de la thématique du congédiement des "vieux" clivages et des "vieilles idéologies" et d'exploration des "nouvelles" voies -souvent, on le sait, la "troisième", l'imagination politique du non-conformisme demeurant malgré tout fort limitée - ont constitué l'un des principaux ressorts par lesquels des énoncés pauvres, confus et flous des idéologies autoritaristes ont pu être accréditées, bénéficier de l'adhésion de larges segments de la société française et façonner les manières d'interpréter, de définir, de percevoir la "réalité", l'un des ressorts grâce auxquels les idéologies autoritaristes ont acquis l'évidence de "ce qui va de soi", la densité, ou, si l'on préfère, "l'objectivité" des choses (par exemple "l'inadéquation"

²⁷⁹ Pierre Milza, *Fascisme français. Passé et Présent*, Paris, Flammarion, 1987, pp. 197-208.

largement ressentie des institutions parlementaires et de la démocratie politique en général)" ²⁸⁰.

Si l'on prend les trajectoires des non-conformistes des années 30 une à une, une constatation s'impose : beaucoup eurent des difficultés à se situer par rapport aux grandes forces politiques organisées dans lesquelles certains avaient connu un engagement problématique, à droite ou à gauche. On peut se demander si cette socialisation politique initiale ne détermina pas a posteriori de façon contrastée les divergences droitières ou gauchisantes de leur pensée ultérieure. Pourtant certains historiens, comme Alistair Hamilton, parlent eux, pour désigner ces courants effectivement divergents, de "droite" (pour la Jeune Droite), de "centre" (pour *Ordre Nouveau*), de "gauche" (pour *Esprit*) - ce qu'admet non sans réserve Pierre Milza ²⁸¹.

Au-delà des apparences de mots ou de valeurs plus ou moins partagées, voire de rencontres et de rapprochements organisationnels ou littéraires ponctuels, les diverses composantes du non-conformisme se différencient incontestablement. Les thématiques, les engagements, les positions conjoncturelles iront en divergeant et marquent une bipolarisation liée à l'attraction inévitable de ces élites intellectuelles par la scène parlementaire. Et ceci tant en ce qui concerne le fascisme que les autres problèmes de l'heure, comme si le passage au politique des réseaux intellectuels ne pouvait échapper à la division ternaire droite, centre, gauche (s'agirait-il là d'un mimétisme refoulé de la politique institutionnalisée ?).

Face aux événements, les non-conformistes dépassèrent eux-mêmes leur intellectualisme intransigeant en raison de la nécessité de composer des alliances élargies (qu'implique toute participation au jeu politique). Ils n'échappèrent pas à la bipolarisation qui toucha l'ensemble des forces politico-idéologiques de la période par phases successives, qui fit éclater chaque fois les rapprochements hybrides entre "dissidents" de tous bords. Certains révoltés de droite, tenants de l'Action française (avant de placer leurs espoirs dans le Comte de Paris), tentèrent ainsi d'être la tête pensante de certaines ligues à partir de 1926 (Jean-Pierre Maxence noyauta la Solidarité française en 1933-1934, Robert Loustau, Robert

²⁸⁰ Michel Dobry, art. cit., pp. 520-521.

²⁸¹ Pierre Milza, *Fascisme français. Passé et présent*, op. cit., p. 200. L'historien fait référence à ce sujet à l'ouvrage d'Alistair Hamilton : *L'illusion fasciste. Les intellectuels et le fascisme, 1919-1945*, Paris, Gallimard, 1973.

Gibrat et une douzaine de copains jetèrent leur dévolu sur les Croix de Feu de La Rocque ²⁸²). Après un échec cuisant, toujours en mal d'engagement partisan, pour faire barrage au "communisme" et au Front populaire, certains, comme Robert Loustau, *d'Ordre Nouveau*, Jean de Fabrègues et Robert Francis, de Combat, s'inscrivirent au PPF de Doriot, qu'ils quittèrent en 1938, à cause notamment des positions du "Chef" fascisant au moment de Munich. Au centre et à gauche, des hommes d'Esprit, ou plus exactement de la Troisième Force, s'associèrent aux "jeunes turcs" du radicalisme (au Front commun de Bergery) puis adhérèrent peu de temps à la SFIO (ce fut le cas de Georges Izard et de Louis-Émile Galey). D'autres s'engagèrent, avec plus ou moins de réticences pour le Front populaire, puis contre le franquisme ou contre Munich, participant même après août 1936 à des rassemblements antifascistes. D'autres par contre (Mounier compris), acceptèrent certes, par curiosité peut-être plus que par "fascination", des échanges avec le fascisme italien ou allemand dès 1934, mais ils condamnèrent sans atermoier l'agression contre l'Éthiopie et la croisade franquiste, et se déclarèrent ouvertement antifascistes. Un homme comme Robert Aron, *d'Ordre nouveau*, ne fut-il pas membre du Parti frontiste de Gaston Bergery ²⁸³ ? Et la trajectoire sinusoïdale d'un Bertrand de Jouvenel, parti du radicalisme, qui donna la parole au fasciste Drieu dans *La Lutte des Jeunes*, réalisa une interview complaisante de Hitler, rencontra Mussolini en 1936, côtoya le "Comité France-Allemagne" de l'ambassadeur Abetz et de Jean Luchaire, s'engagea au PPF, avant de servir auprès du S.R. français du général Rivet, n'est-elle pas symptomatique du désarroi politique de certains jeunes réformateurs ? Écoeürés par le parlementarisme de la période, fascinés en contrecoup par le fascisme, ceux-ci étaient prêts à tous les revirements comme à tous les ressaisissements patriotiques.

²⁸² Source : entretien enregistré entre Jean de Fabrègues et Jean-Louis Loubet del Bayle, aimablement communiqué par celui-ci.

²⁸³ Illustration des complexités de l'époque que nous a signalée Jean-Louis Loubet del Bayle : Robert Aron organisera en août 1942, pour parler de l'évolution éventuelle de la situation en Afrique du Nord, une rencontre clandestine et secrète entre deux de ses amis : Jean Jardin, chef de Cabinet de Laval, et Jean Rigault, membre du "groupe des cinq" qui préparait le débarquement allié en Afrique du Nord de novembre 1942. (Robert Aron, *Fragments d'une vie*, Paris, Plon, 1981, pp. 160-162).

Les nécessités de l'action politique semblent donc effacer, de par les divergences qu'elles entraînent sans cesse, la volonté d'unité doctrinale que certains ont affichée. L'existence de la thématique idéologique non-conformiste perd sa continuité et sa prétendue homogénéité d'idées face aux pratiques politiques dissolvantes et dispersives. Les différents cercles, comme au sein de chacun d'eux les individualités et les tendances, allaient logiquement aborder la situation de 1940 aussi divisés qu'auparavant. Raoul Girardet ne soulignait-il pas déjà en 1960 que le non-conformisme, avec son "ni droite, ni gauche", son "corporatisme", son "communautarisme", son "personnalisme", avait constitué "une grande partie de l'idéologie vichyssoise" (mais aussi de la Résistance) - ce que souligne également Jean-Louis Loubet del Bayle ²⁸⁴ ? Mais, là encore, n'y eut-il pas des divergences en partie en continuité avec les divisions de la période précédente ?

Malgré les circonstances de guerre qui rapprochèrent un temps, en raison du traumatisme de la défaite, certains révoltés de la veille, qui avaient fait parfois un bout de chemin ensemble au cours de la décennie antérieure, la vieille politique reprit rapidement le dessus à l'automne 1940. Et avec elle, intensifiées par les enjeux et la dureté de la législation de guerre, les querelles intestines. Le pouvoir, à la fois espace symbolique, enjeu et scène polyarchique, fait se court-circuiter les équipes qui s'affrontent dans leurs idéologies et leurs projets plus ou moins structurés, taraudés par les aléas événementiels et l'acide des jalousies, par la concurrence, par les batailles pour les moyens matériels et financiers.

II - LES NON-CONFORMISTES À L'ÉPREUVE DE VICHY

[Retour à la table des matières](#)

²⁸⁴ Raoul Girardet, débat cité dans l'ouvrage de Pierre Andreu : *Révoltes de l'esprit. Les revues des années trente*, op. cit., p. 255, et Jean Louis Loubet del Bayle, *Les non-conformistes des années 30*, op. cit., pp. 404-419.

Sous Vichy, il n'est pas facile, en raison notamment du nombre d'intellectuels concernés, de recomposer la trame des "clans" qui ont tenté de s'imposer dans ce décor d'opérette tragique que fut la petite ville d'eaux de l'Allier. Comment connaître les véritables intentions de chacun, son degré d'adhésion, de légitimation, d'acceptation ou de rejet du pouvoir pétainiste, sa manière personnelle d'exorciser et de compenser la défaite. Comment apprécier sa lucidité. Par rapport à la politique répressive et ségrégative du régime qui, malgré ses apparences chaotiques, imposa très vite ses intentions à un pays en situation d'occupation ? Des intellectuels, qui avaient jusque-là exercé leurs critiques ou leurs sarcasmes à l'encontre de la démocratie parlementaire plus ou moins avariée de la fin de la Troisième République, pouvaient-ils contempler "l'air du temps", s'engager sans se poser de problème de conscience ? La plupart pensèrent qu'était désormais venu le moment de l'action. Mais, là encore, les non-conformistes n'ont pas "joué" avec Vichy de la même manière, bien qu'il soit tentant de tous les mettre dans le même sac, d'assimiler leurs intentions agissantes à la logique du pouvoir vichyssois, et de les "Juger", au nom d'une sorte de "responsabilité collective", en projetant sur eux, et sur Vichy, sujet toujours brûlant, des militances ultérieures.

Avec le rétrécissement du niveau d'observation, les faits se complexifient, l'hétérogénéité des acteurs et des blocs sort de la zone de flou, la chronologie, jusque là trop large, se comprime, s'affine. L'unité de mesure n'est plus l'année, ou la durée gouvernementale, mais le mois, voire la semaine. Les trajectoires individuelles, les évolutions personnelles ou générationnelles se diversifient. Il faut dépasser les représentations univoques qui ont traité Vichy d'un seul "bloc", à la façon dont Clemenceau parlait de la Révolution française, ou qui ont lu la politique intérieure au seul regard des données de la politique extérieure. La grille d'analyse pour étudier telle ou telle trajectoire, à l'image de la vie, de la pensée, doit être affinée, devenir contradictoire, respecter le monde mental d'une "génération" que l'on ne peut apprécier, sous peine d'anachronisme, à partir de la logique d'événements ultérieurs, voire à l'aune d'un modèle d'interférence a posteriori.

Dans cette perspective, on peut se poser la question de savoir si les travaux de référence sur les politiques de la jeunesse et de la culture de Vichy ont proposé des typologies explicatives assez affinées pour tenir compte de la complexité des situations. Notamment, ont-elles fait une place suffisante aux non-conformistes ?

Par exemple, Wilfred D. Halls, décrivant les réseaux engagés dans les institutions officielles de la jeunesse, a distingué un "quadrilatère de forces antagonistes" composé d'un "groupe de pensée" catholique-scoutiste, homogène et uni (d'intellectuels, d'industriels, de militaires et de fonctionnaires, amenés par Paul Baudouin en juillet 1940), de "maurassiens" (regroupés autour d'Henri Massis, "portés sur le style fasciste"), de collaborationnistes parisiens, franchement fascistes (les jeunesses de Doriot et Déat notamment), et d'un ensemble autour de la hiérarchie catholique, engagé dans l'Association catholique de la Jeunesse française ²⁸⁵.

Bernard Comte, lui, a distingué d'abord les autoritaires (généralement anticléricaux, autour de Pierre Pucheu et Paul Marion, sans oublier les doriotistes, comprenant encore des hommes comme Abel Bonnard, Armand Petitjean, François Gravier, Jean Maze, Georges Pelorson, Roger de Saivre, Gaston Bergery..., tenants d'une "révolution" et d'une jeunesse unique); ensuite les maurassiens (avec à leur tête Henri Massis, prophète de la discipline des jeunes aux ordres de la Révolution nationale), farouchement hostiles au personnalisme et à la démocratie chrétienne; puis les pétainistes fidèles, créateurs des institutions vichysoises de la jeunesse, catholiques néomilitaires, antiallemands (avec Baudouin, Dhavernas, La Porte du Theil, Segonzac, Lamirand, Garrone, Carcopino, voire les membres du Cabinet civil du chef de L'État), favorables à une position moyenne entre les autoritaires et les libéraux, maniant le pluralisme ou la discipline au gré des circonstances; le groupe des défenseurs de l'Église, attachés à l'indépendance et à la pluralité des mouvements de jeunesse, en relation avec l'État, mais pas sous sa coupe; enfin le camp des "adeptes de la politique de la présence", composé de nombreux chrétiens, d'intellectuels, d'enseignants, de membres du clergé, souvent personnalistes (Mounier en tête), qui, patriotes et distants par rapport à Vichy, bascula progressivement dans la Résistance ²⁸⁶. Chaque "orientation" pouvant se superposer à une autre, évoluer dans le temps, et susciter entre ses partisans des échanges et des connivences ou, au contraire, créer des "seuils de rupture".

²⁸⁵ Wilfred D. Halls, *Les jeunes et la politique de Vichy*, Paris, Syros, 1988, pp. 149-150.

²⁸⁶ Bernard Comte, op. cit., pp. 370-373.

Ces classements et recoupements sont utiles. L'analyse des logiques relationnelles entre les différents clans pour la bataille culturelle au sein du Vichy de 1941-1942 nous a montré cependant la tendance de toute grille à rendre homogène ce qui ne l'est peut-être pas : ici, le degré et la nature de l'adhésion au maréchalisme, la conception de la Révolution nationale, le rapport entre christianisme et engagement politique, entre tradition et modernité... Comment relier de façon "explicative" des engagements d'avant-guerre (le catholicisme, le scoutisme, le maurrassisme, le personnalisme...), et des positions sous Vichy, en sachant que les mêmes socialisations ont débouché, selon les individus, sur des choix différents, conduisant éventuellement dans la Résistance ? Le problème se pose crûment pour les non-conformistes. Leur évolution contrastée face au pouvoir et aux circonstances relève d'une alchimie bien complexe, dont seule peut rendre compte une micro-histoire attachée aux détails du caractère des hommes, des intrigues, des trajectoires institutionnelles, des socialisations juvéniles, des interactions, des conflits internes, des nuances, des incompatibilités doctrinales. Il ne s'agit pas d'objectiver le social, mais de comprendre objectivement la subjectivité complexe des acteurs et de leurs engagements.

Souvent en continuité avec des positions d'avant-guerre par rapport au fascisme, les non-conformistes ont été, "pour", "dans", "à" ou "contre" Vichy. Certes, Mounier, dans un éditorial *d'Esprit* d'octobre 1940, a utilisé l'image d'une "évolution en tenaille" pour décrire leur évolution, des rapprochements et analyses parfois communes de 1930, aux retrouvailles opportunes d'après la défaite, postérieures aux conflits de 1934 à 1940. Mais, une fois dissipées les illusions d'unité des premiers jours ou des premières semaines, partagées par une très large partie de l'opinion, la "tenaille" allait se rouvrir rapidement à l'épreuve des faits. Certains s'affichèrent un temps "maréchalistes" ou pétainistes ("musclés", "actifs", "sporadiques", ou "passifs"). D'autres, partisans dès le début d'un engagement vocationnel et patriotique, travaillèrent parfois dans ou avec les nouvelles institutions (Mounier, qui en fréquenta certaines, à la périphérie, refusera cependant toute intégration pour conserver sa liberté). Mais, progressivement, ces derniers évolueront vers un engagement plus ou moins précoce, plus ou moins actif dans la Résistance, que d'autres avaient choisie dès ses premières manifestations.

Nous avons observé que dès 1941, des non-conformistes devenus antivichyssois, suivirent les manifestations gaullistes, massives et anonymes,

ordonnées par la Radio de Londres pour commémorer les anciennes cérémonies nationales. Certains, à des dates variées (pour la majorité après le 11 novembre 1942), s'engagèrent dans la Résistance. Mounier, lui, rencontra le groupe lyonnais du mouvement Combat d'Henri Frenay en 1941, et même partagea dès 1940 des positions de résistance avec les groupes démocrates-chrétiens de Lyon. Mais d'autres adhèrent, on l'a vu, à la logique vichyste. Comment apprécier ces différents positionnements pratiques ?

Deux historiens organiques du non-conformisme ont apporté des interprétations partielles. En effet, Robert Aron, dans son *Histoire de Vichy*²⁸⁷, intègre sans nuance le personnalisme à la Révolution nationale, à côté du maurrassisme, et André Ullmann (secrétaire en 1935 de la rédaction *d'Esprit*, engagé à gauche, mais aussi fondateur avec Armand Petitjean en 1939 d'un *Courrier de Paris et de la province*), assimile tous les producteurs d'idées à une "Synarchie" hypertrophiée. Il décrit celle-ci à partir d'une inversion du mythe politique de l'antimaçonnisme comme

"une création de réseaux, reliant secrètement entre eux des "centres de pensée", dont l'activité restait légale et ouverte, mais qui demeuraient orientés par quelques initiés et dépendaient ainsi, à l'insu de la majorité de leurs membres, d'un poste central d'inspiration et de commandement"²⁸⁸.

Dans les deux cas, les éléments doctrinaux ou les Phénomènes de réseau sont considérés comme homogènes et continus dans le temps.

Si l'on ne peut séparer totalement les idées des pratiques, il est difficile de mélanger les idéaux et les positionnements politiques de chacun. On découvre, parmi les non-conformistes, des différences de valeurs perceptibles dès les années 30, qui se sont amplifiées durant la période vichyssoise. Le tableau ci-après décrit sommairement l'évolution politique des différents "non-conformismes", des années 30 à Vichy. Depuis le départ, deux grandes tendances se dégagent, l'une "de gauche", l'autre de "droite". Les chassés-croisés sont nombreux entre des orientations proches, plus rares cependant de la droite vers la gauche (pensons cependant à Georges Valois, à Bernanos, aux quinze démissionnaires Croix de

²⁸⁷ Robert Aron, *Histoire de Vichy*, op. cit.

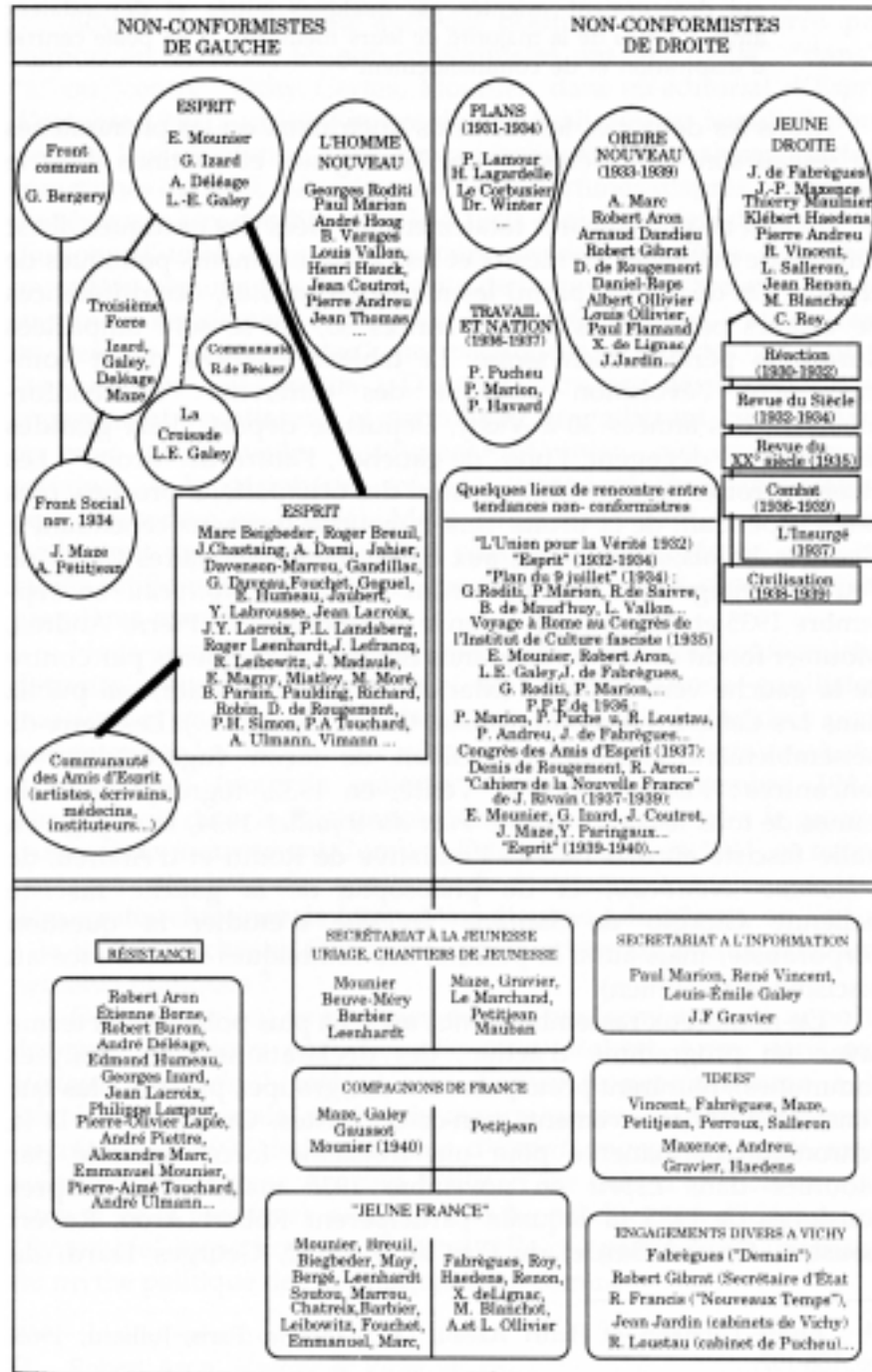
²⁸⁸ André Ullmann et Henri Azeau, *La Synarchie*, Paris, Julliard, 1968, pp. 106-107.

Feu qui rejoignirent le mouvement *L'Homme Nouveau* en septembre 1935 et sur lesquels, selon le témoignage de Pierre Andreu, Mounier fonda un temps de grands espoirs...), fréquents par contre de la gauche vers la droite (Marion, Doriot, Mounier, qui publia dans *Les Cahiers français* de Rivain, Galey, Bergery...). Les lieux de rassemblement existent, accueillant de façon fugace diverses rencontres : l'Union pour la Vérité, en 1932, regroupement de jeunes de tous les courants, le *Plan du 9 juillet* 1934, le voyage en Italie fasciste en mai 1935 (à l'initiative de Roditi et d'Andreu, de L'Homme Nouveau, et du philosophe de la gauche fasciste italienne Giorgio de Santana en vue d'étudier la question corporatiste, mais aussi la position des catholiques italiens face au fascisme mussolinien).

Figure 7.

Du non-conformisme des années 30 au non-conformisme des années 40

[Retour à la table des matières](#)



De nombreux rassemblements, au sens plus politique du terme (avec un programme d'action, des déclarations, des analyses communes), réunirent principalement des groupes proches plus que l'ensemble des mouvements non-conformistes. On peut citer là la "chronique permanente pour une troisième force" ouverte par Mounier dans *Esprit* en novembre 1935 malgré ses propres consignes de 1933 (à laquelle participèrent Robert Aron, Robert Loustau, Gérard Bardet du *Plan du 9 juillet*, Georges Izard, du Front social), ou encore le Congrès des Amis d'Esprit en 1937 en présence de dirigeants d'Ordre nouveau.

Le PPF, lui, constitua un étrange hybride, attirant des tendances plurielles, de l'extrême gauche communiste à l'extrême-droite, et, pour les non-conformistes, des éléments de "droite" (Fabrègues, qui avait rencontré Doriot avec Maulnier et Vincent juste après sa retentissante démission du parti communiste, Gibrat, Loustau, Pucheu,...), comme de "gauche" (Jouvenel, Marion, Andreu, qui ne resta que cinq mois...).

Mais le ciment ne prit pas, notamment à cause de la corruption du chef, vendu à l'étranger, qui rebuta tous les nationalistes (Fabrègues en tête). Le chassé-croisé en question est cependant relatif : les combinatoires exclurent certaines alliances, les relations personnelles et beaucoup de rencontres restèrent éphémères.

Le rapport au politique varia selon les groupes et les individus. Certains au départ littéraires, esthètes, catholiques purs, se lancèrent progressivement ou brutalement dans l'activisme. D'autres, au contraire, se culturalisèrent à mesure qu'ils perdaient tout espoir dans la politisation, ou que leur survie matérielle et professionnelle exigeait une certaine retenue, voire des compromis. Les différentes réactions face aux événements révèlent des valeurs dissemblables, des socialisations politiques personnelles très spécifiques. Rappelons que pour Jean-Louis Loubet del Bayle ces variations dans le rapport au politique peuvent aussi s'expliquer par la différence de génération, la politisation étant plus marquée après 1934 qu'au tout début des années 30.

Une cartographie même sommaire des revues et groupes non-conformistes, esquissée dans le tableau précédent, suggère ces croisements multiples, mais aussi une division en plusieurs tendances que l'on peut regrouper autour d'un axe de bipolarisation. Sous Vichy, comme dans les années 30, les "mouvements" (plus ou moins stables et structurés), les revues (plus ou moins ouvertes), les

"regroupements" irréguliers, semblent reproduire comme par homologie (surtout pas par analogie) les modes ordinaires de différenciation et de compétition de la scène politique. Quoi de plus normal pour des revues qui fonctionnent comme de véritables "entreprises" symboliques (au sens weberien du terme), c'est-à-dire qui vivent des événements en alimentant (sous forme de coopératives ou de sociétés gérées par des fonds publics ou privés) créateurs, directeurs et rédacteurs. Les non-conformistes finissent toujours par se ranger derrière la politique traditionnelle. Ils prétendent être ailleurs, "ni à droite, ni à gauche". Mais ils répètent sans cesse des stratégies très conformistes d'engagement.

Comme le soulignait Petitjean dans un article d'Idées, tous s'éparpillent dans l'espace politico-parlementaire et se montrent incapables de construire le parti de rassemblement subodoré à un moment ou à un autre. Ils ne devancent pas la politique officielle, ils la suivent ("J'ai toujours été un peu suiveur", admet Pierre Andreu dans ses mémoires). La scène symbolique non-conformiste, alimentée par des revues, n'est en définitive qu'un prolongement buissonnier, en idées, de la scène politico-parlementaire, jusque dans sa bipolarisation, au-delà des critiques de la politique instituée (contre les partis, la démocratie pluraliste, les élections...), distinction intellocratique oblige. Pour chaque acteur, ou chaque groupe, le "poids des circonstances" ou le caractère des hommes resta décisif, particulièrement le traumatisme de la défaite ou les conditions de prisonnier.

Il semble que les regroupements unilatéraux ou collatéraux des divers "non-conformismes", au-delà des incompatibilités et des impossibilités, eurent pour "fonction" d'unifier relativement des catégories sociales intellectuelles hétérogènes. Cette convergence d'intérêts raccrocha à une logique de politisation des personnalités narcissiques, anarchistes, très individualistes et irréductibles par nature. Tous les intellectuels éprouvèrent ainsi sur la scène intello-médiatique des cénacles et des revues, le besoin de s'engager, "d'entrer" en politique, d'y acquérir et d'y échanger les règles, les réflexes, les transmutations "spirituelles" adéquates ("il m'a fallu beaucoup de temps pour comprendre que les idées ne mènent pas le monde", écrit encore Pierre Andreu dans *Le blanc et le rouge*). Bref, il s'agissait de se socialiser politiquement, de dépasser un individualisme originel, organique pour de nombreux écrivains de la période, tout en conservant les modes de légitimation du champ intellectuel, dosant au gré des caractères et des circonstances, engagement et distanciation.

Faut-il revenir sur les fluctuations politiques des membres qui côtoyèrent le seul réseau *Esprit*, après le jugement porté par Emmanuel Mounier sur ses anciens amis ? Nous avons vu que sa rupture avec les partisans de la Troisième Force en juillet 1933, malgré la poursuite de rencontres organisationnelles et personnelles (la participation d'Izard à la chronique permanente pour une Troisième Force fin 1935) se répéta comme en écho sous le régime de Vichy. Plus que des hommes de l'équipe d'*Esprit* proprement dite, ce sont plutôt des intellectuels de ce dernier groupe ralliés au Front social de Gaston Bergery en 1934 (à qui *Esprit* donna la parole dans ses colonnes) qui rejoignirent la Révolution nationale : Jean Maze, Armand Petitjean, Louis-Émile Galey, Maurice Gaït. De fait, rendu homogène par sa désignation pratique (le nom d'une revue), *Esprit* ne fut qu'un "mouvement" (au sens littéral) d'entrants et de sortants avant guerre, point une machine politique organisée. Le mensuel regroupa des petits groupes hétéroclites, des individualités qui étaient loin de partager en continu les mêmes valeurs politiques, religieuses ou philosophiques (cohabitaient des catholiques thomistes, des bergsoniens, des protestants, des juifs, des agnostiques...).

Seule une étude détaillée permet de comprendre les rapprochements, les fusions parfois surprenantes (pensons au mouvement hétéroclite des "*Amis d'Esprit*" qui, à Bordeaux par exemple, mêla de 1935 à 1937 de jeunes intellectuels proches à la fois de Mounier et d'*Ordre Nouveau*, dont Jacques Ellul et Bernard Charbonneau, protestants de socialisation), mais aussi les séparations, qui opposent souvent des réseaux informels.

Que penser du rapport au politique sous Vichy des membres si hétérogènes de la Jeune Droite par rapport à leurs positions d'avant-guerre ? Quand on lit par exemple les mémoires sélectives écrites a posteriori de Pierre Andreu (*Le blanc et le rouge*), on a l'impression que l'ami de Drieu, de Marion et des "corporatistes" italiens ne fut jamais fasciste et défendit toujours un "pluralisme" à la française. L'homme s'étonne même qu'il ait été épuré en 1944, lui qui avait fréquenté Max Jacob et aidé des familles de réfugiés juifs à Clermont-Ferrand pendant la guerre. Il reproche aussi à Emmanuel Mounier de n'avoir pas daigné répondre à sa lettre de protestation contre les appels à la justice révolutionnaire et à l'exécution du Préfet lyonnais Angéli proférés dans *Esprit* de janvier 1945 par un jeune "excité", Jean-Marie Domenach. La description d'Andreu ressentie à son retour des camps de prisonniers quant à l'abandon des Français dans la vie quotidienne, l'absence de

la Résistance, l'indifférence de tous au sort des juifs, l'importance de la débrouillardise et des petits intérêts, banalise les problèmes de l'engagement dans la période. Andreu déclare avoir été pétainiste sous Vichy, mais comme il avait été doriotiste en 1936, et sera plus tard gaulliste en 1958, ou gauchiste en 1968. Pas un mot pourtant de son article sur l'antisémitisme de Drumont dans *Idées*... De même, les silences de René Vincent ou de Jean de Fabrègues, dans leur témoignage ultérieur à Jean Louis Loubet del Bayle, sur leur lutte contre le personnalisme et leur engagement dans la Révolution nationale, révèlent crûment la dissociation cognitive qui tarauda des acteurs prisonniers d'un mode de relégitimation de soi a posteriori.

Si le regroupement dans *Idées* résume les engagements de ce courant, sous l'égide de René Vincent (qui avait déjà coordonné *Réaction*, *La Revue du Siècle*, *La Revue du Vingtième Siècle*, *Combat* et *L'Insurgé*), on perçoit aussi le caractère plus idéal que politicien des positions prises, de même que des hésitations, un auto-scepticisme et des divergences internes, déjà posées dans les années 30. Là encore, le rapport au politique, comme avant 1940, unissait des hommes dissemblables, aux socialisations opposées, tantôt nietzschéens et "romantiques-fascistes", tantôt tenants d'un fascisme blanc non-totalitaire, agnostique ou néothomisme. Mais, malgré les différences personnelles, il s'agit bien d'un rassemblement politique unitaire, autour de fonctions de propagande en faveur d'un régime autoritaire. On ne peut en tout cas réduire le rapport au politique du non-conformisme droitier à la perception psychologique et euphémisante de ses propres mémorialistes, ni le dissoudre dans la variété de leurs inspirations philosophiques et idéologiques. L'engagement en question est partagé également par chacun. La revue *Idées* n'est pas une somme d'individus isolés, mais constitue le point nodal du pouvoir propagandiste de la Révolution nationale, soutenu financièrement et institutionnellement par le ministère de Marion ou le Commissariat aux Prisonniers.

Le tableau ci-contre résume dans la durée (février 1941 novembre-décembre 1942) les lieux, les moments de convergence entre les non-conformistes et les réseaux de pouvoir pétainiste, autour du Cabinet civil de Pétain, des services de la Jeunesse, de la Culture, de l'Information et de la Propagande. On assiste là, à travers des rapprochements en apparence contre-nature, sur un plan idéologique, à la construction d'un réseau relationnel mêlant dans un premier temps du Moulin à

Pucheu, dans un second, Marion à Fabrègues, Vincent, Maxence, Mitterrand et les autres. Le non-conformisme autoritaire sous Vichy, c'est aussi les pratiques de groupes, les rencontres, la mise en oeuvre explicite de tactiques de légitimation par une mobilisation institutionnelle (les cercles) et un investissement ministériel alimenté financièrement par le régime (les rectangles).

On se trouve en présence d'un conformisme qui goûte aux charmes du pouvoir. Les rapprochements entamés au cours de l'été 1941, loin de se dissoudre avec le retour de Laval, se cristallisèrent dans le ministère de la Propagande. La revue *Idées* constitue bien le lieu de ralliement des révolutionnaires nationaux.

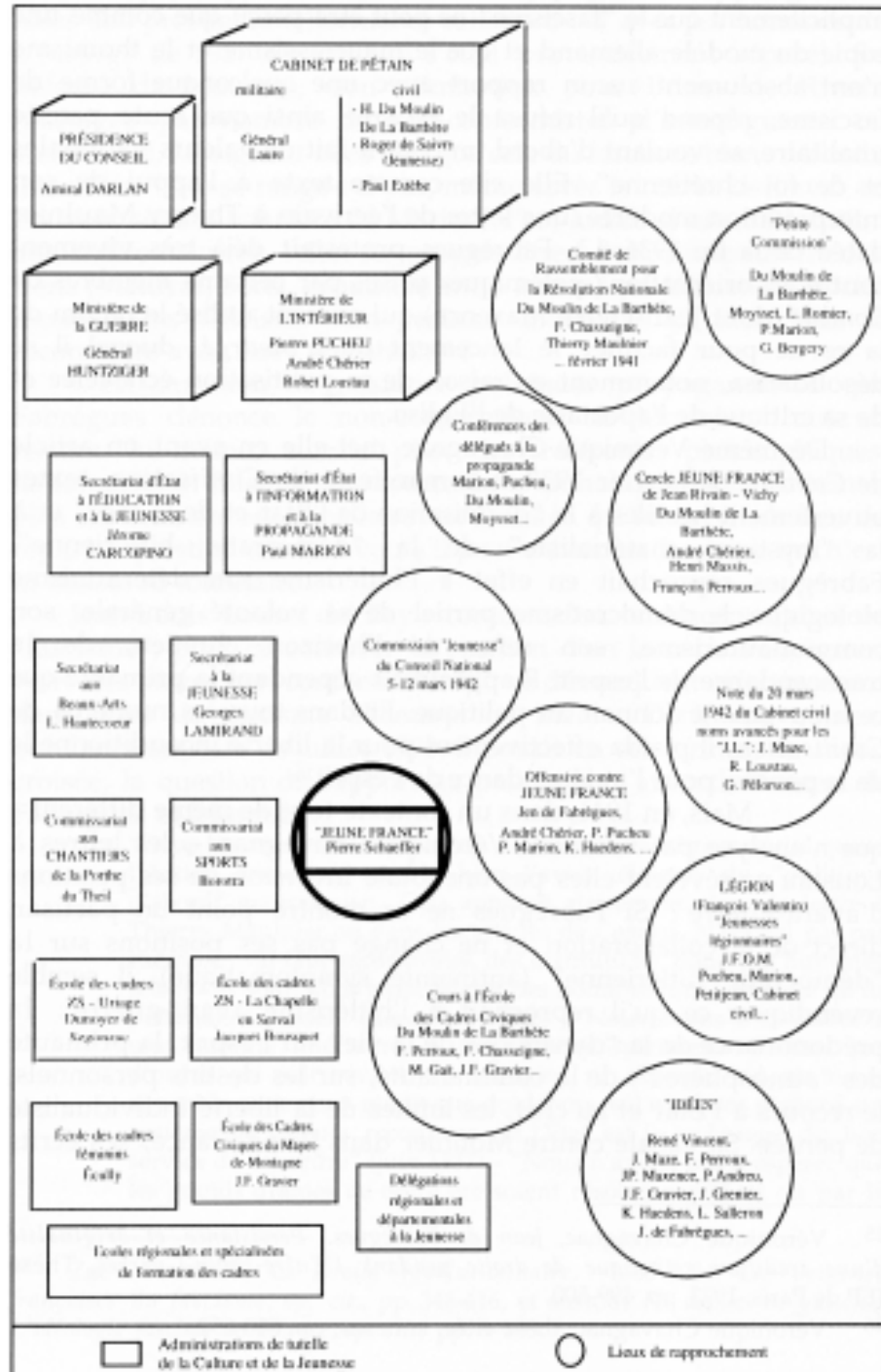
Les positions d'un des principaux propagandistes, Jean de Fabrègues résume bien l'idéologie du non-conformisme droitier par rapport à Vichy. N'a-t-il fait, dans ses écrits de l'Occupation, que se référer au panthéon maurrassien et thomiste de la Jeune Droite de sa jeunesse, ou bien était-il "fasciste", se demande Véronique Chavagnac ²⁸⁹ ? La biographe de ce non-conformiste, qui considère implicitement que le "fascisme" ne peut être perçu que comme une copie du modèle allemand et que le maurrassisme et le thomisme n'ont absolument aucun rapport avec une quelconque forme de fascisme, répond qu'il refusa le racisme ainsi que toute pensée totalitaire, se voulant d'abord un "esprit fait de valeurs nationales et de foi chrétienne". Elle cite comme texte à l'appui de son interprétation modérée, une lettre de l'écrivain à Thierry Maulnier datée de la fin 1936. Là, Fabrègues protestait déjà très vivement contre les orientations polémiques prises par certains membres de Combat (dont Jean-Pierre Maxence) qui avaient utilisé le renom de la revue pour faciliter le lancement de *L'Insurgé*, duquel il se désolidarisa, notamment en raison de sa politisation échevelée et de sa critique de l'apostasie de l'Église.

²⁸⁹ Véronique Chavagnac, Jean de Fabrègues. *Persistence et originalité d'une tradition catholique de droite pendant l'Entre-Deux-Guerres*, Thèse IEP de Paris, 1993, pp. 499-500.

Figure 8.

Les convergences des néo-maurrassiens et des "non-conformistes",
Janvier 1941 - novembre 1942

[Retour à la table des matières](#)



De même Véronique Chavagnac met-elle en avant un article de *Combat* de janvier 1937 et le manifeste de *Civilisation*, textes ouvertement hostiles à la "divinisation de l'État et de la race" et à la "mystique matérialiste" de la "démocratie hitlérienne". Fabrègues reprochait en effet à l'hitlérisme son déterminisme biologique, le démocratisme partiel de sa volonté générale, son communautarisme, son refus de l'horizon chrétien, de la transcendance de l'esprit. Il approuvait cependant la primauté que ce mouvement donnait au politique. Et dans tous les numéros de *Civilisation*, il plaida effectivement pour la liberté inconditionnelle de la pensée, pour l'indépendance de l'esprit ²⁹⁰.

Mais, en 1941, dans un contexte tout de même différent - que n'analyse pas vraiment Véronique Chavagnac -, les lettres à Loustau ne révèlent-elles pas une totale inversion de ses positions d'avant-guerre ? Si Fabrègues ne se montre point un partisan direct de la collaboration et ne change pas ses positions sur la "démocratie hitlérienne" (antinomie symptomatique), il semble revendiquer ce qu'il reprochait à l'hitlérisme avant-guerre : la prédominance de la "dynamique de la vie" sur l'esprit, la primauté des "atmosphères", de la communauté, sur les destins personnels, le recours à l'État et au chef, les limites de la liberté individualiste de pensée. Sa cabale contre Mounier dans *Jeune France*, ses écrits

explicitement antipersonnalistes, mettent en évidence son abandon de positions prioritairement spirituelles, au profit d'un suivisme par rapport au pouvoir vichyssois. Ainsi apporte-t-il à *Idées* son prestige intellectuel et collabore-t-il avec les hommes de *L'Insurgé* de 1937 (desquels il s'était provisoirement séparé). Sa défense de Maurras, son admiration pour Primo de Rivera (partagée par nombre de non-conformistes d'avant-guerre ou vichyssois), l'éloignent-elles tant que cela du fascisme blanc défendu dans *Idées* ? Ne se range-t-il pas, même après le retour de Laval au pouvoir, sous la bannière de Marion, c'est-à-dire d'une Révolution autoritaire inspirée, selon ses propres dires, des principaux théoriciens (Maurras, Sorel, Proudhon entre autres) qui influencèrent des mouvements fascistes non racistes ultérieurs (il faut bien le reconnaître avec Zeev Sternhell) ²⁹¹ ?

²⁹⁰ Véronique Chavagnac, thèse citée, annexes, pp. 640-652.

²⁹¹ Zeev Sternhell, *La Droite révolutionnaire, 1885-1914. Les origines françaises du fascisme*, op. cit., pp. 348-416, et surtout *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, op. cit., pp. 9-105.

C'est au nom de positions politiques propagandistes que Fabrègues dénonce le non-conformisme de Mounier, tout en restant lui-même, sur le plan des référents philosophiques, nationaliste et fidèle à un néothomisme catholique en demi-teinte, plus explicite encore dans la revue *Demain* qui lui servit de lieu de repli. La question est de savoir s'il peut exister un fascisme qui n'est ni raciste ni totalitaire.

Jean-Louis Loubet del Bayle conteste, lui, le concept global de "fascisme", pour caractériser la position d'un Jean de Fabrègues, voire des autres non-conformistes qui se démarquent effectivement dans *Idées* du fascisme allemand ou italien. Dans une correspondance amicale de juillet 1993, il posait en ces termes, de façon croisée, la question du rapport au politique et au catholicisme de Fabrègues et Mounier :

"Dans les années 30, l'évolution de Jean de Fabrègues, qui a quitté l'Action française, semble bien l'avoir éloigné du "politique d'abord" maurrassien. Cela apparaît clairement dans la lettre à Thierry Maulnier ou dans les articles de *Combat*. N'écrit-il pas par exemple : "Il faut reconstruire des institutions pour des hommes tels qu'ils sont. Mais aussi refaire des hommes qui soient ce qu'ils prétendent penser" (décembre 1938). - "Nous avons à travailler à une réforme intérieure, à une réforme spirituelle. Il n'est pas d'ordre qui soit vivant, ni humain, ni efficace, s'il ne nous assemble et ne nous réunit que du dehors, s'il n'est pas d'abord un système de valeurs reconnues. Et l'État est la technique du bon service de cet ordre" (juin 1937) - "Nous n'avons pas à espérer que les grands drames de notre ère soient résolus par l'État ou par la société... Qu'on ne lise pas ici que nous invitons à quitter tout souci politique, mais seulement à ne pas demander à la politique et aux conditions sociales ce qui ne doit être trouvé qu'en nous" (novembre 1938).

Il semble que par rapport à ces textes, qui sont dans la ligne de son futur engagement à la tête de *La France catholique* après-guerre, Vichy ait provoqué chez Jean de Fabrègues un retour de flamme de "l'illusion politique"... Il n'est pas sûr que, dans les années 46-49, Emmanuel Mounier n'y ait pas lui-même à son tour succombé. Michel Winock n'a-t-il pas montré son aveuglement sur le stalinisme, dont il ne commença à sortir qu'en 1949, qui s'accompagna d'une mise en sommeil des orientations fédéralistes qui avaient caractérisé précédemment sa réflexion politique...

On ne peut non plus parler d'un "vitalisme nietzschéen" pour Jean de Fabrègues. Il est trop thomiste pour cela. Sur ce point, Emmanuel Mounier, par son bergsonisme, était sans doute plus exposé que Fabrègues à cette dérive. Le débat est en fait ici celui du "réalisme" et ce que les non-conformistes de la Jeune Droite reprochent à Emmanuel Mounier en 1941

n'est pas sans rappeler certaines critiques portées par Fabrègues contre le Maritain de 26-33 et de Primauté du spirituel, mettant en cause un "spiritualisme désincarné". Là encore, on rencontre un débat de fond : qu'est-ce que signifie le "spirituel incarné" qui reste une référence commune à Jean de Fabrègues et Emmanuel Mounier, mais qu'ils interpréteront différemment dans ses conséquences en 1942 (engagement dans la Révolution nationale au nom de "l'incarnation" politique) et en 46-49 (compagnonnage avec le communisme au nom de "l'incarnation" sociale et historique pour ne pas rester en dehors du "mouvement de l'histoire").

À propos des lettres de Jean de Fabrègues à Robert Loustau, je crois qu'il faut aussi remarquer l'opposition entre une révolution "par le haut", qui est justifiée par les circonstances et l'idée d'une sorte de "dictature de transition" pour "reconstruire" des "communautés" et des "personnes" inexistantes et ce que devrait être, selon Jean de Fabrègues, le fonctionnement d'une société "normale" fondée sur le jeu et l'initiative des "personnes" et des "communautés organiques" (point sur lequel ce dernier semble admettre implicitement que les thèses d'Emmanuel Mounier ne sont pas sans justification)".

Certes. Mais la notion de "réalisme" fut rejetée par Mounier explicitement dans sa conception de l'engagement personaliste. L'"incarnation", c'est-à-dire la présence au monde telle qu'il la conçoit, ne peut être réduite à une "tactique", à un "suivisme", à une "illusion d'action". Le dialogue, les rapprochements, les échanges de points de vue, la participation à des manifestations circonstanciées avec - entre autres - des communistes intermédiaires des masses populaires, impliquait-elle un reniement des principes personalistes, de la liberté de critique et d'action ? Michel Winock parle bien d'un "compagnonnage provisoire" d'Esprit, de 1945 à 1947, avec le communisme français, dans le contexte politique particulier de l'après-libération, ou encore d'une critique tardive du stalinisme soviétique. Jean-Louis Loubet del Bayle s'interroge, quant à lui, sur la légitimation par Mounier de la politique d'épuration et de l'idée de justice politique, comme sur son silence sur la chasse aux "ennemis de l'intérieur". Si les communistes avait pris le pouvoir, se serait-il comporté en adversaire personaliste ou en allié consentant ? Bref, le Mounier de 1945-1948, également soucieux de la paix internationale, n'adopte-t-il pas une attitude de relation au politique proche, dans sa nature, de celle du Fabrègues en 1941-1942 ?

Sans perdre sa "vigilance critique", *Esprit* fraya avec les communistes, fort représentatifs à la Libération dans les milieux intellectuels, auréolés d'un prestige lié aux sacrifices de la période d'occupation et à la défaite ultime du nazisme, à laquelle ils prirent une part importante, avec l'Union Soviétique. On pourrait adresser les mêmes remarques à l'égard de De Gaulle, qui prit contact avec Staline, ou des socialistes réformistes. Ces rapprochements politiques - qui ne signifient point un alignement idéologique - sont la marque des liens qui unirent les forces politiques majoritaires, dans la liesse et les utopies affectives de l'après-libération, au moins jusqu'en 1946, sans préjuger des querelles ou des différences internes de leurs composantes. *Esprit* soutint la politique de redressement et d'union nationale, justifia l'épuration, dans un contexte de rétablissement de la légalité républicaine et de la libre expression démocratique. Tout en se montrant particulièrement magnanime, reconnaissons-le, vis-à-vis des communautaristes pétainistes qui avaient contribué à faire mettre Mounier en prison, et s'étaient exprimés, eux, sans scrupule ou sans retenue sous un régime de censure, d'occupation et d'interdits. Le degré, l'intensité, la nature des engagements populaires de Mounier et d'*Esprit* de 1945 à 1948, sont-ils comparables aux implications morales et politiques des partisans de la Révolution nationale, accrochés jusqu'à 1944 à la politique vichyssoise, alors que l'ennemi occupait le sol national, avec les conséquences que l'on sait ? Est-on en présence d'un contexte interchangeable de l'incarnation spirituelle du politique ?

Jean de Fabrègues, lui, ne semble pas s'être beaucoup ému, malgré son catholicisme, du sort infligé aux israélites par le gouvernement de Pétain (il resta silencieux, alors que des évêques comme Saliège, de Toulouse, Théas, de Montauban, ou Gerlier, de Lyon, ne le furent pas). Emmanuel Mounier, scandalisé dès octobre 1940 par "le honteux statut des juifs", se retrouva en prison. Il resta attaché à une anthropologie chrétienne de la liberté, avec ses limites, mais avec une sincérité permanente et une intransigeance irréductible par rapport à la soumission au pouvoir. Fabrègues, comme le jeune Maurras et bien d'autres tenants des solutions autoritaires, défendit un néothomisme explicitement antipersonnaliste, favorable à l'inégalité terrestre et intellectuelle, donc spirituelle des hommes, à une politique hiérarchique et autoritaire, profondément pessimiste de surcroît, à une prédominance de la Totalité, par rapport à la Personne.

Un catholicisme de la tradition contre un catholicisme de la modernité ? Même si Mounier est partagé entre les grandes tendances issues de l'histoire de l'Église depuis 1850, et si son interprétation de l'État de Droit et de la Déclaration de 1789 reste philosophiquement discutable (notamment par la confusion qu'elle entretient entre le social et l'État, le droit public et les régimes), ses choix sont, à l'opposé, tournés vers le pluralisme, vers la liberté, le spirituel d'abord, et non vers l'intellectualisme ou le culturalisme élitistes d'abord, encadrés de façon autoritaire par l'État pétainiste, même "transitoire" et circonstanciel. Fabrègues ne suit pas Vichy, il l'anticipe en participant à l'élaboration théorique de la Révolution nationale. Dans un sens opposé, pénétré d'un esprit résistant contre Vichy, Mounier est accusé d'anarchisme, est écarté de Jeune France. Malgré les malentendus et les vives discussions qu'il engagea avec eux, il se rapprocha dans la Résistance des démocrates-chrétiens lyonnais qui composaient les militants de l'autre Combat, celui d'Henri Frenay (au risque de leur vie, il est inutile de le rappeler, l'engagement n'ayant pas là non plus le même "sens" et le même "poids" que celui des vichyssois).

D'ailleurs, le débat de 1949 dans *Esprit* a bien épuisé les arguments des deux non-conformistes et Mounier tira lui-même les leçons des errements vers le fascisme de certains de ses anciens partisans, qui trahirent en 1940, par "manque de caractère", les principes qu'il s'était lui-même fixé librement, sans parler de ceux qui contribuèrent à son bannissement ou à son emprisonnement.

Au delà des hésitations et des engagements opportunistes, on observe des attitudes non-conformistes communes face à la politique. On peut les regrouper en deux grandes tendances, l'une communautariste, l'autre personnaliste, parfois alimentées par une conception différente de la dimension sociale et politique du christianisme. Malgré la complexité des interactions entre les membres de ce courant, malgré les divergences incessantes, organiques mêmes, et naturelles somme toute pour un rassemblement qui se dit et se veut "non-conformiste" et qui cultive ses dissentiments, une homogénéité se dégage-t-elle au niveau doctrinal ? Ces intellectuels déchirés par la politique, qui rassemblèrent dans leurs tendances de gauche et de droite une partie de l'élite de la période, peu nombreuse mais influente, peuvent-ils être assimilés, en tant que producteurs d'un vaste corpus d'idées, dont la revue *Idées* donne un aperçu limité, au type de "discours pamphlétaire" tel que le définit Marc Angenot, historien de la littérature

comparée ²⁹² ? Cela revient à rechercher, comme pour les engagements pratiques, une sorte d'homogénéité idéologique à un mouvement dont nous avons noté les dissensions permanentes.

III - LE NON-CONFORMISME : UNE IDÉOLOGIE "PAMPHLÉTAIRE" ?

[Retour à la table des matières](#)

Qu'est-ce qu'un discours "pamphlétaire" au sens que donne Marc Angenot à ce terme ? Celui-ci, qui a étudié systématiquement un corpus de 360 discours politiques français entre 1868 et 1968 (dont un certain nombre produit par des écrivains maurrassiens et fascistes), en donne une définition rigoureuse, inspirée des apports de l'analyse sémiotique et sociolinguistique. Deux dimensions complémentaires surgissent selon lui pour caractériser ce type de production idéologique : l'ordre du désir de "l'énonciateur" d'abord, l'ordre du discours ensuite.

Le pamphlétaire est, en premier lieu, le propre sujet de son acte langagier. Il libère des fantasmes individuels en s'installant, dans sa prise de parole, à la fois comme un être dépossédé d'un langage, "martyr de la vérité", et comme un "paladin de la vérité", un homme qui parle pour dénoncer et dire sa vérité. Le pamphlet, par rapport à d'autres formes de discours persuasifs, est un genre pourvu d'invariants thématiques qui fonctionnent de façon doxologique (il s'accroche à des formes d'opinion extérieures constituant un intertexte) et de façon enthymématique (en tant que discours reposant principalement sur des jugements, des présupposés, des maximes, des lieux communs - ou *topoi*). C'est aussi un discours agonique, violent, qui révèle un pathos, une intense affectivité, plus qu'une logique argumentaire rationnelle. Le pamphlétaire suppose que son discours va établir une relation de sens avec le réel, en projetant son identité, sa souffrance, son axiomatic, affirmées comme transcendantes, vers un allocataire

²⁹² Marc Angenot, *La parole pamphlétaire. Typologie des discours modernes*, Paris, Payot, 1982.

incertain. Il s'institue en s'opposant à un contre-discours antagoniste, avec lequel il entame un dialogue fictif ou un monologue violent et disqualifiant. Le désir de dire, de dénoncer, affirme un être qui prétend lutter contre l'imposture d'un monde à l'envers, où le faux a pris la place du vrai. Il parle de nulle part (en situation d'exotopie), tirant sa légitimité d'une vérité absente, à partir d'un écart, d'une distance par rapport au monde. La quête d'authenticité, de pureté du pamphlétaire, repose sur la nostalgie d'une homogénéité sociale et idéologique disparue et sur le sentiment d'une spoliation lexicale, d'un vol du langage de la vérité, comme d'une décadence des moeurs et des comportements individuels ou collectifs. Cet être de langage et de désir devient la mesure du réel, de l'esprit et de l'intelligence. Il globalise les problèmes, par projection extensive et successive de son Moi (le Je dénonciateur et révélateur de vérité devient le Peuple, la France, la Chrétienté...).

Le discours se réalise ainsi spectaculairement, de façon tonitruante, en créant un espace idéologique imaginaire qui reste lié aux fantasmes de l'énonciateur. Celui-ci enfante sa vérité dans la douleur, le scandale, mais souhaite faire communier son désespoir. Cette position idéologique fantasmée, qui se veut à la fois libération critique et utopie réactionnaire, relève pour Marc Angenot d'une idéologie "ni à droite ni à gauche", "préfasciste" (pour un homme comme Péguy) ou "romantique fasciste". Elle dit, à travers son langage, l'ordre du Manque, de l'Absent, de l'Amour, d'un Père, d'une Mère, d'un grand Autre aimé et/ou transgressé, d'un Dieu absent transfiguré, transféré vers une Autorité compensatrice, substitutrice. Le pamphlet appellerait un ordre qui ne s'instaure qu'à travers une série d'épreuves innombrables, à partir d'une chute, d'une décadence de l'humain.

Pour ce qui est de l'ordre du discours, c'est-à-dire de l'agencement, de l'organisation, du fonctionnement de la forme pamphlétaire, le sociolinguiste caractérise d'abord sa thématique, puis sa sémantique, enfin sa dialectique.

La thématique pamphlétaire repose sur quelques grands thèmes redondants. D'abord (conséquence de l'ordre du désir), l'auto-affirmation de l'énonciateur. Le pamphlet est un acte d'engagement à travers lequel celui qui parle se rend présent dans l'énoncé. Ce logo-centrisme (je, Moi, notre siècle...), repose sur un paradoxe : le sujet se déclare marginal (en exotopie), se met en situation impossible face au monde, dénigre tout, ses amis comme ses adversaires. Mais, en même temps, il s'instaure comme ordonnateur d'un monde épuré. Sa folie

discursive, sa prophétie, son outrage, sa souffrance, sont les garants de sa sincérité et la marche obligée d'un processus de dépassement, de libération.

Second thème essentiel : l'opposition fantasmatique, manichéenne entre vérité et imposture. Celui qui dénonce est dans le Vrai, dans un lieu de certitudes et de supériorité intérieure. L'adversaire est dans le faux. Il vit dans le mensonge, l'imposture, le scandale. Le pamphlet est d'abord une profération de l'Altérité. L'Autre est privé de sens (il vit dans "l'empire du non-sens"). Il est toujours dévalorisé, soit de façon lexicale, soit de façon métaphorique. On le déshumanise, on le réduit dans un bestiaire, on l'affuble d'anormalité (de maladie, de folie). On l'amalgame, on le synthétise ("la règle de l'ennemi unique"), on le transforme en entité anonyme à "complot" (un clan, un groupe, une clique), ou encore en élément monstrueux.

Un troisième thème concerne le langage vrai et la recherche des valeurs perdues. Le pamphlétaire doute du résultat final, de la relève. Il déploie cependant dans sa parole hypervéridique, tout un mécanisme de compensation personnelle par rapport à un monde confus, hostile et risqué. Il croit en une résurrection dans le temps (passée, présente et/ou future), à certaines conditions de reconquête des valeurs et des mots vrais, spoliés par des voleurs de langage et d'idées.

Dernier thème complémentaire des précédents, selon Angenot : une vision crépusculaire du monde, un pessimisme contemplatif, un repli sur soi, porteur de ressentiment et de compensation, ne vivant la réalité que sous le regard de la perversion, de la privation, de la paranoïa (le thème de la conspiration). Est toujours investi le mythe de la chute, de la décadence, d'un monde nocturne ou crépusculaire ("voyage au bout de la nuit", "crépuscule pour un massacre", titres céliniens). La chute, c'est la faute à la modernité, à l'argent, à la démocratie, au machinisme, à l'effondrement des idées vraies, aux juifs, au marxisme... A l'anti-France qui a détruit la vraie France.

La sémantique du discours pamphlétaire repose sur des blocs de sens agencés de façon redondante par une logique binaire, dyadique, antithétique, manichéenne, tantôt disjonctive, tantôt associative (soit on oppose irréductiblement les valeurs, soit on les amalgame). Le pamphlet range les couples notionnels en tableau à double entrée, de façon privative, hiérarchisée et axiologique. Ces notions sont des métaphores spatiales, des tautologies, des mots-

clés valorisés et dévalorisés, révélateurs de conceptions refoulées : spirituels vs temporel, ordre vs désordre, mystique vs politique... Le caractère binaire est la conséquence du désir d'affirmation compensatoire de l'énonciateur (Moi vs l'Autre). La figure rhétorique la plus usitée est l'oxymoron, le dilemme, le paradoxe (par exemple l'accouplement "socialisme national", "révolution conservatrice", "ordre nouveau"...). Les notions croisées sont fortement marquées axiologiquement (en une échelle de valeurs), soit autour de l'universel (la Raison, l'Éternel, l'Honneur, la Vérité, le Peuple-Nation, la France...), soit autour du conjoncturel (la Fidélité, la Loyauté, la Solidarité...),

La dialectique pamphlétaire (les modes de raisonnement, d'agencement de l'ordre discursif) est à dominante persuasive. Les présupposés, les évidences, les lieux communs, les sujets irréels réduits à des maximes idéologiques de caractérisation (le Juif, la race française assimilée au christianisme...) deviennent des pôles d'articulation des raisonnements, de glissement des idées, de déclenchement des jugements. L'induction, l'analogie, la fiction, les simplifications, les correspondances homologues entre des couples amalgamés et hiérarchisés par extension (double chaîne isotopique de termes reliés verticalement et horizontalement), dominent à travers une rhétorique de l'assertion paradoxale (par exemple, selon Angenot l'opposition péguyste entre "mystique" et "politique" évite de poser les problèmes de l'ambiguïté et de la positivité de l'action politique collective, comme ceux du passage des principes à la pratique). L'emphase de l'assertion ou de la négation, l'agression, l'insulte, la dévalorisation de l'adversaire construit et réduit, deviennent la règle du raisonnement persuasif (dans le discours pamphlétaire de droite dominant notamment les métaphores biogéométriques ou sexistes, voire bestiales, celles de l'organisme sain ou impur, exigeant une hygiène, de la pourriture, de la gangrène, de la contamination, de l'intoxication, du virus..., celle de la virilité ou de la féminité de l'adversaire...). L'argumentaire, souvent paralogique, pervers, paranoïaque, peut reposer sur la réfutation univoque d'un contre-discours antinomique pris pour cible (instauration d'un bouc-émissaire à exorciser) ou sur l'étalement du pathos de l'énonciateur-héros dont la sincérité, le degré de difficulté, d'épreuves, de souffrance, deviennent le garant de sa véridiction. Les amalgames d'entités fétichisées (le peuple, à la fois composante "saine" et nation indifférenciée ou dévalorisée dans son ensemble), les disjonctions chronologiques (l'avant, l'âge

d'or, le présent ou le futur), les schèmes imaginaires de la chute et d'un ordre perdu, les oxymora Nouveau/Ancien... débouchent sur un "sotérianisme social", c'est-à-dire un mythe du salut temporel (pendant du salut christique éternel) accessible après une épreuve révolutionnaire, restauratrice, régénératrice, et l'abandon à un sauveur, à un chef.

Marc Angenot voit dans cette forme discursive, dépassée de par son pathétisme et son éloquence, un "paradigme", un support de l'idéologie fasciste au niveau de l'économie du discours. Le dépouillement de la revue *Idées* permet d'apprécier la pertinence de cette grille méthodologique qui correspond souvent, dans ses thèmes et ses argumentaires, aux intentions non-conformistes. Mais on pourrait l'appliquer en partie, puisqu'Angenot le fait lui-même pour Charles Péguy, à Emmanuel Mounier ou à des pamphlets au service d'une idéologie de gauche, qui ont les mêmes caractéristiques formelles que des pamphlets de droite. Cette analyse sociolinguistique, formaliste, n'établit pas de différenciations assez marquées. L'analyste tente de dépasser le problème en proposant une lecture à dominante sociologique, entrecoupée de discrètes références, on l'aura constaté, à des concepts psychologiques non explicités (le refoulement, la compensation, le ressentiment, la paranoïa du complot, la rétroaction, la sublimation, la vérité-virilité, le transfert d'autorité, l'inversion entre le monde de l'enfance et l'âge adulte ²⁹³, le rapport croisé au Père et à la Mère, porteurs de modèles de socialisation et d'affections contradictoires...). Pour lui, qui oppose l'irrationalisme "pathétique" au rationalisme, en valorisant explicitement une autre logique (la dialectique hégélienne et marxiste), ce discours relèverait d'une "fausse conscience". Le pamphlétaire, en projetant son Moi paradoxal, en déployant sa violence verbale, son fascisme de papier, en mimant de façon terroriste le rapport à un pouvoir ou à une autorité, en sublimant l'absence du mandat social dont il souffre, construit un rôle particulier. L'idéologie investie reproduit le mythe de l'indépendance de l'esprit, la nécessité d'une épreuve sacrificielle, un lien pathétique entre vérité, solitude et persécution.

²⁹³ Pierre de Senarclens applique le couple enfant-adulte, qui lui paraît un point essentiel d'articulation, à la pensée personnaliste d'Emmanuel Mounier, dans *Le mouvement Esprit (1932-1941). Essai critique*, op. cit. (cf. notamment pp. 37-49). Nous divergeons totalement de cet auteur dans son approche de l'attitude Mounier sous le régime de Vichy (cf. pp. 259-300).

Tout en établissant des relations d'homologie entre le pamphlétaire et le héros de roman (tel que la sociologie marxiste de la culture d'un Georges Lukacs ou d'un Lucien Goldmann le définit), Marc Angenot veut découvrir derrière cette vision du monde "romantique-fasciste" perçue comme homogène, qui oppose la légitimité morale au succès séculier, choisit des métaphores guerrières, légitime une éthique de la violence, admire toute transgression sociale, des intellectuels en rupture avec des systèmes d'autorité variés, en mal de revanche sociale et de compensation. Il se rapproche de la problématique d'un Michael Loewy concernant la "sociologie des intellectuels révolutionnaires"²⁹⁴, qui fait d'individus "déclassés" une classe sociale particulière. Ce type d'approche homogénéisante permet-il de différencier les valeurs et les pratiques non-conformistes, partagées entre un romantisme fasciste et un christianisme intégral ?

Angenot assimile d'ailleurs le discours en question à un "archétype christique réadapté à l'individualisme bourgeois"²⁹⁵. Pourquoi alors ne pas avoir abordé le rapport du non-conformisme avec le catholicisme, si prégnant mais diversifié chez un Emmanuel Mounier, chez un Jean de Fabrègues ou un Jean-Pierre Maxence, pour ne citer qu'eux ? Comme si le sujet était tabou, beaucoup d'analyses du non-conformisme oublient le rapport de ces intellectuels à la pensée catholique. Tous étaient des admirateurs, lecteurs ou auditeurs de Péguy, de Bloy, de Maritain, de Gilson, de Berdiaïev, de Georges Bernanos... Quel non-conformiste n'a-t-il pas écrit sur Péguy ou Bernanos (c'est le cas de Fabrègues et de Mounier, dont il serait intéressant de comparer les interprétations) ? Et si, comme le suggère Jean-Luc Maxence dans son voyage intérieur à la découverte de son père, le non-conformisme n'était qu'une révolte catholique, mêlée de surréalisme, teintée de maurrassisme et/ou de romantisme fasciste, contre le monde et... le catholicisme, façon originale de se concilier avec le monde de l'après-tuerie de 14-18, pour des jeunes qui se croyaient peut-être coupables de ne s'être point battus ? N'oublions pas non plus la fascination de certains, aux confins de l'adolescence (René Vincent notamment, selon le témoignage de Jean de Fabrègues à Jean-Louis Loubet del Bayle), pour la pensée de Dostoïevsky. Dans

²⁹⁴ Michael Loewy, *Pour une sociologie des intellectuels révolutionnaires*, Paris, PUF, 1976 ; *Marxisme et romantisme révolutionnaire*, Paris, Le Sycomore, 1979.

²⁹⁵ Marc Angenot, op. cit., p. 339.

les Cahiers, Jean-Pierre Maxence (jeune séminariste fêru à vingt-deux ans de théologie) écrivait quant à lui :

"Nous voulons tuer le monde moderne par les violences spirituelles du sacrifice. Nous voulons être les anarchistes de l'Amour. Vous réclamez, Drieu, un surréalisme épuré, qui n'asservisse pas la terre ; vous n'en trouverez qu'un seul : le surnaturel. Ce qu'il faut briser, c'est la chaîne de l'universelle négation. Notre message est cette liberté des enfants de Dieu que rien n'enchaîne que l'immensité de la Sainte Église Catholique, mère des martyrs et des docteurs".

Jean-Luc Maxence ajoute ce commentaire situationniste de Va-neigem pour interpréter l'engagement de son père, qui éclaire le problème :

"Il serait assez tentant d'expliquer le fascisme, entre autres raisons, comme un acte de foi, l'autodafé d'une bourgeoisie hantée par le meurtre de Dieu et par la destruction du grand spectacle sacré" ²⁹⁶.

Autre outil d'analyse, la grille "anthropologique" d'un Gilbert Durand appliquée à "l'imaginaire" pamphlétaire, révélerait une complexité différente de celle que suggère l'approche rhétorique et sociologique de Marc Angenot ²⁹⁷. Des liens existent en effet entre la rhétorique sémantique, la mythologie politique, les idéologies, et l'espace fantastique de l'imaginaire qui relève d'une anthropologie plus générale. Loin de s'épuiser dans une "vision romantique du monde" uniforme, le discours pamphlétaire à tendance "préfasciste" ou "fasciste", dans sa version distinctive "à la française", s'inscrit principalement dans le régime "diurne" du symbolisme, à dominante posturale, militaire (la guerre des mots et des valeurs), avec ses rituels d'élévation et de purification. Partant, sont mis en oeuvre des symboles temporels catamorphes (la chute, la décadence, la punition), des symboles ascensionnels (dans la reconquête d'une puissance perdue, dans une rénovation nationale, dans le culte des chefs...), des symboles spectaculaires (le verbe, l'oeil, la lumière-parole, la vérité...), des symboles diairétiques (les armes du héros, les ordres de chevalerie,

²⁹⁶ Jean-Luc Maxence, *L'ombre d'un père*, op. cit., pp. 60-61.

²⁹⁷ Gilbert Durand, *Les structures anthropologiques de l'imaginaire*, Paris, Bordas, 1969. C'est à cette grille du philosophe symboliste (dont nous avons suivi les cours à l'UER de Philosophie de Grenoble de 1973 à 1976) que se réfère Raoul Girardet dans *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Le Seuil, 1986.

les communautés monastiques-guerrières, les cuirasses, les baptêmes purificateurs...). Autant d'éléments symboliques convergents, fascistoïdes peut-être, qui furent en tout cas partagés par nombre de non-conformistes exaltés (pensons par exemple à Raymond de Becker²⁹⁸), qui tranchent avec le symbolisme du régime "nocturne" de l'image, celui de la descente, de la coupe, de l'intimité, du cycle éternel, de la croix, de la musique et de l'histoire, de la communauté indulgente, qui semble être plutôt la caractéristique du "personnalisme" pacifiste d'un Mounier.

En définitive, les interprétations rhétoriques, sociologiques ou symboliques suggérées par les sciences humaines ont tendance à présenter le discours ou l'imaginaire non-conformiste de façon trop systématiquement unifiante et statique. Or, pour saisir une scène idéologique aussi hétérogène, il faut, semble-t-il, essayer de croiser l'approche biographique (sans tomber dans l'individualisation ou le particularisme), la grille différentialiste de l'analyse des idées et des valeurs, et une grille plus politique, attachée à la mouvance des positionnements. A ce niveau, malgré des rencontres collatérales, des échanges incessants, ces "intellectuels professionnels", on l'a observé, ont profondément divergé et sont entrés en conflit entre eux (le cas de Mounier qui vient d'être étudié en donne la mesure). Certains, personnalistes, se sont rangés dans le camp de la Résistance. D'autres, portés par leur communautarisme, ont choisi, avec des nuances personnelles, une voie plus autoritariste, avec des variantes allant des positions maurrassiennes d'un Thierry Maulnier (plus ou moins en retrait de la revue *Idées* pour des raisons personnelles) ou d'une sorte de fascisme désespéré (Maxence) à un modèle de fascisme non totalitaire, spécifiquement français, plus ou moins tempéré par un catholicisme néothomiste exaspéré par les réticences de l'Église dès 1941.

Dans cette perspective la lecture rigoureuse des textes suggérée par Marc Angenot peut fournir une clé pour comprendre cette dialectique de l'homogénéité et de l'hétérogénéité. Celle-ci révèle, dans la structure interne du discours non conformiste, une homogénéité structurale de l'idéologie, au delà des positions qu'elle exprime. Celles-ci sont foisonnantes, certes. Mais cela semble normal pour une idéologie qui s'est fondée, non sur l'existence d'un groupe politique structuré,

²⁹⁸ Pierre de Senarclens, op. cit., pp. 29-30.

sur un holisme organisationnel en quelque sorte, mais sur un processus répété à l'infini d'individualisation, pour qui finalement l'individu qui parle et qui jette son jugement sur le monde de façon péremptoire et prophétique, à la recherche d'un sotérianisme social, constitue la mesure de toute chose. Nous sommes en fait en présence d'une idéologie du "moi", et non du "nous". Le non-conformisme met en scène une structure individualisante, non collective, de production de l'idéologie. Cet individualisme fondateur est la marque à la fois de la socialisation élitaire, républicaine, normalienne, des intellectuels du courant (Mounier compris), mais aussi du poids du catholicisme de la personne (précisément !) dans leur socialisation originelle, qui les a imprégnés durablement. D'où la difficulté à se concilier avec le politique, collectif par essence.

Sur ce dernier point, nous avons vu jusqu'ici que les interprétations du non-conformisme droitier, ou bien refusaient son assimilation à l'idéologie fasciste, ou bien la limitaient, comme pour les rapports généraux avec la politique, à du suivisme. Que celui-ci soit relationnel (la rencontre avec les idées, les mouvements, des personnages fascistes), soit diffusionniste (la thèse de Michel Dobry sur la banalisation et la circulation de thèmes fascistes). Le non-conformisme, dans sa tendance communautariste, se trouve-t-il en situation d'extériorité par rapport au fascisme, ou bien en représente-t-il une des composantes françaises ? Un élargissement par rapport aux analyses internes de ce courant, strictement biographiques ou groupales, s'impose. Il est justifié par le fait qu'un certain nombre des non-conformistes, soit de tendance droitière, soit de tendance gauchisante (ce qui complique le problème !) a participé activement à la Révolution nationale de Vichy.

Dans ce contexte, le non-conformisme antipersonnaliste peut-il être considéré comme une des branches d'un fascisme spécifiquement français ?

Troisième partie :
Le non-conformisme des années 40

Chapitre II

NON-CONFORMISME ET FASCISME

[Retour à la table des matières](#)

L'historiographie hexagonale, on le sait, est partagée en tendances opposées sur la question de l'existence d'un fascisme français.

Une première, bien représentée par René Rémond, inscrit l'histoire de la droite dans une continuité idéologique en termes de modèles (le légitimisme, l'orléanisme, le bonapartisme), qui structureraient la vie politique de façon inchangée dans la longue durée. René Rémond se rattache volontiers à la thèse "immunitaire" de "l'allergie" de la France au fascisme, en dehors de "groupuscules" insignifiants. Il oppose les mouvements ou les régimes conservateurs et réactionnaires aux "fascismes", réduit les figures antiparlementaristes à un bonapartisme autoritaire à peine teinté d'un "badigeon" fasciste, et voit dans la Révolution nationale le contraire du fascisme : un "patriotisme", une "conservation triomphante", une réaction pure, un "paternalisme", un "cléricalisme", un "moralisme", un "militarisme" et un

"scoutisme", énumération dont est d'ailleurs absente la composante non-conformiste ²⁹⁹.

Une seconde tendance, que résume bien la réflexion de Pierre Milza, largement partagée, défend la thèse, elle aussi "immunitaire", de la "contamination". Contre les interprétations univoques du phénomène fasciste (en termes de droite autoritaire, de totalitarisme tous azimuts, ou de modèle de référence-type mussolinien), elle distingue les aspects doctrinaux, les mouvements et le "fascisme-régime" ³⁰⁰. Cette approche réaliste, qui refuse de parler de fascisme pour le non-conformisme des années 30, repère trois formes d'organisations successives : d'abord des petits mouvements de contestation révolutionnaire, puis des partis de masse hiérarchisés, militarisés, personnifiés et violents, enfin des modes de gestion totalitaire de la société et de l'État à partir d'un noyau dur irréductible installé au pouvoir. Sur le plan idéologique, au "confluent" d'un nationalisme ultra et d'un syndicalisme révolutionnaire, le fascisme est perçu comme une idéologie spécifique, appartenant par inclusion à des idéologies plus larges (de "troisième voie", de "rassemblement national", de "rénovation politique"). Mais il s'en distingue par son mélange de réaction et de révolution, son projet totalitaire, son ambiance guerrière-impérialiste et son pouvoir de captation de forces politiques exogènes. Pour le cas de la France, on serait en présence d'un phénomène "d'imprégnation", d'imitation, de fascination, au plus de "fascisation" à intensité variable, à partir de modèles extérieurs (principalement italien et allemand). Seul le Parti populaire français de Doriot aurait été "authentiquement fasciste" (sous-thèse de la pureté), le fascisme ayant simplement "contaminé", "par zones concentriques", des forces de droite et de gauche réceptives (cf. l'étude de Philippe Burin sur *Doriot, Déat et Bergery*) formant une "nébuleuse fascistoïde". *L'Action française* de Maurras, le franquisme, le salazarisme, les dictatures d'Europe centrale ou de l'Est, comme la Révolution nationale vichyssoise, malgré des traits „empruntés" au fascisme, sont ramenés à des "régimes autoritaires classiques", refusant le modèle totalitaire en

²⁹⁹ René Rémond, *La Droite en France de la Première Restauration à la Ve République*, Paris, Aubier, 1968, tome 2, pp. 250-251.

³⁰⁰ Pierre Milza, *Fascisme français. Passé et Présent*, Paris, Flammarion, 1987, notamment pp. 11-59, et, sur Vichy, pp. 211-275.

raison du poids des forces réactionnaires (église, armée, monarchie) ³⁰¹. Dans cette conception, on peut admettre que certains non-conformistes aient été "magnétisés" par le fascisme, mais à titre individuel et ponctuel.

Le politologue Michel Dobry met justement en garde contre les présupposés épistémologiques de cette tendance. On construit des prénotions fondant une théorie "immunitaire" de la "contamination", de "l'amnésie", et de la "parenté". De façon anachronique, à partir d'un raisonnement logiquement rétroactif, on risque juger tous les faits en fonction des "résultats", à savoir l'impossibilité d'instauration et l'échec d'un fascisme en France, en opérant à partir d'une grille classificatoire et non relationnelle. Celle-ci n'insiste pas assez sur les stratégies de distinction des mouvements français liées au "dilemme du nationalisme autoritaire" ³⁰² ("français" avant tout, mais favorable aux "révolutions étrangères"). Remarquons au passage que les théories de "l'allergie" comme de la "contamination", empruntent leurs métaphores... à l'idéologie fasciste elle-même, friande de biologisation du social : étrange "mimétisme" épistémologique, que Michel Dobry invite à dépasser.

Une troisième tendance, défendue par Zeev Sternhell ³⁰³, intellectuellement très stimulante, assimile le fascisme, étendu largement à des groupes ou des individus que l'on n'a pas l'habitude de désigner comme tels, à une idéologie cohérente de longue durée, nationaliste, populiste, corporatiste révolutionnaire, attachée à des valeurs philosophiques irréductibles (notamment une théosophie, un darwinisme social, un antidémocratie, un antisémitisme et un antimarxisme caractérisés). Loin d'être un "virus" extérieur, ce complexe hétérogène aurait été inventé en France au tournant du siècle (le "révisionnisme révolutionnaire sorélien" et les Cercles Proudhon en constituant une composante originelle avec la matrice de l'Action française). Il essaima progressivement en Europe, tout en franchissant par succession continue et "imprégnation" idéologique (le Faisceau de Georges Valois servant de transition), les différentes périodes de l'histoire politique française, jusqu'à la Révolution nationale de Vichy, en passant, précise

³⁰¹ Ibid., p. 53.

³⁰² Michel Dobry, "Le 6 Février 1934 et la découverte de l'allergie de la Société française à la Révolution fasciste", art. cit.

³⁰³ Zeev Sternhell, *La Droite révolutionnaire et Ni droite ni gauche, l'idéologie fasciste en France*, op. cit.

Michel Winock ³⁰⁴ pour les années 30, par la Solidarité française de Coty, le Francisme de Bucard, le PPF de Doriot, la Cagoule, les Chemises vertes de Dorgères. Zeev Sternhell ajoute à cette liste le néosocialisme de Déat, Marquet et Montagnon, mais aussi le "fascisme spiritualiste" des non-conformistes, amalgamés à l'occasion. Mais où commence et s'arrête ce fascisme doctrinal ?

L'analyse du cas Mounier, déformé par Zeev Sternhell et Philippe Burin, comme, a contrario, celle de l'engagement de certains non-conformistes des années 30 en faveur de Vichy, suggèrent une interprétation complémentaire permettant de caractériser la nature de la Révolution nationale, c'est-à-dire la partie pétainiste de Vichy, et non seulement "maréchaliste" (cela dit sans épuiser la question de la caractérisation de l'ensemble du régime). Cette approche tient compte de l'apport incontestable des travaux précédents mais procède chronologiquement à l'envers en partant du régime de Vichy et de l'expérience de pouvoir d'État qu'il a constitué et en remontant vers ses origines. Cette démarche semble permettre de dépasser les problématiques rencontrées plus haut : d'une part, celles qui, réduisant le fascisme à un phénomène totalitariste, idéologique ou pratique, d'origine extérieure, concluent, en limitant l'analyse au seul collaborationnisme, à la théorie "immunitaire" de l'imitation et de l'imprégnation ; d'autre part, celles qui font du fascisme un bloc doctrinal intangible, homogène, non différencié dans l'espace et dans la durée (I). Elle permet en outre d'éclairer la question à partir d'une approche comparative large, qui donne au "non-conformisme" comme à la Révolution nationale leur place dans un ensemble politique plus vaste (II).

I- FASCISME "BLANC" ET RÉVOLUTION NATIONALE

[Retour à la table des matières](#)

³⁰⁴ Michel Winock, Edouard Drumont et Cie. *Antisémitisme et fascisme en France*, Paris, Le Seuil, 1982, notamment pp. 115-140 (Le fascisme en France).

En mettant l'accent à la fois sur le contenu idéologique et sur les pratiques de regroupement autour de la Révolution nationale, nous avons vu surgir des documents un brassage discursif à l'intérieur d'un "fascisme-régime", réduit en fait à quelques espaces institutionnels dans l'appareil d'État vichyssois. Cette idéologie "révolutionnaire nationale française" (c'est ainsi qu'elle se désigna elle-même) se montra hostile au collaborationnisme parisien d'un Déat ou d'un Doriot, malgré les tentatives de ralliement opportuniste et ponctuel de ceux-ci à Pétain ou les contacts de vichyssois avec certains collaborationnistes de Paris. En donnant la parole aux non-conformistes, soit personnalistes défroqués (Galey, Petitjean, Maze...), soit antipersonnalistes (Pucheu, Marion, Fabrègues, Vincent, Andreu, Dominique, Gravier, Gaït, Maxence... issus principalement de *Combat*, de *La Flèche*, de *L'Insurgé* et de *Travail et Nation*), qui l'ont élaborée en accord avec le Cabinet civil de Pétain, on découvre une forme de "révolution" "par en haut", inversée par rapport aux expériences "étrangères", qu'elle soit "blanche" (au sens d'impossible et de réactionnaire ³⁰⁵) ou "rouge" (Pierre Andreu n'a-t-il pas intitulé ainsi ses mémoires ? ³⁰⁶). Il s'agit là d'une fusion entre un "socialisme national" gauchisant et une tradition droitière néomaurrassienne. Cet ensemble idéologique amalgame un antidémocratie issu majoritairement des tendances non-conformistes de droite des années 30 et un christianisme néothomiste, communautariste, antipersonnaliste, voire, chez certains propagandistes, un romantisme néonietzschéen désespéré.

Ce bloc idéologique hétéroclite, ce mélange, constitue-t-il, dans son apport théorique à la Révolution nationale, un fascisme français de doctrine et de pouvoir ? Doit-on juger celui-ci, si l'on accepte cette dénomination, sur sa faillite historique sans tenir compte de ses intentions explicites immédiates ? Ce modèle, confiné de février 1941 à décembre 1942 (environ) dans un "ministère de la parole", s'est révélé effectivement introuvable dans la pratique, en raison de variables conjoncturelles et configurationnelles irrémédiablement défavorables, face à des systèmes de légitimation concurrents, à la fois alliés et hostiles

³⁰⁵ Charles Maurras, dans sa préface aux mémoires de Xavier Vallat (*Le nez de Cléopâtre. Souvenirs d'un homme de droite. 1918-1945*, Paris, les Quatre fils Aymon), parle des "blancs" au sens mistralien de "manière d'être attenante à la Religion, à la Morale, à la Tradition".

³⁰⁶ Pierre Andreu, *Le Rouge et le Blanc*, 1928-1944, Paris, La Table Ronde, 1977.

(notamment la vice-présidence du Conseil de Darlan et l'équipe Laval, dont nous n'avons fait qu'entrevoir les stratégies parallèles, sans parler des autres composantes politiques agissantes de la période, Résistance comprise).

Ce fascisme "blanc" est une partie de la Révolution nationale. Mais quelle est la nature de cette dernière, aussi hétéroclite que le non-conformisme lui-même ? L'affaire Mounier, la lecture de la revue *Idées*, l'analyse des rapprochements entre certains pôles de pouvoir (le Cabinet civil de Pétain, l'équipe Pucheu-Marion) et l'attitude des non-conformistes dans les politiques culturelles et pédagogiques de Vichy paraissent apporter des éléments intéressants pour essayer de caractériser celle-ci, dont la nature reste fortement controversée.

Les théories immunitaires ne veulent voir dans Vichy, on le sait, que du "conservatisme" revancharde et "contre-révolutionnaire", "badigeonné de quelques ingrédients des années trente" (théorie pharmaceutique des "ingrédients"). Alain Gérard Slama, qui parle symptomatiquement "d'épidémie fasciste", va encore plus loin : Vichy n'est pour lui que conservatisme, pluralisme, continuation de la politique "jacobine" d'avant-guerre, notamment dans son antisémitisme, à la fois "catholique" d'origine, et "bureaucratique", issu de la Troisième République et des pratiques de sa police (la manie du recensement identitaire des étrangers renforcée sous le gouvernement Daladier)³⁰⁷. La Révolution nationale, "protégée" jusqu'à novembre 1942 (date de "l'invasion" de la zone sud) de la "contamination" hitlérienne, ne serait qu'un "pot-pourri somme toute banal"³⁰⁸ d'idéologie du XIXe siècle. Banal ou banalisé par une certaine myopie historiographique ?

En un jeu sans fin de ressemblances et de différences, Pierre Milza refuse, lui, on l'a signalé, d'assimiler la Révolution nationale aux dictatures réactionnaires de l'Europe du Centre ou du Sud³⁰⁹. La "monarchie sans monarque" de Pétain, qui n'aurait jamais prôné une jeunesse ou une pédagogie uniques, ni constitué un parti unique d'encadrement des masses, n'aurait été qu'un mélange de maurrassisme et

³⁰⁷ Alain-Gérard Slama : "Vichy était-il fasciste ?", *Vingtième siècle*, juillet-septembre 1986.

³⁰⁸ Jean-Pierre Azéma, *De Munich à la Libération*, Paris, Le Seuil, coll. Points, 1979, p. 80.

³⁰⁹ Pierre Milza, "La France de Vichy a-t-elle été fasciste ?", in *Fascisme français, Passé et Présent*, op. cit., pp. 221-275, qui forme la synthèse la plus élaborée de la théorie "immunitaire".

de catholicisme social. Ni plus ni moins, pour la période du "premier Vichy". Même si le Vichy ultérieur a connu, avec le modèle milicien, une "fascisation satellisée et partiellement nazifiée", artificiellement plaquée sur une société hostile, (Milza rejoint là explicitement les mémoires de du Moulin de Labarthète jugeant le Vichy de Laval ³¹⁰). Quant à l'antisémitisme, raciste et pas seulement catholique « l'historien du "fascisme" français nuance justement les euphémisations de Slama), il déborderait largement le "fascisme des années trente" et le "collaborationnisme de l'Occupation", puisque ses racines plongent dans la tradition du nationalisme barrèsien et de l'Action française. La répression envers les "ennemis intérieurs" ? Elle relèverait "classiquement" d'un "autoritarisme dictatorial" (sans autre précision typologique).

Si l'on se réfère au contenu même des représentations des acteurs tel qu'il ressort de la lecture de la revue Idées, on découvre que dans l'esprit des théoriciens non-conformistes droitiers de la Révolution nationale, Vichy construit une doctrine spécifiquement française (qui a bien "influencé" antérieurement certains dictateurs européens), mêlant deux grandes "traditions" : un nationalisme révolutionnaire et un socialisme national. Les auteurs cités à grands renforts de références par les non-conformistes d'Idées, rattachent la doctrine de la Révolution nationale à un ensemble idéologique plus vaste, de longue durée. Celui que Zeev Sternhell précisément a rencontré dans ses recherches sur le "pré-fascisme" du tournant du siècle, tel qu'il était explicitement décrit en amont par les acteurs eux-mêmes, et que nous avons vu resurgir en aval sous Vichy, tout aussi explicite. Si l'on suit ces représentations internes, on ne peut limiter l'idéologie vichyssoise d'État, relayée par toute une bureaucratie de propagande, à une vague "imprégnation maurrassienne" ou à du catholicisme social bon teint réactualisé, celui de la Fédération nationale catholique de l'entre-deux-guerres. Les références communautaristes et corporatistes, incompatibles explicitement avec le personnalisme catholique, caractérisent la partie constructive d'un mélange idéologique qui déclare lui-même appartenir à la famille fasciste tout en gardant sa spécificité française.

La Révolution nationale, au delà de ses composantes doctrinales, constitue aussi un projet politique, à la fois rassemblement d'hommes d'origines diverses et

³¹⁰ Ibid., p. 245.

logique décisionnelle gouvernementale. Sur ce point, faut-il hypertrophier la thèse d'un Vichy "pluraliste", donc "non fasciste", au sens de régime totalitaire de masse, - le pluralisme impliquant le non-fascisme, proposition considérée comme allant de soi - ? Ce n'est pas parce que des hommes de tous bords, même venant de "gauche" (mais l'étaient-ils encore dans leur ralliement ou en épousaient-ils vraiment les valeurs ?) ont accepté les positions vichyssoises, que la politique au sommet, au dessus de ces suivismes hétérogènes, resta "plurielle" dans ses orientations. Le contenu d'une politique ne peut être apprécié seulement à l'aune des positions antérieures de ceux qui la mènent ou de ceux qui la soutiennent. Elle garde une spécificité irréductible à ses composantes. Quelles couleuvres des "libéraux", des éléments du Bloc national de 1936, des néos, des exradicaux... et même des doriotistes durent-ils avaler pour se déclarer opportunément des "hommes du Maréchal" et participer au gouvernement !

Mais soutenir, suivre la politique, par exemple depuis la chambre d'enregistrement que fut le Conseil national, n'est pas assumer la fonction gouvernementale. Seul un noyau restreint impulse, décide, est responsable. Le caractère hétérogène des soutiens, la dilution de leurs attributions symboliques, n'effacent pas la cohérence du conseil des ministres et du Cabinet de Pétain. Au sommet, se succèdent bien sûr des blocs au pouvoir, mais à l'intérieur de chacun d'eux, une équipe restreinte assure une continuité de vue au-delà des divergences de personnes, de clans, d'intérêts. Quant au soi-disant "pluralisme" vichyssois (que l'on retrouverait d'ailleurs dans toutes les coalitions étrangères, à commencer par l'Allemagne nazie ou l'Italie mussolinienne), rappelons la suspicion, le bannissement progressif et l'emprisonnement d'Emmanuel Mounier, accusé par tous les révolutionnaires nationaux de "pluralisme", même si, dans les débuts du régime, celui-ci fréquenta (dans l'esprit que nous avons recomposé à partir d'une méthode compréhensive) des institutions officielles dans lesquelles, certes, tout le monde n'était pas autorisé à intervenir.

Le premier Vichy n'est pas considéré non plus comme fasciste sous le prétexte que, dans la pratique, il a échoué. Bel exemple de raisonnement régressif dont parle Michel Dobry dans sa mise en garde précitée contre les théories "immunitaires" appliquées à la crise du 6 février 1934, qui jugent une expérience à ses seuls résultats. Un "fascisme impossible" puisque n'arrivant pas à imiter un modèle totalitariste ? La lecture de la revue Idées infirme ce jugement.

La Révolution nationale s'est certes effectuée à l'envers, "par en haut", de façon empirique. C'est une "révolution sans révolution", qui n'est pas passée, dans sa phase de concrétisation, par la constitution d'un parti de masse, par une prise de pouvoir violente. Elle s'est infiltrée, de façon aléatoire en raison des circonstances, au sommet de l'État. Une installation "propre", rapide, qui a permis de poser en deux ou trois mois des fondements institutionnels. Mais qui a effectivement entraîné des complications. La "révolution" a couru derrière l'opinion, elle s'est diffusée par en haut vers le bas, sans révolutionnaires, et surtout elle s'est rendue dépendante de l'administration d'État qui, malgré une sévère épuration, lui était hostile, car issue en nombre de l'ancien régime républicain. Une réalisation trop rapide, qui eut encore à subir, de façon défensive, une occupation étrangère amputant le gouvernement de ses moyens réels (le pays étant divisé en deux et l'autorité française restant sous la tutelle de l'occupant sur les trois cinquième du territoire), sans parler de l'activité de résistance des forces ennemies de l'Axe et de Vichy. Révolution introuvable, freinée de surcroît au sommet de l'État par des luttes de prestige, d'autorité, de clans, de personnes, le poids de nouvelles clientèles. Les contraintes internationales, la durée de l'occupation, le vent mauvais de l'intérieur, l'absence de relais efficaces pour l'État pétainiste, la puissance des corps constitués, le poids de l'Église, le manque de temps... autant de difficultés insurmontables - dont la philippique du 12 août 1941, inspirée par du Moulin, prit conscience - qui expliquent la "faillite" de la "Révolution nationale française". Cela fut compris par les plus lucides des non-conformistes.

Ceci étant, malgré ces blocages, le premier Vichy mit en oeuvre sa politique. La Révolution nationale reste proche dans ses pratiques inachevées de pouvoir, ses orientations idéologiques "latines" et néocatholiques, des "révolutions nationales" du Sud (les références à Primo de Rivera comme à Salazar sont bien explicites). La peur du mot "fascisme" (peut-être inspirée par la peur légitime de la chose) ne peut justifier l'usage de qualificatifs vagues, exclusifs et euphémisants pour la désigner. En plus d'une idéologie communautariste et corporatiste à velléité totalisante plus que totalitaire, Pétain usa de moyens coercitifs sans retenue, à l'abri de tout interventionnisme étranger jusqu'en novembre 1942, contre les "ennemis de l'intérieur", les juifs, les communistes, les francs-maçons, les démocrates-chrétiens, les résistants gaullistes, les fonctionnaires républicains, les réfugiés allemands antinazis... La liste des

proscrits du premier Vichy est en fait la même que celle des ennemis intérieurs de tous les régimes fascistes d'Europe (Allemagne hitlérienne comprise, comme le montre la lecture des organigrammes du Service Central de Sécurité du Reich à Berlin - le RSHA d'Heydrich - qui réservait des bureaux spécifiques à la lutte contre chacun de ces adversaires, démocrates catholiques compris).

Assez faible apparaît encore, l'argument de l'absence de visée impérialiste guerrière pour considérer Vichy comme non fasciste. Certes, la Révolution nationale d'une France vaincue sévèrement en 1940, face à l'occupant nazi, ne se montre pas expansionniste, comme l'Allemagne et l'Italie. Le régime compensa cependant la situation d'occupation. On assiste, pendant quatre ans, à une glorification sublimée (rapidement dérisoire à partir de novembre 1942) de l'Empire, de la grandeur de la France par delà les mers. Le déploiement d'un discours tonitruant sur l'Empire colonial redonnait facilement à l'Armée et à la Marine leur gloire perdue. Le militarisme vichyssois, exutoire euphémique, se tourna encore vers un autre espace symbolique que les occupants ne pouvaient restreindre : le discours mythique sur le passé, dont on abreuva amplement la jeunesse et les anciens combattants. Partout, dans les institutions officielles, circula et se matérialisa une idéologie paramilitaire sans ambiguïté possible, vantant les mérites de l'ordre hiéocratique, ressuscitant des héros historiques, étalant les gloires de soldats morts et de conquêtes imaginaires. L'idéologie guerrière se réfugia encore dans la violence compensatoire des discours, jusque dans celui des intellectuels de la revue *Idées*, ouverte au romantisme fasciste de Drieu La Rochelle et au culte des "chefs". Le premier Vichy fut bien une révolution en idée, une violence symbolique exacerbée, une guerre de mots pour des soldats de papiers et une armée de scouts, avec ses saluts au drapeau et ses chefs d'opérette galonnés.

Le rassemblement vichyssois, en raison d'une prise de conscience lucide des conditions de réalisation de la "révolution", ne put mettre en application une discipline politique totalitaire, mais les composantes les plus extrêmes (les plus "sincères" diraient les non-conformistes *d'Idées*) l'envisagèrent. La réalité de l'État milicien n'est-elle d'ailleurs pas déjà posée par des extrémistes comme Armand Petitjean (cf. son hommage à Joseph Darnand et à la "mystique des corps francs") ou par le jeune Mitterrand de 1942, admirateur du Service d'Ordre Légionnaire et favorable à une "milice" structurée par la foi et le dévouement ?

Autre explication mise en avant : Vichy ne serait point fasciste parce que composé de forces hétérogènes propices à l'éclatement, au non-totalitarisme. Certains historiens insistent sur la multiplicité des tendances et parlent même, pour les idées comme pour les pratiques, par déviation de propos, de "pluralisme", au lieu de régime pluriel, polyarchique ou hétérogène. Sans étendre le problème à l'ensemble de la période d'occupation, il serait discutable de jouer sur la séparation des composantes de la Révolution nationale du premier Vichy. Malgré des divergences effectives, malgré les scissions d'après 1942 puis la dislocation du bloc au pouvoir vichyssois, on ne peut oublier qu'un temps les différents clans ont partagé des orientations communes, travaillé ensemble : les rapprochements entre le Cabinet civil et les non-conformistes autoritaires à partir de l'été 1941 le montrent bien. A l'inverse, l'unité du Vichy pétainiste ne serait-elle pas plutôt dans le maurrassisme, forme politique qui n'aurait rien à voir, puisque monarchiste, avec le totalitarisme fasciste ?

Pour ce qui est du problème du maurrassisme du régime (ce n'est pas un hasard si a posteriori, dans la polémique de 1949, Emmanuel Mounier mit en avant la "terrible imprégnation maurrassienne" de ses adversaires, Jean de Fabrègues en tête), l'historiographie actuelle en vient à "estimer à la baisse" son influence sur les sommets de l'État ³¹¹. Au-delà du seul Charles Maurras ("le plus français des français" pour Pétain, qui le côtoya peu) et de ce qui restait de son journal, la lecture d'un ouvrage comme *La Seule France*, dédié à l'ancienne au Maréchal, montre la convergence entre le doctrinaire, ses "prévisions vieilles de cinquante ans" et la politique intérieure vichyssoise. La seconde partie est édifiante à cet égard, notamment les chapitres sur "la restauration de l'État", sur "l'assainissement de l'administration centrale" ("le bon travail national" de Peyrouton), sur "la France aux Français", sur "les juifs et les francs-maçons" (Maurras reprend la vieille distinction de sa Ligue entre "l'antisémitisme de peau" et "l'antisémitisme d'État," tout en parlant des "nomades" et des "fugitifs"). Le vieux polémiste revendique d'avoir été "en avance sur l'événement". C'est comme à regret que Pierre Chaunu reconnaît cette "approche du pouvoir" par l'Action française, dans la "griserie" de la "divine surprise", en admettant que la Ligue, qui pour lui ne peut être assimilée aux systèmes autoritaires fascistes et a fortiori nazi,

³¹¹ L'expression est de Jean-Pierre Azéma et de François Bédarida dans leur conclusion du colloque Vichy et les Français, op. cit., p. 768.

appartient cependant à la "famille" des "courants de pensée", des "modes de lecture du politique" du franquisme ou du salazarisme ³¹². Cette "parenté" est aussi confirmée par Jean de Fabrègues, un temps secrétaire personnel de Maurras, qui écrit, dans son ouvrage sur le "drame spirituel" de ce dernier :

"Seuls trouveront grâce devant Maurras le système de Salazar et, après 1936, la révolution franquiste au moins dans ses premiers aspects et par là il montrera qu'il reste aussi lucide que fidèle à ses principes : ce sont, en effet, les deux seules formes de fascisme qui éviteront, au moins un temps, les erreurs du totalitarisme et c'est parce qu'elles en auront été gardées par une volonté de rester fidèles le plus possible au principe des "corps intermédiaires", au refus de l'étatisme, que Maurras aussi avait fait sien" ³¹³.

Pour Maurras du moins, contrairement à certains développements de l'historiographie actuelle ³¹⁴, le fascisme ne se conjugue pas obligatoirement avec le "totalitarisme". Fabrègues reconnaît lui-même cette "famille" de fascismes du Sud, (que Maurras qualifierait de "blancs" en termes "mistraliens"), non totalitaires, nationalistes, néochrétiens ("néos" parce qu'on ne peut confondre les États avec l'Église, au-delà des relations établies entre eux). La "Révolution nationale française" appartient bien à cet ensemble. Les conclusions déjà anciennes d'Eugen Weber dans son histoire de l'Action française restent ici valables : les maurrassiens qui se retrouvèrent autour de Pétain, eurent enfin l'occasion de mettre en pratique leur "culture politique" commune au-delà du monarchisme théorique de la ligue. Déjà, en 1935, parlant des intellectuels plus ou moins influencés par le maurrassisme, Thierry Maulnier, un de leurs porte-paroles, reconnaissait :

³¹² Pierre Chaunu, préface à l'ouvrage de Victor Nguyen, *Aux origines de l'Action française. Intelligence et politique à l'aube du XXe siècle*, Fayard, Paris, 1991, p. 21.

³¹³ Jean de Fabrègues, *Charles Maurras et son Action française. Un drame spirituel*, Paris, Perrin, 1966, p. 344.

³¹⁴ Sur ce débat, on peut consulter par exemple ; Michel Winock, Edouard Drumont et Compagnie. *Antisémitisme et fascisme en France*, Paris, Le Seuil, 1982, L'Action française, *Histoire de l'extrême-droite en France*, op. cit., pp. 125-156 ; Pierre Milza, *Fascisme français. Passé et présent*, Paris, Flammarion, 1987 ; Robert Soucy, *Le fascisme français (1923-1933)*, Paris, PUF, 1989.

"Il les marque dans leurs activités littéraires, techniques et politiques, et l'on peut avancer qu'à côté de ses forces réelles, visibles, mesurables, l'Action française dispose d'une autre force composée de tous ceux qui l'ont quittée" ³¹⁵.

Dans les années 30, après avoir rompu avec un mouvement qui paraissait à la jeune génération montante dépassé dans son "catéchisme", le néomaurrassisme, ébranlé par la condamnation (provisoire) de 1926, s'immisça dans tous les mouvements en se confrontant à la fois aux idées nouvelles, aux fascismes européens, mais aussi au catholicisme. Pensons là à l'oeuvre d'un Jacques Maritain et à la manière, souligne Fabrègues dans son *Charles Maurras*, dont les soréliens et les maurrassiens d'avant-guerre avaient côtoyé le christianisme ³¹⁶. D'ailleurs, dans leur jeunesse, des non-conformistes personnalistes comme Jean Lacroix (jeune secrétaire du "Cercle Joseph de Maistre" marqué par des professeurs jésuites intégristes), Maurice de Gandillac, Jacques Madaule, Edmond Humeau, Olivier Lacombe, Raymond de Becker..., qui fréquentèrent le cercle intellectuel de Jacques Maritain, n'éprouvèrent-ils pas eux aussi des sympathies pour l'Action française ³¹⁷ ?

Le pétainisme reste incontestablement imprégné au sommet des idées de celui qui dans *La Seule France* délivre a posteriori un certificat d'authenticité à Pétain. La liste des hommes de pouvoir inspirés plus ou moins directement par l'idéologie d'Action française, montre Eugen Weber, est impressionnante : du Moulin de Labarthète (qui marcha contre le Palais Bourbon le 6 février 1934) et Bouthillier, ex-étudiants d'Action française, mais aussi les compagnons de route, Baudouin, Massis, Alibert, Vallat, Benjamin, de Saivre, le docteur Ménétrel, Bouvier-Ajam, Salleron, Dunoyer de Segonzac, Chombart de Lauwe, Gravier, Loisy, Gabriel Jeantet. Sans parler, autour de Jean de Fabrègues, des non-conformistes, René Vincent, Claude Roy, Jean-Pierre Maxence, Thierry Maulnier, Kléber Haedens, Jean Renon, René Barjavel, Gustave Thibon, Jean Rivain, Raoul Girardet... Bref la plupart des adversaires explicites d'Emmanuel Mounier et de Jeune France. Tous les hommes imprégnés de l'esprit maurrassien ne suivirent pas Pétain (pensons à Georges Valois et à Bernanos qui, lui, fut proche idéologiquement de

³¹⁵ Cité par Eugen Weber, *L'Action française*, op. cit., p. 568.

³¹⁶ Jean de Fabrègues, *Charles Maurras...*, op. cit., p. 340-343.

³¹⁷ Pierre de Senarclens, *Le mouvement Esprit 1932-1941*, op. cit., p. 25.

l'équipe de Réaction et fréquenta intimement Fabrègues de 1930 à 1933, puis de 1945 à 1948), mais le contenu de la Révolution nationale, tel que du Moulin de Labarthète, orfèvre en la matière, la définit doctrinalement, apparaît à bien des égards comme la continuation, adaptée aux circonstances, de la doctrine de la ligue maurrassienne.

Le premier Vichy constitue cependant un rassemblement qui dépasse l'influence du seul bloc néomaurrassien. Le non-conformisme, issu de la Jeune Droite, du bergerysme ou d'Ordre nouveau, ne peut être totalement assimilé à ce courant. Et que dire du colonel de La Roque et du Parti social français ? Dans un rapport présenté le 29 juin 1941 au Congrès PSF de Lyon, le "chef" précisa les relations entre son mouvement et Vichy. Comme Maurras dans *La Seule France*, il se vanta lui aussi d'avoir lancé la formule de l'État nouveau dans *Le Flambeau* de 1933 ("Travail, Famille, Patrie"). La Révolution nationale, expliqua-t-il, était préparée idéologiquement dès 1930 ("par nous, et par nous seuls"). Il compara encore le programme du parti et les choix du pétainisme : question juive et franc-maçonnerie comprises, les textes se superposaient apparemment (la coïncidence entre le programme du PSF et celui de la Révolution nationale fut d'ailleurs soulignée par trois articles de Jacques Lacretelle dans *Le journal de Genève* des 16, 17 et 18 mars 1941). Seule réserve : l'application des mesures, qui faisait que le Parti n'avait pas participé jusque là au gouvernement (d'autant qu'il n'y avait point encore été invité, regretta amèrement le colonel, sans pouvoir se l'expliquer). La Roque affirma lui aussi que la Révolution nationale n'avait pas encore commencé. Il fallait "rester Français", s'assembler et agir autour de Pétain et de Darlan, contre De Gaulle (sic). Dans un discours de clôture du même Congrès, il réaffirma son antimaçonnisme mais nuança son antisémitisme en parlant non de "sanctions a priori", mais de limitation de l'accès à certaines fonctions. Il défendit le régime d'autorité nécessaire pour instaurer la Révolution nationale revendiquée depuis 1918, tout en re-connaissant qu'une phase de transition serait nécessaire. Il convia enfin les équipes sociales de son mouvement à aider le gouvernement et l'administration, à maintenir la tradition chrétienne comme l'honneur militaire et national du pays...

Malgré la variété des rapprochements effectifs d'hommes qui avaient posé des programmes convergents de "Révolution nationale" avant 1940 (on pourrait en citer d'autres exemples), on est bien, avec le premier Vichy, en présence d'un

rassemblement "révolutionnaire" d'un type qualitativement nouveau, autour d'un chef militaire, qui, comme le souligna Jean de Fabrègues dans un article *d'Idées*, conservait son autonomie de décision avec son entourage rapproché, et choisissait lui-même de façon éclectique les thèmes idéologiques opportuns. On ne peut réduire le régime à l'une ou l'autre de ses composantes idéologiques, pas plus qu'on ne peut induire du caractère non "totalitariste" de ces doctrines d'avant-guerre l'absence de fascisme idéal ou de fascisme pratique. L'affiliation de la Révolution nationale au fascisme européen ne fut-elle pas d'ailleurs revendiquée, dans son originalité, par les acteurs eux-mêmes ?

Si l'on accepte de ranger la Révolution nationale française, telle que l'a définie la revue *Idées*, parmi les formes de fascisme, au sens non totalitaire du terme, rattachée à la grande famille des régimes autoritaires, il devient possible d'élargir la grille de comparaison dans l'espace et dans le temps.

II - RÉVOLUTION NATIONALE ET AUTORITARISME EUROPÉEN

[Retour à la table des matières](#)

Denis Peschanski insiste sur le caractère vain des tentatives théoriques qui enferment le débat autour de concepts étroits (le "fascisme", le "conservatisme-réactionnaire", "l'autoritarisme", le "totalitarisme")³¹⁸, de taxinomies globalisantes sur "l'origine", la "nature" et "l'essence" d'un régime, construites soit à partir d'une comparaison diachronique (quelles sont les "origines" et les "influences" de Vichy ?), soit à partir d'une comparaison synchronique (fondée sur les ressemblances et les différences entre les régimes dans l'espace), deux approches rarement combinées. Les désignations, les querelles de mots cachent en fait des présupposés implicites ou explicites qui surdéterminent l'analyse du sujet,

³¹⁸ Denis Peschanski, "Le régime de Vichy", *Vichy. 1940-1944*, op. cit., pp. 47-49, "Totalitarisme : enquête sur un concept", *Histoire politique et sciences sociales*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1991, pp. 207-214.

inévitablement en raison des enjeux intellectuels et politiques que ce débat représente. Mais, si l'on pousse jusqu'au bout ce type de raisonnement, la comparaison de régimes, d'États, d'idéologies politiques serait-elle encore possible ?

Souvent, quand on utilise la méthode comparative, les modèles, les critères de taxinomies perdent en compréhension ce qu'ils gagnent en extension et vice-versa. Si Vichy est bien Vichy, c'est-à-dire une configuration politico-idéologique spécifique, en soi "incomparable" - point qui fonde les théories "immunitaires-allergiques"-, la comparaison n'en reste pas moins tout à fait légitime, tant en ce qui concerne les origines doctrinales que les formes et les contenus d'autres expériences étrangères. Pour être crédible, cette comparaison doit se faire, non à partir de cas empiriques cristallisés comme étalons (le "totalitarisme" allemand, le "fascisme" italien), mais à partir d'un idéal-type théorique étendu, suffisamment cohérent pour intégrer les variations des différents modèles concrets, et suffisamment pertinent pour déceler ce qui oppose ce que Denis Peschanski lui-même, après Linz, appelle les "démocraties" et les "autoritarismes modernes". Le modèle devrait intégrer aussi la dimension idéologique, et pas simplement les pratiques politiques ou étatiques. Au lieu d'opposer la France et Vichy au reste du monde, il faudrait essayer de spécifier leurs caractéristiques en tant que genre, à l'intérieur d'un type plus vaste, qui a pour principale caractéristique le refus intégral de la modernité démocratique.

À plusieurs reprises, notamment à travers la recomposition des rapports établis entre christianisme et politique par Emmanuel Mounier, on a ressenti la nécessité de dépasser les limites des années 30 et 40. L'élargissement peut se faire à la fois dans le temps et dans l'espace. Mais il concerne aussi l'extension de l'objet, ici une idéologie politique et la construction d'une forme de régime.

Le cas du non-conformisme des années 30 et 40 pose bien le problème, redisons-le, des liens de l'idéologie avec des philosophies et le champ religieux. L'apport méthodologique récent de l'historiographie culturelle et la réflexion sur le renouvellement de l'histoire des idées politiques ³¹⁹, invitent à prendre en

³¹⁹ On peut citer ici, comme exemple, la réflexion de Roger Chartier, notamment "Histoire intellectuelle et histoire des mentalités. Trajectoires et questions", *La sensibilité dans l'histoire*, Brionne, Gérard Monfort, 1987, pp. 7-37, et "Le Monde comme représentation", *Annales*, novembre 1989, pp.

considération la complexité des phénomènes de diffusion et de réception des modèles politiques verticaux, inséparables de substrats culturels de plus longue durée. On découvre, en effet, les capacités "créatives", l'adaptation des groupes et des individus, l'usage différencié des mots et des concepts, l'imprégnation variée de modes de socialisation incorporés par les membres d'un réseau (marqués dans les types d'autorité parentaux, les schèmes éducatifs, les formes premières d'initiation politique, les traditions religieuses, les logiques professionnelles, les atmosphères d'un milieu urbain...). Les idéologies sont bien des construits individuels et collectifs, créatifs et adaptables à leur façon, mais qui s'alimentent sans cesse à des cultures d'émergence antécédentes, plus globales. Celles-ci mettent en oeuvre des codes, des rituels, des catégories de sensibilité et d'intelligibilité, en deçà du politique, qui programment la pensée et l'action du politique. Ces modèles culturels hérités s'articulent avant ou au dessous des idéologies et pèsent sur les opinions et les comportements.

Au-dessus des thèmes non-conformistes nous avons vu fonctionner des philosophies de la liberté ou de l'autorité, des réflexions sur l'identité du Moi et du Nous, des modes de rapport au religieux, des doctrines, des esthétiques, des pédagogies... qui relèvent d'une histoire complexe, enracinée dans des réseaux européens (pas seulement français ou parisiens) d'échanges d'idées par delà les époques. Ces méta-discours, qui circulent dans des intertextes, informent différemment chaque groupe, chaque tendance, chaque individu et s'ajoutent aux événements perturbateurs pour malaxer la pâte idéologique et la faire lever. Nuançons donc les approches classificatoires en termes d'essence ou de nature, mais aussi les approches strictement relationnelles, "filles de l'instant". Les idéologies pour une part sont efficaces par elles mêmes, construisent la réalité en la disant ("dire, c'est faire"), se forment dans des systèmes d'action et d'interdépendance, mélangent les contenus idéels à des stratégies pratiques. Cependant le politique fonctionne aussi à l'idéal, au symbolique. La pratique la

1505-1520. Pour l'histoire politique, des renouvellements de la réflexion théorique et synthétique sur les travaux existants ; ont été proposés dans trois ouvrages récents : René Rémond et alii, *Pour une histoire politique*, Paris, Le Seuil, 1988 (notamment la contribution de Michel Winock sur "Les idées politiques", pp. 233-253) ; Jean-François Sirinelli et alii, *Histoire des droites en France* (3 tomes), Paris, Gallimard 1992 ; Michel Winock et alii, *Histoire de l'extrême droite en France*, Paris, Le Seuil, 1993.

plus prosaïque s'articule à un champ de valeurs, de visions du monde, de structures sensibles et intellectuelles dont le sens ne peut-être épuisé à partir de la seule lecture de comportements individualisés, objectivés dans un espace-temps trop restreint.

L'histoire politique, au-dessus des générations, établit des liens avec des codes et des modèles culturels de longue durée (point difficilement acceptable pour des sociologues comme Pierre Bourdieu, hostiles à des "généalogies continues" telles que les pose un Norbert Elias ³²⁰). Ceux-ci ont une réalité à la fois institutionnelle (les grands réseaux de sociabilité diffusant des cultures politiques) et individuelle (ils imprègnent les acteurs qui en construisent la réception en adaptant leur propres modèles sociaux et personnels).

Les idées, qui sont souvent explicitées a posteriori pour légitimer des actes ou des événements, ont leur "histoire", leur matérialité, qu'évacuent parfois de manière un peu expéditive les modèles sociologistes, que ceux-ci s'inspirent de l'individualisme méthodologique, ou, à l'inverse, du déterminisme social, qu'ils se réfèrent à l'étude des configurations stratégiques, comme à des analyses politiques classiques qui s'enferment dans des périodisations et des aires trop étroites. Le cas des non-conformistes est stimulant à ce sujet.

Les conflits qui séparent ces derniers sont lisibles à partir d'une grille élargie. Celle-ci pose le problème des relations entre tradition et modernité, entre démocratie humaniste et hiérocration de "droit divin", entre le libéralisme et l'aristocratie, en relation avec le vaste processus de sécularisation de l'État et la difficile adaptation du catholicisme à la modernité. Dans cette perspective on peut avancer l'hypothèse que l'idéologie non-conformiste, qui peut être saisie à ce niveau de grossissement comme homogène, appartient à la famille des autoritarismes antidémocratiques européens. Elle rejoint sur de nombreux points, notamment dans ses tendances droitières, les principes et les analyses des formes violentes de sécularisation du catholicisme "intransigeant" et intégriste. Comme les espèces diversifiées du fascisme. Mais qu'est-ce qui caractérise cette large "famille" politique antidémocratique et antimoderne ?

³²⁰ Pierre Bourdieu et Roger Chartier, "Gens à histoires et gens sans histoires", *Politix*, avril 1989, pp. 53-60

Pas d'autoritarisme européen bien sûr sans militarisme guerrier, institutionnel ou symbolique. Partout, l'armée sert de modèle social de référence, et, par mimétisme, des groupes s'arment (les "corps francs"), rêvent d'un ordre combattant (pas seulement après le grand affrontement de 14-18, si l'on pense aux "milices contre-révolutionnaires" de "salubrité sociale" de la "Confédération générale catholique" du Marquis de Caqueray de Lorme constituées en septembre 1911 à l'ombre de l'Action française, ou à tous les ordres mythiques de "chevalerie" en Allemagne). Le but n'était-il pas de lutter à la fois contre la révolution socialiste, à l'ordre du jour sur le plan européen dès 1905 et surtout après la révolution communiste de 1917, mais aussi de tenter de renverser l'ordre démocratique ("maçonnique") construit au XIXe siècle contre le monde réactionnaire du Congrès de Vienne ? Chaque mouvement, parti ou régime "d'ordre" conserve sa spécificité, mais il présente en même temps des éléments de parenté significatifs à l'intérieur de ce que le politologue Stein Rokkan a désigné comme les grands Empires finissants de l'Europe du Centre et du Sud, à unification nationale tardive et chaotique ³²¹. Un approfondissement de cette hypothèse appellerait une cartographie comparée, typologique et périodique, qui permettrait d'inventorier les ressemblances et les différences des autoritarismes entre le Nord et le Sud, l'Est, le Centre et l'Ouest, comme le suggèrent divers travaux de sociologie historique ³²².

Sur le plan idéologique, les autoritarismes et les fascismes mêlèrent des inspirations convergentes dans leur refus de la modernité politique. Certains fascismes s'inspirèrent du christianisme, d'autres le combattirent ouvertement, selon les lieux (dans la suite peut-être, comme le suggère l'analyse de Stein

³²¹ Stein Rokkan, "Un modèle géo-économique et géopolitique de quelques source de variations en Europe de l'Ouest", *AFSP*, décembre 1976, pp. 9-14.

³²² On trouvera dans les ouvrages suivants des synthèses de sociologie historique stimulantes pour approfondir la question des fascismes européens étudiés en relation avec des processus sociaux et culturels de longue durée : Bertrand Badie, *Le développement politique*, Paris, Economica, 1984 ; Guy Hermet, *Sociologie de la construction démocratique*, Paris, Economica, 1986 ; Charles Tilly, *Contrainte et capital dans la formation de l'Europe (900-1990)*, Paris, Aubier, Histoires, 1990 ; Daniel Seiler, *De la comparaison des partis politiques*, Paris, Economica, 1986 ; Pierre Birnbaum, *La logique de l'État*, Paris, Fayard, 1982 ; *La France aux Français. Histoire des haines nationales*, Paris, le Seuil, 1993.

Rokkan, des clivages anciens de la Réforme et de la Contre-Réforme, différents dans l'Europe du Nord, dans celle du Centre ou dans celle du Sud). Les idéologies fascistes, mélanges de doctrines rationnelles a posteriori et de mythes politiques irrationnels et néoreligieux, qui parlent de "sol et de sang", "d'homme nouveau", de société totalitaire ou communautaire "aimantée" à un "chef", à la fois renversent mais aussi prolongent sous des formes multiples la société d'ancien régime, militariste et aristocratique, telle que nous la décrit Arno Mayer ³²³. David Schoenbaum, dans son étude sur "la Révolution brune" national-socialiste, a de même montré l'ambivalence du nazisme. Avec à la fois un aspect réactionnaire, qui prône le retour à la terre, à l'artisanat et à la petite entreprise, en usant de modèles symboliques néomoyenâgeux. Et une politique moderniste, industrielle, futuriste et mécanique, qui entame la destruction de la vieille Prusse ³²⁴. Cette dualité se retrouve aussi dans Vichy, qui oppose traditionalistes et modernistes.

Tantôt le hiéocratisme valorise le militarisme, un nationalisme exacerbé, plus ou moins liés à un catholicisme néothomisme, à l'intégrisme "intransigeant" (par exemple celui de La Sapinière de Mgr. Benigni décrit par Émile Poulat ³²⁵, à un protestantisme dur, voire au néochristianisme romantique d'un Maurras (si bien recomposé par Victor Nguyen ³²⁶), garants de l'ordre aristocratique. Tantôt il se transcrit dans un "prophétisme" de la décadence et de l'autodestruction violente, avec des finalités guerrières, inspiré du darwinisme social, de l'aryosophie, ou du nietzschéisme. Arno Mayer insiste ainsi sur la complémentarité des idéologies

³²³ Arno Mayer, *La persistance de l'Ancien Régime. L'Europe de 1848 à la Grande Guerre*, Paris, Flammarion, coll. Champs, 1983, cf. notamment le chapitre V, Visions du monde, le darwinisme social, Nietzsche, la Guerre, pp. 267-316.

³²⁴ David Schoenbaum, *La Révolution brune. La société allemande sous le IIIe Reich*, Paris, Robert Laffont, 1979.

³²⁵ Emile Poulat, *Intégrisme et catholicisme intégral. Un réseau secret international antimoderniste : La Sapinière (1909-1921)*, Tournai, Casterman, 1969. Dans sa recension du livre de Jean-Louis Loubet del Bayle, *Les non-conformistes des années 30*, Emile Poulat a souligné l'intérêt que pouvait présenter le rapprochement du contenu de ce livre avec le modèle du "catholicisme intransigeant", *Archives de sociologie des religions*, n° 31.

³²⁶ Victor Nguyen, *Aux origines de l'Action française. Intelligence et politique à l'aube du XXe siècle*, op. cit., cf. notamment le chapitre III de la deuxième partie : "Autour du néochristianisme", pp. 576 et sq.

conservatrices et des idéologies "fascistes" en rapport avec les stratégies des élites aristocratiques européennes qui les ont portées ensemble. Le fascisme ou l'autoritarisme conservateur ne sont pas que des idées, des doctrines plus ou moins cohérentes. Ils forment des idéologies efficaces, servant de modèles de valeurs à des groupes qui se croient menacés et qui déploient en conséquence des stratégies sociales d'alliances et de mélanges compensatoires dans la durée sur la scène européenne. Le fascisme obtient certes des soutiens populaires de déclassés, mais il est impulsé par des aristocraties cherchant leur revanche contre les forces démocratiques et modernistes. On comprend mieux dans cette perspective, le regroupement des néomaurrassiens et des non-conformistes fascisants dans Vichy, que l'on ne peut expliquer simplement, de façon franco-française et circonstanciée, par le traumatisme de la défaite ou un suivisme derrière Pétain. Beaucoup de nobles déclassés et déçus par l'Action française, de petits-bourgeois catholiques en mal d'ascension sociale, de chrétiens hostiles à la politique, tous hostiles à la gauche démocratique depuis 1914 et à la recherche d'une "Révolution nationale", d'un retour à "l'ordre", composent les rangs du "non-conformisme".

Grâce à l'éclairage de la comparaison et de la longue durée, on peut aussi saisir, au-delà des ruptures générationnelles, la continuité et les liens explicites entre l'idéologie "pré-fasciste" - telle que la définit Zeev Sternhell pour les non-conformistes des années 1880-1914 -, le non-conformisme des années 30 et le corpus symbolique hétéroclite de la Révolution nationale. Zeev Sternhell a récemment revisité cette hypothèse de façon heuristique dans un ouvrage collectif qui tente de recomposer le continent idéologique des pensées de la décadence et de l'antimodernisme en Europe, de la fin du XIXe siècle à la Moitié du XXe ³²⁷. Des discours philosophico-politiques convergents, à Paris, Vienne, Berlin, Rome, Madrid, Lisbonne..., ont bien pris au même moment pour cible la pensée universaliste des Lumières et la démocratie, au nom d'une Révolution nationale européenne. Reste à en dresser la carte, pays par pays, et surtout les "mythèmes" et leurs variantes.

De façon heuristique, ouvrant la voie, Michel Winock et Pierre Birnbaurn ont pu ainsi comparer, au-delà des générations et des configurations politiques, les

³²⁷ *L'éternel retour. Contre la démocratie, l'idéologie de la décadence*, sous la direction de Zeev Sternhell, Paris, PFNSP, 1994.

variations successives d'un "nationalisme fermé" qui a déployé dans la France des années 30 et 40 le même antisémitisme, le même antimaçonnisme, le même antidémocratisme et le même antiparlementarisme, c'est-à-dire les mêmes référents théoriques convergents, socialistes nationaux et nationalistes révolutionnaires, depuis le XIXe siècle.

Autre question à approfondir, suggérée par le cas des non-conformistes : quels liens tous les "révolutionnaires-nationaux" ont-ils entretenus, dans leur jeunesse ou au moment de leur entrée en politique, avec le catholicisme "intransigeant" ou "intégriste", comme avec le très officiel néothomisme réactualisé dans les séminaires de l'Europe catholique par Léon XIII à partir de 1880 ? Le non-conformisme français n'est-il pas d'abord une révolte au nom d'un "ordre chrétien", même si celui-ci est perçu différemment ? Un "ordre chrétien" partagé, redisons-le, entre les deux Encycliques de 1864 et de 1892, selon des orientations incompatibles, l'une intégriste, ouverte à tous les "romantismes" réactionnaires ou désespérés (Mgr. Benigni ne loua-t-il pas un temps l'Action française de Maurras ?), l'autre démocratique. Les comparaisons au niveau européen, déjà engagées, apparaissent pertinentes ³²⁸. Elles gagneraient à s'étendre dans le temps, pas seulement dans l'espace. À ce propos, s'il est difficile de ranger dans la famille du catholicisme intégral Georg von Schoenerer, dirigeant "völkisch", antisémite, aryosophiste, néoluthérien, signalé par Carl E. Schorske dans son analyse de la Vienne du tournant du siècle ³²⁹, il serait intéressant de comparer l'idéologie de la Révolution nationale vichyssoise avec le cas de Karl Lueger, chrétien social-national corporatiste, dont l'antisémitisme explicite servit de

³²⁸ Cf. par exemple, sur la comparaison des fascismes en Europe, P. Milza et M. Bentelli, *La liberté en question. Le fascisme au XXe siècle*, Paris, éditions Richelieu, 1973 ; Pierre Milza, *Les Fascismes*, Paris, Imprimerie nationale, 1985 ; colloque *Vichy et les Français*, Fayard, Paris, 1992, neuvième partie, Singularité de Vichy dans l'Europe hitlérienne ? pp. 649-761.

³²⁹ Carl E. Schorske, *Vienne fin de siècle*, Paris, le Seuil, 1983. Cf. également, sur le même thème, de Robert S. Wistrich, "Les intellectuels et la politique dans Vienne fin de siècle", *L'éternel retour. Contre la démocratie, l'idéologie de la décadence*, op. cit., pp. 97-114.

modèle à Hitler (qui, lui, lisait aussi dans la Vienne de 1908 la délirante revue aryosophique Ostara de von Libenfels, décorée de croix gammées...) ³³⁰.

Dans cette optique d'élargissement des perspectives de lecture, les travaux de Marc Angenot sur l'antisémitisme en 1889, tentent de relier entre eux les énoncés idéologiques xénophobes, antisémites et antimodernes ³³¹. Cet "intertexte" circulerait, selon le socio-linguiste, dans plusieurs secteurs discursifs (politiques, scientifiques, philosophiques, journalistiques, romanesques, administratifs, judiciaires, médicaux...) et, sorte de réservoir idéologique, alimenterait durablement des modèles de réaction, d'ordre, de "réarmement moral", de ségrégation haineuse. L'auteur parle d'un paradigme idéologique, d'un processus signifiant unique malgré sa dispersion, composé "d'idéologèmes" compensatoires et redondants, du retour au spirituel, de la tradition, du nationalisme, du personnalisme (sic), de la mystique du chef, du planisme, de l'écologisme pastoral... Refusant de considérer les antisémites du tournant du siècle comme de simples exaltés minoritaires, il dépasse le cas de ces sujets paranoïaques et schizoïdes, traversés de ressentiments et d'angoisses névrotiques. Beaucoup d'énonciations haineuses, qui circulent dans l'ensemble de la société, découleraient en droite ligne des doctrines cléricales réactionnaires posées dans l'antimoderne Syllabus, matrice de toutes les typologies anxigènes et ségréatives. Aussi seraient-elles reprises par des individus ordinaires, en mal d'intégration à la modernité et en mal d'identité, en raison de la perte de leur christianisme ou de relations problématiques avec celui-ci, quelles que soient les périodes et les pays.

Au-delà de modèles fort différenciés dans l'espace et dans le temps, y a-t-il vraiment une homogénéité de tous les secteurs discursifs dans la longue durée ? Le continent idéologique global en question, recherché par Zeev Sternhell, a-t-il une ou plusieurs sources ? La carte de la famille autoritariste européenne reste encore à tracer de façon comparative et analytique,

³³⁰ Sur le modèle autrichien du populisme antisémite et antimoderniste cf., en plus de Carl E. Schorske, Joachim Fest, Hitler. *Jeunesse et conquête du pouvoir*, tome 1, Paris, Gallimard, 1973, notamment, pp. 31-57 ; Michael Pollak, Vienne 1900, Paris, Archives Gallimard-Julliard, pp. 75-107 ; Nicolas Goodrick-Clarke, *Les racines occultistes du nazisme*, Paris, Pardès, 1985.

³³¹ Marc Angenot, *Ce que l'on dit des Juifs en 1889. Antisémitisme et discours social*, Paris, Presses Universitaires de Vincennes, 1989.

Le personnalisme d'Emmanuel Mounier, si controversé dans ses interprétations, les débats culturels et pédagogiques qui traversèrent l'association Jeune France, l'agitation des non-conformistes pétainistes pour la Révolution nationale, prennent tout leur sens si on les resitue dans le vaste contexte de ces blocs idéologiques de longue durée. Le non-conformisme français des années 30 et 40 ne représenterait alors majoritairement qu'une forme d'antimodernisme attirée politiquement par l'autoritarisme antidémocratique. Réseau multiforme, il ne serait que la séquence circonstancielle datée d'une famille idéologique plus vaste. Il fut lui-même partagé, à la manière des pensées de la décadence, entre plusieurs christianismes, plusieurs philosophies de référence, plusieurs politiques. Chacun fut tirillé différemment vers l'avant et l'après, l'individuel ou le collectif, l'action ou la pensée, le spirituel ou le temporel, l'autorité ou la liberté, l'humanisme ou la théocratie. Ces mélanges laissent supposer la complexité d'une recomposition de l'ensemble politico-idéologique en question, qui doit être saisi dans toutes ses variantes, en établissant tous les liens possibles entre ses composantes. D'où peut-être la fascination de certains historiens pour ces intellectuels de salons qui cherchèrent, non sans prétention, les voies d'une "nouvelle Renaissance", celle d'un ordre finalement chrétien. Mais combien celles-ci divergèrent !

Des contradictions entre l'ancien monde et la modernité, qui ont grondé pour les générations intellectuelles des années 30 et 40, angoissantes et redondantes, Emmanuel Mounier a témoigné, dans un sens qui ne peut être ni inversé, ni falsifié. Selon la conception qu'il se faisait de la jeunesse, de la culture, de l'art, de la pensée. Contre les "visions crépusculaires", ségrégatives, "trop humaines" des choses. Contre le conformisme de l'autorité. Contre le spectacle de la mort mécanisée des tranchées de 14-18. Contre les villes en feu. Contre les stigmates baroques qui s'ensuivirent comme un exutoire. Contre les escadrons noirs qui fascinèrent tant de "communautaristes".

Face à la crise de civilisation qui surgissait, au delà d'un état d'âme générationnel, inspiré par un catholicisme de la liberté et de la personne, proche, mais aussi éloigné, d'un humanisme démocratique non-transcendant, Mounier a tenté de porter sur la politique des hommes, selon l'expression, qui lui était chère, de son maître Péguy,

"un regard inventé pour une autre lumière" ³³².

Vainement ?

³³² Emmanuel Mounier, *La pensée de Charles Péguy*, Oeuvres, op. cit., tome1, p. 125.

**VICHY CONTRE MOUNIER.
Les non-conformistes face aux années 40.**

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

I - SOURCES ORALES

[Retour à la table des matières](#)

- Entretien enregistré avec Raymond Courtot, délégué régional et membre dirigeant du Secrétariat général à la jeunesse, Paris, 4 avril 1985.
- Entretiens enregistrés entre Jean de Fabrègues et Jean-Louis Loubet del Bayle, aimablement communiqués par ce dernier, Paris, avril 1965.
- Entretien avec Jean Lagénie, de jeune France Aquitaine, Bordeaux, 1987.
- Entretien enregistré avec Georges Lamirand, à son domicile parisien le 13 juin 1986, en présence de Raymond Courtot, délégué régional à la jeunesse en Aquitaine de février 1941 à décembre 1942.
- Entretiens avec Jacques Ellul, du groupe bordelais d'Esprit, à Pessac (1992, 1993).

II - SOURCES MANUSCRITES

Archives privées

[Retour à la table des matières](#)

- * Raymond Courtot, délégué régional à la Jeunesse d'Aquitaine : "Rapports trimestriels sur l'activité de la délégation régionale" 1941-1942 (communiqués par l'auteur).

Archives nationales

- * A G II 440 Dossier CC III C : archives du Cabinet civil de Pétain, concernant les questions de jeunesse (notamment l'historique et le bilan de son action dressé par Georges Lamirand lors de la séance du 5 mars 1942 devant la Commission d'étude des questions de Jeunesse du Conseil National).
- * Série F.1,A, liasses 3686 à 3696. Papiers Chérier, du Cabinet du ministre de l'Intérieur Pierre Pucheu. Dossiers "Jeune France" et diverses liasses sur les problèmes de jeunesse.

Archives du Centre de Documentation Juive Contemporaine

- * LXXX VII-1, notamment le rapport du BDS de Paris au MBF du 24 mars 1942, pp. 108-111.

Archives de l'Institut d'Histoire du Temps Présent

- * Brochures et documents divers sur la jeunesse et les sports de 1940 à 1942 : carton 32 et dépôt Archives de France 72 AJ 252.

Archives départementales de la Gironde

- * "Série continue", 1940-1944, archives du Cabinet du préfet régional de Bordeaux : dossiers concernant l'action du Secrétariat général à la Jeunesse à Bordeaux et dans la région Aquitaine.

III - SOURCES IMPRIMÉES

1. Revues, publications contemporaines, mémoires d'acteurs

Revues consultées

[Retour à la table des matières](#)

- * *Demain.*
- * *Esprit*, (1932 - 1941).
- * *France - Revue de l'État nouveau.*
- * *Idées* (1941-1944), collection complète, BDIC de Nanterre.
- * *Métier de chef*, revue des Compagnons de France (1943).

Quotidiens locaux

(d'une ville de France occupée, siège d'une Maison Jeune France) :

- *La France de Bordeaux et du Sud-Ouest*, 1940-1944.
- *La Liberté du Sud-Ouest*, 1940-1944.
- *La Petite Gironde*, 1940-1944.

Mémoires d'acteurs

- Andreu Pierre, *Révoltes de l'esprit. Les revues des Années trente*, Paris, Kimé, 1991, pp. 255-256, et notamment : "Les idées politiques de la jeunesse intellectuelle de 1927 à la Guerre", *Revue des travaux de l'Académie des Sciences morales et politiques*, 2e trimestre de 1957, repris pp. 175-193.
- Andreu Pierre, *Le Rouge et le Blanc, 1928-1944*, Paris, La Table ronde, 1977 (mémoires de l'auteur).
- Arbellot Simon, Témoignage dans *Ecrits de Paris*, n° 244, janvier 1966.
- Aron Robert, *Fragments d'une vie*, Paris, Plon, 1981.
- Barthélémy Victor, *Du communisme au fascisme. L'histoire d'un engagement politique*, Paris, Albin Michel, 1978.
- Boegner (pasteur), *Carnet du Pasteur Boegner. 1940-1945*, présentés et annotés par Philippe Boegner, Paris, Fayard, 1992.
- Borotra Jean, Témoignage dans *Le gouvernement de Vichy -1940-1942*, colloque sous la direction de René Rémond, Paris, FNSP, Armand Colin, 1972, p. 287.
- Cahier du Centre communautaire de la Rue Lafayette de Paris, *La Révolution communautaire. Raisons, directions, moyens d'action. Les journées du Mont-Dore. 10-14 avril 1943*, Paris, Sequana, 1943.
- * Chevance-Bertin Maurice, *Vingt mille heures d'angoisse*, Paris, Robert Laffont, 1992.
- Drieu La Rochelle Pierre, *Fragments de mémoires*, Paris, Gallimard, 1982.
- Du Moulin de Labarthète Henri, *Le temps des illusions, Souvenirs* (juillet 1940-avril 1942), Genève, Cheval ailé, 1946.
- Dupouey Michel et Moreau Jean (cadres du Secrétariat à la jeunesse) : "Le Bureau des Mouvements de Jeunesse au Secrétariat d'État à la Jeunesse, Éducation Populaire et Jeunesse dans la France de Vichy", *Les Cahiers de l'Animation*, n° 49-50, 1985, pp. 34-36.

- * Dupouey Michel, Témoignage, dans *Le gouvernement de Vichy - 1940 - 1942*, Paris, PFNSP, 1971 pp. 289-290.
- Fabrègues, Jean de, *Charles Maurras et son action française. Un drame spirituel*, Paris, Perrin, 1966.
- Fouchet Max-Pol, *Un jour, je m'en souviens. Mémoire parlée*, Paris, Mercure de France, 1968
- Frenay Henri, *La nuit finira. Mémoires de Résistance*, Paris, Robert Laffont, 1973.
- jeune France, Principes, Directions, *Esprit*, Plaquette officielle du mouvement communiquée par J. Lagénie, responsable à Bordeaux de la Maison Jeune France.
- Lagénie Jean, *Cahiers d'un homme de bon vouloir*, 3 tomes, consacrés notamment à jeune France Aquitaine, Bordeaux, dactylographié, juin 1976 (aimablement communiqué par l'auteur, mémoire vivante du théâtre français).
- Leenhardt Roger, *Les yeux ouverts. Entretiens avec Jean Lacouture*, Paris, Le Seuil, 1979.
- Martin du Gard Maurice, *La Chronique de Vichy*, Paris, Flammarion, 1948.
- Maxence Jean-Luc, *L'ombre d'un père*, Paris, Éditions Libres Hallier, 1975
- Mitterrand François, *Politique*, Paris, Fayard, 1977 ; *Mémoires interrompus*, Paris, Odile Jacob, 1996.
- Mounier Emmanuel : *Oeuvres, entretiens et écrits divers*, 4 volumes, Paris, Le Seuil, 1963.
- Pétain Philippe, *Paroles aux Français*, Lyon, Lardanchet, 1941.
- Petitjean Armand, *Combats préliminaires*, Paris, Gallimard, 1942.
- * Pierre Pucheu, *Ma vie*, Paris, Amiot-Dumont, 1948.
- * Pierre Pucheu, "Conférence d'information des délégués départementaux à la propagande", Vichy, 17 septembre 1941, in *Vichy. 1940-1944*, Archives

de guerre d'Angelo Tasca, Paris, Éditions du CNRS, Feltrinelli, 1986, pp. 315-322.

- * Radio-jeunesse, *Réponse des jeunes au message du Maréchal*, Publication de la Jeune France, Sequana, éditeur (s.d., s. 1.), Vichy, 1941.
- Schaeffer Pierre, *Les antennes de Jéricho*, Paris, Stock, 1978.
- Vallat Xavier, *Le nez de Cléopâtre. Souvenirs d'un homme de droite. 1918-1945*, Paris, les Quatre fils Aymon, 1957.

2. Articles, études, ouvrages historiographiques

- * Added Serge, *Le théâtre. Les années Vichy*, Paris, Ramsay, 1992.
- * Amaury Philippe, *Les deux premières expériences d'un ministère de l'Information en France*, Paris, Librairie de Droit et de Jurisprudence, 1969.
- * Angénot Marc, *La parole pamphlétaire. Typologie des discours modernes*, Paris, Payot, 1982.
- * Angénot Marc, *Ce que l'on dit des Juifs en 1889. Antisémitisme et discours social*, Paris, Presses Universitaires de Vincennes, 1989.
- Aron Robert, *Histoire de Vichy*, Paris, Fayard, 1954.
- Azéma Jean-Pierre, *De Munich à la Libération*, Paris, Le Seuil, 1979.
- * Bergès Michel, "Le provincialisme pétainiste", *Amiras, Repères*, Aix-en-Provence, n° 3, 1975, pp. 29-38.
- Bertrand Dorléac Laurence, *L'art de la défaite (1940-1944)*, Paris, Le Seuil, 1993.
- Bertrand Dorléac Laurence, "L'ordre des artistes et l'utopie corporatiste : les tentatives de régir la scène artistique française (juin 1940-août 1944) ", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janvier-mars 1990, pp. 64-87.
- Birnbaum Pierre, *La France aux Français. Histoire des haines nationales*, Paris, le Seuil, 1993.

- Bourdieu Pierre, *L'ontologie politique de Martin Heidegger*, Paris, Éditions de Minuit, 1988.
- Bourdieu Pierre et Chartier Roger, "Gens à histoires et gens sans histoires", *Politix*, avril 1989, pp. 53-60.
- Burin Philippe, *La dérive fasciste. Doriot, Déat, Bergery (1933-1945)*, Paris, Le Seuil, 1986.
- *Les cahiers de l'Animation*, n° spécial de 1980 sur le thème Éducation populaire, 1920-1940.
- Cacérés Benigno, *Allons au devant de la Vie. La naissance du temps des loisirs en 1936*, Paris, Maspero, 1981.
- Chabrol Véronique, *Jeune France. Une expérience de recherche et de décentralisation culturelle* (novembre 1940-mars 1942), Université de Paris III, 1974, (L'auteur est la fille de Paul Flamand, dirigeant de Jeune France en zone occupée).
- Chabrol Véronique, "Jeune France, un maillon manquant pour l'histoire de la décentralisation culturelle", in *Cahiers de l'Animation*, n° 53, 1985, pp. 85-94.
- Chabrol Véronique, "L'ambition de Jeune France", in *La vie culturelle sous Vichy*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1990.
- Chartier Roger, "Histoire intellectuelle et histoire des mentalités. Trajectoires et questions", in *La sensibilité dans l'histoire*, Brionne, Gérard Monfort, 1987 ; "Le Monde comme représentation", *Annales*, novembre 1989, pp. 1505-1520.
- Chavagnac Véronique, Jean de Fabrègues. *Persistance et originalité d'une tradition catholique de droite pendant l'entre-deux-guerres*, Thèse IEP de Paris, 1993.
- Cointet-Labrousse Michèle, *Le Conseil national de Vichy*, Paris, Aux Amateurs de livres, 1982.
- Cointet-Labrousse Michèle, *Vichy et le fascisme*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1987.

- Cointet Jean-Paul, "Les anciens combattants. La Légion française des combattants", *Le gouvernement de Vichy*, Paris, PFNSP, 1972.
- Comte Bernard, *Une utopie combattante. L'École des cadres d'Uriage (1940-1941)*, Paris, Fayard, 1991.
- Comte Bernard, "Emmanuel Mounier devant Vichy et la Révolution nationale en 1940-1941 : l'histoire réinterprétée", *Revue de l'Histoire de l'Église de France*, tome LXXI, 1985.
- Comte Bernard, "Mounier à Lyon (1940-1942). De la réputation d'Esprit au procès de Combat", *Bulletin des amis d'E. Mounier*, 77, mars 1992, pp. 3-13.
- Dobry Michel, "Février 1934 et la découverte de l'allergie de la Société française à la Révolution fasciste", *Revue française de Sociologie*, 1989, p. 521.
- Domenach Jean-Marie, *Mounier*, Paris, Le Seuil, coll. Écrivains de toujours, 1972.
- Duquesne Jacques, *Les catholiques français sous l'Occupation*, Paris, Grasset, 1966.
- Durand Gilbert *Les structures anthropologiques de l'imaginaire*, Paris, Bordas, 1969.
- *Églises et chrétiens dans la Deuxième Guerre mondiale. La région Rhône-Alpes*, Lyon, PUL, 1978.
- Faure Christian, *Le pouvoir culturel de Vichy. Folklore et Révolution nationale (1940-1944)*, Lyon, PUL et Éditions du CNRS, 1989.
- Faux E., Legrand T., Pérez G., *La main droite de Dieu*, Paris, Le Seuil, 1994.
- Fumaroli Marc, *L'État culturel. Essai sur une religion moderne*, Paris, De Fallois, 1991.
- Ferro Marc, *Pétain*, Paris, Fayard, 1975.
- Gavoty Bernard, *Alfred Cortot*, Paris, Buchet-Chastel, 1977.

- Genet-Delacroix Marie-Claude, "Vies d'artistes : art académique, art officiel et art fibre en France à la fin du XIXe siècle", *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, tome 33, janvier-mars 1986, pp. 40-73.
- * Gide Charles, *Les institutions de progrès social*, Paris, Sirey, 1912.
- * Giolitto Pierre, *Histoire de la jeunesse sous Vichy*, Paris, Éditions Perrin, 1991.
- * Girardet Raoul, *Intervention dans le débat de l'ouvrage collectif Tendances politiques dans la vie française depuis 1789*, Paris, Hachette, 1960.
- Girardet Raoul, *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Le Seuil, 1986.
- Guerry (Mgr.), *L'Église catholique en France sous l'Occupation*, Paris, Flammarion, 1947.
- Gumpowicz Philippe, *Les travaux d'Orphée. Cent cinquante ans de vie musicale amateur en France. Harmonies, Chorales, Fanfares*, Paris, Aubier, 1987.
- Halls Wilfred D., *Les jeunes et la politique de Vichy*, Paris, Syros, 1988.
- Hamilton Alistair, *L'illusion fasciste. Les intellectuels et le fascisme, 1919-1945*, Paris, Gallimard, 1973.
- Laborie Pierre, *L'opinion française sous Vichy*, Paris, Le Seuil, 1990.
- * Laurent Jeanne, *La République et les Beaux-Arts*, Saint-Étienne, CIEREC, 1982.
- * Lévy Bernard-Henry, *L'idéologie française*, Paris, Grasset, 1981.
- * Lévy Claude, Veillon Dominique, "Propagande et modelage des esprits", *Vichy et les Français*, colloque, Paris, Fayard, 1992.
- * Lindenberg Daniel, *Les années souterraines. 1937-1947*, Paris, La Découverte, 1990.
- * Lindenberg Daniel, "Coup de sonde. Des années 1930 à Vichy", *Esprit*, Paris, mai 1992, Que faire de Vichy ?
- Loewy Michael, *Pour une sociologie des intellectuels révolutionnaires*, Paris, PUF, 1976.

- Loewy Michael, *Marxisme et romantisme révolutionnaire*, Paris, Le Sycomore, 1979.
- Loubet del Bayle Jean-Louis, *Les non-conformistes des années 30. Une tentative de renouvellement de la pensée politique française*, Paris, Le Seuil, 1969, rééd. 1987.
- Mayer Arno, *La persistance de l'Ancien Régime. L'Europe de 1848 à la Grande Guerre*, Paris, Flammarion, col. Champs, 1983.
- * Mesnard André-Hubert, *Droit et politique de la culture*, Paris, PUF, 1990.
- *Le Mouvement social*, Numéro spécial, avril-juin 1985 sur "L'expression plastique au XIXe siècle. Regards d'aujourd'hui".
- Milza Pierre, *Fascisme français. Passé et présent*, Paris, Flammarion, 1987.
- * Nay Catherine, *Le noir et le rouge ou l'histoire d'une ambition*, Paris, 1984.
- Nguyen Victor, *Aux origines de l'action française. Intelligence et politique à l'aube du XXe siècle*, Fayard, Paris, 1991 (émouvante préface de Pierre Chaunu).
- Noguères Henri, *La vie quotidienne au temps du Front Populaire*, Paris, Le Livre de Poche (n° 5811), 1977.
- Ory Pascal, "La politique culturelle du premier gouvernement Blum", publiée dans le n° 10-11 de *La Nouvelle Revue Socialiste*, rendant compte d'un colloque tenu au Sénat le 8 mars 1975 sur Léon Blum et la culture (lire également dans le même numéro le témoignage de Georges Cogniot, "La politique scolaire et culturelle du gouvernement Léon Blum (1936-1937)", vue par un parlementaire de l'époque).
- Ory Pascal, *La belle illusion. Culture et politique sous le signe du Front populaire (1935-1938)*, Paris, Plon, 1994.
- * Péan Pierre, *Une jeunesse française*, Paris, Fayard, 1994.
- * Peschanski Denis, *Le régime de Vichy, Vichy. 1940-1944. Archives de guerre d'Angelo Tasca*, op. cit., pp. 47-49.

- Peschanski Denis, "Totalitarisme : enquête sur un concept", in *Histoire politique et sciences sociales*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1991, pp. 207-214.
- Pontier J.M., Ricci J.C., Bourdon J., *Droit de la culture*, Paris, Dalloz, 1990.
- Poulat Émile, *Intégrisme et catholicisme intégral. Un réseau secret international antimoderniste : La Sapinière (1909-1921)*, Tournai, Casterman, 1969.
- Rémond René, *Les catholiques dans la France des années 30*, Paris, Éditions Cana, 1979.
- Rémond René, *La Droite en France de la Première Restauration à la Ve République*, Paris, Aubier, 1968.
- Rémond René, *Pour une histoire politique*, collectif, Paris, Le Seuil, 1988.
- *Révoltes logiques, esthétiques du peuple*, Paris, La Découverte, Cahiers Libres, PUV, 1985.
- * Ritaine Évelyne, *Les stratèges de la culture*, Paris, PFNSP, 1983.
- * Robin Régine, *Masses et culture de masse dans les années 30*, Paris, les Éditions ouvrières, 1991.
- * Rossignol Dominique, *Histoire de la propagande en France de 1940 à 1944. L'utopie Pétain*, Paris, PUF, 1991.
- * Schoenbaum David, *La Révolution brune. La société allemande sous le IIIe Reich*, Paris, Robert Laffont, 1979.
- * Schorske Carl. E., *Vienne fin de siècle*, Paris, Le Seuil, 1983.
- Senarclens Pierre de, *Le mouvement Esprit. 1932-1941. Essai critique*, Lausanne, L'Age d'Homme, 1974.
- Sirinelli Jean-François et alii, *Histoire des droites en France (3 tomes)*, Paris, Gallimard, 1992.
- Slama Alain-Gérard, "Vichy était-il fasciste ?", *Vingtième Siècle* juillet-septembre 1986.
- * Soucy Robert, *Le fascisme français (1923-1933)*, Paris, PUF, 1989.

- * Sternhell Zeev, "Emmanuel Mounier et la contestation de la démocratie libérale dans la France des Années trente", *Revue française de science politique*, décembre 1984, vol. 34, pp. 1141- 1180.
- Sternhell Zeev, *La Droite révolutionnaire, 1885-1914*. Les origines françaises du fascisme, Paris, Le Seuil, 1978.
- Sternhell Zeev, *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Paris, Le Seuil, 1985.
- Sternhell Zeev, *L'éternel retour. Contre la démocratie, l'idéologie de la décadence*. (op. col.), Introduction, La modernité et ses ennemis : de la révolte contre les Lumières au rejet de la démocratie, Paris, PFNSP, avril 1994, pp. 9-37.
- Thalmann Rita, *La mise au pas. Idéologie et stratégie sécuritaire dans la France occupée*, Paris, Fayard, 1991.
- Touchard Jean, "L'esprit des années 1930", in Pierre Andreu, *Révoltes de l'esprit. Les revues des années trente*, op. cit., pp. 195-229.
- * Weber Eugen, *L'Action française*, Paris, Stock, 1962.
- Winock Michel, *Histoire politique de la Revue Esprit (1930-1950)*, Paris, Le Seuil, 1975.
- Winock Michel, Edouard Drumont et Cie. *Antisémitisme et fascisme en France*, Paris, le Seuil, 1982.
- Winock Michel, *Histoire de l'extrême droite en France*, op. col., Paris, Le Seuil, 1993.
- Wistrich Robert S., "Les intellectuels et la politique de masse dans Vienne fin de siècle", *L'éternel retour. Contre la démocratie, l'idéologie de la décadence*, Paris, PFNSP, 1994, pp. 97-114.

VICHY CONTRE MOUNIER.
Les non-conformistes face aux années 40.

INDEX

[Retour à la table des matières](#)

A

Abellio, Raymond
Abetz, Otto
Acolas
ACJF (Association catholique de la
jeunesse française)
ACTION FRANÇAISE
Added, Serge
Alain (Emile Chartier, dit)
Albert, Mlle
Alberti
Albrecht, Berthy
Alibert, Raphaël
Amaury, Philippe
AMIS D'ESPRIT
Amrouche, Jean
Andraud
Andreu, Pierre
Angéli (préfet)
Angenot, Marc
Anquetin, F.
Apert, Daniel
Aragon, Louis
Arbellot de Vacquau, Simon
Arc, Jeanne d'
Archambault, Paul
Ardilouze
Aristote
Armbruster P.
Arminjon
Army
Arnaud (inspecteur)
Arnoux, Alexandre

Aron, Robert
Arrieu, Claude
Arrighi, Victor
Astorg, Bertrand d'
Aubarède, d'
Aubigné, d'
Aubin, Tony
Aubonnet
Auclair, Marcelle
Auclert, Pierre
Aujourd'hui
Auloix, Félix
Aumonnier
Auric, Georges
Avant-Poste
Aymé, Marcel
Azeau, Henri
Azéma, Jean-Pierre

B

Bach
Badie, Bertrand
Baetz
Bagarry, Adrien
Balmès
Balzac
Bar
Bara
Barbier, Pierre
Bard (amiral)
Bardelet
Bardet, Gérard
Bardoux, Jacques

Barjavel, René	Bernard, Joseph
Bamaud, Jacques	Bertin, Louis
Baron, Jacques	Bertrand, M.
Baron, Paul	Bertrand Dorléac, Laurence
Barraud, Henry	Bettencourt, André
Barré, Émile	Beugras
Barrès, Maurice	Beuve-Méry, Hubert
Bart	Beyts, Louis
Barth, Karl	Bichelonne
Barthélémy, Joseph	Bidaut, Henri
Barthélémy, Victor	Bidaut, Henri
Baruzzi	Bijon, Sébastien
Bassompierre	Billard, Pierre
Baudouin, Jacques	Birnbaum, Pierre
Baudouin, Paul	Blanc, Brigitte
Baudrier, Yves	Blanc, Louis
Baudry, Jean	Blanchard, Louis
Bauer, François-Charles	Blanchard, Marcel
Bazaine, Jean	Blanchoin, André
Beaucamont (dr)	Blanchon, Jean-Henri
Beaussart (Mgr)	Blanchot, Maurice
Becker, Raymond de	Blond, Georges
Bédarida, François	Bloy, Léon
Beigbeder, Marc	Blum, Léon
Belin, René	Boegner (pasteur)
Bellion, Roger	Boegner, Philippe
Benazet, Paul	Boisdon, F.
Bénet, Jacques	Boissy, Gabriel
Benigni (Mgr)	Bonald, Louis Ambroise de
Benjamin, René	Bonaparte
Benoist-Méchin, Jacques	Bonnard, Abel
Bénouville, Pierre-Guillain de	Bonnard, Roger
Bentelli, Marianne	Bonnat, Yves: 59
Béracha, Sammy	Bonnefoy, Georges
Béraud, Henri	Bonnefoy, René
Berdiaïev, Nicolas	Bordas, Pierre
Bergé, François	Bordeaux, Henri
Bergeret (général)	Borne, Étienne
Bergery, Gaston	Borotra, Jean
Bergès, Michel	Bosch
Berghe (Van den)	Bostan, Jacques
Bergson, Henri	Boudet
Berl, Emmanuel	Boudry
Bernanos, Georges	Boulanger (général)
Bernard, Jean	Bourdieu, Pierre

Bourdon, J.	Carcopino, Jérôme
Bourget	Carlyle
Bourguet, Georges	Carne
Bourneton	Carnot
Bousquet, Jacques	Carrel (Docteur Alexis)
Bousquet, René	Carrière
Boutang, Pierre	Carron (professeur)
Bouthillier, Yves	Cartier, André
Bouvier-Ajam, Maurice	Cassandre
Boyez, Émile	Cassegrain
Brasillach, Robert	Cassin, René
Breuilh, Roger	Cassou, Jean
Briès, Sylvain	Castelein
Brinon, Fernand de	Castelnau, (général de)
Broda, Rodolphe	Cathala, Pierre
Brun, Charles	Cathrein
Brunereau, Pierre	Cayrol
Bucard	Ce Soir
Burgère, André	Céline, Louis Ferdinand Destouche, dit
Burin, Philippe	CENTRE D'ACTION DES
Buron, Robert	PRISONNIERS
	CERCLE PÉTAÏN
C	CERCLES PROUDHON
	Chabrol, Véronique
Cabanis, André	Chailley, Jacques
Cabet	Chamberlain, H.S.
Cacérès, Benigno	Chamson, Paul
Caduin	Chancerel, Léon
CAGOULE	CHANTIERS
Cahiers	Chapelle, Pierre de la
Cahiers d'études	CHAPELLE-EN-SERVAL
Cahiers de la Nouvelle France	Chapuis (colonel)
Cahiers d'Occident	Charbonneau, Bernard
Caillemer, Henri	Chardonne, Jean
Cailliau, Michel	Chartier, Roger
Caïn, Julien	Chasseigne, François
Callin, Charles	Chastaing, J.
Calvel	Chateaubriand
Calvet, Joseph	Chatreix, Henri
Canard en KG	Chaunu, Pierre
Candide	Chavagnac, Véronique
Canivet, Pierre	Chavannes
Canteloube, Joseph	CHEMISES VERTES
Capdevielle, Pierre	Chemizard, André
Caqueray de Lorme (marquis de)	Chérier

Chevalier, Jacques	Courrier de Paris et de la province
Chevalley, Claude	Courtot, Raymond
Chevance-Bertin, Maurice	Coutau-Bégarie, Hervé
Chiappe (préfet)	Coutrot, Jean
Chirac, Auguste	Crapouillot
Chombart de Lauwe, Paul-Henry	Crémieux, François
Christ, Yvan	Creysse, Paul
Ciano (comte)	Critique sociale
Civilisation	CROISADE (la)
Claudé, Paul	CROIX DE FEU
Claudé, Pierre	Crozier, Michel
Clavé, André	
Clemenceau, Bruno	D
Clemenceau, Georges	
Clément	Daladier, Edouard
Clémenti	Dami, A.
	Dandelot, Georges
Clerc, Henri	Dandieu, Arnaud
Clinchamps, Philippe de	Daniel-Rops, H.
Cochin	Darlan (amiral)
Cogniat, Raymond	Darnand, Joseph
Cogniot, Georges	Dasté, Marie-Hélène
Cointet, Jean-Paul	Daudet, Léon
Cointet-Labrousse, Michèle	Daum, Léon
Colbert	Dauphin-Meunier, Achille
Colette	Dautry, Raoul
Coligny	David, Pauline:
Combat	Davy, H.
Combats	de Maistre
COMITÉ DE RASSEMBLEMENT	de Plas
POUR LA RÉVOLUTION	Déat, Marcel
NATIONALE	Dechaume, Jean
COMITÉ FRANCE-ALLEMAGNE	Deherme, Georges
COMITÉ GENERAL D'ETUDES	Déjardin, R.
COMPAGNONS (Mouvement des	DEJEUNERS LA TOUR DU PIN
Compagnons de France)	Delage, Jean
Comte, Auguste	Delarue, Maurice
Comte, Bernard	Delay, Pierre
Condé, Géo	Déléage, André
Confluences	Delmas
Constantini	Delpierre
Copeau, Jacques	Delvincourt, Claude
Cortot, Alfred	Demachy
Coty	Demain
Cournot	Demay, G.

Demolins, Edmond	Durkheim, Émile
Denys, A.	Durouflé, Maurice
Derain	Dusart, F.
Dermenghem, Émile	Duveau, G.
Déroulède, Paul	Duverger, Maurice
Descarpentrie	Duvivier (commandant)
Descartes René	
Deschizeaux, Louis	E
Désormière, Henri	
Desqueyrat, André	Economie et Humanisme
Desvallières, Georges	Ecrits de Paris
Devigne	ECULLY
Dhavernas, Henri	Elias, Norbert
Dieudonné, Annette	Ellul, Jacques
Doat, Jean	Emmanuel, Pierre
Dobry, Michel	Ennié, Louis
Doercy	Epin
Domange, René	EQUIPES FRANÇAISES
Domenach, Jean-Marie	Esprit
Domenjoud	Estang, Luc
Dominique, Pierre	Estèbe, Paul
Dommange, René	Europe
Doncoeur (Père)	Eymond, Max
Dorgères, Henri	
Donet	F
Doriot	
Dostoïevsky	Fabien (colonel)
Doyen, Jean	Fabre, Ulysse
Dreuille, de	Fabrègues, Jean de
Drieu La Rochelle, Pierre	Fabre-Luce Alfred
Drumont, Edouard	FAISCEAU
Ducasse, Roger	Farge, de la
Duchartre	Farget, Jean
Ducos, Robert	Faugeras, Jacques
Duffour, Jean	Faure
Dufourcq	Faure, Christian
Duguit, Léon	Faure, Paul
Dumay, R.	Faux, E.
Dumoulin, Georges	Favard, René
Dunoyer de Segonzac, Pierre	Favart, Hugues
Dupouey, Michel	Féat (commandant)
Duprès, Marcel	Febvre, Lucien
Dupuis, René	FÉDÉRATION NATIONALE
Duquesne, Jacques	CATHOLIQUE
Durand, Gilbert	Fels, André de

Feltin (Mgr)	FRONT SOCIAL
Fernandez	FRONTISME
Fernet (Amiral)	Frossard, Ludovic
Ferro, Marc	Fulconis, Noël
Ferry	Fumarolli, Marc
Fessard (Père)	Fumet, Stanislas
Fest, Joachim	Fürtwangler, Wihelm
Fichte	Fustel de Coulanges
Figaro	
Flamand, Paul	G
Florenne, Yves	
Folliet, Joseph	Gagnaire, Etienne
Fombeure, Maurice	Gaillard
FONDATION FRANÇAISE POUR	Gaillard, Roger
L'ÉTUDE DES PROBLÈMES	Gait, Maurice
HUMAINS	Galey, Louis-Emile
Fontaine	Gallo, Max
Fontaine, Paul	Galloin
Fontenoy, Jean	Gandillac, Maurice de
Forestier (Père)	
Foucault, (Père de)	Ganivet, Pierre
Fouchet, Max-Pol	Garric, Robert
Fougeras, Jacques	Garrone, Louis
Foulon, Charles-Louis	Gaucher, François
Fouquet	Gaulle, Charles de
Fournier, Pierre	Gaussot, Philippe
Fraigneau, André	Gavoty, Bernard
Fraisse	Gaxotte, Pierre
Fraisse (Père)	Genet-Delacroix, Marie-Claude
Français, Jean	Geoffroy, César
France - Revue de l'État nouveau	Gérin-Ricard, L. de
France catholique	Gerlier (Cardinal Pierre)
France de Bordeaux et du Sud-Ouest	Gérard, J.A.
Francis, Robert	Gervais, Charles
FRANCISME	Ghislain, James
Franco	Gibrat, Robert
François	Gide, André
François-Poncet, André	Gide, Charles
Franconi (lieutenant)	Gidel, Gilbert (Recteur de Paris)
Frédéric-Dupont	Gillouin, René
Frenay, Henri	Gilson, Paul
Frenay, Pierre	Gilson, Etienne
Freud	Gimard, Marcel
FRONT COMMUN	Gimon, Pierre
FRONT NATIONAL	Giolitto, Pierre

Giono, Jean	Gurvitch, Georges
Girard, Louis-Dominique	Guy, C.
Girardet, Raoul	
Giraud (général)	H.
Giraudoux, Jean	
Gleize	Haedens, Kléber
Gobineau	Halévy, Daniel
Godard (dr)	Halls, Wilfred D.
Godin	Hamilton, Alistair
Goebbels	Hamm
Goguel, François (alias Bernard Séremputy)	Harcourt (général Robert d')
Goldmann, Lucien	Hauck, Henry
Gontard, Denis	Haurez
Goodrick-Clarke, Nicholas	Hauriou, Maurice
Gosset	Hautecoeur, Louis
Gosset, Jean	Havard de la Montagne, Robert
Gougenot des Mousseaux	Havard, Paul
Goutet, Pierre	Havard, Pierre
Granet, Marc	Hegel
Grange	Heidegger
Grasset	Henri IV
Gravier, François	Henriot, Philippe
Grenier	Hermet, Guy
Grenier, Jean	Herriot, Edouard
Grenier, Jean-Pierre	Heurteaux
Grévy, Jules	Heydrich
Griffault	Hibout P.
Grimm	Hilaire, Georges
Gringoire	Hillairet
Gros, L.G.	Hitler
Grotius	Hollier
Grunebaum-Ballin	Hoog, André
Guérin, M.	Honegger, Arthur
Guerry (Mgr Emile)	Hours, Joseph
Guibert, Armand	Hovaere, Jean
Guilcher, Jean-Michel	Hubeau, Jean
Guillaume	Hugon
Guillaume, Georges	Huisman, Georges
Guinet (chef de Cabinet de Georges Lamirand)	Humeau, Edmond
Guiraud	Huntzinger (général)
Guitton, Henri	Hussenot, Olivier
Guitton, Jean	Hussenot, Pierre
Gumplowicz, Philippe	Huxley, Aldous
	I

- | | |
|---|------------------------------|
| Ibert, Jacques | Keyserling |
| L'Insurgé | Kierkegaard |
| Iribarne, Alain d' | Kipling |
| Izard, Georges | Knochen, Helmut |
| | Koechlin, Charles: 89. |
| | Koehl, André: 268. |
| J | Kosma: 289. |
| | |
| Jacob, Max | L |
| Jacquemet | |
| Jacquemon, Maurice | L'Aube |
| Jahier | L'Echo de Paris |
| Jaloux, Edmond | L'Ephémère |
| Jardin, Jean | L'Étudiant français |
| Jarry | L'Europe |
| Jaubert, Maurice | L'Hoir |
| Jaurès, Jean | L'Homme Nouveau |
| le Suis Partout | L'Homme réel |
| Jean Pierchon | L'Hospital |
| Jean, René | L'Insurgé |
| Jeandet, Y. | L'Oeuvre |
| Jeanet, Claudio | La Flèche |
| Jeanneret, Serge | La Fontaine, Jean de |
| Jeantet, Claude | La France Catholique |
| Jeantet, Gabriel | La Gerbe |
| JEC (Jeunesse étudiante chrétienne) | La Laurencie (général de) |
| JEUNE DROITE | La Liberté du Sud-Ouest |
| JEUNE FRANCE | La Lutte des Jeunes |
| JEUNE RÉPUBLIQUE | Lancey, Maurice de |
| Jeunesse | La Nouvelle Revue Socialiste |
| JEUNESSES PATRIOTES | La Petite Gironde |
| JFOM (Jeunesses de France et d'Outre-
Mer) | La Porte du Theil, Joseph de |
| JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne) | La Réforme sociale |
| Jolivet, André | La République |
| Journal Jeune France | La Révolution prolétarienne |
| Journal Officiel | La Revue |
| Journoud, Mlle | La Revue des Jeunes |
| Jouvenel, Bertrand de | La Revue du Siècle |
| Judt, Tony | La Revue du XXe siècle |
| | La Revue française |
| | La Revue socialiste |
| K | La Revue universelle |
| | La Rocque (colonel de) |
| Kafka, Frantz | La Science Sociale |
| Kant, Emmanuel | La Terre française |

La Tour du Pin, Patrice de	Le Corbusier
La Tour du Pin, René de	Le Cour Grandmaison, Jean
La Varende, Jean de	Le Devoir
La Vérité aux Français	Le Figaro
La Vie socialiste	Le Flambeau
Labadie, Robert O.	Le journal de Genève
Labbé, G.	Le Marchand, Jean
Laborie, Pierre	Le Mouvement socialiste
Labrousse, Y.	Le Petit Dauphinois
Lacombe, Ollivier	Le Play, Frédéric
Lacoste, Robert	Le Progrès de Bordeaux
Lacouture, Jean	Le Roy Ladurie, Gabriel
Lacretelle, Jacques	Le Voltigeur
Lacroix, Jean	Lebret (Père)
Lacroix, J.Y.	Lecocq, Georges
Laffont (général)	Leenhardt, Roger
Lagardelle, Hubert	Lefèvre, Roger
Lagénie, Jean	Leforestier, Pierre
Lagrange, Léo	Lefort
Laistre, de	Lefrancq, J.
Lamarque	Lefranc, Georges
Lamirand, Georges	LÉGION
Lamour, Philippe	Legrand, T.
Landini (commandatore)	Lehideux, François
Landsberg	Lehnikuhl
Langansie	Leibowitz, René
Langevin, Paul	Lejard, A.
Langlade, François-Régis	Lejeune (Père)
Lannes, Roger	Leleu, Yves
Lanza del Vasto	Lemaigre-Dubreuil
Lapie, Pierre-Ollivier	Lemar
Laporte, René	Lemarque, Francis
La Prade, de	Lemit, William
Latinité	Lénine
Laure (général)	Léon XIII
Laurent, Charles	Léotard
Laurent, Jeanne	Leriche (professeur)
Laurent-Cély	Leroy, Maxime
Lautrec, Lucien	Les Cahiers
Lavagne, Philippe	Les Cahiers de la nouvelle France
Laval, Pierre	Les Cahiers du Sud
Lavastine	Les Cahiers Français
Le Barchambon	Les Cahiers franco-allemands
Le Bon, Gustave	Les Documents du Progrès
Le Chef Compagnon	Lesur, Daniel

Lévy, Bernard-Henry	Marc, Alexandre
Lévy, Claude	Marcel, Gabriel
Lex, Edme	Margaritis, Georges
Libenfels, von	Marie, Gabriel
Liébard	Marinetti
Lignac, Xavier de	Marion, Paul
Lindenberg, Daniel	Maritain, Jacques
Linz	Marolles, de
Loewy, Michael	Marquet, Adrien (Maire de Bordeaux)
Loisy	Marrou, Henri-Irénée (alias Henri Davenson)
Long, Marguerite	Martel
Lopez, Robert	Martenot, Jean
Loubet del Bayle, Jean-Louis	Martenot, Maurice
Loucheur, Raymond	Martin
Louis XI	Martiny (dr)
LOURMARIN	Martigny (docteur)
	Martin du Gard, Maurice
Loustau, Robert	Martin
Loysel	Martin, Mlle
Lubin, Germaine	Martinazzi, Jeromine
Luc	Martin-Chauffier, Louis
Luchaire, Jean	Martinon, Jean
Lucini, Dominique	Marx, Karl
Lueger, Karl	Masereel, Franz
Lukacs, Georges	Massis, Henri
Lyautey (maréchal)	Masson, André
Lyon, Gustave	Masson, Loys
	Mattéi
M	Mauban, Charles
	Maud'huy, Bertrand de
Macé, Jean	Mauduit, Antoine
Machiavel	Maulnier, Thierry (Jacques Tallagrand)
Madaule, Jacques	Maurel
Magny, H.	Maurras, Charles
Magny, Charles	Maux, Henri
Maistre, Joseph de	Maxence, Jean-Luc
Malabar, Jean	Maxence, Jean-Pierre (Pierre Godmé)
Malon, Benoît	
Malvaux	
Malraux, André	
Man, Henri de	May, Daniel
Mandel, Georges	Mayer, Arno
Manessier, Alfred	MAYET-DE-MONTAGNE
Mangin, Paul	Meaux
Maniller	Médard, Jean-François

Menendez y Pelayo	MSR (Mouvement Socialiste Révolutionnaire)
Ménétreel, Bernard	
Menthon, François de	Mun, Albert de
Mer	Münch, Charles
Mercier, Ernest	Mussolini
Mercier, Guy	
Merrillod	N
Mesnard, André-Hubert	
Messiaen, Olivier	Naurois, (Abbé René de)
Métier de chef, revue des Compagnons de France	Naville, Jacques
Miatlev	Nay, Catherine
Michaillat, Mme	Nazelle
Michaud, M.	Neveux, Georges
Michelet, Iules	Nguyen, Victor
Milhaud, Darius	Nicolly, René
Milleret, Bernard	Nietzsche
Milza, Pierre	Noël, Maurice
Mirande, J.	Noguères, Henri
Mireaux	Nouveaux Cahiers
Mitterrand, François	Nouveaux Temps
MNPGD (Mouvement national des prisonniers de guerres et déportés)	Nouvelle Revue française
Mohrt, Michel	0
Molière	Occident
Monçais, R.J.	Olivier-Lapie, Olivier
Monconduit, André	Ollivier, Albert
Montagnon, Barthélémy	Ollivier, Louis
Montaigne	Ollivier-Martin, Félix
Montherlant, Henri de	Oraison, Marc
Montiel	Orban
Montigny, Jean	ORDRE NOUVEAU
Montjoie, Jacques de	Orenga, E.
Morancé	Ory, Pascal
Moreau, Jean	Ostara
Moré, M.	Ozenne, Hélène
Moulin de Labarthète, Henri du	P
Moulin, Jean	
Mounier, Emmanuel	Pailleret
Mourre, E.	Palmade
Mouton, Roger	Palvat, R.
Mouvement	Pamphlet
Moyssset, Henri	Panassié, Hugues
Mozart	Panijel, Franc

Panorama	Plisnier, Charles
Paoli	Poésie
Papen, von	Pollak, Michael
Paqui, Jean	Poncet, André
Parain, B.	Pontier, J.M.
Paringaux, Yves	Popelin, Claude
Paris, Comte de	Portmann, Georges
Paris-midi	Poulat, Emile
PARTI FRONTISTE	Poulenc, Francis
Pascal	Poulet, Gaston
Pasquier, Pierre	Poulon, Guy
Paulding	Poussin
Paulhan, Jean	PPF (Parti populaire français)
Péan, Pierre	Prade, Jean de la
Péguy, Charles	Pradelle, de la
Pelorson, Georges	Pradet, Gilbert
Pénasse, A.	Prat, Guy
Pérez, G.	Preger, Léo
Péri, Gabriel	Prévert, Jacques
Perret	Prévost J.
Perret, Auguste	Prévost, Jean
Perrin, Francis	Primo de Rivera, Jose Antonio
Perrin, Jean	Proudhon, Joseph
Perroux, François	PSF (Parti social français)
Peschanski, Denis	Psichari
Pétain (maréchal)	Pucheu
Petit, Henri	Pucheu, André
Petitot, Romain	Puget, C.A.
Petitjean, Armand	Pujo, Maurice
Peyrouton, Marcel	Puygibet
PHALANGE	
Philip, André	Q
Pichery	
Pie IX	Quatre vents
Pierrefeu, Pierre de	Quey, G.
Piersa, de	Quotidien
Piettre André	
Piétri, A.M.	R
Pignon, E.	
Pigrenet, Georges	Rabaud
Pinot, Marcel	Rabaud, Henri
Pirou, Gaëtan	Rabaud, Olivier
Plan du 9 juillet	Rabaudy
Plans	Rabelais
Planque	Racine

RADIO JEUNESSE
 Raynaud, Paul
 Réaction pour l'ordre
 Rebatet, Lucien
 REDRESSEMENT FRANÇAIS
 Reggui, Marcel
 Rémond, René
 Renan, Ernest
 Renard
 Renaudel, Pierre
 Renault, Jean
 Renault, Louis
 Renault, Mme
 Rendage
 Renon, Jean
 Renon, Louis
 Renon, Pierre-Edmond
 RÉSISTANCE
 Revue du Siècle
 Revue du XXe siècle
 Revue française
 Rey, Henri-François
 Reynaud, Paul
 Ribre, Charles de
 Richard, Marius
 Richard, Michel
 Richaud
 Richelieu
 Rici, J.C.
 Rigault, Jean
 Ripert, Georges
 Ritaine, Evelyne
 Rivain, Jean
 Rivaud
 Rivaud, Albert
 Rivet (général)

 Rivet, Paul
 Rivier, Jean
 Rivière, Georges-Henri
 RNP (Rassemblement national
 populaire)
 Robespierre
 Robin
 Robin, Régine

Roditi, Georges
 Rodriguez (Père)
 Rohrbach, Maurice
 Rokkan, Stein
 Roland
 Rolin, Jean
 Rolland
 Rollat
 Romains, Jules
 Romée, Daniel
 Romier, Lucien:
 Rossignol, Dominique
 Rougemont, Denis de
 Rousseau, Jean-Jacques
 Rousseau, Madeleine
 Roussel, Jean-Albert
 Roussel, Romain
 Roy, Claude
 Roy, Marcel
 Rutilon

 S

 Sabatier, Maurice
 Sableau
 Sahut, M.
 Saint-Augustin
 Saint-Bonaventure
 Saint-Exupéry, Antoine de
 Saint-Just
 Saint-Louis
 Saint-Sauveur, de
 Saint-Simon
 Saint-Thomas d'Aquin
 Saivre, Roger de
 Salazar
 Saliège (Mgr)
 Salleron, Louis
 Sangnier, Marc
 Santana, Giorgio de
 Sanvoisin, Gaëtan
 Sarget
 Sarrien
 Sarthoulet, Joseph
 Sauvy, Alfred

Scapini	Soutou, Maurice
Schaeffer, Pierre	Spengler
Schiltz	Spinasse
Schmidt, A.M.	Spinoza
Schmitt, Carl	Staline
Schoenbaum, David	Steinhof, Max
Schoenerer, Georg von	Sternhell, Zeev
Schorderet, Xavier:	STUDIO D'ESSAI
Schorske, Carl E.	Stülpnagel (général von)
Schueller	Suarès
Schwalm. (Père)	Suarez, Francisco
SCOUTS	Suhard (Cardinal)
SECOURS NATIONAL	Sully
Secrétain, Roger	SYNARCHIE
Segaud	
Seghers, Pierre	T
Seiler, Daniel	
Senarclens, Pierre de	Taine, Hippolyte
Senez, Fernand	Talleyrand
Sentein, François	Tarde, Gabriel de
Sérempuy, Bernard (pseudonyme de François Goguel)	Tasca, Angelo
Serol	Tavera, François
Serreau, Jean-Marie	Tavernier, René
Sertillanges (Père de)	Temps
	Temps nouveau
Seurin, Jean-Louis	Temps présent
SFIO	Tétard
Shakespeare	Teyssandier, Louis
SILLON	Thalmann, Rita
Simon, Pierre Henri	Théas (Mgr)
Simonnet, Maurice-René	Thévenot, Jean
Sirinelli, Jean-François	Thibault, Jacques
Slama, Alain-Gérard	Thibon, Gustave
SOL (Service d'Ordre légionnaire)	Thiriot
Solages, (Mgr) Bruno de	Thomas, Jean
SOLIDARITÉ FRANÇAISE	Tilly, Charles
Sombart	Tissier, lieutenant-colonel
Sonrel	Tissot, Noël de
Sorel, Georges	Tixier-Vignancourt, Jean-Louis
Soucy, Robert	Tomasi, Henri
Soulenq, Victor	Touchard, Jean
Soupault, Philippe	Touchard, Pierre-Aimé
Soury, Jules	Toulouse
Soutou, Jean-Marie	Tournemire, Guillaume de
	Tourville

Toussanel	Versepuy, Mario
Touzé, Maurice	Vialatoux, Joseph
Tracou, Jean	Vieux
Travail et Nation	Vigne
Triolet, Elsa	Vilar, Jean
Trochu, Charles	Villey:
TROISIEME FORCE	Vimann
	Vincent, René
U	Viou
	Vivier-Marle
Ullmann, André	Voisin, André
Ullmo, Jean	VOLONTAIRES NATIONAUX
UNION POUR LA VÉRITÉ	
UPJF (Union populaire de la jeunesse française)	W
URIAGE	Watier
Urvoy, Maurice	Weber, Eugen
Urvoy, Yves	Weber, Max
	Wells, H.G.
V	Westphal (pasteur)
	Weygand (maréchal)
Vaillant-Couturier	Whitman, W.
Valdour, Jacques	Wilhelm, Jacques
Valentin, François	Winock, Michel
Valéry, Paul	Winter (docteur)
Vallat, Xavier	Wistrich, Robert S.
Valléry-Radot	
Vallès, Jules	X
Vallin, Charles	
Vallon, Louis	X CRISE
Valois, Georges	
Vandelle	Y
Vaneigem	
Varages, B.	Ybarnégaray
Vaudremer (professeur)	Yvan-Sicard, Maurice
Védrine, Jean	Yvoire, Jacques d'
Veillon, Dominique	
Verdeil, R.	Z
Verdier, Philippe	
Verdilhac, Yves de	Zérapha, Georges
Vernet, du	

Fin du texte